JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

6^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ÉCRITES

(Art. 139 et 133 du règlement.)

Article 139 du règlement :

« 1. Les questions écrites sont rédigées, notifiées et publiées dans les conditions fixées par l'article 133. En outre, elles ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ;

« 2. Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption ;

« 3. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois ;

« 4. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois ;

« 5. Dans le cas où la question écrite est transformée en question orale, celle-ci prend rang dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 133 ;

« 6. Font l'objet d'un rappel publié au Journal officiel les questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais prévus aux alinéas 2, 3 et 4 du présent article ;

« 7. Le texte des questions écrites est reproduit dans les rappels. Il est communiqué aux auteurs des questions en même temps que le rappel leur est notifié. »

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Ecoles normales (enseignants).

12586. — 24 février 1979. — M. Marcel Garrouste appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conséquences de la suppression de 50 p. 100 des postes de professeur (sept sur quatorze) de l'école normale d'Agen, à compter de la rentrée 1979, qui vient d'être notifiée officiellement. Cette mesure fait suite à une réduction très sensible du recrutement des instituteurs en Lot-et-Garonne. Les besoins du département ne sont pas couverts puisqu'il a été nécessaire de faire appel à quinze « suppléants éventuels » sans formation ni garantie. En outre, la suppression des postes de professeur d'école normale est l'amorce d'un démantèlement peut-être irréversible de l'école normale d'Agen. En conséquence, il lui demande : les mesures qu'il compte prendre pour assurer au Lot-et-Garonne un recrutement d'instituteurs suffisant permettant d'améliorer la qualité du service public éducation ; les mesures qu'il compte prendre pour reconstituer le potentiel de formation que représente l'école normale d'Agen ; quelle assurance il peut dès maintenant apporter relativement au maintien d'un centre départemental de formation initiale et continue des instituteurs en Lot-et-Garonne.

Comités d'entreprise (réglementation).

12587. — 24 février 1979. — M. Jacques-Antoine Gau appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur l'application de la législation sur les comités d'entreprise dans les groupes de société. Il lui rappelle que les groupes de société sont

de plus en plus fréquents et pulsants, alors qu'il n'existe aucun texte législatif ou réglementaire tenant compte de cette réalité économique, pour organiser les relations de travail à l'intérieur du groupe. Une telle carence est d'autant plus regrettable qu'elle vide d'une partie de sa signification la législation relative aux comités d'entreprise, dans la mesure où le contrôle du personnel ne peut s'exercer au lieu où se trouve la réalité du pouvoir, c'est-à-dire au niveau du groupe. Il lui demande si le groupe de travail devant associer différents départements ministériels pour tenter d'élaborer les modifications législatives exigées par la création des groupes, groupe de travail qui avait été annoncé dans la réponse de son prédécesseur (n° 16857, *Journal officiel*, Sénat du 21 octobre 1975), a bien été constitué et quelle suite a pu être donnée à ses études.

Téléphone (raccordement).

12588. — 24 février 1979. — M. Martin Malvy appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur la situation de la région Midi-Pyrénées, classée dernière région de France pour ce qui est du nombre d'abonnés pour 100 habitants. Au 31 décembre 1978, le nombre des demandes en instance s'y élevait à 113 785. Le nombre des abonnements réalisés en 1979, plus de 60 000, s'il peut paraître satisfaisant, dissimule en réalité la permanence de problèmes graves, en milieu rural notamment. Ainsi dans le département du Lot, qui compte actuellement plus de 10 000 demandes en instance pour 28 000 abonnés et où 4 500 raccordements ont été réalisés en 1978. Dans ce département où l'habitat est généralement dispersé, on constate en effet qu'il est toujours très difficile et très long d'obtenir satisfaction en zone rurale en général, d'une manière systématique lorsqu'il s'agit de l'établissement d'une ligne longue. Certaines demandes sont en instance dans ce département depuis sept ou huit ans. Il lui demande donc s'il entend prendre pour la région Midi-Pyrénées des dispositions spéciales pour lui permettre de rattraper son retard, d'autant plus lourd de conséquences qu'elle se trouve à la frontière de l'Espagne. Il lui demande de considérer la situation du département du Lot où la dispersion de l'habitat appelle majoration des crédits. Il souhaiterait savoir s'il envisage un effort spécial pour ce département et quelles mesures il entend prendre pour que dans le courant de l'année 1979 soient satisfaites toutes les demandes en instance depuis plus de trois ans.

Ecoles normales (recrutement).

12589. — 24 février 1979. — M. Gilbert Faure expose à M. le ministre de l'éducation que l'école normale mixte de Foix vient de se voir enlever la plupart des tâches qui lui étaient confiées. Il lui signale que des travaux importants y ont été récemment effectués afin de permettre le développement d'expériences tant pédagogiques qu'éducatives d'un intérêt indiscutable. Déplorant que la décision prise s'oppose à ces diverses réalisations, il regrette également que soit envisagée la suppression de la formation des maîtres du 1^{er} degré, dans le milieu particulier d'une zone de montagne, alors que tout le monde proclame qu'il faut, pour le moins, y maintenir la vie. En conséquence, il lui demande s'il envisage de revenir sur une telle décision et de rétablir l'école normale de Foix dans le cadre, non seulement de la formation des maîtres, mais aussi dans celui des autres missions qui lui étaient dévolues.

Transports scolaires (sécurité).

12590. — 24 février 1979. — M. Gilbert Faure demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui indiquer le nombre des accidents qui ont eu lieu, année par année, depuis cinq ans au cours du ramassage scolaire en précisant : 1° le nombre de tués ; 2° le nombre de blessés ; 3° à qui incombe la responsabilité de ces accidents.

Police (personnel).

12591. — 24 février 1979. — M. Laurent Fabius expose à M. le ministre de l'intérieur le problème des effectifs administratifs de la police nationale. Après la suspension du plan « Marcellin » qui avait pour objet de renforcer le volume de ces emplois, afin de replacer dans leurs attributions les fonctionnaires actifs appelés à tenir des postes sédentaires, la situation n'a cessé de se dégrader pour assurer la marche des services intérieurs. Il lui demande de lui faire connaître l'effectif budgétaire actuel des corps administratifs de la police ayant un emploi permanent, l'effectif de chacune des catégories identifiées sous les appellations suivantes : auxiliaires antérieurs à la réforme de 1950 ; auxiliaires temporaires ; auxiliaires féminines chargées des fonctions de surveillance ; vaca-

taire ancienne formule (non retraités de la police) ; vacataires Plan Barre ; auxiliaires du plan intérimaire et agents de bureau sur contrat. Il lui demande enfin de lui faire savoir le nombre de fonctionnaires actifs : 1° tenue ; 2° civils (inspecteurs, enquêteurs) susceptibles de même être replacés dans leur véritable mission en procédant dans le même temps au renforcement des effectifs administratifs de la police.

Police (personnel).

12592. — 24 février 1979. — M. Laurent Fabius demande à M. le ministre de l'intérieur de lui faire connaître le contingent détaillé des effectifs à caractère non permanent utilisés dans la police nationale et constitué de personnels ci-après ayant : 1° la qualité de vacataire ; 2° la qualité d'auxiliaire temporaire. Le nombre de gardiens de la paix et sous-brigadiers, de brigadiers, brigadiers chefs, inspecteurs, inspecteurs principaux, inspecteurs divisionnaires, commissaires et commissaires principaux, tous retraités d'ancienneté de la police, réembauchés à ce titre et se trouvant actuellement en activité. Il lui demande en outre de lui préciser la date à laquelle il a été procédé aux derniers recrutements parmi ces ex-fonctionnaires pour tenir des emplois d'huissier ou enregistrement de courrier. Il le prie de lui indiquer également le nombre des licenciements survenus entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 1978, parmi les jeunes recrutés au titre de vacataires « du plan Barre » et invités à se faire réinscrire à l'Agence nationale pour l'emploi.

Calamités (indemnisation).

12593. — 24 février 1979. — M. Jacques Lavadrine demande à M. le ministre du budget de bien vouloir lui faire connaître : 1° le montant total, net de dégrèvements et remboursements, des impositions effectivement encaissées par l'Etat au titre du collectif budgétaire de la fin de l'année 1976 (majorations exceptionnelles d'impositions destinées à couvrir les dépenses entraînées par la sécheresse et la catastrophe de la Soufrière) ; 2° le montant exact des aides ordonnées au profit, d'une part, des agriculteurs victimes de la sécheresse et, d'autre part, des personnes physiques et morales touchées par la catastrophe de la Soufrière ; 3° le montant des recettes actuellement en recouvrement mais non encore encaissées et le montant des dépenses qui restent à ordonner au titre de la sécheresse et de la Soufrière.

Communauté économique européenne (dépenses et recettes).

12594. — 24 février 1979. — M. Jacques Lavadrine demande à M. le Premier ministre de bien vouloir lui faire connaître, pour les années 1975 à 1978 (prévisions pour cette dernière année) : 1° le montant de l'ensemble des contributions perçues en France par la communauté européenne, à quelque titre que ce soit et qu'il s'agisse de ressources propres ou de contributions volontaires de l'Etat français, ces recettes étant présentées par catégorie de perception (prélèvements, TVA, cotisations particulières type corresponsabilité, subventions du budget de l'Etat, etc.) ; 2° le montant des participations versées par les communautés européennes à la France, également présentées par catégories de participations (fonds européen régional, fonds social, FEOGA section garantie et section orientation, autres participations, etc.) ; 3° pour les mêmes années, le montant des fonds collectés en France par la banque européenne d'investissements ainsi que, par catégorie, le nombre et le montant des prêts accordés à la France par la BEI.

Communautés européennes (Cour des comptes).

12595. — 24 février 1979. — M. Jacques Lavadrine demande à M. le Premier ministre de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour que le rapport de la Cour des comptes des communautés européennes soit adressé au Parlement français comme c'est déjà le cas pour le rapport de la Cour des comptes de la République française.

Mobilier national (hôtel Matignon).

12596. — 24 février 1979. — M. Jacques Lavadrine, se référant au rapport de la Cour des comptes sur la loi de règlement du budget de 1977 (document Assemblée nationale, n° 782, page 123), demande à M. le Premier ministre de bien vouloir lui exposer, d'une manière détaillée, quelle a été l'utilisation, en 1976 et en 1977, des deux crédits de 0,4 et 0,5 million de francs ouverts par les décrets du 31 mars 1976 et du 8 février 1977 pour la restauration du mobilier « noble » de l'hôtel Matignon. Il lui demande, en

particulier, de lui indiquer à quoi correspond cette définition de « mobilier noble », quelles sont les pièces de ce mobilier qui ont été restaurées et quel a été le prix de la restauration de chacune d'entre elles. Il lui demande, en outre, si cette restauration est faite par des entreprises nationales ou par des entreprises privées.

Aide sociale (bureaux d'aide sociale).

12597. — 24 février 1979. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la circulaire n° 75-649 du 19 décembre 1975 qui fixe les échelles indiciaires des directeurs des bureaux d'aide sociale applicables à compter du 1^{er} janvier 1975. A la suite de la parution des arrêtés en date du 15 novembre 1978 portant création des emplois de directeur administratif pour les villes de 40 000 à 150 000 habitants et d'attaché communal, les directeurs des bureaux d'aide sociale se trouvent, de nouveau, placés dans une situation inférieure à celle de leurs collègues des mairies. Or, il s'avère que les directeurs de bureaux d'aide sociale ont de plus en plus de responsabilités par suite du développement de l'action sociale menée par les communes et qu'il importe, par conséquent, de ne pas dévaloriser cet emploi. En conséquence, il lui demande s'il compte prendre prochainement des dispositions en faveur de cette catégorie du personnel communal.

Prestations familiales (prêts aux jeunes ménages).

12598. — 24 février 1979. — M. Michel Sainte-Marie attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur l'insuffisance des crédits débloqués par l'Etat pour faire face aux demandes de prêts des jeunes ménages résultant de l'application de l'article 3 de l'arrêté du 17 novembre 1972 et tient à lui faire remarquer que la caisse d'allocations familiales de la Gironde a été dans l'obligation de surseoir à l'attribution de 1711 dossiers faute de crédits suffisants privant ainsi les intéressés des moyens les plus souvent indispensables à leur installation familiale. Aussi, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour que ces prêts soient attribués aux jeunes ménages qui y ont droit sans limitation des crédits d'Etat, c'est-à-dire dans des conditions comparables aux autres prestations légales.

Enfance inadaptée (établissements).

12599. — 24 février 1979. — M. Michel Sainte-Marie appelle l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la suppression du centre d'éducation physique spécialisé de Bordeaux. Par voie de conséquence, le service qu'effectuait ce dernier à l'école de Tenet-Mérignac auprès des enfants déficients physiques fréquentant cet établissement n'est plus assuré. Cette décision conduit à la situation paradoxale du fait que cette école, dont la fonction est de parvenir à la réinsertion dans une scolarité normale des enfants qui lui sont confiés par une pratique développée et cohérente des activités physiques ne dispose d'aucun professeur qualifié dans cette branche et que par suite, plus aucune activité coordonnée de plein air n'a lieu. Considérant d'une part, que de tels centres d'éducation physique ont été maintenus dans d'autres régions et, d'autre part, les déclarations faites à l'Assemblée nationale le 14 novembre 1978 par le ministre qui s'était engagé à revoir certaines situations particulières, il lui demande s'il envisage la réouverture de ce centre d'éducation physique spécialisé de Bordeaux et l'affectation comme précédemment d'un de ses membres à l'école de Tenet-Mérignac.

Enfance inadaptée (établissements).

12600. — 24 février 1979. — M. Philippe Madrelle appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la nécessité de créer une structure d'accueil susceptible d'accepter les enfants relevant d'une scolarité dans l'enseignement spécialisé du premier cycle dans le secteur de Créon (Gironde). En effet, le collège d'enseignement secondaire de Créon ne possède aucune classe du type section d'éducation spécialisée alors que, chaque année, lors de l'entrée en sixième, plus de quinze enfants relèvent de cet enseignement. Il lui demande de lui indiquer : 1° s'il compte maintenir, lors de la prochaine rentrée scolaire et faute de création d'une amorce de SES, la classe atelier qui était affectée à titre provisoire au CES de Créon ; 2° s'il peut envisager la création d'un second poste correspondant à la classe de cinquième d'une SES afin de pouvoir accueillir les élèves issus de la classe atelier ; 3° dans quels délais est prévue l'ouverture d'une SES dans un secteur totalement dépourvu de structure d'enseignement spécialisé au niveau du premier cycle.

Forêts (exploitation).

12601. — 24 février 1979. — M. Philippe Madrelle appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les problèmes de déboisement incontrôlé que connaît actuellement un secteur commun à quatre communes de la Gironde (Créon, La Sauve-Majeure, Camiac et Cursan). Il s'avère que le plan de gestion de la coupe prévue sur la parcelle n° 115 des forêts ancestrales du château Barrault à Cursan (33) prévoit l'éclaircissement des chênes. Il lui demande de lui indiquer : 1° sur quelles bases et pour quelles raisons s'est-on déterminé pour autoriser cette opération qui va correspondre dans la réalité à une coupe rase de la quasi-totalité des arbres de cette forêt ; 2° si l'on peut suspendre l'abattage en attendant qu'une étude précise soit menée sur ses conséquences écologiques et esthétiques dans une zone qui se situe dans le périmètre protégé de l'abbaye de la Sauve-Majeure ; 3° s'il compte donner des instructions à ses services afin qu'ils soient particulièrement vigilants dans l'examen des permis d'abattage qui seraient délivrés dans une région qui risque de subir dans l'avenir un déboisement accéléré avec l'implantation et le passage des lignes électriques en provenance de la centrale nucléaire de Braud-et-Saint-Louis, passage contre lequel s'élèvent tous les élus de cette région.

Médecine du travail (aides ménagères).

12602. — 24 février 1979. — M. Michel Nolr attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le fait que les aides-ménagères travaillant à temps partiel ne sont pas soumises aux examens de la médecine du travail. Il lui demande s'il est envisagé de modifier cette situation dans un proche avenir.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

12603. — 24 février 1979. — M. Maurice Tissandier rappelle à M. le ministre de l'éducation que la loi de finances pour 1978 avait prévu la création d'une « indemnité de responsabilité de direction » en faveur des chefs d'établissement du second degré et de leurs adjoints. Il s'étonne que début 1979, le décret en autorisant le paiement n'ait pas été publié. Il lui demande de mettre tout en œuvre afin que cette indemnité votée par le Parlement soit sans tarder versée à ses bénéficiaires.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

12604. — 24 février 1979. — M. Maurice Tissandier appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la contradiction existant entre les structures du nouveau collège unique et la persistance, pour les personnels de direction, d'une multiplicité de statuts correspondant à des distinctions aujourd'hui révolues. Il lui demande donc dans quel délai les textes concernant la création du grade de « principal de collège » pourrait intervenir.

Auxiliaires médicaux (psychorééducateurs).

12605. — 24 février 1979. — M. Jean-Claude Gaudin attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les conditions d'accès au diplôme d'Etat de psychorééducateur. La première année d'études préparant à ce diplôme est sanctionnée par un concours où le nombre de places est fixé par le ministre de la santé et de la famille, en fonction des besoins nationaux. Il lui demande pourquoi les créations de postes correspondent rarement à ces contingents fixés à l'issue de la première année. En outre, un statut législatif devait définir le cadre de la profession de psychorééducateur en juillet 1978. La spécificité de cette profession avait été reconnue en 1976, par une commission technique ministérielle. Vers quelle date ce statut législatif sera-t-il établi. Enfin, pour quelles raisons les soins de psychomotricité dispensés en exercice libéral ne sont-ils point pris en compte par la sécurité sociale, au même titre que les actes d'orthophonie ou de kinésithérapie.

Enregistrement (droits : taux réduit de 0,60 p. 100).

12606. — 24 février 1979. — M. Maurice Charretier attire l'attention de M. le ministre du budget sur un différend survenu entre l'administration des services fiscaux et un marchand de biens dans les circonstances suivantes : dans une zone où le plan d'urbanisme prévoit qu'une contenance de 4 000 mètres carrés est nécessaire pour construire une maison individuelle, ce marchand de biens achète un terrain de 10 000 mètres carrés. Dans l'acte d'acquisition, l'acheteur s'engage à construire une seule maison individuelle dans un délai de quatre ans, ce qui motive, en matière de TVA, l'applic-

ation du taux de 5,28 p. 100 à la parcelle de 4000 mètres carrés réservée à la construction. L'acquéreur s'engage de plus à revendre les 6000 mètres carrés supplémentaires dans un délai de cinq ans, en sollicitant l'application, pour cette partie du terrain, de l'article 1115 du code général des impôts. Une telle interprétation de la réglementation (application de la TVA sur une partie du terrain et du régime spécial des marchands de biens sur le surplus) est contestée par la recette des impôts compétente qui, si elle entend bien appliquer la TVA immobilière au taux de 5,28 p. 100 sur les 4000 mètres carrés construits, exige de plus de percevoir sur le reliquat du terrain les droits d'enregistrement (ou taxe de publicité foncière) au taux normal, sans possibilité de réduction au taux de 0,6 p. 100 comme le prévoit l'article 1115 du code général des impôts. Il lui demande si, en l'occurrence, les services fiscaux font une interprétation correcte des textes en vigueur.

Handicapés (allocations).

12607. — 24 février 1979. — **M. Francisque Perrut** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les conditions difficiles créées aux handicapés par suite des lenteurs dans l'instruction des dossiers. Un cas concret à titre d'exemple : une personne de cinquante-huit ans, handicapée depuis septembre 1977 après une paraplogie et rentrée dans son foyer en février 1978, a sollicité depuis cette date l'obtention de la carte de handicapé. Elle a reçu la visite de contrôle d'un médecin début octobre. Depuis cette date elle n'a plus de nouvelles et, bien que les frais médicaux soient pris en charge à 100 p. 100, elle ne peut bénéficier d'aucune allocation ni de la tierce personne. Il lui demande s'il est normal qu'une attente aussi longue soit imposée au malade avant qu'il puisse bénéficier des mesures prévues par la loi.

Aides ménagères (service : fonctionnement).

12608. — 24 février 1979. — **M. Francisque Perrut** attire à nouveau l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les difficultés croissantes devant lesquelles se trouvent les associations d'aide ménagère à domicile. En effet, d'une part, les organismes payeurs accusent des retards parfois de plusieurs trimestres pour le remboursement des fonds aux associations, leur créant ainsi de graves difficultés de trésorerie. D'autre part, des charges plus lourdes pèsent sur elles par suite de la mensualisation des personnels, qui est sans doute légitime, mais n'a donné lieu à aucune révision du taux de remboursement. Dans beaucoup de villes où elles jouent un rôle important sur le plan social, ces associations vont être amenées à cesser leur activité pour des raisons financières. Conséquence : de nombreuses personnes secourues devront solliciter l'hébergement dans des hôpitaux ou hospices, ce qui entraînera un surcroît de dépenses pour la sécurité sociale. Il lui demande quelles dispositions urgentes peuvent être prises pour permettre à ces associations de poursuivre leur activité dans des conditions normales.

Police municipale (personnel).

12609. — 24 février 1979. — **M. Charles Fèvre** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** sa question écrite n° 7290 dont le texte a été publié au *Journal officiel*, débats AN du 14 octobre 1978, page 6101, et dont il lui rappelle les termes : « **M. Charles Fèvre** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation des agents de police municipale de Langres (Haute-Marne). Ces agents relèvent encore d'un statut municipal bien que dans cette ville de 12000 habitants ils effectuent des tâches en tous points analogues à celles que réalisent leurs homologues de Chaumont et Saint-Dizier, villes dont la police est étatisée. De surcroît, cette situation, qui dévalorise les personnels de Langres sur le plan administratif et financier, entraîne pour la ville de Langres des frais importants puisque ces agents sont rémunérés sur des crédits prévus au budget municipal (en 1978, 606428 francs sur un budget total de fonctionnement de 31748198 francs). Il lui demande de lui faire connaître s'il compte apporter rapidement une solution d'équité à ce problème et notamment si le projet de loi-cadre portant réforme des collectivités locales permettra de le résoudre d'une manière satisfaisante. Il lui demande de bien vouloir donner une réponse à cette question dans les meilleurs délais possibles.

Jeux et paris (jeux de loto).

12610. — 24 février 1979. — **M. Paul Duraffour** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il ne serait pas envisageable d'étendre la période pendant laquelle est autorisée la pratique des jeux de loto.

En effet, aux termes de la circulaire du 3 octobre 1975, ces jeux, qui doivent être « organisés dans un cercle restreint, au profit d'œuvres d'intérêt général et caractérisés par des mises de faible valeur », ne peuvent avoir lieu qu'entre le 1^{er} décembre et le 31 janvier de l'année suivante. Traditionnels dans certaines petites communes, procurant quelques recettes à des associations sans but lucratif, ils constituent un divertissement familial et populaire et une occasion d'animation sociale. De tels jeux n'ont donc rien de comparable avec certaines compétitions commerciales déloyales auxquelles la circulaire précitée a entendu mettre fin. C'est pourquoi un assouplissement de la réglementation en vue de permettre la pratique des loto sur plusieurs mois et en fonction des périodes de fêtes locales semble souhaitable et sans risque de donner lieu à des abus.

Postes (fonctionnement).

12611. — 24 février 1979. — **M. Claude Michel** s'inquiète de l'attitude des pouvoirs publics vis-à-vis du service public de la poste. Contrairement à ses engagements, le Gouvernement n'a fait aucun effort pour pallier les insuffisances manifestes en personnel d'exploitation. Les conflits se multiplient, au centre de tri d'Austerlitz, au centre de tri de Limoges, permettant au patronat de remettre en cause l'existence du monopole public de transport du courrier. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à ce dangereux processus de dégradation et de remise en cause du service public des postes.

Élevage (chiens).

12612. — 24 février 1979. — **M. Claude Michel** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conditions d'application de la loi Neuville et les conséquences de l'importation de chiens en provenance des Pays-Bas, du Danemark et de Belgique. Ces chiens qui, généralement, ne sont pas de pure race, arrivent sur le marché à bas prix, mais surtout sans aucune garantie sanitaire. Les certificats de vaccination comportent, dans la majorité des cas, de multiples inexactitudes ou erreurs comme, par exemple, une date de vaccination antérieure à la date de naissance de l'animal, l'identification étant rendue presque impossible, les chiens ne possédant pas de tatouage. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour faire respecter les règlements sanitaires intercommunautaires et faire cesser cet état de fait qui nuit à notre élevage canin.

Protection civile (sapeurs-pompiers).

12613. — 24 février 1979. — **M. Claude Michel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation des sapeurs-pompiers professionnels. La commission nationale paritaire des sapeurs-pompiers n'a pas été réunie depuis deux ans bloquant ainsi l'élaboration des textes souhaités par les intéressés, leur permettant de bénéficier des mêmes aménagements de carrière que les agents techniques des collectivités locales. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Éducation physique et sportive (enseignement supérieur).

12614. — 24 février 1979. — **M. Jean Laurain** attire l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur les problèmes qui inquiètent actuellement l'unité d'enseignement et de recherche en éducation physique de Nancy. En 1975, M. Solsson, alors secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, avait ouvert une filière d'études universitaires en sciences et techniques des activités physiques et sportives répondant à un triple objectif : permettre aux étudiants d'obtenir, au cours de leurs études, des diplômes universitaires ; mettre en œuvre des formations pour les secteurs de la vie sociale où sont utilisées les activités physiques et sportives (réadaptation, sport, loisir, monde du travail, etc.) ; ouvrir la voie à des formations supérieures dans cette discipline et à la recherche fondamentale et appliquée qui fait gravement défaut à notre pays. Or, au moment où les trois premières années d'études ont été mises en œuvre, le ministre des universités ne répond pas à la demande d'habilitation à préparer et à délivrer la maîtrise en sciences des activités physiques et sportives qui lui a été soumise par l'université de Nancy-I. D'autre part, au projet de budget de 1979 ne figure aucun crédit permettant la création de postes de professeur d'EPS. Les faits sont en contradiction avec les projets avancés en la matière. En conséquence, il lui demande s'il entend coordonner ces décisions de façon concrète pour que

les perspectives de l'UER aboutissent à la vocation à laquelle était destinée cet établissement, prévoir les crédits nécessaires aux créations de postes correspondant aux besoins réels de l'institution scolaire.

Education physique et sportive (enseignants).

12615. — 24 février 1979. — M. Jean Laurain attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation particulière des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive. Jusqu'en 1975, les maîtres d'EPS étaient formés dans les CREPS (centres régionaux d'éducation physique et sportive) en deux années d'études avec exigence du BEPC. Cette formation, qui avait fait ses preuves dans le passé, est apparue comme insuffisante et dépassée tant par le niveau du diplôme exigé (BEPC) que par la durée et le contenu des études. En 1975, cette formation a été totalement renouée et adaptée aux besoins des enfants et des adolescents. C'est ainsi qu'a été créé le nouveau corps des professeurs adjoints d'EPS (décret portant statut du corps des PA du 21 janvier 1975). Les professeurs adjoints sont désormais formés en trois ans dans les CREPS avec exigence du baccalauréat comme diplôme universitaire. La qualité de cette formation est reconnue par toutes les personnes compétentes et notamment par l'inspection pédagogique. Pour autant, cette qualification n'est pas reconnue au niveau de la rémunération. Les PA assument des responsabilités identiques à celles des autres enseignants de l'enseignement secondaire (professeurs certifiés, PEGC) et exercent notamment dans l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur et les services extérieurs du ministère de la jeunesse et des sports. Leur rémunération est identique à celle des instituteurs bien que la formation de ceux-ci ne soit que de deux ans après le baccalauréat. Ils ne bénéficient d'aucun des avantages réservés aux instituteurs : débouchés, promotions, logement, etc. Cette situation apparaît comme anachronique par rapport aux règles de la fonction publique. Il lui demande quelle suite il compte donner à ce dossier concernant la revalorisation du corps des professeurs adjoints d'EPS.

Elèves (externes, demi-pensionnaires et internes).

12616. — 24 février 1979. — M. Joseph Franceschi expose à M. le ministre de l'éducation que l'arrêté du 9 janvier 1956 modifié par l'arrêté du 10 décembre 1970 relatif à la concession des logements par nécessité absolue de service stipule en son article 2 que l'effectif des élèves des « sections techniques des lycées » est pondéré de la façon suivante : externes : deux ; demi-pensionnaires : trois ; internes : quatre. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les raisons pour lesquelles sont exclus de cette pondération les élèves des sections AB et G des lycées techniques ou polyvalents alors que ces élèves sont couverts par la législation du travail et que ces établissements sont habilités à percevoir la taxe d'apprentissage.

*Assurance vieillesse
(fonds national de solidarité : allocation supplémentaire).*

12617. — 24 février 1979. — M. Martin Malvy rappelle à M. le ministre du budget qu'en vertu du décret n° 77-1478 du 30 décembre 1977 les arrérages de l'allocation supplémentaire du FNS donnent lieu à recouvrement sur la succession de l'allocataire lorsque l'actif net successoral excède un certain plafond fixé par voie réglementaire. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si l'actif net à prendre en considération est l'actif net réel ou l'actif net fiscal, lequel est calculé en tenant compte des exonérations légales. Il lui indique en particulier que cette question se pose lorsque le défunt est propriétaire d'une maison d'habitation exonérée de droits de mutation à titre gratuit.

Lait et produits laitiers (lait de consommation).

12618. — 24 février 1979. — M. Maurice Andrieu demande à Mme le ministre de la santé et de la famille quelles mesures elle compte prendre pour donner une suite au rapport de l'académie de médecine sur « la présence d'antibiotiques dans le lait de consommation » et lui demande un renforcement du contrôle dans ce domaine. En effet, il serait souhaitable que certaines mesures s'ajoutent aux textes réglementaires existants, notamment une action d'information plus importante auprès des agriculteurs, afin qu'ils sachent que la prophylaxie des mammites peut s'effectuer sans avoir recours aux antibiotiques, avec une réglementation plus rigoureuse des médicaments en vente libre et un renforcement des contrôles au stade de la consommation par des analyses plus nombreuses et plus élaborées.

Constructions navales (activité et emploi).

12619. — 24 février 1979. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gassel demande à M. le ministre de l'économie s'il peut lui préciser : 1° le nombre de bateaux polonais qui doit être construit aux chantiers de Nantes-Saint-Nazaire ; 2° quelle a été la participation du budget de la nation pour que cette commande puisse être retenue ; 3° quel nombre d'heures de travail représente ce chantier.

*Santé scolaire et universitaire
(scolaire : fonctionnement du service).*

12620. — 24 février 1979. — M. Nicolas About appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation du service de santé scolaire. Celui-ci semble à l'heure actuelle particulièrement inadapté à cette mission de service social. Il y a notamment une très grande disparité de moyens entre les quelques 14 millions d'écoliers et d'étudiants qui devraient bénéficier de ce service, et les 7 500 personnes (médecins, infirmières, assistantes sociales) chargées de l'assurer. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour doter le service de santé scolaire de moyens dignes de sa mission.

Habitations à loyer modéré (offices : personnel).

12621. — 24 février 1979. — M. Claude Labbé attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation des personnels des offices d'HLM. Ces personnels sont les moins bien traités de la fonction publique, alors que leur rémunération ne coûte rien à l'Etat, puisqu'elle est supportée par le budget de fonctionnement de chaque office. Afin de remédier à cette situation paradoxale, le secrétariat au logement avait créé une « commission de mise à niveau » dont l'objectif était de rétablir l'équilibre entre les rémunérations respectives des agents des offices et des communes. Les travaux de cette commission semblent aboutir à des résultats positifs, mais le ministre du budget remet ces derniers en cause. Ces attermoiements sont préjudiciables à l'activité de ces organismes, sans but lucratif, qui tiennent à assurer en toute indépendance, une vocation de partenaires privilégiés des collectivités locales pour la mise en œuvre d'une véritable politique sociale de logement. Il demande quelles mesures le ministre du budget entend prendre pour mettre fin à cette situation dont la persistance ne peut avoir que des effets nuisibles.

Protection civile (sapeurs-pompiers).

12622. — 24 février 1979. — M. Claude Labbé attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation des sapeurs-pompiers professionnels qui souhaitent que les droits élémentaires reconnus au personnel communal (comme le reclassement de la catégorie ouvrière) soient également acceptés pour eux mêmes. En effet, pour la plupart ils souhaitent conserver leurs attaches avec les communes, plutôt que d'être départementalisés. De plus, alors que certaines professions comme la police, les sapeurs-pompiers de Paris, les égoutiers, certains personnels des tri postaux bénéficient du classement en catégorie insalubre et dangereuse, les sapeurs-pompiers professionnels ne bénéficient pas de cette classification, alors que l'exercice de la profession entre manifestement dans cette catégorie. Enfin, en cas de décès d'un sapeur-pompier professionnel en service commandé, seule l'ancienneté de service est prise en compte pour la garantie de décès versée à sa famille, ce qui aboutit à laisser à des veuves et à leurs enfants des pensions qui ne permettent pas de garantir des ressources suffisantes. Il demande si, en cas de décès en service commandé, toute une carrière de sapeur-pompier ne devrait pas être prise en compte automatiquement, ou si une garantie minimale de revenus basée, par exemple, sur le SMIC ne devrait pas être accordée à la veuve et à ses enfants. En conséquence, il lui demande de bien vouloir faire étudier l'ensemble des problèmes relatifs aux sapeurs-pompiers professionnels.

Autoroutes (construction).

12623. — 24 février 1979. — M. Claude Labbé attire l'attention de M. le ministre des transports sur le problème de la réalisation de la liaison routière Grenoble-Gap pour laquelle plaide la chambre régionale de commerce et d'industrie Alpes. En effet, cette liaison pourrait permettre de retarder et peut-être d'éviter le doublement de l'autoroute A7 tel qu'il est actuellement projeté. Par la réalisation d'une voie autoroutière ou d'une route à trois voies de 87 km entre Grenoble et Gap dont le prix au kilomètre est évidemment

plus coûteux, c'est plus de 250 km d'autoroutes qui pourraient être évités avec l'encombrement d'une vallée déjà traversée par une autoroute. Il lui rappelle que la réalisation de cette portion permettrait de soulager effectivement la vallée du Rhône de son trafic puisque les autoroutes existantes ou programmées permettraient de relier Paris à Bourg-en-Bresse et à Grenoble par la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau. Au plan international, la réalisation de Grenoble-Gap permettrait d'avoir une continuité autoroutière d'Ham-bourg à Fos-sur-Mer ou à Nice par Genève et Grenoble avec de larges retombées sur l'arrière pays alpin dans la mesure où leurs voies de communications seraient bonnes. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui communiquer le résultat des études entreprises à ce sujet et de bien vouloir prendre en compte les deux éléments convergents que sont les nécessités de l'aménagement du territoire et les intérêts de la région alpine.

Téléphone (redevance d'abonnement).

12624. — 24 février 1979. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications que le décret n° 78-570 du 29 avril 1978 a modifié la réglementation et les tarifs des télécommunications dans le régime intérieur. En application de ces dispositions, le décret n° 78-597 du 18 mai 1978 a assujéti les abonnés au téléphone rattachés à des commutateurs dépendant de circonscription de taxe de plus de 50 000 abonnés au 1^{er} janvier de l'année précédente, à une redevance d'abonnement de la catégorie 2. Cette mesure conduit à fixer désormais à 80 francs la redevance bimestrielle devant être réglée pour une installation simple. Il lui demande les raisons qui ont motivé la décision prise en la matière, conduisant à une augmentation qui revêt un caractère discriminatoire pour les abonnés concernés. Il souhaite que les dispositions en cause soient revues afin de ne pas pénaliser les abonnés dont la ligne est reliée à un autocommutateur de plus de 50 000 abonnés et qui n'ont pas à faire les frais de cette extension du trafic téléphonique.

Energie (centrales sidérurgiques).

12625. — 24 février 1979. — M. Jean-Louis Masson appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation de la centrale sidérurgique de Richemont-en-Moselle. Il lui rappelle que ce problème lui a déjà été soumis par le comité d'entreprise de cette centrale sidérurgique lequel est particulièrement inquiet de la grave menace qui pèse sur l'avenir du personnel. Un dossier évoquant les problèmes de la centrale de Richemont lui a déjà été communiqué à plusieurs reprises. A ce jour, aucune décision n'est encore intervenue tant sur le plan sidérurgique qu'en matière de décision gouvernementale alors que la sidérurgie n'est plus à même de garantir l'avenir des salariés de Richemont au nombre de 500 personnes. Il convient de rappeler que Richemont a 165 000 heures de marche alors qu'EDF rénove ses installations à 130 000 heures. Le gaz de hauts fourneaux transformé en énergie électrique par la centrale équivalait à 600 000 tonnes de fuel par an, soit deux fois l'économie réalisée en France par le changement d'heure d'été. La centrale brûle du charbon Lorrain, environ 400 000 tonnes, soit le tiers de la production annuelle du siège de la Houve. Par ailleurs, la construction de la centrale nucléaire de Cattenom, qui vient d'être décidée, hypothèque sérieusement l'avenir des 500 salariés de Richemont, dont la technicité est équivalente à celle du personnel des centrales d'EDF dont il partage d'ailleurs en grande partie la formation. Le comité d'entreprise souhaiterait qu'une décision soit prise pour la rénovation de cette centrale dans le cadre de la politique d'économie d'énergie. Il voudrait également que l'ensemble du personnel obtienne rapidement le statut EDF ce qui faciliterait les éventuels reclassements et soulagerait les effectifs de la sidérurgie. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour donner satisfaction aux suggestions qu'il vient de lui exposer.

Assurance maladie maternité (cotisations).

12626. — 24 février 1979. — M. Jean-Louis Masson rappelle à Mme la ministre de la santé et de la famille que conformément aux dispositions de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 instituant le régime d'assurance maladie des non salariés non agricoles les retraités de ce régime sont redevables de cotisations comme les actifs. La loi n° 73-1193, loi d'orientation du commerce et de l'artisanat a prévu l'exonération des cotisations des retraités dont les revenus n'excèdent pas des montants fixés chaque année par décret en attendant l'harmonisation totale avec le régime général. Il lui expose à cet égard que les cotisations des commerçants retraités comme celles des commerçants actifs sont basées sur les revenus de l'année précédente, étant entendu que la période annuelle de cotisations s'étend du 1^{er} octobre au 30 septembre de l'année suivante. Ainsi, la cotisation demandée pour la période du 1^{er} octobre 1978 au 30 septembre

1979 est basée sur les revenus de 1977 et ceci sans aucune dérogation possible. Si ce mode de calcul est justifié pour les commerçants actifs, il présente de sérieux inconvénients au moment où un commerçant cesse son activité commerciale et prend sa retraite et au moment du décès du conjoint d'un commerçant retraité. Par exemple, si M. X. arrête son commerce le 30 juin 1978, il a payé le semestre de cotisation du 1^{er} avril au 30 septembre 1978 sur la base de son revenu de 1976. A compter du 1^{er} octobre 1978 et jusqu'au 30 septembre 1979, il va cotiser selon son revenu professionnel de 1977. A compter du 1^{er} octobre 1979 jusqu'au 30 septembre 1980, il va cotiser selon son revenu professionnel du 1^{er} semestre 1978 et de la pension perçue pour le deuxième semestre. Ce n'est qu'à partir du 1^{er} octobre 1980, que sa cotisation sera assise sur sa pension alors qu'il a cessé toute activité commerciale depuis plus d'un an. Il lui signale également le type de situation suivante : l'épouse de M. Y., commerçant retraité, décède au cours du troisième trimestre 1978. M. Y. va continuer à être assujéti tant sur sa pension personnelle que sur la majoration pour conjoint perçue au premier semestre 1978 et ceci jusqu'en 1980. Dans les deux cas précités, la situation future du retraité est connue immédiatement et pourrait servir de référence pour établir la nouvelle cotisation dès l'échéance suivante, qu'elle se situe au 1^{er} octobre ou au 1^{er} avril, sachant que la cotisation annuelle est appelée en deux semestres. Il lui demande que très rapidement il soit mis fin aux situations en cause dans l'attente de l'harmonisation complète avec le régime général prévue par la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat.

Artisans (vanniers).

12627. — 24 février 1979. — M. Arnaud Lepercq attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la vannerie française qui connaît une crise grave depuis quelques années. Aussi, pour lui redonner sa place dans notre économie et parce que notre jeunesse, aux prises avec le chômage, est de plus en plus attirée par les activités artisanales, il souhaite que des mesures incitatives soient prises pour en faire une activité vivante et prospère. Il lui demande de bien vouloir lui préciser s'il entend donner suite à cette requête.

Sécurité sociale (cotisations patronales).

12628. — 24 février 1979. — M. Jean-Pierre Delalande attire l'attention de Mme la ministre de la santé et de la famille sur les difficultés que rencontrent les associations et notamment les associations sportives et culturelles, dans l'établissement des déclarations URSSAF de charges sociales de leurs salariés. En effet, en l'état actuel de la réglementation, les associations ayant plus de dix salariés, même à temps partiel, sont tenues de faire une déclaration mensuelle de leurs effectifs, et des salaires ou honoraires qui leur sont versés. Compte tenu de la charge administrative très lourde que représente pour les dirigeants des associations, le plus souvent bénévoles, cette procédure, il lui demande s'il ne lui semblerait pas opportun que, dans le cas où le nombre des salariés des associations, bien que supérieur à dix salariés n'aboutit pas à un nombre d'heures de prestations dépassant l'équivalent de dix salariés à temps plein, ces déclarations soient trimestrielles, comme dans le cas où il y a moins de dix salariés.

Sports (associations et clubs).

12629. — 24 février 1979. — M. Jean-Pierre Delalande attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le handicap qui frappe les clubs omnisports lors de la répartition des crédits dont ils peuvent bénéficier. En effet, le montant des subventions d'Etat et des subventions accordées en remboursement de matériel d'équipement sportif est identique quel que soit le nombre de sections des clubs. De ce fait, les clubs omnisports sont pénalisés par rapport aux clubs qui ne s'adonnent qu'à un sport. Cette anomalie est d'autant plus regrettable que les clubs omnisports présentent de nombreux avantages notamment sur le plan du développement de l'esprit sportif, de la réorientation éventuelle des jeunes dans une nouvelle discipline pour laquelle ils s'avèrent avoir plus d'aptitudes, etc. Il lui demande s'il n'estimerait pas plus juste que le montant des subventions d'Etat et des subventions accordées en remboursement de matériel d'équipement, soit calculé, en ce qui concerne les clubs omnisports, en fonction du nombre de sections les composant.

Personnes âgées (soins à domicile).

12630. — 24 février 1979. — M. Jean-Pierre Delalande attire l'attention de Mme la ministre de la santé et de la famille sur les personnes de condition modeste qui gardent auprès d'elles des personnes âgées grabataires et leur dispensent les soins que nécessite

leur état. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas opportun d'accorder à ces familles une aide financière qui encouragerait cette attitude qui présente le double avantage d'éviter une hospitalisation coûteuse et de maintenir les personnes âgées dans leur cadre familial.

Associations (personnel).

12631. — 24 février 1979. — **M. Jean-Pierre Delalande** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les conditions dans lesquelles, en fonction de la réglementation actuelle, les dirigeants des associations, le plus souvent bénévoles, sont tenus de payer les prestations assurées par les salariés de leur association à l'issue de chaque vacation. Dans le cas d'associations culturelles ayant de nombreux adhérents, type maison des jeunes et de la culture, clubs omnisports, cette réglementation semble très irréaliste puisqu'elle implique que les dirigeants aillent sans cesse d'une section à l'autre régler les moniteurs, entraîneurs ou professeurs. Dans ces conditions, il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun que ces vacations soient réglées en une fois, mensuellement, par les dirigeants des associations.

Education physique et sportive (enseignants).

12632. — 24 février 1979. — **M. Georges Hage** attire l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur la situation des professeurs adjoints d'enseignement d'éducation physique et sportive. Le décret du 21 janvier 1975 qui a créé le cadre de professeurs adjoints a modifié la formation de ceux-ci puisqu'ils sont recrutés maintenant sur la base du baccalauréat et reçoivent une formation dans les CREPS d'une durée de trois ans. Or, malgré de nombreuses promesses, les indices de ces personnels sont restés ceux de l'ancienne catégorie de maîtres d'éducation physique, c'est-à-dire équivalents aux indices des instituteurs. Il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour, conformément aux statuts de la fonction publique, donner à ces personnels des indices identiques aux enseignants dont la formation est équivalente, ce qui nécessite leur intégration dans la catégorie A avec des indices de PEGC ; 2° quelles mesures il envisage de prendre pour que les trois catégories de personnel (professeurs adjoints, PEGC, certifiés) qui ont les mêmes fonctions soient rassemblés dans un cadre unique, formés et recrutés au meilleur niveau (certifiés) avec un plan d'intégration progressive des personnels en activité.

Taxis (chauffeurs).

12633. — 24 février 1979. — **M. Robert Ballenger** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le non-respect d'un arrêt du Conseil d'Etat par le préfet de police de Paris. En effet, sur recours introduit par la chambre syndicale des cochers-chauffeurs de voitures de place de la région parisienne contre certaines dispositions réglementaires prises par la préfecture de police, le Conseil d'Etat a rendu deux jugements, le 10 novembre 1978, annulant, entre autre, l'article 10 de l'ordonnance préfectorale n° 73-16079 du 1^{er} février 1973 autorisant des formes de travail et de rémunération non conventionnelles et l'arrêté n° 74-16011 du 3 janvier 1974 portant création d'un « CAP provisoire ». Il appartient au préfet de police de prendre toutes dispositions pour rechercher les représentants de la profession et ceux des usagers et les élus des solutions qui soient conformes à l'intérêt général. Or jusqu'à présent aucune disposition n'a été prise pour appliquer les jugements du Conseil d'Etat. Une telle attitude est inadmissible. Il lui demande donc quelles dispositions il compte prendre pour faire respecter ces jugements.

Entreprises (activité et emploi).

12634. — 24 février 1979. — **M. Lucien Villa** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les licenciements intervenus à l'entreprise Blanc, rue du Soleillet, à Paris (20^e). La direction de cette entreprise avait pris prétexte de l'expropriation du terrain sur lequel elle est installée pour décider la fermeture progressive de l'entreprise. Or, à la suite des propositions des élus communistes de l'arrondissement, le conseil de Paris annulait les mesures d'expropriation et les terrains où est implantée l'entreprise Blanc étaient réservés pour des activités industrielles. Malgré cette mesure du conseil de Paris qui permet aux industriels de maintenir leurs activités dans la capitale, la direction maintient sa décision de licencier quatre-vingt-deux salariés et de fermer l'entreprise, qui doit aller s'installer en province. Cette décentralisation qui se concrétiserait par la disparition de

plus de 100 emplois industriels doit être refusée ; l'entreprise Blanc doit rester dans le vingtième arrondissement, c'est l'exigence du personnel et des élus communistes. En conséquence, il lui demande de s'opposer aux licenciements.

Entreprises (activité et emploi).

12635. — 24 février 1979. — **M. Lucien Villa** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les licenciements intervenus à l'entreprise Blanc, rue du Soleillet, à Paris (20^e). La direction de cette entreprise avait pris prétexte de l'expropriation du terrain sur lequel elle est installée pour décider la fermeture progressive de l'entreprise. Or, à la suite des propositions des élus communistes de l'arrondissement, le conseil de Paris annulait les mesures d'expropriation et les terrains où est implantée l'entreprise Blanc étaient réservés pour des activités industrielles. Malgré cette mesure du conseil de Paris qui permet aux industriels de maintenir leurs activités dans la capitale, la direction maintient sa décision de licencier quatre-vingt-deux salariés et de fermer l'entreprise, qui doit aller s'installer en province. Cette décentralisation qui se concrétiserait par la disparition de plus de 100 emplois industriels doit être refusée ; l'entreprise Blanc doit rester dans le vingtième arrondissement, c'est l'exigence du personnel et des élus communistes. En conséquence, il lui demande de s'opposer à la décentralisation de l'entreprise et de maintenir son activité industrielle dans l'arrondissement.

Entreprises (activité et emploi).

12636. — 24 février 1979. — **M. Lucien Villa** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la demande de licenciement formulée à l'encontre de trente-sept salariés de l'entreprise Letang-Rémy, à Paris (20^e). Cette entreprise, après avoir licencié quatre-vingt-sept de ses ouvriers en mars 1978, vient de décider de supprimer trente-sept emplois dont un service en totalité. Le prétexte invoqué serait que les licenciements effectués en mars auraient coûté cher et déséquilibré en conséquence le bilan financier. Ce prétexte scandaleux est une injure faite aux travailleurs privés de leur emploi. L'entreprise Letang-Rémy, qui s'est installée à Saint-Pierre-de-Varengéville (Seine-Maritime), poursuit en réalité la liquidation de ses établissements sis à Paris, sans se préoccuper du sort des salariés qu'elle prive de travail. En conséquence, il lui demande de s'opposer aux licenciements.

Entreprises (activité et emploi).

12637. — 24 février 1979. — **M. Lucien Villa** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la demande de licenciement formulée à l'encontre de trente-sept salariés de l'entreprise Letang-Rémy, sis à Paris (20^e). Cette entreprise, après avoir licencié quatre-vingt-sept de ses ouvriers en mars 1978, vient de décider de supprimer trente-sept emplois dont un service en totalité. Le prétexte invoqué serait que les licenciements effectués en mars auraient coûté cher et déséquilibré en conséquence le bilan financier. Ce prétexte scandaleux est une injure faite aux travailleurs privés de leur emploi. L'entreprise Letang-Rémy, qui s'est installée à Saint-Pierre-de-Varengéville (Seine-Maritime), poursuit en réalité la liquidation de ses établissements sis à Paris sans se préoccuper du sort des salariés qu'elle prive de travail. Il lui demande de prendre des mesures pour s'opposer à la liquidation de l'entreprise et pour maintenir les emplois actuels.

SNCF (tarif réduit).

12638. — 24 février 1979. — **M. Roger Gouhier** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation de discrimination dont font l'objet les travailleurs contraints de supporter des déplacements quotidiens (domicile-travail) supérieur à soixante-quinze kilomètres du centre de Paris. Ces derniers qu'une situation de l'emploi difficile (ainsi que le coût prohibitif du logement en région parisienne) obligent à effectuer un long déplacement sont actuellement écartés du bénéfice de la tarification sociale. Ils sont de plus en plus nombreux à devoir effectuer un tel trajet. Déjà durement lésés par le temps quotidien qu'ils doivent sacrifier en transport, ils sont exclus de la tarification sociale que régit la loi du 29 octobre 1921 et le décret limitant à soixante-quinze kilomètres le champ d'application de la loi. Cela représente une amputation sévère de leurs ressources. Alors qu'une nouvelle augmentation des transports vient d'entrer en vigueur à la SNCF il n'est pas admissible que ces travailleurs paient au prix fort leur billet SNCF. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour étendre à cette catégorie de travailleurs le droit à la tarification sociale.

Orientation scolaire et professionnelle (psychologues).

12639. — 24 février 1979. — **M. Vincent Porell** tient à attirer l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation spécifique qui est faite aux psychologues de l'éducation nationale. En effet, celle-ci se caractérise par l'absence d'un statut et le maintien dans le cadre B de la fonction publique, malgré les diplômés, ce qui entraîne une mauvaise perception de leur rôle et donc une moindre efficacité au niveau de leur pratique. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour améliorer la situation des psychologues de l'éducation nationale.

Agriculture (zone de piémont).

12640. — 24 février 1979. — **Mme Hélène Constans** s'adresse à **M. le ministre de l'agriculture** à propos de la définition du périmètre de la zone de piémont dans le département de la Haute-Vienne. A ce jour, la délimitation n'en est pas encore officiellement arrêtée, alors que les propositions ont été transmises au ministère depuis plusieurs mois par l'administration départementale. Etant donné que l'indemnité spéciale accordée aux agriculteurs de la zone de piémont (100 F par UGB) doit être attribuée à partir de l'hiver 1978-1979, elle proteste contre le retard mis à la publication de la zone de piémont de la Haute-Vienne et lui demande d'en faire connaître la délimitation dans les meilleurs délais, afin que les exploitants agricoles sachent à quoi s'en tenir.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

12641. — 24 février 1979. — **M. Gérard Bordu** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les difficultés financières que crée, en particulier, pour les familles les plus modestes, le fait de ne compter qu'une demi-part par enfant pour le nombre de personnes à charge dans le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Il lui demande de bien vouloir envisager des mesures qui permettent de déduire une part complète par enfant, en considérant les frais importants qu'entraînent son entretien et son éducation.

Impôts locaux (taxe foncière).

12642. — 24 février 1979. — **M. Hubert Ruffe** expose à **M. le ministre du budget** le cas de contribuables susceptibles de bénéficier, en application de l'article 1384 du code général des impôts, de l'exonération foncière sur les propriétés bâties pendant quinze années. Il s'agit de plusieurs centaines de familles de la ville de Mont-de-Marsan qui ont construit leur maison individuelle à usage principale d'habitation par l'intermédiaire d'un promoteur La Coopérative des castors landais. Les accédants, dans leur très grande majorité, sont des salariés aux ressources modestes. Les maisons sont de construction légère et satisfont aux caractéristiques techniques des HLM; logiquement ils devraient bénéficier de l'exonération de la taxe sur le foncier bâti. Une instruction ministérielle du 26 juin 1978 ne précisait-elle pas que serait étendu au logement remplissant les conditions demandées aux HLM et construits avec les nouvelles aides de l'Etat, le bénéfice de l'exonération jusqu'à la fin de 1978. Qu'en est-il dorénavant en 1979? Pour le moment les accédants sont exclus du droit à l'exemption pour la seule raison que le promoteur a réalisé lui-même les prêts auprès du Crédit foncier de France. Cette situation est d'autant plus injuste que d'autres accédants disposant de revenus supérieurs à ceux des « Castors » et faisant construire des maisons d'un standing beaucoup plus élevé, bénéficient de l'exemption de quinze ans parce qu'ils ont réalisé leur prêt principal auprès de la caisse du crédit immobilier HLM ou de la caisse d'épargne. Cette injustice criante doit être réparée. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour adapter l'article 1384 du code général des impôts afin que soit précisée l'exonération des logements remplissant les conditions demandées aux HLM quel que soit l'organisme prêteur. Il lui demande, en outre, quelles dispositions il compte prendre afin que soit remboursée aux propriétaires des maisons Castors, la somme de 500 francs à 620 francs au titre de la taxe foncière sur le bâti, indûment prélevée en 1978.

Personnes âgées (résidences).

12643. — 24 février 1979. — **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur l'augmentation de 27 p. 100 des loyers de la résidence du Parc à Nanterre. Cette résidence est réservée aux personnes âgées qui disposent de ressources modestes. Or, les loyers sont déjà élevés et si l'augmen-

tation était appliquée, ces loyers seraient portés à 920 francs. Les personnes âgées ne peuvent supporter de telles charges. Le Gouvernement a fait beaucoup de déclarations sur la nécessité de maintenir les personnes du troisième âge à domicile, mais, encore faut-il des conditions adéquates pour que cette possibilité soit effective. En conséquence, elle lui demande ce qu'il compte faire pour que de telles résidences ne restent pas inoccupées alors qu'elles sont conçues pour les personnes âgées et, d'autre part, pour que leurs ressources ne soient pas englouties par l'augmentation des prix de journée.

Personnes âgées (résidences).

12644. — 24 février 1979. — **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur l'augmentation de 27 p. 100 des loyers de la résidence du Parc à Nanterre. Cette résidence est réservée aux personnes âgées qui disposent de ressources modestes. Or, les loyers sont déjà élevés et, si l'augmentation était appliquée, ces loyers seraient portés à 920 francs. Les personnes âgées ne peuvent supporter de telles charges. Le Gouvernement a fait beaucoup de déclarations sur la nécessité de maintenir les personnes du troisième âge à domicile, mais, encore faut-il des conditions adéquates pour que cette possibilité soit effective. En conséquence, elle lui demande ce qu'il compte faire pour que de telles résidences ne restent pas inoccupées alors qu'elles sont conçues pour les personnes âgées et, d'autre part, pour que leurs ressources ne soient pas englouties par l'augmentation des prix de journée.

Impôts locaux (remboursement).

12645. — 24 février 1979. — **M. René Rieubon** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la question de la surimposition de plus de 2 000 familles de Romilly-sur-Seine. Avec la mise en application de la réforme des impôts locaux en 1974 le Gouvernement en a profité pour surimposer plus de 2 000 familles romillonnaises. Les nombreuses démarches des élus communistes, soutenues par l'action de la population, et, contrairement, cinq ans après, le préfet de l'Aube à reconnaître les faits dans une lettre du 12 octobre 1978. Ceci est la preuve officielle qu'à Romilly-sur-Seine, depuis 1974, plus de 2 000 familles ont payé trop d'impôts locaux. Or, aujourd'hui le Gouvernement manœuvre dans le but de rembourser le moins possible : pour le moment les années 1977 et 1978 sont remboursées à ceux qui ont effectué une demande individuelle « ou vont l'être dans une prochaine période ». Il est scandaleux que l'Etat reconnaisse que plus de 2 000 familles romillonnaises ont été surimposées pendant cinq ans et qu'il ne décide que de rembourser que deux ans. Pourtant l'article 1931 du code général des impôts peut permettre le remboursement depuis 1974. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour faire appliquer l'article 1951 du code général des impôts et quelles dispositions il entend prendre afin que les familles n'ayant pu effectuer leur demande individuelle dans le délai fixé puisse aussi bénéficier du remboursement des années 1977 et 1978.

Mutualité sociale agricole (cotisations).

12646. — 24 février 1979. — **M. Francis Geng** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les difficultés que rencontrent actuellement les retraités des caisses de mutualité sociale agricole. Celles-ci exigent le paiement des cotisations sociales avant la fin de chaque trimestre alors que pour la même période la retraite est versée dix ou quinze jours après. Ce système semble illogique pour deux raisons : 1° pour des raisons de forme : les retraités doivent procéder à deux opérations, verser leurs cotisations à la mutualité sociale agricole et, dans un deuxième temps, percevoir leur retraite de cette même caisse. Ces deux opérations pourraient être regroupées en une seule, en prélevant directement les cotisations sur la retraite ; 2° pour des raisons de fond : pour un même trimestre, le recouvrement des cotisations est exigible avant le versement de la retraite. De ce fait, beaucoup de retraités de l'agriculture qui ont uniquement le minimum légal pour vivre ne peuvent s'assurer une trésorerie suffisante pour régler leurs cotisations avant d'avoir touché leur retraite. Il lui demande donc quelles mesures elle compte prendre pour qu'un prélèvement direct des cotisations sociales soit effectué sur le montant de la retraite correspondante à la même période.

Rapatriés d'outre-mer (indemnisation).

12647. — 24 février 1979. — **M. Jean Baridon** rappelle à **M. le Premier ministre** que l'article 20 de la loi du 2 janvier 1978 relative à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens vise à résoudre de manière satisfaisante le problème

spécifique des rapatriés de Tunisie, ayant gardé théoriquement la disposition mais ayant perdu la jouissance de leurs biens. L'article 20 précise en effet que « la dépossession peut être prise en considération peut être prise en considération lorsque la gestion du bien par mandataire a été imposée et que le solde du compte de gestion est déficitaire de façon irréversible ». Cette dernière disposition peut soulever des difficultés d'interprétation, dans la mesure où il est difficile de prouver, plus de vingt ans après la dépossession de fait, que le solde du compte de gestion est déficitaire de façon irréversible. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir faire appliquer ces dispositions dans un esprit généreux, en vue de ne pas exclure du bénéfice de l'indexation une partie importante des rapatriés de Tunisie dépossédés de fait de leurs biens.

Commerce extérieur (minerai de fer).

12648. — 24 février 1979. — M. Antoine Porcu signale à M. le ministre de l'industrie que, depuis plus d'un an, la société minière suédoise LKAB, dont le Gouvernement suédois est l'actionnaire majoritaire, a considérablement accru ses ventes de minerai de fer, du type « Kiruna D » aux usines sidérurgiques lorraines et aux usines sidérurgiques des pays voisins qui consomment du minerai lorrain. L'utilisation massive de minerai suédois est une des causes de la baisse de la production des mines du bassin ferrifère lorrain puisque certaines usines sidérurgiques lorraines réalisent aujourd'hui 10 à 20 p. 100 de leur production de fonte d'affinage à partir de ce minerai. Or, il est de notoriété publique que cette société suédoise a décidé d'écouler sur les marchés européens des stocks importants avoisinant dix millions de tonnes en n'hésitant pas à pratiquer des prix de dumping. C'est ce que confirme la chambre syndicale des mines de fer de France, qui dans une circulaire en date du 29 janvier 1979 écrit en parlant de cette société : « Notre seul concurrent en minerai phosphoreux vient d'obtenir une aide de l'Etat suédois de 835 millions de francs pour couvrir ses pertes. D'après les évaluations contrôlées aux bonnes sources, le minerai phosphoreux suédois (Kiruna D) reviendrait à environ quatre-vingt francs la tonne (FOB Narvik) alors qu'il est vendu cinquante francs la tonne. La perte s'éleverait ainsi à trente francs par tonne. Le minerai suédois, meilleur marché prend donc peu à peu la place du minerai lorrain dans les hauts-fourneaux qui traditionnellement consommaient du minerai lorrain. » Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour mettre fin aux pratiques de cette société, pratiques inadmissibles aux termes des conventions internationales et des traités portant création de la CECA et de la CEE. Il demande à M. le Premier ministre et à M. le ministre des affaires étrangères d'intervenir auprès du Gouvernement suédois et de la commission de Bruxelles pour que ceux-ci, chacun en ce qui les concerne, prennent les mesures qui s'imposent pour protéger le marché français des conséquences de telles pratiques.

Régie autonome des transports parisiens (autobus).

12649. — 24 février 1979. — M. Roger Gouhier attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation que connaissent les usagers de la ligne d'autobus RATP 301. Alors que depuis très longtemps cette ligne est surchargée aux heures de pointe, aucun bus supplémentaire n'a été mis en circulation. Les usagers de cette ligne s'indignent des conditions de transport qu'ils subissent quotidiennement. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre auprès de la direction de la RATP afin de répondre aux besoins des passagers de la ligne 301.

*Permis de conduire
(service national des examens du permis de conduire).*

12650. — 24 février 1979. — M. Daniel Boulay rappelle à M. le ministre du budget la situation des inspecteurs et agents administratifs du service du permis de conduire. Actuellement, faute de réponse à leurs revendications qui avaient pourtant obtenu l'accord du ministre des transports (lettre du 2 mai 1978 adressée à M. le ministre du budget), ces travailleurs de l'Etat continuent à supporter les frais occasionnés par l'usage de leur véhicule personnel pour les besoins du service. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour donner aux propositions du ministre des transports la réponse qu'attendent les inspecteurs du SNEPC.

*Communauté économique européenne
(assemblée parlementaire des communautés européennes).*

12651. — 24 février 1979. — Mme Hélène Constans signale à M. le ministre de l'éducation le fait suivant : l'union patronale limousine, affiliée au CNPE, a fait parvenir aux chefs d'établissements scolaires de la Haute-Vienne une lettre circulaire les infor-

mant que la cinémathèque des ETP de Paris mettait à leur disposition un film intitulé « Un parlement pour l'Europe », en leur demandant d'en assurer « une diffusion aussi large que possible ». La lettre poursuit : « Vous voudrez bien, par conséquent, informer les professeurs de la sortie de ce film, tout à fait d'actualité, et nous faire part, ensuite, de la période à laquelle vous souhaitez retenir ce film. » Une note jointe à la lettre indique que ce film a été produit par « la direction générale de l'information et des relations publiques du parlement européen ». Elle proteste vivement contre : 1° l'ingérence inadmissible d'une organisation professionnelle patronale dans la vie des établissements scolaires ; 2° la pression exercée sur les professeurs et les élèves en faveur d'une certaine conception de l'Europe, ce qui est contraire à l'esprit d'une information libre et pluraliste ; 3° le fait que ce film soit financé par une administration étrangère qui fait une propagande unilatérale. L'Assemblée nationale, en décembre dernier, s'était prononcée pour l'interdiction d'une telle propagande. Elle lui demande d'intervenir pour interdire la diffusion de ce film dans les établissements scolaires.

Police (personnel).

12652. — 24 février 1979. — Mme Hélène Constans demande à M. le ministre de l'intérieur de lui faire connaître le contingent détaillé des effectifs à caractère non permanent utilisés dans la police nationale et constitué de personnels ci-après ayant : 1° la qualité de vacataire ; 2° la qualité d'auxiliaire temporaire ; le nombre de gardiens de la paix et sous-brigadiers, de brigadiers, brigadiers chefs, inspecteurs, inspecteurs principaux, inspecteurs divisionnaires, commissaires et commissaires principaux, tous retraités d'ancienneté de la police, réembauchés à ce titre et se trouvant actuellement en activité. Elle lui demande en outre de lui préciser la date à laquelle il a été procédé aux derniers recrutements parmi ces ex-fonctionnaires pour tenir des emplois d'huissier ou d'enregistrement de courrier. Elle le prie de lui indiquer le nombre des licenciements survenus entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 1978 parmi les jeunes recrutés au titre de vacataires du plan Barre et invités à se faire réinscrire à l'Agence nationale pour l'emploi.

Police (personnel).

12653. — 24 février 1979. — Mme Hélène Constans expose à M. le ministre de l'intérieur le problème des effectifs administratifs de la police nationale. Après la suspension du plan « Marcellin », qui avait pour objet de renforcer le volume de ces emplois, afin de replacer dans leurs attributions les fonctionnaires actifs appelés à tenir des postes sédentaires, la situation n'a cessé de se dégrader pour assurer la marche des services intérieurs. Elle lui demande de lui faire connaître l'effectif budgétaire actuel des corps administratifs de la police ayant un emploi permanent, l'effectif de chacune des catégories identifiées sous les appellations suivantes : auxiliaire antérieur à la réforme de 1970 ; auxiliaire temporaire ; auxiliaire féminine chargée des fonctions de surveillance ; vacataires ancienne formule (non retraités de la police) ; vacataire plan Barre ; auxiliaires du plan informel ; agents de bureau sur contrat. Elle lui demande enfin de lui faire savoir le nombre de fonctionnaires actifs : 1° en tenue ; 2° civils (inspecteurs-enquêteurs) susceptibles d'être replacés dans leur véritable mission en procédant dans le même temps au renforcement des effectifs administratifs de la police.

Agence nationale pour l'emploi (recrutements).

12654. — 24 février 1979. — M. Jacquin attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation à l'agence nationale pour l'emploi de Limoges. Il existe des normes nationales établies par la direction générale concernant la surface des locaux des unités opérationnelles qui doivent se situer entre vingt et vingt-cinq mètres carrés par agent. Or, si l'on applique ces normes à l'effectif de l'agence de Limoges (rente agents), elles exigeraient entre 600 et 750 mètres carrés de surface contre les 400 mètres carrés actuellement disponibles. Il convient de mettre en relation ces insuffisances avec le taux de fréquentation des services par les usagers qui atteint à Limoges jusqu'à 1 000 personnes par jour. Aujourd'hui, la direction générale vient d'annuler la création de la deuxième agence à Limoges. Cette décision, avec la mise en application de la « ligne emploi », dans les locaux actuels, ne peut qu'aggraver les conditions de travail déjà intolérables du personnel. Il lui demande, compte tenu de l'urgence de la situation, les moyens pour que soit mis en œuvre sans délai un programme d'extension des locaux en stricte conformité avec les normes définies sur le plan national.

*Jeunesse, sports et loisirs (ministère)
(services extérieurs : personnel).*

12655. — 24 février 1979. — M. Jacques Jouve attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation du personnel à la direction départementale de la jeunesse et des sports de la Haute-Vienne. Ce service a perdu par mutation un inspecteur départemental depuis six mois qui n'a pas été remplacé. Un poste de sténodactyographe serait de la plus grande utilité compte tenu de l'importance des tâches de la direction départementale. D'autre part, le retrait des conseillers de secteur, qui apportaient une aide précieuse, crée des difficultés supplémentaires. Il lui demande les dispositions envisagées pour donner les effectifs nécessaires au bon fonctionnement de ce service départemental.

Ecoles normales (enseignants et élèves maîtres).

12656. — 24 février 1979. — Mme Adrienne Horvath attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le nombre de suppressions de postes de professeurs d'écoles normales qui seront effectives dans l'académie, dès la rentrée 1979-1980 (au moins cinquante). Ces mesures, au seul niveau du département du Gard toucheront : dix-sept postes de professeurs d'écoles normales (sur trente et un existants) ; quatre postes de maîtres adjoints sur quatre ; un agent de laboratoire sur trois ; la seule infirmière ; onze postes d'agents sur quinze. Sans compter les menaces qui pèsent sur le personnel administratif et le personnel d'intendance. Ces mesures favorisent dans notre département du Gard une politique orientée vers un « désert culturel » déjà organisé dans de nombreuses régions de France. Elle demande : à ce que soient annulées ces mesures de démantèlement des écoles normales et de suppression ou de réduction de recrutement des instituteurs ; s'il ne serait pas opportun que l'Assemblée nationale discute dans une prochaine session une loi de finances rectificative où seraient inscrits les crédits correspondants au maintien, voire à l'augmentation des postes de professeurs et du nombre des normaliens.

Assurance maladie-maternité (indemnités journalières).

12657. — 24 février 1979. — M. Georges Marchais attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le cas de M. X en congé de maladie depuis trois ans et qui doit, en raison de son incapacité de travailler, être reconnu invalide par la commission compétente. Cependant, le délai de trois ans écoulé, M. X ne perçoit plus les indemnités journalières et ne perçoit pas encore la pension d'invalidité. Il se crée donc un laps de temps indéterminé pendant lequel il ne dispose d'aucune ressource. Le cas évoqué n'est pas exceptionnel, mais les difficultés croissantes de l'existence nées de la crise aggravent encore la situation dommageable qui est faite à ceux qui sont dans le cas de M. X. Ne serait-il pas équitable de pallier cette carence du processus réglementaire en vigueur en assurant le versement des indemnités journalières jusqu'à ce que le relais des ressources soit assuré par la pension d'invalidité ou de permettre des avances sur pension qui ne pourraient être inférieures aux indemnités journalières. Il pense qu'une solution satisfaisante peut et doit être mise en œuvre et il lui demande en conséquence quelles mesures allant dans ce sens elle entend faire appliquer.

*Pensions de retraites civiles et militaires (retraités :
techniciens d'études et de fabrication de la marine).*

12658. — 24 février 1979. — M. Maurice Arreckx attire l'attention de M. le ministre de la défense sur la situation anormale à laquelle aboutit, en matière de pensions de retraite, la différence de statut existant entre les techniciens d'études et de fabrication de la marine (TEF) et les techniciens à statut ouvrier et chefs d'équipe (TOS). Les techniciens d'études et de fabrication, régis par le code des pensions civiles et militaires de retraites, perçoivent en effet des pensions proportionnellement moins élevées que les techniciens à statut ouvrier relevant du régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat alors même qu'ils ont assuré pendant leur activité professionnelle l'encadrement de ces derniers. Il lui demande par conséquent s'il ne lui apparaît pas nécessaire de prendre des dispositions dérogatoires en faveur des techniciens d'études et de fabrication de la marine qui permettraient de remédier à la situation actuelle qui pénalise gravement cette catégorie de personnel.

Entreprises (activité et emploi).

12659. — 24 février 1979. — Le 15 décembre dernier, la société La Mapac, entreprise de cartonnerie d'emballage qui fait fonctionner deux unités industrielles, l'une à Etampes (Essonne), l'autre à Bourgneuf (Creuse), a avisé les ouvriers de Bourgneuf de la fermeture, en juin prochain, de leur unité de production dont l'activité serait transférée à une nouvelle usine construite par la société à Laval (Mayenne). La fermeture de cette unité industrielle, venant après d'autres fermetures, aggrave la situation de l'emploi dans un département dont le dépeuplement constant est provoqué par l'insuffisance du tissu industriel. Elle est d'autant plus difficilement admise par l'opinion qu'il ne s'agit pas d'une fermeture sanctionnant un échec de gestion, mais d'une sorte de « déménagement du territoire » par transfert d'une usine d'une région dans une autre à l'initiative d'une entreprise saine. Etant donné que La Mapac avait bénéficié d'aides publiques pour la modernisation, en 1972, de son usine de Bourgneuf, M. Chandernagor demande à M. le Premier ministre de quelles aides elle a pu cette fois encore bénéficier pour le transfert de son activité de Bourgneuf à Laval.

Médecine (enseignement : enseignants).

12660. — 24 février 1979. — M. Nicolas About appelle l'attention de Mme le ministre des universités sur l'arrêté du ministre de la santé et du secrétaire d'Etat aux universités en date du 11 février 1975 par lequel M. Christian Debras fut titularisé en qualité de maître de conférences agrégé anesthésiologiste des hôpitaux, chef de département, au centre hospitalier universitaire de Paris, centre hospitalier de Créteil. Or, au terme de l'arrêté n° 67-7 du décret du 24 septembre 1960 modifié par le décret du 11 août 1971 : « La liste des emplois de maître de conférences agrégés... vacants ou susceptibles de le devenir au 1^{er} octobre suivant dans chaque centre hospitalier et universitaire est publiée au Journal officiel... Les ministres de l'éducation nationale et de la santé publique procèdent conjointement à la nomination aux emplois à pourvoir après... consultation de la section ou sous-section compétente du comité consultatif des universités. » En ce qui concerne la nomination du professeur Debras, le comité consultatif des universités n'a été consulté que le 13 février, soit deux jours après la signature de l'arrêté de nomination. Le comité consultatif des universités, s'estimant mis en cause, refusa d'entériner la nomination en question en refusant de voter. Cette décision ne se manifestait pas à l'encontre du professeur Debras, mais pour protester contre l'excès de pouvoir des ministres signataires. Par la suite, l'arrêté du 11 février 1975 a été cassé par une décision du tribunal administratif de Paris en date du 30 juin 1978, à la suite de laquelle le professeur Debras a été réintégré dans le corps des chefs de travaux des universités - assistant des hôpitaux près du CHU de Paris-Créteil. Il est évident qu'une telle réintégration est de nature à porter gravement atteinte à la carrière et à la situation matérielle du professeur Debras alors que la responsabilité de cette annulation pour vice de forme incombe totalement à l'administration. C'est pour éviter qu'un tel préjudice ne soit causé que je vous demande que des mesures soient prises afin que soient validées les dispositions prévues par l'arrêté du ministre de la santé et du secrétaire d'Etat aux universités en date du 11 février 1975 relatif à la nomination et à la titularisation à dater du 1^{er} mars 1975 en qualité de maître de conférences agrégé anesthésiologiste des hôpitaux, chef de département au centre hospitalier et universitaire de Paris, centre hospitalier de Créteil, de M. Christian Debras.

Contrôle des naissances (contraception).

12661. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la publication dans la presse des résultats d'une enquête qui aurait été effectuée de janvier à octobre 1978 par l'Institut national d'études démographiques, en collaboration avec l'Institut national de la statistique et des études économiques, sur la contraception. Selon les informations parues dans certains journaux, cette enquête aurait été effectuée auprès de 3 000 femmes de vingt à quarante-cinq ans. Il lui demande : 1° s'il est exact que cette enquête ne s'est adressée qu'aux femmes de vingt à quarante-cinq ans et, dans ce cas, pourquoi les femmes plus jeunes n'ont pas été interrogées ; 2° le nombre de femmes de vingt à quarante-cinq ans de la région Rhône-Alpes ayant été consultées lors de cette enquête ; 3° quels sont, selon elle, les chiffres les plus caractéristiques de cette enquête et quelles conclusions elle en tire : a) sur le plan national ; b) en ce qui concerne la région Rhône-Alpes s'il est possible de distinguer au sein de l'enquête les résultats enregistrés dans cette région et de les considérer comme significatifs malgré le petit nombre de personnes interrogées.

Autoroutes (commerce de détail).

12662. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur l'espoir suscité par l'annonce d'un renforcement de l'activité des services du contrôle économique et de la répression des fraudes à l'encontre des abus dont peuvent être victimes les automobilistes français ou étrangers s'arrêtant pour consommer ou acheter des produits dans les établissements commerciaux situés le long des autoroutes. Il lui demande : 1° quel a été le bilan de l'activité en 1978 des services de la répression des fraudes commises à l'encontre des automobilistes dans les établissements commerciaux installés le long des autoroutes, qu'il s'agisse de restaurants, stations d'essence, magasins de vente et produits alimentaires, vins, spécialités gastronomiques, objets divers ; 2° quel a été plus précisément le bilan de l'activité en 1978 du service de répression des fraudes des établissements commerciaux installés le long des autoroutes de la région Rhône-Alpes ; 3° quels sont les objectifs assignés à ces services, par lui-même ou son collègue M. le ministre de l'agriculture, en 1979 ; 4° comment il entend éviter que l'activité des commerçants honnêtes ne soit handicapée par la publicité faite au relevé des infractions constatées à l'encontre des commerçants et prestataires de services compromettant par leurs fraudes ou leurs abus la réputation de leurs concurrents loyaux.

Exploitants agricoles (épouses).

12663. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamel rappelle à M. le ministre de l'agriculture l'écho suscité par ses déclarations, notamment lors de la précédente session budgétaire, confirmant l'intérêt porté par le Gouvernement au projet de création d'un statut social de la femme collaboratrice de son mari exploitant agricole. Il lui demande : 1° à quel rythme avance la mise au point de ce projet de statut et quand il sera soumis au vote du Parlement ; 2° s'il envisage parallèlement de proposer dès la prochaine loi de finances le vote d'un nouveau relèvement de la limite de déductibilité du salaire du conjoint déjà portée de 9 000 francs en 1978 à 13 500 F en 1979.

Radiodiffusion et télévision (SFP).

12664. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur la très grande divergence des nombreuses appréciations portées sur la situation financière réelle de la Société française de production (SFP). Il lui demande quel est le constat officiel de la situation financière de la société, et notamment : 1° quelle a été l'évolution du déficit de la SFP au cours des trois derniers exercices ; 2° quelles sont, selon lui, les causes de ce déficit ; 3° quelles sont les prévisions officielles du solde à la fin 1979, positif ou encore négatif, des résultats financiers des départements Décoration, Vidéo mobile et fixe, Films, Laboratoire, Personnels de production de la SFP telle qu'il est actuellement proposé de la réorganiser ; 4° quelles sont les conséquences pour l'emploi des décisions qu'entraînerait la mise en application de l'actuel programme de rétablissement des comptes de la SFP ; 5° quel est le régime d'indemnisation prévu pour les salariées de la SFP qui seraient visées par les actuelles prévisions de licenciement si elles étaient confirmées.

Investissements (aide fiscale à l'investissement).

12665. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle à nouveau l'attention de M. le ministre du budget sur les modalités d'application de la loi du 29 mai 1975 ayant institué une aide fiscale à l'investissement et notamment sur les difficultés rencontrées par les entreprises contraintes en raison de l'évolution défavorable de la conjoncture dans leur région ou leur secteur d'activité, les transports par exemple, de réviser en baisse leur programme d'investissement et donc de n'avoir pu prendre livraison dans le délai prévu par la loi précitée des équipements qu'elles avaient commandés, des camions par exemple. Il lui demande : 1° s'il s'est assuré que son communiqué du 19 janvier 1979 annonçant que la direction des impôts avait reçu de lui des instructions pour accorder aux entreprises n'ayant pu, malgré leur bonne foi, donner suite à la totalité de leurs commandes la remise des pénalités encourues dans le cadre de la loi précitée et de larges délais pour le reversement de l'aide à l'investissement accordée par cette loi avait reçu une publicité suffisante. En effet, les entreprises concernées doivent, selon son communiqué, présenter leur demande de remise des pénalités au plus tard le 28 février 1979, délai qui risque de ne pas être respecté par les entreprises n'ayant pas eu connaissance de cette date limite fixée par son communiqué du 19 janvier ; 2° s'il n'envisage pas de prendre une disposition complémentaire qui consisterait, plutôt qu'en un remboursement de la totalité de l'aide fiscale à l'investissement pour les entreprises n'ayant pu honorer la totalité de leurs commandes dans le délai prévu, à prévoir soit la prolongation de ce délai pour permettre aux entreprises d'acquiescer d'ici le 31 décembre 1969 la totalité des équipements commandés, soit un remboursement de l'aide non pas total mais seulement au prorata des commandes non encore livrées le 31 décembre 1978 et dont l'exécution a été différée par défaut de trésorerie dû à la conjoncture.

SNCF (tarif).

12666. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre des transports sur le fait que la hausse de 7,5 p. 100 du tarif voyageurs de la SNCF à partir du 1^{er} février 1979 a été annoncée et appliquée sans être expliquée, justifiée. Il lui demande : 1° les raisons de cette hausse ; 2° pourquoi elle a été de 7,5 p. 100 ; 3° quel montant de recettes supplémentaires en attend par mois la SNCF ; 4° quelle sera la répartition de ces ressources entre les dépenses de personnel, les dépenses de couverture du régime de retraite, les dépenses d'infrastructure, les dépenses en nouveau matériel ; 5° pourquoi il n'a pas expliqué comme et autant qu'il aurait convenu, s'agissant d'une entreprise nationale et d'un Etat démocratique, cette hausse de tarifs concernant le voyageur, citoyen ayant droit à une explication des motifs ayant conduit aux décisions publiques le concernant.

Autoroutes (commerce de détail).

12667. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre des transports sur les abus commerciaux dont sont parfois victimes les citoyens français et les touristes étrangers consommant ou procédant à des achats dans les établissements commerciaux installés le long des autoroutes. Il lui demande : 1° quel concours il entend apporter à la répression de ces fraudes et abus qui portent un préjudice certain non seulement aux automobilistes français mais à la réputation internationale de la France dans la mesure où nos autoroutes sont sillonnées chaque année par un nombre considérable de touristes étrangers ; 2° s'il s'est déjà entretenu de ces problèmes avec les sociétés concessionnaires d'autoroute et avec les ministres dont relèvent les services chargés de la répression des fraudes, du contrôle économique et de l'action sanitaire et sociale.

Assurance maladie maternité (remboursement).

12668. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les dépenses de maladie remboursées à 100 p. 100 aux malades répondant notamment aux conditions fixées par les textes pris en application du décret n° 69-132 du 6 février 1969, modifié par le décret n° 74-361 du 2 mai 1974, et du décret n° 74-362 du 2 mai 1974. Il lui demande : 1° quelle fut en 1975, 1976, 1977 et 1978 le pourcentage par rapport aux dépenses totales et le montant en francs des remboursements des frais de séjour dans les hôpitaux et cliniques conventionnés et des dépenses en pharmacie pris en charge à 100 p. 100 par le régime général de sécurité sociale ; 2° combien de personnes, tant françaises qu'étrangères, ont bénéficié de ces dispositions pour chacune des quatre années précitées ; 3° en ce qui concerne le remboursement à 100 p. 100 des thérapeutiques considérées comme particulièrement coûteuses, si elle envisage de modifier sensiblement le système des critères et des seuils donnant droit aux dispositions précitées.

Prestations familiales (prêts aux jeunes ménages).

12669. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamel rappelle à Mme le ministre de la santé et de la famille le concours très utile que procure à de nombreux jeunes ménages les prêts qui peuvent leur être consentis par les caisses d'allocations familiales. Il lui demande : 1° combien de jeunes ménages de la région Rhône-Alpes et, particulièrement, du département du Rhône ont obtenu des prêts des caisses d'allocation familiales en 1976, 1977 et 1978 ; 2° combien en avaient demandé au cours de ces trois dernières années ; 3° quel a été le montant global de ces prêts aux jeunes ménages sur crédits des caisses d'allocation familiales de chacun des huit départements de la région Rhône-Alpes pour chacune des trois années précitées ; 4° si elle n'estime pas devoir envisager une modification des textes d'application de la loi n° 75-6 du 3 janvier 1975 afin d'élargir le champ d'application et de rendre possible l'augmentation du montant de ces prêts aux jeunes ménages particulièrement pour ceux attendant un enfant.

Téléphone (raccordement).

12670. — 24 février 1979. — **M. Emmanuel Hamel** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur les efforts déployés par les techniciens de son ministère exerçant leurs fonctions dans la région Rhône-Alpes pour répondre aux demandes d'installation gratuite de téléphone pour les personnes âgées. Il lui demande : 1° combien de personnes âgées ont déjà obtenu à leur domicile l'installation gratuite du téléphone dans chacun des huit départements de la région Rhône-Alpes et dans les cantons de Condrieu, Givors, L'Arbresle, Mornant, Saint-Symphorien-sur-Coise, Vaugneray ; 2° combien de ces demandes étaient en attente d'être satisfaites au 1^{er} juillet 1978 et l'ont été depuis ; 3° le nombre des demandes encore en attente au 1^{er} janvier 1979 et le délai moyen d'attente entre la demande de l'installation et sa réalisation, dans chacun des huit départements de la région Rhône-Alpes et dans chacun des six cantons précités de l'Ouest lyonnais ; 4° s'il a donné de nouvelles instructions pour confirmer sa volonté que les personnes âgées habitant en zone rurale et pouvant postuler à une installation gratuite du téléphone ne soient l'objet d'aucune discrimination par rapport à celles demeurant en ville, malgré le coût souvent plus élevé pour l'administration des télécommunications de l'installation d'une ligne téléphonique en zone rurale pour les personnes du troisième âge vivant dans des écarts loin du centre des villages.

Plus-values professionnelles (imposition).

12671. — 24 février 1979. — **M. Jean Bonhomme** demande à **M. le ministre du budget** s'il ne lui paraîtrait pas à la fois logique et équitable que les plus-values réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle par les contribuables dont les recettes n'excèdent pas les limites du régime du forfait ou de l'évaluation administrative mais qui ne remplissent pas les conditions permettant de bénéficier du régime d'exonération prévu à l'article 11 de la loi du 19 juillet 1976, relèvent en principe du régime général des plus-values professionnelles et non plus, comme c'est le cas actuellement, de celui des plus-values réalisées dans le cadre de la gestion du patrimoine privé.

Taxe sur la valeur ajoutée (droit à déduction).

12672. — 24 février 1979. — **M. Henri de Gastines** rappelle à **M. le ministre du budget** que l'article 7 de la loi de finances pour 1978 (n° 75-1278 du 30 décembre 1978) exonère de la taxe sur la valeur ajoutée les recettes de quatre manifestations organisées chaque année par les organismes agissant sans but lucratif. C'est donc un nouveau régime d'imposition de la TVA mis en œuvre pour les organismes précités. Il existe toutefois à ce propos une incidence qui n'apparaît pas dans les textes ayant trait à cette réforme. Il s'agit des crédits de TVA que ces associations pouvaient avoir en compte et dont elles sont spolées puisque l'Etat les conserve. Il lui cite le cas, à ce propos, d'une société de musique qui comme toutes les associations à but non lucratif, était assujettie à la TVA jusqu'au 31 décembre 1975. A cette date, et du fait d'investissements importants, cette société avait un crédit de TVA de l'ordre de 20 000 francs qui ne pouvait être liquidé par le comptable du Trésor, mais qui devait être reporté en avoir sur les manifestations à venir. Or, en raison de l'introduction de dispositions plus favorables, le crédit de TVA échappe purement et simplement à la société en cause, ce qui est particulièrement contestable. Il lui demande s'il n'envisage pas, dans un but d'élémentaire logique et de stricte équité, d'édicter des mesures prévoyant que toute organisation à but non lucratif, disposant d'un crédit de TVA, devra recevoir le paiement de celle-ci par l'Etat.

Politique extérieure (Liban).

12673. — 24 février 1979. — **M. Claude Labbé** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur le sort des populations chrétiennes du Liban. Ces populations depuis de nombreux mois sont constamment attaquées et massacrées. Il demande au Gouvernement qui a déjà montré sa volonté de trouver une solution pacifique au Liban, s'il ne serait pas souhaitable d'intervenir auprès de l'Organisation des Nations unies, afin qu'une commission composée de représentants de pays de culture musulmane et chrétienne, non impliqués dans le conflit, se réunisse rapidement pour que les deux communautés puissent à nouveau coexister pacifiquement au Liban.

Impôts (recouvrement).

12674. — 24 février 1979. — **M. Claude Labbé** rappelle à **M. le ministre du budget** que l'article 22 de la loi n° 68-630 du 31 juillet 1968 permet aux différents services fiscaux de ne plus délivrer de certificats ou d'attestations. Aux termes de ce texte, ces certificats ou attestations sont remplacés par une « déclaration sur l'honneur ». Or, les dispositions de l'article 1684 du code général des impôts indiquent que le cessionnaire d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou minière, peut être rendu responsable des impôts dus par le cédant, si ceux-ci sont réclamés dans un délai de trois mois à partir de la déclaration prévue à l'article 20-1 du code général des impôts. En cas de vente amiable de fonds de commerce, il est généralement prévu que le prix est consigné chez un tiers désigné en qualité de « séquestre » chargé de recevoir les oppositions et de s'assurer du paiement de toutes cotisations fiscales ou autres. La plupart des services administratifs du Trésor acceptent de délivrer des attestations indiquant que le contribuable a réglé les impôts dus et qu'il n'est plus débiteur envers ledit Trésor. Par contre, se fondant sur les dispositions de la loi du 31 juillet 1968, certains autres services refusent de délivrer de tels certificats. Il en résulte que le prix du fonds de commerce ne peut être remis au cédant qu'à l'expiration du délai de trois mois prévu par l'article 1684 du code général des impôts ce qui, dans certains cas, peut gêner considérablement les vendeurs, s'il s'agit de personnes âgées qui désirent cesser toute activité ou de commerçants désirant se réinstaller. Il lui demande que la position de l'administration sur ce point, soit précisée nettement.

Enregistrement (droits : régimes matrimoniaux).

12675. — 24 février 1979. — **M. Claude Labbé** expose à **M. le ministre du budget** le cas d'époux qui ont, lors de leur union, adopté le régime de la séparation de biens pure et simple et se sont placés, par la suite, sous celui de la communauté universelle, en instituant, dans leur nouveau contrat, une clause d'attribution de l'entière communauté au survivant. En l'espèce, les intéressés, avant leur changement de régime, avaient acquis chacun un appartement, puis un autre bien immobilier en indivision, et ultérieurement audit changement, un appartement qui est d'emblée tombé dans leur communauté. Or, après le changement en cause, les formalités de publicité foncière concernant les immeubles acquis au cours du précédent régime matrimonial n'ont pas été effectuées. Il importe donc de savoir si, dans la situation actuelle, l'administration des impôts acceptera de considérer, à l'égard du survivant, que les immeubles en question font partie de la communauté, ce qui permettra l'application de la clause d'attribution en ce qui concerne ces immeubles. Il est à noter que le contrat portant changement de régime matrimonial et le jugement d'homologation par le tribunal ont été enregistrés, et que l'acte par lequel les époux ont en dernier lieu acquis un appartement fait état de leur nouveau régime et a été publié. Il lui demande donc si, dans ces conditions, son administration estimera comme leur étant opposables les changements dans les droits des époux à l'égard des immeubles acquis antérieurement. Dans le cas de réponse négative, la question se poserait alors de savoir si la prescription décennale de l'article 1974 du code général des impôts serait susceptible de jouer, le jugement d'homologation enregistré devant logiquement être considéré comme le « fait générateur », visé à cet article, de l'action en répétition, de la part de l'administration, du droit fiscal perçu normalement à l'occasion de l'accomplissement de la formalité.

Plus-values immobilières (imposition).

12676. — 21 février 1979. — **M. Claude Labbé** demande à **M. le ministre du budget** comment son administration conçoit l'application de la législation relative à l'imposition des plus-values dans le cas d'un immeuble acquis à l'origine par l'un des époux mariés alors sous le régime de la séparation de biens pure et simple et qui ont ultérieurement adopté celui de la communauté universelle de biens. Celle-ci est ainsi devenue propriétaire du bien en cause au moment où le nouveau régime matrimonial est entré en vigueur. Dans ces conditions, la question se pose de savoir si, en cas de revente, la date d'acquisition à prendre en considération pour le calcul de l'impôt sur la plus-value est celle où l'immeuble est entré dans le patrimoine de l'époux séparé de biens ou celle du changement de régime. En d'autres termes, il demande si, selon l'administration fiscale, ce changement a un effet déclaratif ou un effet translatif à l'égard de cet immeuble.

Pension de réversion (régime spécial).

12677. — 24 février 1978. — Mme Hélène Missoffe rappelle à M. le ministre de l'Industrie que la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, a prévu, tant pour les assujettis au régime général de sécurité sociale que pour les fonctionnaires relevant du code des pensions civiles et militaires de retraite, que lorsqu'un décès de l'assuré ou du fonctionnaire, il existe une veuve et une épouse divorcée non remariée, la pension de réversion est partagée entre le conjoint survivant et la femme divorcée au prorata de la durée respective de chaque mariage. Or, cette disposition n'est jusqu'à présent pas appliquée à Electricité de France-Gaz de France, dont le statut n'envisage le droit à la pension de réversion qu'au bénéfice de la veuve et celles que soient les conditions dans lesquelles a été prononcé le divorce. Elle appelle son attention sur cette anomalie et lui demande que des mesures analogues à celles rappelées ci-dessus soient édictées dans les meilleurs délais en ce qui concerne les modalités d'attribution de la pension de réversion des personnels d'Electricité de France-Gaz de France.

Assurance maladie-maternité (cotisations).

12678. — 24 février 1979. — M. Lucien Richard appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le coût toujours plus lourd pour l'assurance maladie des frais résultant d'accidents survenus dans la pratique du ski. Il lui indique que sur les quelque trois millions de skieurs ayant effectué un ou plusieurs séjours à la montagne en 1978, près de 50 000 ont été victimes d'accidents, dont 20 000 entraînant des conséquences physiques graves. Le coût des frais d'hospitalisation, de médicaments et de rééducation, quoique difficilement évaluable, serait supérieur à 500 millions de francs par an pour le seul régime assurance maladie. A un moment où le déficit de la sécurité sociale s'accroît chaque année, il lui demande si le Gouvernement n'envisage pas de demander à une catégorie d'assujettis qui, en s'adonnant à une activité sportive réputée dangereuse, contribue à aggraver ce déficit de verser une cotisation complémentaire grâce à laquelle la couverture de ce risque pourrait être assurée dans des conditions financières plus saines et plus équitables.

Ordre public (opérations de maintien de l'ordre).

12679. — 24 février 1979. — M. Jean-Pierre Pierre-Bloch attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les problèmes d'interprétation et l'ambiguïté que fait apparaître la comparaison d'une disposition de l'arrêté ministériel du 8 décembre 1978 portant instruction sur le commandement avec les règles générales régissant la répartition des compétences en matière de maintien de l'ordre, telles qu'elles viennent d'être rappelées par la circulaire n° 78-560 du 21 décembre 1978. L'article 17 de l'arrêté ministériel susvisé précise en effet notamment « qu'à tout moment le supérieur hiérarchique du commandant de l'unité engagée garde le droit de modifier ses instructions spéciales en fonction de l'opportunité ou au vu des résultats obtenus ». Une telle disposition semble difficilement compatible avec les règles rappelées au paragraphe III de la circulaire n° 78-560 du 21 décembre 1978, lequel précise « que la mise en œuvre de la force publique dépend du ou des chefs d'unité (officier de gendarmerie, commandant une ou plusieurs unités, commandant de groupement opérationnel ou commandant de compagnie républicaine de sécurité, commandant de corps urbain...) mis avec leur personnel à la disposition de l'autorité civile responsable et que « une fois la décision d'emploi de la force prise, l'ordre donné, les objectifs fixés par l'autorité civile, le ou les commandants de la force publique ordonnent et contrôlent la mise en œuvre de leurs troupes sur le terrain ». Il lui demande par conséquent s'il n'estime pas nécessaire de modifier l'article 17 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 1978 afin de lever toute ambiguïté sur les compétences des commandants et officiers de paix en matière de maintien de l'ordre.

Fonctionnaires et agents publics (militaires : accès à la fonction publique).

12680. — 24 février 1979. — Se référant à la réponse de M. le ministre de la défense à sa question écrite n° 6593 du 30 septembre 1978, M. Emmanuel Hamel lui rappelle que le bénéfice des dispositions des articles 95, 96 et 97 de la loi du 13 juillet 1972 n'a été étendu aux sous-officiers de carrière que par la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975. Ces dispositions permettent aux engagés, d'une part, de bénéficier de la législation relative aux emplois réservés

(art. 95) et, d'autre part, d'accéder à la fonction publique par la voie de concours ou d'examen dans des conditions favorables : recul de limite d'âge, assouplissement des conditions de titres et de diplômes (art. 96), prise en compte totale ou partielle pour l'ancienneté du temps passé sous les drapeaux (art. 97). Il lui demande de lui apporter des précisions sur la situation des sous-officiers de carrière qui ont désiré accéder à la fonction publique entre la loi du 13 juillet 1972 et la loi du 30 octobre 1975. Il désirerait notamment savoir si certains d'entre eux ont été privés de la possibilité d'accéder à des emplois de la fonction publique parce que les articles 95 et 96 précités ne leur étaient alors pas applicables et si ceux qui sont entrés dans la fonction publique par voie de concours ou d'examen ont pu obtenir la prise en compte, pour l'ancienneté, du temps passé sous les drapeaux. Dans l'hypothèse où ces sous-officiers de carrière se seraient trouvés dans une situation défavorable par rapport aux engagés recrutés en même temps qu'eux, il lui demande de bien vouloir prendre les mesures appropriées pour remédier à une telle situation.

Sang (don du sang).

12681. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la collecte de sang dans la région Rhône-Alpes, l'esprit de solidarité qui anime les donneurs de sang, le dynamisme des animateurs de leurs groupements. Il lui demande : 1° quelle a été au cours des trois dernières années, dans chacun des huit départements de la région Rhône-Alpes, l'évolution : a) du nombre des donneurs ; b) des quantités de sang prélevées ; c) du rapport des quantités de sang données par rapport à celles demandées par les services hospitaliers et les secours d'urgence aux grands blessés ; 2° quels moyens elle compte mettre en œuvre pour que, notamment dans la région Rhône-Alpes, compte tenu de toutes les utilisations qui peuvent être faites du sang collecté en l'état actuel de l'évolution scientifique et compte tenu des besoins des services hospitaliers et des laboratoires, la collecte se développe au rythme nécessaire ; 3° si la France ne pourrait pas, comme cela est possible dans certains autres pays, notamment de la Communauté européenne, autoriser, après examen de santé des volontaires qui en feraient la demande, les dons du sang au-delà de la limite d'âge actuelle de soixante ans ; 4° si la contribution, jusqu'alors si faible, des sociétés de télévision au rayonnement de l'idéal de solidarité humaine qui inspire les donneurs de sang ne pourrait pas être sensiblement accrue par de fréquents appels à la grandeur et aux bienfaits du don du sang.

Travail (hygiène et sécurité) (entreprises).

12682. — 24 février 1979. — M. Adrien Zeller demande à M. le ministre du travail et de la participation si, dans le cadre du renforcement des pouvoirs et de la protection des délégués du personnel dans les comités d'hygiène et de sécurité, il ne conviendrait pas de rendre obligatoire l'affichage des rapports de ceux-ci ainsi que ceux de l'inspecteur du travail quand ils n'entraînent pas des poursuites contre l'employeur.

Départements d'outre-mer (Réunion : radiodiffusion et télévision).

12683. — 24 février 1979. — M. Jean Fontaine signale à M. le ministre du budget ce qui suit : les redevances de radio-télévision sont des taxes parafiscales qui sont versées TVA comprise. Elles sont identiquement les mêmes en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer. Or, à la Réunion, le taux de la TVA est de 7,5 p. 100 alors que sur le continent il est de 17,6 p. 100. Il y a donc à l'évidence un trop-perçu au profit des sociétés qui composaient l'ex-ORTF. Il lui demande de lui faire connaître si en conséquence il envisage de faire bénéficier les usagers de FR 3 à la Réunion d'une réduction de ces redevances pour tenir compte du taux minoré de la TVA qui leur est appliqué.

Armée (militaires originaires de la Réunion).

12684. — 24 février 1979. — M. Jean Fontaine demande à M. le ministre de la défense de lui faire connaître les raisons pour lesquelles les militaires de carrière d'origine réunionnaise, à l'occasion de leur départ à la retraite, n'ont droit au remboursement des frais de déménagement que jusqu'au port d'embarquement, le reste du trajet restant à leur charge. Le traitement réservé aux militaires d'origine corse n'est pas le même puisqu'ils se voient remboursés les frais engagés pour leur retour jusqu'à leur domicile. Les fonctionnaires et agents de l'Etat, originaire de DOM, exerçant en métropole bénéficient également du remboursement des frais engagés pour leur déménagement jusqu'au lieu de leur nouvelle résidence.

Animaux (protection des animaux).

12685. — 24 février 1979. — M. Jean Fontaine expose à M. le ministre de l'agriculture ce qui suit : l'article 12 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 qui fait partie du chapitre II, lequel traite de « la protection de l'animal », prévoit la parution de décrets d'application pour assurer la protection des animaux contre les mauvais traitements ou les utilisations abusives. Il lui demande de lui faire connaître si, six ans après la promulgation de la loi, il est raisonnable d'espérer voir publier les décrets d'application ci-dessus précisés.

Nationalité (française).

12686. — 24 février 1979. — M. Jacques Marette demande à M. le ministre des affaires étrangères les raisons pour lesquelles de nombreux français d'origine sénégalaise se voient retirer la nationalité française sous prétexte que leur famille réside au Sénégal. La notification de ce retrait est la suivante : l'intéressé ne paraît pas avoir en France son domicile fixe tel qu'il est défini par la jurisprudence : « résidence effective, présentant un caractère stable et permanent et coïncidant avec le centre des attaches et des occupations » (cassation civile du 20 décembre 1955, JCP 56-11 n° 9173, et du 11 novembre 1957, JCP 58-11 n° 10414). Or il s'avère que beaucoup de Français d'origine sénégalaise touchés par cette mesure ont effectué leur service militaire et souvent combattu pour la France pendant la guerre. Le retrait de la nationalité française est ressenti, par eux, comme une sanction injuste et imméritée. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que de tels retraits de nationalité soient effectués à la suite d'enquêtes approfondies et en tenant le plus grand compte des cas particuliers et des services rendus à la France par les intéressés.

Habitat ancien (taxe additionnelle au droit de bail).

12687. — 24 février 1979. — M. Jean Moreillon attire l'attention de M. le ministre du budget sur les conditions d'assujettissement à la taxe additionnelle au droit de bail perçue au profit de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat. Il lui expose le cas d'une personne physique, propriétaire d'un immeuble qui, à la suite de location entrant dans le champ d'application de ladite taxe, acquitte celle-ci depuis quinze ans ; souhaitant faire exécuter des travaux de réfection de toiture de l'immeuble, cette même personne, après s'être adressée à la direction départementale de l'ANAH afin d'obtenir une subvention, s'est vue refuser celle-ci au motif que les logements concernés, possédant des toilettes intérieures, une salle d'eau et le chauffage central, ne pourraient ouvrir droit à une quelconque subvention. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui indiquer si une telle interprétation des règlements est fondée et, dans l'affirmative, s'il ne juge pas nécessaire à l'avenir de prévoir des mesures susceptibles d'exonérer les propriétaires de ladite taxe, dès lors qu'ils ne peuvent prétendre à aucune subvention de la part de l'ANAH.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

12688. — 24 février 1979. — M. Jacques Richomme attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation de certains loueurs en meublé au regard de la taxe professionnelle, n'entrant pas dans les cas d'exonération prévus par la loi et les règlements. Il lui expose que les intéressés, notamment de sa région, exercent leur activité environ deux mois par an, alors que, pour établir la base de leur imposition, l'administration fiscale retient la valeur locative sur une période de six mois minimum. Une telle situation se révèle préjudiciable aux intéressés et menace à terme leurs conditions d'activité. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui indiquer s'il ne juge pas nécessaire, à l'avenir, d'étendre aux intéressés le bénéfice des dispositions prévues par les articles 8-II de la loi n° 75-678 du 29 juillet 1975 et 1482 du code général des impôts qui permettent sous certaines conditions à des entreprises saisonnières d'opérer une réduction de la valeur locative totale de leurs établissements, proportionnellement à la durée de la période de l'année au cours de laquelle ils n'exercent pas leur activité.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (pension d'ascendants).

12689. — 24 février 1979. — M. Alain Mayoud demande à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants s'il ne lui paraît pas souhaitable que, dans les conditions de ressources ouvrant droit à pension d'ascendants, l'allocation versée au titre du FNS ne soit

plus prise en compte, dans la mesure où la pension d'ascendants est assimilée à l'obligation alimentaire qu'aurait pu verser l'enfant décédé, étant observé que, pour l'attribution de l'allocation supplémentaire du FNS, toute référence à l'obligation alimentaire est désormais supprimée.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (pension d'ascendants).

12690. — 24 février 1979. — M. Alain Mayoud demande à M. le ministre des anciens combattants s'il ne lui paraît pas souhaitable, dans un souci d'équité et pour témoigner de la reconnaissance de la nation à leur endroit, d'accorder aux ascendants d'un fils mort pour la France un droit à pension qui ne soit plus attribué sous conditions de ressources.

Impôts locaux (taxe d'habitation).

12691. — 24 février 1979. — M. Gilbert Gantier rappelle à M. le ministre du budget les termes de sa question écrite n° 8552 parue au Journal officiel du 15 novembre 1978 relative à la situation d'une veuve de guerre de quatre-vingt-dix-neuf ans, propriétaire d'une petite maison en Creuse et qui était jusqu'à présent dispensée de la taxe d'habitation pour insuffisance de ressources. Ne pouvant plus habiter seule en raison de son âge et ne retournant chez elle qu'un ou deux mois par an quand elle peut être accompagnée, cette dame a été admise dans une maison de retraite et s'est vue imposée à la taxe d'habitation pour sa maison en tant qu'habitation secondaire pour une somme qui dépasse de beaucoup ses possibilités. Il lui demande si des mesures ne pourraient être envisagées afin d'éviter aux personnes admises en maison de retraite de devoir se défaire, pour cause d'impôts trop lourds, de logements qui pourraient ne pas être considérés comme habitations secondaires et dont elles ont dû s'éloigner bien à regret une partie de l'année.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

12692. — 24 février 1979. — M. Nicolas About appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les problèmes rencontrés par certaines entreprises en ce qui concerne le montant de la taxe professionnelle qui leur sera appliquée cette année. Ce montant est parfois en augmentation de 95 p. 100 à 110 p. 100 sans modification des bases d'imposition. Un tel accroissement est lié à celui des dépenses locales qui constitue la seule facture d'augmentation résultant de la loi de 1977. Il lui demande quelles mesures il compte prendre, dans le cadre de la réforme de la loi sur la taxe professionnelle, pour limiter les augmentations abusives qui grèvent très lourdement les entreprises, notamment celles qui sont utilisatrices de main-d'œuvre.

Sécurité sociale (ministres des cultes et membres des congrégations et collectivités religieuses).

12693. — 24 février 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à Mme le ministre de la santé et de la famille quelles sont les perspectives de publication des décrets d'application de la loi n° 78-4 du 2 janvier 1978 sur la sécurité sociale des ministres des différents cultes et quelles sont les raisons précises qui ont amené à différer cette date jusqu'à aujourd'hui.

Archives (archives départementales).

12694. — 24 février 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur les disparités considérables des moyens matériels entre les différents services d'archives départementales. Il lui demande : 1° quelle est la part respective de l'Etat et du département dans le financement du fonctionnement des archives départementales ; 2° quels crédits sont mis à la disposition de ces services globalement pour l'amélioration de la gestion des fonds (meilleures techniques de classement et d'inventaire, accueil des chercheurs) ; 3° quelles incidences financières aura l'application de la récente loi sur les archives.

Radiodiffusion et télévision (chaîne de télévision privée).

12695. — 24 février 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de la culture et de la communication de bien vouloir lui faire connaître son sentiment sur certaines déclarations récentes émanant de professionnels de la publicité, selon lesquelles la télévision ne serait « rien d'autre qu'une grande et merveilleuse vitrine »

dont on ne saurait exclure aucune présentation promotionnelle. Il lui demande à cette occasion si le Gouvernement maintient sa position de principe opposée à la création d'une chaîne de télévision entièrement privée.

Investissements (investissements français à l'étranger).

12696. — 24 février 1979. — M. Francis Geng expose à M. le ministre du commerce extérieur que, selon certaines Informations de presse récentes, il apparaîtrait que des entreprises françaises implantées à l'étranger et plus particulièrement dans les pays en voie de développement feraient l'objet, de la part des pays d'accueil, de pressions et de manœuvres tendant à une prise de contrôle qui pourrait aboutir à une spoliation pure et simple. Il lui demande quel est le bien-fondé de ces informations et, si elles se révélaient exactes, les mesures qu'il entend prendre pour soutenir et protéger les entreprises concernées qui, répondant en cela à l'incitation des pouvoirs publics, ont accepté un effort d'investissement à l'étranger constituant indéniablement un facteur de développement de notre commerce extérieur.

Téléphone (tarification).

12697. — 24 février 1979. — M. François Léotard attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur un problème de tarification des communications téléphoniques régionales. En effet, suivant les informations requises auprès de l'administration des postes et télécommunications, il apparaît que les taxations interdépartementales sont calculées de chef-lieu à chef-lieu, exception faite toutefois des communications à destination des circonscriptions limitrophes qui sont taxées comme étant des communications de voisinage, soit à 0,47 franc les soixante-deux secondes. Il apparaît en réalité que les taxations interdépartementales calculées de chef-lieu à chef-lieu sont en fait sources d'injustices et de situations difficiles à supporter pour des abonnés qui n'habitent pas dans la circonscription téléphonique du chef-lieu. L'Est varois par exemple et l'aire de Fréjus-Saint-Raphaël en particulier font les frais d'un tel système. En effet, si les communications à destination de la circonscription de Cannes sont taxées à 0,47 franc les soixante-deux secondes (communication de voisinage), par contre les communications à destination de Nice (30 kilomètres plus loin, soit à 65 kilomètres de Fréjus) sont taxées à 0,47 franc les quinze secondes (sans doute à cause de l'éloignement entre Nice et Toulon). Cependant et paradoxalement, les communications entre Fréjus-Saint-Raphaël et Marseille (soit 130 kilomètres) sont taxées comme les communications avec Toulon (la préfecture), c'est-à-dire 0,47 franc toutes les vingt-quatre secondes. La situation géographique et économique de l'Est varois fait que les échanges téléphoniques sont beaucoup plus nombreux en direction de Nice que de Marseille. Par conséquent, il semble bien que le système actuellement en vigueur en ce qui concerne les taxations interdépartementales lèse les intérêts d'un grand nombre d'abonnés. C'est pourquoi il lui demande si la taxation des communications interdépartementales ne pourrait pas abandonner le système de calcul de chef-lieu à chef-lieu pour adopter un système beaucoup plus réel et plus juste tenant compte pour la taxation de la circonscription téléphonique de départ et d'arrivée de la communication. Ainsi la taxe de base de la communication Nice-Fréjus-Saint-Raphaël serait ramenée de 47 centimes toutes les quinze secondes à 47 centimes toutes les vingt-quatre secondes.

Elèves (carte d'identité scolaire).

12698. — 24 février 1979. — M. Didier Bariani appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des enfants d'âge scolaire qui ne sont pas en possession d'une carte nationale d'identité. Ces enfants se trouvent, par conséquent, dans l'incapacité de fournir, en cas d'accident sur la voie publique, les coordonnées qui permettraient de s'adresser à leurs familles. Dans ces conditions, il lui demande s'il ne pourrait pas faire en sorte que les établissements scolaires à la fois primaires et secondaires délivrent automatiquement, et pour chaque élève, une carte d'identité faisant mention de toutes les indications nécessaires pour joindre les personnes qui leur sont proches en cas de situation difficile.

Enregistrement (droits) (taxe de publicité foncière).

12699. — 24 février 1979. — M. Alexandre Boio expose à M. le ministre du budget que les dispositions de l'article 702 du code général des impôts prévoyant l'application d'un taux réduit de 4,80 p. 100 de la taxe de publicité foncière pour les acquisitions d'immeubles ruraux destinés à améliorer la rentabilité des exploi-

tations agricoles ne s'appliquent que si les acquéreurs exploitent une superficie supérieure à la SMI. Il lui demande de confirmer que, s'agissant d'exploitants individuels, la surface à prendre en considération correspond à la fraction abstraite de la superficie réputée exploitée par chacun d'eux, par analogie avec la solution retenue pour les GAEC par l'article 266 quinquies de l'annexe III du CGI.

*Environnement et cadre de vie (ministère)
(conducteurs de travaux publics de l'Etat).*

12700. — 24 février 1979. — M. Jean Bonhomme rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie qu'en réponse à la question écrite n° 6651 (*Journal officiel*, Débats AN du 17 novembre 1978) relative au classement des conducteurs TPE, il disait qu'un projet de décret concernant la création d'un corps de catégorie B dans lequel seraient intégrés les conducteurs et les conducteurs principaux TPE avait été adopté par le comité technique paritaire central au cours de sa réunion du 25 octobre 1977. Il ajoutait que ce projet avait été adressé aux ministres du budget et de la fonction publique et que les discussions étaient en cours à ce sujet. Il lui demande quels éléments nouveaux sont intervenus puisque la réponse précitée date maintenant de près de trois mois. Il désire en particulier savoir quand sera publié le décret auquel cette réponse fait allusion.

Architectes (recours obligatoire à un architecte).

12701. — 24 février 1979. — M. Antoine Gissinger s'étonne auprès de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 4679 parue au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale n° 61 du 22 juillet 1978. Sept mois s'étant écoulés depuis la parution de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en rappelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il lui rappelle la réponse qu'il a faite au cours de la séance de l'Assemblée nationale du 27 avril 1978 à une question au Gouvernement portant sur la définition de la surface de plancher hors œuvre dans la construction. Dans cette réponse, il disait en particulier que la détermination du seuil de 250 mètres carrés, surface de plancher hors œuvre, selon les définitions données par la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture « introduisait des distorsions suivant les types d'architecture et les régions ». Il ajoutait qu'il s'agissait d'un problème technique compliqué, qu'il avait fallu un certain temps pour l'étudier et que des résultats de l'étude conduite par ses services, il résultait qu'il valait mieux « recourir à une définition unique, plus claire techniquement et susceptible de réduire les disparités ou les distorsions entre les régions. Une telle définition présenterait des avantages indéniables ». Il concluait en disant que les études ont été faites et qu'il avait l'intention « de proposer très rapidement au Gouvernement des solutions tendant, non seulement à la simplification des procédures d'obtention des permis de construire, mais encore à l'allègement des charges des usagers ». Près de trois mois s'étant écoulés depuis cette réponse, il lui demande quelles solutions doivent intervenir et dans quel délai.

Impôt sur le revenu (pensions alimentaires).

12702. — 24 février 1979. — M. Antoine Gissinger s'étonne auprès de M. le ministre du budget de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 386 publiée au *Journal officiel*, débats de l'Assemblée nationale du 19 avril 1978, page 1209. Cette question a fait l'objet d'un premier rappel sous le numéro 6306 qui a été publié au *Journal officiel* du 23 septembre 1978, page 5214. Dix mois s'étant écoulés depuis la publication de la question initiale, et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il lui demande s'il n'est pas possible, compte tenu de l'allongement des études de beaucoup de jeunes au-delà de vingt-cinq ans, d'envisager un recul de la limite d'âge actuellement prévue à l'article 196 du CGI pour les enfants à la charge de leurs parents en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, les parents se trouvant, en effet, dans l'impossibilité de déduire de leur revenu imposable la pension alimentaire versée aux intéressés.

Enseignement (programmes).

12703. — 24 février 1979. — M. Jacques Godfrain demande à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants de bien vouloir s'assurer auprès de son collègue de l'éducation que les élèves des écoles, collèges et lycées français sont renseignés par leurs profes-

seurs sur la signification des journées fêtées par la République, qui symbolisent la vaillance de ses fils au service de la patrie. Il lui demande également de s'assurer de la connaissance du texte et de la signification de l'hymne La Marseillaise, symbole d'unité nationale.

Apprentissage (maîtres d'apprentissage).

12704. — 24 février 1979. — M. Gabriel Kasperelt expose à M. le ministre du travail et de la participation qu'en dépit des simplifications qui lui ont été apportées par la loi n° 77-767 du 12 juillet 1977 le régime d'agrément des maîtres d'apprentissage soulève encore des difficultés d'application. Celles-ci tiennent en particulier à des lenteurs de décisions des comités départementaux de la formation professionnelle de la promotion sociale et de l'emploi s'abstenant de statuer durant trois mois en considérant qu'à l'expiration de ce laps de temps l'agrément sera, comme le prévoit la loi, tacitement acquis aux demandeurs. Le retard pris durant ce trimestre contrarie l'embauche d'apprentis et l'inscription de ces jeunes en CFA, en mettant simultanément leurs employeurs dans une regrettable situation d'attente. Afin de remédier à ces inconvénients les procédures d'établissement et de transmission des demandes devraient être revues de telle sorte qu'une décision explicite d'agrément puisse intervenir dans les plus brefs délais. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si des dispositions sont susceptibles d'être prises prochainement en ce sens.

Taxe sur la valeur ajoutée (taux réduit).

12705. — 24 février 1979. — M. Gabriel Kasperelt expose à M. le ministre du budget que depuis le 1^{er} janvier 1971 les spectacles autres que les réunions sportives, cercles et maisons de jeux et appareils automatiques procurant un jeu ou un divertissement sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée soit au taux réduit, soit au taux intermédiaire. L'article 279 b bis du code général des impôts prévoit que le taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée s'applique aux droits d'entrée dans les théâtres, théâtres de chansonniers, cirques, concerts, spectacles de variétés, à l'exception de ceux qui sont donnés dans les établissements où il est d'usage de consommer pendant les séances, foires, salons et expositions autorisés. Le législateur n'a pas défini ces activités, et notamment les spectacles de variétés. Toutefois, une instruction ministérielle en date du 8 mai 1978, publiée au Bulletin officiel de la direction générale des impôts sous la référence 3.B.4.78, a indiqué qu'il faut entendre par « spectacles de variétés » les « shows », spectacles comprenant des tours de chant, des monologues, des sketches, des danses, des tours de pestidigitation, d'illusion ou d'hypnotisme, des exercices acrobatiques, de force ou d'imitation, des présentations d'animaux dressés et, d'une façon générale, des spectacles coupés composés d'auditions, exhibitions, attractions variées et de revues ne comportant pas de thème central mais une suite de tableaux au cours desquels l'attention du public est soutenue par une impression visuelle due aux décors, aux costumes, à la figuration et à la mise en scène, les paroles, les chants et la musique n'étant destinés qu'à accentuer cette impression visuelle. Cette définition très large recouvre d'évidence les établissements communément désignés sous l'appellation « music-hall ». Il lui demande de bien vouloir lui confirmer que ces spectacles dits de music-hall, comme ceux donnés aux Folles-Bergère, au Casino de Paris et à Bobino, pour ne parler que de ces théâtres, sont des spectacles de variétés au sens de l'article 279 b bis du code général des impôts et bénéficient, de ce fait, du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée.

Recherche scientifique (bourses).

12706. — 24 février 1979. — M. Claude Labbé appelle l'attention de M. le Premier ministre (Recherche) sur la discrimination dont feraient l'objet les femmes bénéficiaires d'une allocation de recherche DGRST et (ou) de certaines « bourses de formation », voire de contrats. Les montants des bourses et allocations en cause ne seraient actuellement pas payés durant les congés de maternité. De plus, la durée de ces bourses et allocations n'est pas prolongée d'un temps égal à la durée des congés de maternité, ce qui place les femmes ayant des enfants dans une situation d'infériorité quant au contenu de leurs dossiers scientifiques par rapport aux autres boursiers et allocataires. Il semble même que cette situation incite certains « patrons » de laboratoires à embaucher sur les bourses et allocations des hommes de préférence à des femmes, ceci au nom de la compétitivité et de la concurrence entre formations de recherche. Il serait extrêmement souhaitable que des dispositions

soient prises pour que les bourses et allocations soient versées pendant la durée légale des congés de maternité et que la durée de ces bourses et allocations soit prolongée de la durée des congés de maternité. Il lui demande de lui faire connaître sa position en ce qui concerne les suggestions qu'il vient de lui exposer.

Voies navigables (liaisons).

12707. — 24 février 1979. — M. Antoine Rufenschdt demande à M. le ministre des transports si la liaison fluviale Seine-Nord et Seine-Est reste une priorité de la politique des transports du Gouvernement. De fait, la déclaration de M. le ministre des transports devant le comité consultatif de l'office national de la navigation, en décembre dernier, est de nature à semer le doute dans les esprits puisque la liaison Rhin-Rhône est dite devoir mobiliser « l'essentiel des ressources qui pourront être consacrées pendant les prochaines années à une politique de grands travaux en matière de voies navigables ». (Revue de la navigation fluviale et européenne, janvier 1979, p. 15). Il lui demande donc de bien vouloir réaffirmer la volonté du Gouvernement de mener à bien, dans un proche avenir, ces deux liaisons vitales pour l'économie nationale.

Pêche maritime (pêche artisanale).

12708. — 24 février 1979. — La pêche artisanale connaît actuellement de graves difficultés dues au coût financier du renouvellement de la flotte. Or les différentes primes attribuées par les pouvoirs publics, qu'il s'agisse de la prime de conformité, de diversification des activités ou d'innovation restent trop souvent insuffisantes pour permettre d'acheter un navire ou de remplacer un navire ancien. Il devient donc urgent de mettre en place un système d'aide à l'investissement encore plus important. M. Antoine Rufenschdt demande à M. le ministre des transports de lui indiquer ce qu'il compte entreprendre en ce sens.

Pêche maritime (pêche artisanale).

12709. — 24 février 1979. — M. Antoine Rufenschdt demande à M. le ministre des transports de lui communiquer les statistiques en sa possession relatives aux aides à la pêche artisanale dont ont pu bénéficier en 1976, 1977 et 1978 les pêcheurs des ports du Havre, de Pécamp et de Dieppe, et notamment le nombre et l'importance des primes attribuées, qu'il s'agisse de primes de conformité, de primes de gestion groupée, de primes de diversification des activités, de primes « jeune patron » ou de primes d'innovation.

Constructions navales (financement).

12710. — 24 février 1979. — M. Antoine Rufenschdt rappelle à M. le ministre des transports qu'en raison des difficultés considérables qui sont celles de la construction navale, il est urgent d'accélérer la mise en place des différents systèmes d'aides décidés par le conseil des ministres du 6 septembre 1978. Il lui demande donc de bien vouloir lui faire connaître les aides effectives apportées aux industries navales par le fonds spécial d'adaptation industrielle créé par ce même conseil des ministres. Précédemment, en février 1978, une aide à la conversion interne a été imaginée en vue d'inclure les chantiers à se diversifier. Il souhaiterait connaître le montant et le nombre des aides accordées ainsi que leurs effets sur la diversification des chantiers de construction navale.

Etrangers (Iraniens).

12711. — 24 février 1979. — M. Jean Valloix demande à M. le Premier ministre si le Gouvernement a mesuré toutes les conséquences de l'asile accordé en France à un chef religieux iranien, asile assorti de modalités matérielles jugées complaisantes par beaucoup. Dans l'affirmative, estime-t-il que ces conséquences soient de nature à servir ou à desservir la stabilité internationale, l'Europe libre, notamment dans sa partie orientale, les libertés fondamentales et la démocratie, enfin les intérêts supérieurs de la France.

Travailleurs étrangers (carte de séjour).

12712. — 24 février 1979. — M. Maurice Nilas attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur l'inquiétude que suscitent chez les travailleurs les projets du Gouvernement en matière de renouvellement des cartes de séjour des travailleurs immigrés. Selon une communication faite par M. le secrétaire d'Etat au travail

manuel aux organisations syndicales on peut craindre que de nouvelles dispositions ne soient en préparation, instituant en particulier, pour les travailleurs non européens, un système de cartes de séjour renouvelables tous les ans et fixant des critères de renouvellement extrêmement restrictifs. Après l'annulation par le Conseil d'Etat d'une grande partie des circulaires sur lesquelles se fonde depuis 1974 la politique d'immigration du Gouvernement, il lui demande de lui préciser : 1° quelles sont très exactement les intentions du Gouvernement dans ce domaine ; 2° quelles mesures il compte prendre pour que soient respectées les procédures démocratiques et la consultation des élus.

Etrangers (détention et expulsion).

12713. — 24 février 1979. — **M. Georges Lezzerino**, se référant à la question écrite n° 43549 déposée par **M. Paul Cermolacce** le 14 janvier 1978 et à la réponse du 4 mars 1978, au sujet de la base légale de la détention des étrangers expulsés en Instance de départ de France, et au décret n° 78-1154 du 9 décembre 1978, observe que **M. le ministre de l'Intérieur**, avec l'assentiment de **M. le ministre de la justice**, s'est arrogé le pouvoir : 1° d'incarcérer (primitivement à Arcenc, dans l'enceinte du port autonome de Marseille) les étrangers qui font l'objet d'un arrêté d'expulsion ; 2° de les embarquer par la force, dans un avion ou dans un bateau, à destination d'un pays qu'on peut présumer être leur pays d'origine. Le Gouvernement fonde son droit sur l'article 120 du code pénal. Or, il apparaît qu'aucune disposition de loi n'autorise ces pratiques qui de ce fait lui paraissent tomber sous le coup de la loi pénale sous la prévention de détention arbitraire ou de séquestration ou encore comme violence et voie de fait. Pour tenter de justifier ces pratiques, les ministres de l'Intérieur et de la justice ont décidé de substituer les établissements pénitentiaires officiels au « centre d'Arcenc » et ont prétendu « légiférer » par voie de circulaire. La circulaire du 21 novembre 1977 ayant été annulée par le Conseil d'Etat, le Gouvernement vient de prendre un décret en Conseil d'Etat (décret n° 78-1154 du 9 décembre 1978, publié au *Journal officiel* du 13 décembre 1978) pour s'efforcer de justifier l'application de l'article 120 du code pénal aux étrangers faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion. C'est pourquoi il demande à **M. le ministre de l'Intérieur** : 1° si l'article 120 du code pénal, pour autant qu'il légifère en matière d'expulsion, n'est pas explicitement abrogé par l'article 35 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers ; 2° par voie de conséquence de l'application de l'article 35 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, quel est le texte qui sert de base légale à l'embarquement par contrainte, dans un bateau ou un avion, des étrangers expulsés.

Etrangers (détention et expulsion).

12714. — 24 février 1979. — **M. Georges Lezzerino**, se référant à la question écrite n° 43549 déposée par **M. Paul Cermolacce** le 14 janvier 1978 et à la réponse du 4 mars 1978 au sujet de la base légale de la détention des étrangers expulsés en instance de départ de France et au décret n° 78-1154 du 9 décembre 1978, observe que le ministre de l'Intérieur, avec l'assentiment du ministre de la justice, s'est arrogé le pouvoir : 1° d'incarcérer (primitivement à Arcenc, dans l'enceinte du port autonome de Marseille) les étrangers qui font l'objet d'un arrêté d'expulsion ; 2° de les embarquer par la force dans un avion ou dans un bateau à destination d'un pays qu'on peut présumer être leur pays d'origine. Le Gouvernement fonde son droit sur l'article 120 du code pénal. Or il apparaît qu'aucune disposition de loi n'autorise ces pratiques qui, de ce fait, lui paraissent tomber sous le coup de la loi pénale sous la prévention de détention arbitraire ou de séquestration ou encore comme violence et voies de fait. Pour tenter de justifier ces pratiques, les ministres de l'Intérieur et de la justice ont décidé de substituer les établissements pénitentiaires officiels au « centre d'Arcenc » et ont prétendu « légiférer » par voie de circulaire. La circulaire du 21 novembre 1977 ayant été annulée par le Conseil d'Etat, le Gouvernement vient de prendre un décret en Conseil d'Etat : décret n° 78-1154 du 9 décembre 1978 publié au *Journal officiel* du 13 décembre 1978, pour s'efforcer de justifier l'application de l'article 120 du code pénal aux étrangers faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion. C'est pourquoi, il demande à **M. le ministre de la justice** : 1° si l'article 120 du code pénal, pour autant qu'il légifère en matière d'expulsion, n'est pas explicitement abrogé par l'article 35 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers ; 2° par voie de conséquence de l'application de l'article 35 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, quel est le texte qui sert de base légale à l'embarquement par contrainte, dans un bateau ou un avion, des étrangers expulsés.

Environnement et cadre de vie (ministère) : services extérieurs : personnel.

12715. — 24 février 1979. — **M. Dominique Frelaut** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les conséquences de la circulaire du 9 octobre 1978 prise dans le cadre de son ministère et qui concerne le transfert de la rémunération des agents non titulaires de l'Etat sur des crédits départementaux. Cette décision, qui tendrait davantage à aggraver la situation de transfert de charges au détriment des conseils généraux, apparaît par ailleurs comme une mesure de résorption factice de l'auxiliarat. Les agents non titulaires des catégories C et D transférés sur crédits départementaux seront régis par une directive du ministère de l'équipement en date du 2 décembre 1969 qui ne s'applique pas aux agents non titulaires du département. Une situation d'ambiguïté juridique en résulte qui perpétue l'insécurité de leur statut. En conséquence, il lui demande quelles mesures seront prises pour que soit intégrée au budget de l'Etat la rémunération des agents non titulaires et quelles dispositions il compte prendre pour résorber l'auxiliarat des catégories C et D de son personnel.

Pension de réversion (régimes spéciaux).

12716. — 24 février 1979. — **Mme Paulette Fost** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le droit à pension de réversion des épouses divorcées à la suite du décès de leur mari lorsque celui-ci est agent d'une entreprise publique comme EDF-GDF. Le versement d'une telle pension répond à un souci de justice, en particulier lorsque le premier mariage a duré de longues années et que le divorce a été prononcé aux torts exclusifs du mari. La femme, le plus souvent, n'a pu acquérir aucune formation professionnelle et se trouve placée dans de graves difficultés lorsque le décès de l'ex-époux entraîne pour elle la cessation du versement de la pension alimentaire. La loi du 17 juillet 1978 qui accorde à la femme divorcée et à la veuve une pension au prorata des années de mariage entend réparer cette injustice. Or ces dispositions ne sont toujours pas appliquées par les régimes de retraite des sociétés nationales (EDF-GDF et SNCF). Elle lui demande quelles mesures elle compte prendre pour permettre l'application générale de cette loi.

Bourses et allocations d'études (bénéficiaires).

12717. — 24 février 1979. — **M. Maxime Kailnsky** attire l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur (Départements et territoires d'outre-mer)** sur la situation suivante : depuis le mois de septembre 1978, la majorité des étudiants canaques en France n'ont pu percevoir la bourse dont ils bénéficient, soit 900 francs par mois, bourse prélevée sur le budget des DOM-TOM. Ces jeunes gens, pour pallier les difficultés matérielles qui en résultent, sont contraints de se livrer à divers petits travaux qui limitent leur possibilité d'études. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire procéder d'urgence au paiement de leurs mensualités.

Transports (ministère) : ouvriers des parcs et ateliers.

12718. — 24 février 1979. — **M. Daniel Le Meur** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées (OPA). En effet, les classifications qui leur sont appliquées ont été fixées par un arrêté en date du 3 août 1965 qui ne faisait que reprendre les classifications des accords Parodi de 1945. En d'autres termes, elles sont fondées sur des critères datant de trente-trois ans. En mai 1976, après avoir été saisi sur ce problème, le ministre de l'équipement soumettait un projet d'arrêté contenant les nouvelles classifications des OPA au ministre des finances. Depuis, ce projet qui avait reçu l'approbation des organisations syndicales n'a toujours pas été signé. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les OPA puissent enfin légitimement bénéficier de grilles de classifications actualisées.

Industrie sidérurgique (activité et emploi).

12719. — 24 février 1979. — **M. Antoine Percu** se fait l'interprète de l'émotion des travailleurs de la sidérurgie à la suite d'une série de déclarations parues dans la presse quotidienne et dans la presse économique, concernant la réduction des capacités de production dans les sidérurgies des Etats membres de la CEEA et CEE. Il apparaît, en effet, que les sociétés sidérurgiques de RFA et leurs filiales étrangères conservent des capacités de production très importantes alors que, au même moment, le Gouvernement français cau-

tionne les plans de démantèlement de grandes unités de production dans le Nord et en Lorraine. D'après des déclarations émanant d'organisations patronales allemandes et reprises dans le mensuel « Actualités industrielles lorraines », il apparaît que les sociétés sidérurgiques de RFA disposent, sur le territoire de cet Etat, d'une capacité de production d'acier brut de 63 millions de tonnes par an, capacité constituée par des installations très modernes ou par des installations susceptibles de modernisation. Cette capacité globale équivaut à une capacité de production de une tonne par habitant et par an. En ce qui concerne la France, les capacités actuelles de production d'acier brut atteignent à peine 30 millions de tonnes par an, soit l'équivalent de 0,51 tonne par habitant et par an. La mise en œuvre de décisions prises en décembre 1978 par le Gouvernement et les sociétés sidérurgiques aboutirait à réduire les capacités de production à 27 millions de tonnes par an, ce qui équivaut à une capacité de 0,49 tonne par habitant et par an. Ainsi, la capacité de production de la sidérurgie française par habitant, déjà très inférieure à celle de la sidérurgie allemande, ne représenterait plus, si les nouvelles mesures de liquidation étaient appliquées, que la moitié de la capacité de production de la sidérurgie en République fédérale allemande. Cette situation est pleine de danger, elle remet en cause l'indépendance économique de la France. En conséquence, il demande à M. le ministre de l'Industrie de bien vouloir lui indiquer quelles mesures il entend prendre pour assurer le maintien et le développement des capacités de production de la sidérurgie française. Dans cette perspective, il lui demande de prendre toutes les mesures découlant de ses responsabilités afin que soient réalisés les investissements nécessaires à la construction d'une aciérie à oxygène, d'une batterie à fours à coke sur le site de la Société Usinor à Longwy, ainsi que la construction d'un four électrique à la Société des laminoirs de Villerupt.

Handicapés (loi du 30 juin 1975).

12720. — 24 février 1979. — M. Antoine Porcu attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la famille sur la situation très préoccupante et angoissante de nombre d'handicapés physiques et de leur famille, du fait de retards inadmissibles dans la parution de certains décrets d'application de la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que dans le domaine de l'accessibilité, de l'appareillage (art. 53), de la prise en charge des aides personnelles (art. 54), de l'allocation différentielle pour le montant des droits acquis (art. 59), ainsi que les textes prévoyant la création d'établissements d'accueil pour les grands handicapés (art. 46) soient publiés sans délai et que leur mise en œuvre soit conforme à la loi.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements).

12721. — 24 février 1979. — M. Marcel Houël exprime à M. le ministre de l'éducation l'extrême inquiétude qu'il se dessine dans le département du Rhône quant aux perspectives désastreuses de la rentrée 1979. Il lui précise que si les dispositions ministérielles étaient appliquées, cela entraînerait dans le Rhône la suppression de trente-deux classes maternelles et cinquante-cinq classes spécialisées. Il lui précise qu'en outre, quatre-vingt-dix-neuf postes sont actuellement bloqués. Il lui précise les graves dangers pour les élèves des dégradations accélérées dans les conditions de travail des enseignants, et souvent des conditions de l'accueil scolaire. Il lui précise que devant les menaces que font peser sur l'enseignement des élèves les orientations gouvernementales, de nombreuses actions sont engagées par les parents d'élèves pour la défense du droit à l'instruction. C'est le cas notamment dans plusieurs points du département du Rhône. Il lui rappelle l'inquiétude des parents devant les menaces de fermetures d'écoles, alors qu'à grand renfort de publicité 1979 est déclarée année internationale de l'enfance. Il lui précise qu'il ne suffit pas de déclarer telle ou telle année de l'enfance et parallèlement développer, comme cela est le cas dans notre pays, une politique d'austérité touchant d'une façon dramatique de nombreuses familles, intervenant dans les domaines mêmes du « scolaire » de « l'éducation physique et sportive » compromettant ainsi le droit élémentaire à l'instruction, à l'éducation de la jeunesse. Il lui précise que les mesures qu'envisage le Gouvernement pour la rentrée 1979 sont inacceptables par tous ceux concernés par l'avenir de la jeunesse, et de nombreux exemples peuvent être pris dans le département du Rhône; par exemple: Vénissieux, avec quatorze classes menacées en maternelle et dix classes en primaire, avec Corbas, Saint-Priest, Lyon (9^e), etc. Il lui demande donc quelles dispositions il entend prendre afin que ces fermetures de classes ne puissent avoir lieu à la rentrée 1979, aggravant ainsi une situation déjà catastrophique; ce qu'il entend faire pour que les moyens en rapport avec la réalité des besoins soient enfin donnés à l'éducation.

Enseignement secondaire (constructions scolaires).

12722. — 24 février 1979. — M. Marcel Houël attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation scolaire du secondaire, premier cycle, des communes de Chassieu-Azleu-Genas. L'urgence de la construction d'un collège à Chassieu, sur le terrain retenu par la municipalité, est reconnue par tous les services administratifs, préfectoraux, municipaux et scolaires. Depuis 1974, cette programmation est retenue puis annulée, en raison des restrictions de crédits d'Etat. Cela crée un retard insupportable dans les constructions scolaires du second degré. Des milliers d'enfants des agglomérations urbaines importantes en subissent un grave préjudice. C'est pourquoi il lui demande de prendre les dispositions financières nécessaires pour assurer la réalisation de ce collège pour la rentrée de 1980.

Enseignement secondaire (établissements).

12723. — 24 février 1979. — M. Marcel Houël expose à M. le ministre de l'éducation la situation du lycée technique d'Etat « La Marlinière », groupe des Augustins, à Lyon. De l'état des prescriptions imposées à cet établissement pour sa mise en conformité, il résulte une liste de travaux estimés à 6 millions de francs. Le budget annuel consacré au maintien en l'état est de 25 000 francs. Les enseignants et les élèves sont légitimement fort préoccupés par cette situation. Ils souhaitent que leur soit assuré le fonctionnement normal et sans danger de cet établissement d'Etat, réputé pour la qualité de son enseignement. Il lui demande, en conséquence, d'accorder la subvention exceptionnelle nécessaire aux investissements exigés pour la mise en conformité de ce lycée technique d'Etat.

Fruits et légumes (légumes).

12724. — 24 février 1979. — M. Pierre Goldberg appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les très graves problèmes que connaît la zone légumière d'Auxonne (Côte-d'Or), problèmes qui mettent en cause la survie même de cette zone qui produit plus de 15 000 tonnes de légumes. Malgré un travail considérable, la plupart des légumes se récoltant et se conditionnant à la main, les maraichers ont de graves difficultés financières. Si les prix des légumes au détail ont connu des hausses spectaculaires, les prix à la production n'ont même pas doublé en dix ans, alors que les frais d'exploitation ont considérablement augmenté dans le même temps: les prix de carburant et des semences de légumes ont été multipliés par cinq, ceux des engrais, du fumier et des fermages par dix, ceux des réparations, du matériel et des assurances, par trois. A cela s'ajoutent une très forte imposition au revenu cadastral et un prix des terres très élevé. L'âge moyen des exploitants augmente, il devient impossible pour un jeune de s'installer. C'est donc l'existence même de cette zone légumière qui peut se trouver mise en cause. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour: 1° protéger la zone légumière d'Auxonne; 2° garantir les prix à la production; 3° accorder une aide spéciale pour les jeunes qui s'installent; 4° aider au maintien de la SICA Légumior.

Fruits et légumes (fruits).

12725. — 24 février 1979. — M. Pierre Goldberg attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation difficile des cultivateurs producteurs de petits fruits (framboise, etc.) dans la zone dite des « Hautes Côtes » du département de la Côte-d'Or. Contraints de se reporter sur une autre production pour s'en sortir, ils pourraient planter de la vigne. Mais, alors que les droits de plantation de vigne étaient pratiquement illimités en 1976, ce qui a permis à certaines maisons de planter jusqu'à 75 hectares de vigne, les autorisations ont été progressivement réduites à un hectare par personne, puis un demi-hectare pour en arriver à 30 ares. Ce qui met en cause la survie des cultivateurs produisant des petits fruits et voulant se reporter sur la vigne. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de permettre à ces cultivateurs de planter de la vigne à la place des productions qui ne leur permettent plus aujourd'hui de vivre.

Diplômes (diplôme de construction civile et génie urbain).

12726. — 24 février 1979. — M. Roger Combrisson attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur l'absence d'équivalence entre certaines promotions de l'INSA quant à leur reclassement dans le secteur public. Il apparaît, en effet, que les ingénieurs sortis de cette école avant 1972 sont titulaires d'un diplôme de « construction civile et génie urbain » qui n'est plus inscrit depuis 1978 sur

une des quatre listes des concours permettant d'être titularisés dans les fonctions qui sont, par ailleurs, en totale harmonie avec leur formation. Le nouveau diplôme a, en effet, depuis 1978, une dénomination différente : « Génie civil et urbanisme ». Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre afin que des dispositions transitoires entre ces deux dénominations soient prises et permettre ainsi, notamment aux collectivités locales, de se doter d'ingénieurs compétents.

Enseignement secondaire (établissements).

12727. — 24 février 1979. — M. Jacques Chaminade expose à M. le ministre de l'éducation la situation sérieuse qui est celle du lycée d'Arsonval à Brive (19) sur les problèmes de sécurité, de travail et de repos des élèves de cet établissement. Ses installations dépassées n'assurent pas aux élèves des conditions de travail décentes, le droit à un repos réparateur, à une hygiène élémentaire et, surtout, à une sécurité totale. A titre d'exemple, il lui signale que le dortoir des sixième comporte quarante-deux lits, quatorze loges avec douche et bidets et trois waters, des suintements d'eau provenant d'installations sanitaires sont constatés à divers étages. Par ailleurs, la commission de sécurité, après une visite, le 25 mai 1978, notait la possibilité de risques d'incendie et d'électrocution. Le 30 juin 1978, l'inspecteur d'académie reconnaissait que les classes du rez-de-chaussée et du premier étage présentaient des dangers. Les travaux de réfection de l'internat font l'objet de devis établis depuis plusieurs années mais ne sont toujours pas programmés malgré plusieurs promesses faites. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas mettre un terme à cette situation intolérable en décidant le financement immédiat de la rénovation totale de l'internat et de tous les travaux qu'exigent la sécurité et de bonnes conditions de travail.

Protection des sites (mines et carrières).

12728. — 24 février 1979. — M. Irénée Bourgois attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le projet d'exploitation à Saint-Germain-d'Étaoles d'une nouvelle carrière à ciel ouvert dans la vallée de la Varenne dont les conséquences seraient néfastes à l'environnement écologique de ce site. Dans une question écrite n° 5637 du 26 août 1978, à propos de l'exploitation d'une carrière à Saint-Hellier, il faisait remarquer qu'il existe déjà tout au long de cette vallée plus de cent hectares de carrière. Il lui indiquait également que les conséquences de tels projets entraîneraient : la remise en cause du biotope et la disparition de certaines espèces aquatiques du fait d'un réchauffement des eaux de la Varenne ; d'un déclassement de cette rivière aujourd'hui de première catégorie ; de risques d'inondations pendant les grandes saisons pluvieuses. Or, aujourd'hui, un nouveau projet d'exploitation de carrières à ciel ouvert est à l'étude à Saint-Germain-d'Étaoles. Ce projet, s'il était autorisé, aurait des conséquences extrêmement graves du fait qu'il prévoit le détournement du cours de la Varenne et la mise en place d'installations de broyage-concasage. Ce projet suscite de très vives inquiétudes de la part de l'association de pêche et de pisciculture « La Gaulle arquoise » et de l'association de sauvegarde de la vallée de la Varenne. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour ne pas autoriser ce projet. Il lui demande que la vallée de la Varenne soit classée en zone d'environnement protégé et que la procédure soit engagée afin de préserver l'environnement et le site exceptionnel de la vallée de la Varenne.

Bourses et allocations d'études (bourses de fréquentation).

12729. — 24 février 1979. — Mme Adrienne Horvath attire l'attention de M. le ministre de l'éducation en ce qui concerne les enfants fréquentant les classes de perfectionnement. En effet, ces classes localisées, regroupant des enfants venant de plusieurs communes environnantes. Or, aucun moyen de transport n'est prévu pour ces enfants. Ce sont donc les familles qui doivent s'organiser pour emmener leur enfant. Le plus souvent, il n'y a pas de foyer scolaire pour le repas de midi, ce qui suppose alors quatre trajets. D'où pour les familles de nombreux problèmes. Et si une bourse d'adaptation est accordée, celle-ci n'est allouée qu'en fonction des ressources, c'est-à-dire que, comme les bourses nationales, peu de familles en bénéficient. Or, il est reconnu que les enfants fréquentant ces classes de perfectionnement, sont tous des enfants de familles à revenus modestes. En conséquence, elle demande quelles mesures il compte prendre pour que cette bourse dite de fréquentation soit accordée à toutes les familles sans tenir compte des ressources.

Handicapés (transports en commun).

12730. — 24 février 1979. — M. Henri Canacos attire l'attention de M. le ministre des transports sur l'application de la loi d'orientation de 1975 sur les handicapés. Ainsi, en raison d'un sous-équipement généralisé, les handicapés sont appelés à se déplacer, à utiliser très régulièrement les transports en commun. Pour permettre aux handicapés l'accès des véhicules de transport public (autobus, wagons du métropolitain, wagons du chemin de fer, etc.) il est nécessaire de procéder à des aménagements. En conséquence, il lui demande quelles sources de financement seront dégagées et quelle en sera la part de l'Etat.

Transports en commun (RATP et SNCF).

12731. — 24 février 1979. — M. Henri Canacos appelle l'attention de M. le ministre des transports sur les projets d'interconnexion des lignes SNCF et RATP, une station souterraine étant en cours de construction à la gare du Nord. La réalisation de la première tranche raccordera la ligne de Sceaux aux lignes SNCF desservant Aulnay et Roissy. La deuxième tranche libérera les deux voies centrales de la gare souterraine et permettra l'accueil d'une autre ligne SNCF de vingt trains à l'heure par sens, ligne non encore déterminée. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas que la ligne qui devrait sans aucun doute être retenue est celle d'Orly puisqu'elle dessert en particulier la gare de Garges-Sarcelles accueillant 40 000 voyageurs par jour.

Handicapés (accès des locaux).

12732. — 24 février 1979. — M. Henri Canacos attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur l'application de l'article 49 de la loi d'orientation de 1975, en faveur des personnes handicapées, qui prévoit certaines dispositions de nature à permettre une adaptation progressive des bâtiments et des logements. En conséquence, pour permettre une meilleure insertion des handicapés dans leur ville la modification des bâtiments publics (hôtel de ville, école, bibliothèque, etc.) s'impose, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour financer les travaux nécessaires à cette adaptation.

Prestations familiales (prêts aux jeunes ménages).

12733. — 24 février 1979. — Mme Jacqueline Chonavel appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le fait que plusieurs jeunes ménages n'ont fait part des difficultés qu'ils ont à percevoir le prêt dit « jeune ménage » lequel doit normalement les aider pour l'équipement mobilier et ménager. Elle lui signale le cas d'un de ces jeunes ménages marié au début du mois de juin lequel a fait sa demande de prêt fin juin et a reçu son acceptation début janvier. Au mois de février n'ayant rien perçu il se voit répondre par la CAF que l'argent n'étant pas débloqué il n'est pas possible de connaître à quel moment le prêt lui sera versé. Dans ces conditions, ne considère-t-elle pas que ce prêt qui doit permettre l'installation d'un jeune ménage perd toute signification. En conséquence, elle lui demande quelles mesures elle compte prendre pour faire débloquer rapidement les sommes nécessaires afin que la CAF puisse à son tour payer les prêts accordés.

Enfance inadaptée (personnel : formation).

12734. — 24 février 1979. — M. Emile Jourdan appelle l'attention de M. le Premier ministre sur la situation et sur les revendications des élèves du CETS de Nîmes (centre d'études des techniques sociales) qui préparent le diplôme d'Etat de moniteur, éducateur pour l'enfance inadaptée. La poursuite de leurs études par les intéressés implique l'engagement de frais toujours plus importants. Une partie seulement des élèves perçoit une bourse, de montant variable, touchée à terme échu de la scolarité trimestrielle, et provenant de différents ministères (travail, santé, jeunesse et sports, notamment) ou attribuée au titre de la promotion sociale. Un tiers des effectifs du CETS de Nîmes ne dispose d'aucune aide financière. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas nécessaire que soit reconnu par l'Etat le statut d'étudiant pour ces élèves et, par conséquent, qu'ils puissent prétendre aux avantages et afférents, tels que l'accès aux résidences et restaurants universitaires ainsi que la « couverture » sociale étudiante.

Bourses et allocations d'études (bourses d'enseignement).

12735. — 24 février 1979. — M. Alain Gérard demande à M. le ministre de l'éducation de lui préciser les mesures qu'il entend prendre en faveur des élèves maintenus, au-delà de l'âge normal, dans les classes de perfectionnement de l'enseignement primaire du fait du manque de places dans les sections d'éducation spécialisée. Il lui demande en particulier s'il ne lui paraît pas opportun de les faire bénéficier des bourses d'enseignement qui sont accordées à ceux de leurs camarades admis dans ces sections spécialisées.

Conchyliculteurs (profession).

12736. — 24 février 1979. — M. Roland Beix attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur la situation critique des ostréiculteurs et des mytiliculteurs. Cette profession qui traverse une phase difficile du fait de la stagnation du prix payé aux producteurs depuis cinq ans se voit aujourd'hui frappée d'une injustice grave. En effet, par note du 27 décembre 1978, la direction générale des douanes et droits indirects a décidé d'exclure du bénéfice de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée les bateaux des conchyliculteurs, les excluant ainsi du secteur de la pêche professionnelle maritime et les pénalisant par une augmentation du fait de 30 p. 100 du prix du carburant. Cette mesure est en contradiction avec l'article 34 de la loi de finances exonérant de la TVA les bateaux affectés à la pêche professionnelle maritime. Il lui demande comment il compte réparer cette anomalie fiscale et s'il a, pour intention, de définir un statut professionnel de la conchyliculture.

12737. — 24 février 1979. — Mme Marie Jacq demande à Mme le ministre de la santé et de la famille si elle compte intervenir rapidement en faveur des assistantes maternelles. Les salaires et frais d'entretien sont en effet insuffisants pour subvenir dans de bonnes conditions aux besoins des enfants placés. Jusqu'ici, pour compenser un statut difficile, la faiblesse des ressources et le manque de couverture sociale, l'assistante maternelle ne déclarait que 10 p. 100 des sommes reçues. Si, comme il apparaît cette année, les assistantes maternelles doivent déclarer 100 p. 100 de leur salaire, l'imposition et la perte d'avantages sociaux rendront cette fois dramatique une situation déjà difficile. Il lui demande s'il ne pourrait pas être envisagé, en attendant la révision des conditions générales du travail de ces salariées, d'annuler au moins cette nouvelle disposition fiscale.

Recherche scientifique (pollution de la mer).

12738. — 24 février 1979. — Mme Marie Jacq demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie quelles sommes ont été allouées pour la recherche à l'occasion du naufrage du pétrolier Amoco Cadiz le 16 mars 1978 sur les côtes bretonnes. Elle aimerait également savoir quel organisme a été chargé de répartir ces sommes et quelle a été la part attribuée aux organismes de recherche appliquée, d'une part, et aux organismes de recherche fondamentale, d'autre part.

Centre national de la recherche scientifique (activité et emploi).

12739. — 24 février 1979. — Mme Marie Jacq attire l'attention de M. le ministre de l'éducation et de Mme le ministre aux universités sur la situation du CNRS. Elle leur demande si l'arrêt des recrutements au CNRS, le maintien de la structure sans les moyens de fonctionner ne va pas conduire à la privatisation de la recherche. Elle aimerait savoir quelles seront les mesures prises pour éviter tout licenciement et pour garantir au CNRS son rôle d'organisme de recherche fondamentale libre et orientée vers les besoins réels de notre société.

Impôts (contrôle fiscal).

12740. — 24 février 1979. — M. Gérard Bapt appelle l'attention de M. le ministre du budget sur le fait que le manque de moyens et d'effectifs dont souffre le service du contrôle fiscal de la direction générale des impôts ainsi que les méthodes de travail qui sont imposées à ses agents ont pour effet de dénaturer l'exercice du contrôle fiscal. Dans de telles conditions, le contrôle fiscal a tendance à s'orienter plus vers les entreprises familiales, artisanales ou commerciales que vers les pôles importants de fraude organisée. Plus particulièrement, l'application stricte des indices régionaux est

souvent injuste dans la mesure où elle ne tient pas suffisamment compte des méthodes de travail des commerçants et des artisans. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Représentants du personnel (délégués du personnel).

12741. — 24 février 1979. — M. Alain Vivien appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les dispositions de l'article L. 420 et suivants du code du travail concernant l'élection des délégués du personnel qui ne peuvent prévoir tous les cas d'espèce et laissent apparaître ponctuellement des situations ambiguës qui ne trouvent de réponses satisfaisantes qu'au travers de la jurisprudence, de la doctrine ou de la pratique. Il aimerait que lui soit indiqué le droit applicable au cas suivant. Lors d'une élection aux fonctions de délégués du personnel, une organisation syndicale présente une liste de délégués titulaires et une liste de délégués suppléants. Au premier tour de scrutin, seule la liste des délégués suppléants obtient le quorum exigé par l'article 420.15 du code du travail, la liste des délégués titulaires n'atteignant pas le nombre de voix nécessaires. Deux questions alors se posent : 1° que se passera-t-il lors du deuxième tour de scrutin organisé dans les quinze jours suivants et les délégués suppléants sont-ils élus définitivement aux postes de suppléance ; 2° avant clôture des inscriptions, au deuxième tour, le syndicat présente une liste de volontaires aux postes de titulaires restés vacants dans laquelle figurent deux des trois salariés déjà élus aux postes de suppléance, doit-on considérer comme nulle et non avenue une élection des délégués suppléants qui avaient atteint le quorum au premier tour.

SNCF (tarif réduit).

12742. — 24 février 1979. — M. Alain Vivien appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la discrimination qui existe entre hommes et femmes pour la date d'attribution de la carte « vermeil » de la SNCF. Cet écart de cinq ans ne manque pas de susciter des difficultés, notamment dans le cas de couple de retraités. Il lui demande quelles mesures il pourrait recommander à la SNCF pour pallier cette discrimination.

Hôpitaux (personnel).

12743. — 24 février 1979. — M. Martin Malvy demande à Mme le ministre de la santé et de la famille si la direction départementale de l'action sanitaire et sociale du Lot est en droit de s'opposer à une délibération du conseil d'administration de l'hôpital de Figeac instituant pour le personnel de ce centre hospitalier une indemnité de chassures prévue par l'arrêté du 11 juillet 1952. Il lui demande si cette prime peut être versée à toute ou partie du personnel d'un établissement hospitalier, compte tenu des exigences de service. Dans l'hypothèse où elle confirmerait la décision de la DDASS du Lot, il lui demande comment il se fait que cette décision, interdite ici, puisse être mise en application ailleurs.

Bâtiment et travaux publics (licenciement pour motif économique).

12744. — 24 février 1979. — M. Paul Quilès appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les instructions contenues dans la circulaire du 13 novembre 1978 en matière de licenciement des travailleurs du bâtiment et des travaux publics. Cette circulaire, qui modifie la précédente en date de juillet 1975, introduit des exceptions à l'obligation d'autorisation administrative à laquelle sont tenus les employeurs en matière de licenciement économique. Il s'agit là d'une régression grave qui prive les travailleurs concernés des garanties dont ils bénéficiaient jusqu'alors (délais et indemnités notamment) et entraîne le désaisissement des comités d'entreprise et comités centraux dans leurs prérogatives en ce domaine. Il lui demande s'il envisage de reconsidérer sa position en annulant cette circulaire qui prive des travailleurs des protections prévues par la loi des 13 juillet 1973 et 3 janvier 1975.

Transports routiers (licences).

12745. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamoi appelle l'attention de M. le ministre des transports sur l'écho suscité auprès des entreprises de transport par l'annonce de sa décision de porter en 1979 de 15 750 à 19 000 le contingent des licences de zone longue. Il lui demande : 1° quelle est actuellement le nombre d'entreprises de transport détentrices des licences zone longue dans chacun des huit départements de la région Rhône-Alpes ; 2° quelle est sa prévision de nombre des nouvelles licences de zone longue qui seront

distribuées cette année dans la région Rhône-Alpes et chacun de ces huit départements; 3° quels sont les éléments, facteurs, prévisions, considérations et critères l'ayant conduit à décider de majorer en 1979 de 2 250 le nombre des licences de zone longue; 4° quelles prévisions il en déduit quant au carnet de commande de l'industrie française des poids lourds et à la consommation de produits pétroliers par les transports routiers.

Postes et télécommunications (secrétariat d'Etat: budget).

12746. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur le coût très élevé des 3 000 exemplaires de la brochure violette éditée par le service des relations publiques de son administration pour présenter le budget des postes et télécommunications pour 1979, plus de 6,50 F l'unité pour huit pages de petit format, selon sa réponse à la question écrite n° 9242, publiée au *Journal officiel* du 20 janvier 1979. Puisque, selon ses explications, cette brochure est « destinée essentiellement aux parlementaires, aux préfets et à la Presse » pour présenter le projet de budget des PTT. Il lui demande: 1° s'il ne pourrait pas faire l'économie de cette dépense puisque les parlementaires sont informés du budget qu'ils votent, que les préfets sont abonnés au *Journal officiel* et que la presse nationale et régionale peut être informée sans frais par des conférences de presse du ministre et de ses directeurs régionaux tant des postes que des télécommunications; 2° quelle fut pour chacune des 23 régions la date des conférences de presse des directeurs régionaux sur le budget régionalisé des postes et des télécommunications pour 1979; 3° quel est le montant des économies qu'il s'est fixé d'atteindre en 1979 sur les frais de gestion et les dépenses de fonctionnement de ses directions générales et services parisiens alors que tant reste encore à faire, malgré les efforts et progrès déjà considérables accomplis depuis dix ans, pour rattraper notre retard d'équipement et améliorer les conditions de travail du personnel, notamment dans nombre de centres de tri et bureaux de postes des banlieues ouvrières et zones rurales.

Radiodiffusion et télévision (redevance).

12747. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur l'étonnement attristé et compréhensible des responsables, le plus souvent bénévoles, des clubs du troisième âge qui, demandant l'exemption de la redevance annuelle pour la télévision installée au local des anciens d'une commune ou d'un quartier, se la voient refuser par leur centre régional de la redevance au motif qu'une telle dérogation ne pourrait être accordée dans l'état actuel des textes en vigueur qu'aux établissements recevant les bénéficiaires de l'aide sociale et aux établissements hospitaliers ou de soins non assujettis à la taxe à la valeur ajoutée. Il lui demande s'il n'estime pas devoir envisager dès maintenant, dans le cadre des travaux préparatoires de la prochaine loi de finances pour 1980, l'extension de l'exemption de la redevance télévision pour les foyers-clubs du troisième âge, comme en bénéficient déjà les maisons de retraite et si, dans cette perspective, il ne se propose pas de prendre contact sans tarder à ce sujet avec son collègue ministre du budget.

Traités et conventions (crimes de guerre).

12748. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur l'écho suscité dans la région Rhône-Alpes, où la deuxième guerre mondiale et les crimes qui l'accompagnaient ont laissé tant de souvenirs et causé tant de souffrances, par le vote du Conseil de l'Europe qui, en sa séance du 2 février dernier, a demandé aux Etats membres d'introduire dans leur législation l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, en application de la convention européenne ouverte dès janvier 1974 à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Non en souci de vengeance perpétuée mais en esprit de justice pour les martyrs dont le sacrifice doit être rappelé aux générations successives afin de prévenir par la mémoire collective le retour de crimes comme ceux dont l'Europe fut, de 1938 à 1945, le tragique théâtre. Il lui demande: 1° quelles dispositions le Gouvernement français se prépare à mettre en œuvre pour donner, en ce qui le concerne, une suite, qui pourrait être exemplaire, à la recommandation du Conseil de l'Europe que le Gouvernement français est le seul à avoir signée mais qu'il n'a pas encore fait ratifier; 2° s'il lui paraît possible de se concerter avec les Gouvernements des pays membres du Conseil de l'Europe pour une harmonisation éminemment souhaitable de leurs législations sur ce si grave problème de l'imprescriptibilité des crimes de guerre et contre l'humanité.

Radiodiffusion et télévision (programmes).

12749. — 24 février 1979. — M. Alain Madelin attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur les services minimums que le public attend de la radiodiffusion et de la télévision et sur les conséquences des grèves répétées et prolongées qui pénalisent la population, et, plus spécialement, les enfants, les personnes âgées ou les malades. Il lui demande de bien vouloir étudier les mesures qui peuvent être prises pour qu'un service minimum de qualité puisse être assuré les après-midi du mercredi, samedi, dimanche, jours fériés et jours de vacances scolaires et pour que les conventions passées entre les sociétés et les fédérations sportives soient respectées.

Enseignement agricole (maisons familiales rurales).

12750. — 24 février 1979. — M. Francis Geng appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les propositions de financement qui ont été faites le 3 janvier dernier aux représentants de l'enseignement agricole privé. Il s'avère que pour les maisons familiales la subvention annuelle par élève est de 2 033 francs en cycle court non terminal et de 2 290 francs pour les élèves de CAPA 3 et BEPA 2. Le pourcentage ainsi obtenu est de 39 p. 100 par rapport à l'enseignement à plein temps, alors que les maisons familiales réalisent entre 60 et 80 p. 100 du nombre de journées de formation de ce même plein temps. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour redresser cette situation, alors que les maisons familiales sont déjà pénalisées tout en ayant l'avantage de donner à leurs élèves une formation générale et une formation technique spécialisée directement en relation avec les entreprises.

Radiodiffusion et télévision (redevance).

12751. — 24 février 1979. — M. Francis Geng appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur les conséquences de la grève à la télévision pour les téléspectateurs. Celle-ci perturbe actuellement la vie de millions de Français qui, chaque jour, ne bénéficient plus de la juste contrepartie de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision qu'ils ont versée. La redevance, bien que n'ayant pas de définition est, juridiquement, suivant la jurisprudence, la somme demandée à un usager d'un service public déterminé, somme qui trouve sa contrepartie directe et immédiate dans les prestations fournies (cf. 1° Arrêt CE, 21 novembre 1958, syndicat national des transporteurs aériens, D. 1959, p. 475; 2° Arrêt TC, 24 juin 1968, JCP 1968, II-15646). Or, ces prestations, avec l'actuel programme minimum, ne sont plus fournies et le téléspectateur n'a plus la juste contrepartie de sa redevance. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre en faveur des téléspectateurs qui n'ont plus la contrepartie proportionnelle de la somme qu'ils ont versée et s'il ne pourrait être envisagé de diminuer la redevance de 1980 au prorata des journées de 1979 où le programme n'a pu être normalement assuré.

Agents communaux (licenciement pour motif économique).

12752. — 24 février 1979. — M. Jean Briane attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur l'atteinte grave à la situation statutaire des agents communaux résultant du licenciement par suppression d'emploi pour cause économique fixé par l'article L. 416-9 du code des communes. Cette procédure permet de priver un agent communal de son travail en l'absence de faute disciplinaire et en dehors de la réglementation prévue en matière d'insuffisance professionnelle. Les modalités de mise en œuvre de cette procédure font ressortir à l'évidence: 1° les pouvoirs absolus et discrétionnaires de l'autorité municipale: « Le maire nomme à tous les emplois communaux, il suspend et révoque les titulaires de ces emplois ». 2° l'inexistence réelle dans les faits des garanties offertes aux agents communaux victimes de cette mesure. En effet, la jurisprudence en la matière démontre la restriction apportée à l'article L. 416-10. Aux termes d'un Conseil d'Etat du 10 mai 1963, « arrêt Gourdard », et de l'arrêt du Conseil d'Etat du 26 avril 1971, « arrêt Giraudon », la possibilité de reclassement de l'agent licencié est limitée aux cadres de la commune qui lui supprime son travail. De même manière, alors que la loi du 13 juillet 1972 affirme le caractère intercommunal de la carrière et la mobilité de l'emploi, le Conseil d'Etat a ignoré cette loi en confirmant les jurisprudences antérieures. Conseil d'Etat du 19 décembre 1973 « commune d'Arcangues » et Conseil d'Etat du 30 avril 1976 « arrêt Siméon ». Ce manque de garantie est aggravé par le fait, confirmé en Conseil d'Etat par « l'arrêt Siméon », que l'indemnité de licenciement est

calculée sur les seules années passées au sein de la collectivité en cause et non en fonction des services communaux effectués par l'intéressé. Enfin l'agent communal titulaire, licencié pour cause économique, ne peut bénéficier des mêmes avantages accordés dans les mêmes conditions dans le secteur privé (90 p. 100 du salaire pendant une année). Dans ces conditions, il lui demande, dans le cadre de la justice sociale et de la sécurité de l'emploi, de prévoir la réforme du statut du personnel communal et d'envisager la suppression du statut de l'article L. 416-9 ou de l'assortir des mêmes garanties données aux fonctionnaires du secteur public en matière d'indemnité de licenciement, à savoir l'article 35 des dispositions générales sur la position des fonctionnaires et cessation définitive des fonctions, chapitre II, décret n° 74-150 du 15 février 1974, article 1^{er}.

Fonctionnaires et agents publics (mutations).

12753. — 24 février 1979. — M. Louis Mexandeau demande à M. le ministre de l'Intérieur s'il est exact qu'il n'a pas à justifier les raisons pour lesquelles il a refusé une demande de mutation d'un enseignant pour les départements d'outre-mer et s'il n'estime pas normal que tout candidat à un emploi public soit tenu au courant des résultats de l'enquête administrative qui a pour but de vérifier que sont bien remplies les dispositions de l'article 16-2° de l'ordonnance du 4 février 1959 relatives aux conditions d'accès à la fonction publique.

Enseignement secondaire (établissements d').

12754. — 24 février 1979. — M. Louis Mexandeau demande à M. le ministre de l'éducation quelles mesures il entend prendre pour augmenter la subvention d'Etat allouée au LEP Chennevière et Malézieux dans le 12^e arrondissement de Paris. Les conditions financières que subit cet établissement depuis longtemps et plus particulièrement cette année sont en effet incompatibles avec les déclarations officielles qui ne cessent de prôner le développement de l'enseignement technique. Il ne serait pas honnête de continuer à faire croire aux élèves et à leurs familles que l'enseignement dispensé actuellement dans ce LEP (par faute de moyens : plus de matière première, plus de petits matériels et outillages nécessaires à ce type d'enseignement) est normal et correspond aux impératifs d'une formation professionnelle de qualité.

Enseignement supérieur (établissements).

12755. — 24 février 1979. — M. Louis Mexandeau demande à M. le Premier ministre de bien vouloir lui indiquer quel est le montant des crédits (équipement et fonctionnement) qui sont prévus au titre de l'Institut Auguste-Comte pour l'année 1979. D'après ses propres calculs, le total des crédits publics engagés s'élevaient à 35,07 millions dont 5,84 millions provenant du collectif budgétaire 1978 (2,41 millions de l'agriculture, 2,08 millions de l'équipement et de l'aménagement du territoire, 0,77 million des transports et de l'aviation civile, 0,58 million de l'industrie, du commerce et de l'artisanat). Il lui demande si cette somme ne lui apparaît pas excessive compte tenu du fait que l'Institut Auguste-Comte n'accueillerait qu'une trentaine de membres, chacun d'entre eux coûtant ainsi 117 millions d'anciens francs aux finances publiques, sans compter les sommes que versent celles des grosses entreprises qui y ont délégué des stagiaires. Il lui fait valoir que ces dépenses sont particulièrement lourdes pour un établissement imaginé par le Président de la République mais dont les objectifs lui apparaissent plutôt vagues (Institut pour l'étude des sciences de l'action) et non indispensables. Il lui demande en outre quel type de contrôle les pouvoirs publics exerceront sur le fonctionnement de cet Institut et s'il est prévu la publication des travaux et recherches qui sont susceptibles d'y être entrepris.

Enseignement supérieur (établissements).

12756. — 24 février 1979. — M. Louis Mexandeau appelle l'attention de Mme le ministre des universités sur la situation alarmante de l'université de Corse. Après avoir été annoncée pour 1979, puis 1980, et plus récemment pour 1981, son ouverture pour cette dernière date devient problématique. Le dossier de désignation de l'architecte est resté plus de six mois au ministère des universités, alors qu'il s'agissait d'approuver le choix des instances locales. L'insuffisance des crédits, prévisible dès le départ, puisqu'on avait utilisé des normes ne s'appliquant pas à une université de petite dimension et allouée à l'écart du siège des grandes entreprises de construction,

devient le prétexte pour une remise en cause du projet tel qu'il a été retenu et présenté au Président de la République en juin dernier. Aucun poste d'enseignant n'a été attribué pour préparer la mise en place détaillée des programmes, des bibliothèques et des installations techniques. Il est dit que deux postes de maître-assistant seraient attribués en 1979 pour mener à bien ces missions délicates, qui concernent au moins cinq groupes d'enseignants. Il demande si ces attermolements ont pour objet de préparer l'option à un abandon de ce projet ou si le Gouvernement s'apprête à prendre les mesures d'envergure qui, seules, rendraient à cette université la crédibilité que, comme d'autres promesses du Gouvernement, elle a désormais perdu auprès de la population corse.

Sécurité sociale (coisses : personnel).

12757. — 24 février 1979. — M. Pierre Jagoret demande à Mme le ministre de la santé et de la famille si, au vu du retard dans la réévaluation des indemnités kilométriques des agents, cadres, agents de direction et assimilés des caisses de sécurité sociale utilisant leurs propres véhicules, elle n'envisage pas un alignement des dites indemnités sur les prix de revient kilométriques reconnus par les services des impôts.

Ecoles normales (enseignants et élèves maîtres).

12758. — 24 février 1979. — M. Dominique Taddel appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la gravité de la situation des écoles normales et de leurs enseignants. Il entend pleinement s'associer aux équipes d'enseignants et à leurs organisations syndicales qui dénoncent la suppression, au plan national, de plus de 1500 postes d'élève insituteur et par voie de conséquence de plus de 400 postes de professeur d'école normale. Ainsi, dans l'académie d'Aix-Marseille, qui comprend quatre de ces institutions, cette mesure représente la disparition de trente et un postes dont sept pour la seule école normale d'Avignon, sur un effectif de quinze PFN. Il élève une protestation énergique contre de tels faits risquant à terme d'entraîner le démantèlement de l'institution laïque tout entière. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre afin de permettre aux écoles normales de poursuivre leur mission de formation initiale et de formation continue des maîtres.

Elevage (bauufs et vaches).

12759. — 24 février 1979. — M. Charles Pistre appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences de la fixation de la base minimale qui est exigée pour le dépôt d'un plan de développement par un éleveur à soixante bovins pour soixante hectares. Ces limites très strictes excluent une grande partie de ceux qui voudraient organiser leur activité, sans pour autant disposer d'une grande exploitation. Il lui demande donc s'il envisage d'abaisser les seuils à atteindre pour pouvoir prétendre à la recevabilité d'un plan de développement « élevage ».

Elevage (prêts et primes).

12760. — 24 février 1979. — M. Charles Pistre appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les problèmes des éleveurs des zones défavorisées. Ceux-ci se trouvent de facto exclus de l'accès aux primes et prêts aux bâtiments d'élevage, alors même qu'ils doivent faire face à des difficultés grandissantes, tenant aux conditions de sites et de situations défavorables. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui indiquer s'il a l'intention de redonner aux éleveurs de ces zones les possibilités qu'ils avaient auparavant afin de permettre le maintien de la population agricole de ces régions et le développement de l'agriculture dans ces zones rurales.

Centre national de la recherche scientifique (activité et emploi).

12761. — 24 février 1979. — Mme Marie Jacq attire l'attention de Mme le ministre des universités sur la situation du CNRS. Elle lui demande si l'arrêt des recrutements au CNRS, le maintien de la structure sans les moyens de fonctionner ne va pas conduire à la privatisation de la recherche. Elle aimerait savoir quelles seront les mesures prises pour éviter tout licenciement et pour garantir au CNRS son rôle d'organisme de recherche fondamentale libre et orientée vers les besoins réels de notre société.

Élevage (maladies du bétail : brucellose).

12762. — 24 février 1979. — M. Charles Pistra appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'aide donnée aux éleveurs pour l'éradication de la brucellose. Si la CBE et l'Etat subventionnent l'abattage des bêtes atteintes, il paraît souhaitable de compléter ce dispositif à deux niveaux afin que cela n'aboutisse pas à un affaiblissement important du troupeau français : 1° en donnant une aide spécifique à la reconstitution du troupeau en bêtes identifiées, de qualité et saines ; 2° en organisant le stockage de viande de façon à éviter un afflux brutal sur le marché avec pour conséquence un effondrement des cours. Certains départements, tels le Tarn, ont déjà décidé de compléter de leur propre chef les aides nationales ou européennes existantes afin de favoriser le maintien en nombre et les progrès en qualité du troupeau de bovins. Il lui demande donc si le Gouvernement prévoit de généraliser cette aide à la reconstitution du troupeau et au stockage et dans quel délai il envisage de la mettre en place.

Élevage (vaches).

12763. — 24 février 1979. — M. Charles Pistra appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les problèmes posés aux éleveurs de vaches allaitantes. En effet, depuis plusieurs années, la fédération nationale bovine a démontré que les contraintes génétiques et économiques ne pouvaient qu'avoir pour conséquences un affaiblissement progressif du troupeau allaitant si des mesures n'étaient pas prises. Aussi il lui demande quelles mesures il compte prendre dans ce domaine pour éviter l'excédent laitier dont le coût serait compensé par des économies dans d'autres secteurs.

Ecoles normales (enseignants).

12764. — 24 février 1979. — M. Charles Pistra appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation de l'école normale d'Ablis actuellement menacée de plusieurs suppressions de postes à la rentrée scolaire 1979. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter cette atteinte au potentiel de formation initiale des instituteurs qui aboutira à la non-utilisation du matériel existant et s'il compte relancer la concertation entreprise avec les représentants des enseignants sur le projet de réforme.

Chômage (indemnisation) (allocations : versements).

12765. — M. Henri Derras attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les délais imposés aux demandeurs d'emploi pour l'obtention des aides auxquelles ils ont droit. Dans la plupart des cas, les délais d'instruction des dossiers déposés dans les agences nationales de l'emploi sont d'environ deux mois. En cas de litige, les délais sont beaucoup plus longs. Mais pendant ce laps de temps, les familles se trouvent démunies de ressources. Il lui demande s'il compte prendre des mesures urgentes pour faciliter la tâche des agences de l'emploi et pour réduire le plus possible les délais d'attente.

Personnes âgées (carte Vermeil).

12766. — 24 février 1979. — M. Michel Record demande à M. le ministre des transports de lui préciser s'il est exact que les personnes ayant opté pour une préretraite avant l'âge de soixante-cinq ans ne peuvent bénéficier de la carte Vermeil. Dans l'affirmative, il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas équitable d'étendre la qualité de bénéficiaire à ces personnes qui ne sont plus salariées, mais qui n'ayant pas atteint l'âge plafond actuellement en vigueur, ne peuvent prétendre à cet avantage.

Enseignement secondaire (enseignants et personnel non enseignant).

12767. — 24 février 1979. — M. Michel Manet demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir faire connaître sa position sur le dossier revendicatif des enseignements technologiques après les discussions entre ses services et les représentants des personnels concernés. Il lui rappelle les principales revendications de ces personnels : la reconnaissance de l'égalité complète entre les enseignements technologiques et les enseignements généraux ; l'intégration de tous les professeurs techniques et de tous les professeurs techniques adjoints au corps des certifiés, et cela sans exclusive ni sélection ; des mesures de promotion et de titularisation pour les

maîtres auxiliaires ; l'allègement des groupes d'élèves en travaux pratiques et en particulier en bureau commercial ; la création de postes d'agents spécialisés d'entretien pour assurer la maintenance du parc machines ; le bénéfice de la loi sur la formation permanente inappliquée à ce jour dans l'enseignement.

Téléphone (raccordement).

12768. — 24 février 1979. — M. Maurice Andrieu demande à M. le ministre des postes et télécommunications s'il ne pourrait envisager un tarif réduit de branchement téléphonique en faveur des personnes handicapées pour lesquelles le téléphone constitue un outil de travail ou une sécurité. Une telle mesure constituerait un premier effort financier dans l'attente d'une possibilité d'exonération totale réclamée par cette catégorie de citoyens, et déjà acquise pour les personnes âgées vivant seules et bénéficiaires du fonds national de solidarité. Elle constituerait, en outre, un élément non négligeable d'une politique d'insertion professionnelle, donc d'insertion sociale dans une large mesure, des handicapés.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements).

12769. — 24 février 1979. — M. Pierre Joxe demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui indiquer pour quelles raisons il a cru devoir modifier les critères habituels de révision de la carte scolaire dans le premier degré, ordonner par la circulaire du 1^{er} décembre 1978 aux recteurs et aux inspecteurs d'académies l'application de dispositions contraires à tous les engagements antérieurs (notamment en matière de globalisation des effectifs d'écoles parfois fort distinctes) et si, ce faisant, il a bien mesuré les conséquences des dispositions de ladite circulaire, lesquelles conduisent à des fermetures de classes et à des déplacements de personnel dans des régions rurales particulièrement attachées au bon fonctionnement de l'école et notamment en Bresse. Il lui demande en conséquence s'il entend donner les instructions nécessaires pour que l'application de la circulaire du 1^{er} décembre 1978 soit différée et qu'aucune décision ne soit prise sans qu'une consultation préalable des intéressés ait été organisée, ce qui devrait concerner non seulement les parlementaires, conseillers généraux et maires des communes considérées mais aussi les associations de parents d'élèves et les syndicats d'enseignants qui ont toujours manifesté leur volonté de défendre le service public d'éducation en milieu rural.

Automobiles (industrie).

12770. — 24 février 1979. — M. Gérard Hoesbroeck expose à M. le ministre du travail et de la participation que son attention a été appelée sur la situation des travailleurs de la Régie Renault (usine de Culncy), dont l'état de santé entraîne un absentéisme qui, d'après la régie, a des conséquences préjudiciables sur la production. Ces salariés sont jetés à la rue, ce qui, dans la crise actuelle de l'emploi, les plonge dans une situation catastrophique. Faute de ressources, ils ne peuvent plus se déplacer pour rechercher du travail et, quand l'ANPE leur propose un placement, l'employeur susceptible de leur fournir du travail contacte la régie d'où, évidemment, émane un rapport défavorable. De même, plusieurs licenciés attendent toujours l'attestation que l'employeur est obligé de remplir en vue de permettre l'ouverture aux prestations de chômage, et cela depuis plusieurs semaines. De nombreuses poursuites ont été engagées par les licenciés auprès des instances prud'homales, ce qui amène la régie à changer de tactique : elle essaie de faire signer la démission des travailleurs trop souvent malades. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il entend prendre des mesures afin que cette pratique scandaleuse cesse au plus vite.

Formation professionnelle et promotion sociale (stagiaires : rémunérations).

12771. — 24 février 1979. — M. Henri Derras appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le niveau très insuffisant de la rémunération habituellement perçue par les jeunes qui suivent un stage de formation professionnelle. En effet, ceux-ci ne perçoivent pas les moyens de vivre de manière autonome alors que leurs familles qui les gardent donc partiellement à leur charge ne perçoivent plus les allocations familiales. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation et pour que les stagiaires de la formation professionnelle perçoivent, quel que soit leur âge, un salaire décent qui ne soit pas inférieur au SMIC.

Education physique et sportive (enseignants).

12772. — 24 février 1979. — **M. Daniel Benoist** attire l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur la situation particulière des professeurs adjoints d'éducation physique. Depuis 1975, ces professeurs adjoints d'EPS sont formés en trois ans dans les CREPS avec exigence du baccalauréat comme diplôme universitaire alors qu'avant cette date seul le BEPC était nécessaire. La qualité de cette formation est reconnue par toutes les personnes compétentes et notamment par l'inspection pédagogique. Les enseignants assument les mêmes responsabilités que leurs collègues de l'enseignement secondaire; mais leur rémunération reste identique à celle des instituteurs sans bénéficier pour autant de tous les avantages annexes qui s'y rattachent (débouchés, promotions, logements, etc.). Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour revaloriser le salaire des professeurs adjoints d'EPS.

Enseignement secondaire (établissements).

12773. — 24 février 1979. — **M. André Laurent** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les inquiétudes éprouvées par les professeurs techniques chefs de travaux devant l'aggravation des difficultés financières des LEP (ex-CET) devant la dégradation de leurs conditions de travail et de leur profond mécontentement consécutif au refus ministériel de prendre en compte leurs légitimes revendications. Il lui signale également que l'aggravation des difficultés financières des LEP est due en particulier au fait que la subvention de fonctionnements de l'Etat n'évolue pas avec l'augmentation des dépenses et ne couvre guère plus du tiers des besoins (outillage, maintenance du matériel notamment). Il lui demande, par conséquent, quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation qui risquerait de provoquer à court terme l'asphyxie financière des LEP.

Société nationale des chemins de fer français (tarif réduit).

12774. — 24 février 1979. — **M. Bernard Derosier** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur les nombreuses difficultés rencontrées par les travailleurs au chômage. Afin de faciliter leur recherche d'un emploi, ceux-ci devraient pouvoir bénéficier de tarifs préférentiels, notamment sur les lignes du réseau SNCF. Il lui demande donc quelles dispositions il entend prendre afin d'aller dans ce sens. D'autre part, il lui demande également de bien vouloir mettre fin à cette mesure injuste qui empêche les travailleurs au chômage de bénéficier du tarif réduit « congé payé ».

Taxe sur la valeur ajoutée (récupération).

12775. — 24 février 1979. — **M. Maurice Sergheraert** demande à **M. le ministre du budget** suivant quelles modalités pratiques et suivant quelles justifications on redevable imposé suivant le régime du réel simplifié est en droit, sur la déclaration modèle CA 12, de récupérer la taxe sur la valeur ajoutée acquittée sur des livraisons antérieures de marchandises à des clients qui se sont révélés en totalité ou en partie insolubles.

Impôt sur les sociétés (véhicules de sociétés).

12776. — 24 février 1979. — **M. Maurice Sergheraert** demande à **M. le ministre de la justice** si, dans le cas d'une société de capitaux, la quote-part non déductible sur le plan fiscal des frais d'utilisation d'un véhicule automobile appartenant à ladite société par un dirigeant à des fins privées peut être purement et simplement réintégré dans la détermination du résultat imposable de manière extra-comptable sans être, corrélativement, remboursée par le débit du compte ouvert dans les livres au nom de l'administrateur intéressé.

Sécurité sociale (cotisations patronales).

12777. — 24 février 1979. — **M. Jean Bonhomme** expose à **M. le Premier ministre** qu'un membre d'une profession indépendante soumis à l'évaluation forfaitaire peut se trouver, en raison de ses charges de famille, exonéré de l'impôt sur le revenu. De ce fait, il ne lui est plus possible de déposer une réclamation pour tenter d'obtenir une réduction du montant de cette évaluation. Il est donc obligé de verser les cotisations sociales correspondant à ce montant qui n'a pu faire l'objet d'une demande de réduction et qui était susceptible d'être réduit. Il y a là une anomalie. Il lui demande s'il n'entend pas la corriger.

Plus-values professionnelles (imposition).

12778. — 24 février 1979. — **M. Jean Bonhomme** expose à **M. le Premier ministre** que les assujettis à l'évaluation forfaitaire sont exonérés de la taxation des plus-values de la réévaluation de leurs biens professionnels lorsqu'ils choisissent librement le régime des déclarations simplifiées du bénéfice réel. Or, lorsque le montant de leur chiffre d'affaires dépasse le seuil au-delà duquel ils relèvent obligatoirement du bénéfice réel, la plus-value est appliquée et se rajoute au résultat de l'exercice sans abattement ni quotient quinquennal. Ces contribuables, souvent mal informés, sont donc très lourdement pénalisés. Il lui demande ce qu'il entend faire pour corriger cette disparité.

Radiodiffusion et télévision (SFP).

12779. — 24 février 1979. — **M. Antoine Gissinger** appelle l'attention de **M. le ministre de la culture et de la communication** sur la grève déclenchée à l'initiative de la Société française de production (SFP), grève suivie par les personnels des différentes chaînes de télévision et qui prive les téléspectateurs d'émissions depuis mercredi 7 février. Le comité d'entreprise de la SFP qui devait se réunir pour discuter des licenciements avant la réunion du conseil d'administration de cette société ne s'est toujours pas réuni. La situation demeure confuse et il est regrettable et anormal qu'un grand service public comme celui de la radio-télévision ne puisse être assuré. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que les émissions de radio-télévision reprennent dans les conditions habituelles.

Impôt sur les sociétés (exonération).

12780. — 24 février 1979. — **M. Xavier Hamelin** expose à **M. le ministre du budget** qu'une entreprise, constituée sous forme de société à responsabilité limitée début 1978, remplit à ce jour toutes les conditions légales pour bénéficier de l'un des deux allègements fiscaux prévus en faveur des PMI par les lois de finances pour 1978 (n° 7-1487 du 30 décembre 1977) et pour 1979 (n° 78-1239 du 29 décembre 1978), à l'exception de celles attachées au caractère d'entreprise nouvelle puisqu'une autre société détient plus de 50 p. 100 du capital de la nouvelle société à responsabilité limitée. En l'état, il lui demande si dans l'hypothèse où la participation de la tierce société dans la société à responsabilité limitée viendrait, suite à des cessions ou à une augmentation de capital non suivie par la société mère, à passer au-dessous de 50 p. 100, le droit aux allègements fiscaux ci-avant rappelés pourrait être reconnu à la nouvelle société. Il convient de préciser que l'activité de la nouvelle société consiste en l'exploitation en gérance libre du fonds d'une société en règlement judiciaire.

Organisation des Nations unies (commission des Droits de l'homme).

12781. — 24 février 1979. — **M. Joseph Franceschi** se fait auprès de **M. le ministre des affaires étrangères** l'interprète de la légitime émotion qui s'est emparée de nos concitoyens d'origine arménienne devant les informations selon lesquelles un rapport établi le 15 septembre 1978 par la sous-commission des Droits de l'homme de l'ONU se proposerait de retirer le paragraphe « ayant trait au massacre des Arméniens qu'on a considéré comme le premier génocide du XX^e siècle ». Il lui demande quelles instructions ont été données à notre représentant à l'ONU en vue d'exiger le maintien de ce paragraphe dont la suppression nierait toute responsabilité humaine de l'assassinat de 1 500 000 hommes en 1915.

Enseignement (manuels scolaires).

12782. — 24 février 1979. — **M. Xavier Hamelin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la charge financière imposée aux familles par l'achat des livres scolaires. Certaines associations de parents d'élèves ont constaté qu'à la rentrée de 1978 ce problème avait pris une acuité plus grande. Depuis longtemps, de nombreuses associations ont essayé d'alléger ces charges, en créant d'abord des bourses aux livres d'occasion, puis des bibliothèques scolaires permettant aux parents, pour une somme bien inférieure au prix de la collection complète, la fourniture des livres chaque année. Cette dernière organisation a permis, dans la région lyonnaise, par exemple, de réduire l'étendue du mal. En dépit des circulaires, il a été en effet constaté plus particulièrement cette année un abus considérable dans la demande des livres nouveaux. Ces éditions nouvelles ne correspondent pas toujours à des changements de programmes mais à des différences infimes dans la présentation du livre. Bien qu'une certaine gratuité existe en classes de sixième et de cinquième,

et bientôt en classe de quatrième, et que des bourses soient attribuées, les familles doivent faire face, notamment dans le deuxième cycle, à des frais importants parce que les livres deviennent rapidement inutilisables. Les ventes de livres d'occasion sont de plus en plus difficiles et les familles nombreuses n'ont plus comme autrefois la possibilité d'utiliser les livres des aînés pour les plus jeunes. Ce gaspillage au niveau du budget familial est inacceptable. Il atteint évidemment les plus défavorisés qui, par manque d'information, craignent de pénaliser leurs enfants. La mise au rebut de tonnes de livres, la perte de matières premières, d'énergie, d'argent sont profondément regrettables. M. Xavier Hamelin demande à M. le ministre de l'éducation quelles dispositions il envisage de prendre pour remédier à une situation qui ne saurait être tolérée plus longtemps.

Permis de construire (centre national d'art et de culture Georges-Pompidou).

12783. — 24 février 1979. — M. Pierre-Charles Krieg s'étonne auprès de M. le ministre de la culture et de la communication qu'il n'ait pas été répondu à sa question écrite n° 55 du 7 avril 1978 relative à la demande de permis de construire déposée par le président du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou pour la construction d'une serre à rez-de-chaussée à usage d'exposition florale d'une surface de 229 mètres carrés sur la place du centre alors que le cahier des charges particulières de cession du terrain vendu par la SEMAH au centre frappe de servitude non aedificandi cette place. Il se permet d'insister pour obtenir une réponse dans les délais prévus par les paragraphes 2, 3 et 6 de l'article 139 du chapitre III du règlement de l'Assemblée nationale.

Radiodiffusion et télévision (redevance).

12784. — 24 février 1979. — M. Pierre-Charles Krieg attire l'attention de M. le ministre du budget sur l'intéressante question posée par M. le ministre de la culture et de la communication à propos de l'actuelle grève de la SFP et des trois chaînes de télévision : « Qui va payer ? » Rappelant que cette grève coûte actuellement aux organismes intéressés de plus de sept millions de francs par jour en manque à gagner alors qu'ils jouissent d'un monopole de droit qui s'impose à tous les Français, il pose à son tour la question suivante : « Que se passera-t-il si les téléspectateurs, dans leur immense majorité, excédés par une situation qui ne les concerne en rien et dont ils sont les victimes, imitaient l'exemple qui leur est trop souvent donné par divers secteurs publics et en particulier ceux de la télévision, et faisaient eux aussi la grève des redevances ? »

Arts et métiers (Conservatoire national des arts et métiers).

12785. — 24 février 1979. — M. Pierre-Charles Krieg s'étonne auprès de Mme le ministre des universités qu'elle n'ait pas répondu à sa question écrite n° 3277 du 17 juin 1978 relative à la date et aux conditions dans lesquelles les nombreux vacataires du Conservatoire national des arts et métiers peuvent espérer être mensualisés. Il se permet d'insister pour obtenir une réponse dans les délais prévus par les paragraphes 2, 3 et 6 de l'article 139 du chapitre III du règlement de l'Assemblée nationale.

Impôts sur le revenu (bénéfices non commerciaux).

12786. — 24 février 1979. — M. Pierre-Charles Krieg s'étonne auprès de M. le ministre du budget qu'il n'ait pas été répondu à sa question écrite n° 7114 du 12 octobre 1978 relative à la demande de savoir dans le cas d'un conseil juridique ayant compensé une telle avance par prélèvement à due concurrence sur ses bénéficiaires, lesquels à concurrence de l'avance faite aux clients ont échappé à l'impôt, l'avance en question étant récupérable, si l'administration des contributions directes est fondée à imposer immédiatement cette avance, bien que non acquise au conseil juridique, ou bien si elle ne peut le faire que lors de son remboursement. Il se permet d'insister pour obtenir une réponse dans les délais prévus par les paragraphes 2, 3 et 6 de l'article 139 du chapitre III du règlement de l'Assemblée nationale.

Pollution (mer).

12787. — 24 février 1979. — M. Charles Miossec attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation des marins-pêcheurs du quartier maritime de Brest et du quartier maritime de Morlaix, toujours dans l'attente de l'indemnisation complémentaire, prévue par la circulaire du ministère des transports (secré-

ariat général de la marine marchande), en date du 1^{er} mai 1978, adressée à M. le directeur des affaires maritimes de Nantes. Cette circulaire prévoit, dans son alinéa 2, le versement d'une indemnité complémentaire, concernant la période allant de la reprise de l'activité au 31 décembre 1978. Elle devait couvrir une part des pertes éventuelles de rendement de la pêche à la suite de la pollution provenant de l'Amoco Cadiz. Le mode de calcul de cette indemnité y était prévu de façon claire et précise et il y était indiqué qu'un constat intermédiaire de la situation serait effectué avant le 1^{er} août 1978, permettant le versement d'un acompte trimestriel. A ce jour, c'est-à-dire onze mois après la catastrophe, aucune situation intermédiaire n'a été réalisée et aucun versement effectué. Il demande à M. le ministre des transports quelles mesures il compte prendre pour faire appliquer la circulaire du 1^{er} mai 1978, afin d'honorer la promesse du Gouvernement d'assurer l'indemnisation intégrale des dommages subis par cette catastrophe.

Carburants (prix).

12788. — 24 février 1979. — M. Charles Miossec s'inquiète des répercussions de la nouvelle et récente hausse du prix du gas oil et du fuel domestique, hausse qui contribue à accentuer les distorsions de concurrence au détriment des entreprises bretonnes. Non seulement cette majoration aura des conséquences sur les prix des produits que la Bretagne doit acheter, mais elle pénalisera ses propres produits, dont l'acheminement supportera une charge telle qu'ils ne seront plus compétitifs. A un moment où les collectivités locales ou territoriales associent leurs moyens en vue de préserver l'emploi, à un moment où l'ensemble d'une région se mobilise pour maintenir puis développer son industrialisation, tous ces efforts risquent d'être anéantis par une mesure qui n'a tenu aucun compte de la spécificité géographique de la Bretagne. Se faisant l'écho de l'angoisse de tous les travailleurs de la région : paysans, ouvriers, commerçants ou chefs d'entreprises, il demande à M. le ministre de l'économie quelles mesures d'harmonisation des tarifs des combustibles et carburants il compte prendre afin de tenir compte de la position excentrée de certaines régions comme la Bretagne pour assurer la survie de leur économie.

Cliniques privées (prix de journée).

12789. — 24 février 1979. — M. Pierre Bas revient sur le cas de la clinique privée de Bourg-Saint-Maurice et voudrait étendre ses constatations à l'Île-de-France. D'après des renseignements officiels, mais qui peuvent paraître dignes de foi, 136 cliniques privées libérales ont disparu en région Île-de-France depuis 1970. Sur cinquante-trois dossiers qui ont pu être étudiés, l'on compte quarante établissements radiés, neuf établissements en liquidation de biens et quatre établissements en règlement judiciaire. Une dizaine de ces cliniques ont survécu et ont été reprises en gestion sous forme d'association de la loi de 1901 avec des prix de journées s'élevant au double de la forme de gestion en société commerciale. On assiste donc de façon délibérée à une lente nationalisation de la médecine libérale, ce qui explique d'ailleurs le déficit de plus en plus fort de l'assurance maladie. L'auteur de la question demande à Mme le ministre de la santé et de la famille les mesures qu'elle entend prendre pour que le Gouvernement libéral et avancé auquel elle appartient, mette en application ses doctrines politiques et non pas celles de l'opposition qui ont été vaincues aux diverses élections nationales.

Démographie (natalité).

12790. — 24 février 1979. — M. Pierre Bas expose à M. le Premier ministre que depuis de nombreuses années il attire l'attention sur la gravité de la crise démographique qui ne pouvait manquer de survenir en France et qui maintenant nous frappe de plein fouet. Il est évident que les pouvoirs publics n'ayant pas vu venir en temps utile la tempête, se trouvent à présent surpris et même quelque peu désorientés par sa gravité. Or il faut prendre les mesures nécessaires, si coûteuses soient-elles, pour enrayer ce drame. Il est certain qu'elles auraient beaucoup moins coûté si y a quelques années quand plusieurs propositions de loi émanant des parlementaires avaient été préconisées pour faire face au fléau qui menaçait ; mais l'on a pris des mesures insuffisantes, partielles et à regret, les résultats sont donc médiocres, même si l'on fait quelque tapage autour de résultats moins graves l'année dernière que l'année qui précédait et que l'on gomme ce qu'un apparent maintien des chiffres doit à l'apport étranger. L'Allemagne fédérale, pour avoir commis les mêmes erreurs que nous, ressent la même crise avec encore plus d'intensité ; si son taux de natalité ne se relève pas, elle aura, en 2025, vingt-sept millions d'habitants composée d'ailleurs essentiellement de travail-

leurs en retraite ce que ses pires ennemis ne lui ont jamais souhaité. Le Gouvernement allemand a pris une mesure dont de nombreux journalistes ont exposé les mérites à juste titre, c'est l'année du bébé, le « babyjahr », le congé de maternité d'un an; la mère salariée peut, grâce à ce congé, affronter dans les meilleures conditions possibles la naissance de l'enfant, elle peut profiter des premiers mois de la vie de celui-ci qui sont pour la mère très souvent les plus agréables. Cette mesure peut encourager cette maternité relativement très tôt après le mariage alors qu'une des principales causes du drame de la démographie en Occident est que le premier bébé vient tard actuellement et qu'il est peu suivi d'autres. Quelle que soit l'influence extrêmement lourde pour les finances françaises qu'aurait l'instauration d'un congé de maternité d'un an pour les mères de famille, il lui demande s'il a l'intention, avant qu'il soit trop tard, de proposer une mesure de cet ordre et de la faire étudier par ses ministres.

Santé publique (certificats de complaisance).

12791. — 24 février 1979. — M. Pierre Bas expose à M. le Premier ministre qu'une des plaies du secteur social français est la multiplication aberrante des certificats de complaisance. Il n'est pas de parlementaires qui ne connaissent dans leur département de spécialistes de la complaisance. Il lui demande quelles mesures il envisage pour mettre un terme à un scandale qui ruine le budget social de la nation, qui encourage le parasitisme social et qui nargue les travailleurs heureusement encore en France une majorité.

Enregistrement (droits) (assujettissement).

12792. — 24 février 1979. — M. Roger Fossé rappelle à M. le ministre du budget qu'en application du dernier alinéa de l'article 3 de la loi n° 78-741 du 13 juillet 1978 relative à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises, les parts de fonds communs de placement ouvrent droit au bénéfice de la déduction prévue par la loi. Afin d'assurer une information satisfaisante des responsables de la gestion des plans d'épargne d'entreprise, il lui demande comment doivent être conciliées les dispositions de ce texte avec celles qui déterminent par ailleurs le régime fiscal de ces fonds et notamment: 1° l'ordonnance n° 67-694 du 17 août 1967 (art. 163 bis, 231 bis E et 237 ter du CGI); 2° le décret n° 67-1112 du 19 décembre 1967 (art. 171 bis de l'annexe II et 41 N de l'annexe III du CGI); 3° le décret n° 57-1342 du 28 décembre 1957 (art. 7-9, 799 et 832 du CGI et 59 de l'annexe II du CGI); 4° l'arrêté du 10 juin 1968 sur les fonds communs de placement.

Impôt sur le revenu (revenus mobiliers).

12793. — 24 février 1979. — M. Roger Fossé rappelle à M. le ministre du budget qu'en application du dernier alinéa de l'article 3 de la loi n° 78-741 du 13 juillet 1978 relative à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises, les parts de fonds communs de placement ouvrent droit au bénéfice de la déduction prévue par la loi. Il lui demande dans quelles conditions et par quels moyens il est possible de distinguer dans les plans d'épargne mixtes d'entreprises les versements volontaires des salariés susceptibles de bénéficier de la détaxation du revenu investi en valeurs françaises.

Enseignement (établissements).

12794. — 24 février 1979. — M. Jean Delaneau attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la suppression envisagée à compter de la rentrée de septembre 1979 du centre d'éducation manuelle et technique annexé à l'école normale d'instituteurs de Tours-Fondettes. Cette suppression, non encore notifiée officiellement, apparaît « par déduction » à la lecture de la lettre ministérielle DC n° 535 du 7 février 1979, les tableaux des stages 1979-1980 ne mentionnant plus ce centre. Cette suppression, décidée sans concertation avec les responsables locaux du centre, ni avec le conseil général d'Indre-et-Loire, propriétaire des locaux et qui a continué jusqu'à un passé récent à s'engager dans des investissements qui seront prochainement inutiles, aboutira, non seulement à la nécessité de réorienter les personnels de ce centre, mais à obliger les atajales des académies d'Orléans-Tours et de Poitiers à se rendre dans les centres du Mans, d'Alençon ou de Périgueux. Il lui demande de bien vouloir s'opposer à cette suppression afin que la région Centre puisse conserver un centre de formation, dont la qualité ne paraît pas contestée et auquel le département d'Indre-et-Loire est particulièrement attaché.

Fascisme et nazisme (publications).

12795. — 24 février 1979. — Dans une nation comme la France dont le droit demeure fondé sur les principes de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et le respect fondamental de la personne humaine qui prolongeant ses parents à un droit imprescriptible à revendiquer pour eux le respect dû à leur mémoire et la vérité historique sur les conditions de leur mort, M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur l'impossibilité morale, tant vis-à-vis des ascendants et des descendants des victimes de la barbarie nazie que des Françaises et Français assez jeunes pour ne pas avoir eux-mêmes connu les drames de la Seconde Guerre mondiale, de tolérer, sous prétexte des droits à la liberté d'expression dans une démocratie, la publication de textes visant à nier l'évidence de certains crimes du national-socialisme ou d'autres Etats totalitaires à l'encontre de citoyens français, notamment lorsque ces écrits aboutissent en fait, comme ceux par exemple d'un certain universitaire d'une université de Lyon, à nier l'évidence de crimes certains du national-socialisme dans ses camps d'extermination, contribuant ainsi pour une part à une certaine forme de réhabilitation de fait du nazisme et ce même si les auteurs de ces textes sont de bonne foi et se défendent de toute sympathie pour le national-socialisme et ses crimes. Il lui demande s'il n'estime pas devoir rechercher la possibilité de soumettre au vote du Parlement un projet de loi sanctionnant la publication d'écrits qui, sous l'apparence de recherche historique et de critique littéraire, constituent en fait par la négation de certains crimes de guerre, l'apologie ou une certaine défense du national-socialisme et implicitement de certaines de ses perversions fondamentales comme le racisme, l'antisémitisme et de ses techniques les plus monstrueuses, comme les camps d'extermination, leurs fours crématoires et leurs chambres à gaz dont la vérité tragique peut encore aujourd'hui être démontrée et prouvée par les survivants de cette tragédie.

Fruits et légumes (fèves et féveroles).

12796. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'étude consacrée aux légumes secs parue aux pages 9 à 15 du numéro 841 du bulletin d'information de son ministère en date du lundi 5 février 1979, et plus spécialement sur les informations concernant les féveroles (p. 11, 10 à 13^e et 25^e ligne, dernière ligne de la page 13, ligne 6 à 12 de la page 15). Il lui demande: 1° en quoi a consisté le « premier ensemble des mesures d'aide tendant à développer la culture des fèves-féveroles » qui sont de l'aveu même de ses services les produits les plus riches en protéines, immédiatement après le soja; 2° quel a été le bilan de ce « premier ensemble de mesures d'aide tendant à développer la culture des fèves-féveroles »; 3° s'il sera bientôt suivi d'un second train de dispositions et si celles-ci peuvent intéresser les agriculteurs de certaines zones de la région Rhône-Alpes et du département du Rhône, et notamment lesquelles; 4° quels sont ses objectifs de développement en France des produits riches en protéines afin de réduire la dépendance extérieure de notre agriculture dans ce domaine; 5° où se situe l'usine française d'extraction de protéines à partir des pois et féveroles dont il annonce le démarrage; 6° si l'on peut envisager, et dans ce cas comment dans la région Rhône-Alpes et notamment le département du Rhône, le concours technique ou financier de son ministère pour le développement des protéines nationales et le freinage des importations de protéines d'origine étrangère.

Radiodiffusion et télévision (redevance).

12797. — 24 février 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre du budget sur l'étonnement attristé et compréhensible des responsables, le plus souvent bénévoles, des clubs du troisième âge qui, demandant l'exemption de la redevance annuelle pour la télévision installée au local des anciens d'une commune ou d'un quartier, se voient refuser par leur centre régional de la redevance au motif qu'une telle dérogation ne pourrait être accordée dans l'état actuel des textes en vigueur qu'aux établissements recevant les bénéficiaires de l'aide sociale et aux établissements hospitaliers ou de soins non assujettis à la taxe à la valeur ajoutée. Il lui demande s'il n'estime pas devoir envisager dès maintenant, dans le cadre des travaux préparatoires de la prochaine loi de finances pour 1980, l'extension de l'exemption de la redevance télévision pour les foyers-clubs du troisième âge, comme en bénéficient déjà les maisons de retraite et si, dans cette perspective, il ne se propose pas de prendre contact sans tarder à ce sujet avec son collègue le ministre de la culture et de la communication.

Radiodiffusion et télévision (redevance).

12798. — 24 février 1979. — M. Henri Darras attire l'attention de M. le ministre du budget sur l'insuffisance de l'information en ce qui concerne les possibilités d'exonération de la taxe de radio et de télévision. Une plus large information permettrait de faire profiter un plus grand nombre de téléspectateurs de l'exonération à laquelle ils ont droit. Les personnes qui adresseraient leur demande d'exonération hors délais, et omettant de payer en attendant la réponse, se verraient infliger une amende de 10 p. 100 pour retard de paiement seraient moins nombreuses. M. Henri Darras demande à M. le ministre s'il compte prendre des mesures en ce sens.

Prestations familiales (prêts aux jeunes ménages).

12799. — 24 février 1979. — M. André Laurent attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille au sujet des ressources affectées aux caisses d'allocations familiales pour l'attribution de prêts aux jeunes ménages. L'insuffisance de celles-ci ne permettent pas d'honorer les demandes présentées. L'évolution du nombre de dossiers en instance est alarmante. Le manque de crédits entraîne l'accumulation des dossiers en suspens dont le nombre a presque doublé en un an. Or le mécanisme de financement des prêts aux jeunes ménages échappant aux caisses d'allocations familiales, celles-ci ont déjà attiré l'attention du ministère de tutelle sur cette question. Mais devant l'insuccès des démarches, le conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales de Lille qui vient de dresser l'état de situation au 31 janvier 1979 a fait apparaître que 1 290 dossiers restent à payer, tandis que 140 autres ont été reçus en janvier. Cette grave situation entraîne par conséquent le refus du versement d'un prêt à des personnes qui remplissent pourtant les conditions fixées par les textes légaux et réglementaires pour y prétendre (loi n° 75-6 du 3 janvier 1975 et décret n° 76-117 du 3 février 1976 [Journal officiel du 5 février 1976]). Convaincu du caractère anormal de cette situation et conscient du délai nécessaire, il lui demande pour l'immédiat le déblocage des crédits qui permettraient au moins de régler les dossiers en instance et pour l'avenir de permettre aux caisses d'allocations familiales d'octroyer les prêts dans les conditions prévues par la loi, sans limitation a priori du nombre de bénéficiaires.

Société nationale des chemins de fer français (tarif réduit).

12803. — 24 février 1979. — M. Alain Vivien appelle l'attention de M. le ministre des transports sur le fait que la SNCF tarifie forfaitairement à 60 kilomètres les déplacements à tarif réduit de personnes âgées; or celles-ci ne se déplacent fréquemment que sur une distance moindre. Il lui demande quelles mesures il compte recommander à la SNCF pour que la tarification soit effectuée au kilomètre réel ou que, à tout le moins, le kilométrage forfaitaire soit sensiblement réduit.

Education physique et sportive (enfance inadaptée).

12801. — 24 février 1979. — M. Alain Chénard attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les conséquences néfastes de la circulaire n° 78-312 B du 1^{er} septembre 1978 du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs pour les enfants fréquentant les établissements de l'enfance inadaptée de Nantes. Ceux-ci se voient refuser du personnel d'éducation physique, lequel — selon les termes de sa circulaire — est « redéployé » dans le second degré. Cette circulaire laisse aux collectivités locales la charge de concourir financièrement à cet enseignement. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas souhaitable de faire prendre en charge cet enseignement, qui participe à des thérapeutiques mises en œuvre dans les établissements, par la sécurité sociale.

Allocations de logement (personnes âgées).

12802. — 24 février 1979. — Mme Marie Jacq appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des personnes âgées pensionnaires de maisons de retraite, et qui sont logées dans des chambres à trois lits. En effet, ces personnes sont considérées comme logées en « salle commune » et perdent fort injustement le bénéfice de l'allocation logement. Le coût actual des frais de pension en maison de retraite est tel que cette

pas le confort souhaité. En conséquence, elle lui demande quelles mesures elle compte prendre pour que l'allocation logement continue d'être servie à cette catégorie particulièrement mal logée de retraités.

Prestations familiales (allocations familiales).

12803. — 24 février 1979. — Mme Marie Jacq fait observer à Mme le ministre de la santé et de la famille qu'en application des ordonnances de 1967 les excédents de gestion de la CNAF lui reviennent. Or, malgré leur existence, la base mensuelle de calcul des allocations familiales n'a pas été majorée au 1^{er} janvier 1979. Ce fait — qu'elle souhaiterait pouvoir considérer comme un retard qui sera promptement rattrapé et qui fera l'objet d'un versement des arriérés — amène les familles à se considérer aujourd'hui comme spoliées. Elle lui demande, en conséquence, si elle n'envisage pas très rapidement de mettre un terme à l'injustice ainsi dénoncée et si elle ne compte pas, très vite, majorer comme il était dû la base mensuelle de calcul des allocations familiales avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1979.

Etudiants (service social).

12804. — 24 février 1979. — M. Claude Evin appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur l'importance des problèmes posés aux étudiants en formation de service social à l'école de Nantes. Ces élèves ne bénéficient d'aucun statut particulier et ne peuvent prétendre à une rémunération. Or, pourtant, pendant la formation, chaque élève doit accomplir treize mois et demi de stages non rémunérés répartis sur les trois ans d'études. Ces stages entraînent des frais supplémentaires importants (second loyer, restauration, déplacements personnels et professionnels) qui ne sont même pas indemnités. Par ailleurs, l'insuffisance des propositions faites aux étudiants en matière de stages ne permettent pas un choix suffisamment large qui pourrait déjà réduire les difficultés financières, matérielles, familiales et personnelles, ainsi occasionnées. Il lui demande, en conséquence, si elle n'envisage pas d'étudier toute procédure permettant le financement et la prise en compte des frais de stages engagés et si, d'ores et déjà, des moyens ne pourraient pas être pris afin que des propositions de stages soient faites aux élèves en nombre suffisant.

Impôt sur le revenu (revenus mobiliers).

12805. — 24 février 1979. — M. Jean-Yves Le Drian appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les conditions de restitution de l'impôt fiscal aux personnes physiques non imposables à l'impôt sur le revenu. Les procédures actuellement mises en œuvre par les services fiscaux, malgré la modernisation récente due à l'informatisation, ne permettent pas de restituer l'impôt fiscal dans des délais rapides. Ainsi, le plus souvent, les contribuables doivent attendre jusqu'à dix-huit mois avant de toucher le montant de l'impôt fiscal dont ils bénéficient au titre de dividendes versés l'année précédente. Il lui demande quelles sont les mesures spécifiques qu'il compte prendre pour mettre rapidement un terme à cette situation difficilement supportable, notamment pour les personnes âgées, dont les ressources financières sont tellement faibles qu'elles ne donnent pas lieu au paiement d'un impôt sur le revenu et qui doivent ainsi attendre de longs mois la restitution d'un avoir fiscal.

Agents communaux (attachés communaux).

12806. — 24 février 1979. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les anomalies des arrêtés du 15 novembre 1978 relatifs aux attachés communaux et sur le mécontentement légitime qu'en éprouvent les personnels concernés. Il demande s'il est possible, en accord avec l'association des maires et les organisations syndicales, de pallier leurs inconvénients les plus évidents, notamment : en réduisant à un seul concours externe et un seul concours interne l'accès au grade d'attaché avec une répartition de 50 p. 100 par catégorie; en aménageant les dispositions transitoires et les limites d'âge; en reconnaissant le DESAM pour l'accès au concours interne et pour l'intégration directe à titre transitoire; en aménageant l'intégration des chefs de bureau et rédacteurs en conformité avec les conditions pratiquées lors de la création des attachés d'administration centrale ou, à défaut, de préfecture; en reportant l'ancienneté de trois ans exigée des rédacteurs par l'article 19, 2^e de l'arrêté du 16 novembre 1978 à six ans

Transports (ministère (ouvriers des parcs et ateliers)).

12807. — 24 février 1979. — **M. Jean-Pierre Cot** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation des ouvriers des parcs et ateliers (OPA) de ce ministère qui n'a pas subi de modification malgré les conclusions du groupe de travail mis en place en 1974 sous son égide. En effet, les classifications qui leur sont actuellement appliquées ont été fixées par un arrêté en date du 3 août 1965 reprenant celles des accords Parodi de 1945, alors que la nature de leur fonction a considérablement évolué. Il lui demande si le retard apporté à la promulgation d'un arrêté qui a recueilli l'assentiment des organisations syndicales témoigne d'une volonté délibérée de laisser en suspens une situation qui ne peut que se dégrader au fil des années.

Société nationale des chemins de fer français (contrat d'entreprise avec l'Etat).

12808. — 24 février 1979. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur le projet de contrat d'entreprise « Etat-SNCF » qui inquite, à juste titre, les organisations syndicales de la SNCF et les usagers de cette entreprise publique, parce qu'il s'inscrit directement dans la logique du rapport Guillaumat et des récentes déclarations gouvernementales quant à la volonté de retour de cette entreprise à un libéralisme total. Ce projet de contrat prévoit explicitement, pour les années à venir, un désengagement budgétaire de l'Etat, théoriquement compensé par des gains de productivité. Or, ces gains possibles étant limités dans le domaine de la modernisation, ceci implique directement deux menaces : les réductions d'effectifs (on parle de 3 000 suppressions d'emplois par an) ; les fermetures de lignes envisagées qui inquiètent, à juste titre, beaucoup de nos élus de province et qui concerneraient 2 500 km de lignes très sensibles que la SNCF n'avait pas « osé » fermer jusqu'à ce jour. Enfin, et surtout, ce plan s'inscrit dans l'échéance 1982, ce qui est plus court que la durée normale de la planification française, mais s'explique, malheureusement, parce que 1982 est l'année d'échéance du contrat de nationalisation Etat-SNCF signé en 1937 pour quarante-cinq ans. Il lui demande donc si l'ensemble de ces données ne coïncident pas avec une menace pure et simple de dénationalisation de la SNCF.

Communauté économique européenne (accords de Lomé).

12809. — 21 février 1979. — **M. Joseph Franceschi** demande à **M. le Premier ministre** s'il n'estime pas nécessaire de désigner dans la délégation française qui suit la négociation de Lomé-II un représentant qualifié des départements d'outre-mer, ceci afin d'informer nos concitoyens de ces départements de l'actualité de ces négociations et de manifester leurs inquiétudes et leurs propositions.

Organisation des Nations unies (commission des droits de l'homme).

12810. — 24 février 1979. — Selon les informations parues dans un quotidien du soir, un rapport, établi le 15 septembre 1978 par la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, se proposerait de nier le génocide commis en 1915 contre les Arméniens par le gouvernement turc. Toujours selon ces informations, le délégué de la France à cette sous-commission ne se serait pas opposé à ce rapport. **M. Claude-Gérard Marcus** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** si ces informations sont exactes et, si tel était le cas, de modifier la position de notre représentant, car le caractère de génocide du massacre des Arméniens paraît difficilement contestable. Le fait que ce crime contre l'humanité, commis dans la première partie du xx^e siècle, n'ait suscité, en son temps, que l'indifférence des grandes puissances, a considérablement encouragé les nazis à perpétrer un génocide contre les juifs et les tziganes.

Sécurité sociale (professions artisanales et professions industrielles et commerciales).

12811. — 24 février 1979. — **M. Vincent Ansquer** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que l'alignement définitif des régimes de protection sociale des commerçants et artisans sur le régime général de la sécurité sociale devait, aux termes de la loi d'orientation du 27 décembre 1973 et celles du 24 décembre 1974, être réalisé au plus tard le 1^{er} janvier 1978 dans les trois branches : assurance maladie, assurance vieillesse et prestations familiales. Or, au 1^{er} janvier 1979, le taux de remboursement des dépenses de santé est toujours de 50 p. 100. Par ailleurs, le non-

paiement des cotisations d'assurance maladie par les retraités est toujours fonction d'un plafond de ressources. Il lui demande de lui préciser quand les non-salariés intéressés pourront espérer voir effectivement mises en œuvre des mesures de stricte égalité qui auraient dû être appliquées depuis plusieurs mois.

Action sanitaire et sociale (professions industrielles et commerciales).

12812. — 24 février 1979. — **M. Vincent Ansquer** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur l'utilité d'apporter une modification du mode de financement de l'action sociale dans le régime des non-salariés du commerce et de l'industrie, de façon que le prélèvement de 0,66 p. 100 permettant le fonctionnement de l'aide sociale ne soit plus calculé sur les cotisations encaissées, mais sur les ressources. Ce régime est, en effet, financé, d'une part, par les cotisations de ses adhérents et, d'autre part, par un apport extérieur important (près de 70 p. 100) provenant des cotisations versées par les sociétés, de l'intercompensation avec le régime des salariés et de l'aide de l'Etat. Il lui demande de faire connaître la suite qu'elle envisage de donner à cette suggestion.

Assurances vieillesse (caisses).

12813. — 24 février 1979. — **M. Vincent Ansquer** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que des élections vont avoir lieu fin 1979 pour le renouvellement des conseils d'administration des caisses de retraite du régime des non salariés de l'industrie et du commerce. Or, le décret du 2 octobre 1973, qui réglemente les modalités de ces élections, prévoit une représentation d'un quart de retraités et de trois quarts d'adhérents actifs. Le nombre des retraités étant actuellement supérieur à celui des actifs (100 retraités pour quatre-vingt-dix actifs), il lui demande s'il ne paraît pas équitable de modifier la proportion initiale et de prévoir la participation des retraités pour un tiers des membres constituant ces conseils.

Carburants (prix).

12814. — 24 février 1979. — **M. Alexandre Bolo** demande à **M. le ministre de l'économie** si la majoration importante que veut de subir récemment le coût du gaz-oil est le prélude à un rééquilibrage du prix de ce carburant par rapport à celui du super. Cette indication intéresse au premier chef les VRP qui, dans l'affirmative, seraient amenés à reconsidérer le choix qu'ils ont fait en portant leur préférence sur un véhicule Diesel.

Assurance maladie-maternité (remboursement : frais de transport).

12815. — 24 février 1979. — **M. Xavier Hamelin** expose à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que la réponse faite à sa question écrite n° 6403 (*Journal officiel*, AN du 22 décembre 1978) relative aux frais de déplacements des enfants se rendant dans les établissements spécialisés n'est pas complète. Il s'agit des déplacements individuels et en principe journaliers des enfants : du domicile des parents à un point de ramassage du car de l'établissement ; du domicile à l'établissement lui-même si ce dernier ne possède pas de car de ramassage ou si l'état de l'enfant ne lui permet pas d'emprunter un transport collectif. Il lui demande de bien vouloir lui donner la réponse en ce qui concerne ces deux points précis qui constituent à l'heure actuelle la source la plus importante des litiges entre les caisses de sécurité sociale et les familles.

Sécurité sociale (cotisations).

12816. — 24 février 1979. — **M. Gabriel Kasperelt** expose à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que de petites entreprises employant moins de dix salariés embaucheraient du personnel si elles n'étaient pas retenues par la crainte de voir leurs charges sociales s'alourdir et obérer leurs trésoreries d'autant plus lourdement que le dépassement de l'effectif susindiqué les mettrait dans l'obligation de s'acquitter de leurs cotisations non plus trimestriellement mais mensuellement. Cette périodicité mensuelle est assurément peu compatible avec les conditions de fonctionnement d'entreprises de surface financière modeste qui, pour ne citer que celles du secteur du bâtiment, n'obtiennent, pour prix de leurs travaux, que des règlements différés. Il serait opportun de donner à ces établissements lorsqu'ils occupent plus de dix salariés la faculté de s'acquitter chaque trimestre de leurs cotisations sociales. A cet effet un relèvement du seuil à partir duquel s'impose actuellement

le paiement mensuel devrait être opéré. Il est demandé si, dans le cadre de la politique de lutte contre le chômage et d'aide aux PME et aux PMI, des mesures allant dans le sens de la suggestion qui précède ont été mises à l'étude et sont susceptibles d'être prochainement adoptées.

Voies navigables (liaisons).

12817. — 24 février 1979. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre des transports** que par sa question écrite n° 5777, il appelait son attention sur les travaux d'aménagement à grand gabarit de la Sarre, entrepris par l'Allemagne entre Sarrebruck et la Moselle. Il lui demandait que la Sarre française soit également aménagée à grand gabarit jusqu'à Grosbillederstroff puis Sarreguemines pour donner une ouverture de l'Est de la Lorraine sur les grands canaux de l'Europe centrale. Dans la réponse à cette question (*Journal officiel*, AN n° 85, du 25 octobre 1978, page 6601), il était dit que les études qui ont été faites montraient que le coût de l'aménagement de la seule section comprise entre Sarrebruck et Sarreguemines serait environ de 350 millions de francs alors que la densité du trafic en 1977 était très faible, de 172 000 tonnes seulement à Sarreguemines et qu'elle décroissait même vers l'aval, puisqu'à la frontière elle n'était plus que de 110 000 tonnes. Les études prises en compte pour rejeter l'investissement souhaité, en le considérant comme non rentable, sont basées sur le trafic actuel d'une voie au type Freylnet et fermée vers le Nord puisqu'elle se termine en cul de sac à Volkingen. Sans doute le trafic actuel est-il faible, mais il n'est pas étonnant qu'il aille en s'amenuisant plus on approche du fond du sac. La proposition faite dans la question précitée tendait à une ouverture vers le Nord, les grands axes et les grands ports, alors qu'actuellement le canal des houillères est ouvert vers le Sud et le réseau à petit gabarit. Il n'y a aucune comparaison possible entre la voie existante et la voie proposée. De toute évidence, l'étude de rentabilité qui doit être réalisée doit se baser sur les trafics potentiels susceptibles d'utiliser cette nouvelle voie ouverte vers le Nord. La réponse publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale du 25 octobre 1978 ne peut donc en aucun cas être considérée comme satisfaisante. Il lui demande de bien vouloir faire procéder à une étude de ce problème en tenant compte comme il vient de le dire des trafics potentiels possibles résultant d'une prolongation de la canalisation de la Sarre.

Impôts locaux (contrôles fiscaux).

12818. — 24 février 1979. — **M. Robert Fabre** demande à **M. le ministre du budget** de lui indiquer les textes permettant à un directeur départemental des services fiscaux de refuser à un maire d'une commune, de droit, président de la commission communale des impôts, le contrôle d'une SICA bénéficiant de l'exonération de la taxe professionnelle prévue par l'article 1451-1 du code général des impôts. Il se trouve qu'une commission communale a précisément demandé une enquête refusée par la direction des impôts ; appartient-il au maire de la commune d'apporter les preuves et motifs de sa demande d'enquête lorsque l'on sait que la transgression de la loi régissant les SICA est souvent très possible. N'y a-t-il pas lieu de considérer le refus d'enquêter de la part de Monsieur le directeur des services fiscaux comme une intervention intolérable au niveau des libertés et des finances communales. S'il s'avérait qu'une SICA n'a pas les statuts et la marche d'exploitation conformes à la loi, cela signifierait qu'elle aurait dû et devrait régler la taxe professionnelle, et de ce fait, augmenter les ressources fiscales de la commune et du département. Le maire, suite à un tel refus, n'est-il pas en droit de penser que la notation d'autonomie communale semble battue en brèche par ceux-là même qui la préconisent ?

Radiodiffusion et télévision (Antenne 2, FR 3 et TF 1).

12819. — 24 février 1979. — **M. Gilbert Gantier** demande à **M. le ministre de la culture et de la communication** les raisons pour lesquelles les trois chaînes de télévision ont pu envoyer près de soixante journalistes et techniciens pour couvrir la rencontre au sommet de la Guadeloupe.

Fonctionnaires et agents publics (travail à temps partiel).

12820. — 24 février 1979. — **M. Jean-Marie Caro** rappelle à **M. le Premier ministre** que le Président de la République a souligné avec regret que le travail à temps partiel n'a pas trouvé en France une place équivalente à celle qu'il a dans les autres pays industriels. Prenant acte de ce retard, le Gouvernement considère dans le rapport sur l'adaptation du VII^e Plan, « l'assouplissement des horaires et de la durée du travail comme un moyen précoce de lutter contre les perturbations de la vie familiale... et estime... que

le travail à temps partiel peut constituer un bon moyen de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes. En conséquence, le Gouvernement estime nécessaire qu'un nombre croissant d'emplois à temps partiel soient créés. Les dispositions concernant les services publics et entreprises publiques seront prises... » La volonté clairement exprimée par les pouvoirs publics de donner une impulsion nouvelle à l'extension du travail à temps partiel des fonctionnaires devrait, semble-t-il, se concrétiser d'abord dans les administrations où celui-ci est le plus compatible avec un fonctionnement normal du service public, par exemple, au ministère de l'éducation. Il lui demande donc si une telle mesure ne lui apparaît pas souhaitable et, d'une manière générale, quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour que soient réalisées les priorités dégagées par le Plan.

Electricité de France (alimentation en courant électrique).

12821. — 24 février 1979. — **M. Emmanuel Hamel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les évaluations fort divergentes avancées par la presse, les syndicats, les économistes sur le coût pour l'économie nationale de l'interruption de la fourniture d'électricité dans plusieurs régions de France le 19 décembre 1978. Il lui demande : 1° si, selon lui, l'évaluation du coût en francs de la perte subie le 19 février par l'économie française du fait de cette « panne » d'électricité a un sens et peut être fait avec quelque précision ; 2° quelle est l'évaluation officielle par EDF ou son ministère du coût de la perte, du manque à gagner de l'économie française consécutifs à cette panne ; 3° quelles sont les conclusions de la commission d'enquête qu'il avait désignée pour enquêter sur les causes lointaines et immédiates de cette panne ; 4° quels moyens il entend mettre en œuvre pour en éviter le renouvellement, si cela est possible.

Electricité de France (alimentation en courant électrique).

12822. — 24 février 1979. — **M. Emmanuel Hamel** rappelle à **M. le ministre de l'industrie** la panne nationale d'électricité du 19 décembre 1978. Il lui demande : 1° si son analyse des causes de cette interruption pendant de longues heures dans de nombreux départements de la fourniture d'électricité ou les conclusions de la commission d'enquête constituée sur son initiative après le 19 décembre dernier le conduisent à vouloir et décider d'urgence la mise en place d'un programme de turbines à gaz placées aux points faibles du réseau de transport d'électricité et qui pourrait être réalisé en deux ans seulement, complété par la construction de centrales thermiques fonctionnant au charbon et la mise en œuvre de stockage souterrains plus importants pour Gaz de France ; 2° si oui, quel est le coût de ce programme et comment le envisage son financement.

Transports aériens (aéroports : personnel).

12823. — 24 février 1979. — **M. Emmanuel Hamel** rappelle à **M. le ministre des transports** la grève des contrôleurs aériens au cours de l'été dernier. Sachant qu'il n'est pas possible d'évaluer en termes de coût les conséquences humaines de cette grève, la colère compréhensible des touristes, la fatigue et les dangers encourus pour la santé des enfants et des personnes âgées dans les aéroports surchargés en pleine chaleur de l'été, les graves dommages causés au tourisme français et à la réputation internationale de la France par les incidences de cette grève à l'encontre de voyageurs étrangers tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières pour ceux devant survoler la France afin de se rendre au lieu de leurs vacances ou en revenant, les risques de catastrophes aériennes engendrés par ce conflit, il lui demande : 1° quel a été le coût immédiat et direct pour l'économie française en général et pour les compagnies d'aviation française et les aéroports français en particulier de cette grève gravement préjudiciable à l'intérêt national ; 2° s'il existe encore actuellement un contentieux entre son administration et les organisations professionnelles ou syndicats de contrôleurs aériens et dans ce cas lequel ; 3° quels moyens il compte déployer pour prévenir le renouvellement d'une paralysie des aéroports français si les spécialistes civils du contrôle du trafic aérien décidaient, malgré la réprobation qu'elle susciterait certainement dans l'opinion publique, une nouvelle grève comparable à celle de l'an dernier.

Electricité de France (alimentation en courant électrique).

12824. — 24 février 1979. — **M. Emmanuel Hamel** rappelle à **M. le ministre de l'industrie** les interruptions de la fourniture de courant électrique par Electricité de France, qui tendent à devenir plus fréquentes, et notamment les délestages auxquels l'entreprise nationale a dû procéder le 19 décembre dans plusieurs régions de

France pendant plusieurs heures. Il lui demande s'il partage l'appréciation d'un important groupement syndical de cadres du gaz et de l'électricité selon laquelle « la panne » du 19 décembre pourrait être suivie d'autres semblables car « nous pourrions manquer, actuellement et pour à peu près cinq années, tantôt de puissance, tantôt de lignes pour la transporter, ce qui veut dire que, au cours d'hiver rigoureux, notre économie sera vulnérable en matière d'électricité comme elle l'a déjà été et comme elle pourrait le redevenir, au moindre incident, en matière de gaz ».

Santé publique (personnel d'inspection).

12825. — 24 février 1979. — M. Louis Darinot attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la réponse qu'il a adressée à sa question écrite n° 9197 du 25 novembre 1978. Cette réponse faisant état de la mise en route d'une nouvelle étude sur les possibilités de promotion des inspecteurs de salubrité, il lui demande s'il est envisagé de permettre à cette catégorie de personnel d'accéder au grade d'attaché communal, puisqu'ils font partie du cadre B, au même titre que les rédacteurs et adjoints techniques.

Impôts locaux (taxe foncière).

12826. — 24 février 1979. — M. Jean-Yves Le Drian attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation actuelle de la réglementation de l'exonération temporaire de la taxe foncière. Ces exonérations, dont bénéficient aujourd'hui les propriétaires constructeurs de logements neufs, ne peuvent s'appliquer à la restauration ou à la rénovation de bâtiments anciens qui exige pourtant de leurs nouveaux propriétaires, des investissements importants. A l'heure où la réhabilitation du patrimoine ancien apparaît comme un élément fondamental de la politique du logement, le maintien du régime fiscal semble difficilement compatible avec les intentions affichées. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour adapter le régime fiscal à la nécessité d'encourager la restauration de bâtiments anciens.

Prestations familiales (complément familial).

12827. — 24 février 1979. — M. Dominique Dupilet appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les problèmes soulevés par la mise en place du complément familial établi le 1^{er} janvier 1978 dans les familles de moins de trois enfants. En effet, le complément familial remplace notamment le salaire unique, les remboursements de frais de garde, la majoration de l'allocation de salaire unique. Mais, dès que l'enfant est âgé de trois ans, ce complément n'est plus versé par la caisse d'allocations familiales et rien ne le remplace, alors que ces familles ont perdu le droit aux prestations qui existaient antérieurement et ne perçoivent éventuellement que les allocations familiales. En outre, si l'enfant continue à être mis en nourrice, les frais sont entièrement à la charge des parents. Il lui demande, en conséquence, si le Gouvernement compte maintenir tel quel ce système qui est perçu comme une régression plutôt qu'un progrès.

Impôts locaux (taxe foncière).

12828. — 24 février 1979. — M. Raoul Bayou demande à M. le ministre du budget de vouloir bien faire connaître, en ce qui concerne les exercices 1976, 1977, et si possible 1978 : 1° le montant des sommes perçues par l'Etat en contrepartie des frais de dégrèvement et non-valeurs visés par les articles 1398, 1641 et 1644 du code général des impôts, spécialement pour ce qui concerne la taxe foncière des propriétés non bâties ; 2° les dégrèvements ordonnés par l'administration des impôts, au motif de pertes de récoltes sur calamités agricoles et au profit des agriculteurs actifs ayant subi ces pertes (il s'agit des agriculteurs actifs ne répondant pas au critère d'exonération des personnes âgées ou infirmes dégrévées à d'autres titres selon le code général des impôts, articles 1391, 1414) ; 3° le montant des sommes perçues par l'Etat en contrepartie des frais de dégrèvement et non-valeurs sur la taxe foncière des propriétés non bâties, et le montant des dégrèvements ordonnés pour pertes de récoltes agricoles, dans les départements de l'Aude et de l'Hérault en 1977.

Administration (études et enquêtes).

12829. — 24 février 1979. — M. Pierre Guidoni demande à M. le ministre de l'agriculture dans quel but précis a été commandée l'étude sur les « structures administratives locales de quelques pays étrangers » mentionnée page 12 de la liste des organismes

de caractère privé ayant effectué des études pour le compte de l'administration en 1977, établie en vertu de l'article 31 de la loi de finances n° 67-1172 du 22 décembre 1967, et pour quelles raisons il n'a pas été fait appel pour la réalisation de cette étude aux services compétents de l'administration d'Etat.

Santé scolaire et universitaire (services médico-sociaux scolaires).

12830. — 24 février 1979. — M. Christian Nucci appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation déplorable que connaît le service de santé scolaire dans l'Isère. Les 23 assistantes sociales scolaires et l'assistante sociale chef affectées à ces départements ne peuvent en effet assurer leur service que dans 80 p. 100 des établissements techniques et des lycées, 60 p. 100 du 1^{er} cycle du secondaire, 8 p. 100 du cycle primaire et dans moins de 1 p. 100 des maternelles. Il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour remédier à cette situation.

Organisation des Nations unies (fonds d'aide aux détenus et réfugiés chiliens).

12831. — 24 février 1979. — M. Pierre Guidoni demande à M. le ministre des affaires étrangères 1° de lui préciser la position prise par la France à l'égard du fonds volontaire d'aide financière humanitaire et judiciaire aux détenus et réfugiés chiliens et à leurs familles dont la création a été décidée par l'Assemblée générale des Nations unies au mois de décembre 1978 ; 2° le montant de la participation éventuelle de la France à ce fonds.

Prestations familiales (prêts aux jeunes ménages).

12832. — 24 février 1979. — M. Bernard Madrelle attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur l'insuffisance des crédits débloqués par l'Etat pour faire face aux demandes de prêts de jeunes ménages (art. 3 de l'arrêté du 17 novembre 1972). Faute de crédits suffisants, 1711 demandes n'ont pu être satisfaites en Gironde, privant ainsi les intéressés des moyens souvent indispensables à leur installation familiale. Il lui demande les mesures qu'elle entend prendre pour que les prêts aux jeunes ménages soient attribués sans limitation de crédit, c'est-à-dire dans des conditions comparables aux autres prestations légales.

Environnement et cadre de vie (ministère) [Personnel]

12833. — 24 février 1979. — M. Pierre Jagoret appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les conditions dans lesquelles certains fonctionnaires des directions départementales de l'équipement exécutent les travaux qui leur sont confiés. En effet, ceux-ci sont souvent fractionnés en plusieurs tranches ce qui entraîne des frais d'honoraires plus élevés pour les collectivités locales, le barème des honoraires étant dégressif. Il lui demande donc quels moyens pourraient être envisagés pour rationaliser ces travaux et s'il peut lui communiquer des statistiques à ce sujet.

Agents communaux (chefs de bureau).

12834. — 24 février 1979. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les conséquences des arrêtés du 15 novembre 1978 sur le déroulement de carrière des chefs de bureau des administrations communales. Selon sa déclaration du 14 décembre 1978, les chefs de bureau conserveraient leurs droits à l'avancement comme directeurs de service administratif, ce qui ne constitue qu'un palliatif insuffisant en l'absence de mesures permettant l'intégration de tous les chefs de bureau. D'autre part, il lui demande si cette lacune d'avancement existe en fait pour les chefs de bureau des communes à population inférieure à 40 000 habitants dans lesquelles l'emploi de DSA n'existe. Il lui demande également si la création d'un tel grade ne pourrait pas être envisagée à titre transitoire et personnel dans les communes de 10 000 à 40 000 habitants au bénéfice des chefs de bureau en fonction à la date d'effet des arrêtés du 15 novembre 1978.

Fonctionnaires et agents publics (capital décès).

12835. — 24 février 1979. — M. Bernard Derosier appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique) sur la situation de certains inspecteurs d'académie auxquels, du fait du manque d'inspecteurs généraux, l'administration confie des missions d'inspection générale. Ils se trouvent, par conséquent, assujettis à une obligation de service jusqu'à soixante-cinq ans, alors que le régime du capital

décès de la fonction publique cesse de leur être applicable à soixante ans, âge auquel ils peuvent prendre leur retraite. Il lui rappelle que le régime du capital décès des fonctionnaires sert une prestation d'un montant égal à une année de traitement brut auquel s'ajoutent éventuellement des majorations pour enfants à charge alors que celui du régime général de sécurité sociale ne sert qu'une prestation égale à trois fois le montant mensuel cumulé du traitement brut d'activité et des indemnités accessoires. Cet état de fait aboutit à l'anomalie suivante : la veuve et les ayants droit d'un fonctionnaire maintenu en activité, décédé à plus de soixante ans, ne reçoivent pas le même capital décès que celui auquel ont droit la veuve et les ayants droit d'un fonctionnaire décédé à moins de soixante ans. Il lui demande s'il compte prendre des mesures pour que cesse cette anomalie.

Centres de vacances et de loisirs (centres de loisirs sans hébergement).

12836. — 24 février 1979. — M. Gérard Longuet attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la réglementation régissant le fonctionnement d'un « centre de vacances » appelé depuis le 1^{er} juin 1970 « centre de loisirs sans hébergement » lorsqu'il reçoit des mineurs à l'occasion des congés scolaires et des temps de loisirs. Un arrêté du 17 mai 1977 précise d'une part les déclarations concernant les conditions d'installation et détermine d'autre part l'effectif et la qualification du personnel d'encadrement. Il s'avère que cette réglementation aboutit à créer des charges en personnel démesurées et abusives pour les petites communes. Il demande donc à M. le ministre s'il ne compte pas modifier cet arrêté en considérant cette situation pour les petites communes et la possibilité de relancer le bénévolat qui assurait par le passé l'essentiel du fonctionnement de ces garderies.

Energie (Economie d'énergie).

12837. — 24 février 1979. — M. Jean-Claude Gaudin attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur un problème susceptible de freiner l'adaptation progressive des moyens de chauffage individuels aux exigences de la hausse du prix des produits pétroliers. Ainsi il apparaît que, parfois, des cahiers des charges et des règlements de copropriété interdisent toute surélévation de villas et modification de l'inclinaison des toitures. Cela permet à certains d'affirmer que sera interdite l'installation sur le toit des villas individuelles, de tout appareil destiné à capter l'énergie solaire, aux fins principalement de chauffer les appartements. Par ce biais, c'est la politique même du Gouvernement visant à l'économie de l'énergie qui est ainsi compromise. Il lui demande si l'argument des opposants est acceptable en droit et en fait et dans ce cas, quelles dispositions compte prendre le Gouvernement pour pallier cette difficulté ?

Postes (grèves).

12838. — 24 février 1979. — M. Jean-Claude Gaudin attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur la situation qui existe actuellement dans le 8^e arrondissement de Marseille. Depuis le mercredi 7 février, les 111 préposés de cet arrondissement sont en grève. De ce fait, plus aucun courrier n'est distribué aux quelque 75 000 habitants de cet important secteur. Il est difficilement admissible qu'à l'initiative de la seule CGT et pour des motifs qui ne doivent pas être essentiels, puisqu'ils se limitent à un seul arrondissement, un service public puisse interrompre son activité. Bien qu'à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille et de l'UPIM un circuit de remplacement pour le courrier entreprise ait pu être mis en place grâce au CEDEX, il n'en demeure pas moins que les autres usagers trouvent cette situation insupportable. Même si la distribution reprend normalement dans les jours qui viennent, la population sera lourdement pénalisée car il faudra près de trois semaines pour rattraper le retard. Quelles sont les mesures que le ministre compte prendre pour mettre un terme à cette grève, qui, si faut le souligner, n'est absolument pas motivée par des revendications salariales.

Chômage : indemnisation (bénéficiaires).

12839. — 24 février 1979. — M. Joseph-Henri Maujourn du Gasset expose à M. le ministre du travail et de la participation que, à l'article L. 351-6 du projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi, il est prévu : « peuvent bénéficier de cette allocation les femmes qui sont, depuis moins de deux ans, veuves, divorcées, séparées judiciairement ou célibataires assurant la charge d'au moins un enfant, qui satisfont à des conditions de formation initiale ou qui, à l'issue d'un stage de formation professionnelle,

n'ont pu obtenir un emploi. Il lui demande si l'ensemble de ces dispositions ne sont pas trop restrictives. Tant en ce qui concerne le délai imparti (moins de deux ans), qu'en ce qui concerne l'exigence des « conditions de formation initiale et la notion de « soutien de famille ». Il lui demande s'il ne compte pas faire au Parlement des propositions tendant à l'assouplissement de ces réglementations ?

Travailleurs étrangers (séjour).

12840. — 24 février 1979. — M. Jean-Claude Gaudin attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation des travailleurs immigrés qui devient chaque jour plus pénible. Il est en effet difficile de savoir quelles sont les règles qui président aux renouvellements des permis de séjour et des cartes de travail. Il lui demande de bien vouloir lui préciser quelles sont les conditions auxquelles doit répondre un ressortissant maghrébin pour être admis en France. Il serait également nécessaire de connaître avec précision les critères selon lesquels la famille d'un travailleur peut venir dans notre pays. Enfin, comment sont décidés les renouvellements des permis de séjour et des cartes de travail ?

Pensions de retraite civiles et militaires (paiement mensuel).

12841. — 24 février 1979. — M. Jean-Claude Gaudin attire l'attention de M. le ministre du budget sur les modalités de paiement des pensions de retraite de l'Etat dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse. La trésorerie générale des Bouches-du-Rhône assure dans cette zone le paiement trimestriel des pensions de retraite de l'Etat à plus de cent mille (100 000) bénéficiaires. Ceux-ci désireraient obtenir pour des raisons évidentes, la mensualisation de leurs versements. Le centre de paiement de Marseille est depuis la fin de l'année 1978 techniquement prêt à assurer une mensualisation du paiement des pensions, mesure qui existe déjà dans d'autres départements. Il lui demande s'il est possible d'étendre ce paiement mensuel aux départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse à partir du 1^{er} janvier 1980.

Tabac (Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes).

12842. — 24 février 1979. — M. Pierre Zarka appelle l'attention de M. le Premier ministre, sur la situation du Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA), 85, avenue du Président-Wilson, à La Plaine-Saint-Denis. En effet, le plan décennal (1979-1988) du SEITA laisse planer des menaces sérieuses sur l'avenir de l'entreprise. C'est le plan de la direction lui-même qui fait état de dangers qui menacent sa vitalité, voire son existence. Ce langage alarmiste vise-t-il à préparer les esprits à une opération de démantèlement du SEITA. N'est-ce pas cela qu'envisageait « les aménagements organiques appropriés qui lui permettront de mettre en œuvre une gestion véritablement industrielle au lieu d'être contraint à prolonger des méthodes trop marquées de son ancienne administration d'un monopole étroitement assujéti à sa tutelle ? » Tels sont les termes du plan décennal mis au point par la direction du SEITA. La réorganisation inspirée de ce plan fait peser une grave menace sur cinquante ou soixante emplois sur les cent soixante-dix que compte l'unité de La Plaine-Saint-Denis et en même temps sur le statut du personnel. L'appel à du personnel temporaire est déjà en vigueur à Châteauroux. La baisse de la production des tabacs français coïncide avec un accroissement de l'importation des tabacs étrangers. Tout se passe comme si à travers des problèmes réels le but recherché était la disparition du SEITA. Plusieurs exemples semblent l'attester : si la campagne anti-tabac du ministre de la santé n'a eu que peu d'influence sur la consommation du tabac elle a par contre contribué à la baisse d'activité du SEITA au profit des sociétés étrangères. N'est-il pas étrange que la manufacture de Riom qui fabrique des cigarettes blondes soit en rupture de stocks, alors qu'une quinzaine de machines sont réduites à l'inactivité. N'est-ce pas volontairement favoriser les marchés étrangers au détriment des produits français ; les efforts ne sont pas faits pour adapter au goût et moderniser les fabrications françaises, ils sont insuffisants dans le domaine de la recherche en vue de réduire la nocivité des produits. Tous ces facteurs font peser les plus graves périls sur l'avenir du SEITA. Ne sont-ils pas délibérément organisés. En conséquence, je vous demande, M. le Premier ministre, quelles mesures vous envisagez de prendre pour assurer : le renouvellement, en 1979, des contrats de distribution des produits étrangers ; la consolidation et l'expansion du SEITA en tant qu'entreprise publique et nationale ; la garantie de l'emploi pour tout le personnel ; la défense et l'amélioration des conditions de travail et de salaire, la garantie des droits acquis, la sauvegarde et l'amélioration du régime de retraite.

Enseignement privé (enseignants).

12843. — 24 février 1979. — **M. Jacques Brunhes** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le refus qui avait été opposé à l'Institut coopératif de l'école moderne de bénéficiaire de détachement de membres de l'enseignement public. Dans un détachement, la participation de l'Etat se limite à garantir la carrière du fonctionnaire qui est payé par l'organisme qui l'emploie (ce serait en l'occurrence l'ICEM). Le refus met en cause le fonctionnement d'un mouvement fondé sur le travail coopératif bénévole et prend un caractère discriminatoire. C'est pourquoi il lui demande d'intervenir afin que cette décision soit reconsidérée et que l'ICEM puisse bénéficier de détachement de membres de l'enseignement public, l'argument selon lequel les activités de l'ICEM correspondent sensiblement à celles de l'Institut national de recherche pédagogique (INRP) ne lui semblant pas valable compte tenu de l'originalité de l'ICEM.

Entreprises (activité et emploi).

12844. — 24 février 1979. — **M. Maurice Niles** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation de l'usine de Montzeron (Côte-d'Or) qui fait partie du groupe Ernault Somua, filiale de Schneider, où cinquante-deux licenciements viennent d'être décidés. Cette réduction d'effectifs intervient dans un milieu rural, alors que cette entreprise est le seul centre industriel. Depuis 1976, le travail a été ramené à trente ou trente-deux heures par semaine et les effectifs ont déjà baissé de 27 p. 100. Cette baisse d'activité est liée à la situation du secteur de la machine-outil. La France a consommé 74 300 tonnes de machines-outils en 1977, soit plus que sa production et surtout elle en a importé 41 000 tonnes, 55,18 p. 100 des machines consommées en France viennent donc de l'étranger. La France a diminué sa production de 18 p. 100 alors que l'Allemagne et l'Angleterre ont augmenté la leur de plus de 12 p. 100. Le Gouvernement a une lourde responsabilité dans cette situation ; il n'a pris aucune mesure pour freiner les importations de machines équivalentes et a donné les marchés publics (enseignement technique) en partie à des sociétés étrangères. Le groupe Schneider a décidé de « concentrer l'activité de HES sur les tours parallèles et à commande numérique et de céder ou d'arrêter le reste des fabrications ». Or à Montzeron, les travailleurs ne fabriquent pas de tours et de graves craintes pèsent sur l'avenir de l'entreprise. Et pourtant, HES a multiplié par 2,2 ses participations dans des entreprises étrangères (Espagne, Brésil, USA et GB) et Schneider déclare 8,7 milliards de centimes de bénéfices en 1977. Alors que le canton de Semur-en-Auxois vient de voir la fermeture d'une fromagerie à Epoisses (21 licenciements), d'une entreprise de bâtiment (plus de 20 licenciés habitant le canton), des licenciements dans l'usine de Montzeron auraient des conséquences dramatiques pour toute la vie de ce canton rural déjà peu industrialisé. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour empêcher ces licenciements et relancer l'industrie de la machine-outil.

Téléphone (raccordement).

12845. — 24 février 1979. — **M. Daniel Boulay** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la situation dramatique des télécommunications dans le département de la Sarthe. 23 083 Sarthois attendent le téléphone (chiffre officiel au 31 décembre 1978), soit une nouvelle aggravation de 8,66 p. 100 par rapport à fin 1977. Il faut attendre en moyenne 14,4 mois pour obtenir un raccordement (soit 19 p. 100 de plus que sur l'ensemble de la région des Pays de Loire). Dans la Sarthe les demandeurs représentent 30 p. 100 des abonnés. Cette situation provoque la colère de tous ceux qui veulent que ne leur soit plus refusé ce qui devrait être un droit, en particulier les personnes seules, les personnes âgées, les handicapés, les malades. Elle appelle de l'Etat une politique tout à fait différente. **M. Daniel Boulay** rappelle, à ce point de vue, à **M. le secrétaire d'Etat** ce que précisait dans le débat du 14 novembre 1978 à l'Assemblée nationale le porte-parole du groupe communiste : « La crise dans les PTT n'est pas due à des « structures de gestion dépassées », mais au manque de moyens en crédits et en personnels, au fait que le service public est attaqué de toutes parts. » En refusant de cautionner le budget 1979 de misère des postes et télécommunications, les députés communistes ont répondu aux préoccupations des usagers et des personnels qui veulent rendre son efficacité à ce grand service public. Dans ces conditions, **M. Daniel Boulay** demande à **M. le secrétaire d'Etat** quels moyens financiers il compte mettre à la disposition des postes et télécommunications pour répondre aux besoins d'un département comme la Sarthe, si gravement sous-équipé.

Copropriété (financement).

12846. — 24 février 1979. — **M. Daniel Boulay** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation d'injustice qu'occasionne l'état actuel de la législation en matière de copropriété. Actuellement, lorsque les copropriétaires remettent des fonds au syndic, ils restent responsables de l'emploi de ces fonds par ce dernier. Les copropriétaires peuvent se trouver obligés de payer deux fois leurs charges aux fournisseurs dans le cas d'une défaillance du syndic. La caisse de garantie choisie par le syndic n'assure pas totalement les copropriétaires d'une indemnisation. C'est d'ailleurs ce qui se produit dans le cas de la SOGIM au Mans. La caisse de garantie n'indemnise aucun copropriétaire si toutes les comptabilités sans exception ne sont pas reconstituées. En conséquence, il lui demande, s'il entend remédier à cette situation et déposer dans le cadre de la prochaine session un projet de loi qui dégage la responsabilité des copropriétaires vis-à-vis des fournisseurs dès lors qu'ils ont honoré leurs obligations et assurant le paiement des fournisseurs par la caisse de garantie, à charge pour elle de se retourner contre son adhérent, sans recours contre les copropriétaires lorsque ceux-ci sont de bonne foi.

Entreprises (activité et emploi).

12847. — 24 février 1979. — **M. Antoine Porcu** porte à la connaissance de **M. le ministre de l'industrie** les faits suivants qui mettent en cause l'avenir d'une unité de production d'oxygène sidérurgique, située à Herserange (54). Il s'agit de la Société centrale pour la production d'oxygène sidérurgique. Une société multinationale à base française a construit à Richemont (Moselle) un oxytone de 1 500 tonnes à la demande, en partie, d'une société sidérurgique. Cet oxytone est aujourd'hui en production et la société multinationale exige de la société sidérurgique qu'elle honore son contrat. Après l'abandon par cette dernière de l'aciérie de Thionville et, éventuellement, de celle de Longwy, elle envisagerait de céder ses parts de production dans l'oxytone à une société sidérurgique de droit belge. Si cette solution était adoptée, elle condamnerait l'unité de Herserange pourtant très compétitive. Il est à noter que cette société sidérurgique belge serait alors obligée de sa fournir au Grand Duché de Luxembourg pour son approvisionnement en azote. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que l'oxygène et l'azote continuent à être produits à Herserange, ce qui contribuerait à maintenir l'emploi dans cette entreprise.

Energie (centrales sidérurgiques).

12848. — 24 février 1979. — **M. Antoine Porcu** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation qui est faite au personnel d'une centrale thermique située à Herserange (54). Il s'agit d'une centrale : la Société industrielle d'Herserange. Cette unité de production de 120 MW, dont la construction a été prise en charge par EDF, fournit de l'énergie électrique à partir de gaz de hauts fourneaux avec appoint de fuel et de charbon. Elle est destinée également à valoriser les surplus de gaz de hauts fourneaux des sociétés sidérurgiques du bassin de Longwy, réalisant ainsi d'appréciables économies pour celles-ci et pour le pays. Les transformations dans la sidérurgie, réduisant les surplus de gaz de hauts fourneaux, ont conduit à ramener la production aux deux tiers de sa capacité et dont une partie sert déjà d'appoint non négligeable à EDF dans le cadre d'accords passés avec l'union sidérurgique de l'énergie de l'Est de la France. Les nouvelles mesures de licenciement annoncées dans la sidérurgie du bassin de Longwy conduiraient, si elles étaient appliquées, à réduire la marche de ces installations à peine un quart de leurs possibilités par l'arrêt de leur production du fait des faibles surplus prévisibles du gaz de hauts fourneaux. Cette entreprise qui emploie encore 164 personnes risquerait donc de voir ses effectifs considérablement réduits. En effet, dans l'immédiat, ce sont cent travailleurs qui voient leur emploi directement menacé par ces mesures. Dans une région où les problèmes de l'emploi se posent avec autant d'acuité, une telle situation est intolérable. Et ce d'autant plus que, comme le disaient les dirigeants et syndicats d'EDF après la panne générale d'électricité du 19 décembre 1978, la France manque d'énergie. Au moment où tout le monde s'accorde à reconnaître le manque de moyens de production d'électricité dans notre pays, il apparaît invraisemblable que, dans le même temps, on réduise la production d'énergie et l'on programme même la disparition de certaines installations. Il lui demande donc si, conformément à l'esprit de l'article premier de la loi Armengaud du 9 août 1949, qui permit la dénationalisation de cette centrale en 1953, il ne serait pas plus juste d'utiliser les capacités de production de cette centrale au profit du service public. Dans ce cas, la perspective de la nationalisation

de cette entreprise ainsi que son intégration dans EDF ne pourrait-elle pas être envisagée? D'autre part, il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour assurer à la France la production de l'énergie dont elle a besoin et comment compte-t-il assurer l'indépendance de son approvisionnement.

Comités d'entreprise (communication de documents).

12849. — 24 février 1979. — **M. Vincent Porell** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur certaines anomalies dans le fonctionnement des comités d'entreprise d'établissements industriels qui dépendent directement de sociétés situées à l'étranger. En effet, la direction de ces sociétés, arguant du fait qu'elles n'ont pas le statut de sociétés anonymes françaises, refusent de fournir les renseignements que le comité d'entreprise obtiendrait s'il s'agissait de sociétés anonymes françaises. Or, il s'agit là pour la plupart du temps de sociétés cotées en bourse ou faisant au moins appel à l'épargne publique et qui incontestablement auraient, si elles étaient de nationalité française, le statut de sociétés anonymes. C'est pourquoi **M. Vincent Porell** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** quelles mesures il compte prendre pour qu'une modification légale puisse être réalisée afin que les sociétés étrangères qui s'implantent dans notre pays ne puissent se soustraire à l'application des lois françaises.

Entreprises (activité et emploi).

12850. — 24 février 1979. — **Mme Paulette Fost** rappelle à **M. le Premier ministre** qu'elle lui a demandé à de multiples reprises de prendre toutes les mesures nécessaires à la reprise d'activité de l'entreprise Chalk, dont les travailleurs luttent depuis plus de trois ans en faisant des propositions constructives pour sa réouverture. Ainsi qu'elle le lui indique dans sa lettre du 8 février, les conditions sont réunies aujourd'hui pour que toutes les parties intéressées puissent s'asseoir à la table de négociations, pour examiner, dans le but d'aboutir, un projet concret de reprise de l'imprimerie. Les tractations qui ont pu avoir lieu jusqu'à maintenant n'ont pas eu ce caractère de vraie négociation puisque les principaux intéressés, les travailleurs, n'y ont pas participé. En conséquence, elle lui demande avec la plus grande instance les mesures qu'il compte prendre pour que les travailleurs soient entendus et que soient réunis, avec eux, tous ceux qui sont concernés par la négociation.

Orientation scolaire et professionnelle (conseillers d'orientation).

12851. — 24 février 1979. — **M. Jack Ralitz** demande à **M. le ministre de l'éducation** de lui faire connaître l'effectif exact des conseillers d'orientation non titulaires employés au cours de l'année scolaire 1978-1979: d'une part à l'ONISEP, d'autre part dans les CIO, à temps plein sur l'année, à mi-temps, ou à temps partiel pour effectuer des suppléances. Il lui demande de lui faire connaître: 1° comment ces personnels seront réemployés à la rentrée 1979; 2° quelles mesures de titularisation autres que les concours sont envisagées par le ministère; 3° quelles mesures spécifiques de titularisation sont prévues pour les quelques conseillers d'orientation titulaires qui ne remplissent pas les conditions pour être candidats à l'un des concours de recrutement (élèves ou CAFCO) ou qui sont dans l'impossibilité morale ou matérielle de se présenter à ce concours. Les quelques cas concernés, dont nous demandons à connaître l'effectif exact, ont en général exercé plusieurs années en qualité de conseillers d'orientation non titulaires et ils devraient bénéficier de mesures urgentes qui ne soient pas subordonnées nécessairement à la solution globale des non-titulaires dans ce secteur.

Impôts (école nationale des impôts).

12852. — 24 février 1979. — **M. André Lajoie** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la tournure que prend le conflit qui oppose les stagiaires de l'école nationale des impôts de Clermont-Ferrand à la direction de l'établissement et au ministère de tutelle. Il considère que la fermeture de l'école et la décision prise par le ministère de faire effectuer le cycle d'enseignement professionnel des inspecteurs élèves au sein des services extérieurs constituent une atteinte grave au droit de grève garanti par la Constitution. En conséquence, il lui demande d'annuler immédiatement ces deux mesures et d'ouvrir de véritables négociations permettant de mettre un terme à la situation présente sans spolie les droits et les intérêts des stagiaires de l'école nationale des impôts de Clermont-Ferrand.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements).

12853. — 24 février 1979. — **M. Irénée Bourgeois** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les légitimes inquiétudes des enseignants de Seine-Maritime concernant la prochaine rentrée scolaire. En effet, les travaux du comité technique paritaire, chargé de préparer la rentrée scolaire 1979, viennent de se dérouler et les résultats pour notre département sont inquiétants. En effet, malgré l'opposition des représentants des instituteurs, il a été prévu vingt-huit fermetures en maternelle faisant ainsi remonter les effectifs par classe à une moyenne de trente-cinq enfants. D'autre part, les quatre-vingt-trois fermetures envisagées en primaire entraîneraient quarante dépassements de la norme de vingt-cinq élèves. Une telle situation porterait une nouvelle atteinte à la qualité du service public d'éducation, aggraverait les conditions de travail de l'ensemble des enseignants et porterait préjudice aux élèves eux-mêmes. C'est pourquoi, il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin de maintenir des classes à effectifs normaux.

Entreprises (activité et emploi).

12854. — 24 février 1979. — **M. François Leizour** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les 114 licenciements annoncés à l'usine du Joint français, à Saint-Brieuc. Il lui demande d'intervenir pour empêcher ces licenciements, compte tenu du fait que la CGE, dont le Joint français est une filiale, reçoit la plus grosse part des aides publiques accordées par l'Etat à l'industrie. Il rappelle que déjà, pour son implantation à Saint-Brieuc, le Joint français avait bénéficié d'une aide publique consistant en la gratuité du terrain et en une prime par emploi créé. Il note que les profits réalisés par la CGE en 1978, en progression de 20 p. 100 de même que les gaspillages constatés, ne traduisent pas une quelconque difficulté économique. Il souligne la gravité de l'information selon laquelle la CGE installe une usine à Catelsa, en Espagne, là où une main-d'œuvre bon marché et sans avantages sociaux lui apportera plus de profits que les travailleurs et travailleuses de Saint-Brieuc pourtant payés au niveau du SMIC. Il lui demande si cet exemple ne préfigure pas le sort d'une économie régionale comme celle de la Bretagne, si la Communauté économique européenne était élargie à l'Espagne.

Electricité de France (tarifs).

12855. — 24 février 1979. — **M. François Leizour** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les intentions de l'Electricité de France concernant la Bretagne. Il lui demande de vouloir bien apporter toutes précisions quant aux projets de tarification différentielle qui marqueraient une nouvelle discrimination vis-à-vis de notre région et compromettraient plus gravement encore son développement. Il rappelle sa précédente question écrite à propos des ressources énergétiques de la Bretagne, plus précisément la mise en œuvre du grand barrage de la baie du Mont Saint-Michel, l'utilisation des forces énormes de la mer et du vent. A un moment où se pose de manière pressante la question des réserves en énergie, il lui demande ses intentions quant à l'utilisation immédiate ou future des possibilités naturelles et non polluantes de la Bretagne comme moyen d'assurer un approvisionnement capable à la fois de fournir l'électricité indispensable au développement industriel de la région et de soulager la consommation dans le reste du pays.

Enseignement secondaire (établissements).

12856. — 24 février 1979. — **M. Pierre Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la décision brutale qui a été prise par l'inspection académique de l'Essonne de bouleverser la carte scolaire du premier cycle du second degré à Savigny-sur-Orge (Essonne). Cette décision est intervenue sans qu'il soit tenu compte de l'avis des parents d'élèves, des enseignants et des élus municipaux. A l'issue d'une réunion l'inspection académique a averti les intéressés que de toute façon la décision était déjà prise. Cette procédure unilatérale a été la seule forme de « consultation » en cette affaire. L'administration prévoit la suppression des quatrième et troisième du CES Paul-Bert et leur transfert au CES des Gâtines. L'avenir du CES Paul-Bert serait ainsi compromis, le CES des Gâtines se trouverait rapidement surchargé, les équipes éducatives seraient dispersées et de nombreux élèves contraints à effectuer deux fois par jour quatre kilomètres, sans disposer des transports en commun nécessaires. La séparation des quatrième et troisième et des cinquième et sixième en deux collèges séparés, ne peut qu'accroître les difficultés de passage en quatrième des élèves, aggravant ainsi la ségrégation sociale. Il lui demande en conséquence d'annuler cette décision.

Chômage indemnisation (aide publique).

12857. — 24 février 1979. — M. André Lajoie attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur l'article 3 du décret n° 67-806 du 25 septembre 1967, suivant lequel les chômeurs saisonniers ne peuvent bénéficier de l'aide publique hors saison. Il lui rappelle que bien souvent les travailleurs saisonniers n'ont que ce seul travail comme ressource et qu'ils préféreraient trouver un emploi à plein temps leur assurant une paie régulière. De tels travailleurs sont nombreux dans le département de l'Allier notamment dans le thermalisme. En effet, seule la conjoncture actuelle particulièrement défavorable à l'emploi les contraints à pratiquer le travail saisonnier. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour abroger l'article 3 du décret n° 67-806 du 25 septembre 1967 et ainsi permettre aux travailleurs saisonniers de bénéficier de l'aide publique hors saison.

Circulation routière (stationnement).

12858. — 24 février 1979. — M. Roger Gouhier informe M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que l'entreprise Le Comptoir Lyon Alemand, 45, rue de Paris, à Noisy-le-Sec ne dispose pas de parking ni à l'intérieur de l'entreprise ni à proximité pour les 500 personnes qui y travaillent et dont une proportion importante est obligée de venir en voiture du fait de l'éloignement de leurs lieux d'habitation ou de l'absence de moyens de transport, signale que jusqu'à maintenant les bas-côtés de la route nationale 3 sont transformés en parking non aménagé. Il en résulte un grave danger permanent : risques d'accrochages, de collisions au moment des manœuvres pour se garer et repartir, rappelle que sur proposition du conseil municipal de Noisy-le-Sec, la direction départementale de l'équipement a proposé à la direction du Comptoir Lyon Alemand la mise à disposition gratuite d'une partie des dessous des viaducs de l'autoroute A 86 à charge pour celle-ci d'aménager cet espace situé à proximité de l'entreprise et relié à celle-ci par un trottoir aménagé, regrette que depuis le 31 mars 1978; date à laquelle la direction départementale de l'équipement a fourni les renseignements demandés par la direction du CLA, celle-ci n'ait pas cru devoir répondre laissant planer le doute sur sa volonté de régler ce problème ou retardant délibérément la réalisation de cet équipement nécessaire à la sécurité publique, insiste sur le caractère d'intérêt général que présente cet aménagement et demande à M. le ministre d'intervenir pour que l'entreprise s'engage à aménager dans les meilleurs délais cet aire de stationnement.

Handicapés (centres d'aide par le travail).

12859. — 24 février 1979. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis attire l'attention de Mme la ministre de la santé et de la famille sur le fait que dans les Hauts-de-Seine, il n'existe aucun centre d'adaptation par le travail (CAT) pour les personnes handicapées moteur. Cette carence, soulignée par les associations d'handicapés, est très préjudiciable à la réadaptation et l'intégration des personnes concernées. En conséquence elle lui demande quels moyens elle compte mettre en œuvre pour permettre l'ouverture d'un tel centre dans le département.

Justice (organisation, tribunaux d'instance).

12860. — 24 février 1979. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis attire l'attention de M. le ministre de la justice sur le fait que la ville de Nanterre qui compte près de 100 000 habitants n'est pas dotée d'un tribunal d'instance. Les habitants de Nanterre sont obligés d'avoir recours au tribunal d'instance de Puteaux. En conséquence, elle lui demande de bien vouloir lui indiquer ce qu'il compte faire pour qu'un tribunal d'instance soit créé, les locaux existant déjà, compte tenu de la compétence étendue des tribunaux d'instance après les dernières réformes.

Licenciement (licenciement individuel).

12861. — 24 février 1979. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le cas d'une employée de la société Linotype-France à Châtillon qui a été licenciée à la suite de son congé postnatal. Cette jeune femme est conseillère municipale de Châtillon-sous-Bagneux dans les Hauts-de-Seine et malgré la protestation du conseil municipal, l'employeur

se refuse de réintégrer l'intéressée. Or, les élus du suffrage universel ont droit à une protection sociale réelle. Aussi, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis demande à M. le ministre ce qu'il compte faire pour que cette femme soit réintégrée dans son emploi.

Emploi (politique régionale).

12862. — 24 février 1979. — M. Maxime Gremetz attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation alarmante de l'emploi dans le département de la Somme. C'est ainsi qu'en quelques jours, à Amiens, des dizaines de travailleurs sont menacés de licenciement et des entreprises ferment : la société Persent, manutention : 25 licenciements ; la SAB : 46 licenciements ; société Areco-Découplé : 272 licenciements ; Dunlop : 9 licenciements ; CBC Buelens : 27 licenciements ; La Serrurerie picarde : 12 licenciements ; Manufacture : 39 licenciements. D'autre part, de graves menaces pèsent sur les entreprises Etévé, Cood-Year et Boidin. On ne peut accepter une telle situation qui, au nom de redéploiements et de restructurations, orientations d'ailleurs préconisées par le Gouvernement, remet en cause la vie économique et sociale d'un département d'une région déjà lourdement frappée par le chômage et laisse présager des conséquences dramatiques pour notre région, de l'intégration de notre pays dans une Europe dominée par le capitalisme ouest-allemand. C'est pourquoi il lui demande que des mesures soient prises afin d'éviter ces licenciements et ces fermetures d'entreprises et que plus une fermeture d'entreprise, plus un licenciement ne puissent être envisagés.

Bourses et allocations d'études (bourses départementales).

12863. — 24 février 1979. — M. Georges Hage expose à M. le ministre de la santé et de la famille le fait suivant : une nourrice agréée, employée par la DDASS du Nord, ayant en garde un garçon de onze ans actuellement en CE2, souhaite l'inscrire pour la rentrée 1979-1980 à la SES du lycée de son domicile. Demandant, par l'intermédiaire de son assistant social, une bourse départementale d'études, celle-ci lui est refusée avant tout examen, sous le prétexte qu'une gardienne d'enfants bénéficiaire d'une allocation (pension) sur laquelle elle doit prélever les coûts de scolarité. Cette aide s'élève actuellement à 690 francs par mois. Il lui demande si l'attribution de cette indemnité interdit effectivement l'accès aux bourses départementales et, dans l'affirmative, s'il pense qu'on puisse élever un adolescent de onze ans en placement familial avec 690 francs, sachant parfaitement que s'il était placé, il coûterait à la collectivité entre 1950 et 3 000 francs par mois en prix de journée (entre 65 et 100 francs minimum par jour). Il lui demande s'il ne lui paraît pas normal d'attribuer immédiatement dans ce cas une bonification substantielle de l'indemnité permettant de faire face effectivement à l'entretien et à l'éducation d'un futur citoyen dans des conditions décentes.

Enseignement préscolaire et élémentaire (institutrices).

12864. — 24 février 1979. — M. Georges Hage ayant été informé que les institutrices enseignant à l'école maternelle étaient pénalisées au moment des promotions au choix parce qu'elles ne pouvaient être intégrées dans la liste d'institutrices de cette catégorie, demande à M. le ministre de l'éducation quelles mesures il compte prendre pour assurer à des institutrices la pleine et entière égalité avec leurs collègues féminines exerçant dans les écoles maternelles.

Energie nucléaire (comité européen pour les recherches nucléaires).

12865. — 24 février 1979. — M. Jack Ralite attire l'attention de M. le Premier ministre (Recherche) sur le licenciement de caractère discriminatoire dont est victime M. X. qui occupe son poste depuis cinq ans à la satisfaction générale de ses supérieurs. Il a été licencié alors qu'il avait une promesse d'intégration comme fonctionnaire du CERN. Au-delà de ce licenciement, une série d'autres sont prévus au CERN au 15 février, puis fin février et en mars. De grandes inquiétudes pèsent sur l'avenir du CERN. Ces licenciements ne sont-ils pas la conséquence d'une politique de redéploiement liée à l'intégration européenne ? Toute remise en cause du CERN à plus ou moins longue échéance porterait un coup à l'indépendance nationale, à la recherche fondamentale et aurait des répercussions très graves pour toute la région. N'est-il pas inquiétant de voir les efforts de la RFA pour implanter le LEP à Hambourg en violation des accords internationaux et de ceux des accords des douze Etats membres du CERN ? Dans ces conditions, il lui demande : quelle disposition il entend prendre pour maintenir dans son emploi l'intéressé ; quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet du CERN et de ses perspectives.

Architecture (agréés en architecture).

12866. — 24 février 1979. — **M. André Lajoinie** expose à **M. le ministre de l'environnement** et du cadre de vie que le décret n° 78-68 du 16 janvier 1978 oblige les métreurs à être inscrits au tableau régional de l'ordre des architectes au titre d'« agréé en architecture ». Cette obligation, qui entraîne de nombreuses formalités, risque de priver de ce titre de nombreux techniciens qui, jusqu'à ce jour, établissaient de petits projets pour les particuliers ou les collectivités locales, notamment dans les zones rurales. De tels projets de dimensions modestes n'intéressant pas les cabinets d'architectes, les intéressés risquent de ce fait de ne plus pouvoir les faire exécuter. Il lui demande en conséquence s'il ne considère pas indispensable d'assouplir la réglementation actuelle.

Sondages et enquêtes (réglementation).

12867. — 24 février 1979. — **M. André Lajoinie** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur le problème des enquêtes d'opinion. Des informations parues dans la presse révèlent notamment, à travers un sondage effectué par l'IFOP sur les immigrés à la demande du Gouvernement, que certaines enquêtes ne répondraient pas aux normes de la déontologie. Les sondages sont une composante de la vie démocratique dont la loi du 19 juillet 1977 a établi d'une manière insuffisante les conditions de diffusion. Pour assurer la loyauté des enquêtes d'opinion et empêcher les considérations commerciales de déformer l'objectif du sondage, le groupe communiste avait lors du débat à l'Assemblée nationale proposé en particulier que les travailleurs des Instituts de sondage soient associés démocratiquement à tous les aspects de leur activité. Il lui demande si, après les révélations qui ont été faites, il n'est pas souhaitable de prendre en ce sens des mesures qui constituent une garantie démocratique.

Enseignement (personnel non enseignant).

12868. — 24 février 1979. — **M. Perfalt Jans** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'impérieuse nécessité d'accroître l'effectif des agents de bureau, option voie publique, qui ont pour mission d'assurer la sécurité des écoliers et collégiens aux heures d'entrée et de sortie des établissements scolaires. Le recrutement de ce personnel est actuellement stoppé dans l'attente de l'élaboration d'un statut particulier le concernant et, de ce fait, bien des points d'école ne peuvent être assurés. Ainsi, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), vingt points d'école ont été retenus avant la rentrée scolaire 1978-1979, mais seulement six agents de bureau, option voie publique, sont affectés à cette circonscription. Six points d'école font donc l'objet d'une surveillance permanente, sept autres n'étant assurés que selon les effectifs disponibles sur la voie publique, quand ils ne sont pas en mission. Quant aux sept points restants, ils ne font jamais l'objet d'aucune surveillance. Il faut souligner les dangers que cette pénurie de personnel fait peser sur les jeunes écoliers dans une commune où le trafic routier est particulièrement intense, croissant, de ce fait, les risques encourus. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que non seulement le recrutement soit repris mais encore pour que les effectifs correspondent aux besoins impérieux et indispensables pour garantir la sécurité des écoliers et des collégiens aux heures d'entrée et de sortie des établissements scolaires.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements).

12869. — 24 février 1979. — **M. Gilbert Millet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la vive émotion des parents d'élèves et des élus des communes concernées par la menace de fermeture des classes. C'est le cas pour les communes de Bagard, Cendras (abbaye), Lasalle, Colognac, Doubles, L'Estréchure, Saumane, Vabrea, Saint-Hippolyte-du-Fort, Sauve et Aizès (Gard). Des mouvements importants de protestation se font jour. C'est ainsi qu'à Saint-Hippolyte-du-Fort, les enseignants, parents d'élèves et élus s'opposent vigoureusement à la suppression d'une classe qu'ils conserveraient sans la circulaire ministérielle instituant la globalisation des effectifs. L'inquiétude des populations et des élus est des plus justifiées. Les mesures annoncées apporteraient une régression préoccupante dans l'inquiétude des populations et des élus est des plus justifiées. Les enfants et particulièrement ceux des villages de montagne condamnés à des transports longs et épuisants et constitueraient pour les communes qui connaissent déjà de grandes difficultés en raison de la dégradation économique des Cévennes un coup supplémentaire qui ne pourrait qu'accélérer le dépérissement de toute cette région. La lutte de tous les intéressés pour la sauvegarde de leur

école s'intègre donc dans la volonté générale de pouvoir continuer à vivre et travailler dans notre pays. Il lui demande par conséquent de prendre les mesures nécessaires pour le maintien des établissements scolaires et des classes concernées.

Lait et produits laitiers (lait de brebis).

12870. — 24 février 1979. — **M. Gilbert Millet** expose à **M. le ministre de l'agriculture** l'inquiétude des éleveurs du canton de Trèves (Gard), dont la production de lait de brebis est utilisée dans la fabrication du fromage de Roquefort. Il semble que le circuit du ramassage du lait soit supprimé, ce qui débouche sur la mise en cause de la poursuite de leur activité. Ce canton des Hautes-Cévennes connaît déjà de très graves difficultés économiques et le maintien des exploitants familiaux est un impératif prioritaire. Il semblerait que, si une subvention était accordée pour soutenir les frais inhérents à ce ramassage, celui-ci pourrait reprendre ce qui permettrait la survie de ces exploitations. Il lui demande de prendre des mesures allant dans ce sens afin de permettre la poursuite des activités d'élevage qui subsistent encore et qui sont vitales pour le maintien dans ce canton de Trèves des exploitants familiaux.

Mineurs (travailleurs de la mine) (salaires).

12871. — 24 février 1979. — **M. Joseph Legrand** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur le non-respect par la direction des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, de l'article 4 du protocole du 25 septembre 1975 concernant le rattrapage du retard des salaires des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais qui précise : « La direction générale et les organisations syndicales conviennent de se réunir périodiquement afin d'examiner l'évolution de l'écart entre les rémunérations moyennes du personnel des HBNPC et de celui des autres bassins et d'envisager de nouvelles mesures propres à réduire cet écart. » Or, l'écart entre ces salaires est d'environ 15 p. 100 inférieur à ceux des mineurs de fond du bassin lorrain et à ceux du Centre Midi. La différence en moins pour les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais est de 450 francs par mois par rapport aux salaires lorrains et de 400 francs par rapport aux salaires du Centre Midi. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas urgent d'inviter la direction des houillères du Nord-Pas-de-Calais à ouvrir des discussions avec les syndicats sur la base de l'article 4 du protocole du 25 septembre 1975.

Environnement et cadre de vie (ministère) (centres d'études techniques de l'équipement).

12872. — 24 février 1979. — **M. Roland Renard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement** et du cadre de vie sur le laboratoire régional de Saint-Quentin, dans l'Aisne, rattaché au centre d'étude technique de l'équipement Nord-Picardie. La mission de ce laboratoire est importante en raison de son potentiel humain et technique et compte tenu de ses moyens d'investigation, non seulement auprès des services extérieurs du ministre des transports, mais aussi auprès des responsables des collectivités locales, tant dans le domaine de la réalisation des études, qu'au niveau de l'assistance technique et le contrôle des travaux. L'évolution des effectifs arrêtée en 1973 a eu pour conséquence un surcroît de travail des agents et un retard dans les programmes de recherches. La presque totalité des agents employés au laboratoire est placée sous le régime des personnels non titulaires de l'Etat. Depuis 1973, un règlement national des personnels non titulaires des CETE a été promulgué. Le personnel est aujourd'hui fondé à se poser un certain nombre de questions sur son avenir à la suite de déclarations récentes émanant des services centraux qui envisagent des réformes portant : sur la structure même et les missions qui incombent aux CETE et qui selon la direction du personnel et de l'organisation des services doivent être redéfinies ; sur la nécessité d'une mobilité du personnel ; sur le système de financement des CETE. Face à ces intentions, il lui demande les mesures qu'il compte prendre : 1° pour maintenir le potentiel humain et scientifique que constituent les CETE et laboratoires ; 2° pour maintenir le règlement national des personnels non titulaires, en améliorant son contenu au niveau de la stabilité de l'emploi, du déroulement de carrière, de la formation professionnelle et des couvertures sociales ; 3° pour prévoir une concertation avec les organisations syndicales.

Construction (construction d'habitation).

12873. — 24 février 1979. — **M. Gérard Bordu** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement** et du cadre de vie, sur la situation dramatique dans laquelle se trouvent les acquéreurs de lotissements lorsque les vendeurs de terrains n'ont pas exécuté

correctement ou réglé les travaux leur incombant et n'ont pas procédé aux investigations nécessaires au niveau du sous-sol, entraînant ainsi pour l'acheteur un coût plus important des fondations de la construction, s'il y a risque de tassement. De plus, selon l'état d'avancement de la construction, il ne peut parfois être question de revenir en arrière, les acquéreurs se trouvant alors dans l'obligation d'être confronté au risque prévu. Il demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie d'envisager des mesures susceptibles d'apporter une meilleure protection des candidats à la construction en instituant par exemple pour le vendeur l'obligation de fournir un certificat qui précise la nature du terrain et les risques éventuels d'une construction sur ce terrain.

Entreprises (activité et emploi).

12874. — 24 février 1979. — M. Bernard Deschamps appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la décision du groupe Nestlé de vendre la conserverie Libaron (Vauvert-Gard) dont il est propriétaire par l'intermédiaire du groupe américain Libby's (Chicago, EU) qu'il contrôle depuis une dizaine d'années environ. La Sopad, filiale du groupe Nestlé, est en effet en train de négocier cette vente avec la coopérative Conserve Gard (Saint-Mamert). Compte tenu de la nécessité, à la fois de préserver l'emploi, les conditions de travail et de rémunération du personnel et de maintenir un outil de production qui constitue un débouché pour nos productions agricoles, il lui demande les mesures qu'il compte prendre, y compris sur le plan financier, afin de maintenir l'usine de Vauvert en pleine activité, ce qui est indispensable dans l'intérêt même de notre balance commerciale agro-alimentaire.

Ecoles normales (établissements).

12875. — 24 février 1979. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le mécontentement légitime de tous les intéressés devant la décision injustifiée de fermeture de l'école normale d'institutrices de Grenoble. Cette décision va entraîner une réduction très importante du nombre d'élèves maîtres dans le département de l'Isère et s'avère, dans ces conditions, en contradiction totale avec la nécessaire amélioration des conditions d'enseignement dont parlent tant les pouvoirs publics. L'amélioration de l'encadrement avec en particulier la généralisation des classes à vingt-cinq élèves, la mise en œuvre d'une pédagogie de soutien, exigent au contraire une augmentation du nombre des maîtres qualifiés que forment les écoles normales. C'est d'ailleurs ce qu'avait demandé le comité technique paritaire qui avait fixé à 100 le nombre de postes nécessaires dans chacune des deux écoles normales pour répondre au besoin de l'enseignement préélémentaire et primaire de notre département. Le conseil général a, pour sa part, pris clairement position pour les mêmes raisons contre toute suppression d'une des deux écoles normales. Il est regrettable, dans ces conditions, que l'administration n'ait tenu aucun compte de l'opinion des élus, et ait pris une décision de fermeture sans même consulter les personnels intéressés. Compte tenu des conséquences désastreuses de cette fermeture, tant pour les personnels concernés qui vont être affrontés à d'insurmontables problèmes de reclassement, que pour la qualité de l'enseignement public qui s'en trouve gravement compromise, il lui demande quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour rapporter cette décision et engager avec l'ensemble des intéressés une consultation de façon à prendre en compte les besoins en enseignement du département de l'Isère.

Enseignement secondaire (établissements).

12876. — 24 février 1979. — M. Marcel Houël expose à nouveau à M. le ministre de l'éducation la situation critique au lycée agricole de Cibéins à Trévoux. Il lui rappelle que, malgré les difficultés pour l'enseignement et les problèmes de sécurité qui se posent, la deuxième tranche de travaux, en suspens depuis dix ans, est une situation inadmissible étant donné sa nécessité absolue. Il lui précise à cet effet que des locaux ont été construits à Cibéins en 1919. Il lui précise, en outre, que cette situation de l'accueil des élèves, déjà développée dans la précédente question écrite, se complique de problèmes liés aux mauvaises conditions de salaire et de travail des personnels et enseignants. Il lui précise, à cet effet, qu'après la démission d'un maître auxiliaire certains cours de zootechnie ne sont plus assurés dans plusieurs classes dont celle de TS. Il lui précise que, malgré les efforts de recrutement, notamment par vacation, il n'y a eu aucun résultat, étant donné les conditions d'emploi et de salaire. Il lui précise que l'ensemble de cette situation qui s'éternise a amené les élèves du lycée à entreprendre une grève à partir du jeudi 1^{er} février, ainsi que les enseignants le 6 février. Il lui précise encore que les revendications des personnels attachés à l'établissement sont sans solutions : existence de postes non pourvus (deux IA et deux IFA); fonction d'économiste assurée par

une personne en sus de son service de surveillance; poste d'agent de service figurant à la dotation du lycée et utilisé par un autre établissement, etc. Il lui demande donc : quelles dispositions il entend prendre afin de permettre les travaux indispensables à l'accueil normal de ces élèves; ce qu'il entend faire afin que les moyens soient donnés à l'établissement pour assurer le fonctionnement normal des cours; ce qu'il entend faire afin que soient prises en compte les revendications des personnels d'établissement.

Elevage (maladies du bétail : brucellose).

12877. — 24 février 1979. — M. André Soury expose à M. le ministre de l'agriculture que les éleveurs s'interrogent sur les dégâts causés dans les cheptels par la brucellose et la manière dont elle est combattue. Cela se traduit en partie par des massacres inutiles en raison de l'incertitude sur l'efficacité du vaccin utilisé. A titre d'exemple, pour le seul département de la Charente, sur 1500 vaches abattues dans la dernière période on a la certitude qu'un peu plus de 200 seulement étaient contagieuses. Sur les 12 ou 1300 restées latentes, la plupart avaient été vaccinées. En conséquence, M. Soury demande à M. le ministre de l'agriculture combien de crédits depuis vingt ans ont été consacrés à la recherche d'un vaccin efficace, combien de chercheurs de l'INRA ont été affectés à cette recherche et ce qu'il compte faire pour résoudre ce problème d'une importance capitale pour notre élevage.

Enseignement secondaire (programmes).

12878. — 24 février 1979. — Mme Hélène Constans attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les projets de réforme des programmes et des horaires d'histoire, de géographie et d'instruction civique, dans le second cycle du second degré. Ces trois disciplines jouent un rôle capital pour la formation intellectuelle et civique des jeunes générations. Il est donc indispensable de leur donner toute la place nécessaire dans ce second cycle dans le cadre de programmes cohérents. Il est, en particulier, nécessaire de les maintenir parmi les matières obligatoires dans toutes les classes terminales. Elle lui demande de prendre en compte les avis formulés par l'association des professeurs d'histoire et géographie pour la refonte des programmes.

Hôpitaux (établissements).

12879. — 24 février 1979. — Mme Myriam Barbera attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le non-fonctionnement du centre de contraception de l'hôpital de Sète officiellement ouvert depuis 1976. Alors que des cas de récidive d'interruption volontaire de grossesse ont pu être notés à Sète, elle lui indique que le bon fonctionnement de certains centres ainsi que le pourcentage officiel d'utilisation des méthodes modernes de contraception (36 p. 100) expriment à l'évidence un besoin insatisfait en matière de contraception. Elle lui demande quelles mesures elle compte prendre pour assurer le bon fonctionnement du centre de contraception de l'hôpital de Sète.

Assurance vieillesse (retraite anticipée).

12880. — 24 février 1979. — Mme Myriam Barbera attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des ressortissants espagnols natifs alsés français qui, à l'âge de soixante ans, demandent une retraite anticipée pour invalidité ou inaptitude au travail. Elle lui expose que les organismes de sécurité sociale ne peuvent accorder le bénéfice de la retraite anticipée tant que les droits de ces personnes ne sont liquidés en Espagne. Or, la loi espagnole ne reconnaissant pas l'invalidité et la retraite anticipée, les autorités de ce pays refusent de liquider les droits des bénéficiaires avant soixante-cinq ans. Elle lui demande donc quelles démarches elle compte entreprendre auprès des autorités espagnoles pour une liquidation des pensions dès que les intéressés ont atteint soixante ans. Elle lui suggère que dans l'immédiat les organismes de sécurité sociale accordent la retraite anticipée et versent, en cas de non-liquidation des pensions en Espagne, la différence avec le fonds national de solidarité aux intéressés.

Postes et télécommunications (secrétariat d'Etat (personnel)).

12881. — 24 février 1979. — M. Pierre Goldberg exprime à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications son étonnement devant le fait suivant : alors que le concours de recrutement d'inspecteurs des services techniques des PTT est ouvert aux titulaires de certains diplômes universitaires de technologie (génie civil, génie électrique toutes options, informatique et mesures physiques),

Il n'en est pas de même pour les titulaires des brevets de technicien supérieur (BTS) correspondants. Il s'agit là d'une discrimination surprenante, étant donné que les BTS sont des examens nationaux organisés par le ministère de l'éducation pour des étudiants ayant suivi deux ans d'enseignement supérieur technologique, après avoir satisfait obligatoirement aux épreuves d'un baccalauréat ou d'un examen équivalent. En conséquence, M. Pierre Goldberg demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications s'il n'entend pas prendre des mesures pour ouvrir le concours de recrutement d'inspecteurs des services techniques des PTT aux titulaires des BTS de génie civil, génie électrique toutes options, informatique et mesures physiques.

Retraites complémentaires (professions artisanales).

12882. — 24 février 1979. — M. Parfait Jans attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la nécessité d'étendre le bénéfice de la retraite complémentaire artisanale, instituée par le décret du 14 mars 1978, aux artisans retraités relevant du régime général. En effet, seuls les affiliés à la Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale peuvent désormais prétendre à une retraite complémentaire. En sont donc exclus les artisans retraités du régime général alors que, depuis la loi du 6 juillet 1956 dite « loi Gazier », ils ont contribué, grâce à leurs cotisations, à la solidarité entre les régimes divers. Les priver de la retraite complémentaire artisanale prévue par le décret du 14 mars 1978 semble donc tout à fait injuste et c'est pourquoi il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour réparer le préjudice qui leur est ainsi causé.

Infirmiers et Infirmières (rémunérations).

12883. — 24 février 1979. — M. Parfait Jans attire l'attention de Mme la ministre de la santé et de la famille sur la désaffection manifestée par le personnel infirmier pour occuper des postes en gériatrie. Il s'ensuit malheureusement des difficultés de recrutement certaines pour les établissements recevant plus spécialement les personnes du troisième ou du quatrième âge, tels les hospices notamment. Ainsi, certains de ces établissements ne peuvent utiliser la totalité de leurs lits par manque de personnel spécialisé, ce qui est fort regrettable quand on connaît les besoins grandissants en matière d'accueil dans le secteur gériatrique. Mais la désaffection du personnel infirmier pour ce secteur s'explique aisément en raison du travail pénible auquel ce personnel est journellement astreint, d'autant que le dévouement qu'il manifeste est rarement stimulé par l'espoir d'une guérison. Cette désaffection pourrait cependant ne pas être irréversible si les infirmières se voyaient attribuer, pour un poste en gériatrie, une prime spéciale de sujétion amplement méritée d'ailleurs en raison du travail particulier à accomplir dans un tel service. Le problème de la pénurie en personnel dans les hospices est plus que jamais d'actualité et c'est pourquoi il est temps de prendre les mesures appropriées pour y remédier dans les meilleurs délais. En conséquence, il lui demande si elle reconnaît la nécessité d'instaurer une prime spéciale de sujétion pour inciter les infirmières à occuper les nombreux postes à pourvoir en gériatrie.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Radiodiffusion et télévision (partis politiques).

11745. — 3 février 1979. — M. Jean Bonhomme expose à M. le Premier ministre qu'un secrétaire d'Etat a déclaré le 14 janvier dernier à Montauban, selon la presse locale : « ... la radio et la télévision (qui) sont on le sait, monopole d'Etat dans lequel l'UDF a une position privilégiée... ». Le correspondant de presse, interrogé, a confirmé l'authenticité de cette déclaration. Venant d'un membre du Gouvernement cette information ne peut être mise en doute. Il demande à M. le Premier ministre s'il peut lui faire connaître les dispositions qui permettent à un parti politique de bénéficier, au sein du monopole d'Etat de l'information audiovisuelle, d'une position privilégiée.

Réponse. — L'honorable parlementaire, comme il l'indique lui-même, a cité le texte d'un journal local. Celui-ci ne reflète pas le sens des propos qui ont été réellement tenus à Montauban, le 14 janvier, par un secrétaire d'Etat.

FONCTION PUBLIQUE

Pensions de retraite civiles et militaires (bonification de dépaysement).

1624. — 18 mai 1978. — M. Maurice Andrieu appelle l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur la situation de certains fonctionnaires de police qui ont accompli des services civils hors d'Europe et qui ne peuvent bénéficier des articles L. 12, 11 R, 12 D et D 9 du code des pensions civiles et militaires prévoyant une bonification dite de dépaysement, que si la durée de leurs missions au cours d'une période de douze mois est au moins égale à trois mois. Or, certains fonctionnaires ont effectué plusieurs séjours, mais non dans la même année, alors que ces séjours dépassent au total largement les trois mois nécessaires. En conséquence, il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable de modifier les conditions d'octroi de cette bonification en prenant seulement en compte la durée des missions effectuées sur une période pouvant excéder douze mois.

Réponse. — A l'origine, la bonification pour services hors d'Europe était un avantage destiné à compenser les rigueurs climatiques dont le fonctionnaire avait pu souffrir au cours de sa carrière. Cet avantage a depuis lors perdu une grande part de sa raison d'être dans la mesure où les progrès du confort, la rapidité des moyens de transports, l'efficacité des mesures prophylactiques internationales ont considérablement allégé les fatigues et atténué les risques occasionnés par les climats pénibles. La bonification de dépaysement ne se justifie plus actuellement que par l'obligation pour le fonctionnaire servant hors d'Europe de faire face à des besoins matériels nouveaux, adaptés à un environnement différent, lorsque son séjour s'étend sur une période assez longue. Aussi ne peut-il être envisagé de raccourcir la durée minimale de séjour ininterrompu hors d'Europe ouvrant droit à cette bonification, notamment pour le cas de missions inférieures à trois mois. Une telle mesure aurait d'ailleurs pour effet de compliquer la gestion des personnels, en rendant nécessaire, au moment de la liquidation de la pension des intéressés, un décompte exhaustif de ces périodes successives passées hors d'Europe.

Fonctionnaires et agents publics (positions statutaires).

9063. — 23 novembre 1978. — M. Paul Balmigère expose à M. le Premier ministre (Fonction publique) que les maires d'importantes communes emploient, dans certains cas, un chef de cabinet, chargé de mission. Ces collaborateurs appartiennent parfois à des administrations, des services publics ou des entreprises nationales. Cet emploi implique, pour ces travailleurs, une interruption de fonction de plusieurs années. Les congés pour « convenances personnelles » ne peuvent être accordés que pour une durée limitée à un ou deux ans. A l'expiration de ce délai, ces travailleurs sont contraints, soit à renoncer à leur fonction (ce qui perturbe l'activité de leurs élus qu'ils aident et qui ont contribué à leur formation), soit à perdre leur emploi avec le grave préjudice que cela représente pour eux. Le contrat passé entre ces employés et leurs employeurs (municipalités) est un contrat de droit public. Il lui demande quelles sont les dispositions permettant à ces fonctionnaires ou assimilés de ne pas perdre leur emploi d'origine tout en assurant la continuité nécessaire à leur travail auprès des élus.

Réponse. — Les fonctionnaires de l'Etat sont recrutés pour occuper les fonctions nécessaires à la bonne marche du service public. Toutefois, certaines facilités ont été prévues pour permettre aux intéressés de faire face à des situations personnelles difficiles, voire simplement de pouvoir se livrer pendant une période donnée à d'autres activités sans rompre pour autant les liens qui les unissent à la fonction publique. C'est ainsi que le décret n° 59-309 du 14 février 1959 a prévu dans son article 24 c la possibilité pour les fonctionnaires de l'Etat d'obtenir des disponibilités « pour convenances personnelles » pouvant atteindre deux ans ; de même, le décret n° 76-695 du 21 juillet 1976 relatif à la protection sociale des agents non titulaires de l'Etat dispose en son article 5 que « dans la mesure où les nécessités du service le permettent, les agents non titulaires, employés de façon continue depuis plus de cinq ans, peuvent solliciter pour convenances personnelles l'octroi d'un congé sans rémunération d'une durée maximum d'un mois, renouvelable dans la limite d'une année ». Ces différentes mesures, même si elles paraissent limitées, n'en constituent pas moins des avantages spécifiques au secteur public. C'est pourquoi il n'est pas envisagé d'accorder de nouvelles facilités en faveur des fonctionnaires qui exercent des activités auprès des élus. Les seuls bénéficiaires de mesures facilitant l'exercice de fonctions électives restent les élus eux-mêmes (autorisations spéciales d'absence, détachement dans le cadre de l'article 1^{er}, 6^e, du décret n° 59-309 du 14 février 1959).

AGRICULTURE

Elevage (aides de l'Etat).

5505. — 28 août 1978. — M. Martin Malvy demande à M. le ministre de l'agriculture s'il est exact, comme l'a relaté la presse, qu'il a décidé pour les prochains mois la suppression des aides aux bâtiments d'élevage, la diminution des crédits destinés aux conventions régionales laitières et la réduction de quinze à cinq ans des prêts spéciaux d'élevage pour les agriculteurs ne bénéficiant pas de plan de développement. Il attire son attention sur les conséquences que ces mesures entraîneraient, et s'étonne qu'elles puissent être seulement envisagées, à un moment où l'agriculture française traverse une conjoncture particulièrement défavorable, qui s'ajoute aux handicaps naturels de certaines régions et aux perspectives d'ouverture de la Communauté : situation parfois dramatique des producteurs de porcs qui ne peuvent se satisfaire de facilités de trésorerie, forte baisse sur le marché du veau, incertitude sur l'avenir de la production ovine. Il lui rappelle que pour ces trois productions, qui seraient donc frappées par ces décisions, comme le soulignent les milieux professionnels, la situation n'a fait que se dégrader depuis plusieurs mois malgré les promesses et déclarations officielles.

Elevage (aides de l'Etat).

5986. — 16 septembre 1978. — M. Jean-Claude Pesty exprime à M. le ministre de l'agriculture sa surprise et celle des organisations agricoles de son département à la suite de la parution de la circulaire du 28 juillet 1978 relative aux aides aux investissements des exploitations. En effet, cette circulaire, qui ne semble pas avoir été précédée d'une concertation suffisamment large avec les élus et les organisations professionnelles agricoles pour tenir compte des diversités des situations régionales, aura pour effet, dans la région Limousin, de donner un coup d'arrêt brutal à l'élaboration des plans de développement, privant ainsi les jeunes agriculteurs et ceux déjà installés mais désireux de se moderniser de toutes possibilités de financement à des conditions acceptables. En zone d'élevage spécifiquement orientée vers la production de viande, dont il doit être rappelé au passage que l'expansion contribue efficacement à la résorption des excédents laitiers, l'application du plafond de cinquante vaches laitières ou leur équivalent ne tient pas compte des rentabilités différentes de l'élevage laitier, d'une part, et de l'élevage d'animaux maigres, d'autre part. Par ailleurs, le fait de considérer le GAEC père-fils comme une seule exploitation constituera, dans ces régions d'élevage, un obstacle supplémentaire et décisif à l'élaboration des plans de développement. Face à une telle situation, les jeunes agriculteurs n'auront plus que le choix de renoncer à l'agriculture ou de se consacrer à l'élevage laitier, accroissant ainsi les excédents européens. En conséquence, il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de procéder à une large concertation avec le Parlement et les organisations professionnelles afin d'aboutir dans les meilleurs délais à une différenciation régionale des critères d'application de la circulaire du 28 juillet, afin de ne pas accroître les disparités de revenus entre les régions agricoles. Il lui demande enfin de bien vouloir envisager de suspendre l'application des dispositions de la circulaire du 28 juillet tant que de nouveaux critères d'application n'auront pas été arrêtés, étant observé par ailleurs que ladite circulaire a une portée rétroactive puisque ces dispositions s'appliquent à compter du 8 juin, alors qu'elle a été signée le 28 juillet.

Elevage (aides de l'Etat).

6136. — 16 septembre 1978. — M. Gérard Bapt demande à M. le ministre de l'agriculture s'il est exact qu'il envisage : 1° la diminution des subventions dans les zones défavorisées; 2° la réduction des prêts spéciaux. Il attire son attention sur les conséquences qui découleraient de l'application de telles mesures pour les petits agriculteurs, et plus particulièrement pour les éleveurs. Par ailleurs, il semblerait que les caisses régionales de crédit agricole aient l'intention de modifier les prêts spéciaux accordés aux éleveurs en les ramenant de quinze à cinq années pour les non-titulaires de plan de développement. Il souligne que, si ces mesures étaient prises, elles contribueraient à diminuer le revenu des familles d'exploitants agricoles, et plus particulièrement celui des éleveurs, qui subissent durement la crise porcine et le marasme que connaît actuellement le marché du veau.

Elevage (aides de l'Etat).

6332. — 23 septembre 1978. — M. André Billoux demande à M. le ministre de l'agriculture les mesures qu'il compte prendre pour maintenir les aides aux bâtiments d'élevage en dehors des zones de montagne. Il souhaite, par ailleurs, savoir s'il envisage de revoir les problèmes des prêts spéciaux Elevage pour l'ensemble des agriculteurs.

Elevage (aides de l'Etat).

6419. — 30 septembre 1978. — M. Jacques Doufflaques attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences de la circulaire du 28 juillet 1978 relative à la suppression des subventions aux bâtiments d'élevage pour les exploitants titulaires d'un plan de développement, situés en zone de plaine. Si une dérogation est envisagée pour les zones de montagne et les zones défavorisées, telle la Sologne, une restriction enlève toute portée à cette dérogation, puisque sont exclus du bénéfice de l'aide les exploitants possédant déjà cinquante vaches laitières ou leur équivalent. Il apparaît que cette limite pénalise gravement les exploitants qui ont été encouragés, au cours des dernières années, à se moderniser. Aussi, apparaîtrait-il plus raisonnable de supprimer ou d'élever ce plafond.

Elevage (aides de l'Etat).

6434. — 30 septembre 1978. — M. Louis Maisannat appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'extrême gravité des récentes mesures gouvernementales relatives à la suppression des subventions aux bâtiments d'élevage dans les zones de plaine, leur diminution dans les zones défavorisées et de montagne pour les secteurs bovins et ovins ainsi que la limitation à cinq ans au lieu de quinze de la bonification des prêts spéciaux élevage pour tous les éleveurs qui ne bénéficient pas d'un plan de développement. Ces mesures ne vont pas manquer d'aggraver encore le sort de milliers d'exploitants dont les revenus ne permettent déjà pas de rémunérer leur travail au taux horaire du SMIC. C'est un nouveau coup porté aux éleveurs français qui ne peut se justifier que par la volonté du Gouvernement de créer les conditions de réduction d'une nouvelle branche de notre agriculture pour ouvrir l'ensemble de notre marché des productions animales aux spéculateurs d'autres pays. Il lui demande en conséquence, d'annuler ces mesures contraires à l'intérêt des éleveurs familiaux.

Elevage (aide de l'Etat).

6579. — 30 septembre 1978. — M. Henri Emmanuelli appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'émotion que suscite chez les éleveurs de la région Aquitaine, les mesures de restrictions de subventions aux bâtiments d'élevage bovins et ovins contenues dans la circulaire n° 5072 du 28 juillet 1978. Après une diminution conséquente des aides à l'élevage intervenue en 1977, ces nouvelles mesures risquent de pénaliser gravement l'agriculture de la région Aquitaine qui est à vocation naturelle d'élevage. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas souhaitable de suspendre l'application des dispositions de la circulaire du 28 juillet 1978 et d'organiser dans les meilleurs délais une concertation avec les organisations professionnelles sur les problèmes de financement de l'élevage.

Elevage (aides de l'Etat).

7219. — 13 octobre 1978. — M. François Massot attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la réforme du financement des bâtiments d'élevage qui prévoit : la suppression des subventions aux bâtiments d'élevage, pour les titulaires de plans de développement situés en dehors des zones défavorisées ou de montagne, la modification des taux et plafonds des dépenses subventionnables, la limitation à cinq ans. Cette réforme, qui marque un recul inacceptable par rapport à l'ancien système, pénalisera les jeunes agriculteurs, contribuant notamment à augmenter fortement l'endettement global de ces exploitations. Il lui demande, en conséquence, le maintien du régime précédemment en vigueur pour éviter un préjudice grave aux jeunes éleveurs qui s'installent.

Elevage (aides de l'Etat).

7346. — 18 octobre 1978. — M. Jacques Cambolive attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur sa décision de réduire ou de supprimer l'attribution des subventions aux bâtiments d'élevage. Ces mesures ont provoqué un vif émoi parmi la profession, surprise d'apprendre qu'au lieu de lui venir en aide, le Gouvernement supprime les aides qui lui auraient permis quelques réalisations indispensables à son travail. Il apparaît, en outre, que depuis quatre ans, le Gouvernement a procédé à une succession de modifications qui se sont le plus souvent traduites par des reculs du régime aux aides du bâtiment d'élevage, qui ont eu pour conséquence d'enlever toute cohérence et toute continuité à la politique qu'auraient pu définir les pouvoirs publics, en la matière. Il lui demande en conséquence, de bien vouloir lui faire connaître les effets qu'il escompte obtenir d'une telle politique, ou s'il n'envisage pas de choisir de nouvelles orientations, destinées à venir en aide aux éleveurs.

Réponse. — La France consacre aux bâtiments d'élevage l'effort le plus important de la Communauté avec plus de 600 millions de francs à titre d'aide publique en 1978; cet effort global demeure inchangé malgré la modification du régime de subvention. Les modifications qui seront apportées aux caractéristiques des prêts spéciaux d'élevage sont destinées à répondre aux règles communautaires que nous devons respecter pour bénéficier des remboursements par le FEOGA de toutes les aides qui sont éligibles au titre des actions de modernisation. Toutefois, les modalités qui seront arrêtées auront pour objectif d'aider le plus possible l'éleveur dans les premières années de remboursement de son prêt, au moment où son investissement n'est pas entièrement rentabilisé, et à calculer des durées de prêts pour que les annuités suivantes ne soient pas trop importantes. Il est à noter que ces mesures ne concerneront pas le régime des plans de développement pour lesquels les prêts spéciaux resteront inchangés et permettent de moderniser les bâtiments d'élevage aux taux le plus avantageux. Par ailleurs, l'application du critère de cinquante vaches a été suspendu le 14 septembre dernier. Enfin, les avantages consentis aux éleveurs de porcs ne sont en rien modifiés, le régime des aides aux investissements ne faisant l'objet d'aucun changement.

Matériel agricole (prévention des accidents).

5975. — 9 septembre 1978. — **M. Emmanuel Hamel** signale à l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** le cas de la première colonne de la dernière page du numéro 10963 de la *Dépêche du Midi*, édition des Hautes-Pyrénées, du jeudi 31 août 1978 où, sous le titre : « un appareil « anti-verse » pour tracteurs agricoles » ce célèbre quotidien républicain précise qu'un viticulteur pyrénéen, demeurant à Bages, commune des Pyrénées-Orientales, aurait mis au point un appareil indéfectible, d'une extrême simplicité, ne pesant que 25 kg, qui empêcherait les tracteurs de se renverser. Il lui rappelle que chaque année, des agriculteurs de l'Ouest lyonnais sont, comme dans d'autres régions à forte déclivité, victimes d'accidents mortels de tracteurs. Il lui demande : 1° si l'appareil « anti-verse » évoqué dans le numéro susindiqué de la *Dépêche du Midi* a été expérimenté par ses services et dans ce cas quelle est leur appréciation des qualités de ce système de prévention; 2° quels efforts déploie son administration et plus précisément la direction départementale du Rhône pour développer la prévention en matière d'accidents de travail agricole et notamment de tracteurs; 3° quelle est sa politique, en relation notamment avec les industries nationales ou les sociétés importatrices de matériel agricole, d'une part, et avec les assurances mutuelles agricoles d'autre part, pour faire baisser sensiblement à l'avenir le chiffre des accidents mortels dans l'agriculture, dont l'Ouest lyonnais vient encore cet été d'être endeuillé; 4° s'il ne pense pas possible, par une politique plus active de prévention et de conception systématique des matériels agricoles dans une optique tendant à rendre quasi impossibles les accidents notamment par renversement de tracteurs, de réduire sensiblement le nombre des accidents dus à l'usage des machines agricoles.

Réponse. — Mon département est conscient de l'importance du risque présenté par les tracteurs notamment en cas de renversement, et de la part prépondérante de ces accidents dans les accidents de machine en agriculture. Depuis 1975, date à laquelle l'équipement en structure de protection des tracteurs neufs courants sur le marché, a été rendu obligatoire, près de 90 p. 100 des tracteurs vendus sont équipés de dispositifs homologués de protection en cas de renversement. Cependant, je n'ai pas manqué de faire étudier par mes services le dispositif anti-verse que vous signalez à mon attention; il résulte de sa conception même, comme je vous l'ai déjà indiqué par lettre, que ce dispositif ne donne qu'une sécurité aléatoire et peut même dans certains cas rendre le renversement plus dangereux. C'est pourquoi, je pense qu'il convient de continuer notre effort dans le domaine de la protection « passive » assurée par les dispositifs de protection du type arceaux ou cabine de sécurité. Des études sont en cours en vue de rendre obligatoire l'équipement en structures de sécurité pour les tracteurs non visés par la réglementation actuelle, notamment les tracteurs étroits et vigneron. J'ajoute que dans le cadre de l'article L. 233-5 du code du travail, un projet de décret actuellement à l'examen du Conseil d'Etat va définir de nouvelles procédures d'homologation des machines et qu'il est prévu de prendre une série de décrets en vue de l'homologation des machines les plus dangereuses. Ces décrets feront obligation de ne mettre sur le marché que des machines conformes aux prescriptions techniques desdits décrets, et permettront également d'en réglementer, s'il y a lieu, l'utilisation. Les agents du service du travail et de la protection sociale agricoles qui assurent déjà de nombreuses actions de prévention et de contrôle dans le cadre de leurs attributions, seront naturellement appelés à veiller à l'application des futures dispositions réglementaires. J'ajoute qu'une action de prévention particulière a été et est poursuivie par mon département dans les zones de montagne par l'attribution de subventions aux exploitants désireux

d'équiper leur tracteur en structures de sécurité. En outre, depuis l'intervention de la loi du 25 octobre 1972 sur les accidents de travail la mutualité sociale agricole est chargée de promouvoir et de gérer la prévention des accidents de travail en faveur de salariés et dans ce cadre, a mis en place notamment dans le département du Rhône un service de prévention et organisé des campagnes de prévention. L'ensemble de ces actions en plein développement doit permettre de réduire sensiblement le nombre des accidents de travail en agriculture.

Assurances vieillesse (épouses d'exploitants agricoles).

7127. — 12 octobre 1978. — **M. François d'Aubert** regrette qu'aucune disposition particulière n'ait été prise en matière de retraite en faveur des femmes d'exploitants agricoles qui ont assuré seules pendant toute la durée des hostilités la poursuite de l'exploitation familiale dans les dures conditions que l'on sait. Il demande en conséquence à **M. le ministre de l'agriculture** si il n'envisage pas d'accorder à ces derniers soit une possibilité de liquidation anticipée de leurs droits à la retraite, soit une majoration de ceux-ci.

Réponse. — Les dispositions législatives et réglementaires prévues en faveur des anciens prisonniers de guerre un abaissement de l'âge de la retraite ont été adoptées afin de compenser, dans la mesure du possible, l'usure prématurée résultant des privations et souffrances endurées pendant leur captivité. Une telle réforme ne saurait être étendue à leurs conjointes, dont la situation ne peut être assimilée à celle des prisonniers de guerre, en dépit des difficultés qu'elles ont pu éprouver pour mettre en valeur l'exploitation agricole en l'absence de leur mari. Par contre, les années écoulées entre septembre 1939 et 1945 ont été prises en considération pour l'ouverture du droit à un avantage de vieillesse bien qu'elles ne puissent être assimilées à des périodes d'assurance étant donné qu'elles étaient antérieures à la création du régime obligatoire d'assurance vieillesse des exploitants agricoles entré en vigueur le 1^{er} juillet 1952. Il est rappelé que les intéressés ont la possibilité d'obtenir une retraite par anticipation au cas où leur état de santé le justifie.

Gîtes ruraux (Corrèze).

7552. — 21 octobre 1978. — **M. Jacques Chaminaud** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le développement nécessaire des gîtes ruraux en Corrèze. Le récent congrès des SI de la Corrèze a souligné l'importance pour le tourisme social et pour l'économie corrézienne d'un accroissement du nombre des gîtes ruraux pouvant être mis à la disposition des vacanciers. Or cet accroissement est freiné par l'insuffisance des crédits permettant de subventionner de nouvelles créations. C'est ainsi qu'en Corrèze il y a actuellement près de 300 dossiers en attente, et le total des crédits nécessaires pour subventionner ces projets s'élève à près de quatre millions et demi de francs. Devant ce retard, la modicité des crédits mis à la disposition de la DDA de la Corrèze fait qu'à la fin de cette année ne pourront être subventionnés que des projets en instance depuis trois ou quatre ans. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas augmenter de façon conséquente le contingent des crédits destinés au département de la Corrèze pour rattraper ce retard considérable, ce qui, pour une part, pourrait contribuer à la rentabilisation des campagnes corréziennes.

Réponse. — Le ministre de l'agriculture accorde le plus grand intérêt au développement de l'hébergement touristique en milieu rural dont l'accroissement de la capacité est un des objectifs de l'action n° 2 (Tourisme et loisir) du programme d'action prioritaire n° 23 (Valoriser l'espace rural). Les gîtes ruraux occupent dans ce domaine une place importante par le complément de ressources financières qu'ils peuvent apporter aux agriculteurs. Compte tenu de la procédure de régionalisation concernant les crédits de cette espèce, c'est au niveau du département que sont définies les priorités à accorder aux différentes formules d'hébergement touristique en espace rural à l'intérieur de l'enveloppe annuelle budgétaire dont ils disposent.

FORMA (subvention aux cantines scolaires).

7685. — 25 octobre 1978. — **M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que le FORMA, organisme parapublic chargé par son ministère d'écouler les produits en surproduction, est habilité à subventionner les cantines scolaires pour la distribution de lait et de fromage dans les écoles. C'est ainsi que, pour l'année scolaire 1977-1978, le FORMA s'est engagé à verser 24 centimes par repas aux cantines distribuant une certaine quantité de produits laitiers. Or beaucoup de cantines n'ont reçu, jusqu'à présent, aucun versement. Le plus souvent ces

cantines sont constituées sous le régime de la loi de 1901. C'est dire que leur trésorerie est faible et que l'absence de versement de la subvention leur fait vivement défaut. Il lui demande s'il ne pourrait faire accélérer le versement de cette subvention.

FORMA (subvention aux cantines scolaires).

7741. — 26 octobre 1978. — M. Lucien Richard rappelle à M. le ministre de l'agriculture que le fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles est un établissement public qui a pour mission de préparer et d'exécuter les décisions communautaires et gouvernementales relatives aux interventions d'orientation et de régularisation des marchés agricoles. Il participe à l'écoulement des produits en surproduction et, à ce titre, il est habilité à subventionner les cantines scolaires pour la distribution de lait et de fromage dans les écoles. C'est ainsi que pour l'année 1977-1978, le FORMA s'était engagé à verser 24 centimes par repas aux cantines distribuant une certaine quantité de produits laitiers. Bien que les formalités administratives d'ailleurs compliquées aient été remplies en temps utile, il semble que les cantines n'ont reçu pour certaines d'entre elles aucun versement et, pour d'autres, seulement le versement correspondant au premier trimestre de l'année scolaire écoulée. Or, les cantines scolaires restent bien souvent l'initiative d'associations de la loi de 1901 dont la trésorerie est très réduite, et les 24 centimes de subvention sur lesquels elles comptent leur font donc cruellement défaut. Il lui demande de bien vouloir intervenir pour que soient prises les mesures nécessaires permettant d'accélérer le paiement de cette subvention.

FORMA (subvention aux cantines scolaires).

7837. — 27 octobre 1978. — M. François Autain attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le non-respect par le FORMA de ses engagements à verser une subvention aux cantines scolaires distribuant une certaine quantité de produits laitiers. Le FORMA s'était engagé à verser pour l'année 1977-1978, 24 centimes par repas aux cantines du département de Loire-Atlantique distribuant ces produits. Bien que toutes les formalités administratives aient été remplies en temps utile, certaines cantines n'ont reçu aucun versement, d'autres seulement celui du premier trimestre scolaire de l'année 1977-1978, la gestion des cantines scolaires restant bien souvent l'initiative d'associations de la loi de 1901, les retards de ces versements leur font cruellement défaut. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour accélérer le paiement de cette subvention.

FORMA (subvention aux cantines scolaires).

10846. — 5 janvier 1979. — Comme plusieurs de ses collègues l'ont déjà fait, M. Bayard attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le retard important qui existe en ce qui concerne les versements du FORMA aux restaurants scolaires. Ainsi, dans la commune qu'il a l'honneur d'administrer, aucun versement n'a été effectué pour les trois trimestres de l'année scolaire 1977-1978. Cette situation provoque un déséquilibre important dans la trésorerie des restaurants scolaires. Il lui demande de lui faire connaître les raisons de ce retard et les mesures qui sont envisagées pour rétablir une situation normale.

Réponse. — L'honorable parlementaire fait état d'un retard dans le paiement de la subvention versée par le FORMA aux cantines scolaires dans le cadre du programme CEE. Ce retard résulte de la mise en place des nouvelles conditions consécutives à l'intégration des règles communautaires aux dispositions nationales jusqu'alors en vigueur. En effet, à partir de l'année scolaire 1977-1978, la Communauté a prévu une participation du FEOGA à l'aide versée à la distribution de produits laitiers par les cantines scolaires. Cependant cette aide communautaire était accompagnée de certaines limitations par rapport au programme national antérieur. Notamment la liste des produits subventionnés par le FEOGA était très réduite : seulement le lait et les yaourts. C'est pourquoi, afin de ne pas diminuer l'intérêt de cette action, le FORMA a maintenu l'existence d'un programme national distinct du programme communautaire permettant la distribution d'une gamme de produits plus étendue. Deux formules étaient donc proposées en option aux écoles, mais un grand nombre d'entre elles ont confondu les options, ce qui a provoqué un retard dans la présentation des demandes de paiement. D'autre part, en cours d'année, la commission a exigé comme pièces justificatives la production de factures que de nombreuses écoles n'étaient pas en mesure de fournir. Des démarches ont dû être effectuées par le FORMA auprès des services de la commission afin d'obtenir que les signatures des autorités locales portées sur la demande de paiement soient acceptées et reconnues suffisantes pour le versement de l'aide communautaire. C'est en fin d'année

qu'un accord définitif est intervenu à cet égard ; la liquidation de certains dossiers n'a pu être effectuée qu'à partir de cette date. Le règlement de ces dossiers pour l'année scolaire 1977-1978 est en cours et le paiement sera effectué prochainement.

Egouts (exploitants agricoles).

7706. — 25 octobre 1978. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'agriculture que la construction de station d'épuration a été associée dans les petits villages au raccordement de tous les usagers. Or de nombreux agriculteurs qui, auparavant, disposaient d'installations autonomes, ont été raccordés sur les réseaux publics. Par la suite on a interdit à ces agriculteurs de déverser le purin dans les réseaux d'assainissement (bien qu'ils paient la taxe d'assainissement). Des mesures particulièrement brutales ont été engagées contre certains agriculteurs qui ont été traînés devant les tribunaux. Il lui demande donc s'il ne serait pas possible de demander aux services compétents de faire preuve de plus de compréhension et tout au moins d'éviter de recourir à certains procédés qui ne prennent pas en compte les difficultés intrinsèques du monde agricole.

Réponse. — Un différend s'est effectivement élevé dans le domaine signalé par l'honorable parlementaire, entre la municipalité de Laquenexy et certains de ses administrés, par suite de la constatation de la présence de purin dans les effluents de la station d'épuration. Malgré des mises en demeure faites par le maire dès 1975, puis nonobstant une délibération du conseil municipal notifiée aux agriculteurs le 13 septembre 1978, leur accordant un délai de six mois pour se mettre en conformité avec la réglementation, aucun résultat n'a été obtenu ; la gendarmerie a donc dressé cinq procès-verbaux à l'encontre d'agriculteurs. Cette poursuite a eu lieu à la demande de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, chargée de l'application du règlement sanitaire départemental, notamment en ses articles 78 et 79 édictant l'interdiction de déversement de purin dans le réseau. Les services départementaux de l'agriculture ont, pour leur part, proposé aux agriculteurs concernés d'étudier avec eux des projets de construction de fosses étanches suffisamment dimensionnées, celles-ci pouvant bénéficier de subventions du département. Ce cas isolé met en évidence les délais importants laissés aux contrevenants pour régulariser leur situation, ainsi que les moyens mis à leur disposition à cet effet.

Construction d'habitations (fosses septiques).

7707. — 25 octobre 1978. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'agriculture que bien souvent la politique des pouvoirs publics en matière d'assainissement est assez fluctuante. En particulier il arrive très fréquemment que l'on interdise la réalisation de fosses septiques dans des lotissements de quelques maisons construits dans de petites communes rurales. On exige en effet la réalisation d'un réseau d'assainissement qui est prévu ultérieurement pour être raccordé sur une station d'épuration à construire. Or, compte tenu que par ailleurs les pouvoirs publics sont peu favorables à la construction de stations d'épuration pour moins de 1 000 habitants, ces stations finissent par ne jamais être construites et, au lieu que ces effluents individuels soient évacués dans les fosses septiques, ils sont envoyés directement et massivement dans une canalisation qui aboutit, sans aucune épuration, dans tel ou tel petit ruisseau à la sortie des communes. Il lui demande donc s'il ne serait pas possible d'exiger que les services administratifs fassent preuve de plus de cohérence et n'interdisent pas les fosses septiques dans les communes où par ailleurs ils dissuadent la réalisation de station d'épuration.

Réponse. — Le problème posé par le mode d'assainissement des communes rurales en Moselle est assez complexe et aucune solution automatique, fonction par exemple du nombre d'habitants, n'a pu être définie. Pour éviter tout risque d'incohérence entre les actions des différentes administrations intéressées, il a été créé dans ce département un groupe de travail informel entre la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, la direction départementale de l'équipement, l'agence financière de bassin et la direction départementale de l'agriculture. Il existe effectivement le cas d'une commune, celle de Glatigny, où il a été demandé la réalisation d'un réseau d'assainissement, alors qu'aucune installation de traitement n'est encore en place, en sorte que les eaux usées se déversent à 700 mètres du village dans un ruisseau de faible débit. La commune envisageant l'établissement d'un lotissement qui se trouvera situé dans le périmètre de protection du point d'eau communal, il était en effet impossible d'accepter des procédés d'assainissement individuel. Le groupe de travail a donc conseillé à la collectivité de réaliser un assainissement par lagunage, moins coûteux qu'une station d'épuration.

Exploitants agricoles (dotation d'installation aux jeunes agriculteurs de la Moselle).

7968. — 3 novembre 1978. — M. Henri Ferretti attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le fait que, dans le rapport d'activité du CNASEA, on constate que la Moselle se situe dans le peloton de queue des dotations d'installation aux jeunes agriculteurs. Il lui demande si ce faible nombre provient soit de la faiblesse des demandes ou d'une médiocre adaptation de l'intervention aux conditions locales.

Réponse. — Le nombre de dotations d'installation des jeunes agriculteurs accordées en France se trouve dans la très grande majorité des cas en étroite relation avec le nombre total des agriculteurs s'installant à la terre. Ainsi, en ce qui concerne la Moselle, il ressort des données recueillies par le centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles que le nombre moyen annuel de jeunes agriculteurs réalisant une première installation dans ce département est de l'ordre de quatre-vingts. Il y a lieu de noter que les résultats, inférieurs à la moyenne nationale, sont cependant analogues à ceux enregistrés dans les autres départements de la région de Lorraine. L'association départementale pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, organisme préinstructeur des candidatures, a recensé, depuis le début de l'action mise en place en 1973, 232 demandes de renseignements émanant de jeunes exploitants, parmi lesquels quatre-vingt-sept ont sollicité un complément d'information. Par ailleurs, trente-six dotations d'installation ont été accordées en 1977 et vingt-quatre en 1978 (résultat provisoire). Ces chiffres attestent le faible nombre de candidats retenus au titre de cette aide. Il semble que les principales causes de défections proviennent pour une grande part de l'impossibilité, pour les candidats, de justifier, lors de leur installation, d'une capacité professionnelle suffisante. Par ailleurs, un bon nombre de candidats ne peut justifier de titres de location en bonno et due forme, en particulier dans le secteur frontalier; d'autres, enfin, ne veulent pas se résoudre à tenir la comptabilité de gestion qui est exigée pour bénéficier de la dotation d'installation des jeunes agriculteurs. Il apparaît en fait que l'octroi de l'aide demandée est subordonnée à un certain nombre de conditions que les postulants hésitent à remplir bien que les textes aient fait l'objet d'une concertation toute particulière avec les organisations professionnelles. L'objectif recherché au travers de cette action consiste à aider les jeunes agriculteurs au moment de leur installation sur une unité économiquement viable en facilitant leur trésorerie durant les premières années d'exercice. Les résultats obtenus depuis 1973 sur l'ensemble de la France, avec plus de 25 000 dotations accordées, démontrent que l'effort demandé aux jeunes agriculteurs correspond à une réalité économique rationnelle. Ils attestent, en outre, l'importance de l'impact atteint par cette action menée par le Gouvernement pour lequel l'installation des jeunes revêt un caractère primordial.

Viandes (taxe parafiscale).

8221. — 8 novembre 1978. — M. Paul Duraffour expose à M. le ministre de l'agriculture qu'en vertu du décret n° 78-51 émanant du ministère de l'agriculture en date du 17 janvier 1978 relatif à la taxe parafiscale sur les viandes au profit du fonds national de développement agricole et dans le cas de vente en vif ou à l'estime (prix global fixé sans référence à un poids ou à d'autres critères), des difficultés surgissent fréquemment entre vendeurs et acheteurs. En effet, les vendeurs ne s'estiment pas redevables de la taxe n'ayant pas la preuve lors de la transaction que l'animal sera abattu dans les jours qui suivent: animal semi-fini séjournant ensuite en atelier d'engraissement; animal exporté en vif non redevable de la taxe. Il lui demande, étant précisé que la taxe s'applique au kilogramme de viande nette, si les éleveurs sont redevables de celle-ci sans preuve concrète de son abattage lors des transactions en vif ou à l'estime. Dans le cas où il estimerait qu'ils en sont assujettis, sur quelles bases et au regard de quelles preuves celle-ci peut-elle être retenue aux vendeurs.

Viande (taxe parafiscale).

8560. — 15 novembre 1978. — M. Philippe Maleud appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés d'application de la taxe « ANDA » sur les ventes d'animaux en vif. En vertu du décret n° 78-51 demandant au ministère de l'agriculture en date du 17 janvier 1978, relatif à la taxe parafiscale sur les viandes au profit du fonds national de développement agricole et dans le cas de vente en vif ou à l'estime (prix global fixé sans référence à un poids ou à d'autres critères), des difficultés surgissent fréquemment entre vendeurs et acheteurs. En effet, les vendeurs ne s'estiment pas redevables de la taxe, n'ayant pas la preuve lors de la transaction que l'animal sera abattu dans les jours qui suivent: animal semi-fini

séjournant ensuite en atelier d'engraissement; animal exporté en vif non redevable de la taxe. Il lui demande, étant précisé que la taxe s'applique au kilogramme de viande nette, si les éleveurs sont redevables de celle-ci, sans preuve concrète de son abattage lors des transactions en vif ou à l'estime. Dans l'éventualité où cette question comporterait une réponse affirmative, sur quelles bases et au regard de quelles preuves la taxe peut-elle être retenue aux vendeurs.

Viande (taxe parafiscale).

8698. — 17 novembre 1978. — M. André Billardon attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conditions dans lesquelles est perçue la taxe parafiscale sur les viandes, taxe créée par le décret numéro 78-51 en date du 17 janvier 1978. Cette taxe, perçue au profit du fonds national de développement agricole, fait surgir fréquemment des difficultés entre vendeurs et acheteurs, dans le cas de vente en vif ou à l'estime (prix global fixé sans référence à un poids ou à d'autres critères). En effet, les vendeurs, n'ayant pas la preuve lors de la transaction que l'animal sera abattu dans les jours qui suivent, ne s'estiment pas redevables de la taxe, en particulier dans les cas suivants: animal semi-fini, séjournant ensuite en atelier d'engraissement; animal exporté en vif non redevable de la taxe. Etant précisé que la taxe s'applique au kilo de viande nette, M. Billardon souhaite savoir si les éleveurs sont redevables de celle-ci, sans preuve concrète de l'abattage de l'animal lors des transactions en vif ou à l'estime. Dans le cas où ils y seraient assujettis, sur quelles bases et au regard de quelles preuves cette taxe peut-elle être retenue aux vendeurs?

Réponse. — La définition du redevable de la taxe parafiscale sur certaines viandes instituée au profit du fonds national de développement agricole (FNDA) par le décret n° 73-20 du 4 janvier 1973 a été, sur la demande des diverses branches professionnelles intéressées et en accord avec elles, précisée comme suit par le décret n° 78-51 du 17 janvier 1978: « cette taxe est à la charge de l'agriculteur ou de l'éleveur dernier propriétaire de l'animal ». L'affirmation de ce principe repose sur la considération que, dans ce secteur comme dans les autres, ce sont les producteurs qui sont les bénéficiaires des actions de développement financées par le produit de ce prélèvement. En pratique, il n'a été possible de retenir comme fait générateur de la taxe que l'abattage car l'abattoir est le seul point de passage obligatoire dans les divers circuits du marché de la viande. De ce fait, c'est uniquement à ce stade qu'elle peut être perçue et il n'est pas envisageable de la faire acquitter par une autre personne que celle qui présente l'animal à l'abattage. L'application de ces dispositions ne comporte aucun problème en cas d'apport direct par l'éleveur ou son préposé. Dans les autres cas qui peuvent impliquer la distinction entre payeur et redevable, il est effectif qu'au moment de la transaction l'acheteur ne peut, quelle que soit sa décision sur la destination de l'animal, apporter au vendeur la preuve qu'il aura à acquitter la taxe, pas plus qu'il ne peut fonder l'évaluation du montant de celle-ci sur un poids précis de viande nette. C'est à lui de définir en conséquence son offre d'achat. En vertu du principe et de son fondement tels qu'ils sont rappelés ci-dessus, s'il conserve l'animal pour l'engraisser, cette activité de valorisation doit être assimilée à une fonction de production qui le range parmi les bénéficiaires potentiels des actions de développement et le conduit à participer au financement du FNDA. Dans le cas où il envisage d'exporter l'animal, il n'a évidemment pas à tenir compte de la perspective de paiement de la taxe. C'est seulement s'il achète l'animal pour le présenter immédiatement à l'abattage qu'il peut se considérer en droit de retenir la charge totale de la taxe sur le prix d'achat. Cette diversité d'éventualités relevant de sa seule détermination, à défaut d'une transparence totale des circuits du marché non encore acquis, l'application du principe ne peut à l'évidence relever que du domaine contractuel: il appartient à l'acheteur qui ne peut manquer de tenir compte dans son offre d'une estimation du rendement de l'animal en poids de viande nette de même que des frais et charges qu'il sait devoir lui incomber, d'inclure ou non la valeur de la taxe dans cette estimation des charges selon la destination qu'il prévoit pour l'animal. En tout état de cause, le choix de la vente en vif comme mode de transaction implique, de sa part comme de celle du vendeur, une appréciation de la valeur de l'animal affectée d'un degré d'approximation à la mesure duquel il suffit de rapporter les 0,23 p. 100 du prix de la viande nette que représente la taxe pour ramener la question évoquée à ses véritables proportions.

Sécurité sociale (généralisation).

8497. — 14 novembre 1978. — Mme Louise Moreau attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation particulièrement difficile des épouses de chefs d'exploitation agricole. Assurées à la même titre que son mari, l'intégralité des travaux nécessaires à la

bonne marche de l'entreprise, elle ne bénéficie pas des mêmes garanties sociales, notamment en matière d'invaliddité ou de droit à la retraite. Quelles dispositions compte-t-il prendre pour remédier à ces difficultés et permettre un bon règlement du sort de très nombreuses personnes concernées.

Réponse. — Aux termes de la réglementation actuellement en vigueur dans le régime de l'assurance maladie des exploitants agricoles (AMEXA), le conjoint du chef d'exploitation bénéficie de l'ensemble des prestations du régime, exception faite de la pension d'invaliddité, bien qu'il soit exonéré de toute cotisation. Le problème de l'attribution d'une pension d'invaliddité aux épouses d'exploitants, qui bien souvent participent à la mise en valeur de l'exploitation, n'est pas ignoré par le ministre de l'Agriculture. Mais il y a lieu d'observer tout d'abord que l'attribution d'une pension d'invaliddité aux conjoints n'est prévue par aucun des régimes de protection sociale des non-salariés. En outre, l'extension aux conjoints d'exploitants du droit à la pension d'invaliddité poserait un sérieux problème de financement car il serait nécessaire que les conjoints d'exploitants versent une cotisation spécifique pour couvrir la dépense supplémentaire qui serait d'un montant relativement important. De surcroît, la reconnaissance de ce nouveau droit aux conjoints, en augmentant le nombre des actifs agricoles cotisants, aurait une incidence au regard de la compensation inter-régimes. La recherche d'une solution au problème posé par l'honorable parlementaire doit tenir compte de ces difficultés. En tout état de cause, il est rappelé que les conjoints peuvent prétendre à l'allocation aux adultes handicapés, prestation qui est attribuée à toutes les personnes atteintes d'une incapacité permanente d'au moins 80 p. 100 et qui disposent de ressources inférieures à un certain plafond. S'agissant des problèmes touchant les retraités salariés de l'agriculture, les femmes qui participent à la mise en valeur de l'exploitation sont affiliées au régime d'assurance vieillesse agricole, ce qui entraîne le versement à leur compte par le chef d'exploitation d'une cotisation individuelle. En contrepartie de cette affiliation, les femmes qui justifient d'au moins cinq années de versement de cotisations et de l'exercice de la profession agricole pendant au moins quinze ans, s'ouvrent normalement droit à soixante-cinq ans, ou soixante ans en cas d'inaptitude au travail, au bénéfice de la retraite de base dont le montant est égal à celui de l'allocation aux vieux travailleurs salariés. Il apparaît ainsi, qu'exception faite de la retraite complémentaire dont le bénéfice est réservé au chef d'exploitation jusqu'à son décès et qui lui est servie en contrepartie des cotisations cadastrales qu'il a versées, les femmes actives bénéficient, en agriculture, des mêmes prestations vieillesse que ces derniers. L'attribution de la retraite complémentaire aux conjoints des exploitants agricoles, ainsi d'ailleurs qu'aux autres membres de la famille — ce qui impliquerait une réforme de certains des principes sur la base desquels est fondé le régime actuel d'assurance vieillesse des non-salariés — ne pourrait être envisagée en tout état de cause que dans la mesure où la contribution individuelle des intéressés serait accrue.

Agriculture (zone de montagne).

8431. — 16 novembre 1978. — M. Louis Besson appelle l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur les néfastes conséquences de la dégradation de la politique de la montagne. C'est ainsi qu'en ce qui concerne les conditions d'aides aux bâtiments d'élevage, contrairement aux déclarations officielles, les nouvelles dispositions de la circulaire du 28 juillet 1978 marquent une régression par rapport à celles de la circulaire du 25 mars 1974, régression qui se manifeste pour les subventions accordées tant dans le cadre de plans de développement que hors plans de développement. S'agissant de l'indemnité spéciale montagne, les derniers versements effectués l'ont été sur les bases de l'arrêté 1976-1977 et aucune application des décisions du CIAT de février 1978 n'est encore intervenue à ce jour, notamment pour la zone dite de « haute montagne » et la zone dite de « Piedmont ». Au demeurant il lui faut remarquer que pour les secteurs ne bénéficiant pas de la modulation « haute montagne » une revalorisation de l'indemnité spéciale montagne s'impose d'urgence, car elle a perdu depuis six ans plus de 50 p. 100 de sa valeur. Devant de telles carences il lui demande : 1° quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à une situation qui voit s'aggraver les conditions de vie des agriculteurs de montagne et dissuade les jeunes de s'installer ; 2° à quelle date précise l'application des décisions du CIAT de février 1978 sera effective.

Réponse. — Contrairement aux affirmations de l'honorable parlementaire, on ne saurait actuellement parler de dégradation de la politique menée par le Gouvernement en faveur de la montagne. En effet, il convient de faire remarquer qu'entre 1974 et 1978 les sommes consacrées par le ministère de l'Agriculture à l'indemnité spéciale de montagne sont passées de 290 millions de francs à 785 millions de francs, soit une progression de 33 p. 100. Pour 1979, il a été demandé au préfet d'étudier dans le cadre d'une

enveloppe départementale les modalités d'attribution des indemnités compensatoires les mieux adaptées à la situation du département, cette réforme va dans le sens du développement des responsabilités locales préconisé par le Gouvernement qui répond ainsi aux souhaits des élus locaux. Suite à cette réforme, l'effort de l'Etat en faveur de la montagne et des zones périphériques sera encore accru puisque ce sont environ 480 millions de francs qui seront consacrés en 1979 aux indemnités compensatoires en montagne, haute montagne et piedmont. De plus, conformément aux décisions du CIAT du 13 février 1978, le Gouvernement a accordé aux associations foncières pastorales, par les décrets et arrêtés du 23 octobre 1978, une aide à la création, au décaissement et à la tenue d'une comptabilité. L'arrêté du 6 novembre 1978 a majoré de 1 000 à 1 500 F la rémunération à l'acte des SAFER lorsque l'opération a pour objet l'installation de jeunes agriculteurs en montagne. Le décret relatif à la mécanisation agricole en montagne qui prévoit une révision des barèmes de subvention et des listes de matériel subventionnable devrait être publié très prochainement. Enfin en ce qui concerne les aides publiques aux bâtiments d'élevage l'effort global de l'Etat qui a représenté plus de 600 millions de francs en 1978 sera maintenu malgré la modification du régime de subvention. Compte tenu de ces divers éléments qui font ressortir un accroissement très net des sommes consacrées par l'Etat à l'agriculture dans les zones de montagne, les termes de régression et de dégradation employés par l'honorable parlementaire paraissent difficiles à justifier.

Calamités agricoles (sécheresse).

8944. — 22 novembre 1978. — M. Gilbert Millet attire l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur les incendies qui se multiplient dans les Cévennes gardoises et notamment celui du 30 octobre 1978 qui a détruit 150 hectares autour de Saint-André-de-Valburgne. Cela met en évidence à la fois les conséquences d'une part pour l'écologie de la région et de la disparition des exploitations familiales qui entretiennent la montagne — et sont un des premiers éléments indispensables à la lutte contre le feu — et d'autre part de la sécheresse (il lui rappelle à ce propos sa question écrite du 6 novembre 1978), sécheresse qui se prolonge et qui occasionne des désastres, semble-t-il, dans tous les domaines ainsi qu'en témoigne cette dernière catastrophe. Dans ces conditions l'application des dispositions de la loi des calamités agricoles s'avérera insuffisante car les pertes subies par les agriculteurs auront des répercussions sur l'année en cours mais malheureusement probablement sur les années à venir. Des secours exceptionnels seront donc nécessaires si l'on veut permettre aux exploitants familiaux de la montagne de continuer leur activité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire face aux conséquences rarement atteintes sur la paysannerie de cette région par une sécheresse prolongée.

Réponse. — Le préfet du Gard et mes propres services ont suivi avec la plus grande attention l'évolution de la situation des exploitants dans les zones atteintes par la sécheresse en automne dernier. Au cours de sa réunion du 9 janvier 1979, le comité départemental d'expertise a estimé que les pertes enregistrées dans les exploitations n'étaient pas de nature à justifier des mesures d'aide à caractère général. Néanmoins, à la suite d'un vœu émis par ce même comité, un arrêté préfectoral va permettre aux éleveurs des zones les plus défavorisées de solliciter le bénéfice des prêts spéciaux bonifiés du Crédit agricole.

Mutualité sociale agricole (financement).

8960. — 22 novembre 1978. — M. Jacques Cambolive attire l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur le mode de financement actuel des prestations sociales agricoles et l'attribution aux caisses de mutualité sociale agricole d'avances mensuelles de l'Etat en vue d'assurer le paiement régulier des prestations aux agriculteurs. Il existe en effet, actuellement, de nombreux retards dans le versement, par l'Etat, des avances dues aux caisses, les contraignant ainsi à emprunter pour assurer un paiement régulier des prestations. Cette situation amène le paiement supplémentaire des agios, qui vient accroître d'autant la participation des agriculteurs et déséquilibrer dangereusement la trésorerie des exploitants. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre afin que soit garanti le versement des avances de l'Etat dans des délais raisonnables, afin d'éviter aux caisses d'avoir recours à des emprunts coûteux pour assurer le paiement des prestations à leur échéance.

Réponse. — L'enquête effectuée à la suite de la question posée par l'honorable parlementaire confirme que les retards qui lui ont été signalés dans le versement des avances mensuelles destinées au paiement des prestations sociales par les caisses de mutualité sociale agricole, concernent le régime des salariés agricoles et

trouvent leur source dans les difficultés récentes du régime général de sécurité sociale. Les mesures tendant au redressement financier de la sécurité sociale qui viennent d'être promulguées devraient permettre désormais à l'ACOSS (agence centrale des organismes de sécurité sociale) de verser en temps voulu aux caisses de mutualité sociale agricole les avances qui leur sont accordées pour le paiement des prestations sociales dues aux salariés agricoles.

Presse (Hipparome).

9123. — 24 novembre 1978. — M. François Abadie demande à M. le ministre de l'agriculture en vertu de quels textes les drivers et jockeys sont autorisés à se substituer aux journalistes professionnels pour les pronostics. Au moment où les feux de l'actualité ont mis en évidence, dans un récent procès, de graves irrégularités, il lui paraît indispensable de mettre un terme à des cumuls discutables et lucratifs, pourtant atteints à l'indépendance de la presse.

Réponse. — Les pronostics, formulés par les journalistes dans un seul but d'information du public, n'entrent pas dans le champ d'application de la loi du 2 juin 1891, modifiée le 24 mai 1951. Ils ne sont donc pas interdits. Dans ce cadre, les drivers et les jockeys, comme les propriétaires ou les entraîneurs, peuvent, à l'occasion d'interviews concevables à titre bénévole, donner des indications sur les chevaux qu'ils connaissent.

Pension de réversion (exploitants agricoles).

9476. — 1^{er} décembre 1978. — M. Joseph-Henri Maujolan du Gasset expose à M. le ministre de l'agriculture que, parmi les conditions d'attribution d'avantages de réversion au bénéfice de l'épouse d'un agriculteur décédé, se trouve la justification d'une durée minimale de quinze ans d'activité professionnelle (agricole et non agricole) et d'au moins cinq années de cotisation au titre de l'assurance vieillesse (agricole et non agricole). Mais ne sont pas prises en compte les années antérieures au vingt et unième anniversaire du « de cujus ». Il lui demande l'explication de cette exclusion, et s'il ne pense pas qu'il y a là une anomalie.

Réponse. — Le conjoint survivant d'un agriculteur peut prétendre, dès l'âge de cinquante-cinq ans, à une retraite de réversion si le chef d'exploitation bénéficiait au moment du décès de la retraite de vieillesse agricole ou remplissait, à l'exception de la condition d'âge, les conditions de quinze années d'activité agricole non salariée dans l'ensemble des secteurs d'activité et de cinq années de cotisations auprès du régime d'assurance vieillesse agricole ou auprès des différents régimes d'assurance vieillesse. En vertu du principe de la validation des périodes antérieures à l'obligation de cotiser, sont considérées comme ouvrant droit à la retraite de vieillesse agricole les années d'activité non salariée accomplies avant le 1^{er} juillet 1952, date d'entrée en vigueur du régime, qui auraient entraîné l'affiliation des intéressés si le régime d'assurance vieillesse avait existé à l'époque considérée. Ladite affiliation ne s'appliquant qu'aux seules personnes majeures, la validation de ces périodes d'activité ne peut intervenir avant la date anniversaire des vingt-et-un ans des intéressés. Pour les années d'activité agricole non salariée postérieures au 1^{er} juillet 1952, qui ne sont prises en considération que si elles ont donné lieu au paiement des cotisations d'assurance vieillesse agricole, la même règle relative à l'âge a été maintenue puisque la majorité était toujours fixée à vingt et un ans. Il convient de préciser qu'en application des dispositions de la loi de finances pour 1976, les personnes non salariées âgées d'au moins dix-huit ans, dépendant du régime agricole, peuvent désormais s'ouvrir des droits en matière d'assurance vieillesse.

Fruits et légumes (châtaignes).

9850. — 9 décembre 1978. — Mme Adrienne Horvath appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la sécheresse exceptionnelle qu'ont connue les Cévennes cette année. Cette situation fait peser de lourdes menaces à tous les niveaux dans les départements concernés. La situation est préoccupante pour certaines communes qui manquent d'eau, la végétation subit une dure épreuve à laquelle elle ne résiste pas toujours, l'arrosage des cultures pose de sérieux inconvénients. Ainsi la récolte des châtaignes qui est dans bien des villages source principale de revenus n'a pas atteint cette année le tiers d'une récolte normale. Il résulte de ce fait un manque à gagner important pour les propriétaires de ces plantations. Elle demande quelles mesures compte prendre M. le ministre de l'agriculture pour venir en aide à la population des Cévennes qui vit de la récolte de ces fruits.

Réponse. — Le préfet du Gard et mes propres services ont suivi avec la plus grande attention l'évolution de la situation des exploitants dans les zones atteintes par la sécheresse à l'automne dernier.

Au cours de sa réunion du 9 janvier 1979, le comité départemental d'expertise a estimé que les pertes enregistrées dans les exploitations n'étaient pas de nature à justifier des mesures d'aide à caractère général, notamment les pertes de châtaignes dont l'incidence est assez faible par rapport au revenu des exploitations. Néanmoins, à la suite d'un vœu émis par ce même comité, un arrêté préfectoral va permettre aux éleveurs des zones les plus défavorisées de solliciter le bénéfice des prêts spéciaux bonifiés du Crédit agricole.

Calamités agricoles (inondations et pluies).

9957. — 12 décembre 1978. — M. André Tourné rappelle à M. le ministre de l'agriculture qu'en date du 18 juin 1977, sous le numéro 39049, il lui posait la question suivante : « A la suite des fortes pluies qui ont duré plusieurs jours et des crues qu'elles ont provoquées, des chemins ruraux, canaux d'arrosage, des rives des torrents et des ruisseaux ont été soit ravinés, soit totalement délabrés. Des réparations urgentes s'imposent car les dégâts ont été occasionnés à des services indispensables à l'agriculture, au moment où arrivent les grandes chaleurs. Il lui demande si le ministère de l'agriculture a vraiment connaissance du nombre des chemins ruraux, canaux d'arrosage, des rives des torrents et des rivières qui ont été ravinés ou démantelés par les pluies et la montée brutale des eaux. Si oui, quelles mesures il compte prendre pour permettre aux communes atteintes, aux syndicats d'agriculteurs ou des canaux d'arrosage de bénéficier de l'aide indispensable à la réparation des dommages causés. » Cette question n'a pas bénéficié d'une réponse. Il lui demande de bien vouloir réparer cet oubli.

Réponse. — Les travaux signalés par l'honorable parlementaire entrent dans le cadre des investissements de catégorie II dont le financement est déconcentré au niveau des préfets de région. Les crédits notifiés pour 1979 à la région Languedoc-Roussillon au titre de l'hydraulique agricole ont été traités de façon particulièrement favorable, en dépit des contraintes budgétaires, dans la mesure où leur volume représente 20 p. 100 du montant total des crédits de catégorie II mis à ma disposition pour l'ensemble de la France. Il appartient au préfet de région d'en assurer la répartition entre les différentes affaires qui lui sont présentées en fonction des priorités et des urgences.

Calamités agricoles (sécheresse).

9988. — 12 décembre 1978. — M. Philippe Madrelle appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation économique délicate des exploitants agricoles de la Gironde, due à la sécheresse. En effet, depuis la fin du mois de juillet, soit depuis plus de quatre mois la pluviométrie a été pratiquement nulle dans notre département. Le déficit hydrique des sols grondins engendré par l'absence de pluies a déjà compromis la levée normale des semis pratiqués en septembre et a contraint les éleveurs à puiser sur les réserves d'hiver pour nourrir leur bétail. Il lui demande si, dans ces conditions, il n'envisage pas de prendre des mesures afin d'indemniser les exploitants agricoles girondins.

Réponse. — Les services préfectoraux de la Gironde ont suivi avec la plus grande attention l'évolution de la situation des exploitants dans les zones atteintes par la sécheresse en automne dernier. Toutefois, la production fourragère ayant été abondante au printemps dernier, les exploitants n'ont pas été dans l'obligation de procéder à des achats anormaux d'aliments du bétail. Il est donc permis de considérer qu'il s'agit davantage pour l'instant des conséquences d'un aléa climatique que de dommages graves revêtant le caractère de calamité agricole. De toute façon, il apparaît indispensable d'attendre le printemps prochain pour évaluer les conséquences de la sécheresse sur la campagne fourragère et la récolte des céréales semées en septembre. A ce moment, le comité départemental d'expertise pourra se réunir et, en toute connaissance de cause, proposer au préfet les mesures appropriées.

Mutualité sociale agricole (AMEXA).

10073. — 13 décembre 1978. — M. Francis Hardy rappelle à M. le ministre de l'agriculture que, conformément au décret du 15 décembre 1967, les ressources agricoles non salariées retenues pour la détermination de l'activité principale en vue de l'assujettissement à un régime d'assurance maladie sont évaluées par comparaison avec les revenus d'une exploitation type de la catégorie à laquelle appartient celle de l'intéressé. Il précise que ce mode d'évaluation des revenus agricoles non salariés s'applique indistinctement à toutes les exploitations, même à celles qui sont à la comptabilité réelle et dont les exploitants ont la possibilité de fournir les documents comptables. M. Hardy s'étonne de cet état de fait, qui aboutit souvent à une surévaluation des ressources réelles de l'exploitation

quand l'année considérée a été mauvaise sur le plan agricole, comme ce fut le cas de l'année 1977 dans les départements de la Charente et de la Charente-Maritime. Il demande, en conséquence, à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir, dans tous les cas où la fourniture des documents comptables est possible, retenir pour la détermination de l'activité principale en vue de l'assujettissement à un régime d'assurance maladie les ressources agricoles non salariées déterminées à partir des éléments de comptabilité réelle et non les revenus agricoles évalués par la simple multiplication du revenu d'une exploitation fictive par un chiffre exprimant le rapport entre l'importance de l'exploitation considérée et celle de l'exploitation type. Cette demande lui apparaît d'autant plus justifiée qu'elle tend à appliquer au domaine social les avantages que le Gouvernement fait valoir pour inciter les diverses catégories socio-professionnelles à passer sous le régime fiscal du bénéfice réel.

Réponse. — Les revenus théoriques des exploitants agricoles déterminés selon les règles fixées par le décret n° 87-1091 du 15 décembre 1967 peuvent effectivement se révéler très différents des ressources réelles procurées par les exploitations pour une année déterminée. Ces différences proviennent essentiellement du fait que les normes de l'exploitation type, utilisée comme référence pour le calcul du revenu forfaitaire d'une exploitation déterminée, répondent à des préoccupations différentes de celles tendant à l'expression d'un revenu et de ses variations annuelles ; il s'agit de déterminer l'importance d'une exploitation dont la mise en valeur nécessite une activité professionnelle équivalente à vingt jours de travail. Au surplus, la superficie ou le revenu cadastral de l'exploitation type est fixé uniformément pour l'ensemble du département, sans tenir compte des différences de rendement des terres exploitées selon les régions naturelles. Des études sont actuellement en cours au sujet des aménagements à apporter aux règles d'évaluation du revenu agricole, pour la détermination de l'activité principale. La prise en compte des éléments de la comptabilité des exploitants soumis au régime du bénéfice réel pour l'imposition de leurs revenus ne pourrait en tout état de cause concerner qu'une infime proportion d'agriculteurs puisque moins de 18 000 d'entre eux étaient en 1976, optionnellement ou obligatoirement, placés sous ce régime, les exploitants susceptibles d'exercer une double activité étant, parmi ceux-ci, relativement peu nombreux. L'adoption d'un tel système ne permettrait pas en tout cas de remédier aux inconvénients signalés par l'honorable parlementaire, les mauvaises années sur le plan agricole entraînant une diminution des revenus réels de l'exploitant et par suite son transfert au régime d'assurance maladie dont relève sa seconde activité.

Agriculture (zone de montagne).

10143. — 14 décembre 1978. — **M. Gilbert Faure** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que, malgré les diverses mesures prises en leur faveur, les zones de montagne continuent, dans la plupart des cas, à se dépeupler. Constatant que cette même tendance à la désertification commence à se manifester dans les zones dites de piedmont, il lui demande, avant qu'il ne soit trop tard, si les bénéfices accordés aux zones de montagne, ne pourraient par leur être également attribués.

Réponse. — La faiblesse de l'occupation moyenne, une structure alarmante de la population due à un exode rural important, la faiblesse du taux d'urbanisation sont des caractéristiques démographiques constantes de nos massifs montagnards. Sans être aussi cruels que les conditions géographiques y sont un peu moins sévères, les mêmes problèmes se posent dans les régions de piedmont. Depuis plus de dix ans maintenant, d'importantes mesures ont été décidées, appliquées et même complétées pour s'efforcer de contribuer à la revitalisation du milieu montagnard. Les problèmes qui se posent dans les zones de piedmont retiennent à ce titre toute l'attention des pouvoirs publics. C'est notamment ainsi que le comité interministériel d'aménagement du territoire du 13 février dernier, a décidé d'améliorer la formule de l'indemnité spéciale montagne par l'attribution d'une « indemnité spéciale piedmont » répartie dans le cadre d'une procédure largement déconcentrée.

Agriculture (salariés agricoles).

10310. — 16 décembre 1978. — **M. Loïc Bouvard** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que l'assimilation, introduite par la circulaire n° 7094 du 29 juillet 1976, entre les associations de remplacement au service des agriculteurs et les entreprises de travail temporaire, est de nature à nuire aux droits des salariés de ces associations, puisqu'elle les exclut, en particulier du bénéfice de la prime de mobilité. Il lui fait observer que ces actions de remplacement, décidées lors de la conférence annuelle de 1972 entre le Premier ministre et les organismes professionnels agricoles, se jus-

tifient par les contraintes spécifiques de l'activité agricole et peuvent seules permettre aux agriculteurs de bénéficier des mêmes avantages que les autres catégories socio-professionnelles. Les associations qui les réalisent ne sauraient, de par la mission sociale qui est la leur et la nature même de leur activité, être confondues avec de simples entreprises de travail temporaire. Il lui demande en conséquence s'il ne lui paraît pas opportun de revoir la réglementation actuellement en vigueur dans le sens souhaité par les salariés de ces associations.

Réponse. — Il convient, tout d'abord, de préciser que la circulaire n° 7094 du 29 juillet 1976 ne fixe pas le statut du personnel des services de remplacement, mais reproduit le texte d'un avis donné par le Conseil d'Etat. Sur ce point, la réglementation relative aux primes de mobilité est différente suivant qu'il s'agit des indemnités accordées dans le cadre du fonds national de l'emploi ou éventuellement des primes accordées dans le cadre du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles. L'honorable parlementaire est invité à préciser les difficultés rencontrées dans son département pour que le problème posé puisse être étudié utilement.

Départements d'outre-mer (Guyane : agriculture).

10486. — 22 décembre 1978. — **M. Hector Rivliérez** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** sa question écrite relative à l'application aux jeunes agriculteurs de Guyane française des textes sur la dotation d'installation instituée au profit des jeunes agriculteurs. Il lui demande si le régime de la dotation d'installation des jeunes agriculteurs relevant du décret n° 76-129 du 6 février 1976 modifié par le décret n° 78-125 du 2 février 1978 qui devait être appliqué dans les DOM après étude des conditions de son adaptation sera bientôt appliqué dans lesdits départements.

Réponse. — En métropole, le régime de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs est réglementé par le décret n° 76-129 du 6 février 1976 modifié par le décret n° 78-125 du 2 février 1978, mais ce texte n'est pas applicable dans les départements d'outre-mer. Pour remédier à cette situation, il a été décidé d'étendre l'application de cette aide dans les départements ultra-marins. Compte tenu des difficultés et des besoins particuliers des agriculteurs locaux, la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ne peut être rendue applicable dans ces départements que par la mise en place d'une réglementation spécifique au contexte local. Les textes sont actuellement soumis à l'approbation des différents ministères concernés et certains d'entre eux devront, par ailleurs, être présentés, pour avis, aux conseils généraux des départements d'outre-mer.

Agriculture (zones de montagne).

10562. — 24 décembre 1978. — **M. Jean-Michel Baylat** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il ne conviendrait pas d'harmoniser, dans un dispositif unique, la politique de rénovation rurale définie par le décret n° 67-938 du 24 octobre 1967 et la politique agricole des zones de montagne et de certaines zones défavorisées mise en place en application du décret n° 77-566 du 3 juin 1977. Il observe, en effet, qu'en matière agricole, ces deux politiques poursuivent des objectifs similaires, cependant que les dispositions juridiques et financières qui assurent leur mise en œuvre conservent un caractère spécifique à chacune d'elles. Cette caractéristique ne manque pas d'engendrer des disparités locales entre des exploitants agricoles implantés dans des régions qui présentent des conditions géographiques et économiques analogues selon que l'exploitation est ou non située en zone de rénovation rurale. En conséquence, il attire son attention sur la situation des secteurs du département de Tarn-et-Garonne classés en zone agricole défavorisée et limitrophes de la zone de rénovation rurale qui couvrent les départements du Gers et du Lot et, d'autre part, s'il ne conviendrait pas de procéder au classement en zone agricole défavorisée des territoires à faible productivité agricole de Tarn-et-Garonne dits « zones de terrasses » ou « de brousses légères ».

Réponse. — La rénovation rurale, dont les grandes lignes ont été tracées par le décret n° 67-938 du 24 octobre 1967, se définit comme une véritable politique de conversion économique. En matière agricole, un certain nombre de mesures destinées à favoriser la cessation d'activités des exploitants âgés, la mutation professionnelle des agriculteurs plus jeunes, et l'orientation de leurs enfants vers d'autres secteurs ont été prises. La politique menée dans les zones défavorisées se veut plus spécifiquement agricole. En effet, les difficultés structurelles et naturelles qui existent dans certaines régions agricoles ont conduit les pays membres de la Communauté à mettre en place des actions cherchant à résoudre les problèmes posés par ces conditions particulières. C'est ainsi notamment qu'une aide spécifique est attribuée aux éleveurs de la zone de montagne. Par ailleurs, l'application des directives communautaires 72/159/CEE sur la modernisation des exploitations agricoles, et 75/268/CEE sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées, se traduit dans ces

régions dévitalisées par un aménagement des aides publiques aux agriculteurs, sous forme de subventions en capital et de prêts du Crédit agricole mutuel comportant une bonification du taux d'intérêt. Les objectifs poursuivis en zone de rénovation rurale comme en zone défavorisée, visent avant tout une meilleure rentabilité des exploitations. Ceci étant, la politique de rénovation rurale ne saurait être uniquement agricole — même si le secteur où elle s'applique présente des caractères essentiellement agricoles — elle doit permettre un développement harmonieux de l'ensemble des activités économiques d'une région. Une zone défavorisée est caractérisée par un certain nombre de critères : la zone défavorisée hors-montagne répond à une définition donnée à l'article 2 de l'arrêté du 28 avril 1978, relatif aux critères de délimitation des zones agricoles défavorisées. Les résultats économiques très positifs enregistrés sur la zone dite « des terrasses » du Tarn-et-Garonne n'ont pas permis de la faire bénéficier d'un classement à ce titre.

Commerce extérieur (vente de blé).

10637. — 24 décembre 1978. — M. André Soury appelle l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur le fait que la commission des communautés européennes a cédé à la pression insistante des Etats-Unis en n'accordant plus de subventions à l'exportation pour les ventes de blé à l'Amérique latine, alors que dans le même temps les USA ont pris de nombreuses mesures protectionnistes. Il lui demande, en conséquence, les mesures prises ou qu'il entend prendre le Gouvernement auprès de la commission pour faire respecter les intérêts français.

Réponse. — Le Gouvernement français a vigoureusement protesté contre la suppression des restitutions applicables aux exportations de blé sur la zone IV (Amérique latine). Une note a été adressée à la commission le 6 décembre 1978, rappelant la position française et réclamant le retour à une situation normale dans les délais les plus rapides. Les représentants français devant les diverses instances communautaires ont reçu instruction de faire preuve d'une particulière vigilance sur cette affaire. La fermeté manifestée a permis d'obtenir qu'une décision de principe soit prise en vue de la réouverture des adjudications vers la zone IV à partir du 1^{er} février 1979.

ANCIENS COMBATTANTS

Pensions de retraites militaires (activité des services).

5807. — 9 septembre 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que dans une circulaire n° 0198 AG/3 du 17 avril 1978 (direction de l'administration générale) relative à une étude sur le coût et le rendement des services en matière de pensions, ainsi qu'à la répartition des effectifs au titre des années 1975 et 1976, il avait constaté que l'activité en matière de pensions a subi dans les directions interdépartementales une diminution globale d'environ 10 p. 100 au titre des années 1975 et 1976. Cependant, durant la même période, les effectifs chargés des pensions n'ont pas évolué dans la même proportion puisqu'ils n'ont été réduits que de 4,5 p. 100. Il lui demande : 1° s'il a pu établir les causes de la diminution relevée dans la circulaire ci-dessus ; 2° s'il a pu être remédié, en 1977, à cette situation.

Réponse. — La diminution d'activité constatée a entraîné, à la demande du secrétaire d'Etat, une meilleure répartition des effectifs à l'intérieur de chaque direction interdépartementale, compte tenu, d'une part, du relèvement d'activité observé en matière d'appareillage et, d'autre part, des nouvelles tâches imposées aux services en conséquence des applications de l'informatique au département. De plus, les mesures prises récemment, notamment en matière de cartes du combattant, ayant considérablement et provisoirement alourdi les tâches de l'office national, chaque directeur interdépartemental a été invité par lettre circulaire n° 042 AG/3 du 18 août 1978, à apporter toute l'aide nécessaire aux services départementaux de cet établissement dans la mesure compatible avec le bon fonctionnement des services extérieurs du secrétariat d'Etat.

Impôt sur le revenu (pensions).

11228. — 20 janvier 1979. — M. André Audinot appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur l'émotion intense suscitée récemment dans les milieux d'anciens combattants par une instruction de la direction des impôts de Tours. Celle-ci a adressé à ses ressortissants une circulaire précisant que les sommes versées aux pensionnés de guerre et aux veuves de guerre devaient être déclarées comme revenus imposables au titre de l'année 1979. Après enquête, il a appris qu'un rapport avait été préparé par un inspecteur général des finances à ce sujet.

Il lui demande s'il ne s'agit pas d'une tentative de la direction du budget, qui chercherait à réduire les pensions des blessés et victimes de guerre. Si une telle décision était proposée à l'Assemblée nationale, il est certain que les parlementaires la repousseraient, autant parce qu'elle est injurieuse pour les anciens combattants qu'insuffisante pour le redressement de notre économie.

Réponse. — Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants tient à rappeler : qu'il appartient au seul législateur de décider une éventuelle imposition des pensions militaires d'invalidité et que le Gouvernement ne pouvait en aucune manière, si tel avait été son objectif, décider de cette mesure par voie réglementaire ; que la notice de la direction des impôts de Tours rappelait que les pensions militaires d'invalidité n'étaient pas des revenus imposables et que ce n'est que par erreur que certains ont pu comprendre le contraire ; qu'il n'y a pas à sa connaissance de rapport d'un inspecteur général des finances à ce sujet.

Anciens combattants (Afrique du Nord).

11583. — 27 janvier 1979. — M. Jean de Lipkowski expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que les anciens combattants, résistants et victimes de guerre ayant servi dans les cadres de la fonction publique d'Afrique du Nord et d'outre-mer ayant été mobilisés deux fois en 1939 et 1942, parfois même sans interruption de 1939 à 1946 pour lutter contre l'ennemi et libérer le territoire métropolitain, ont droit à une sollicitude particulière de la nation. Il rappelle que le législateur français a reconnu par l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959 et le décret du 13 avril 1962 que l'ordonnance du 15 juin 1945 sur « les empêchés de guerre » et la loi du 26 septembre 1951 sur les résistants n'avaient pas été appliquées ou n'avaient été mal appliquées en Afrique du Nord. Il souligne que les délais ouverts par ces textes (trois mois) et la date à laquelle ils ont été pris (guerre d'Algérie) n'ont pas permis à l'ensemble des fonctionnaires anciens combattants, résistants et victimes de guerre d'en demander le bénéfice alors que l'ordonnance du 15 juin 1945 est restée en vigueur pendant plus de vingt ans et que la loi du 26 septembre 1951 complétée par celle du 27 mars 1956 a pu bénéficier à tous ceux qui, en 1956, avaient les titres de résistance requis. Il rappelle en effet qu'à partir respectivement du 7 avril 1959 et du 13 juin 1962, aucun fonctionnaire rapatrié n'avait plus droit de demander le bénéfice de l'ordonnance du 7 janvier 1959 et du décret du 13 avril 1962, alors que le droit à réparation existait au moins jusqu'en 1967 et parfois même jusqu'en 1978 pour leurs camarades métropolitains. Cette situation traduit une inadmissible disparité de traitement. Il rappelle que les initiatives de caractère législatif et réglementaire prises par divers départements ministériels (affaires étrangères, fonction publique, anciens combattants) se sont heurtées au refus du ministère des finances qui s'est contenté de dire que les anciens combattants et résistants d'Afrique du Nord et d'outre-mer auraient dû demander la réparation de leurs préjudices de carrière avant d'être frappés par la conclusion. Cette conclusion n'est pas un argument sérieux puisqu'elle ne frappait pas aux mêmes dates leurs camarades métropolitains. M. Jean de Lipkowski demande en conséquence à M. le Premier ministre de rouvrir au profit des anciens combattants, résistants et victimes de guerre d'Afrique du Nord et d'outre-mer les délais de l'ordonnance du 15 juin 1945 et de la loi du 26 septembre 1951, de manière à ce qu'il n'y ait plus d'anciens combattants qui, ayant depuis plus de trente ans les titres de guerre requis, soient injustement privés du droit légitime d'en invoquer le bénéfice.

Anciens combattants (Afrique du Nord et outre-mer).

11615. — 27 janvier 1979. — M. Hubert Dubedout signale à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que les anciens combattants, résistants et victimes de guerre, ayant servi dans les cadres de la fonction publique d'Afrique du Nord et d'outre-mer ayant été mobilisés deux fois, savoir en 1939 et 1942, parfois même sans interruption de 1939 à 1945, pour lutter contre l'ennemi et libérer le territoire métropolitain, ont droit à une sollicitude particulière de la nation. Il rappelle que le législateur français a reconnu par l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959 et le décret du 13 avril 1962 que l'ordonnance du 15 juin 1945 sur « les empêchés de guerre » et la loi du 26 septembre 1951 sur les résistants n'avaient pas été appliquées ou avaient été mal appliquées en Afrique du Nord. Il souligne que les délais ouverts par ces textes (trois mois) et la date à laquelle ces textes ont été pris (guerre d'Algérie) n'ont pas permis à l'ensemble des fonctionnaires anciens combattants résistants et victimes de guerre d'en demander le bénéfice alors que l'ordonnance du 15 juin 1945 est restée en vigueur pendant plus de vingt ans et que la loi du 26 septembre 1951 complétée par celle du 27 mars 1956 a pu bénéficier à tous ceux qui, en 1956, avaient les titres de résistance requis. Il rappelle en effet qu'à partir respecti-

vement du 7 avril 1959 et du 13 juin 1962, aucun fonctionnaire rapatrié n'avait plus le droit de demander le bénéfice : de l'ordonnance du 7 janvier 1959 ; du décret du 18 avril 1962, alors que le droit à répartition existait au moins jusqu'en 1967 et parfois même jusqu'en 1978 pour leurs camarades métropolitains. Il considère que cette situation, qui traduit une inadmissible disparité de traitement, doit être dénoncée avec vigueur. Il rappelle que les initiatives de caractère législatif et réglementaire prises par divers départements ministériels (affaires étrangères - fonction publique - anciens combattants) se sont heurtées au refus du ministère des finances qui s'est contenté de dire que les anciens combattants et résistants d'Afrique du Nord et d'outre-mer auraient dû demander la réparation de leurs préjudices de carrière avant d'être frappés par la forclusion. Cette forclusion n'est pas un argument sérieux puisqu'elle ne frappait pas aux mêmes dates leurs camarades métropolitains. Il rend hommage aux efforts des divers ministres des anciens combattants et victimes de guerre pour tenter de résoudre ce problème en faisant appel à des sentiments d'équité et d'humanité et regrette que ces efforts incessants aient échoué devant l'intransigeance du ministère des finances qui continue à invoquer une forclusion injuste et discriminatoire dénoncée au demeurant par le médiateur dans son quatrième rapport. Il demande en conséquence à M. le Premier ministre s'il envisage de rouvrir au profit des anciens combattants résistants et victimes de guerre d'Afrique du Nord et d'outre-mer les délais de l'ordonnance du 15 juin 1945 ; la loi du 26 septembre 1951, de manière à ce que dans la famille des anciens combattants il n'y ait plus d'anciens combattants « à part » ou de « seconde zone » qui, ayant depuis plus de trente ans les titres de guerre requis, soient injustement privés du droit légitime d'en invoquer le bénéfice.

Réponse. — L'application aux fonctionnaires rapatriés d'Afrique du Nord de certains textes d'exception pris pour réparer des préjudices de carrière consécutifs à la guerre a été examinée par un groupe de travail interministériel siégeant au secrétariat d'Etat aux anciens combattants. Ce groupe s'est rallié, avec l'accord des représentants de l'association des fonctionnaires d'Afrique du Nord et d'outre-mer (Afanom), présents à ces réunions, à une procédure tendant à rechercher, sans qu'il y ait lieu de prévoir de nouveaux textes, des solutions aux cas d'espèce concernant les fonctionnaires des anciens cadres du Maroc et de Tunisie. Il a été admis, conformément aux conclusions émises par le groupe de travail que, préalablement à l'envoi des demandes individuelles aux services de gestion concernés, celles-ci feraient l'objet d'avis rendus après concertation entre les départements chargés des affaires étrangères, de la fonction publique, des finances (budget) et des anciens combattants. Cette procédure a été régulièrement suivie, étant précisé que les directives ainsi mises en œuvre ne pouvaient impliquer, en aucune façon, de passer outre aux forclusions édictées par les textes concernant en propre les fonctionnaires anciens combattants des ex-cadres du Maroc et de Tunisie. Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants ne saurait, à défaut d'éléments d'information nouveaux, prendre l'initiative d'une nouvelle étude de la question.

BUDGET

Impôts locaux (taxe d'habitation).

1848. — 24 mai 1978. — **M. Robert Vizet** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le cas de personnes âgées vivant en résidence à Bures-sur-Yvette et qui doivent payer une taxe d'habitation de 685 francs. Il lui demande si, d'une part, cette situation est normale et, d'autre part, si, d'une manière générale, il ne serait pas possible d'étaler le paiement de la taxe d'habitation en plusieurs versements.

Réponse. — Les personnes âgées vivant dans une maison de retraite sont imposables à la taxe d'habitation lorsqu'elles ont la disposition d'une chambre particulière ou d'un appartement. Mais elles peuvent en être dégrévées d'office lorsqu'elles sont titulaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité ou lorsque, non passibles de l'impôt sur le revenu, elles sont invalides ou âgées de plus de soixante-quinze ans. Par ailleurs, les contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans non imposables à l'impôt sur le revenu et qui occupent un logement dont la valeur locative n'exécède pas 120 p. 100 de la moyenne communale bénéficient d'un dégrèvement partiel de taxe d'habitation. En outre, cette taxe n'est pas réclamée aux pensionnaires de maisons de retraite gérées dans un esprit désintéressé et dont le règlement intérieur apporte certaines restrictions à la disposition du logement : obligation de prendre les repas en commun et donc interdiction de cuisiner, limitation des heures de visite et libre accès du personnel. Par ailleurs, les personnes âgées imposables à la taxe d'habitation et qui éprouvent de réelles difficultés pour acquitter leurs cotisations peuvent en demander la remise gracieuse, totale ou partielle au service des impôts. Pour ce qui est de l'étalement en plusieurs versements du

paiement de la taxe d'habitation, que souhaite l'honorable parlementaire, les conclusions, qui ont été dégagées des études entreprises, permettent d'estimer que le dispositif le plus adapté aux aspirations des contribuables devrait prendre la forme d'un système inspiré de celui applicable à l'impôt sur le revenu et se traduisant, pour ceux qui souhaiteraient y adhiérer, par un prélèvement mensuel automatique, et domicilié sur un compte bancaire ou postal, du paiement de la taxe en cause. Ces mesures ne pourront entrer en application que progressivement, au fur et à mesure de l'achèvement de la mécanisation de l'assiette et du recouvrement de cette imposition, ainsi que cela a déjà été annoncé au Sénat par le Gouvernement. En tout état de cause, le Parlement aura à en débattre lors d'une prochaine session. En attendant, les contribuables modestes ou momentanément gênés qui éprouveraient de réelles difficultés pour s'acquitter, en une seule fois, de leurs obligations fiscales dans les délais légaux, ont la possibilité de solliciter des délais de règlement en adressant une demande circonstanciée au comptable du Trésor. Après paiement intégral de l'impôt, ces personnes peuvent encore présenter une demande en remise gracieuse de la majoration de 10 p. 100 légalement appliquée pour règlement après l'échéance ; dans la situation envisagée, ces demandes sont examinées avec le maximum de bienveillance, si les délais accordés ont été respectés.

Radiodiffusion et télévision (redevance : personnes âgées ou infirmes).

4962. — 29 juillet 1978. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'insuffisance des critères retenus actuellement en ce qui concerne l'exonération de la redevance télévision. Pour bénéficier de l'exonération, il faut soit être invalide à 100 p. 100, soit être âgé d'au moins soixante-cinq ans ou soixante ans en cas d'invalidité au travail, et ne pas dépasser le plafond des ressources du fonds national de solidarité. Ces critères excluent des personnes aux ressources pourtant très modestes, par exemple des personnes âgées ou infirmes, non imposables sur le revenu, et pour qui la télévision reste souvent la seule distraction possible. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation.

Réponse. — Les personnes âgées d'au moins soixante-cinq ans ou soixante ans en cas d'invalidité au travail, à condition qu'elles vivent seules ou avec leur conjoint ou avec une personne ayant qualité elle-même pour être exonérée, sont exonérées du paiement de la redevance de télévision notamment lorsque le montant de leurs ressources ne dépasse pas, au moment où la redevance est due, les plafonds fixés par la réglementation pour avoir droit à l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Ces plafonds ont évolué régulièrement. Leur fort relèvement constaté depuis plusieurs années et notamment celui du plafond de ressources ouvrant droit à l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité (FNS) a permis l'admission au bénéfice de l'exonération de la redevance de télévision d'un nombre croissant de personnes âgées. C'est pourquoi il apparaît préférable au Gouvernement de concentrer l'aide de l'Etat au profit des personnes les plus démunies comme cela a été fait au cours de ces dernières années, plutôt que de disperser ses efforts sur de nombreuses catégories de bénéficiaires. En outre, la redevance télévision représente en 1978 une dépense quotidienne inférieure à 50 ou 75 centimes selon qu'il s'agit de récepteurs en noir et blanc ou de récepteurs en couleur. On peut donc s'interroger sur l'opportunité d'une telle mesure en faveur de personnes dont les ressources dépassent le plafond de ressources lié à l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

5131. — 5 août 1978. — **M. Alain Faugaret** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur le cas d'un contribuable, père de sept enfants, dont quatre sont encore à charge, et, parmi ceux-ci, une fille âgée de vingt-neuf ans atteinte de schizophrénie et donc incapable d'occuper un emploi salarié. L'importance relative du salaire de ce contribuable, cadre dans un service nationalisé, interdit à sa fille de bénéficier d'une quelconque loi d'assistance. Le service des impôts accepte que, sur sa déclaration de revenus, l'intéressé déduise pour sa fille une somme au plus équivalente à celle admise pour le logement, la nourriture et l'entretien d'un ascendant soit, pour l'année 1977, 6 305 francs. Afin d'être remboursé partiellement des frais de soins qu'exige la malade, ce contribuable a dû l'inscrire comme assurée volontaire à la sécurité sociale et doit payer une cotisation qui, pour 1977, s'élève à 2 980 francs, et déclarerait savoir si cette somme est également déductible du revenu d'intéressé. Une réponse négative signifierait que l'intéressé doit alors loger, nourrir et entretenir sa fille avec 8 305 francs moins 2 980 francs, soit 5 325 francs par an. Dans une réponse à **M. Lepage** (*Journal officiel* du 7 juin 1963, Débats Assemblée nationale, p. 3227),

Il est mentionné que « l'obligation alimentaire comprend non seulement la nourriture et le logement, mais aussi les frais de maladie et frais funéraires ». Il semblerait donc logique de déduire les cotisations de sécurité sociale qui, justement, se rapportent au risque maladie. D'autre part, dans le code général des impôts, article 156-II 4°, il est indiqué : « qu'elles soient versées par le contribuable pour son propre compte ou pour le compte de tiers, les cotisations de sécurité sociale constituent des charges déductibles ». De plus, le *Bulletin officiel* 5 B-23-74 précise que : « sont également déductibles les cotisations versées au titre de l'assurance volontaire, même si elles sont versées pour un enfant à charge ». Il lui demande donc si ce contribuable a effectivement le droit de déduire de sa déclaration de revenus de 1977 la somme de 6 305 francs, plus 2 830 francs, soit 9 285 francs.

Réponse. — Les versements faits au titre de l'assurance volontaire dont il est fait mention dans la question peuvent a priori être regardés comme procédant de l'obligation alimentaire visée aux articles 205 et suivants du code civil et être ainsi compris, en sus des frais de nourriture et de logement, dans le montant de la pension déductible du revenu global du contribuable concerné. Bien entendu, ce montant doit, conformément à la condition posée par l'article 203 du code déjà cité, être en rapport avec les moyens du débiteur des aliments et les besoins du bénéficiaire.

Impôts locaux (taxe d'habitation).

5349. — 12 août 1978. — M. Louis Gosdoff rappelle à M. le ministre du budget que l'attention de son prédécesseur avait été appelée à plusieurs reprises sur les conditions de paiement de la taxe d'habitation. Il lui avait été demandé que ce paiement puisse être effectué en plusieurs versements comme pour l'impôt sur le revenu. Ces interventions sont restées sans effet et, à cette occasion, il a été simplement rappelé que les contribuables qui connaissent des difficultés pouvaient présenter aux comptables du Trésor des demandes de délais supplémentaires de paiement. Les instructions adressées dans ce sens aux comptables du Trésor constituent en fait des mesures compliquées, restrictives, dissuasives qui ne répondent en rien aux demandes de fractionnement du paiement de la taxe. Il lui demande de bien vouloir faire entreprendre une étude du problème afin que, le plus rapidement possible, interviennent des nouvelles modalités de paiement permettant de s'acquitter de la taxe en plusieurs fois, ce qui serait certainement très bénéfique pour les familles aux ressources modestes.

Réponse. — Conscient de l'intérêt de la question soulevée par l'honorable parlementaire, le Gouvernement a mis à l'étude divers projets visant à permettre un paiement fractionné de la taxe d'habitation. Il en résulte que le dispositif correspondant le mieux aux aspirations des contribuables devrait prendre la forme d'un système analogue à celui applicable au paiement de l'impôt sur le revenu et se traduirait, pour ceux qui souhaiteraient adhérer à cette formule, par un prélèvement mensuel automatique, et domicilié sur un compte bancaire ou postal, du montant de la taxe d'habitation. Toutefois ces mesures ne pourront entrer en application que progressivement, au fur et à mesure de l'achèvement de la mécanisation de l'assiette et du recouvrement de cette imposition, ainsi que cela a déjà été annoncé au Sénat par le Gouvernement. En tout état de cause, le Parlement aura à en débattre lors d'une prochaine session. En attendant, les contribuables modestes ou momentanément gênés qui éprouveraient de réelles difficultés pour s'acquitter, en une seule fois, de leurs obligations fiscales dans les délais légaux ont la possibilité de solliciter des délais de règlement en adressant une demande circonstanciée au comptable du Trésor. Après paiement intégral de l'impôt, ces personnes peuvent présenter une demande en remise gracieuse de la majoration de dix pour cent légalement appliquée pour règlement après l'échéance; dans la situation envisagée, les demandes sont examinées avec le maximum de bienveillance, si les délais accordés ont été respectés.

Finances locales (taxe sur l'électricité basse tension).

5824. — 9 septembre 1978. — M. Robert Vizet attire l'attention de M. le ministre du budget sur les difficultés que rencontrent les communes pour recouvrer la taxe sur l'électricité basse tension auprès des entreprises, celles-ci se refusant à faire connaître le relevé de leurs consommations. Par ailleurs, depuis le 1^{er} mai 1978, le Gouvernement ayant autorisé EDF à établir ses tarifs à partir d'un taux unique de 0,2147 franc alors qu'auparavant le taux maximum était de 0,52 franc par kilowattheure, cette réduction de tarif est compensée pour EDF par une augmentation de la redevance mensuelle d'abonnement, mais, de ce fait, l'assiette de la taxe, de la majoration de la première tranche de consommation trouve d'autant réduit, cette réduction pouvant aller jusqu'à 20 p. 100 de moins-value du produit de ladite taxe. En conséquence,

il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que les collectivités locales, communes et départements puissent bénéficier au maximum des ressources de la taxe sur l'électricité et qu'en tout état de cause elles ne subissent pas une réduction de cette ressource.

Réponse. — Le problème évoqué par l'honorable parlementaire a été résolu par l'article 6 de la loi de finances rectificative pour 1978 (n° 78-653 du 22 juin 1978) qui a modifié les règles d'assiette de la taxe communale et intercommunale sur les consommations d'électricité basse tension, de manière à en maintenir le produit au niveau prévu avant l'arrêté du 28 avril 1978 fixant les nouveaux tarifs de l'électricité basse tension. Désormais la taxe sera assise sur 80 p. 100 du montant total hors taxe de la facture d'électricité et non plus sur la part du montant de cette facture variant avec les consommations relevées. Cette réforme évite la diminution de ressources qui aurait résulté de la suppression, dans l'assiette de la taxe, de la majoration de la première tranche de consommation électrique et répond par conséquent aux préoccupations des collectivités locales.

Finances locales (versement représentatif de la taxe sur les salaires).

6236. — 23 septembre 1978. — M. Jean Brocard rappelle à M. le ministre du budget que le versement représentatif de la taxe sur les salaires a été fixé initialement en 1968 à 100 p. 100 des produits de la taxe locale sur le chiffre d'affaires 1967. Cette fraction fut égale à 95 p. 100 en 1969, diminuant de cinq points par an, tandis que, simultanément, la fraction affectée aux attributions liées à l'effort fiscal (impôts ménages) croissait du même nombre de points. Ce système s'est poursuivi jusqu'en 1976 : la loi de finances pour 1977 a bloqué ces deux fractions au niveau de 1976, soit 60 p. 100 (attribution de garantie) et 40 p. 100 (attribution liée à l'effort fiscal); ces dispositions ont été reconduites dans la loi de finances pour 1978. Le maintien de ces nouvelles mesures provisoires dans les prochaines lois de finances risque de conduire à des inégalités fiscales incontestables au détriment des communes qui ont fait un effort fiscal réel, la part de 40 p. 100 n'ayant alors qu'une signification moindre. Il lui demande donc s'il n'estime pas d'élémentaire justice fiscale pour les communes de reprendre l'ancien système, que permettrait d'arriver, en 1988, à obtenir la répartition du VRTS basée en totalité sur l'effort fiscal des collectivités.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que l'article 38 de la loi de finances pour 1979 (n° 78-1239 du 29 décembre 1978) prévoit, à compter du 1^{er} janvier 1979, le remplacement par un prélèvement unique sur les recettes de l'Etat du versement représentatif de la taxe sur les salaires (VRTS), des prélèvements destinés à compenser la suppression des taxes sur les spectacles et de la participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général des communes et des départements. Le montant de ce prélèvement qui alimentera une dotation globale de fonctionnement répartie entre les collectivités locales progressera en fonction de l'évolution des recettes de la TVA. Parallèlement, la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 fixe les modalités de répartition de cette nouvelle ressource à compter du 1^{er} janvier 1979. Ce mécanisme s'inspire, dans une très large mesure, des dispositions de la loi du 6 janvier 1966. Ainsi, il sera tenu compte, dans une proportion chaque année croissante, de l'effort fiscal des collectivités bénéficiaires, ainsi que de leur potentiel fiscal. Ces modalités permettront donc de mieux adapter l'aide de l'Etat à la situation réelle de chaque bénéficiaire et de tenir compte très largement du souci de justice fiscale qui anime le Gouvernement comme l'honorable parlementaire.

Impôt sur le revenu (majoration exceptionnelle).

6432. — 30 septembre 1978. — M. Charles Fèvre expose à M. le ministre du budget que l'article 3 de la loi de finances rectificative pour 1976 n° 76-978 du 29 octobre 1976 met à la charge des sociétés assujetties à l'impôt sur les sociétés une contribution exceptionnelle de 4 p. 100 de l'impôt sur les sociétés, calculée d'après les résultats du dernier exercice clos avant le 1^{er} janvier 1976 : « En cas d'exercice d'une durée inférieure ou supérieure à un an, l'impôt pris en considération est calculé sur la base des bénéfices rapportés à une période de douze mois. » Dans son article 1^{er}, la même loi institue une majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu, mais aucune disposition semblable à celle précitée, en matière d'impôt sur les sociétés, ne prévoit le cas des entreprises industrielles et commerciales exploitées sous forme d'entreprise individuelle pour laquelle l'exercice clos en 1975, dont les résultats aervent de base à cette majoration exceptionnelle, a eu une durée supérieure à douze mois. Il lui semble anormal que de telles entreprises se trouvent ainsi pénalisées par rapport aux sociétés assujetties à l'impôt sur les sociétés et il lui demande de bien vouloir lui faire connaître la solution qu'il compte apporter à un tel problème.

Réponse. — La majoration exceptionnelle instituée par l'article 1^{er} de la loi de finances rectificative pour 1976 a été assise sur les cotisations afférentes à l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 1975. Les contribuables sont normalement soumis à ce titre audit impôt à raison des résultats des exercices clos en 1975, quel qu'ait été le nombre ou le point de départ de ces exercices. La majoration en cause est donc applicable aux cotisations correspondantes puisque, comme les cotisations elles-mêmes, elle est calculée sans qu'il y ait lieu de distinguer selon la nature ou les modalités de réalisation des différentes catégories de revenus qui concourent à la formation du revenu net global soumis à l'impôt. Une mesure particulière qui serait prise en faveur des contribuables qui se trouvent dans la situation exposée dans la question serait donc injustifiée; d'autre part, elle comporterait un risque sérieux d'extension au bénéfice de certains autres contribuables frappés par la majoration susvisée et qui pourraient faire valoir des motifs tout aussi dignes d'intérêt à l'appui de leurs demandes. Eu égard à la diversité des situations individuelles, ce risque d'extension n'aurait d'ailleurs pas sans danger d'arbitraire. Les règles applicables aux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés ne peuvent donc que rester sans influence à cet égard.

Radiodiffusion et télévision (redevance : invalides).

6476. — 30 septembre 1978. — M. Jean-Marie Daillet expose à M. le ministre du budget qu'en l'état actuel de la réglementation sont exemptés de la redevance annuelle pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision les postes détenus par les invalides au taux d'invalidité de 100 p. 100, certaines autres conditions devant être remplies lorsqu'il s'agit de la redevance de télévision. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'étendre le bénéfice de cette exemption aux invalides titulaires de la carte d'invalidité ayant un taux d'incapacité d'au moins 80 p. 100.

Réponse. — Le décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960 précise que tout invalide au taux de 100 p. 100 est, sous réserve de certaines conditions de ressources, exonéré du paiement de la taxe télévision s'il vit seul, soit avec son conjoint et ses enfants à charge, soit encore avec une tierce personne chargée d'une assistance permanente. Cette réglementation est fondée sur la présomption que les invalides à 100 p. 100 ont, en raison de leur infirmité, un besoin de distraction à domicile sensiblement plus marqué que les autres catégories de la population. A défaut d'une appréciation des cas individuels, évidemment impossible en raison de la lourdeur et de la complexité de cette tâche, une telle présomption ne saurait être étendue à tous les titulaires de la carte d'invalidité. C'est pourquoi la proposition de l'honorable parlementaire tendant à exonérer de la redevance annuelle tous les titulaires de la carte, prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale, ne peut être retenue.

Rentes viagères (revalorisation).

6836. — 5 octobre 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté expose à M. le ministre du budget que la dégradation du pouvoir d'achat des rentes viagères du secteur public est une donnée réelle malheureusement incontestable. Même si le Gouvernement a mené ces dernières années une politique de revalorisation des rentes viagères, en prévoyant dans chaque loi de finances des taux de majoration légale d'autant plus élevés que la rente est de constitution plus ancienne, les mesures prises restent insuffisantes pour assurer un rattrapage réel du pouvoir d'achat des rentes. Il lui demande en conséquence d'apporter une solution d'ensemble au problème de la revalorisation des rentes viagères, en vue de protéger les droits des nombreux particuliers qui ont aliéné un capital en vue de s'assurer une certaine sécurité économique pour leurs années de retraite.

Réponse. — Les contrats de rentes viagères autres que ceux passés entre particuliers résultent de conventions passées entre un particulier ou une entreprise, s'il s'agit de rentes collectives, et un organisme d'assurance qui peut être une compagnie d'assurance, une caisse autonome mutualiste ou la Caisse nationale de prévoyance (CNP). Les deux premiers sont de type privé; quant à la CNP qui possède, en fait, le statut d'établissement public à caractère administratif, il s'agit d'un organisme indépendant de l'Etat. L'Etat demeure donc, dans tous les cas, étranger à ce type de contrat et, sur le plan juridique, il eût pu être parfaitement fondé à ne pas intervenir. S'il l'a fait, en définitive, à partir de 1948, par le moyen des majorations légales, c'est afin de venir en aide aux petits rentiers dont les revenus avaient été atteints par l'érosion monétaire. Or les majorations légales représentent pour le budget de l'Etat, qui a accepté d'endosser une obligation à laquelle il n'était pas tenu, une charge considérable qui a évolué depuis huit ans de la façon suivante : 1971 : 223 MF; 1972 : 264 MF + 18 p. 100; 1973 : 315 MF + 19 p. 100; 1974 : 362 MF + 15 p. 100; 1975 : 457 MF + 26 p. 100; 1976 : 605 MF + 32 p. 100; 1977 : 699 MF + 16 p. 100; 1978 : 840 MF + 22 p. 100. Il est possible de préciser que si l'évolution des majorations légales doit se poursuivre à ce rythme à législation et en francs constants, le niveau de la dépense atteindra deux milliards de francs avant 1985 et plus de cinq milliards dix ans après. Encore ce chiffre ne tient-il pas compte de la progression à prévoir des contrats collectifs de rente. Aussi le Gouvernement a-t-il été conduit à prendre toute une série de mesures sélectives qui consistent, en la matière, à privilégier d'autant plus une rente qu'elle a perdu davantage de son pouvoir d'achat, c'est-à-dire que la date de sa souscription est plus ancienne, ainsi que le montrent les deux tableaux ci-après, dont le premier permet de constater que le relèvement du pouvoir d'achat des rentes depuis 1972 a évolué, dans l'ensemble, dans les mêmes proportions que le coût de la vie, et le second montre l'effort particulier consenti par les pouvoirs publics pour les rentes les plus anciennes.

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Relèvement des arrérages.....	De 5 à 74 (moyenne 10)	De 5 à 18 (moyenne 7)	8	14	14	De 6,5 à 20 (moyenne 6,75)
Evolution du coût de la vie.....	+ 6,94	+ 8,48	+ 15,16	+ 9,63	+ 9,86	+ 9

Taux de revalorisation.

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
	P. 100.						
Tranches les plus récentes.....	5	5				6,5	9
Tranche 1914-1918.....	15	15	8	14	14	15	115
Tranche antérieure au 1 ^{er} août 1914.	74	18				20	15

Pour ces rentes anciennes, il convient donc de parler non d'un maintien mais d'un rattrapage de leur pouvoir d'achat.

Radiodiffusion et télévision (redcrance).

7119. — 12 octobre 1978. — **M. Claude Marlin** demande à **M. le ministre du budget** quelles sont les tolérances acceptées par les services de la redevance de la télévision concernant la perception de ces redevances lorsqu'il existe plusieurs postes dans un même appartement appartenant à des personnes physiques différentes. C'est ainsi que le service des redevances assimile à un foyer des couples qui vivent en union libre. Par contre, deux sœurs vivant sous le même toit ne peuvent bénéficier des mêmes dispositions. En effet, pour l'administration, deux sœurs habitant dans un même foyer n'appartiennent pas au même noyau familial. Aussi, il demande quels sont les critères précis retenus par l'administration dans ce domaine pour accepter les exonérations en cas de pluralité de récepteurs dans un même foyer.

Réponse. — En application de l'article 12 du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960 modifié, il n'est perçu qu'une seule redevance annuelle pour l'usage de tous les postes récepteurs de télévision détenus dans un même foyer, quel que soit le lieu d'utilisation, à la double condition que le foyer ne soit composé que du chef de famille, de son conjoint ou concubin et de leurs ascendants ou descendants et que ces appareils soient installés dans la même résidence. La notion de foyer familial susvisée comporte cependant des limites bien définies. Ainsi, sont considérés comme ascendants, le père et la mère, les grands-parents et arrière-grands-parents à l'exclusion des collatéraux : frères, sœurs, oncles, tantes, cousins, cousines. Sont, par ailleurs, considérés comme descendants : les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, à l'exclusion des neveux et nièces. Toutefois, il est admis que la présence au foyer d'un gendre ou d'une bru, devenus, par mariage, enfants du chef de famille, ne fait pas obstacle à la reconnaissance du droit au compte unique. Il en résulte qu'en cas de pluralité de téléviseurs dans un même foyer, le bénéfice de l'unicité de taxe n'est refusé que si l'appareil supplémentaire est détenu par une personne autre que les conjoints ou concubins, dans la mesure où elle n'a pas avec eux un lien familial en ligne directe.

Direction du Trésor (auxiliaires).

7352. — 18 octobre 1978. — **M. Jean-Yves Le Drian** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la dégradation de la situation de certains auxiliaires occasionnels du Trésor qui, licenciés le 1^{er} juin 1978, étaient à nouveau recrutés le 5 juin suivant, le motif invoqué, les « nécessités du service », ne faisant aucunement illusion. Il est particulièrement regrettable de constater un tel comportement de la part de l'administration, qui tente par des moyens indignes d'échapper à ses engagements. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour éviter que de telles situations se reproduisent.

Trésor (direction) (auxiliaires du Trésor).

12257. — 10 février 1979. — **M. Jean-Yves Le Drian** demande à **M. le ministre du budget** les raisons pour lesquelles il n'a pas été répondu dans les délais prévus à l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale à sa question n° 7352 du 18 octobre 1978 concernant la situation de certains auxiliaires occasionnels du Trésor.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle la réponse suivante : les services extérieurs du Trésor sont amenés à recruter des auxiliaires pour faire face à des travaux exceptionnels ou à des vacances momentanées. Ces auxiliaires sont engagés pour une durée limitée et sont très clairement informés du caractère de cet engagement. Les agents auxiliaires concernés en fonctions dans le Morbihan n'ont pas été licenciés, le contrat à durée déterminée qu'ils avaient souscrit et qui venait normalement à son terme le 30 mai 1978 n'a simplement pas été renouvelé. Dans ces conditions, l'administration n'a nullement failli à ses engagements. Au contraire, après qu'un point des besoins et des possibilités d'affectation de titulaires ait été fait, un nouveau contrat à durée déterminée a pu être proposé aux intéressés moins d'une semaine après le terme normal du contrat antérieur.

Allocation de chômage
(attribution aux personnes vivant maritalement).

7418. — 19 octobre 1978. — **M. Roland Leroy** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les problèmes que pose à certaines familles le manque d'organisation entre les pratiques des services fiscaux et celles des administrations délivrant l'allocation chômage. En effet, lorsqu'une personne est au chômage, les revenus de l'homme ou de la femme vivant maritalement avec elle sont pris

en compte par les Assedic ou par l'aide publique ; ils risquent en conséquence de dépasser le plafond imposé par ces organismes et empêcher ainsi le chômeur de percevoir ses indemnités. Au contraire, les services fiscaux calculant les revenus séparément imposeront le travailleur ayant un emploi exactement comme s'ils ne prenaient pas en charge le conjoint au chômage. En conséquence, les comptes qui se trouvent dans cette situation sont évidemment lésés. Il lui demande donc de remédier à ce problème en faisant en sorte que les services fiscaux, les Assedic et l'aide publique calculent les revenus des couples sur une base identique.

Réponse. — L'honorable parlementaire relève un manque de parallélisme entre les règles applicables aux personnes vivant maritalement en matière de calcul des allocations de chômage, d'une part, en matière de calcul de l'impôt, d'autre part. Il est exact qu'en matière d'aide publique versée par l'Etat, le concubin est assimilé au conjoint. De ce fait, la règle du plafond de ressources du foyer peut s'appliquer dans certains cas, l'allocation d'aide publique se trouvant alors plus ou moins réduite. En revanche, le chômeur dont le concubin est à charge perçoit une majoration du taux de l'allocation d'aide publique. L'assimilation du concubin au conjoint en matière d'aide publique répond avant tout à un souci de protection sociale et vise, en prenant en compte les situations réelles, à faire bénéficier de la majoration pour personne à charge le chômeur dont le concubin ne travaille pas. Quant aux allocations d'assurance-chômage versées par les ASSEDIC, il est rappelé que la notion de plafond de ressources du foyer est étrangère au régime, l'allocation journalière, qui est fonction du salaire de référence, étant indépendante de la situation de famille de l'intéressé. D'autre part, les règles de la législation sociale ne peuvent que rester sans influence sur le plan fiscal ; elles répondent, en effet, à des pré-occupations différentes. C'est ainsi que l'existence de situations telles que celles évoquées par l'honorable parlementaire ne saurait conduire à remettre en cause le principe fondamental suivant lequel chaque individu majeur, célibataire, divorcé ou veuf, est personnellement passible de l'impôt sur le revenu. Il n'est pas possible d'asseoir et de recouvrer l'impôt en fonction de situations précaires et difficiles à déterminer.

Impôts (Marquise [Pas-de-Calais] : installation d'une perception).

7496. — 28 octobre 1978. — **M. Dominique Dupilet** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les problèmes rencontrés par l'installation de la perception de Marquise (Pas-de-Calais). En effet, les crédits nécessaires aux travaux sont délégués depuis le début de l'année 1978 et, jusqu'à ce jour, rien n'a été entrepris. Il lui rappelle que, considérant la hausse des prix, le coût de l'opération sera majoré étant donné les retards accumulés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cette installation, prévue et programmée, puisse enfin se réaliser.

Réponse. — La perception de Marquise (Pas-de-Calais) doit effectivement être réinstallée dans un bâtiment qu'occupait, précédemment, une recette des postes ; l'autorisation de programme nécessaire à l'aménagement dudit immeuble a été inscrite au budget 1978. Le programme des travaux correspondants a été arrêté en mai 1978. Un architecte a été désigné, avec lequel un marché d'ingénierie a été conclu le 18 septembre 1978. L'homme de l'art a procédé depuis à l'établissement de l'avant-projet sommaire, puis de l'avant-projet détaillé puis du dossier de consultation des entreprises. En effet, conformément à la réglementation des marchés publics, ces travaux ne peuvent être lancés qu'après appel d'offres et attribution des travaux aux entreprises offrant les meilleures conditions de prix et de technicité. Le respect de ces procédures qui sont en cours doit permettre la réalisation du projet dans de bonnes conditions, l'expérience ayant prouvé que les dépassements de coût ont généralement pour cause l'insuffisance des études préalables ou le choix d'entreprises ne présentant pas de garanties suffisantes.

Imposition des plus-values (brevet cédé par un inventeur).

7978. — 3 novembre 1978. — **M. Edouard Frédéric-Dupont**, député de Paris, rappelle à **M. le ministre du budget** que dans une réponse à une de ses questions écrites en date du 26 février 1977 le coût de revient d'un brevet cédé par un inventeur avait été considéré comme « représenté par l'ensemble des dépenses nécessitées par les travaux de recherche et de mise au point ainsi que celles payées en vue de l'obtention du brevet, de sa maintenance et, éventuellement, de son amélioration ». Il lui demande de bien vouloir lui préciser si l'évaluation en termes monétaires du temps de travail que l'inventeur a consacré à la mise au point de son brevet est déductible de la plus-value imposable lors de la cession de ce même brevet. Si l'on admet en effet que le temps consacré par l'inventeur indépendant à la recherche constitue pour lui une

charge dans la mesure où il n'a pas été rémunéré et que, par ailleurs, la plus-value dégagée sur la cession d'un brevet ne présente pas le caractère d'un revenu mais d'un gain en capital, il convient d'admettre le temps destiné à la création parmi les charges déductibles de la plus-value imposable.

Réponse. — Conformément aux principes généraux régissant l'impôt sur le revenu, seules les dépenses qui ont fait l'objet d'un paiement effectif de la part de l'inventeur peuvent être prises en compte pour la détermination du profit consécutif à la cession du brevet, imposable au titre des bénéfices non commerciaux au seul taux de 15 p. 100. Il s'ensuit que l'évaluation en termes monétaires du temps de travail du cédant ne peut être retenue pour le calcul du profit soumis à l'impôt sur le revenu.

Impôt: locaux (taxe sur les salaires).

8131. — 4 novembre 1978. — M. Pierre Latalilade rappelle à M. le ministre du budget qu'en réponse à la question écrite n° 3677 publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale du 14 juin 1969 (p. 1003), il était dit que l'exonération de la taxe sur les salaires édictée en faveur des collectivités locales ne pouvait être étendue aux bureaux d'aide sociale. Cependant, il était précisé qu'il était admis que les bureaux d'aide sociale soient exonérés des taxes sur les salaires pour les rémunérations versées aux personnels des cantines scolaires et des cantines réservées à certaines catégories de personnes particulièrement dignes d'intérêt telles que les vieillards ou les économiquement faibles. Il lui demande s'il n'estime pas que cette exonération pourrait s'appliquer au service des aides ménagères qui dépend d'un bureau d'aide sociale, service qui est réservé aux mêmes catégories de personnes dignes d'intérêt telles que les vieillards et les économiquement faibles. Il lui demande également si les mêmes dispositions pourraient s'appliquer au personnel des centres aérés relevant d'un bureau d'aide sociale qui sont fréquentés par les enfants dont les mères exercent une activité salariée.

Réponse. — La loi de finances pour 1979 a étendu aux bureaux d'aide sociale le bénéfice de l'exonération de taxe sur les salaires accordée par l'article 231-1 du code général des impôts aux collectivités locales et à leurs groupements. Ainsi, s'ils sont gérés directement par des bureaux d'aide sociale, les organismes visés dans la question posée par l'honorable parlementaire seront exonérés de la taxe sur les salaires pour les rémunérations versées à leur personnel à compter du 1^{er} janvier 1979.

Remembrement (immeubles ruraux).

8548. — 15 novembre 1978. — M. Jean Bégault expose à M. le ministre du budget que l'arrêté du 3 juin 1960 (*Journal officiel* du 17 juin 1960) relatif à la participation financière de l'Etat aux frais d'échanges d'immeubles ruraux réalisés conformément à l'article 37 du code rural soulevé un certain nombre de problèmes au niveau de son application. Il lui rappelle que, conformément à la loi du 31 décembre 1968 (*Journal officiel* du 31 janvier 1969) sont prescrites toutes créances de l'Etat qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis. Dans le cas d'espèce, il y a lieu de se demander à partir de quelle date le délai de forclusion commence à courir pour les aides financières de l'Etat en matière d'échanges d'immeubles ruraux. D'après les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 3 juin 1960, il semblerait que le délai de quatre ans devrait courir à partir de la date de publication de l'acte d'échange à la conservation des hypothèques. Cependant l'article 5 du décret n° 60-432 du 6 mai 1960 précise que les dossiers à soumettre à la commission départementale de réorganisation foncière et de remembrement, en vue de l'obtention de la participation financière de l'Etat aux frais de l'échange, doit comprendre notamment : « l'acte ou le projet d'acte d'échange... » ; d'après cette disposition, il apparaît donc possible de présenter ou de représenter le dossier à tout moment lorsque l'acte d'échange a pris date à partir du 3 juin 1960. Il lui demande pour quelle raison, dans ce cas, un délai de forclusion serait applicable.

Réponse. — L'arrêté interministériel du 3 juin 1960 relatif à la participation financière de l'Etat aux frais d'échanges d'immeubles ruraux ne prévoit pas de délai particulier en ce qui concerne la demande d'aide financière pouvant être formulée par les coéchangistes. Ladite demande, qui est subordonnée à l'accord préalable de la commission départementale de remembrement doit, suivant les dispositions de l'article 4 de l'arrêté visé ci-dessus, être adressée par chaque coéchangiste, après l'exécution des formalités de l'enregistrement de l'acte d'échange et de sa publication à la conservation des hypothèques, à l'ingénieur en chef du génie

rural, directeur départemental de l'agriculture. Les dispositions de l'arrêté précité ne fixent pas de délai pour formuler cette demande. Dès lors, et en l'absence de dispositions spéciales en la matière, la forclusion applicable au cas de l'espèce doit être celle établie par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, c'est-à-dire la déchéance quadriennale. En application de ces prescriptions, et compte tenu des dispositions de l'arrêté du 3 juin 1960, les demandes d'aides financières relatives à des actes d'échanges amiables d'immeubles ruraux doivent être formulées dans le délai de quatre ans suivant la publication desdits actes à la conservation des hypothèques.

Rentes viagères (publiques).

8649. — 16 novembre 1978. — M. André Audinot appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les inquiétudes des rentiers viagers au sujet d'un projet de soumission de revalorisation des rentes viagères de l'Etat à leurs conditions de ressources. On fait état d'une augmentation des crédits consacrés à cette revalorisation de 58 p. 100 en trois ans, quand dans le même temps les rentes viagères n'ont été majorées que de 17 p. 100. La cause de l'aggravation de la charge budgétaire est donc due à la progression des souscriptions de rentes viagères, sur la promesse de « Majorations d'Etat substantielles ». Il fallait sans doute cette promesse pour faire souscrire des rentes viagères qui rapportaient des intérêts moindres que les obligations remboursables. Pourrait-on tenir compte du fait que la caisse des dépôts, les compagnies d'assurances sur la vie et les mutuelles, pour garantir les rentes viagères, sont dans l'obligation de souscrire des emprunts d'Etat. Le Trésor y gagne plus sur la dépréciation de ces derniers que ce qu'il décaissera pour la revalorisation tardive et insuffisante des rentes viagères. Si la fixation de plafonds de revenus pour bénéficier de certaines prestations, telles l'allocation de logement, peut se concevoir, les revalorisations de rentes viagères de l'Etat sont des mesures qu'on peut estimer de justice et de réparation. Il demande à M. le Premier ministre quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour qu'elles le restent.

Réponse. — Les malentendus nés au sujet du problème des majorations de rentes viagères conduisent à donner quelques précisions trop souvent ignorées des rentiers viagers et qui seront sans doute de nature à mettre en valeur les efforts considérables et constants que le Gouvernement, contrairement à certaines idées communément reçues, n'a jamais cessé de déployer en ce domaine. Tout d'abord, l'opinion selon laquelle l'Etat est responsable de la dégradation des rentes viagères ou retire un bénéfice de ces dernières repose indiscutablement sur un malentendu qui demande à être dissipé. Il convient, en effet, de rappeler que l'Etat n'a jamais été partie dans les contrats de rentes viagères. Ces contrats, qu'il s'agisse de rentes immédiates, de rentes différées ou de rentes collectives, résultent, en effet, de conventions passées entre un particulier ou une entreprise et un débirentier qui peut être : soit une compagnie d'assurance ; soit une société mutualiste ; soit la caisse nationale de prévoyance. Les deux premières sont des sociétés de type privé. Quant à la caisse nationale de prévoyance, il s'agit d'un organisme largement indépendant de l'Etat qui possède, en fait, le statut d'établissement public à caractère administratif selon un avis rendu par le Conseil d'Etat. L'Etat demeure donc, dans tous les cas, étranger à ce type de contrat et sur le plan juridique eût pu être parfaitement fondé à ne pas intervenir. Sans doute est-il cependant intervenu à partir de 1948, par le moyen des majorations légales, afin de venir en aide aux petits rentiers dont les revenus avaient été atteints par l'érosion monétaire. Il est même quelque peu paradoxal que l'Etat se voie aujourd'hui reprocher, même si elle est estimée insuffisante, une intervention à laquelle il n'était nullement tenu. Dans le même ordre d'idées, l'indication selon laquelle l'Etat tire un profit de la souscription des contrats de rentes demande à être mise au point. Les bénéficiaires qui procurent ce type de souscription ne servent nullement à alimenter les caisses de l'Etat, mais à approvisionner les réserves mathématiques que les sociétés sont tenues de constituer en vue d'honorer leurs engagements. Sans doute est-il souvent avancé que l'Etat bénéficie indirectement, en raison de l'apport des crédirentiers et de l'activité des organismes débirentiers, de certaines facilités pour placer ses emprunts à des conditions avantageuses. Cette affirmation ne résiste pas, elle non plus, à l'examen. Si, afin de garantir leurs engagements vis-à-vis des crédirentiers, les organismes d'assurance souscrivent volontiers des obligations ou des emprunts d'Etat, il convient de bien préciser qu'ils le font dans le cadre de leur politique financière habituelle. Il est, en effet, prudent, pour ces sociétés, de « diviser les risques » et de constituer un portefeuille de valeurs d'Etat, moins productives peut-être, mais certainement plus sûres que d'autres placements apparemment plus attrayants, dont la valeur nominale peut se détériorer sinon s'effondrer. Si l'on considère, par ailleurs, que les capitaux générateurs de placements, apportés par la souscription

des rentes viagères, demeurent relativement marginaux par rapport à ceux apportés par les autres branches de l'industrie des assurances, il est certainement inexact de prétendre que la souscription des contrats dont il s'agit permet à l'Etat de placer ses emprunts à bon compte. En définitive, il faut bien constater que, sur un plan strictement budgétaires, l'existence des rentes viagères représente pour l'Etat qui a accepté d'endosser, par le biais des majorations légales, une obligation à laquelle il n'était pas tenu, une charge considérable dont rien ne vient atténuer le volume sinon, pour le moment, un concours des sociétés d'assurance n'excédant pas 10 p. 100 de la charge des majorations légales qui leur incombent. La puissance publique n'en a, pour autant, jamais renoncé à poursuivre l'effort qu'elle a entrepris depuis 1948. Depuis dix ans, le montant des crédits inscrits au budget de l'Etat, au titre des majorations légales, a évolué de la façon suivante : 1969 : 201 millions de francs ; 1970 : 225 millions de francs (+ 12 p. 100) ; 1971 : 223 millions de francs (- 1 p. 100) ; 1972 : 264 millions de francs (+ 18 p. 100) ; 1973 : 315 millions de francs (+ 19 p. 100) ; 1974 : 362 millions de francs (+ 15 p. 100) ; 1975 : 457 millions de francs (+26 p. 100) ; 1976 : 605 millions de francs (+32 p. 100) ; 1977 : 699 millions de francs (+ 16 p. 100) ; 1978 : 840 millions de francs (+ 22 p. 100). Aussi le Gouvernement a-t-il pris toute une série de mesures sélectives qui consistent, en la matière, à privilégier d'autant plus une rente qu'elle a perdu davantage de son pouvoir d'achat, c'est-à-dire que la date de sa souscription est

plus ancienne. Ainsi est-il possible de constater que le relèvement du pouvoir d'achat des rentes a évolué en moyenne de la façon suivante par rapport à celui du coût de la vie :

	1974	1975	1976	1977
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Relèvement des arrérages	8	14	14	De 6,5 à 20 (moyenne : 6,75)
Evolution du coût de la vie	+ 15,16	+ 9,63	+ 9,86	+ 9

Si l'on prend pour base un indice 100, au titre de l'année 1974, l'évolution du premier de ces postes (indice 149) se situe très près du second (indice 150) ; pour ces années de référence, les conséquences du renchérissement du coût de la vie ont donc pratiquement été effacées par les majorations légales. L'effort des pouvoirs publics est encore plus significatif si l'on se réfère, pour la période 1972-1978, aux tranches de souscription les plus anciennes, celles d'avant le 1^{er} août 1914 et celles comprises entre le 1^{er} août 1914 et le 31 décembre 1918 notamment.

Taux de revalorisation.

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
	P. 100.						
Tranches les plus récentes	5	5				6,5	9
Tranche 1914-1918	15	15	8	14	14	15	115
Tranche antérieure au 1 ^{er} août 1914.	74	18				20	15

Pour ces rentes anciennes, il convient donc de parler non d'un maintien mais d'un rattrapage de leur pouvoir d'achat. Il est bien évident que cet effort ne se relâchera pas, mais, il a paru opportun de rechercher les moyens de réduire la progression de ces dépenses pour l'avenir. Ainsi, la loi de finances pour 1979 (n° 78-1239 du 29 décembre 1978) limite-t-elle, pour les rentiers qui constitueront leurs rentes postérieurement au 31 décembre 1978, l'aide de l'Etat à ceux d'entre eux qui ne disposeront que de ressources modestes. Quant à ceux qui étaient titulaires de rentes antérieurement au 1^{er} janvier 1979, les droits à majoration dont ils bénéficiaient déjà ou dont ils étaient appelés à bénéficier dans l'avenir ne seront nullement affectés par les nouvelles dispositions.

Rentes viagères (publiques).

8765. — 17 novembre 1978. — M. Pierre Chantelet attire l'attention de M. le ministre du budget sur les vives inquiétudes suscitées par les dispositions de l'article 33, paragraphes VI et VII, du projet de loi de finances pour 1979 concernant les rentes viagères. Ce texte vise en effet à supprimer aux titulaires de ces rentes tout ou partie des revalorisations qui leur ont été accordées afin de compenser l'absence de majoration de leurs rentes, sans pour cela, d'ailleurs, couvrir les conséquences de l'érosion monétaire dont ils souffrent. Il lui demande d'examiner la possibilité de modifier les paragraphes en cause, de manière à ce que les titulaires de rentes viagères ne soient pas lésés par la nouvelle loi.

Réponse. — Les dispositions de l'article 45 de la loi de finances pour 1979 ne suppriment en aucune façon les revalorisations aux rentes viagères. Au contraire, cet article majore de 8 p. 100 l'ensemble des arrérages des rentes constituées avant le 1^{er} janvier 1978. Cependant, le Gouvernement, eu égard à la charge que représentent pour la collectivité nationale les majorations de rentes viagères qui nécessitent pour 1979 un crédit proche du milliard de francs, a été contraint de rechercher les moyens de réduire la progression de ces dépenses pour l'avenir. Aussi, ce même article 45 limite-t-il, s'agissant des rentiers qui constitueront leurs rentes postérieurement au 1^{er} janvier 1979, l'aide de l'Etat à ceux d'entre eux qui ne disposent que de ressources modestes. Quant à ceux qui étaient titulaires de rentes viagères antérieurement au 1^{er} janvier 1979, les droits à majoration dont ils bénéficiaient déjà, ou étaient appelés à bénéficier à l'avenir, ne seront nullement affectés par les dispositions en cause.

Budget (ministère : personnel).

10006. — 12 décembre 1978. — M. Jean Fontaine signale à M. le ministre du budget ce qui suit : le dernier bulletin syndical « l'Action DGI (direction générale des impôts) » fait état des conditions inacceptables dans lesquelles se déroulent les réunions des commissions administratives paritaires et notamment celles de receveurs principaux et de chefs de centre. Il y est évoqué l'inutilité pratique de cette formalité au motif que la direction générale impose des projets arrêtés d'une manière unilatérale à partir d'examen sur dossiers dans le secret des bureaux et refuse de prendre en compte les éléments d'information et d'appréciation apportés par les représentants du personnel. M. Fontaine souhaiterait connaître l'opinion de M. le ministre sur une telle attitude qui ne lui paraît pas conforme à la volonté du législateur lorsque cette instance de concertation a été créée.

Réponse. — L'administration s'est toujours attachée à observer scrupuleusement les dispositions réglementaires relatives au fonctionnement des commissions administratives paritaires. Elle s'efforce notamment de faciliter la mission des représentants du personnel en mettant à leur disposition toutes les pièces et documents utiles à la préparation des séances, et elle recueille avec la plus grande attention les éléments d'information et d'appréciation que ceux-ci peuvent apporter, sans être toutefois tenue de suivre nécessairement leurs suggestions. Au cas particulier évoqué par l'honorable parlementaire, la direction générale des impôts a entendu, avant de prendre sa décision, les vœux formulés par la commission administrative paritaire et n'a pas dérogé aux règles de fonctionnement de cet organisme consultatif.

Impôts sur le revenu

(bénéfices non commerciaux : charges déductibles).

10011. — 12 décembre 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre du budget si, dans le cadre de l'harmonisation fiscale souhaitée par les pouvoirs publics, il n'y aurait pas lieu d'étendre aux auxiliaires médicaux conventionnés, et notamment aux masseurs kinésithérapeutes, le bénéfice des dispositions adoptées par ses prédécesseurs et lui-même quant à l'évaluation des frais professionnels des médecins conventionnés. Il semble, en effet, que tous les membres des professions médicales et paramédicales qui ont adhéré aux conventions passées entre leurs

organismes professionnels et la sécurité sociale sont soumis aux mêmes contraintes et ont les mêmes frais professionnels. Il lui demande donc quelles mesures il entend prendre pour que l'égalité fiscale soit réalisée entre médecins, auxiliaires médicaux et salariés dès lors que leurs revenus sont connus de façon précise par les organismes de sécurité sociale.

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 93 du code général des impôts, le bénéfice à retenir dans les bases de l'impôt est constitué par l'excédent des recettes totales sur les dépenses nécessitées par l'exercice de la profession. Cette définition du revenu imposable implique que la base d'imposition individuelle soit arrêtée en tenant compte des frais réellement exposés par le contribuable intéressé. Or, compte tenu de l'extrême diversité des conditions d'exercice de l'activité des auxiliaires médicaux, il ne peut être envisagé de déterminer au niveau national la nature et l'importance des frais professionnels déductibles. Il n'est donc pas possible, dans ces conditions, d'étendre à leur bénéfice les modalités particulières de détermination du revenu imposable retenues pour les médecins conventionnés. Au demeurant, ces modalités particulières, qui s'expliquent par des raisons historiques, sont antérieures à l'engagement pris par les pouvoirs publics de procéder à un rapprochement général des conditions d'imposition, au vu des constatations du conseil des impôts. Or, il est rappelé que cet engagement s'est traduit par l'adoption d'une mesure autorisant les membres des professions libérales à adhérer à des associations agréées. Ainsi, l'article 64 de la loi de finances pour 1977 a-t-il prévu que les intéressés bénéficieraient lorsqu'ils relèvent du régime de la déclaration contrôlée et que leurs recettes ne dépassent pas le double de la limite prévue pour l'application du régime de l'évaluation administrative d'un abattement de 10 p. 100 sur leur bénéfice imposable. L'article 7 de la loi de finances pour 1978 a étendu le champ d'application du texte initial en relevant de 50 p. 100 la limite des recettes prévue pour l'octroi de l'abattement. Par analogie avec le régime fiscal des salariés, cette disposition a également porté de 10 p. 100 à 20 p. 100 le taux de l'abattement applicable au bénéfice imposable dans la limite de 150 000 francs, ce taux étant maintenu à 10 p. 100 pour la fraction du bénéfice comprise entre 150 000 francs et une fois et demie la limite de la dernière tranche du barème de l'impôt sur le revenu, ce dernier chiffre étant fixé à 360 000 francs pour les revenus de 1978 et 1979 par l'article 11 de la loi de finances pour 1979. Enfin, l'article 12 de cette même loi vient, d'une part, de porter à 605 000 francs le plafond limite de recettes applicable aux membres des professions libérales et, d'autre part, de permettre aux adhérents de conserver le bénéfice des avantages fiscaux liés à l'adhésion pour la première année au titre de laquelle le dépassement de cette limite est constaté. L'ensemble de ces mesures, qui concernent directement les masseurs kinésithérapeutes, va dans le sens des préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

CULTURE ET COMMUNICATION

Musique (enseignement de la) : politique.

7970. — 3 novembre 1978. — **M. Henri Ferretti** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de la communication** sur le fait qu'à la dernière rentrée scolaire est apparue la saturation des places et, par conséquent, le blocage des entrées au conservatoire de musique, de danse, d'arts lyrique et dramatique de Metz. Ce point marque, de façon formelle, que la demande musicale est un phénomène de société que l'on ne peut indéfiniment ignorer. Il lui demande, en conséquence quelle politique il entend développer afin que les collectivités locales ne soient plus tenues de supporter le poids de l'enseignement musical et pour qu'à l'échelon national soit élaborée une politique dans ce domaine.

Réponse. — L'enseignement de la musique, de l'art lyrique et de la danse connaît depuis les dix dernières années un développement sans précédent qui se traduit, tant au niveau de l'enseignement supérieur qu'à celui des établissements municipaux, par des difficultés croissantes pour faire face aux besoins de formation dans ce domaine. Le conservatoire national supérieur de musique de Paris et la plupart des établissements municipaux contrôlés ou non par l'Etat ont désormais atteint la limite de leurs capacités d'accueil. Cette situation est due dans une large mesure à la réussite de la politique de développement de l'enseignement musical menée par le ministère de la culture et de la communication au cours des dernières années, en association étroite avec les collectivités locales, développement qui a induit une demande de formation en constante augmentation. Dans le cadre du plan de dix ans pour la musique, le ministère de la culture et de la communication s'était fixé comme objectifs en 1980 de doter la France de 27 conservatoires nationaux de région, 45 écoles nationales de musique et 72 écoles municipales agréées. En 1979, les objectifs fixés par le plan de dix ans seront réalisés à 100 p. 100 pour les conservatoires nationaux de région, 87 p. 100 pour les écoles nationales de musique et 36 p. 100 pour les écoles municipales

agréées avec subvention. En 1979, le montant total de l'aide de l'Etat aux établissements municipaux placés sous son contrôle pédagogique s'élèvera à 32 418 906 francs, en augmentation de 660 p. 100 par rapport à 1970 (4 907 535 francs). Parallèlement à l'accroissement de l'aide de l'Etat aux collectivités locales, le ministère de la culture et de la communication a augmenté le nombre de bourses de l'enseignement supérieur accordées aux élèves des conservatoires nationaux de région et des écoles nationales de musique désirant se préparer à une carrière musicale. Leur nombre est passé de 335 à 696 entre 1973 et 1978. En 1979, le crédit global consacré à cette action s'élèvera à 2 927 336 francs. Au plan qualitatif, le ministère de la culture et de la communication s'est attaché à relever la qualité de l'enseignement dispensé dans ces établissements et à introduire de nouvelles formules d'enseignement. Depuis 1969, les directeurs et les professeurs des écoles de musique contrôlées par l'Etat sont recrutés sur une liste d'aptitude établie après concours sur titres ou sur épreuves organisés au plan national. Cette disposition confère à l'enseignement dispensé une homogénéité des méthodes pédagogiques, conformément aux orientations définies par l'inspection générale de la musique. Un règlement pédagogique national a permis d'unifier les niveaux aux différents degrés dans les établissements contrôlés et agréés par l'Etat. Dans le domaine de la formation des maîtres, l'action du ministère de la culture et de la communication s'est développée sous la forme de stages dans les disciplines où la pénurie de musiciens professionnels est la plus sensible, telles que le chant et les instruments à corde, et dans les disciplines qui ne comportent pas de structures permanentes de formation telles que la pédagogie musicale appliquée à la danse. En association avec le ministère de l'éducation, un système d'enseignement à horaires aménagés débouchant sur la préparation du baccalauréat de technicien musique F11 s'est développé dans l'ensemble des conservatoires nationaux de région et dans certaines écoles de musique contrôlées par l'Etat (écoles nationales de musique, écoles agréées au second degré). Il permet aux élèves de ces établissements de poursuivre d'une manière coordonnée leurs études musicales et leurs études générales dans des établissements relevant du ministère de l'éducation. En 1977-1978, 5 373 élèves ont suivi cet enseignement et le B.T.N F11 a été présenté par 258 élèves. Compte tenu du développement actuel de l'enseignement musical au plan national et des difficultés rencontrées par l'ensemble des collectivités locales concernées pour faire face aux besoins de formation dans ce domaine, le ministère de la culture et de la communication a mis à l'étude une réforme de son action dans ce secteur de la vie culturelle nationale qui comporte notamment un projet de restructuration de l'enseignement de la musique dans le cadre d'une carte scolaire. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, le Gouvernement a annoncé la création prochaine d'un conservatoire national supérieur de musique à Lyon. Comme le conservatoire national supérieur de musique de Paris, cet établissement assurera la formation de musiciens, de chanteurs et de danseurs professionnels. S'agissant de l'enseignement décentralisé, le ministère de la culture et de la communication étudie selon quelles modalités il sera possible d'en promouvoir un développement fort et contrôlé. Cet effort devrait notamment avoir pour conséquence : 1° la transformation du système actuel d'association avec les collectivités locales et la revalorisation du concours de l'Etat aux établissements actuellement placés sous son contrôle pédagogique ; 2° l'extension de l'aide de l'Etat à de nouveaux établissements situés en priorité dans les régions actuellement dépourvues de structures bien adaptées à dispenser un enseignement musical de qualité (32 départements) ; 3° la mise en œuvre d'une politique d'incitation permettant d'aider des initiatives pédagogiques dans des régions défavorisées (habitat dispersé, banlieues de grandes villes) où les difficultés de transport nécessitent la création de structures décentralisées (professeurs itinérants, écoles de quartiers). J'attache la plus grande importance à la mise en place progressive dans les années à venir de cette politique dont l'objectif est de donner à la France l'enseignement spécialisé de la musique et de la danse qu'impose le renouveau de la pratique de ces arts dans notre pays depuis quelques années.

Maisons des jeunes et de la culture (établissements).

11315. — 20 janvier 1979. — **M. Roger Combrisson** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de la communication** sur la fermeture du centre socio-culturel de La Ferme, situé à Boussy-Saint-Antoine. Cet équipement, propriété de la SCIC, rayonnant sur l'ensemble du val d'Yerres, est fermé depuis le 1^{er} janvier 1979. Les conditions de cession faites par la SCIC à la commune de Boussy-Saint-Antoine, de ses locaux, pour la somme de 4 660 000 francs, sont inacceptables par bien des points. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour faire droit aux sollicitations de la municipalité de Boussy-Saint-Antoine.

Réponse. — Le centre socio-culturel de La Ferme, situé à Boussy-Saint-Antoine, est un équipement qui appartient à une société privée, la SCIC, sur laquelle le ministère de la culture et de la

communication n'exerce aucun contrôle ni tutelle. Ne participant ni à la gestion ni à l'animation de ce centre, il n'appartient pas au ministère de la culture et de la communication d'intervenir dans un conflit purement local opposant le propriétaire des lieux, d'une part, et la municipalité de Boussy-Saint-Antoine et certaines associations, d'autre part. Il convient d'ajouter que la municipalité de cette commune n'a d'ailleurs pas à ce jour saisi le ministère de cette affaire.

DEFENSE

Gendarmerie (personnel).

10849. — 5 janvier 1979. — M. Vincent Anquet appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur la situation difficile à laquelle sont confrontés les gendarmes qui veulent construire leur habitation personnelle. En effet ces personnels ne peuvent contracter les emprunts nécessaires au financement de leur logement qu'en fin de carrière, ce qui augmente le coût de la construction. C'est pourquoi il demande si des dispositions seront prises à brève échéance pour porter remède à cette situation.

Réponse. — La situation des gendarmes au regard de la réglementation de l'aide au logement a fait l'objet d'études particulièrement attentives qui ont permis d'y apporter un certain nombre d'aménagements tenant compte de l'obligation faite à ces personnels d'occuper un logement de fonction. C'est ainsi que le délai de trois ans accordé par le décret du 24 janvier 1972 relatif aux primes et prêts, pour l'occupation des logements destinés à être occupés personnellement par le bénéficiaire des prêts dès sa mise à la retraite, a été porté à cinq années par le décret n° 77-944 du 27 juillet 1977 pris dans le cadre de la loi du 3 janvier 1977 portant réforme de l'aide au logement. Cette réglementation permet pratiquement à un gendarme qui veut construire de mettre en chantier sa maison neuf ans avant la retraite puisque la durée qui sépare l'octroi du prêt et la déclaration d'achèvement des travaux peut être de quatre ans; il peut même souscrire un plan d'épargne-logement treize ans avant la retraite. De plus, le décret du 27 juillet 1977 a prévu une disposition offrant la possibilité aux gendarmes d'acquiescer un logement avec l'aide de l'Etat sans attendre d'être proche de la retraite: dans cette hypothèse, l'accédant à la propriété doit conclure avec l'Etat une convention type régie par le titre V de la loi du 3 janvier 1977 par laquelle il s'engage à louer, par bail d'une durée minimum de neuf ans, le logement qu'il fait construire ou achète en attendant de pouvoir l'occuper personnellement. Enfin, dans le cadre d'une aide spécifique aux personnels de la gendarmerie contraints de supporter des remboursements croissants d'emprunts après leur mise à la retraite et, par conséquent, au moment où leurs revenus diminuent, un plan de financement adapté à leur situation particulière, élaboré en liaison avec le Crédit foncier de France, le Crédit agricole et la Caisse nationale du gendarme, doit être mis prochainement en vigueur.

Assurance vieillesse

(retraités : arsenaux et établissements de l'Etat).

10917. — 6 janvier 1979. — M. Pierre Girardot attire l'attention de M. le ministre de la défense sur les revendications suivantes des retraités et veuves, travailleurs de l'Etat: l'abrogation du décret du 30 juin 1978 qui entraîne une diminution sensible des retraites; l'application immédiate des décrets des 22 mai 1951 et 31 janvier 1967; la remise à niveau des salaires et retraites de 12,49 p. 100; la suppression totale des abattements de zones; le paiement d'une prime annuelle uniforme pour tous, actifs et retraités; capital décès; la pension de réversion à 75 p. 100; la satisfaction de toutes les revendications des retraités formulées par la conférence fédérale CGT des 28 et 27 octobre 1978, notamment la défense de la sécurité sociale; l'application des dégagelements de cadres dans tous les arsenaux et établissements et la réduction de la durée du travail à trente-huit heures avec compensation intégrale du salaire pour permettre l'embauchage de nombreux chômeurs; le remboursement des frais de soins dans les maisons de retraites médicalisées; le respect et l'extension des libertés syndicales. Il lui demande d'entreprendre les démarches nécessaires pour satisfaire ces revendications dont le bien-fondé est indiscutable.

Réponse. — La rémunération des personnels ouvriers des établissements d'Etat relevant du ministre de la défense suit les principes de rémunérations de l'ensemble du secteur public dans le cadre du plan de lutte contre l'inflation, qui garantit le maintien du pouvoir d'achat de ces personnels en fonction de l'indice général des prix à la consommation. De plus, depuis le 1^{er} juillet 1978, les conditions de revalorisation trimestrielle des salaires ont été améliorées en vue d'adapter plus étroitement l'évolution des salaires à celle de l'indice avec anticipation d'un mois pour suivre de plus près cette évolution. Depuis cette même date, la durée hebdomadaire du travail des ouvriers a été réduite d'une demi-heure sans

diminution de rémunérations et les taux des abattements de zones de salaires ont été réduits et le nombre de zones ramené de six à trois comme dans la fonction publique. Les mesures concernant le paiement d'une prime annuelle uniforme pour les personnels en activité et en retraite, l'élargissement des conditions d'octroi du capital-décès et les avantages se rattachant aux mesures de dégagelement des cadres en vigueur jusqu'au 31 décembre 1980 qui concernent tous les personnels licenciés par suite de réduction d'effectifs, fermeture ou changement d'implantation de l'établissement employeur, sont de portée générale et ne peuvent être traitées dans le seul cadre du ministère de la défense. Enfin, la question du remboursement des frais de soins dans les maisons de retraites médicalisées ne relève pas de la compétence du département de la défense.

Armée (militaires tués ou blessés en temps de paix).

11500. — 27 janvier 1979. — M. Lucien Pignion demande à M. le ministre de la défense à quelle date paraîtront les décrets relatifs à la loi n° 77-1408 du 23 décembre 1977 concernant la protection spéciale des enfants de militaires tués ou blessés en temps de paix et publiée il y a plus d'une année. De nombreuses familles devant bénéficier des mesures de cette loi les attendent avec impatience.

Réponse. — Des consultations interministérielles sont en cours en vue de l'élaboration du décret déterminant les modalités d'application de la loi n° 77-1408 du 23 décembre 1977 accordant une protection particulière aux enfants de certains militaires tués ou blessés accidentellement en temps de paix.

ECONOMIE

Presse (50 millions de consommateurs).

503. — 21 avril 1978. — M. Gabriel Kasperoff rappelle à M. le ministre de l'économie que les pouvoirs publics ont confié un rôle important à l'Institut national de la consommation puisque cet organisme doit servir en particulier de relais entre eux-mêmes et les consommateurs. Cette mission est en partie assurée par la publication officielle de l'INC 50 millions de consommateurs. L'Etat subventionne d'ailleurs l'INC et ces subventions sont loin d'être négligeables puisque le montant de celles-ci qui était de 2 376 000 francs en 1970 a progressé pour atteindre en 1978: 15 365 000 francs. Encore importe-t-il que les crédits publics mis à la disposition de l'INC ne servent pas à promouvoir même indirectement des produits étrangers. Or, dans le n° 88 d'avril 1978 de 50 millions de consommateurs a été publié un article intitulé: « Téléviseurs couleur: japonais c'est plus sûr ». L'article en cause est extrêmement favorable aux produits japonais en matière de télévision. Il est regrettable que des subventions publiques puissent contribuer à la publication de tels articles alors que des problèmes d'emploi importants se posent dans notre pays sans épargner ce secteur de notre activité économique et que le Japon dans les récentes négociations avec la CEE a consenti très peu de concessions commerciales aux Européens se bornant pratiquement à confirmer des promesses qu'il n'avait pas tenues antérieurement. D'autre part, nous savons que des produits français très fiables sont susceptibles d'être proposés aux consommateurs en matière de télévision. Il lui demande ce qu'il pense de la situation qu'il vient de lui exposer. Il souhaiterait savoir s'il n'estime pas nécessaire d'intervenir auprès de l'INC en lui faisant valoir ce que des articles dans le genre de celui auquel il vient de faire allusion ont d'inadmissible.

Réponse. — Pour réaliser l'étude que ses administrateurs lui avaient demandé sur la qualité des téléviseurs, l'INC s'est entouré des garanties souhaitables, afin de procéder à une analyse objective de ce problème. Ainsi, en avril 1977, l'Institut a adressé à quelque 140 000 abonnés payants de la revue 50 Millions de consommateurs un questionnaire réalisé avec le concours d'un centre de recherche à partir d'un document qui avait été utilisé pour deux enquêtes précédentes sur le thème de la fiabilité des téléviseurs couleur. Les réponses ont été acceptées jusqu'au 30 juin 1977. Compte tenu de la limitation de l'investigation aux postes achetés en 1974, 1975, 1976 et début 1977 et des enquêtes inexploitées, il a été analysé sur ordinateur 14 889 réponses qui ont donné lieu à un rapport pour chaque année considérée et à un rapport global. Quarante-neuf rubriques ont été étudiées pour chacune des périodes annuelles considérées. Les résultats ont été dépouillés par les services techniques de l'INC et l'article de presse a été contrôlé par les statisticiens qui ont travaillé sur l'enquête. Certaines marques ont été exclues de l'étude afin de conserver à l'échantillon sa représentativité. On pouvait souhaiter que les producteurs français aiguillonnés par un tel essai, cherchent à faire aussi bien, en matière de fiabilité et de qualité du service après-vente, que leurs concurrents étrangers. Telle est d'ailleurs la caractéristique des essais comparatifs: désavantageux dans l'immédiat pour certaines marques, ils peuvent s'avérer bénéfiques à terme en raison de l'amélioration de la qualité qu'ils provoquent. Il semble que ce résultat ait été atteint dans ce cas particulier puisque le nouvel essai comparatif réalisé par l'INC sur

douze téléviseurs couleur et relaté dans 50 Millions de consommateurs n° 96 du mois de décembre 1978 répond à ce critère. En effet, à quelques exceptions près, les appareils actuellement sur le marché sont très satisfaisants.

Transports routiers (responsabilité des déménageurs).

3644. — 24 juin 1978. — M. Emmanuel Hamel attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur le fait suivant, signalé par l'union départementale des consommateurs du Rhône, concernant la responsabilité du déménageur lorsqu'une déclaration de valeur de mobilier n'a pas été faite. Le déménageur est responsable à concurrence de mille francs par mètre cube déménagé (art. 1^{er} des conditions générales d'exécution des transports de déménagement, établi en vertu du décret n° 67-259 du 23 mars 1967 et de l'arrêté du 23 mars 1967). La miniaturisation de certains objets courants de forte valeur ne permettant plus une telle évaluation, il lui demande s'il ne juge pas opportun, dans l'intérêt des consommateurs, que cette valeur soit réactualisée.

Réponse. — Un engagement de modération, en date du 24 mai 1978, pris en application des dispositions des arrêtés n° 76-117/P et 76-121/P du 23 décembre 1976 a modifié le système de détermination des prix des opérations de déménagements et de garde-meubles, et notamment l'évaluation de la responsabilité du déménageur, telle qu'elle avait été définie par le décret n° 67-259 du 23 mars 1967, dont la valeur limite a été ainsi portée de 1 000 francs à 1 500 francs le mètre cube. Il n'a pas paru opportun, lors des négociations de cet engagement avec les organisations professionnelles, de procéder à une réévaluation plus importante de la limite de responsabilité au déménageur, ceci pour éviter une répercussion sur l'ensemble des tarifs alors que la modification souhaitée par l'honorable parlementaire n'intéresse pas uniformément tous les usagers du déménagement. Il faut rappeler que les clients possesseurs d'objets de grande valeur mais de petit volume ont toujours la possibilité de souscrire une assurance complémentaire dont le montant ne saurait être apprécié que dans le cadre des règles conventionnelles auxquelles le client souscrit en concluant un devis préalable.

EDUCATION

Enseignement préscolaire et élémentaire (Vigneux-sur-Seine [Essonne]).

7440. — 19 octobre 1978. — M. Roger Combrisson attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la gravité de la situation scolaire à Vigneux-sur-Seine. En effet, treize classes ont été automatiquement fermées dans les écoles primaires et maternelles alors que la diminution des effectifs aurait dû permettre de ne pas dépasser vingt-cinq élèves dans toutes les classes et de mettre en place de véritables mesures pour un soutien aux élèves en difficulté. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour annuler la fermeture des treize classes, préjudiciable à la vie scolaire des enfants.

Réponse. — Dans le cadre des travaux de la carte scolaire qui ont présidé à la préparation de la dernière rentrée, des dispositions ont été prises par les autorités académiques avec l'approbation des instances consultatives locales afin d'améliorer les normes d'ouvertures de classes; ces dispositions visaient, d'une part, à permettre la constitution de classes de vingt-cinq élèves au cours préparatoire et au cours élémentaire première année, en conformité avec les recommandations accompagnant la réforme du système éducatif, d'autre part, à entraîner un desserrement général des effectifs puisqu'aussi bien la moyenne par classe de chaque école primaire, tous niveaux confondus, devait demeurer inférieure à 28,5. En outre, le seuil maximum de trente-cinq enfants par classe a été retenu pour fixer la moyenne de répartition des élèves dans l'enseignement préélémentaire. Ce sont ces dispositions qui, à Vigneux comme dans les autres communes du département de l'Essonne, ont prévalu. En conséquence, à l'heure actuelle, le taux d'encadrement général moyen de l'ensemble des écoles de Vigneux est conforme aux dispositions arrêtées dans le département. Dans l'organisation actuelle, les enfants de cette localité bénéficient effectivement de conditions de travail satisfaisantes et il n'y a pas lieu d'envisager de modifier l'organisation de toutes les écoles de la commune, l'année scolaire étant trop avancée. Il convient en outre de préciser à l'honorable parlementaire que la population de Vigneux-sur-Seine est passée de 5 366 élèves en 1973-1974 à 3 974 en 1978-1979 ce qui justifie les fermetures prononcées.

Enseignement secondaire (enseignants).

7757. — 26 octobre 1978. — M. César Depietri attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation scandaleuse dans laquelle se trouvent les professeurs techniques assimilés aux certifiés. En effet, bien que le recrutement soit maintenant strictement

identique à celui des professeurs certifiés, les professeurs techniques ne jouissent pas des mêmes avantages. Ces derniers effectuent un horaire calculé sur la base de trente heures avec dégrèvement selon le type d'enseignement au lieu de dix-huit heures pour un certifié. D'autre part, ils n'ont pas droit : à l'heure de première chaire; au passage dans le corps des agrégés sur la liste d'aptitude; à la biadmissibilité à l'agrégation; à l'inscription aux concours administratifs (proviseur par exemple); au même taux horaire de l'heure supplémentaire. Depuis plus de trois ans, le principe de cette intégration a été accepté par votre ministère, mais cette mesure n'est pas encore entrée en application. Pour cette raison, les professeurs techniques de France ont décidé de se mettre en grève illimitée à raison d'un jour par semaine. Aussi, il lui demande ce qu'il compte faire et quelles dispositions urgentes il compte prendre pour la mise en application d'une telle intégration qui ne serait que pure justice et qui permettrait un meilleur enseignement et la création d'emplois de professeur.

Enseignement secondaire (enseignants).

8511. — 14 novembre 1978. — M. Yves Le Cabelléc attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation administrative des professeurs techniques enseignant dans les lycées techniques. Alors que la formation reçue par ces professeurs devrait leur permettre de bénéficier d'un statut à part entière de professeur certifié et non d'un statut d'assimilé, les intéressés attendent depuis quatre ans que ce statut de professeur certifié leur soit accordé. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de prendre toutes décisions utiles afin que la situation de ces professeurs techniques soit régularisée et qu'ils puissent bénéficier du statut de professeur certifié qui leur a été promis.

Enseignement secondaire (enseignants).

8803. — 18 novembre 1978. — M. Jean Briane attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation administrative des professeurs de l'enseignement technique enseignant dans les lycées techniques. Bien que ceux-ci aient reçu une formation qui leur permette de prétendre au statut à part entière de professeur certifié, ils ne sont, à l'heure actuelle, considérés que comme assimilés aux professeurs certifiés. Depuis plus de quatre ans, le statut de ces professeurs est à l'étude sans qu'aucune décision soit intervenue. Il lui demande si les intéressés peuvent espérer voir aboutir leur requête dans un avenir prochain.

Enseignement secondaire (enseignants).

10146. — 14 décembre 1978. — M. Charles Hernu attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation dans laquelle se trouvent les professeurs techniques des lycées techniques. En effet, dans le cadre de la promotion des enseignements technologiques, toutes les catégories d'enseignants ont pu, par l'intermédiaire d'un recyclage ou d'un concours interne, se promouvoir et obtenir l'indice de la catégorie qui lui était immédiatement supérieure. Or, seuls les professeurs techniques de lycées techniques n'ont pas bénéficié à ce jour de la promotion qu'ils méritent. Ces derniers effectuent un horaire calculé sur la base de trente heures avec dégrèvement, selon le type d'enseignement, au lieu de dix-huit heures pour certifié. Ils n'ont pas droit : à l'heure de première chaire; au passage dans le corps des agrégés sur la liste d'aptitude; à la biadmissibilité à l'agrégation; à l'inscription aux concours administratifs; au même taux horaire de l'heure supplémentaire. Le principe de cette intégration a été accepté par votre ministère. Par conséquent, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour la mise en application d'une telle intégration, qui serait de nature à régler ce problème dans l'intérêt de l'enseignement technique et d'apaiser les craintes des professeurs techniques.

Enseignement secondaire (enseignants).

10151. — 14 décembre 1978. — M. Jean-Yves Le Drian expose à M. le ministre de l'éducation la grave injustice dont sont actuellement victimes les professeurs techniques des lycées techniques. En effet, ces derniers ont réussi un concours d'un niveau élevé à la suite duquel ils ont été assimilés à des professeurs certifiés avec un horaire hebdomadaire de 30 heures, alors qu'un grand nombre de leurs collègues PTA (professeurs techniques adjoints), reçus au concours spécial simplifié des professeurs techniques, ont reçu le grade de certifié avec un horaire hebdomadaire de dix-huit heures. En outre, il lui signale que certains de ces professeurs techniques étant membres de jury de ces concours spéciaux, il est pour le moins étrange que, juges du recrutement, ils soient sous-qualifiés par rapport aux recrutés. En conséquence, il lui demande s'il entend mettre fin à cette situation aussi injuste que paradoxale en intégrant le corps des professeurs techniques dans celui des certifiés.

Réponse. — L'alignement des obligations de service et des droits des professeurs techniques sur ceux des certifiés et l'éventuelle

simplification du dispositif en place pose une question très complexe qui a des incidences sur l'organisation du service. Elle fait actuellement l'objet de la part des services d'une étude attentive, nécessairement longue, dont l'issue dans la conjoncture actuelle ne peut être préjugée. Il convient de souligner cependant que s'il n'est pas envisagé actuellement de réunir en un corps unique les professeurs techniques de lycée technique et les professeurs certifiés, l'assimilation de fait entre les deux catégories d'enseignants est en voie de se réaliser sur le plan de la carrière. C'est ainsi que les professeurs techniques bénéficient de la même échelle indiciaire que les professeurs certifiés. De même, les professeurs techniques ayant été déclarés deux fois admissibles aux épreuves orales de l'agrégation peuvent bénéficier de l'échelonnement indiciaire des professeurs certifiés bi-admissibles à ce même concours. De même, un professeur technique peut être nommé comme un certifié sur un emploi de proviseur ou de censeur, conformément aux dispositions du décret n° 69-494 du 30 mai 1969.

Enseignement secondaire (enseignants).

7916. — 28 octobre 1978. — M. Jacques Douffagues attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des professeurs techniques. Alors que les enseignants qui sortent à l'heure actuelle des ENP sont désormais professeurs certifiés et que les anciens professeurs techniques adjoints ont obtenu la possibilité d'acquiescer le titre de professeur certifié moyennant un concours interne, les professeurs techniques, eux, semblent condamnés à demeurer dans une situation intermédiaire. Ils ont, certes, le salaire des professeurs certifiés, mais aucun des avantages liés à cette situation, notamment en matière d'horaire, de droit à la première chaire ou de promotion interne aux fonctions de censeur, proviseur, inspecteur et professeur agrégé. Ils n'ont pas, de surcroît, l'autorisation de passer le concours interne, réservé aux seuls professeurs techniques adjoints. Leur seule mission consiste à appartenir au jury de ce concours. Lors de la discussion de la loi de finances pour 1975, l'assimilation des professeurs techniques aux professeurs certifiés avait été réaffirmée (*Journal officiel* du 5 novembre 1974, p. 5384). Aussi lui demande-t-il les dispositions qu'il compte prendre de façon à rendre réelle l'assimilation annoncée entre les professeurs techniques et les professeurs certifiés.

Réponse. — L'alignement des obligations de service et des droits des professeurs techniques sur ceux des certifiés et l'éventuelle simplification du dispositif en place pose une question très complexe qui a des incidences sur l'organisation du service. Elle fait actuellement l'objet de la part des services d'une étude attentive, nécessairement longue, dont l'issue dans la conjoncture actuelle ne peut être préjugée. Il convient de souligner, cependant, que d'ores et déjà un certain nombre de mesures sont acquises. Ainsi les professeurs techniques ayant été déclarés deux fois admissibles aux épreuves orales de l'agrégation peuvent bénéficier de l'échelonnement indiciaire des professeurs certifiés bi-admissibles à ce même concours. De même un professeur technique peut être nommé comme un certifié sur un emploi de proviseur ou de censeur, conformément aux dispositions du décret n° 69-494 du 30 mai 1969.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements).

8378. — 10 novembre 1978. — M. Lucien Villa attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les bâtiments du groupe scolaire Marsoulan, situés 19, rue Marsoulan, Paris (12^e). Ces locaux sont vétustes et nécessitent depuis de nombreuses années déjà des travaux de modernisation, dont certains sont particulièrement urgents, notamment : les sanitaires de la maternelle, la cantine du primaire, les travaux de la maternelle de l'avenue du Docteur-A-Netter. Les parents d'élèves sont très sensibles à ce problème, d'autant que s'y ajoutent des questions de sécurité pour les enfants. Aussi lui demande-t-il quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à une situation qui va se dégradant et met en danger la sécurité des enfants.

Réponse. — En application des mesures de décentralisation administrative prévues par le décret du 8 janvier 1976, il appartient aux conseils généraux, en l'occurrence au conseil de Paris, d'arrêter la liste des opérations du premier degré à subventionner sur fonds d'Etat et de fixer les modalités d'attribution aux collectivités locales. Ces assemblées peuvent également accorder une aide sur les fonds scolaires départementaux. Il n'appartient donc pas au ministre de l'éducation d'intervenir dans cette affaire qui doit être traitée à l'échelon départemental dès lors que l'Etat, afin de rapprocher les centres de décision des administrés, a donné aux instances départementales et régionales des moyens financiers et la liberté d'utiliser ceux-ci en fonction des besoins qui leur sont exposés. L'honorable parlementaire pourra donc s'informer auprès des autorités locales compétentes des solutions qu'elles envisagent d'apporter aux problèmes de fonctionnement du groupe scolaire de la rue Marsoulan dans le douzième arrondissement de Paris.

Vacances (vacances scolaires de printemps).

9651. — 5 décembre 1978. — M. Gérard Braun attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les problèmes soulevés par le mauvais étalement des vacances de printemps et de février, en particulier. En effet, depuis cette année, l'académie de Reims, région Champagne-Ardenne, auparavant en zone B, vient s'ajouter à la zone C, déjà très surchargée puisqu'elle comprend les académies d'Amiens, de Caen, de Lille, de Nancy-Metz, d'Orléans-Tours, de Rennes et de Rouen, pour ne citer que les régions qui fréquentent les stations de ski vosgiennes. Il s'ensuit donc une surcharge excessive de la dernière semaine de février, alors que la semaine précédente est pratiquement vide. Il y aurait lieu de tenir compte des vacances du Bénélux, qui se situent toujours durant la semaine du Mardi Gras, et qui en 1979, viennent encore s'ajouter à la zone C, provoquant ainsi une saturation intolérable de l'hébergement. Dans l'ensemble donc, les vacances de Pâques et de printemps en avril, sont soit trop tardives pour la pratique des sports d'hiver, soit trop précoces pour des vacances de plein air. Il serait souhaitable à cet effet, ce qui permettrait d'ailleurs de mieux équilibrer les deuxième et troisième trimestres de l'année scolaire, que les vacances de février se situent au tout début de ce mois afin que les vacances de printemps commencent dès fin mars. Il y aurait le plus grand intérêt, tant pour les usagers que pour les hôteliers et les loueurs de meublés ou de gîtes, à se rapprocher du système de programmation allemand, qui prévoit les périodes de vacances pour cinq ans, à ce que les dates de congés scolaires soient connues au minimum un an à l'avance. Le problème du décalage du jour de départ et de fin de vacances, enfin, par rapport aux week-ends, s'il a un certain intérêt pour les écrêtements des pointes de trafic, représente cependant d'importantes difficultés pour les loueurs de meublés et de gîtes, et surtout pour de nombreux parents salariés d'entreprises, car ils sont ainsi privés de deux jours de vacances supplémentaires du week-end. Il lui rappelle que le manque à gagner dû au mauvais étalement des vacances d'hiver s'éleva cette année, pour l'ensemble des stations vosgiennes, à plus de deux milliards de centimes dont 50 p. 100 de devises étrangères (soit 100 francs par jour pendant quinze jours de 13 000 à 15 000 touristes). Il lui demande donc quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette situation.

Réponse. — Les contraintes extérieures au service public de l'éducation, notamment en ce qui concerne l'accueil dans les stations touristiques, sont largement prises en compte pour la définition du calendrier des activités scolaires. Lors de l'élaboration du projet de calendrier scolaire, une étroite collaboration est assurée avec tous les ministères ayant en charge les divers intérêts concernés par ce sujet, notamment dans le domaine des activités touristiques mais aussi des transports. C'est ainsi que pour répondre à des nécessités d'intérêt général exprimées par la Société nationale des chemins de fer français, l'académie de Reims a dû être transférée de la zone B, dont elle relevait les années scolaires précédentes, à la zone C, pour l'année 1978-1979. Mais il est évident que le transfert d'une académie d'une zone à l'autre peut avoir pour effet de rompre d'autres équilibres aussi dignes d'attention que celui auquel est attaché l'honorable parlementaire. La modification de la composition des zones est en outre mal ressentie par les familles, qui éprouvent le besoin d'une certaine continuité sur ce plan, pour la prévision et la bonne organisation de leurs vacances. Un impératif prioritaire domine d'ailleurs la fixation des dates de vacances scolaires : l'intérêt des élèves, qui réside dans une alternance aussi équilibrée que possible des périodes d'activité et de repos au cours de l'année scolaire, que ne préserverait pas, en fait, l'organisation proposée. Pour ce qui concerne la fixation en milieu de semaine des départs et des retours de vacances, il convient de préciser que ce dispositif a été retenu afin que soit évitée, dans l'intérêt de la collectivité nationale tout entière, la concomitance des départs en vacances et des fins de semaine, qui apparaît de nature à susciter des risques en matière de sécurité pour la circulation routière, compte tenu de l'accroissement de cette dernière, et qui aggrave également les difficultés d'organisation du trafic ferroviaire en ces périodes déjà surchargées. Dans le cas de l'Espagne, ce sont nos partenaires ministériels eux-mêmes qui ont demandé qu'intervienne la mesure en cause. Il convient en outre de rappeler que le projet de calendrier de l'année scolaire est toujours soumis à l'avis du conseil supérieur de l'éducation nationale, au sein duquel sont notamment représentés les syndicats d'enseignants et les fédérations de parents d'élèves, partenaires habituels du ministère de l'éducation. Ceux-ci sont ainsi appelés à faire valoir les intérêts qui leur semblent prioritaires parmi tous ceux qui se trouvent mis en jeu par les décisions à prendre en ce domaine. Les difficultés grandissantes qui résultent, pour l'élaboration des calendriers scolaires, de la manifestation de contraintes et d'intérêts multiples et souvent contradictoires — et qui seraient encore accrues s'il fallait tenir compte des vacances du Bénélux — révèlent que le ministère de l'éducation ne peut plus arrêter et mettre en œuvre seul des décisions en cette matière, alors que les rythmes scolaires s'intègrent

de plus en plus à l'aménagement général du temps et que s'accroît l'interférence entre les contraintes propres au système éducatif et celles qui lui sont étrangères. Il est donc apparu souhaitable que la synthèse de celles-ci s'effectue selon un mode de concertation auquel le ministère de l'éducation bien entendu participe, mais qui lui soit extérieur. Le conseil économique et social est apparu le mieux adapté à cette démarche, afin que celle-ci soit menée à son terme dans les conditions les plus favorables, puisque tous les intérêts en présence y sont représentés. Ce conseil a donc été saisi des problèmes posés par l'organisation des rythmes de l'année scolaire en fonction des nécessités de l'aménagement général du temps. Le ministère de l'éducation a mis à la disposition du conseil économique et social le dossier qu'il a constitué sur les aspects proprement éducatifs du problème des rythmes scolaires. De son côté, le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, chargés par le Premier ministre de la mission de coordonner les actions menées en matière d'aménagement du temps, doit rassembler tous les éléments utiles sur les contraintes extérieures à l'éducation. A partir de ces informations conjuguées, et de la réflexion qu'elles ont suscitée, le conseil économique et social vient d'émettre un avis sur les solutions qui lui sembleraient les plus aptes à intégrer les rythmes de l'année scolaire dans le cadre de l'aménagement général du temps. Il en sera tenu compte dans les décisions qui devront intervenir pour la fixation du prochain calendrier des activités scolaires.

Enseignement secondaire (établissements).

9908. — 9 décembre 1978. — M. Philippe Marchand appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le fait suivant : une auxiliaire de service intérimaire du collège de Saint-Pierre-d'Oléron employée depuis onze mois et quinze jours par son ministère, travaillant depuis deux ans dans l'établissement cité, aurait été licenciée au mois d'octobre 1978 car elle allait attendre un an de service (elle ne peut occuper qu'un poste à mi-temps depuis cette date alors que le poste budgétaire est vacant). Il lui demande, alors, de bien vouloir lui préciser sur quels textes législatifs il s'appuie, dans sa circulaire du 25 janvier 1977 et sa lettre DPA 4 n° 1489 du 9 juin 1978, adressées à M. le recteur de Poitiers, pour procéder au licenciement des auxiliaires de services intérimaires employés par le ministère de l'éducation. Il lui demande, par ailleurs, dans la mesure où la légalité de ces procédures serait contestable, s'il entend surseoir à ce type de décision.

Réponse. — Il convient tout d'abord de rappeler que les emplois vacants qui se découvrent au niveau des catégories A, B ou C sont, d'une manière générale, dans la fonction publique, pourvus à l'occasion des opérations de mutations et d'affectations des fonctionnaires

titulaires et stagiaires. Toutefois, l'administration peut être amenée, dans certains cas, à procéder au recrutement temporaire d'agents auxiliaires afin de pourvoir des postes restés vacants à l'issue de ces opérations. Afin de concilier la politique de résorption de l'auxiliaire entreprise par le Gouvernement, les impératifs liés au fonctionnement des services et la nécessité d'offrir le maximum d'emplois aux examens et concours correspondants, il convenait d'une part, de n'autoriser le recrutement d'agents auxiliaires que dans les cas où la présence d'un personnel supplémentaire s'avère indispensable et d'autre part, de limiter la durée de ces recrutements à la fin de chaque année scolaire en cours. Du fait de cette dernière disposition, les agents auxiliaires qui ne justifient pas d'un an d'ancienneté, au moins, en cette qualité, ne peuvent pas se prévaloir du bénéfice de la reconduction automatique de leur délégation. Il n'en demeure pas moins que les recteurs d'académies ont la possibilité, dans le cadre de leurs pouvoirs propres, compte tenu des nécessités du service et de la manière de servir des intéressés, de nommer à nouveau certains d'entre eux sur des emplois vacants de catégorie D. En ce qui concerne le cas individuel soulevé par l'honorable parlementaire, il convient de préciser que, à la suite de la nomination d'un agent titulaire sur le poste qu'il occupait précédemment, l'agent auxiliaire concerné, ne désirant pas quitter l'île d'Oléron, a bénéficié de la seule possibilité de réemploi sur place en recevant une nomination en qualité d'auxiliaire de service sur un demi-emploi vacant au collège de Saint-Pierre-d'Oléron.

Enseignement secondaire (enseignants).

9929. — 12 décembre 1978. — M. Jacques Brunhes demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui indiquer, pour chacune des académies, le nombre respectif de professeurs techniques adjoints (PTA) de lycée, de professeurs techniques et de certifiés titulaires du CAPET B2, B3 et B4 en fonction dans les établissements de second degré à la rentrée scolaire de 1978-1979. Il lui demande également le nombre global d'enseignants pour chacune de ces trois catégories (PTA, PT, certifiés) en position de détachement dans un autre ministère ou hors de France.

Réponse. — 1° Les informations demandées par l'honorable parlementaire sont présentées dans le tableau ci-joint. 2° Le nombre global de professeurs techniques adjoints en position de détachement dans un autre ministère ou hors de France est de 102. Le nombre global de professeurs techniques de lycée technique détachés est de cinquante. Le nombre global de certifiés détachés est de 5411, dont onze certifiés titulaires du CAPET B2, quarante-neuf certifiés titulaires du CAPET B3, et sept certifiés titulaires du CAPET B4.

Nombre respectif de professeurs techniques adjoints (PTA) de lycée, professeurs techniques et certifiés titulaires du CAPET B2, B3 et B4, en fonctions dans les établissements de second degré à la rentrée scolaire de 1978-1979.

ACADEMIES	PROFESSEURS techniques adjoints.	PROFESSEURS techniques de lycées techniques.	CERTIFIES B 2	CERTIFIES B 3	CERTIFIES B 4 A + B 4 B
Aix-Marseille	100	143	18	54	13
Amiens	56	83	1	20	8
Besançon	54	88	0	39	14
Bordeaux	130	91	7	51	19
Caen	36	73	6	26	5
Clermont-Ferrand	63	64	1	23	16
Corse	7	4	0	3	0
Créteil	237	197	28	44	9
Dijon	72	131	3	26	13
Grenoble	174	200	13	58	19
Lille	118	187	13	75	30
Limoges	32	60	17	22	8
Lyon	180	210	14	81	27
Montpellier	120	87	7	42	20
Nancy-Metz	75	116	5	45	19
Nantes	89	115	13	52	20
Nice	85	84	1	23	8
Orléans-Tours	87	109	1	33	10
Paris	401	316	7	27	13
Poitiers	58	68	4	37	13
Reims	56	68	5	23	9
Rennes	142	132	16	55	15
Rouen	58	59	5	15	11
Strasbourg	54	95	12	30	4
Toulouse	138	122	18	65	21
Versailles	264	200	9	41	22
Total	2 886	3 102	222	1 010	364
Antilles-Guyane	16	16	0	4	2
Réunion	7	11	2	8	2
TOM	7	4	2	6	0
DÉT et étranger	104	50	11	49	7

Enfance inadaptée (établissements recevant du public).

10031. — 13 décembre 1978. — M. Gérard Chasseguet rappelle à M. le ministre de l'éducation qu'en réponse à une question orale sans débat (séance du Sénat du 20 octobre 1978), M. le secrétaire d'Etat auprès de Mme le ministre de la santé et de la famille disait qu'en ce qui concerne la vie des handicapés et leur insertion dans la cité, un certain nombre de textes ont déjà été publiés ou le seront très prochainement. C'est ainsi que l'accessibilité dans les nouveaux bâtiments publics qui doivent être construits à partir de 1979 est prévue à titre obligatoire à compter du 1^{er} février prochain. Il ajoutait qu'un texte serait publié pour assurer l'accessibilité aux établissements recevant du public, à la voirie et aux transports, afin de permettre très progressivement une adaptation de ces installations. Il semble qu'en ce qui concerne le ministère de l'éducation des mesures d'adaptation des locaux scolaires ont été prises s'agissant des établissements du premier cycle. Il lui demande quelles dispositions sont envisagées pour les locaux scolaires neufs et pour les locaux anciens recevant des élèves du second cycle. Les mesures principales à prendre consistent sans doute en l'aménagement de rampes d'accès parallèles aux escaliers ainsi qu'en un élargissement des différentes portes des établissements.

Réponse. — En application des dispositions de l'article 49 de la loi du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, le décret n° 78-109 du 1^{er} février 1978, dont le ministre de l'éducation est cosignataire, a fixé les mesures destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées à mobilité réduite les installations neuves ouvertes au public. Parmi celles-ci figurent les locaux scolaires, universitaires et de formation. Le ministre de l'éducation sera également cosignataire des textes préparés par le ministère de la santé et de la famille qui vont préciser les dispositions techniques qui devront être respectées dans ces constructions. S'agissant plus particulièrement des dispositions prises à la seule initiative du ministère de l'éducation, il peut être indiqué à l'honorable parlementaire que des instructions techniques provisoires ont fait l'objet des circulaires n° 77-379 et 77-380 du 18 octobre 1977 intéressant respectivement la construction des établissements scolaires du premier et du second degré afin de rendre ces locaux accessibles à des handicapés moteurs circulant en fauteuil roulant dans la mesure où le nombre de ceux-ci ne dépasserait pas 1,5 p. 100 de l'effectif total des élèves scolarisés dans les établissements en cause compte tenu des propositions de la commission centrale de sécurité. Ces mesures concernent bien l'ensemble des établissements scolaires du premier et du second degré (premier et second cycles) ainsi que des établissements de formation de maîtres. Elles sont applicables non seulement aux établissements à construire mais également aux aménagements à réaliser dans des établissements existants. Des instructions particulières fixeront les conditions dans lesquelles devrait s'effectuer la programmation de cette dernière catégorie de travaux qui doivent être réalisés progressivement dans les établissements scolaires. En effet, dans le cadre des dispositions du décret n° 78-1167 du 9 décembre 1978, il est prévu le recensement des installations ouvertes au public et l'indication de la nature des travaux pour les rendre accessibles aux personnes handicapées à mobilité réduite. Toutefois le caractère définitif des mesures préconisées dans les circulaires précitées est soumis à la parution des dispositions qui doivent fixer, pour chaque catégorie d'établissement, l'effectif au-delà duquel la présence de personnes handicapées circulant en fauteuil roulant nécessite l'adoption de mesures particulières de sécurité. Aux termes de l'article 1^{er} du décret n° 78-1296 du 21 décembre 1978 modifiant l'article R. 121-3 du code de la construction et de l'habitation relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ces précisions feront l'objet d'un additif au règlement de sécurité prévu à l'article R. 123-12 du code de la construction et de l'habitation.

Vacances (vacances scolaires).

10132. — 14 décembre 1978. — M. Didier Bariani attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les difficultés résultant du calendrier des vacances scolaires de l'année 1978-1979 pour les élèves de l'enseignement du premier et du second degré. Les départs en milieu de semaine tels qu'ils sont prévus dans ce calendrier ont pour effet de perturber le travail scolaire, le cycle d'enseignement étant planifié sur une semaine entière. D'autre part, il est à craindre que les élèves désorientés par un changement de rythme brutal aient besoin d'une période de réadaptation plus longue pour reprendre effectivement le cours de leur scolarité. En outre un certain nombre de familles dont les enfants sont pensionnaires, n'ont pas la possibilité d'accompagner ou de ramener leurs enfants en milieu de semaine. Elles se trouvent contraintes de leur faire perdre le bénéfice de deux et parfois de trois jours de classe parce qu'elles doivent attendre le week-end pour être libres de faire ces dépla-

acements. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour mettre fin à ces difficultés, sans pour cela remettre en cause le principe d'un certain équilibre des congés scolaires destiné à faciliter la circulation routière et ferroviaire.

Réponse. — La fixation en milieu de semaine des départs et des retours de vacances a été retenue afin que soit évitée, dans l'intérêt de la collectivité nationale tout entière, la concomitance des départs en vacances et des fins de semaine, qui apparaît de nature à susciter des risques en matière de sécurité pour la circulation routière, compte tenu de l'accroissement de celle dernière, et qui aggrave également les difficultés d'organisation du trafic ferroviaire en ces périodes surchargées. Lors de l'élaboration du projet de calendrier scolaire, une étroite collaboration est assurée avec tous les ministères ayant en charge les divers intérêts concernés par ce sujet, notamment dans le domaine des transports et des activités touristiques. Dans le cas de l'espèce ce sont ces partenaires eux-mêmes qui ont demandé qu'intervienne la mesure en cause. Les problèmes soulevés par l'honorable parlementaire témoignent de la difficulté de plus en plus grande pour le ministère de l'éducation d'arrêter et de mettre en œuvre seul des décisions concernant l'organisation des rythmes scolaires, alors que ceux-ci s'intègrent de plus en plus à l'aménagement général du temps et que s'accroît l'interférence entre les contraintes propres au système éducatif et celles qui lui sont étrangères. Il est donc apparu nécessaire que la synthèse des contraintes et exigences souvent contradictoires ainsi mises en jeu s'effectue selon un mode de concertation auquel le ministère de l'éducation bien entendu participe, mais qui lui soit extérieur. Le Conseil économique et social a semblé l'instance la mieux adaptée pour que cette démarche soit menée à son terme dans les conditions les plus favorables, puisque tous les intérêts en présence y sont représentés. Ce conseil a donc été saisi des problèmes posés par l'organisation des rythmes de l'année scolaire en fonction des nécessités de l'aménagement général du temps. Le ministère de l'éducation a mis à la disposition du Conseil économique et social le dossier qu'il a constitué sur les aspects proprement éducatifs du problème des rythmes scolaires. De son côté, le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, chargé par le Premier ministre de la mission de coordonner les actions menées en matière d'aménagement du temps, a rassemblé tous les éléments utiles sur les contraintes extérieures à l'éducation. A partir de ces informations conjuguées et de la réflexion qu'elles ont suscitée, le Conseil économique et social vient d'émettre un avis sur les solutions qui lui sembleraient les plus aptes à intégrer les rythmes de l'année scolaire dans le cadre de l'aménagement général du temps. Il en sera tenu compte dans les décisions qui devront intervenir pour la fixation du prochain calendrier des activités scolaires.

Examens et concours (baccalauréat).

10245. — 16 décembre 1978. — M. Jacques Douffiagues attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les difficultés que rencontrent parfois aux épreuves du baccalauréat un certain nombre d'athlètes de niveau international ayant ou non suivi leur scolarité dans le cadre des sections sport-études. A défaut de prévoir la création d'un « baccalauréat sportif » qui pourrait, hélas, à terme, apparaître comme un baccalauréat au rabais, M. Douffiagues demande si le Gouvernement ne pourrait pas envisager la mise en place d'une option sportive au baccalauréat, qui permette de prendre en compte les qualités sportives des candidats et leur apport au rayonnement du sport français.

Réponse. — Cette question est une des préoccupations actuelles du ministère de l'éducation et du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, notamment dans le cadre de l'organisation des études dans les sections sport-études. Les sportifs de haut niveau ont eu en 1978 la possibilité de se présenter soit à la session de juin, soit à la session de remplacement de septembre du baccalauréat ; les candidats à la session de remplacement devant justifier leur choix et obtenir, sous couvert de leur fédération, l'accord du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs. Par ailleurs, une réunion exploratoire s'est tenue le 7 novembre 1978 au ministère des sports pour réfléchir aux différentes formes que pourrait prendre une option sport au baccalauréat compte tenu de la réglementation actuelle de cet examen. Plusieurs hypothèses ont été examinées : celle qui consisterait à créer une nouvelle série du baccalauréat de technicien, celle qui conduirait à créer une nouvelle série du baccalauréat du second degré, celle qui se limiterait à inscrire parmi les épreuves facultatives des baccalauréats existant une épreuve sportive. Pour chacune de ces hypothèses, les implications quant à l'organisation de l'examen, à la nature de l'épreuve sportive, ont fait l'objet d'une première réflexion, qui sera poursuivie en liaison avec le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs responsable de l'enseignement en matière de sports et éducation physique.

Elèves (zone rurale).

10481. — 22 décembre 1978. — **M. Arnaud Loperq** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les problèmes que rencontrent des jeunes de milieux ruraux qui, de par la suppression des internats, sont obligés de passer une grande partie de leur temps dans des cars de transports pour rejoindre le collège ou en revenir. En effet, il constate qu'ainsi les enfants accumulent beaucoup de fatigue, que leur travail en souffre, que ceux de milieu modeste ou appartenant à des familles nombreuses, outre la fatigue, ne retrouvent pas des conditions de travail convenables et qu'enfin ils n'ont pas, dans la plupart des cas, le soutien culturel souhaitable. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire, au moment où les enfants de toutes origines se voient offrir une chance de poursuivre des études, de remettre à l'honneur un système d'internat dans lequel les enfants, sous le contrôle d'un corps de surveillants éducateurs, pourraient travailler dans de bonnes conditions, éviter la fatigue inutile du transport, trouver sur place le soutien culturel adéquat et rentrer chez eux chaque samedi pour ne pas se couper de l'ambiance familiale.

Réponse. — En principe, il n'est pas prévu d'internat auprès des collèges de premier cycle; le réseau de ces établissements est généralement suffisamment dense pour que les déplacements des élèves soient limités à des distances raisonnables leur permettant de retourner chaque soir dans leur famille. On doit cependant avoir recours à l'internat dans les régions à l'habitat dispersé, au relief accidenté et au climat rigoureux; et bon nombre de collèges du Massif Central par exemple en sont dotés. Mais, même dans ces régions d'accès difficile, on constate une désaffection croissante pour le régime de l'internat, se traduisant par une baisse régulière du pourcentage d'élèves internes; et il semble bien que la survivance d'internats au niveau du premier cycle soit due davantage au caractère contraignant des conditions géographiques et climatiques qu'à un vœu délibéré des familles. C'est pourquoi l'effort a porté, dans les zones rurales isolées, sur le maintien de collèges fonctionnant avec des effectifs réduits: une centaine de petits collèges ont été ainsi inscrits à la carte scolaire et nationalisés, alors qu'il était prévu initialement de regrouper leurs élèves dans des collèges de taille moyenne pouvant nécessiter l'accueil en internat. Dans les régions où le ramassage des élèves peut être organisé de façon satisfaisante, la diminution du nombre des internes conduit à envisager à terme des fermetures d'internats. De telles décisions, qui sont de compétence rectorale, s'apparentent à un constat, les autorités académiques ne faisant que tirer les conséquences d'une situation de fait. Cette situation est celle du département de la Vienne dans lequel les effectifs des internats de collèges n'atteignent pas la moitié de la capacité d'accueil des locaux. Dans ces conditions, il ne peut être question de créer de nouveaux internats au niveau du premier cycle.

Education (ministère [budget]).

10992. — 13 janvier 1979. — **M. Marcel Houët** attire une nouvelle fois l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les problèmes et les inquiétudes soulevés par la non-consommation à Lyon d'une partie des crédits affectés au chapitre 33-92 du budget de l'éducation, relatif aux œuvres sociales. Il lui rappelle que cet excédent n'a pas eu pour cause une «saluration des besoins» mais le «manque de moyens» donnés aux services compétents pour jouer pleinement leur rôle (personnel administratif en particulier). Il lui précise qu'un certain nombre de dossiers n'ont pu être traités alors que les familles, notamment celles le plus en difficulté, ne sont pas sans subir gravement tout retard ou carence administrative. Il lui demande donc: quelles dispositions il entend prendre afin d'éviter une telle situation, préjudiciable au service social de l'éducation nationale et au rôle qui lui dévolu, préjudiciable aux familles; ce qu'il entend faire afin de favoriser comme il se doit, en lui en donnant les moyens, le fonctionnement du service social de l'éducation nationale.

Réponse. — Il ressort d'une enquête effectuée auprès du rectorat de l'académie de Lyon que le retard constaté à la fin de la gestion de l'année 1978 dans l'instruction des dossiers de prestations à caractère social et le versement de celles-ci aux personnels bénéficiaires concerne le seul département du Rhône. Des instructions ont été données pour que ces dossiers soient traités avec la célérité nécessaire. Les services de l'administration centrale veilleront tout particulièrement à ce que la situation signalée ne puisse se reproduire.

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

ENVIRONNEMENT

Finances locales (Levallois-Perret [Hauts-de-Seine]).

1193. — 10 mai 1978. — **M. Parfait Jans** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation faite à l'opération de rénovation dans la ZAC dite du secteur IX

à Levallois-Perret. Alors que toutes les étapes administratives ont été franchies avec l'accord de l'Etat, de la région et du département (arrêté de création de la ZAC, plan d'aménagement de zone, arrêté de réalisation, approuvés), l'Etat et le département se refusent à assumer leurs responsabilités financières concernant l'élargissement d'une voie nationale et l'acquisition de l'assiette du stade omnisports et de son aménagement. La société d'économie mixte et la commune sont ainsi placées dans la situation de ne pouvoir procéder aux remboursements des prêts du FNAFU consentis dans l'attente de la réalisation des recettes approuvées par l'ensemble des administrations. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre à cette commune et à sa société d'économie mixte de faire face à leurs engagements financiers et poursuivre la rénovation engagée.

Réponse. — La question posée porte sur la situation de l'opération de ZAC, dite secteur IX, à Levallois-Perret et, en particulier, le problème de l'élargissement de la voie nationale 309 et du stade omnisports, liés à l'opération. En ce qui concerne la nationale 309, le financement des emprunts dont il est question est inscrit à la programmation nationale pour l'année 1979, ainsi qu'à la programmation de la région Ile-de-France. L'Etat d'ailleurs, pour ne pas alourdir le bilan financier final de l'opération de rénovation, accepté de couvrir le déficit temporaire de trésorerie dû au retard de ses acquisitions, par un prêt relais de la caisse des dépôts et consignations, bonifié par le FNAFU. En ce qui concerne l'acquisition de l'assiette du stade omnisports, le conseil général du département a voté une subvention de 900 000 francs au titre de l'année 1978 et fixé le plafond de son aide à 1,5 millions de francs. Pour ce qui est de l'aménagement de ce stade, une première tranche d'ulde est inscrite à la programmation de l'Etat, le conseil général ayant donné un avis favorable. Le montant de cette subvention dépendra des crédits qui seront affectés au département pour l'année 1979. Enfin, la poursuite et le dénouement de l'opération de rénovation dans son ensemble devrait être possible grâce à l'important effort de l'Etat, qui a, par le biais du fonds d'aménagement urbain, accordé une subvention forfaitaire et définitive de 8 375 000 francs à l'organisme rénovateur, représentant 50 p. 100 du déficit prévisionnel de l'opération, à la charge de la ville.

Habitations à loyer modéré
(composition des conseils d'administration des offices).

2173. — 31 mai 1978. — **M. Charles Hernu** fait observer à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que le décret n° 78-132 du 16 février 1978, publié au Journal officiel du 2 mars 1978, a modifié la composition des conseils d'administration des offices publics d'HLM ainsi que des commissions d'attribution des logements. Suivant l'article 1° du décret, les nouveaux conseils d'administration seraient composés de vingt membres: 1° six membres élus par l'organe délibérant de la collectivité locale ou de l'établissement public de rattachement de l'office; 2° un membre désigné par les conseils d'administration des caisses d'épargne; 3° un membre désigné par les conseils d'administration des caisses d'allocations familiales; 4° dix membres nommés par le préfet du département; 5° deux membres élus par les locataires. Il lui demande: 1° pourquoi la nouvelle composition des conseils d'administration des offices n'a pas prévu la représentation des organisations syndicales; 2° s'il est normal que ce texte diminue le pouvoir relatif de la représentation des collectivités locales et cela dans la mesure où ce texte apporte une entrave à la liberté des conseils d'administration pour la constitution de leur bureau; 3° s'il envisage de renforcer l'emprise de l'Etat sur les offices d'HLM municipaux et départementaux émanant des collectivités locales et au détriment de ces dernières.

Réponse. — 1° Si le décret n° 78-213 du 16 février 1978 remplacé par les articles R. 421-54 à R. 421-64 et R. 421-68 et R. 421-69 du nouveau code de la construction et de l'habitation ne prévoit pas la représentation des organisations syndicales au sein des conseils d'administration des offices publics d'HLM, rien n'interdit aux différents organes chargés de procéder à la désignation des administrateurs la désignation de responsables syndicaux; 2° les dispositions du décret du 16 février 1978 relatives à la constitution du bureau sont très voisines de celles applicables en matière d'OPAC et il n'a pas paru utile de créer sur ce point une divergence dans la réglementation des différentes catégories d'offices. Seule la présence d'un administrateur délégué choisi parmi les membres nommés par le préfet n'est pas prévue dans les OPAC, mais elle existait déjà dans le décret du 19 décembre 1963 abrogé par le décret précité et rien n'en justifiait la disparition. Il est à signaler que les dispositions actuelles peuvent très bien conduire à la désignation d'un représentant de la collectivité locale comme président; 3° si le décret précité a maintenu la parité au sein des conseils d'administration entre les membres nommés par le préfet et les autres, la circulaire d'application du 24 mai 1978 a, quant à elle, invité les préfets: en ce qui concerne les offices départementaux,

à tenir compte, dans la nomination des personnes qu'ils choisiront, de l'intérêt de la coopération entre l'office et la collectivité de rattachement; en ce qui concerne les offices municipaux à ne nommer, dans un premier temps, que six des dix membres dont la désignation leur incombe. Ce dispositif devrait permettre à la fois un fonctionnement plus aisé des conseils des petits offices et d'établir une parité entre les membres nommés par le préfet et les élus. Il préserve également les transitions en matière de décentralisation. En effet, dans l'avenir, les élus devront être à même d'exercer directement leurs responsabilités dans la gestion des offices; cela suppose qu'ils puissent assumer aussi les conséquences financières de ces décisions.

Habitations à loyer modéré (réhabilitation).

3855. — 29 juin 1978. — **M. Henry Canacos** expose à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que les conditions actuelles de financement ne permettent pas la réhabilitation de logements en nombre suffisant par rapport aux besoins, en particulier en ce qui concerne les logements sociaux. Si aucune modification n'intervenait dans le rythme de la réhabilitation des logements, cela entraînerait rapidement une dégradation du parc coûteuse tant au niveau économique que social. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire face à cette action indispensable, et notamment pour la réhabilitation de 120 000 logements HLM par an, dans des conditions financières équivalentes à celles de la construction neuve et venant en supplément, sans toutefois que cela entraîne, par la mise en place de loyers élevés, une profonde mutation de l'occupation de ces logements qui sont le refuge des plus déshérités et particulièrement des personnes âgées.

Réponse. — La réhabilitation du parc social existant est au premier rang des préoccupations du ministre de l'environnement et du cadre de vie. Les dotations budgétaires en 1979, qui ont presque doublé par rapport à celles de l'année précédente, doivent permettre l'amélioration d'environ 60 000 logements. L'objectif à moyen terme est la réhabilitation de 80 000 HLM chaque année. Un financement particulièrement attractif a été mis au point pour ces opérations puisqu'à une subvention de 20 p. 100 pouvant dans un certain nombre de cas être portée à 30 p. 100 s'ajoutent désormais des prêts accordés par les caisses d'épargne au taux de 9,25 p. 100 sur une durée de quinze ans avec des annuités progressives. Ce financement, qui est lié obligatoirement à la passation de conventions entre l'Etat et les organismes bailleurs, doit entraîner des augmentations de loyers très modérées qui, pour un ménage modeste, seront compensées et parfois au-delà par l'introduction de l'aide personnalisée au logement.

HLM (Créteil et Thiais (Val-de-Marne)).

4096. — 2 juillet 1978. — **M. Charles Fiferman** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les problèmes rencontrés par les locataires des cités HLM équipées en tout-électrique, notamment à Créteil (cité du square Martinez) et à Thiais (résidence Arpège). Dans ces cités, les malfaçons et négligences, ainsi que le défaut du système de chauffage, entraînent des montants de notes d'électricité exorbitants à payer par les locataires. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les locataires obtiennent réparation quant aux malfaçons dont ils sont victimes; pour que soit réduite la charge de chauffage incombant aux locataires; pour qu'à l'avenir, la construction et l'aménagement de tels immeubles soient strictement contrôlés.

Réponse. — Les faits signalés par la présente question ont donné lieu à une enquête auprès de l'OPHLM de Créteil et de la SAEP, organisme responsable de la construction de la cité HLM du square Martinez, à Créteil. Les conclusions de cette enquête laissent supposer que des malfaçons de construction seraient effectivement à l'origine des déperditions thermiques, ce qui a conduit à assigner en référé la SAEP et l'architecte de l'opération, afin de déterminer le niveau des responsabilités. Toutefois, compte tenu de la nécessité de remédier d'urgence à la situation évoquée, une convention a été passée entre le maître d'ouvrage et l'entreprise, et a abouti à la réalisation immédiate de travaux d'isolation et à des opérations de contrôle des installations électriques. D'autre part, consciente des dispositions financières à prendre d'urgence afin de permettre le règlement des factures de l'EDF restées en suspens, et sans que cela constitue une reconnaissance de responsabilités, la SAEP a versé à l'OPHLM la somme de 135 000 F, qui a été répartie sur l'ensemble des locataires selon un mode de répartition fixé par le conseil d'administration de l'office. En ce qui concerne la résidence Arpège, à Thiais, appartenant à l'office communal d'HLM, les renseignements communiqués par cet organisme attestent que le chauffage électrique de cette construction a reçu le label décerné par

l'association PROMOTELEC. L'installation a été suivie et contrôlée dès l'origine, et des vérifications et réglages périodiques sont effectués par la société chargée de son entretien, en collaboration avec l'EDF. En outre, l'office a décidé la pose de compteurs en sous-comptage dans chaque bâtiment, afin de permettre une répartition très précise de la dépense de chauffage. Il s'est avéré, cependant, à la suite de divers sondages, que, dans cette résidence, les dépenses d'électricité sont très irrégulières selon le mode de vie, la composition de la famille et l'utilisation, souvent inefficace, des appareils. C'est d'ailleurs pour cette dernière raison que l'office d'HLM a diffusé, le 5 décembre 1977, à tous les locaux, une note d'information signalant les précautions à prendre pour assurer un rendement maximum des appareils.

Construction d'habitations (contribution patronale).

5352. — 12 août 1978. — **M. Michel Manet** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les conséquences que ne manquera pas d'entraîner la réduction du taux de la participation des employeurs à l'effort de construction, ramené de 1 p. 100 à 0,96 p. 100, par la loi n° 78-653 du 22 juin 1978 portant loi de finances rectificative pour 1978. Il lui fait part des craintes du syndicat général des entreprises du bâtiment et des travaux publics du département de la Dordogne et lui demande, devant les difficultés croissantes rencontrées par les professionnels de ce secteur économique essentiel : 1° quelles mesures seront mises en œuvre pour permettre le redéploiement de l'activité dans les domaines du bâtiment et des travaux publics; 2° si, en 1980, le taux de la participation à l'effort de construction sera porté à 1 p. 100, les dispositifs de la loi de finances rectificative ne valent que pour les années 1978 et 1979.

Réponse. — I. — Il est rappelé que des dispositions ont été prises par le Gouvernement, sur proposition du ministre de l'environnement et du cadre de vie, en vue, dans l'immédiat, de soutenir l'activité des entreprises et, dans une perspective à plus long terme, de favoriser leur adaptation aux données nouvelles de la demande qui s'exprimera sur le plan national et international. Le premier souci doit être, à cet égard, de rechercher la meilleure allocation des financements en fonction des besoins, auxquels peuvent répondre des investissements rapidement engagés. C'est ainsi que les crédits HLM A non utilisés au cours des années précédentes ont été convertis en prêts accession à la propriété (PAP) et immédiatement réaffectés aux départements au cours du second semestre 1978, abandonnant ainsi les dotations initialement prévues. Afin de soutenir la demande, le taux d'intérêt du PAP n'a pas été relevé au second semestre 1978, contrairement à ce qui avait été envisagé. En 1979, l'augmentation très légère de ce taux ne saurait décourager les accédants, le taux actuariel passant simplement de 8,78 p. 100 à 8,82 p. 100 pour un remboursement étalé sur vingt ans. L'amélioration du parc social HLM constituera également un objectif privilégié de la politique du logement du Gouvernement. L'exécution rapide et très satisfaisante du programme spécial décidé dans ce domaine à la fin de l'année dernière, à l'initiative du Président de la République, a montré l'intérêt de cette action. Des crédits ont été dégagés en vue de réaliser 150 millions de francs de travaux supplémentaires, pour des opérations prioritaires, avec un taux exceptionnel de subvention de 30 p. 100. Ils ont intégralement été consommés durant le troisième trimestre. Le budget pour 1979 reprend ces priorités et comporte une augmentation très sensible de 20 p. 100 des crédits de paiement affectés à la construction. Dans ce cadre, l'effort affecté à l'amélioration du parc de logements existant est doublé. Par ailleurs, le programme d'investissement des entreprises nationales, qui intéresse particulièrement l'industrie des travaux publics, se poursuivra, avec une forte croissance qui atteindra 21 p. 100 en volume en deux ans. Dans un but d'efficacité, les crédits prévus pour le premier semestre 1979 ont fait l'objet d'une programmation anticipée, et les crédits non utilisés seront rapidement réaffectés. Ces mesures de soutien immédiat à l'activité du bâtiment et des travaux publics accompagnent la mise en place d'une politique industrielle en faveur de cette industrie. Celle-ci doit répondre, en effet, à l'évolution des diverses composantes de la demande que déterminent non seulement certaines données structurelles de l'économie et le niveau d'équipement atteint dans notre pays, mais aussi les aspirations nouvelles de nos contemporains en ce qui concerne leur cadre de vie. En troisième lieu, un plan de développement à l'exportation va être élaboré avec les professions et les administrations intéressées qui déterminera les objectifs géographiques et sectoriels et les modalités des actions de promotion à engager à l'étranger. Enfin, diverses mesures seront prises pour améliorer de façon générale les conditions d'exploitation des entreprises du secteur, et plus particulièrement des entreprises petites et moyennes. — II. — Il est précisé que la réduction du taux de la participation des employeurs à l'effort de construction, prévue par l'article 4 (III) de la loi de finances rectificative n° 78-653

du 22 juin 1978, ne s'applique qu'aux investissements qui doivent être réalisés en 1978 et en 1979, à raison des salaires payés respectivement au cours des années 1977 et 1978. Ce taux sera donc porté à nouveau à 1 p. 100 en 1980.

Logement (aide à l'amélioration de l'habitat ancien).

6115. — 16 septembre 1978. — M. Jean-Pierre Bechter appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le financement des aides à l'amélioration de l'habitat ancien. Par suite des hausses de prix intervenues ces dernières années, la subvention représente, en effet, une part de plus en plus faible des dépenses pour un nombre croissant de propriétaires; elle tend à ne plus justifier le travail que nécessite l'élaboration du dossier complexe à présenter ou le retard dans le lancement des travaux ou, a fortiori, l'accroissement des coûts qui en résulte. Il lui fait remarquer que le taux de l'aide de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat semble ne plus être incitatif s'il n'atteint pas au moins 25 p. 100 des dépenses en secteur diffus (où les propriétaires sont généralement volontaires) et 50 p. 100 en opérations programmées (où il faut convaincre la plupart). Il lui demande s'il ne conviendrait pas de relever le taux de certaines aides, tout particulièrement de celles destinées au financement de travaux importants.

Réponse. — Il est exact que le caractère peu incitatif des subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat a été, en 1977, à l'origine d'une certaine désaffection des propriétaires à l'égard de ces aides. C'est pourquoi en juin 1978 des mesures de revalorisation, propres à relancer l'action de l'Agence, ont été prises par son conseil d'administration. C'est ainsi que : le taux d'augmentation de tous les postes de la nomenclature des ouvrages a été de l'ordre de 15 p. 100; le coefficient de majoration pour mises aux normes minimales d'habitabilité (égal à 30 p. 100) a été appliqué directement aux postes de la nomenclature correspondant à l'amélioration des logements. La subvention de base ainsi obtenue représente environ 27 p. 100 du coût de la dépense et est affectée des coefficients de majoration suivants : en secteur diffus, majoration de 30 p. 100 si les logements sont occupés, majoration de 50 p. 100 pour les propriétaires impécunieux c'est-à-dire dont les ressources n'ont pas excédé le plafond HLM/O plus 20 p. 100 pendant les deux années précédant la date de la demande de subvention. Ces deux majorations sont cumulables; en opération programmée : la majoration pour logements situés dans une telle opération est égale à 50 p. 100; elle est portée à 80 p. 100 si le propriétaire accepte de se conventionner. La majoration de 50 p. 100 pour propriétaires impécunieux peut s'ajouter à l'une ou l'autre de ces deux majorations. En opération programmée, la moyenne des subventions s'établit à 50 p. 100 du coût des travaux.

Logement (commission de conciliation).

6373. — 23 septembre 1978. — M. Paul Balmigère rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie les difficultés rencontrées par de nombreuses familles, en particulier celles frappées par le chômage, pour faire face à leurs dépenses de logement. Cette situation entraîne de nombreuses saisies et expulsions dans le département de l'Hérault. Il lui demande où en est exactement la mise en place de la commission ou des commissions de conciliation recommandées par la circulaire n° 78-50 du 6 mars 1978, quels sont les élus et les organisations appelés à y participer et s'il lui est possible de faire connaître son mode de fonctionnement.

Réponse. — Le Gouvernement est conscient des difficultés rencontrées par certaines familles pour faire face à leurs dépenses de logement. Ce problème a déjà fait l'objet d'un certain nombre de mesures, d'autres sont actuellement à l'étude telle que l'institution d'un fonds d'aide aux impayés de loyers. La circulaire n° 78-50 du 6 mars 1978 demande aux préfets la mise en œuvre immédiate de deux mesures : la prévention des impayés de loyers par une information du locataire sur les différentes aides qui pourraient lui être accordées afin d'éviter qu'il puisse se trouver en position de non-paiement; le développement d'un règlement amiable des litiges par la mise en place d'instances de conciliation soit au niveau de grands organismes de logements locatifs sociaux, soit à celui des services préfectoraux ou sous-préfectoraux ou d'association de la loi de 1901 créée à l'échelon d'une agglomération ou d'un département à l'image des services d'aide aux familles en arriérés de loyers (SAFAL). La circulaire a volontairement laissé toute latitude aux initiatives locales pour décider de la ou des formules les mieux adaptées. C'est dans le cadre de cette circulaire que des réunions se sont tenues dernièrement à la préfecture avec la participation des différents organismes d'HLM du département de l'Hérault. Il n'est pas apparu nécessaire, dans l'immédiat, de créer une ou plusieurs commissions de conciliation, mais des dispositions ont été prises pour assurer une information plus complète des locataires sur les problèmes locatifs et les différentes aides en matière de logement.

Plan d'occupation des sols (Toulouse [Haute-Garonne]).

7282. — 14 octobre 1978. — M. Maurice Andrieu demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie les raisons qui empêchent M. le préfet de la région Midi-Pyrénées d'assurer la publication du POS de Toulouse. Ce dernier a été voté par le conseil municipal de Toulouse le 10 juillet 1978 en violation d'ailleurs de l'article L. 124-1 du code de l'urbanisme qui stipule que les projets d'aménagement des plans d'urbanisme directeurs et de détails devront être remplacés par des plans d'occupation des sols rendus publics et ce, avant le 1^{er} juillet 1978. Il lui demande en conséquence s'il compte intervenir auprès de M. le préfet de la région Midi-Pyrénées afin de faire cesser une situation préjudiciable aux habitants de Toulouse désireux d'améliorer leur condition de vie, tout retard dans cette publication pouvant favoriser la spéculation immobilière privée.

Réponse. — Le projet de plan d'occupation des sols (POS) de Toulouse a effectivement donné lieu le 10 juillet 1978 à un avis favorable du conseil municipal et ses orientations devraient être maintenues. Toutefois, avant qu'il puisse être rendu public, ce POS a dû donner lieu à une mise au point importante, visant à harmoniser les différents documents qui le constituent, à rectifier des erreurs matérielles ou omissions relevées au cours de l'instruction réglementaire, à modifier certaines dispositions pour en faciliter la compréhension. Cette mise au point étant terminée, une nouvelle consultation des collectivités locales vient d'être entreprise. Dans ces conditions, bien que l'attention de M. le préfet de la région Midi-Pyrénées ait déjà été appelée sur l'urgence qui s'attache à ce que le POS de Toulouse devienne opposable aux tiers, il n'est pas possible que ce POS soit rendu public avant le laps de temps nécessaire à l'achèvement de la consultation des collectivités locales qui est en cours. Enfin, une telle situation n'a pas pour effet de favoriser la spéculation immobilière privée. Non seulement l'autorité administrative applique les règles générales d'urbanisme prévues par les articles R. 111-1 à R. 111-26 du code de l'urbanisme, pour les communes ne disposant pas d'un POS rendu public, mais conformément aux dispositions de l'article L. 123-5 du code de l'urbanisme, elle peut user de la possibilité de surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.

Allocations de logement (campagne d'information).

7375. — 18 octobre 1978. — M. Arnaud Lepercq attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les nouvelles aides au logement (APL, PAP), qui ont fait l'objet d'une campagne d'information en début d'année. Tout en reconnaissant le caractère positif de cette dernière, il constate cependant qu'elle n'a pas été suffisamment perçue par la population, qui, bien souvent, ignore encore ses droits en la matière. Aussi suggère-t-il que l'expérience publicitaire soit reprise afin que ces mesures, outre leur caractère social, soient une incitation à accéder à la propriété. Il lui demande, en conséquence, s'il entend donner suite à cette proposition.

Réponse. — La campagne d'information « grand public » sur les nouvelles aides au logement (APL, PAP, etc.) faite au début de l'année 1978 a consisté principalement en l'édition de quatre dépliants tirés à un nombre important d'exemplaires : nouvelles aides au logement (400 000) ; aides personnalisées au logement (APL) (850 000) ; prêt aidé à l'accession à la propriété (PAP) (400 000) ; prêts conventionnés (400 000). Ces dépliants ont été diffusés au public par l'intermédiaire des directions départementales de l'équipement, des centres d'information sur l'habitat (centres ANIL) et de divers autres organismes (établissements bancaires, caisses d'allocations familiales, caisses de mutualité sociale agricole). Ces dépliants feront l'objet d'une réédition en 1979, avec un tirage au moins équivalent à celui de 1978.

Habitations à loyer modéré (offices).

8251. — 8 novembre 1978. — M. Michel Aurillac attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les conséquences que pourraient avoir sur l'augmentation des loyers, les modifications résultant de la nouvelle instruction comptable M 31, qui s'applique aux offices d'HLM. Celles-ci portent notamment sur la généralisation de l'annuité des charges et sur le mode de calcul des provisions pour grosses réparations. Le compte d'exploitation des offices d'HLM devra en effet désormais comprendre toutes les charges et tous les produits se rapportant à un exercice, même si leur mandatement ou l'émission des titres de recettes s'effectuent au cours de l'exercice suivant. Jusqu'à maintenant, un budget enregistrait la dépense correspondant aux échéances

des emprunts. A compter du 1^{er} janvier 1979, il s'agira de porter en débit les intérêts courus et non échus jusqu'au 31 décembre de l'année considérée. Lorsque le rythme sera adopté, il ne se produira aucune incidence particulière; mais le passage de l'ancien système au nouveau (malgré un amortissement des frais financiers sur cinq ans) entraîne entre 1978 et 1979 une majoration des charges du nouvel exercice (plus de 3 p. 100 des loyers). La nouvelle instruction impose également une procédure assez complexe pour calculer le montant minimum de la dotation obligatoire au compte des provisions pour grosses réparations qui se trouve ainsi considérablement augmenté; l'incidence sur le budget correspond à plus de 8 p. 100 des loyers. Ainsi, la simple application de deux des nouvelles règles comptables entraîne pour 1978 une augmentation de plus de 11 p. 100 des loyers, augmentation s'ajoutant bien sûr à celle du coût de la vie. Il est certes clair que cette majoration supplémentaire ne jouera que sur une seule année; mais, compte tenu des répercussions prévisibles, il lui demande si un étalement de ces mesures sur deux, voire trois ans, ne serait pas préférable, d'autant plus que les pourcentages dont il est fait état ci-dessus sont volontairement minorés.

Réponse. — L'accroissement de l'autofinancement des offices d'HLM et l'alignement de certaines dispositions comptables sur le droit commun sont des mesures nouvelles qui ont été annoncées dès 1977, un décal supplémentaire d'application d'un an ayant été accordé, dans le cadre des instructions comptables (M. 31 pour les offices, M. 32 pour les OPAC). L'accroissement de l'autofinancement ne peut être, à terme, que favorable aux organismes. Seuls ceux n'ayant pas pratiqué des dotations convenables aux amortissements pourraient se trouver provisoirement devant des contraintes spécifiques d'accroissement de leurs loyers: en cas de difficultés importantes, le ministre de l'environnement et du cadre de vie étudiera éventuellement des mesures transitoires. En ce qui concerne la répercussion en exploitation des intérêts courus et non échus, une extension des mesures transitoires fait l'objet d'une circulaire rectificative qui autorise au compte 207 l'imputation et l'amortissement sur cinq ans de l'ensemble de la charge nouvellement créée (au lieu de 50 p. 100).

Egouts (redevance d'assainissement).

8423. — 14 novembre 1978. — M. Gérard Bapt appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les difficultés soulevées par l'application de la taxe d'assainissement prévue par l'ordonnance n° 58-1004 du 23 octobre 1958, dans le cas particulier d'un lotissement communal, approuvé le 12 septembre 1967, dont le cahier des charges stipule: « Le lotissement desservi par un réseau d'égouts aboutissant à deux plateaux absorbants de 478 mètres carrés et 130 mètres carrés de surface tuile, conformes au modèle agréé par la direction départementale de la santé. Chaque lot sera tenu d'évacuer dans ce réseau d'égouts: 1° ses eaux vannes épurées par le passage dans une fosse septique munie d'un épurateur filtre bactérien d'oxydation; 2° ses eaux usées (cuisine, toilette, buanderie) épurées par passage dans une boîte à graisse de décantation. » Il lui demande si les propriétaires des terrains de ce lotissement sont obligés de se brancher sur le réseau d'assainissement et d'acquitter la taxe d'assainissement, instituée et visée à la demande de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale et de la direction départementale de l'agriculture, conformément à l'article L. 35-4 du code de la santé publique.

Réponse. — L'ordonnance n° 58-1004 du 23 octobre 1958, modifiant certains articles du code de la santé publique, a rendu obligatoire le raccordement des immeubles aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont, directement ou indirectement, accès. Le raccordement des immeubles construits après la mise en service de l'égout peut donner lieu au paiement d'une redevance si le conseil municipal de la commune du lieu d'implantation de ces immeubles en décide ainsi. Le fondement de la taxe de raccordement à l'égout se trouve dans l'économie réalisée par le propriétaire d'un immeuble à construire en lui évitant la construction d'installations d'épuration ou d'évacuation individuelles. Dans le cas mentionné, les terrains du lotissement bâtis avant la mise en service de l'égout, les bâtiments construits devront obligatoirement s'y brancher après mise hors de service des fosses et autres installations de même nature, mais leurs propriétaires ne seront pas astreints au paiement de la taxe de raccordement prévue par l'article L. 35-4. Par contre, les terrains non bâtis, ne pourront plus se brancher dans le réseau d'égout du lotissement, tel que conçu à l'origine. Ils devront donc se brancher dans l'égout communal, directement ou indirectement, par l'intermédiaire de l'égout du lotissement et les propriétaires de ces terrains seront donc astreints au paiement de la taxe de raccordement. Dans ce cas précis, le prix des terrains du lotissement comprenait les travaux de réalisation du système d'assainissement d'origine et il n'en résultera peu ou pas d'économie pour leurs acquéreurs.

Nature (protection) (étang de Bages).

8614. — 16 novembre 1978. — M. Pierre Guidoni attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la réponse faite par le directeur de la protection de la nature à la fédération des chasseurs de gibier d'eau du département de l'Aude, en date du 7 juillet 1978: « Les aménagements futurs de l'étang de Bages, par l'impact qu'ils peuvent avoir sur le milieu naturel, sont de nature à nuire à la protection dont font l'objet les oiseaux migrateurs et le milieu aquatique. » M. Pierre Guidoni, qui n'a aucun éclaircissement sur les aménagements en question, se fait l'interprète des riverains de l'étang de Bages en demandant à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie de bien vouloir préciser quels sont exactement les projets concernant cet étang.

Réponse. — Les aménagements envisagés sur l'étang de Bages concernent la création de la base de « La Nautique » et différents lotissements projetés à Peyriac, à Bages et dans la zone d'aménagement concerté de Montfort. La réalisation de ces projets entraînerait certainement des perturbations sur l'avifaune et le milieu aquatique. C'est la raison pour laquelle le directeur de la protection de la nature a tout à fait normalement attiré l'attention sur la nécessité de tenir compte des impératifs de la protection de la nature. Au demeurant, les procédures actuelles d'autorisation des principaux aménagements permettent aux autorités responsables de s'entourer préalablement de toutes les garanties nécessaires.

Habitations à loyer modéré (loyer).

8625. — 16 novembre 1978. — M. Michel Rocard appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les augmentations des loyers imposées par certaines sociétés d'HLM à leurs locataires. Dans une cité HLM des Mureaux après une augmentation de 3 p. 100 en janvier, une nouvelle augmentation de 7,5 p. 100 vient d'être imposée aux locataires, aboutissant à une augmentation totale de 10,5 p. 100 dans l'année. Or, s'agissant de constructions déjà anciennes, et dont le coût est dès lors amorti, une telle augmentation ne se justifie sur le plan de la gestion que dans la mesure où l'Etat a laissé se détériorer la situation financière des organismes d'HLM. Elle ne fait en tout état de cause que favoriser l'inflation. Il lui demande donc ce qu'il compte faire pour limiter les augmentations des loyers sociaux dans des cas semblables et, notamment, s'il entend donner les moyens aux organismes d'HLM d'accomplir leur mission.

Réponse. — Les loyers des logements soumis à la législation HLM sont déterminés selon les dispositions de l'article L. 442-1 du code de la construction et de l'habitation. Aux termes de ce texte les organismes d'HLM fixent le prix au mètre carré qu'il est nécessaire d'appliquer aux logements de chaque catégorie pour assurer l'équilibre de leur gestion dans les limites d'une « fourchette » réglementaire, tenant compte des prix de revient de la construction et des frais de gestion, de contrôle et d'entretien. Afin de maintenir cet équilibre financier, le conseil d'administration de l'organisme décide, à l'intérieur de cette « fourchette », des augmentations de loyer qui ne peuvent excéder, conformément à la réglementation, 10 p. 100 d'un semestre par rapport au semestre précédent. Dans le cadre de la politique de modulation des prix, le Gouvernement a limité, pour le premier semestre de 1978, à 3 p. 100 la majoration des loyers HLM et a ensuite laissé liberté aux organismes, pour le deuxième semestre, de reprendre le rythme normal des majorations de loyer. Ces mesures de limitation ne peuvent être que temporaires, car elles sont susceptibles de poser à certains organismes d'HLM des problèmes de trésorerie non négligeables. C'est pourquoi des aides financières exceptionnelles d'un montant global de 100 millions de francs, sous forme d'autorisation de prêt d'une durée de trois ans au taux d'intérêt de 8 p. 100, avec un différé d'amortissement d'un an, ont été mises à la disposition des organismes éprouvant des difficultés financières. En ce qui concerne la cité HLM des Mureaux, les augmentations de loyers effectuées en 1978 sont conformes à la réglementation et s'expliquent en partie par le fait que les loyers pratiqués sont bien au-dessous du niveau d'équilibre. Par ailleurs, ces augmentations sont prises en compte par l'allocation de logement dont le montant évolue parallèlement à celui des loyers. D'autre part, la procédure du conventionnement instituée par la loi du 3 janvier 1977, portant réforme de l'aide au logement, permet aux organismes de réaliser une gestion équilibrée. Le conventionnement autorise, en effet, un relèvement du loyer qui a pour objet, d'une part, de faire payer par le locataire le prix du service rendu et, d'autre part, d'assurer aux organismes leur équilibre financier. En ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement, calculée sur le loyer acquitté pour le mois de juillet, c'est-à-dire le premier mois de la période de paiement, le conventionnement permet aux locataires dont le niveau de ressources et la situation de famille le justifient de supporter cette dépense de logement tout en laissant subsister un effort de leur part.

Pollution (air).

8857. — 22 novembre 1978. — **M. André Biliardon** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur le problème des nuisances causées par les fumées de la centrale thermique de Chalon-sur-Saône. Les habitants de la commune de Lux constatent que les retombées de scories contenues dans les fumées atteignent un seuil insupportable. Ils exigent, à juste titre, que la santé des populations concernées et leur cadre de vie soient considérés comme une priorité. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la centrale thermique soit dotée des moyens techniques et financiers permettant une épuration efficace de ces fumées. Mais il fait remarquer que toute action doit se faire dans le cadre du maintien de l'activité de la centrale, afin de préserver l'emploi et notamment d'assurer le débouché du charbon produit par les houillères de la région.

Réponse. — Les pouvoirs publics s'attachent activement à résoudre le problème de pollution qui résulte du fonctionnement de la centrale thermique de Chalon-sur-Saône. Le préfet de Saône-et-Loire veille personnellement à l'exécution des dispositions décidées en liaison avec Electricité de France et les Houillères du bassin de Blanzay, fournisseurs de charbon de la centrale. Dans l'immédiat EDF va diminuer la charge de la centrale afin de réduire les rejets de poussière polluante. Parallèlement les Houillères du bassin de Blanzay recherchent le moyen d'améliorer la spécificité du charbon. EDF procède actuellement aux essais des installations qui ont été mises en place récemment pour améliorer la combustion dans les fours de la centrale, et vient de confier à un laboratoire spécialisé le soin d'étudier s'il est nécessaire d'installer un dépoussiéreur mécanique en supplément des dépoussiéreur actuels tout récemment remis en état.

Animaux (zone urbaine).

9008. — 23 novembre 1978. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que l'augmentation du nombre des animaux domestiques en zone urbaine n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes de cohabitation dans les grands ensembles. Aussi, **M. Masson** demande à **M. le ministre** s'il ne serait pas possible de mettre sur pied une législation permettant à la fois de préserver les possibilités pour les citoyens d'avoir des animaux domestiques tout en évitant que leurs voisins ou leur entourage ne supportent de ce fait les inconvénients qui en résultent.

Réponse. — L'article 10-1 de la loi du 9 juillet 1970 subordonne la possibilité d'avoir un animal familier dans un appartement au fait « que ledit animal ne cause aucun dégât à l'immeuble ni aucun trouble de jouissance aux occupants de celui-ci ». D'autre part, dans la mesure où il y a manquement aux obligations du locataire prévues par l'article 1728 du code civil, le propriétaire peut faire jouer les dispositions de l'article 1729 qui lui permettent de résilier le bail. Or il a été jugé que la présence d'animaux peut être considérée, même en l'absence d'une clause d'interdiction, comme un manquement aux obligations du locataire, si les locaux sont souillés ou dégradés ou si les voisins se plaignent (Cass. Soc. 5 octobre 1961; tribunal d'instance de Rouen 14 mars 1961).

Finances locales (plafond légal de densité).

9092. — 24 novembre 1978. — **M. Arthur Dehaene** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les dispositions de l'article 8 de la loi n° 75-1328 du 31 décembre 1975 portant réforme de la politique foncière. Cet article complète le code de l'urbanisme par des dispositions précisant les conditions de versement résultant du dépassement du plafond légal de densité. Ce versement est effectué en trois fractions égales : le premier tiers trois mois après la délivrance du permis de construire, le deuxième six mois après cette délivrance et le troisième à l'expiration d'un délai de dix-huit mois à compter de la même date. Lorsque le constructeur renonce à ce permis de construire, la commune se trouve dans l'obligation de lui rembourser la taxe en vertu des dispositions de l'article R. 333-8 du décret n° 76-276 du 29 mars 1976. Ce reversement perturbe évidemment le budget communal. En ce qui concerne la taxe locale d'équipement le versement est étalé sur trois années. Compte tenu des inconvénients qu'il vient de lui signaler, il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de modifier les dispositions prévues à l'article 8 de la loi du 31 décembre 1975 pour aligner les conditions du versement résultant du dépassement du plafond légal de densité sur celles du versement de la taxe locale.

Réponse. — L'article 8 du titre I du projet de loi portant réforme de la politique foncière, tel qu'il a été soumis le 25 avril 1975 par le Gouvernement à l'Assemblée nationale, prévoyait, en ce qui concerne les modalités de paiement du versement du plafond légal

de densité : « Le montant du versement défini aux articles 3 et 5 de la présente loi est dû par le bénéficiaire de l'autorisation de construire. Il doit être effectué à la recette des impôts de la situation des biens en trois fractions égales. La première part de ce versement est opérée dans un délai d'un an à compter de la délivrance expresse ou tacite du permis de construire, la deuxième dans le délai de deux ans et la troisième dans le délai de trois ans à compter de la même date ». Le Gouvernement prévoyait donc à cette époque d'aligner les modalités de paiement du versement sur celles applicables à la taxe locale d'équipement, en vertu de l'article 1723 du code général des impôts. Toutefois, le texte finalement adopté par l'Assemblée nationale et le Sénat et inséré au code de l'urbanisme à l'article L. 333-2, réduit sensiblement le rythme du paiement : le paiement du premier tiers est exigible à l'expiration du permis de construire, celui du deuxième tiers est exigible à l'expiration de dix-huit mois à compter de la même date. Le Parlement a estimé que la position du Gouvernement serait de nature à retarder la rentrée des ressources pour les collectivités locales bénéficiaires du versement. En conséquence, les difficultés budgétaires que peuvent rencontrer actuellement certaines communes au sujet de la restitution du versement en cas d'annulation du permis de construire, restent directement liées à la position finalement prise par le Parlement en faveur de la réduction des délais de paiement. Toutefois, conscient des problèmes posés par cette disposition, le Gouvernement étudie actuellement la possibilité d'une modification de l'article L. 333-2 du code de l'urbanisme afin de retarder les échéances du paiement du versement lié au dépassement du plafond légal de densité, ainsi que la participation pour dépassement du coefficient d'occupation des sols.

Allocations de logement (locataires de HLM).

9282. — 29 novembre 1978. — **M. Henri Torre** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les modalités de calcul des aides au logement, et notamment de l'allocation-logement et de l'aide personnalisée au logement. Ces prestations, révisables annuellement, sont établies sur la base du loyer payé pour le mois de janvier précédant la période de paiement de l'allocation, qui s'étend du 1^{er} janvier d'une année au 30 juin de l'année suivante. Il s'ensuit un décalage entre le loyer effectivement payé et l'allocation versée. Or, ce décalage se trouve encore accentué, pour les locataires de logements HLM, du fait que leurs loyers subissent deux révisions annuelles, l'une en janvier, l'autre en juillet. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que les locataires de logements HLM, qui disposent de modestes ressources, ne soient pas pénalisés par la situation décrite ci-dessus.

Réponse. — L'aide personnalisée au logement (APL) et l'allocation de logement (AL) sont versées pendant une période de douze mois débutant le 1^{er} juillet de chaque année. Leur montant est calculé compte tenu : des ressources perçues par les personnes vivant au foyer au cours de l'année civile précédant cette période ; de la composition de la famille ; du loyer principal effectivement payé. Dans la réglementation relative à l'AL, le loyer pris en compte est, pour la période du 1^{er} juillet 1978 — 30 juin 1979, celui acquitté en février 1978. Dans la réglementation relative à l'APL, le loyer pris en compte est celui acquitté en juillet, c'est-à-dire au début même de la période. En effet, le loyer pratiqué est révisé le 1^{er} juillet de chaque année dans la limite du loyer maximum inscrit dans la convention. Le bailleur doit informer les organismes payeurs de l'APL du montant du loyer applicable à compter du 1^{er} juillet au plus tard le 15 mai de chaque année.

Finances locales (réserves foncières).

9382. — 30 novembre 1978. — **M. Eugène Berast** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les difficultés financières rencontrées par les collectivités locales en matière d'acquisition de réserves foncières. Il lui demande de lui indiquer s'il considère que les prêts de la CAECL (y compris les prêts bonifiés) compensent le désengagement de l'Etat qui apparaît à travers les crédits du chapitre 55-40 dont les crédits de paiement sont passés de 175 millions à 80 millions et dont les autorisations de programme sont tombées de 130 millions en 1976 à 15 millions en 1979, alors que parallèlement, les dotations du FNAFU chutaient en autorisations de programme de 200 millions en 1977 à 130 millions en 1979 et en crédits de paiement de 220 millions à 132 millions.

Réponse. — C'est en constatant les difficultés financières qui pouvaient conduire les collectivités locales à renoncer à une politique efficace de réserves foncières que le Gouvernement a pris la décision de réformer, de façon notable, les financements des réserves foncières. La préoccupation essentielle a été de donner aux collectivités locales les moyens de prendre directement en charge la préparation des opérations d'aménagement dont elles ont la responsabilité. Il s'agissait donc d'offrir des moyens à la fois adaptés et en quantité suffisante. C'est ce qui a été fait par la création de l'ensemble des

deux prêts de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) pour réserves foncières, dont l'un est allégé par des primes de l'Etat. Le succès que ce nouveau système a obtenu, dès sa création, auprès des collectivités locales est la preuve que ses caractéristiques sont adaptées aux besoins. L'absence de refus de financement pour des opérations correctement justifiées montre que, pour l'instant du moins, le volume est aussi adapté aux besoins. Parallèlement l'Etat a, peu à peu, réduit les opérations dans lesquelles il se substituait aux collectivités locales normalement compétentes. Comme par ailleurs les opérations de la compétence directe de l'Etat diminuaient aussi en nombre ou en importance, les moyens mis à la disposition de l'Etat pour les acquisitions foncières ont été réduits en conséquence.

Architecture (agréés en architecture).

9401. — 30 novembre 1978. — M. Etienne Pinte rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que l'article 37 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture dispose que toute personne physique qui ne porte pas le titre d'architecte mais exerçait avant la publication de ladite loi une activité de conception architecturale dans le domaine de la construction de bâtiments, est inscrite sur sa demande à un tableau régional sous le titre d'agréé en architecture dans les conditions fixées à l'article 23, à condition de jouir de ses droits civils, de présenter les garanties de moralité nécessaires et de remplir également certaines conditions d'exercice antérieur de la profession. Il lui demande si la possibilité d'être inscrit au tableau régional comme agréé en architecture pourrait être reconnue aux chefs d'entreprise constructeurs de maisons individuelles agissant en groupement ou en nom personnel, lorsque leur compétence et leur antériorité dans l'art de bâtir justifieraient qu'ils soient pourvus de ce titre.

Réponse. — La loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, établit un domaine d'intervention réservé aux architectes, celui de la conception architecturale. Le législateur a prévu cependant une procédure d'agrément, celle de l'article 37 de la loi, pour prendre en compte la situation de personnes qui, sans cette disposition, n'auraient plus la possibilité d'exercer l'essentiel de leur compétence, mais ce n'est pas le cas de chefs d'entreprise du bâtiment, dont le domaine d'activité essentiel est la réalisation, et non la conception, des projets de construction.

Energie (énergie solaire).

9440. — 30 novembre 1978. — M. Dominique Taddel appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les faits suivants : les pouvoirs publics encouragent, à juste titre, les initiatives tendant à promouvoir les économies d'énergie. Or, actuellement, lorsqu'une personne souhaite équiper sa maison individuelle d'un système de chauffage utilisant l'énergie solaire, les services départementaux habilités à délivrer les permis de construire demandent un délai de cinq mois pour instruire un tel dossier, délai prévu par la réglementation pour permettre à la commission des sites de se prononcer sur cette demande. Sachant que les coûts de construction subissent annuellement une augmentation de l'ordre de 15 à 20 p. 100, il lui demande s'il ne conviendrait pas de prendre des dispositions pour raccourcir ce délai qui pénalise financièrement de tels projets.

Réponse. — Les travaux effectués pour équiper une maison d'habitation individuelle d'un système de chauffage utilisant l'énergie solaire, s'accompagnent presque toujours d'une modification de l'aspect extérieur de la construction en cause et, de ce fait, ils sont assujettis à l'obtention préalable d'un permis de construire, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Dans les cas simples qui sont aussi les plus fréquents, le délai maximum fixé pour l'instruction de toute demande de permis de construire est de deux mois, et comme il s'agit là d'un délai plafond à l'issue duquel, en l'absence de décision, un permis de construire tacite interviendrait, l'administration s'efforce, toutes les fois qu'elle en a la possibilité, de statuer bien avant l'expiration de ces deux mois. Il peut arriver que la réalisation des travaux en question nécessite une adaptation mineure au plan d'occupation des sols, ou bien une dérogation aux règles générales d'urbanisme ou aux règlements et cahiers des charges d'un lotissement, et alors le délai de base de deux mois est majoré d'un mois. Les délais de cinq mois sont vraiment exceptionnels, car ils ne trouvent leur application que dans les cas visés aux articles R. 421-38-2 à R. 421-38-7 du code de l'urbanisme relatifs à la protection, soit des monuments historiques (immeuble inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou bien situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit), soit des aites (immeuble situé dans un site inscrit ou bien dans un site classé ou en instance de classement), soit, enfin, de l'environnement (immeuble situé dans un territoire en instance de classement ou classé en réserve naturelle soumise aux dispositions des articles 21 et 23 de la loi n° 78-629

du 10 juillet 1978) ; de plus, il s'agit là encore de délais maxima. Le cas signalé intéressant un dossier de demande de permis de construire dont le délai d'instruction aurait été fixé à cinq mois en raison de la consultation de la commission départementale des aites est à ranger, semble-t-il, au nombre des cas exceptionnels précités. Il ne justifie pas que des dispositions particulières doivent être envisagées de manière spécifique pour les constructions dont le chauffage utilise l'énergie solaire.

Collectivités locales (patrimoine foncier).

9785. — 7 décembre 1978. — M. Emile Koehl demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie de bien vouloir lui préciser si dans le cadre de la concession d'usage des sols urbains, le mécanisme juridique du bail emphytéotique présente des avantages par rapport au bail à construction pour une collectivité locale urbaine qui souhaiterait utiliser son patrimoine foncier pour y faire construire des immeubles urbains par un emphytéote.

Réponse. — Le ministère de l'environnement et du cadre de vie est davantage enclin à préconiser aux collectivités locales urbaines le recours au bail à construction plutôt qu'au bail emphytéotique, lorsque ces collectivités souhaitent faire construire sur leur patrimoine foncier des immeubles urbains. Ainsi qu'il apparaît dans son objet principal, qui est la construction, et dans ses caractéristiques financières, ce bail a en effet été conçu comme une adaptation de l'emphytéose (propice au milieu rural), aux opérations de construction et d'urbanisme. Il est vrai que depuis leur origine, ces institutions, déjà fort similaires, se sont rapprochées en droit et dans les faits. Il en est ainsi de la durée maximum du bail fixée désormais dans les deux cas à quatre-vingt-dix-neuf ans et des conditions financières, puisque dans un bail à construction la référence à l'indice du coût de la construction pour la révision du loyer du sol ne sera plus nécessaire, sauf pour les baux en cours. Par ailleurs, la pratique montre que pour des opérations semblables, sinon identiques, les communes recourent à l'une ou l'autre des formules. Cependant, la grande majorité de ces communes a donné la préférence au bail à construction, essentiellement semble-t-il pour des raisons de rentabilité. En effet, la jurisprudence ayant consacré le principe d'une redevance modique pour les baux emphytéotiques, ces derniers permettent difficilement une récupération financière allant très au-delà des seules charges foncières supportées par la collectivité locale et apportent donc une moindre contrepartie à un effort financier initial, important en milieu urbain. A l'inverse, la redevance perçue pour le loyer du sol au titre d'un bail à construction suit l'évolution du marché en créant normalement un rapport constant et équilibré entre les revenus du bailleur et du preneur. Il reste que l'emphytéose, pour les mêmes raisons, peut présenter dans des cas particuliers des avantages tout à fait réels, lorsque notamment la volonté communale est de promouvoir une politique sociale de l'habitat en centre-ville. Dans le cas d'une commune qui donne à bail des terrains à un organisme HLM, le recours au bail emphytéotique, donc à un loyer modique, paraît particulièrement heureux. On peut d'ailleurs tirer de ces diverses constatations la conclusion que la réussite d'une opération de concession dépendra davantage, dans la plupart des cas, d'une volonté politique que de l'adoption de techniques particulières.

Urbanisme (zones d'aménagement différé).

9448. — 8 décembre 1978. — M. Xavier Huneault attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les dispositions des articles L. 212-3, R. 212-6 et R. 212-14 du code de l'urbanisme permettant au propriétaire d'immeubles situés dans une zone d'aménagement différé de demander au titulaire du droit de préemption de procéder à l'acquisition de son bien. Lorsqu'un propriétaire met en œuvre son droit de délaissement dans les conditions prévues aux articles ci-dessus, il n'a plus la possibilité de renoncer à la vente alors qu'il conserve cette possibilité en matière de droit de préemption (art. R. 212-9 et R. 212-10 du code de l'urbanisme). Le sixième alinéa de l'article R. 212-14 du code de l'urbanisme stipule que dans le cas où le propriétaire refuse l'offre faite par le titulaire du droit de préemption ou à défaut de réponse dans le délai imparti, « le prix est fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation ». Dans cette hypothèse, il lui demande qui doit saisir le juge de l'expropriation, dans quels délais et comment peut s'opérer le transfert de propriété si le propriétaire n'accepte pas l'indemnité fixée.

Réponse. — Lorsque le titulaire du droit de préemption a fait connaître au propriétaire son intention d'acquiescer le bien délaissé mais que l'accord ne s'est pas fait sur le prix, ce prix est fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation (art. R. 212-14). Les textes n'indiquent pas à qui il incombe de saisir le juge. Le décideur administratif d'acquiescer le bien n'emporte pas par elle-même obligation de saisine pour le titulaire du droit de préemption. C'est donc à la partie la plus diligente de mettre

en œuvre cette procédure. En l'absence de délai précis, il est bien certain que le propriétaire a intérêt à saisir le juge pour hâter la procédure et réaliser la vente de son bien. Une fois le prix fixé par le juge, ce prix doit être payé dans les six mois à compter de la date à laquelle la décision juridictionnelle n'est plus susceptible d'appel ou de pourvoi en cassation (art. L. 212-3). Si le propriétaire n'accepte pas l'indemnité fixée, il appartient au titulaire du droit de préemption de consigner le prix dans le délai de six mois indiqué ci-dessus et de porter le refus du vendeur de régulariser la vente devant le tribunal de grande instance compétent afin de permettre le transfert de propriété.

Finances locales (communes).

10018. — 13 décembre 1978. — M. Emile Kœhl expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie le cas d'une commune qui donne un de ses terrains à bail emphytéotique à une société anonyme, à charge d'y édifier des constructions en charpente métallique à affectation industrielle. Ce bail emphytéotique, conclu pour 45 ans à compter du 1^{er} janvier 1971, réserve à la société anonyme le droit de sous-louer. La redevance est révisable à partir de cette date par périodes triennales en fonction de l'indice du coût de la construction. Toute variation de plus de 5 p. 100 de cet indice autorisait une augmentation correspondante de la redevance. La commune a formulé sa demande de révision le 28 septembre 1977. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si cette demande était fondée ou si elle doit être considérée comme irrecevable en application de la loi de finances 76-978 du 29 octobre 1976 instituant un plafonnement des loyers qui étaient bloqués au niveau en vigueur à la date du 15 septembre 1976.

Réponse. — Il convient de rappeler que l'article 8 de la loi de finances rectificative pour 1976 dispose que « les montants des loyers et les redevances ou indemnités d'occupation dus pour la période du 1^{er} octobre 1976 au 31 décembre 1976 ne peuvent être supérieurs à ceux en vigueur pour le même local, ou immeuble à la date du 15 septembre 1976 » et qu'au cours de l'année 1977, ils ne pourront augmenter de plus de 6,5 p. 100 par rapport à ceux en vigueur pour le même local ou immeuble à la date du 15 septembre 1976. Ces dispositions s'appliquent aux loyers, redevances ou indemnités d'occupation dus pour les locaux à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage d'habitation et professionnel, ainsi que pour ceux à usage commercial, industriel ou artisanal. Dans le cas évoqué dans la présente question, il s'agit d'une redevance due pour la location d'un terrain donné à bail emphytéotique. En tout état de cause, la redevance versée en exécution d'un tel bail, n'entrant pas dans le champ d'application de l'article 8 précité, ne saurait, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, être soumise à ses dispositions.

Permis de construire (déclaration).

10069. — 13 décembre 1978. — M. Xavier Deniau attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur l'application de l'article 111-14-1 du code de l'urbanisme qui dispose que le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation ou leur destination, à favoriser une urbanisation dispersée incompatible avec la vocation des espaces naturels environnants, en particulier lorsque ceux-ci sont peu équipés. Les directions départementales de l'équipement utilisent cet article de façon trop souvent abusive pour refuser des permis de construire et des certificats d'urbanisme, quel que soit l'avis du maire. Il lui demande s'il ne lui paraît pas nécessaire de réglementer l'utilisation de cet article afin d'éviter les refus injustifiés.

Réponse. — Le règlement national d'urbanisme permet, par son article R. 111-14-1, de refuser le permis de construire, ou de ne l'accorder que sous réserve de prescriptions spéciales, si les constructions sont de nature, par leur localisation ou leur destination, à favoriser une urbanisation dispersée incompatible avec la vocation des espaces naturels environnants. Cet article, de même que d'autres, s'inscrit dans le cadre de réformes législatives récentes (loi sur l'urbanisme, loi sur la protection de la nature, etc.) qui doivent donner aux collectivités locales et aux administrations les moyens nécessaires pour promouvoir un environnement de qualité ; et déjà la circulaire du 16 mars 1977 insistait sur l'action de protection des espaces naturels et ruraux. L'urbanisation dispersée présente en effet l'inconvénient de perturber le marché foncier rural en favorisant l'augmentation du prix des terres et de gêner le maintien et le développement de l'agriculture. Elle entraîne bien souvent un alourdissement des charges communales en engageant la collectivité locale dans des dépenses d'équipement et de fonctionnement disproportionnées avec ses ressources. L'implantation de constructions dispersées peut aussi nuire aux sites fragiles, à l'écologie, etc., et présenter des inconvénients pour les habitants eux-mêmes, isolément, nuisances diverses du fait des exploitations

agricoles. Il ne s'agit pas cependant d'interdire toutes possibilités de constructions en milieu rural, ni de ne pas prendre en considération les avis formulés par les maires sur les demandes de permis de construire qu'ils ont à connaître. C'est pourquoi les élus des communes rurales, où l'établissement d'un document d'urbanisme tel qu'un plan d'occupation des sols n'est pas nécessaire dans l'im-médial, peuvent déterminer avec les services départementaux de l'équipement, des orientations simples pour le développement de leur commune. Des cartes communales peuvent être ainsi établies, définissant, en concertation avec les élus, sur la base d'objectifs étudiés et discutés, des zones privilégiées de développement du village où la construction peut être autorisée. Il est souhaitable d'ailleurs que les organisations agricoles soient associées à ce travail qui concerne au premier chef l'évolution de l'espace rural, cultivé ou non. Une telle carte n'est pas opposable aux particuliers, mais permet d'instruire les permis de construire de façon plus cohérente et claire en fonction de certains objectifs locaux d'aménagement et en tenant compte d'exigences qui n'apparaissent pas nécessairement lors de l'examen cas par cas des dossiers de permis. Elle permet une application correcte du règlement national d'urbanisme et de sensibiliser les divers acteurs à la sauvegarde des espaces naturels. Dans l'hypothèse d'un désaccord entre les élus locaux et les services départementaux, il appartient au préfet de décider de la suite qui sera réservée à la demande de permis de construire. Même si la sauvegarde des espaces naturels est généralement admise dans son principe, cette politique n'est pas facile et ne trouve sa pleine ampleur que lorsque la collectivité locale prend conscience de sa nécessité. C'est la raison pour laquelle, suivant les communes et les départements aussi, les positions prises peuvent paraître variées. Une réglementation complémentaire de l'utilisation de l'article R. 111-14-1 n'est pas la meilleure façon d'en clarifier l'usage qui dépend essentiellement des situations locales.

Baux de locaux d'habitation (locataires).

10177. — 15 décembre 1978. — M. Henry Canacos attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur une nouvelle forme d'expulsion de locataires dont la fréquence ne laisse pas d'inquiéter. En effet, de nombreux locataires sont menacés d'expulsion ou expulsés tout simplement par le refus de renouvellement de leur bail pour avoir tout simplement voulu faire respecter la loi limitant l'évolution des loyers. Des responsables d'associations, membres de la Confédération nationale du logement sont également menacés. M. X... à Saint-Auban, pour avoir fait intervenir la commission de concurrence et des prix s'est vu donner congé par son propriétaire le 1^{er} mars dernier... Dans ce cas, malgré la promesse d'une recherche d'accueil donnée par le secrétaire d'Etat au logement, M. X... s'est vu confirmer par le tribunal d'instance de Digne la validité du congé. Autre exemple : la Compagnie parisienne de gestion immobilière a donné congé à l'un de ses locataires du 7-9, rue Curial, à Paris (19^e), pour la seule faute que ce dernier est président de l'association CNL de son immeuble. Par ailleurs, lorsqu'il ne s'agit pas d'expulsion des mesures d'intimidation se multiplient. Ainsi les locataires du 102, rue Petit, Paris (19^e), ont été convoqués à la préfecture de police pour se voir demander les noms des responsables de leur association. Plus récemment, M. Y..., président de la CNL, convoqué à la préfecture de police de Paris sur instruction du procureur de la République, parce que son organisation a engagé les locataires à réagir contre les hausses de loyers. Devant cette multiplication des expulsions et mesures d'intimidation à l'égard des locataires, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour faire respecter la loi et permettre aux locataires de défendre leurs droits.

Réponse. — Il convient de signaler que le règlement des litiges entre propriétaires et locataires, portant sur l'interprétation des clauses des baux ou des dispositions législatives en matière de loyers, relève de la seule compétence des tribunaux judiciaires. Le congé ne peut être donné aux locataires qu'en application des clauses des baux qui font la loi des parties. De plus, le congé doit être validé et c'est au juge qu'il appartient d'exécuter cette formalité ou d'apprécier le manquement des locataires à leurs obligations prévues par leur contrat. Il y a lieu d'ajouter qu'aucune mesure d'expulsion prononcée à l'égard d'occupants de locaux d'habitation ne peut intervenir sans avoir été ordonnée par une décision judiciaire, le juge ayant la faculté, en prononçant l'ordre d'expulsion, d'accorder un délai ne pouvant excéder une année, en application de l'article 1244 du code civil. En outre, la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951, modifiée (actuellement articles L. 613-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation), ouvre au juge des référés de la situation de l'immeuble la possibilité d'octroyer un nouveau délai qui peut excéder une année, aux occupants dont l'expulsion a été ordonnée par voie judiciaire, chaque fois que le logement ne pourra avoir lieu dans des conditions normales. En accordant un délai, le juge tient compte de l'âge, de l'état de santé, de la situation de famille des intéressés.

Baux de locaux à usage professionnel (expiration).

10559. — 24 décembre 1978. — **M. Pierre-Charles Krieg** a l'honneur d'appeler l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur un problème né de la publication, le 8 septembre 1978, du décret n° 78-924 du 22 août 1978, qui remplace les décrets des 29 septembre 1962 et 30 décembre 1964 pris pour l'application des articles 3 et suivants de la loi du 1^{er} septembre 1948. A l'expiration d'un bail de six ans conclu selon les dispositions de l'article 3 quinquies de la loi du 1^{er} septembre 1948, le bailleur a la faculté de conclure un bail 3 séries pour une durée d'un an s'il était à usage d'habitation, mais pour une durée impérative de six ans au minimum si les locaux étaient en totalité ou en partie à usage professionnel. Le décret n° 62-1140 du 29 septembre 1962 précisait, en effet, en son article 2 spécifique aux locaux à usage professionnel, que le contrat de location devait être conclu pour une durée d'au moins six ans résiliable chaque année à la volonté du preneur seul. Or le décret n° 78-924 du 22 août 1978 a supprimé cette distinction. L'article 1^{er} de ce dernier décret fait bien la distinction entre les baux d'une durée de six ans visant à ce titre l'article 3 quinquies et les simples locations visant alors l'article 3 séries. Les dispositions de ce nouveau décret, en ce qui concerne ce point particulier, apparaissent dès lors particulièrement préjudiciables aux professionnels libéraux disposant d'un bail en tout ou partie à usage professionnel puisque, si le bail est conclu dans le cadre de l'article 3 séries, il peut y être mis fin, si tel est le bon vouloir du bailleur, à l'expiration d'un délai d'un an. Il lui serait reconnaissant de bien vouloir lui faire connaître quelles dispositions il compte prendre pour améliorer cette situation.

Réponse. — Les rédacteurs du décret n° 78-924 du 22 août 1978 ont entendu modifier pour l'avenir les conditions que doivent remplir le logement et l'immeuble en cas de baux ou de locations conclus en application des articles 3 et suivants de la loi du 1^{er} septembre 1948 et introduire la possibilité d'établir le constat d'état des lieux annexe au bail, par acte sous seing privé. Ils n'ont pas eu pour objectif de modifier les conditions tenant à la forme et à la durée du bail lorsque celles-ci sont prévues. En conséquence, le bail de six ans au moins visé par l'article 1^{er} de ce texte est résiliable chaque année à la volonté du preneur seul. Un décret en cours d'élaboration apportera cette précision.

Architectes (recours obligatoire à un architecte).

10590. — 24 décembre 1978. — **M. Philippe Marchand** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur le décret du 3 mars 1977 portant obligation de recourir à un architecte pour une surface de plancher hors œuvre brute n'excédant pas 250 mètres carrés. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour porter ce chiffre à la surface hors œuvre nette, comme indiqué dans la réponse donnée à **M. Michel (Claude)**, sur la même question (*Journal officiel* du 9 juin 1978 - Débats Assemblée nationale).

Réponse. — Le décret du 3 mars 1977 modifié, pris en application de l'article 4 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977, dispose, notamment, que ne sont pas tenues de recourir à un architecte pour établir le projet architectural, sur lequel porte leur demande de permis de construire, les personnes physiques qui déclarent vouloir édifier ou modifier pour elles-mêmes une construction autre qu'agricole, dont la surface de plancher hors œuvre brute n'excède pas 250 mètres carrés. La question posée porte sur la modification de ce seuil et sur les dispositions prévues pour le passage de la surface hors œuvre brute à la surface hors œuvre nette comme surface de référence. Si la réponse à la question écrite posée par **M. Claude Michel** précisait bien que la surface de référence allait devenir la surface hors œuvre nette, elle ne mentionnait pas la superficie qui serait retenue pour le seuil calculé sur cette nouvelle base. La question sera tranchée très prochainement au vu des données fournies par une enquête approfondie menée actuellement auprès des services qui instruisent les demandes de permis de construire.

Permis de construire (délivrance).

10661. — 5 janvier 1979. — **M. Pierre Lagorce** rappelle à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que l'instruction des permis de construire est désormais faite non plus à la direction départementale de l'équipement mais au niveau des subdivisions. Certes, on ne peut que se féliciter de cette mesure de déconcentration qui doit normalement avoir pour résultat d'abréger les délais d'instruction et de permettre aux pétitionnaires d'avoir un contact plus facile avec une administration plus proche d'eux et moins anonyme. Mais cette réforme va incontestablement entraîner un important surcroît de travail pour les ingénieurs des travaux

publics de l'Etat et leurs collaborateurs. C'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de doter les subdivisions du personnel supplémentaire nécessaire à l'étude de ces nouveaux dossiers, afin que soient effectivement atteints les résultats escomptés et notamment la diminution des délais d'instruction des demandes de permis de construire.

Réponse. — Les mesures de déconcentration mises en œuvre ces dernières années en faveur de certaines subdivisions territoriales des directions départementales de l'équipement n'ont été adoptées qu'en fonction des possibilités de renforcement des moyens en personnel de ces unités grâce à un redéploiement interne des effectifs des directions concernées. Par ailleurs, la redistribution des effectifs au titre de 1979, qui interviendra prochainement sur le plan national, tiendra compte de l'évolution des tâches et des nouvelles procédures d'instruction des permis de construire.

Pollution (mer).

10703. — 5 janvier 1979. — **M. Bertrand de Malgret** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation financière très difficile dans laquelle se trouvent les entreprises qui ont apporté leur concours à la réalisation du plan Polmar, consécutif au naufrage de l'*Amoco Cadiz*, du fait des retards apportés au paiement de leurs prestations. Il rappelle que par lettre en date du 4 octobre dernier, **M. le secrétaire d'Etat à l'environnement et du cadre de vie** s'était engagé, pour le ministre de l'environnement et du cadre de vie et par délégation, auprès de la fédération nationale des syndicats d'entreprises de services, à ce que ces entreprises soient payées avant la fin du mois d'octobre. Il lui demande pour quelles raisons cet engagement n'a pas été tenu, et à quelle date les prestations fournies seront réglées.

Réponse. — La parution au *Journal officiel* du 30 décembre 1978 du collectif budgétaire permettant de réalimenter le fonds d'intervention contre les pollutions marines accidentelles à hauteur de 76,4 millions de francs en autorisation de programme, et de 76,587 millions de francs en crédits de paiement, a permis : de dégager les crédits de paiement nécessaires auprès des départements et régions maritimes concernés par le sinistre de l'*Amoco Cadiz* ; de réalimenter au début de l'année 1979 le fonds d'intervention à hauteur de 10 millions. Les délégations d'autorisation de programme et de crédits de paiement récemment effectuées auprès des préfetures des départements et des préfetures maritimes concernées permettront de régler très rapidement le solde restant à couvrir auprès des entreprises privées, qui ont toujours été considérées comme prioritaires dans l'engagement des crédits du fonds d'intervention. En ce qui concerne les entreprises d'assainissement, l'engagement pris par le secrétaire d'Etat chargé de l'environnement le 4 octobre 1978 a été suivi, et seul un nombre très limité d'entreprises de cette branche ont dû attendre, pour solder définitivement les travaux entrepris à la suite du naufrage de l'*Amoco Cadiz*, la parution du collectif budgétaire : ce retard a été lié à la nécessité de prendre en compte l'ensemble des entreprises ayant apporté leur concours aux opérations de lutte et de nettoyage en accordant la priorité à celles d'entre elles qui présentaient les plus grandes difficultés de trésorerie.

Allocations de logement (aide personnalisée au logement).

10769. — 5 janvier 1979. — **M. Albart Denvers** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** de lui faire connaître les raisons pour lesquelles n'ont pas encore paru les textes d'application relatifs à une disposition de la loi du 3 janvier 1977 tendant à faire bénéficier les résidents de logements-foyers de l'aide personnelle au logement.

Réponse. — Le décret en Conseil d'Etat précisant les conditions d'application aux logements-foyers des dispositions relatives au régime juridique des logements conventionnés et ouvrant droit au bénéfice de l'aide personnalisée au logement est actuellement soumis à la signature des ministres concernés. Sa publication devrait intervenir prochainement.

Communes (certificats d'urbanisme).

10906. — 6 janvier 1979. — **M. Gérard Braun** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur certaines difficultés rencontrées par les communes dans l'application de l'article 111-5 du code de l'urbanisme, et plus précisément dans son alinéa 3. Celui-ci dispose en effet que « toute convention entraînant le détachement ou faisant suite au détachement d'une partie d'un terrain qui provient d'une parcelle ou d'un ensemble de parcelles supportant une construction ou un groupe de

constructions et qui appartient à un même propriétaire ou à un même individu doit, à peine de nullité, être précédée de la délivrance d'un certificat d'urbanisme portant, selon le cas, sur cette parcelle, ou sur cet ensemble de parcelles. Cette convention doit reproduire les indications énoncées dans le certificat d'urbanisme, et faire l'objet de la publicité prévue à l'article 28 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ». L'interprétation stricte de cet article entraîne des demandes de certificats d'urbanisme en grand nombre pour des opérations foncières portant sur de petites surfaces, qui, en outre, ne sont pas destinées à être bâties, telles que les pratiquent les communes pour des échanges, ou des intégrations de voies privées dans le domaine public. Devant cette complexité administrative, il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de procéder rapidement à une simplification, en instituant, par exemple, une surface minimum au-dessous de laquelle l'article cité ne s'appliquerait pas.

Réponse. — Le troisième alinéa de l'article 111-5 du code de l'urbanisme a pour objet notamment de faire respecter les règles relatives à la densité des constructions et de permettre l'application des dispositions d'urbanisme (coefficient d'occupation des sols, plafond légal de densité, notamment). C'est pourquoi il ne peut être envisagé d'instituer une surface minimum au-dessous de laquelle ce texte ne s'appliquerait pas. Cela reviendrait en effet à rendre inopérantes, dans de nombreux cas, les règles relatives au coefficient d'occupation des sols et au plafond légal de densité et les dispositions actuelles en seraient finalement compliquées comme il en est chaque fois qu'un seuil est fixé par un texte. Par contre, la simplification souhaitée s'applique aux opérations communales dont le résultat est de détacher du terrain déjà construit des parcelles qui, par nature, ne seront constructibles, ce qui est notamment le cas lors de la réalisation des plans d'alignement et des intégrations de voies privées dans le domaine public. Ce soit autant d'hypothèses pour lesquelles l'obligation de demander au préalable un certificat d'urbanisme ne s'applique pas.

Eau (agences de bassin : personnel).

10998. — 13 janvier 1979. — M. Parfait Jens attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation des personnels des agences financières de bassin. Ces derniers, dont la majorité sont des contractuels, ne bénéficient d'aucun statut, d'aucune garantie professionnelle. En l'absence de commissions paritaires, ils ne peuvent établir une véritable concertation avec leurs employeurs. Le système de rémunération et de déroulement de carrière inadapté au regard des besoins du recrutement actuel est différent selon les agences et marqué d'une disparité par rapport aux fonctionnaires détachés avec lesquels ils travaillent. En conséquence, il lui demande ce qu'il entend faire afin de donner à ces travailleurs dont le rôle au service de la protection de l'environnement est reconnu de tous indispensable : une situation statutaire légalement reconnue ; une grille de salaires commune à toutes les agences, un déroulement de carrière qui tienne compte de la formation et des responsabilités de ces agents ; les moyens d'une concertation effective.

Réponse. — En accord avec le ministère du budget et le secrétariat d'Etat à la fonction publique, un statut des personnels des agences financières de bassin harmonisant les conditions de recrutement, l'avancement et intégrant une grille de salaires indexée sur les indices de la fonction publique a été mis au point fin 1978. Ce texte unique pour les six agences est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1979 et est actuellement en cours d'application.

Sites (protection des) (Forêts).

11107. — 13 janvier 1979. — M. Pierre Juquin appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la dégradation des paysages de l'île-de-France qu'entraîne la destruction des ormes par l'extension des maladies cryptogamiques comme la graphiose. Il lui demande s'il compte mettre en œuvre un plan d'urgence destiné à sauver au moins les arbres dont la valeur ornementale est la plus importante, comme le permettent les techniques actuellement au point utilisant des fongicides.

Réponse. — Les difficultés d'application des traitements fongicides contre la graphiose de l'orme et leur coût ne permettent pas de mettre en œuvre un plan de lutte contre cette maladie à l'échelon d'une région comme l'île-de-France. Le sauvetage de certains arbres en raison de leur valeur ornementale ne peut être envisagé que dans quelques cas d'espèces, par exemple aux abords de monuments historiques. Il appartient dès lors aux services compétents de prendre les mesures nécessaires en liaison avec les services chargés de la protection des végétaux.

Associations (demande d'agrément).

11234. — 20 janvier 1979. — M. Georges Mesmin expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie le cas d'une association qui, constituée pour agir dans certains domaines de la protection de l'environnement, a été conduite par l'accroissement de ses activités à étendre son objet et à changer son titre et qui, ensuite, a sollicité son agrément, dans le cadre communal, au titre des articles L. 121-8 et L. 160-1 du code de l'urbanisme conformément aux dispositions du décret n° 77-760 du 7 juillet 1977 relatif aux associations exerçant leurs activités dans le domaine de la protection de la nature, de l'environnement et de l'amélioration du cadre de vie. Il lui demande si le délai de trois années d'existence exigé par l'article 3 du décret du 7 juillet 1977 doit être compté à partir de la création de l'association ou à partir du jour où son objet a été étendu et son titre changé.

Réponse. — L'agrément au titre de la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature et de la loi du 31 décembre 1976 portant réforme du code de l'urbanisme ne peut être demandé que par une association exerçant depuis trois ans, conformément à ses statuts, une activité régulière en faveur de l'environnement. Le délai exigé est compté à partir de la date à laquelle l'association a inscrit dans ses statuts cette vocation à la défense de l'environnement. Ce peut donc être, selon les cas, la date de création initiale ou celle d'une modification des statuts. Dans le cas évoqué par l'intervenant, d'une association qui, constituée pour agir dans certains domaines de la protection de l'environnement, a été conduite par l'accroissement de son activité à étendre son objet et à changer son titre, le délai doit être compté à partir de la création initiale si les premiers statuts donnaient bien vocation à la défense de l'environnement.

Enquêtes (publiques).

11292. — 20 janvier 1979. — M. Louis Sallé expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie la situation des commissaires enquêteurs chargés des enquêtes publiques relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement conformément à l'article 5 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris en application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976. Ces commissaires enquêteurs doivent être présents à la mairie pendant un minimum de trois heures par semaine pendant un mois. A la clôture de l'enquête, ils doivent convoquer dans la huitaine le demandeur pour lui communiquer sur place les observations écrites ou orales qui sont consignées au registre d'enquête et l'inviter à produire dans un délai de vingt-deux jours un mémoire de réponse. Ils remettent le dossier de l'enquête au maire avec le mémoire en réponse du demandeur et leurs conclusions motivées. Il lui fait remarquer que la loi et le décret précités concernant les enquêtes relatives aux établissements classés ne prévoient pas de vacation ni de remboursement des frais de déplacement pour le commissaire enquêteur si bien que celui-ci ne reçoit aucun émoulement, mais assume à ses frais ses déplacements et donne son temps gratuitement. Cela paraît parfaitement anormal puisque dans les autres enquêtes les commissaires enquêteurs sont rémunérés. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable que des dispositions soient prises afin que les commissaires enquêteurs chargés des enquêtes pour les établissements classés soient rémunérés et remboursés de leurs frais de déplacement.

Réponse. — L'absence de rémunération des commissaires enquêteurs chargés des enquêtes publiques relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement constituait une situation d'autant plus anormale que le décret n° 77-1133 du 21 juillet 1977 pris en application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement a confié à ces commissaires enquêteurs des tâches et des obligations très importantes. Aussi l'article 46 de ce décret avait-il prévu qu'un arrêté devait fixer les conditions d'indemnisation du commissaire enquêteur. Cet arrêté est paru au *Journal officiel* du 21 janvier 1979. Il dispose que les commissaires enquêteurs se voient accorder, sur leur demande, des vacances, ainsi que le remboursement de leurs frais de séjour et de transport. Le nombre de vacations pour les enquêtes ordinaires est fixé à 6, ce qui représente une somme de 450 F, correspondant à la charge de travail exigée des commissaires enquêteurs. Les frais de transport et de séjour sont remboursés sur la base des taux prévus pour les fonctionnaires de l'Etat. Cet arrêté ne s'applique qu'aux enquêtes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 1979.

Environnement et cadre de vie (ministère).

11444. — 27 janvier 1979. — M. Lucien Ville appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les statuts et carrière des personnels techniques et administratifs de

catégorie B de son ministère. La situation de cette catégorie de fonctionnaires se dégrade de plus en plus et cela fait maintenant un an que le groupe de travail de catégorie B a déposé ses conclusions. Celles-ci, quoiqu'insuffisantes, ne sont toujours pas appliquées. Les syndicats des personnels intéressés exigent une révision totale de leurs statuts selon les critères ci-dessous définis : 1° au niveau du recrutement (niveau du baccalauréat) : 50 p. 100 par concours externe ; 15 p. 100 par concours interne ; 20 p. 100 par examen professionnel ; 15 p. 100 au choix ; 2° au niveau de la formation : une formation de deux ans dans les écoles spécialisées du ministère de l'équipement tant pour les personnels techniques que pour les personnels administratifs, avec délivrance d'un diplôme équivalent au DUT ; 3° au niveau du déroulement de carrière : création de corps à deux niveaux de grade avec 50 p. 100 de l'effectif à chaque niveau de grade — dans l'immédiat : un pyramidage du corps à 50 p. 100, 30 p. 100 et 20 p. 100 ; augmentation du pourcentage d'accès au choix de CS de façon à assurer à tous les AT une promotion au dernier niveau de grade avant l'âge normal de la retraite à soixante ans ; 4° au niveau des fonctions : premier niveau : des fonctions compatibles avec le niveau de recrutement et la qualification sanctionnée par le diplôme délivré à la sortie de l'école ; deuxième niveau : la réaffirmation des fonctions d'encadrement des deuxième et troisième niveaux actuels ; 5° au niveau de la promotion (accès en catégorie A) : 50 p. 100 par concours externe ; 15 p. 100 par concours interne ; 20 p. 100 par examen professionnel ; 15 p. 100 au choix ; 6° au niveau des rémunérations : une réforme du régime indemnitaire ; une revalorisation indiciaire par alignement sur les indices extrêmes des techniciens de la défense. Il lui demande les dispositions qu'il entend prendre pour satisfaire ces légitimes revendications.

Réponse. — La situation des fonctionnaires de la catégorie B en fonction dans les services de l'équipement a fait l'objet d'améliorations substantielles au cours des dernières années. Les premières concernent les indices applicables à ces agents. Dans le cadre des mesures prises de 1972 à 1976 en faveur de l'ensemble des fonctionnaires de l'Etat appartenant à la catégorie B, les indices bruts des intéressés ont été relevés de trente-deux points en début de carrière et de trente-quatre points en fin de carrière. Comparativement, les indices des fonctionnaires de la catégorie C avaient été majorés de trente-trois points au premier échelon et de cinq points au dernier échelon entre 1970 et 1974. Quant aux indices des fonctionnaires de la catégorie A, ils ont été accrus, entre 1974 et 1977, de trente-neuf points en début de carrière et de quinze points au sommet. La comparaison entre les plans de reclassement intéressant les diverses catégories de fonctionnaires de l'Etat montre donc que la situation des agents de la catégorie B s'en est trouvée consolidée. Une seconde série d'améliorations a trait à la pyramide des emplois. En application de l'accord sur les rémunérations conclu pour 1976 avec les organisations syndicales représentatives des fonctionnaires, la proportion d'emplois de chef de section (c'est-à-dire d'emplois correspondant au deuxième niveau de grade de la catégorie B) a été portée à 25 p. 100 de l'effectif total des deux premiers niveaux de grade. En outre, au 1^{er} janvier 1978, le pourcentage d'emplois de chef de section principal, qui constituent le troisième niveau de grade, a été fixé à 12,5 pour les corps de personnels administratifs et à 15 pour les corps de techniciens. En sus des améliorations déjà décidées, des réflexions ont été engagées, en étroite concertation avec les organisations syndicales, sur la situation et les conditions d'emploi des fonctionnaires de la catégorie B. En particulier un projet de réforme intéressant aussi bien les personnels administratifs que les techniciens a été élaboré en vue d'élargir les voies de promotion interne, d'aménager la pyramide des emplois compte tenu des responsabilités assumées aux différents niveaux de fonctions et d'assouplir les règles d'avancement. Les propositions correspondantes, établies avec le souci de répondre aux aspirations des personnels, ont été transmises aux autres ministères intéressés. Enfin, deux projets de décret tendant à modifier le statut des ingénieurs des travaux publics de l'Etat et celui des personnels administratifs supérieurs de l'équipement ont été élaborés pour mettre en œuvre les dispositions générales relatives au classement des agents accédant à un corps de la catégorie A. Ils permettront de prendre en compte une part notable des services accomplis dans leur corps d'origine par les fonctionnaires de la catégorie B promus dans la catégorie supérieure.

INDUSTRIE

Sidérurgie (prêts de la CEE).

6418. — 30 septembre 1978. — M. Antoine Percu attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les prêts consentis par la commission des communautés européennes à trois sociétés françaises. Un premier prêt, d'un montant de 150 millions de francs français, devait être accordé à la Société des aciers et tréfileries de Neuves-Maisons-Chatillon pour contribuer au financement de la construction

à Neuves-Maisons d'une aciérie à l'oxygène. Le second prêt qui représente un montant de 125 millions de francs français octroyé à la Société des aciéries et laminoirs de Lorraine (Saclor) pour le financement d'un programme de modernisation des infrastructures et des installations de production de fonte du groupe Saclor. Enfin, un prêt de 80 millions de francs français accordé aux Charbonnages de France pour contribuer au financement d'un projet d'investissement des Houillères du bassin de Lorraine. Il lui demande de lui préciser quel a été le mode d'utilisation de ces fonds par lesdites sociétés.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Emploi (Gennevilliers [Hauts-de-Seine] : Entreprise Lincoln SA).

7777. — 26 octobre 1978. — M. Jacques Bruhnes attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation de l'Entreprise Lincoln SA, 51, avenue de Colombes, 92230 Gennevilliers, qui a été rachetée, ainsi que l'ensemble des entreprises Lincoln, par Electrolux. Il lui demande quelles seront les conséquences de ce rachat pour le personnel qui craint des licenciements et des mutations et quelles conséquences une telle situation peut avoir sur l'implantation de l'entreprise Lincoln dans la commune de Gennevilliers.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Emploi (entreprises).

8231. — 8 novembre 1978. — M. Jacques Chaminade informe M. le ministre de l'Industrie de la situation qui est faite aux travailleurs de la Paumellerie électrique, à La Rivière-de-Mansac (Corrèze). Lors de la réunion du comité d'entreprise du 31 octobre 1978 de cette usine, qui appartient au groupe De Wendel, il a été annoncé des réductions d'horaires avant la fin de l'année. Des menaces de licenciement pèsent avec la mise en place de nouvelles machines destinées à supprimer du personnel avec une production accrue. Or, dans le même temps, le groupe intensifie sa production dans les usines qu'il a créées et qu'il développe en Italie et en Espagne, où les horaires sont autour de cinquante heures. En conséquence il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la direction du groupe assure le maintien de l'emploi dans l'usine de La Rivière-de-Mansac en annulant la décision de réduction des horaires et en renonçant aux licenciements envisagés.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Entreprises industrielles et commerciales (activité et emploi).

9321. — 29 novembre 1978. — M. Lucien Dutard attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation de l'entreprise Lanaverre, 14, rue Gustave-Eiffel, à Pessac, Gironde. Cette entreprise a licencié la totalité de son personnel (110 salariés) le 11 juillet 1978, à la suite du règlement judiciaire de son gérant, la Société Dubigeon-Plastique. Mais, comme l'ont toujours affirmé les travailleurs de cette entreprise, aujourd'hui les possibilités de réouverture existent puisque Dubigeon-Normandie s'est présenté comme acquéreur placé sous la responsabilité des pouvoirs publics. Cependant, cette société ne propose qu'une reprise partielle qui ne concerne que la fabrication des planeurs et n'emploierait qu'un tiers du personnel. Elle sacrifie ainsi le secteur le plus important et le plus rentable : le plastique industriel. Or, une réouverture immédiate et globale de Lanaverre est possible. Cinq parmi les plus gros clients de Lanaverre attendent cette réouverture. Il s'agit de : la Société Decaux (fabrication toits et abris-bus, téléphone...), la Société Game (coupoles abris-radars pour l'armée), la Société Alsthom-Atlantique (réservoirs d'eau SNCF), la Société Franco-Belge (éléments du train « Corail »), le secteur Aérospatial SNIAS, Dassault, SEP-CEA, etc. De plus, les collectivités locales constituent une clientèle en essor (abris de bus, téléphone, planimètres, etc.). Comme dans le même temps les pouvoirs publics mènent une campagne de sauvegarde de l'économie régionale du Grand Sud-Ouest, il lui demande s'il n'estimerait pas judicieux : 1° d'en faire la démonstration en permettant à Lanaverre de redémarrer sans démantèlement puisque les possibilités existent ; 2° de maintenir en Gironde une activité de pointe ; 3° de préserver l'emploi dans ce département alors qu'il y existe déjà 40 000 chômeurs.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Entreprises industrielles et commerciales (activité et emploi).

9331. — 29 novembre 1978. — **M. Irénée Bourgois** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur l'incertitude dans laquelle se trouvent les salariés d'une entreprise de fabrication de chaises de Saint-Saëns (Seine-Maritime). En effet, de sérieuses menaces de liquidation pèsent sur les 147 salariés qui depuis plusieurs semaines ne travaillent plus que 32 heures hebdomadaires. La liquidation de cette entreprise se traduirait par une aggravation considérable de la situation de l'emploi dans une commune durement touchée. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour empêcher toute liquidation de cette entreprise et faire droit aux travailleurs qui refusent le vain exode et le chômage qui résulteraient de l'évolution économique actuelle dans cette commune.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Entreprises industrielles et commerciales (activité et emploi).

9644. — 9 décembre 1978. — **M. André Lajoie** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation de l'emploi dans le bassin minier de Saint-Eloy dans le Puy-de-Dôme. En juin 1958, la mine de Saint-Eloy occupait 2 157 salariés. Aujourd'hui, elle a fermé ses portes et seules continuent à y travailler quelques personnes chargées du démantèlement. Par ailleurs, l'entreprise Bougeolles, avec près de 200 salariés, a également disparu. De plus, deux entreprises créées dans le cadre des mesures prises pour la reconversion des mineurs : ESBA et Franconit connaissent aujourd'hui de sérieuses difficultés. ESBA qui a eu jusqu'à 450 salariés n'en a plus aujourd'hui que 300 et lors de la dernière réunion du comité d'entreprise le 9 novembre 1978, la direction a clairement laissé entendre que des menaces sérieuses de licenciements, voire de fermeture, pèsent sur l'entreprise. Quant à Franconit, où au départ existaient 350 emplois, il n'y en a plus que 220 aujourd'hui. De plus, les salaires sont amputés régulièrement par le chômage partiel qui frappe tout ou partie du personnel depuis 1975. Et les menaces de licenciements se précisent. Enfin, alors que l'on avait annoncé l'implantation à Saint-Eloy d'une usine Rockwool, créatrice de 300 emplois (cette annonce avait même été faite par les Houillères du bassin d'Auvergne et la DATAR), ce projet a été ajourné. Et même si cette implantation a lieu, si dans le même temps les entreprises ESBA et Franconit licencient du personnel ou ferment leur porte, les problèmes de l'emploi resteront entiers dans la région. Telle est, brièvement résumée, la situation de l'emploi dans le bassin de Saint-Eloy. Elle laisse apparaître un besoin d'au moins un millier d'emplois pour résorber le chômage et relancer l'activité économique de la région. En conséquence il lui demande : 1° de lui indiquer ce qu'il compte faire pour que soit confirmée, officiellement, la création de l'usine Rockwool ; 2° quelles mesures il compte prendre pour relancer l'activité économique de la région de Saint-Eloy qui est aujourd'hui gravement menacée.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Entreprises industrielles et commerciales (activité et emploi).

10212. — 15 décembre 1978. — **M. Pierre Zarka** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation de l'entreprise Gibbs dont une unité est implantée à Saint-Denis depuis 1923. Un plan dit de restructuration de l'entreprise annonce dans un premier temps, cent dix-huit licenciements dont soixante-deux à Saint-Denis, et touchant toutes les catégories de salariés. Ces licenciements constitueraient la première vague d'un projet qui prévoit d'autres suppressions d'emplois et à terme, la cessation d'activité des unités industrielles de la région. Cette sombre perspective serait, officiellement, le résultat de difficultés survenues dans la réglementation et la commercialisation de produits fabriqués par Gibbs. S'agit-il d'une inconscience ou d'un choix délibéré qui servirait aujourd'hui de prétexte à la restructuration du groupe. Des informations insistantes diffusées en France, en Hollande, en Angleterre, en Allemagne, font en effet état d'un plan de réorganisation du groupe Unilever, dont l'entreprise Gibbs est l'une des composantes. Une usine moderne en construction à Berlin-Ouest serait destinée au transfert de fabrication des produits réalisés en France. N'est-ce pas cette réalité qui se cache derrière les déclarations pessimistes faites par la direction Gibbs devant le comité d'entreprise. L'examen de la situation financière de l'entreprise n'autorise pas à une analyse aussi sombre de l'avenir de la société. Il révèle au contraire que la situation financière de cette dernière est saine et que la masse des emprunts contractés laisse légitimement supposer que les perspectives, au demeurant, sont bonnes. Le chiffre d'affaires en constante augmentation confirme cette tendance. Il faut donc chercher ailleurs les causes réelles des licenciements actuels et de ceux qui menacent de suivre. C'est dans la restructuration des

entreprises multinationales que se situe la réponse. Ce nouvel exemple, vécu à Saint-Denis et dans la région parisienne met en relief la nocivité dite de redéploiement de l'industrie encouragée par le Gouvernement et qui aboutit à l'abandon de pans entiers de notre économie (sidérurgie, chantiers navals, machines-outils, etc.). Il se traduit, à Saint-Denis, par des licenciements ou cessations d'activité qui menacent de transformer peu à peu notre localité en désert industriel et les travailleurs licenciés en autant de chômeurs. En conséquence, il lui demande quelles initiatives il compte prendre pour assurer le maintien de l'activité de l'entreprise sans réduction d'effectifs.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Entreprise (activité et emploi).

10724. — 5 janvier 1979. — **Mme Jacqueline Fraysse-Cazails** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur le fait que la direction américaine d'IBM-Europe menace de supprimer son centre de développement de programmes de Paris-La Défense. Trente-trois personnes sont concernées. Le motif invoqué par la direction est le redéploiement et il y a volonté d'envoyer ce centre dans un autre pays. Or ce centre est tout à fait important, on y développe des programmes de haut niveau dans des domaines aussi variés que : les mathématiques, le suivi des projets, les plans et prévisions, la gestion de production, la simulation pour les raffineries de pétrole, etc. Cela fait suite à d'autres abandons d'IBM en France : le centre scientifique de Grenoble, le calcul scientifique du « service bureau » de Paris. En conséquence, pour l'intérêt de notre pays et afin que les trente-trois personnes concernées ne perdent pas leur emploi, elle lui demande ce qu'il compte faire pour que ce centre soit maintenu à La Défense.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

INTERIEUR

Immeubles d'habitation (sécurité des parkings).

4677. — 22 juillet 1978. — **M. Alain Devaquet** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** qu'une personne habite un appartement situé au-dessus d'un parking. Le bâtiment est vétuste et cette personne craint pour sa sécurité en raison des incidents pouvant se produire dans un tel lieu, comme la presse s'en est fait l'écho récemment. Il souhaite savoir en conséquence si un parking peut fonctionner sans gardiennage, que ce soit à temps plein ou seulement pendant la nuit.

Réponse. — Si aucune disposition législative ou réglementaire n'impose aux propriétaires ou aux exploitants de garages souterrains de les faire surveiller il est toujours possible aux responsables de ces aires de stationnement de faire appel aux services d'une société de gardiennage ou de préposés qu'ils engageraient directement à cet effet. Par ailleurs, l'obligation d'installer un système de fermeture des portes de garages d'immeubles d'habitation constituant une mesure efficace dès lors qu'elle limite les risques de pénétration dans ces parkings de personnes étrangères à l'immeuble, a été décidé d'appliquer cette mesure par voie réglementaire aux nouveaux bâtiments d'habitation. Toutefois, la mise en œuvre de cette disposition qui ressortit au code de la construction et de l'habitation relève des attributions du secrétariat d'Etat chargé du logement auprès du ministère de l'environnement et du cadre de vie.

Finances locales (interventions économiques).

6670. — 3 octobre 1978. — **M. Jean-Michel Boucheron** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur les intentions du Gouvernement concernant l'intervention économique des collectivités locales. En effet, différents indices et notamment les dispositions désormais connues du prochain budget laissent craindre une aggravation des difficultés des PME. Il lui fait observer que les collectivités locales, touchant de très près les réalités économiques, perçoivent cette dramatique évolution et redoutent non seulement ses conséquences sociales, l'accroissement du chômage en l'occurrence, mais aussi ses conséquences industrielles dues à l'affaiblissement et à la dégradation sans doute irréversible des tissus industriels. Aussi, nombre de communes considèrent qu'il leur appartient désormais d'intervenir dans le domaine économique, car la proximité immédiate des problèmes leur donne une compétence, une capacité de jugement et une volonté d'intervention qui dépassent celles d'administrations centrales souvent éloignées. Dans ces conditions, il lui demande : 1° s'il ne conviendrait pas d'accroître le processus d'allègement de la tutelle administrative

qui pèse sur les communes de façon à faciliter leur intervention économique chaque fois que l'intérêt général de la commune ou de la région le demande; 2° s'il ne faudrait pas autoriser les communes à intervenir par le moyen de prêts et de cautions en fonds propres ou en fonds permanents en faveur d'entreprises en difficulté. Il lui demande en conséquence les intentions du Gouvernement sur ces propositions concernant l'intervention économique des collectivités locales.

Réponse. — La question de l'intervention des communes dans le domaine économique, et plus précisément celle de l'aide qu'elles sont susceptibles d'apporter aux entreprises en difficulté, a toujours fait l'objet d'une attention particulière du ministère de l'intérieur dont la position a d'ailleurs maintes fois été précisée, soit par des circulaires à caractère général, soit à l'occasion de cas particuliers dont il était saisi. Cette position, fondée essentiellement sur l'article L. 121-38-6° du code des communes, est d'ailleurs conforme à celle récemment exprimée par M. le Président de la République lors de la récente conférence nationale d'aménagement du territoire suivant laquelle « la vocation des communes n'est pas l'aide directe à l'emploi, mais la politique d'accueil de l'emploi des travailleurs », à laquelle les collectivités ont toujours participé de la manière la plus large. S'agissant de l'octroi sur fonds communaux de prêts ou d'avances remboursables aux entreprises, la législation en vigueur est très restrictive. En effet, l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances dispose en son article 15, dernier alinéa, que « sauf dérogation admise par le ministre des finances, les collectivités territoriales de la République et les établissements publics sont tenus de déposer au Trésor toutes leurs disponibilités ». La doctrine administrative comme la jurisprudence estiment qu'il n'appartient pas aux communes de se substituer aux établissements bancaires qui ont pour rôle d'assurer le financement des entreprises. En ce qui concerne les délibérations par lesquelles un conseil municipal s'engagerait envers le créancier d'une entreprise à payer la dette contractée par celle-ci et quelle que soit la forme de la garantie ainsi accordée, elles sont actuellement soumises à approbation préalable sous réserve des exceptions énumérées par l'article L. 121-38-2° du code des communes. En règle générale et hors le cas particulier d'une société concessionnaire d'un service public communal, cette garantie ne peut être admise que si elle est prévue par un texte spécial ou lorsqu'il s'agit d'une entreprise poursuivant un objet d'intérêt local tel que si elle n'existait pas la commune serait amenée à agir directement. En effet, comme pour la première catégorie d'intervention envisagée, un tel engagement revient à substituer la collectivité dans des risques inhérents à une opération de crédit consentie par un établissement financier. Sur le point relatif à la tutelle, si le projet de loi sur le développement des responsabilités locales comprend un titre relatif à l'allègement des tutelles financières, administratives et techniques, dans le domaine évoqué, les dispositions retenues restent conformes au principe de base également rappelé par M. le président de la République suivant lequel « il n'appartient pas aux communes de prendre, directement ou indirectement, les risques propres à l'entreprise ». En revanche, l'intervention des communes pour la politique d'accueil de l'emploi des travailleurs entre dans leur vocation directe et reste très importante. L'aménagement des terrains industriels, leur équipement, la construction par la collectivité de bâtiments destinés à être mis à la disposition de l'entreprise par vente, location ou location-vente et, d'une manière générale, la qualité des aménagements urbains et du cadre de vie ainsi que l'aide à l'insertion des familles dans la communauté locale constituent des facteurs déterminants dans ce domaine. Dans cet ordre d'idées, le projet de loi pour le développement des responsabilités locales et ses textes d'application donneront plus large compétence aux communes ou à leurs groupements dans tous les domaines de l'aménagement urbain, assortissant ces compétences nouvelles des ressources équivalentes. D'autre part, la circulaire du 22 septembre 1978 a ouvert plus largement les possibilités d'intervention précédemment reconnues aux communes. Celles-ci ont désormais la faculté de porter de 30 à 50 p. 100 les rabais qu'elles sont autorisées à consentir sur le prix de vente des terrains industriels sous la seule réserve d'avoir elles-mêmes bénéficié pour l'opération d'une subvention de l'établissement public régional. De même, dans le cas de location ou de vente d'un bâtiment industriel, elles peuvent répercuter sur l'entreprise (ou partiellement) la subvention obtenue de l'établissement public régional sous la seule réserve que le locataire ou l'acquéreur bénéficie de la prime de développement régional.

Finances locales

(paiement des agents spécialisés des écoles maternelles).

6803. — 4 octobre 1978. — **M. Henri Emmanuelli** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés que rencontrent les petites communes rurales pour assumer la charge du fonctionnement des écoles maternelles et notamment celle de l'emploi

d'agents spécialisés des écoles maternelles. L'obligation faite aux collectivités locales de rémunérer à temps complet un agent spécialisé de classe maternelle représente pour les petites communes rurales une contrainte financière très lourde compte tenu de leurs possibilités budgétaires. En outre, elle a un effet fort dissuasif pour l'implantation de nouvelles classes maternelles. En conséquence, il lui demande si le Gouvernement ne pourrait envisager d'instituer une aide de l'Etat aux communes rurales (ou aux regroupements de communes rurales, de moins de 1 000 habitants) pour le paiement des agents spécialisés des écoles maternelles.

Réponse. — Les agents spécialisés des écoles maternelles sont des personnels communaux rémunérés comme tels sur le budget de la commune. Il est certain que le traitement de ces personnels peut représenter une charge financière importante pour les petites communes rurales. Le développement des écoles maternelles en milieu rural est une action à laquelle le Gouvernement, conscient de son importance, consacre déjà des crédits particuliers dans le programme d'action prioritaire n° 13 tendant à assurer l'égalité des chances par l'éducation et la culture. Par ailleurs, la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement a prévu dans son article L. 234-13 la création d'une dotation de fonctionnement minimale pour les communes de moins de 2 000 habitants dont le potentiel fiscal est insuffisant. Cette dotation est répartie, pour un tiers, en tenant compte du nombre d'élèves domiciliés dans la commune et relevant de l'enseignement obligatoire et préélémentaire, que l'instruction soit donnée sur le territoire communal ou non. Elle prend donc en compte les données propres aux petites communes rurales notamment dans le domaine évoqué par la question posée.

Finances locales (aides maternelles).

7388. — 12 octobre 1978. — **M. Louis Mexandeau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les nombreuses difficultés que rencontrent les petites communes rurales pour assurer la charge de fonctionnement des écoles maternelles, et en particulier les dépenses résultant de l'emploi des aides maternelles. Les possibilités financières de ces petites communes étant limitées, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que les personnels concernés soient pris en charge par le département ou par l'Etat. Une telle décision ne pourrait-elle faciliter le développement des écoles maternelles en milieu rural et aboutir par conséquent à une véritable égalité entre tous les enfants.

Réponse. — Le développement des écoles maternelles en milieu rural est une action à laquelle le Gouvernement, conscient de son importance, consacre des crédits particuliers dans le programme d'action prioritaire n° 13 tendant à assurer l'égalité des chances par l'éducation et la culture. La loi de finances pour 1978 a prévu la création de 200 emplois et ouvert 170 millions de francs d'autorisations de programme à ce titre. Une politique de scolarisation précoce des enfants, et notamment les traitements des aides maternelles, peut représenter une charge financière importante pour les petites communes. C'est pourquoi l'article L. 234-13 de la loi portant création d'une dotation globale de fonctionnement a prévu l'attribution, aux communes de moins de 2 000 habitants répondant à certains critères (la faiblesse du potentiel fiscal), d'une dotation de fonctionnement minimale leur permettant de faire face à leurs dépenses courantes ainsi qu'à leurs obligations légales. Cette dotation est répartie, pour un tiers, en tenant compte du nombre d'élèves domiciliés dans la commune et relevant de l'enseignement obligatoire et préélémentaire, que l'instruction soit donnée sur le territoire communal ou non. Elle prend donc en compte les données propres aux petites communes rurales notamment dans le domaine évoqué par la question posée.

Hospices (transformation en maisons médicalisées pour les personnes âgées).

7506. — 20 octobre 1978. — **M. Jean-Louis Messon** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il ne lui paraît pas possible d'alléger les procédures actuellement prescrites pour la transformation des hospices municipaux en maisons de moyen et long séjour médicalisées pour les personnes âgées. La création ou la modernisation des établissements sociaux qui assurent l'hébergement des personnes qui n'ont plus leur autonomie de vie doit être considérée comme un impératif national. Cependant, les initiatives locales (ou des communes et de leurs bureaux d'aide sociale) se heurtent à une répartition imprécise des compétences entre de multiples instances administratives : directions départementale et régionale des affaires sanitaires et sociales, préfecture, commissions régionale et nationale de l'hospitalisation, commissions régionale et nationale de l'équipement sanitaire. La lenteur du processus de prise de décision administrative se traduit trop souvent par un accroissement du coût des équipements sanitaires. La clarification des responsabilités

locales et la revalorisation du rôle des maires et des conseils municipaux dans ces procédures apparaissent comme particulièrement souhaitables, surtout au moment où le Gouvernement prépare le plan de développement des responsabilités locales et au moment même où l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées doit venir à l'étude.

Réponse. — Le projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités prévoit de clarifier les compétences des diverses collectivités publiques, notamment en matière d'aide sociale, en supprimant les financements croisés qui existent entre l'Etat et les collectivités locales. Celles-ci auraient désormais la responsabilité de certaines formes d'aide, notamment celle en faveur des personnes âgées. A cette occasion, les procédures permettant la transformation ou la création d'établissements sociaux hébergeant des personnes âgées seront réexaminées.

Agents communaux (carrière).

8685. — 17 novembre 1978. — Mme Colette Goeuriot attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur la régularisation de la situation administrative d'une employée communale. En mai 1978, un agent de bureau dactylographe titulaire à la mairie de Homécourt (Meurthe-et-Moselle), a été engagé pour remplir les fonctions de collaborateur de député. Afin de régulariser sa situation vis-à-vis de l'administration communale, l'agent a formulé une demande de mise en position de détachement. Le syndicat de communes pour le personnel à Nancy a rejeté cette demande, en vertu des termes de l'article R. 415-7 du code des communes. D'autre part, puisque cet agent exerce une autre activité salariée, elle ne peut bénéficier de la mise en disponibilité. Cet agent désire maintenir sa position de personnel communal, et conserver ses droits à retraite, car la situation en fin de mandat du député devient précaire. En conséquence, elle lui demande s'il existe des dispositions prévoyant une telle situation et prévoyant la réintégration à l'ancienne fonction, en cas de cessation de mandat du député et, partant, de fonction de collaborateur, ou, dans le cas contraire, quelles mesures il peut prendre pour maintenir ses droits à cet agent.

Réponse. — Il n'existe aucune disposition réglementant la situation de l'agent communal qui occupe le poste de collaborateur d'un député. La seule ressource de l'agent concerné est de demander sa mise en disponibilité pour convenances personnelles. Le détachement, qui garantirait la réintégration dans l'emploi d'origine, le droit à l'avancement et le droit à la retraite, n'est pas prévu dans le cas d'espèce. Le contrat passé entre le député et son collaborateur relève en effet du droit privé. Chaque parlementaire apparaît comme l'employeur de son secrétariat parlementaire, et les agents ainsi recrutés relèvent du régime général de sécurité sociale et d'un régime de retraite complémentaire auquel sont affiliés les députés employeurs. L'origine publique des fonds mis à la disposition des parlementaires (budget de l'Assemblée nationale) ne confère pas une nature de droit public audit contrat. Enfin, les services de l'Assemblée nationale n'interviennent à aucun moment dans le recrutement ou la gestion de ces collaborateurs de députés. La situation des agents communaux est identique dans ce cas à celle des fonctionnaires de l'Etat qui sont soumis au même régime.

Finances locales (subventions d'équilibre).

8687. — 22 novembre 1978. — M. Maurice Andrieux attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur le retard apporté au versement d'une subvention d'équilibre que la commune de Sains-en-Gohelle (62114) est en droit d'obtenir en raison d'une diminution de ressources due à la cessation d'activité d'une entreprise. Il lui rappelle que, réunie le 3 juin 1977, la commission spéciale prévue à l'article L. 212-5 du code des communes avait statué sur la réduction des crédits et l'inscription d'un moyen d'équilibre d'un montant de 512 443,43 F correspondant à une subvention éventuelle de l'Etat. Conclusions acceptées par le conseil municipal par délibération en date du 1^{er} juillet 1977; que le 7 juin 1978 la même commission spéciale adoptait à l'égard du budget primitif 1978 des conclusions identiques : réduction de crédits et inscription d'un moyen d'équilibre d'un montant de 828 880 F correspondant à une subvention éventuelle de l'Etat. A ce jour aucune décision ministérielle n'a été prise en ce qui concerne la subvention d'équilibre pour 1977 ni pour celle concernant le budget 1978. De ce fait, la commune de Sains-en-Gohelle se trouve dans une situation financière dramatique et se trouve en état de cessation de paiement. Il lui demande de lui faire connaître dans quels délais ce grave problème trouvera sa solution et quelles raisons se sont opposées à l'attribution des subventions proposées par la commission spéciale.

Réponse. — Il sera répondu à cette question par lettre adressée directement au parlementaire.

Communes (création d'entreprises).

9056. — 23 novembre 1978. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset expose à M. le ministre de l'Intérieur que des primes d'installation et des prêts à taux réduit sont prévus, selon certaines modalités, pour aider les commerçants et artisans à la création d'entreprises. Il lui demande si une commune rurale faisant le même investissement pourrait bénéficier d'une aide analogue.

Réponse. — Les primes d'installation en faveur de l'artisanat instituées par le décret n° 75-808 du 29 août 1975 peuvent être accordées, en application de l'article 8 de ce décret, aux entreprises immatriculées ou en cours d'immatriculation au répertoire des métiers. Ces mêmes conditions sont mises à l'octroi des prêts spéciaux à l'artisanat prévus par le décret n° 72-322 du 20 avril 1972 relatif au crédit à l'artisanat (article 2). Il en résulte que les communes, qu'elles soient urbaines ou rurales, ne peuvent directement bénéficier de ces dispositions. Par contre, dans l'hypothèse où une commune mettrait à la disposition d'un artisan les locaux nécessaires à l'exercice de son activité, celui-ci pourrait quant à lui bénéficier des primes et prêts spéciaux à l'artisanat, sous réserve bien entendu qu'il remplisse les conditions fixées par les textes régissant l'octroi de ces aides.

Boux de locaux d'habitation (expulsions).

9508. — 1^{er} décembre 1978. — M. André Tourné expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'en date du 9 décembre 1976, sous le numéro 33996, il lui posait la question écrite suivante : « M. Tourné demande à M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur : 1° combien de mesures d'expulsion de locataires, à la suite d'une décision du tribunal, ont eu lieu au cours de l'année 1975 avec le concours de la force publique : a) dans toute la France; b) dans chacun des départements concernés; 2° il lui demande également quelle est la situation sur ces mêmes problèmes au cours des onze premiers mois de l'année 1976. » Il lui rappelle que cette question n'a pas été honorée d'une réponse. Le problème étant, hélas, toujours d'actualité, il lui demande d'ajouter à sa future réponse, en plus des années 1975 et 1976, celles de 1977 et 1978.

Réponse. — Le nombre des mesures d'expulsion de locataires réalisées avec le concours de la force publique sur l'ensemble du territoire métropolitain marque une tendance à la décroissance. Les chiffres en effet sont les suivants : 2 632 expulsions en 1975; 2 234 expulsions en 1976; 1 878 expulsions en 1977; 1 944 expulsions en 1978.

Maires (attributions).

9546. — 2 décembre 1978. — M. Charles Pistré appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur le travail imposé indûment aux maires des petites communes rurales obligés de servir d'intermédiaires entre diverses administrations ou organismes publics et leurs administrés, se substituant aux services et aux personnels normalement chargés de cette fonction. En effet, très souvent, le courrier est adressé en mairie et les élus doivent soit se charger directement de l'acheminement, soit de donner aux services postaux des documents en transit (procès-verbaux de gendarmerie, mutualité agricole...). Il lui demande donc s'il juge cette situation normale, si l'absence de services publics existant sur place n'en est pas une des causes et quels moyens il compte prendre pour faire disparaître ces anomalies.

Réponse. — Par circulaire en date du 14 novembre 1973, il a été demandé aux préfets de veiller à ce que les correspondances administratives soient envoyées directement à leurs destinataires. Ces instructions viennent d'être rappelées aux préfets auxquelles il est notamment demandé de donner des directives en ce sens à tous les chefs des services extérieurs de l'Etat dans le département afin qu'il soit mis un terme aux errements signalés.

Racisme (crimes et délits).

9683. — 6 décembre 1978. — M. Louis Meissonnet signale à M. le ministre de l'Intérieur que, dans la nuit du mardi 14 novembre 1978, des individus non encore identifiés ont souillé d'inscriptions injurieuses et de caractère raciste le siège départemental de la fédération de l'Isère des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie, association regroupant 10 600 adhérents dans le département. Ce nouvel acte de vandalisme fait suite à toute une série d'actes criminels, dont des attentats contre

des biens et des personnes, et confirme, s'il en était besoin, le développement inquiétant de manifestations fascistes et racistes auxquelles nous assistons depuis un certain temps dans notre pays. Il n'est pas tolérable que de tels agissements puissent impunément se poursuivre. Aussi, il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour : 1° que soient activement recherchés et poursuivis les auteurs de cet acte de vandalisme ; 2° que les menées fascistes, les attentats contre les biens et les personnes soient réprimés ; 3° que cesse en France toute complaisance envers les nostalgiques du pétainisme, du nazisme, de l'OAS, par les partisans du racisme et de l'antisémitisme.

Réponse. — Les faits auxquels le parlementaire intervenant fait allusion ont donné lieu à une enquête suivie par les services de police afin d'en identifier les auteurs. A cet égard, il convient de rappeler que les articles 23 et 24 (5^e alinéa) de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, modifiée par la loi n° 72-546 du 1^{er} juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme, disposent que : ceux qui auront provoqué à la discrimination, à la haine ou à la violence, à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance, à une ethnicité, une nation, une race ou une religion déterminée, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 2 000 francs à 300 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement ». L'application de ces dispositions relève de la compétence des autorités judiciaires lorsque les éléments constitutifs de l'infraction énoncée ci-dessus se trouvent réunis. J'ajoute que les responsables de l'ordre public disposent d'instructions permanentes leur indiquant la conduite à tenir pour assurer la prévention de telles infractions. En outre, les directives précises ont été adressées aux préfets pour leur demander de signaler aux parquets compétents les infractions dont ils pourraient avoir connaissance et qui leur paraîtraient tomber sous le coup des dispositions pénales précitées. Ainsi se trouve assurée une information plus complète des parquets et, par voie de conséquence, une application plus stricte de la loi. De plus, les activités des groupements néo-fascistes, comme celles des organisations extrémistes de toutes tendances, sont particulièrement suivies par les autorités responsables de l'ordre public et le Gouvernement n'hésiterait pas à les dissoudre, en application de la loi du 10 janvier 1936 relative aux groupes de combat et milices privées dès lors que les éléments justifiant une telle mesure seraient effectivement réunis.

Sectes (racisme).

9749. — 6 décembre 1978. — M. Paul Balmigère expose à M. le ministre de l'intérieur qu'en cette période où des signes marquants de résurgence du racisme et de l'antisémitisme se sont manifestés dans toute la France, il a été informé des agissements d'une secte, dite « Les Enfants de Dieu, famille d'Amour », qui distribue dans la ville de Béziers des publications gratuites dont le caractère antisémite paraît tomber sous le coup de la loi antiraciste du 1^{er} juillet 1971. Ces agissements ont ému, à Béziers, l'association culturelle israélite ainsi que la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme. Les autorités de police ont été saisies de cette affaire. Il lui demande quelles sont les mesures envisagées par les pouvoirs publics.

Réponse. — En application des dispositions des articles 23 et 24 (alinéa 5) de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse modifiée par la loi n° 72-546 du 1^{er} juillet 1972, la provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnicité, une nation, une race ou une religion déterminée, est punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 2 000 francs à 300 000 francs ou l'une de ces deux peines. A cet égard, les autorités préfectorales disposent d'instructions permanentes leur demandant de signaler aux parquets les faits délictueux dont ils auraient eu connaissance et qui leur paraîtraient tomber sous le coup de ces dispositions pénales. Leur application relève en effet de la compétence des autorités judiciaires lorsque les éléments constitutifs de l'infraction précitée se trouvent réunis. Il est rappelé également que les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1972, introduites dans l'article 48-1 de la loi sur la liberté de la presse, autorisent toute association régulièrement déclarée se proposant, par ses statuts, de combattre le racisme, à exercer les droits reconnus à la partie civile. La répression du racisme et de l'antisémitisme est donc très strictement cernée par la loi. Dans l'affaire signalée par le parlementaire intervenant, les services de police ont ouvert une enquête qui se poursuit, dès qu'ils ont eu connaissance des faits, en vue d'identifier les distributeurs des tracts incriminés et, en tout état de cause, de saisir l'autorité judiciaire. Il est précisé, enfin, que l'association dite « Les Enfants de Dieu » a décidé sa dissolution le 20 décembre 1978.

Travailleurs étrangers (cartes de séjour).

9976. — 12 décembre 1978. — M. Paul Balmigère expose à M. le ministre de l'intérieur qu'un nombre important de travailleurs immigrés vivent actuellement dans l'inquiétude, craignant de ne pas voir leur titre de séjour renouvelé à partir de l'année 1979. Il lui demande quel est le nombre de demandes de renouvellement de cartes de séjour de résidents privilégiés que ses services prévoient d'avoir à examiner courant 1979 pour la région Languedoc-Roussillon.

Réponse. — Les conditions de renouvellement des cartes de séjour des étrangers sont prévues par l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration ainsi que par le décret d'application du 30 juin 1948, ou par des conventions bilatérales conclues entre la France et certains pays. A moins de modifications décidées par le Parlement ou par accord avec les pays concernés, il ne saurait être porté atteinte au régime dont bénéficient actuellement les étrangers en ce qui concerne leur séjour en France. Au 1^{er} janvier 1978, 62 076 étrangers résidant dans la région Languedoc-Roussillon étaient titulaires d'une carte de séjour de résident privilégié. Le nombre de ceux qui seront amenés à demander le renouvellement de ce titre de séjour en 1979 ne peut être indiqué. Il convient de souligner cependant qu'aux termes de l'article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, la carte de résident privilégié, qui est valable dix ans, est renouvelable de plein droit.

Agents communaux (statuts).

10234. — 16 décembre 1978. — M. René La Combe appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les réactions des organisations syndicales à la suite de la parution, au *Journal officiel*, n° 268 NC, du 17 novembre 1978, des différents arrêtés concernant les personnels communaux. Ces organisations présentent les observations suivantes : les textes ont été élaborés sans qu'il ait été tenu compte des positions des organisations syndicales représentatives du personnel communal ; la commission nationale paritaire n'a pas eu à connaître de la proposition mise au point conjointement par l'Association des maires de France et par les organisations syndicales ; aucune mesure ne figure dans lesdits arrêtés concernant l'intégration immédiate et intégrale des chefs de bureau et l'intégration progressive de la totalité des rédacteurs en place, dans les nouveaux grades, alors que de telles dispositions ont été prises au bénéfice des agents de l'Etat. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître sa position sur les points soulevés et les mesures d'adaptation qui peuvent éventuellement être prises afin d'apporter les aménagements souhaitables en ce qui concerne la troisième observation dont cette question écrite s'est fait l'écho.

Réponse. — Les arrêtés du 15 novembre 1978 créant et réglementant l'emploi d'attaché communal sont l'aboutissement des travaux engagés depuis plusieurs années par le ministère de l'intérieur et dont la commission nationale paritaire du personnel communal (CNP) a pu suivre l'évolution. De nombreuses mesures retenues par ces textes résultent d'ailleurs de la prise en compte des observations formulées durant toute la procédure d'élaboration des textes, tant par les représentants des personnels que par les élus locaux. A titre d'exemple, c'est pour répondre aux vœux de la CNP que la réforme initialement limitée aux villes de plus de 80 000 habitants a été étendue à toutes les collectivités de plus de 10 000 habitants. De même, partageant les préoccupations de la commission en matière de recrutement, le ministre de l'intérieur s'est efforcé de favoriser l'accès à la fonction communale du plus grand nombre possible d'agents possédant un diplôme de licence. Les assouplissements apportés aux versions successives des projets d'arrêté confirment non seulement l'intérêt constant porté par le ministère de l'intérieur aux demandes de modifications présentées par les membres de la CNP mais également un souci réel d'établir avec eux une véritable concertation. Cette volonté de concertation s'est d'ailleurs manifestée même après le refus de la commission d'examiner en détail les textes qui lui ont été régulièrement soumis le 2 octobre 1978. Après cette date les services du ministère de l'intérieur ont étudié avec le plus grand soin les propositions d'amélioration des textes qui lui ont été transmises par écrit et se sont efforcés de prendre en compte celles qui ont été faites verbalement au cours des entretiens qui ont été ouverts, sans exclusive, aux représentants des personnels et des maires. A l'occasion de ces entretiens et dans ces correspondances, de nouvelles demandes ont été faites pour que les textes créant l'emploi d'attaché voient le jour rapidement. C'est pourquoi le ministre de l'intérieur a pris la décision de publier les arrêtés du 15 novembre 1978 conformément à sa déclaration devant le Sénat le 20 juin 1978. Cette décision se justifiait d'ailleurs par les très notables avantages présentés par les arrêtés définitifs et particulièrement en matière d'intégration des personnels en fonction. Il est rappelé que les derniers projets soumis en 1975 à la CNP prévoyaient seulement l'intégration des

chefs de bureau et dans la limite de 50 p. 100 des postes d'attaché créés lors de l'application de la réforme. Les arrêtés du 15 novembre 1978 organisent deux procédures d'intégration dont les effets sont cumulables. L'une d'entre elles est applicable de manière permanente puisqu'à chaque fois qu'un maire ou un président d'établissement public recrutera effectivement un attaché issu d'un concours externe ou interne, il pourra intégrer dans un second poste d'attaché soit une chef de bureau (sans condition d'âge ou de diplôme), soit un rédacteur principal, soit un rédacteur ayant trois ans de fonction sous réserve, pour ces deux dernières catégories d'emplois, que les personnels concernés soient titulaires d'un diplôme au moins équivalent à la licence. En outre, lors de la première année de mise en œuvre de la réforme, une seconde procédure, indépendante de la précédente, autorise l'intégration, sans obligation par le maire de recruter corrélativement des attachés par concours, des agents titulaires d'une licence et qui occupent des emplois de chef de bureau, de rédacteur principal ou de rédacteur ayant trois ans de service. Ces mesures d'intégration s'ajoutent à celles prévues en matière de promotion sociale et de recrutement par concours interne auxquelles une priorité a été accordée en 1979 et 1980. Les maires fixant librement les effectifs des emplois communaux, le cumul des dispositions prévues par les arrêtés du 15 novembre 1978 permet de pourvoir, en 1979, environ 80 p. 100 des postes d'attaché à partir des agents en fonction. Ainsi pour une commune créant 11 emplois d'attachés, 9 postes pourraient être réservés à ces agents et ceci sans tenir compte des possibilités d'intégration directe, soit : 1 poste à la promotion sociale ; 5 intégrations ; 3 postes au concours interne. Les deux postes restant seraient pourvus par la voie du concours externe. Même après la période d'application des dispositions transitoires, un accès très large des agents en fonction est maintenu. Une commune qui créerait, pour une année, 13 emplois d'attaché pourrait affecter à 9 de ces postes des agents communaux : 1 poste à la promotion sociale ; 6 postes par intégration ; 2 postes au concours interne, c'est-à-dire 70 p. 100 de création d'emplois et ceci pour seulement 4 recrutements par concours externe. Compte tenu de ces précisions, il n'apparaît pas que les arrêtés du 15 novembre 1978 soient particulièrement défavorables aux personnels en fonction qui, en dépit des aménagements justifiés par l'insertion du nouvel emploi d'attaché dans la hiérarchie des cadres administratifs, conservent de réels avantages de carrière. D'une part, tous les chefs de bureau non intégrés et ceux qui remplissent certaines conditions d'ancienneté avant leur intégration pourront accéder aux postes de directeur de service, de secrétaire général et secrétaire général adjoint selon les modalités identiques à celles prévues par la réglementation antérieure. D'autre part, les rédacteurs et rédacteurs principaux (qui peuvent toujours accéder par voie d'avancement ou concours sur titre aux postes de secrétaires généraux dans les villes de 2 000 à 10 000 habitants) ont désormais accès à un nouveau grade de leur emploi, celui de rédacteur chef qui leur permet d'atteindre en fin de carrière un indice de rémunération identique à celui des attachés communaux de deuxième classe.

Police municipale (personnel).

10244. — 16 décembre 1978. — M. Jean Brocard fait part à M. le ministre de l'Intérieur de son étonnement à la suite de sa circulaire du 31 octobre 1978 adressée aux préfets, concernant les cartes professionnelles de la police municipale. Cette circulaire met en cause la responsabilité des maires qui, jusqu'à présent, délivraient à leur police municipale des cartes professionnelles frappées d'une bande tricolore. Au moment où, dans une déclaration du 21 novembre 1978, le ministre de l'Intérieur indiquait qu'il était envisagé de revaloriser les fonctions de police des gardes municipaux, la suppression de la bande tricolore remet en cause les attributions de ces agents municipaux. Il lui demande dans quelles conditions un compromis sur les titres d'identité pourrait être trouvé, compte tenu des fonctions de police municipale exercées par ces personnels.

Réponse. — La circulaire n° 78-487 du 31 octobre 1978 ne met nullement en cause la responsabilité des maires en matière de délivrance de cartes professionnelles d'agents de police municipale. Elle ne remet pas non plus en cause les attributions de cette catégorie de personnels, définies par l'article 21 du code de procédure pénale et, sous réserve, qu'ils soient assermentés, par l'article R. 250 du code de la route. Les dispositions de cette circulaire se bornent à rappeler les directives de M. le Premier ministre en date du 22 août 1967 prescrivant de « limiter la délivrance de cartes d'identité à bande tricolore aux seuls fonctionnaires d'autorité, nommés dans un emploi permanent d'un cadre de la fonction publique ». Ces dispositions confirment également les instructions de sa circulaire n° 70-348 du 10 juillet 1970 invitant les préfets à s'assurer que ne puisse se produire dans l'esprit du public confusion entre les agents de la police municipale et le personnel de la police nationale, qui relève des cadres de l'Etat, au triple point de vue de l'appellation, de l'uniforme et de l'emploi. Et si la circulaire n° 72-564

du 7 décembre 1972 stipule que « les policiers peuvent porter des tenues comparables, qu'ils appartiennent à la police nationale ou à la police municipale », cette possibilité est néanmoins assortie d'une condition, à savoir le port d'insignes différents, notamment du képi, pour permettre d'en distinguer l'origine respective. Le rappel des instructions antérieures ne signifie nullement que le Gouvernement méconnaît l'importance des fonctions souvent délicates de la police municipale ni l'efficacité dont elle fait preuve dans leur accomplissement.

Agents communaux (attachés communaux).

10301. — 16 décembre 1978. — M. Frédéric Dugoujon appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les préoccupations exprimées par certains personnels communaux, et tout particulièrement par les rédacteurs, au regard des dispositions de l'arrêté du 15 novembre 1978 créant les emplois d'attachés communaux et rédacteurs chefs. Les intéressés s'inquiètent en effet des conséquences de cet arrêté dont ils craignent qu'il restreigne les possibilités d'avancement et les possibilités de mutation qu'ils pouvaient espérer. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour répondre aux préoccupations des intéressés et si, notamment, il ne pourrait être envisagé d'étendre plus largement les possibilités de promotion des fonctionnaires communaux au sein des administrations nationales et départementales.

Réponse. — La création de l'emploi d'attaché communal a rendu nécessaire une révision de la hiérarchie des cadres administratifs municipaux et du déroulement de carrière de ces agents. Toutefois, les arrêtés du 15 novembre 1978 préservent la plus grande partie des mesures antérieurement prévues en leur faveur et organisent de réelles possibilités d'avancement dans le cadre de la nouvelle réglementation. Ainsi les chefs de bureau conservent vocation à être nommés dans les emplois de directeur de service administratif par avancement et dans ceux de secrétaire général et secrétaire général adjoint par avancement, concours sur titres ou recrutement direct. Ceci selon les mêmes modalités qu'avant la publication des arrêtés du 15 novembre 1978. Ces dispositions s'appliquent même aux chefs de bureau intégrés dans l'emploi d'attaché et qui, avant leur intégration, possédaient les anciennetés de service requises pour bénéficier des avancements ou du recrutement évoqués ci-dessus. De même les mesures précédemment applicables aux rédacteurs sont maintenues pour l'accès aux emplois de rédacteur principal, de secrétaire général ou secrétaire général adjoint. Les promotions à l'emploi de chef de bureau ne sont certes plus possibles mais les arrêtés du 15 novembre 1978 instituent en faveur des rédacteurs un nouveau grade (rédacteur-chef) qui leur permet d'atteindre en fin de carrière le même indice de rémunération que les attachés communaux de deuxième classe. Il est en outre rappelé que l'accès aux emplois d'attaché a été largement ouvert aux rédacteurs et aux chefs de bureau. Les deux procédures d'intégration, les concours internes auxquels une priorité leur a été réservée en 1979 et 1980, ainsi que les mesures de promotion sociale rendent possible la nomination, dans l'emploi d'attaché, des chefs de bureau, rédacteurs principaux et rédacteurs à raison de 80 p. 100 des postes d'attaché créés en 1979 et de 70 p. 100 les années suivantes. En ce qui concerne l'ouverture de nouveaux débouchés pour les personnels communaux, il est précisé que le projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales prévoit pour ces personnels d'une part, la possibilité d'intégration dans la fonction publique de l'Etat et d'autre part, un renforcement de leur accès à cette fonction publique par concours interne.

Police privée (vigiles).

10384. — 20 décembre 1978. — M. Maxime Kalinsky demande à M. le ministre de l'Intérieur de lui donner par ministère concerné le nombre de policiers privés dénommés « vigiles » actuellement en service et payés par le budget de l'Etat, ainsi que le coût correspondant. Il est en effet intéressant pour la nation de connaître le nombre exact de policiers privés recrutés par les différents services publics, tels les PTT, qui en emploieraient, selon certaines informations parues dans la presse, 1200, et combien coûte un policier privé fourni par une société privée. Il lui renouvelle les protestations qu'il a déjà émises à ce sujet au nom des députés communistes en lui rappelant que les principes constitutionnels sont actuellement bafoués, car la police doit être exclusivement constituée par des agents d'Etat et elle doit avoir pour unique objectif d'assurer la sécurité des citoyens. Il lui demande s'il entend mettre fin à la situation présente en mettant à la disposition des services publics les unités de la police nationale nécessaires.

Réponse. — Il convient de rappeler que les entreprises qui ont pour objet la surveillance et le gardiennage de biens immobiliers ou mobiliers sont des sociétés commerciales strictement privées et qu'elles ne relèvent pas de ce fait de la tutelle du ministère de l'Intérieur. Les administrations, qui font appel à leurs services,

s'adressent directement à ces entreprises. Dans ces conditions, les précisions demandées par l'auteur de la question ne peuvent être obtenues qu'après des différents services publics concernés. Par ailleurs, les tâches des employés de ces sociétés se limitent à un rôle exclusivement préventif de surveillance des immeubles dont ils ont la garde. Ces « vigiles » ne sauraient en aucun cas se substituer aux forces de l'ordre ni s'arroger des pouvoirs qui ressortissent à la seule compétence de la police ou de la gendarmerie. Il n'existe donc pas de « policiers privés ».

Police municipale (personnel).

11089. — 13 janvier 1979. — M. Gilbert Sénès fait part à M. le ministre de l'Intérieur de l'inquiétude des policiers municipaux à la suite de sa circulaire du 31 octobre 1978 adressée aux préfets concernant les cartes professionnelles de la police municipale. L'inquiétude de ce corps de police municipale qui assume, au même titre que son homologue de la police nationale, la sécurité de nos concitoyens dans les villes à police non étatisée semble d'autant plus justifiée que les sapeurs-pompiers volontaires, les inspecteurs d'hygiène, les fonctionnaires du Trésor, les éducateurs des instituts médicaux éducatifs possèdent des cartes d'identité frappées d'une barre tricolore. Cette mesure semble en contradiction avec la circulaire ministérielle n° 72-564 du 7 décembre 1972 par laquelle M. le ministre de l'Intérieur, reconnaissant que les polices municipales étaient des polices officielles, ne voyait que des avantages à la similitude d'uniformes avec la police nationale, similitudes qui semblent être remises en question par le n° 142 du bulletin d'information du 4 décembre 1978. Il semblerait que les services du ministère de l'Intérieur ne considèrent plus les polices municipales comme polices officielles. Et il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre afin qu'il soit mis fin à une situation qui affecte l'autorité des policiers municipaux.

Police municipale (personnel).

11619. — 27 janvier 1979. — M. Maurice Doussat demande à M. le ministre de l'Intérieur des précisions concernant la circulaire du 31 octobre 1978 adressée aux préfets et concernant les cartes professionnelles de la police municipale. Est-il vrai que les cartes qui seront délivrées aux policiers municipaux ne seront plus frappées d'une barre tricolore, contrairement aux cartes des sapeurs-pompiers volontaires, des inspecteurs d'hygiène, des fonctionnaires du Trésor, des éducateurs des instituts médicaux éducatifs ainsi que celles de certains membres de sociétés de retraités militaires, alors que la police municipale assume, au même titre que la police nationale en tenue, la sécurité — première des libertés — de millions de nos concitoyens, dans les villes à police non étatisée? Dans l'affirmative, cette mesure n'est-elle pas difficilement compatible, voire en contradiction, avec la circulaire ministérielle n° 72-564 du 7 décembre 1972 par laquelle le ministre de l'Intérieur reconnaissait que les polices municipales étaient des polices officielles et ne voyait que des avantages à la similitude d'uniforme entre les policiers municipaux et les policiers nationaux, similitude qui semble être remise en question par le n° 142 du bulletin d'information des services du ministère de l'Intérieur du 4 décembre 1978.

Réponse. — La directive en date du 22 août 1967 de M. le Premier ministre prescrit de limiter la délivrance de cartes d'identité à bande tricolore aux seuls fonctionnaires d'autorité nommés dans un emploi permanent d'un cadre de la fonction publique. En application de cette instruction, il a toujours été précisé que pour des raisons statutaires ne devait pas se produire de confusion dans l'esprit du public entre les agents de police municipale et les fonctionnaires de la police nationale, appartenant aux cadres d'Etat. Cette disposition a fait l'objet de la circulaire aux préfets n° 70-348 du 10 juillet 1970. Elle n'est nullement en contradiction avec la circulaire n° 72-564 du 7 décembre 1972 qui subordonne la possibilité pour les agents de police municipale de recevoir des tenues comparables à celles du personnel de la police nationale, à l'impératif de porter des insignes différents, notamment du képi, précisément pour permettre de distinguer l'origine respective de ces deux corps, dotés de statuts différents. De surcroît, par lettre du 23 avril 1974 le président de l'association nationale de la police municipale qui avait sollicité l'agrément d'une maquette de carte professionnelle, assortie d'une bande tricolore avait, dès cette époque, été informé de la nécessité, pour les motifs évoqués ci-dessus, non seulement de ne pas utiliser les couleurs nationales, mais encore de faire figurer à côté du mot « police » et dans les mêmes caractères le qualificatif « municipale ». Cette situation n'est donc pas nouvelle et la circulaire du 31 octobre 1978 se borne à rappeler de précédentes instructions, conformes à la directive du 22 août 1967. Elle ne méconnaît en aucune façon l'importance des fonctions exercées par les agents de police municipale, qui s'acquittent de leur mission à la satisfaction de tous, dans des conditions souvent difficiles.

Agents communaux (statuts).

11148. — 20 janvier 1979. — M. François Grussenmeyer attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur la motion de l'union syndicale autonome de l'Est des agents communaux constatant que la réforme relative à la structure des emplois administratifs communaux, soumis à la commission nationale paritaire lors de sa séance du 2 octobre 1978, prévoit notamment : a) la suppression de l'inter-pénétration des carrières administratives des catégories B et A en enlevant aux rédacteurs les perspectives d'avancement qu'ils avaient jusqu'à présent et qui ont conditionné le niveau du concours exigé ; b) la mise en extinction des emplois de chef de bureau en frustrant les rédacteurs d'une possibilité de promotion qui leur était ouverte, alors que leurs homologues des préfectures ont été, lors de la réforme de 1949, rangés dans un cadre d'extinction comprenant un grade équivalent à celui de chef de bureau, auquel tous les agents non intégrés comme attachés ont pu accéder ; c) la création, au deuxième niveau d'avancement, d'un emploi de rédacteur chef, limité à 20 p. 100 du corps, alors que pour les adjoints techniques la limite d'accès à ce niveau, qui était de 10 p. 100, vient d'être supprimée avec intégration d'office des chefs de section comme adjoints techniques chefs. Il rappelle que les rédacteurs souhaitent légitimement : que les cadres en fonctions conservent la possibilité d'accéder au grade de chef de bureau ; que la limitation pour l'accès au grade de rédacteur chef soit supprimée ; que les rédacteurs principaux en fonctions soient intégrés comme rédacteurs chefs. Il demande à M. le ministre de l'Intérieur s'il entend modifier les textes dans le sens souhaité par les rédacteurs en fonctions.

Réponse. — Les arrêtés du 15 novembre 1978 créant et réglant l'emploi d'attaché communal sont l'aboutissement des travaux engagés depuis plusieurs années par le ministère de l'Intérieur et dont la commission nationale paritaire du personnel communal a pu suivre l'évolution. De nombreuses mesures retenues par ces textes résultent d'ailleurs de la prise en compte des observations formulées durant toute la procédure d'élaboration des textes tant par les représentants des personnels que par les élus locaux et notamment en ce qui concerne le seuil démographique de création de l'emploi d'attaché, le niveau de recrutement de cet emploi, et les conditions d'intégration dans celui-ci des personnels en fonction. Il n'apparaît d'ailleurs pas que les arrêtés du 15 novembre 1978 soient particulièrement défavorables à ces agents. Ces textes organisent en leur faveur deux procédures d'intégration dont les effets sont cumulables. L'une d'entre elles est applicable de manière permanente, puisqu'à chaque fois qu'un maire ou un président d'établissement public recrutera effectivement un attaché issu d'un concours externe ou interne, il pourra intégrer dans un second poste d'attaché, soit un chef de bureau (sans condition d'âge ou de diplôme) soit un rédacteur principal, soit un rédacteur ayant trois ans de fonctions sous réserve pour ces deux dernières catégories d'emplois que les personnels concernés soient titulaires d'un diplôme au moins équivalent à la licence. En outre, lors de la première année de mise en œuvre de la réforme une seconde procédure, indépendante de la précédente, autorise l'intégration, sans obligation pour le maire de recruter corrélativement des attachés par concours, des agents titulaires d'une licence et qui occupent des emplois spécifiques d'attaché, des emplois de chefs de bureau, de rédacteur principal ou de rédacteur ayant trois ans de service. Ces mesures d'intégration s'ajoutent aux dispositions prévues en matière de promotion sociale et aux recrutements par concours interne auxquels une priorité a été accordée en 1979 et 1980. Les maires fixant actuellement les effectifs des emplois communaux, le cumul des dispositions prévues par les arrêtés du 15 novembre 1978 permet de pourvoir en 1979 environ 80 p. 100 des postes d'attachés à partir des agents en fonction. Ainsi pour une commune créant onze emplois d'attaché, neuf postes (soit 80 p. 100 environ des créations) pourraient être réservés à ces agents et ceci sans tenir compte des possibilités d'intégration directe soit : un poste à la promotion sociale ; cinq intégrations, trois postes au concours interne. Les deux postes restants seraient pourvus par la voie du concours externe. Même après la période d'application des dispositions transitoires, un accès très large des agents en fonction est maintenu. Une commune qui créerait, pour une année, treize emplois d'attaché pourrait affecter à neuf de ces postes des agents communaux (soit 70 p. 100 environ des créations). Un poste à la promotion sociale ; six postes pour l'intégration ; deux postes au concours interne et ceci pour seulement quatre recrutements par concours externe. Certes, l'insertion du nouvel emploi d'attaché dans la hiérarchie des cadres administratifs municipaux impliquait certains aménagements et notamment la suppression des promotions à l'emploi de chef de bureau. Toutefois, il convient de préciser que les agents en fonction conservent de réelles possibilités de carrière et que les arrêtés du 15 novembre 1978 ne suppriment pas les possibilités d'accès des personnels de niveau B dans les postes de direction. Ainsi, tous les chefs de bureau non intégrés (et ceux qui remplissaient certaines conditions d'ancienneté avant leur intégration) pourront accéder aux postes de

directeur de service administratif, de secrétaire général et secrétaire général adjoint, selon des modalités identiques à celles prévues par la réglementation antérieure. De même les rédacteurs et rédacteurs principaux peuvent toujours être promus, par voie d'avancement ou concours sur titres, aux postes de secrétaires généraux dans les villes de 2 000 à 10 000 habitants. En ce qui concerne les congédiements retenus par les arrêtés du 15 novembre 1978 pour l'accès au nouvel emploi de rédacteur-chef, il est rappelé que les grades de l'emploi de rédacteur communal sont strictement alignés sur ceux de l'emploi de secrétaire administratif de préfecture. Or, l'article L 413-7 du code des communes interdit aux collectivités locales d'accorder à leurs agents des avantages supérieurs à ceux dont bénéficient les personnels homologués de l'Etat. Dans le respect de ce principe, il n'était donc pas possible de retenir des possibilités de promotion au grade de rédacteur-chef différentes de celles fixées pour l'accès au grade de secrétaire administratif de préfecture. Enfin, aucune modification n'ayant été apportée au grade de rédacteur principal, l'intégration de ces agents dans celui de rédacteur-chef ne semblait pas s'imposer. D'autant qu'aucun poste de rédacteur-chef n'existe actuellement dans les communes, les maires ont la possibilité de créer immédiatement des postes de cette nature et d'y promouvoir les rédacteurs principaux, voire les rédacteurs qui remplissent les conditions requises pour être nommés dans ce grade qui leur permet d'atteindre en fin de carrière le même indice terminal que les attachés communaux de deuxième classe.

Police (personnel).

11173. — 20 janvier 1979. — M. Philippe Marchand appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le détournement de 9 700 policiers en tenue des tâches de sécurité publique pour être affectés à des services administratifs et techniques, à des services extérieurs à la police, voire même mis à la disposition de personnalités, opération qui s'avère très coûteuse ainsi que le révèle le rapport de l'inspection générale de l'administration relatif à la police. Alors que la police manque d'effectifs, que l'insécurité est telle que l'on voit se développer dangereusement milices privées et groupements d'autodéfense, il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour que ces policiers soient rendus à leurs corps d'origine, faisant ainsi que cessent ces détournements de fonction.

Réponse. — La remise sur la voie publique des fonctionnaires de police affectés à des missions qui ne sont pas à proprement parler des missions de police est un des axes fondamentaux de la politique du Gouvernement en faveur d'une meilleure sécurité des Français. C'est la raison pour laquelle le ministre de l'intérieur a demandé à l'inspection générale de l'administration un rapport complet et précis sur l'utilisation du personnel en tenue de la police nationale à des tâches administratives et sédentaires. Ce rapport indique qu'environ 8 000 fonctionnaires sont affectés à des tâches de cette nature. Parmi ces 8 000 postes, il convient de noter que certains sont étroitement liés à des tâches opérationnelles exigeant des compétences de police et ne pouvant être confiées qu'à des policiers. D'autres sont occupés par des policiers pour des raisons de sécurité et de nécessité absolue de la permanence du service. D'autres, enfin, sont données à des policiers rendus inaptes à un service actif, soit par suite de maladie, soit, et le cas est plus fréquent qu'on ne le pense, par suite de blessures en service. Mais la politique suivie par le ministre de l'intérieur est claire, elle consiste à remettre progressivement sur la voie publique tous les gardiens de la paix, actuellement affectés à des tâches administratives, qui peuvent l'être. Dès 1979, 1 200 agents administratifs viendront remplacer des policiers dans les tâches administratives auxquelles ils sont actuellement affectés.

Communes (fusion de communes).

11501. — 27 janvier 1979. — M. Pierre Joxe demande à M. le ministre de l'intérieur s'il compte donner à son représentant, le préfet de Saône-et-Loire, les instructions nécessaires pour que le retour à la démocratie soit assuré dans l'agglomération louhannaise. En effet, malgré les complications de la procédure mise en œuvre par les habitants de Sornay, Branges et Châteaurenard, malgré le paradoxe qui donne dans certains cas un pouvoir électoral plus fort aux propriétaires non habitants qu'aux habitants non propriétaires, malgré l'intense propagande mise en œuvre par le corps préfectoral, les habitants de ces trois communes, fusionnées par voie d'autorité il y a six ans, viennent d'exprimer leur volonté d'un retour à l'autonomie communale. Ils ont sans doute tiré les conséquences de l'expérience malheureuse d'une fusion autoritaire. Ils ont sans doute le droit de voir le conseil général, où une majorité de hasards avait décidé cette fusion, se prononcer à nouveau pour rétablir la démocratie locale, à la lumière de l'expérience. Une telle décision aurait en outre l'avantage de permettre aux administrations locales de fonctionner plus normalement, après de nouvelles élections.

Réponse. — A la suite des demandes présentées par des habitants de Sornay, Branges et Châteaurenard tendant à obtenir le retour à l'autonomie de ces anciennes communes fusionnées avec Louhans, la procédure prévue pour la modification des limites territoriales a été engagée par le préfet de Saône-et-Loire. Conformément aux dispositions des articles R 112-17 à R 112-30 du code des communes, une commission syndicale a été élue dans chacune des anciennes communes. Deux des commissions syndicales, celles élus à Sornay et à Branges se sont prononcées pour le retour à l'autonomie. En revanche la commission syndicale élue à Châteaurenard s'est prononcée pour le maintien de la fusion. Le conseil municipal de Louhans ayant émis le même avis que les trois commissions syndicales, la consultation du conseil général n'était pas requise, ainsi que le précise l'article R 112-22 du code des communes. Conformément aux avis des commissions syndicales et du conseil municipal de Louhans, le préfet vient de prononcer le retour à l'autonomie de Sornay et de Branges.

Police municipale (personnel).

11546. — 27 janvier 1979. — M. Pierre Raynal expose à M. le ministre de l'intérieur que son attention a été attirée par des représentants des policiers municipaux lesquels protestent contre une mesure prise à leur encontre, mesure par laquelle leurs cartes professionnelles leur ont été retirées alors que les pompiers bénévoles et même les secouristes sont dotés de cartes barrées de tricolore. Les personnels concernés considèrent que ce retrait manifeste un regrettable manque de considération à l'égard du corps de police municipale. La circulaire du ministre de l'intérieur en date du 7 décembre 1972 ayant reconnu les polices municipales comme polices officielles, ils ne comprennent pas la mesure incompréhensible qui vient d'être prise. M. Pierre Raynal demande à M. le ministre de l'intérieur quelles sont les raisons qui ont motivé ce retrait. Il souhaiterait que la mesure en cause soit annulée dans les meilleurs délais.

Réponse. — Les agents de police municipale n'ont pas fait l'objet d'une mesure de retrait de leurs cartes d'identité professionnelle. La circulaire n° 78-487 du 31 octobre 1978, incriminée, rappelle des règles statutaires qui avaient été transgressées et enjoint de s'y conformer. Or, à différentes reprises, ces règles ont été évoquées notamment dans la circulaire n° 70-348 du 10 juillet 1970, traitant de la nécessité d'éviter, sur le plan strictement statutaire, toute confusion dans l'esprit du public entre la police municipale et la police nationale. Elles pouvaient d'autant moins être ignorées des intéressés que par lettre du 23 avril 1974 adressée au président de l'association nationale de la police municipale, ce dernier a été expressément invité à ne pas utiliser les couleurs nationales et à compléter le terme « police » par la mention « municipale ». En effet, dans sa directive du 22 août 1967, M. le Premier ministre prescrit de ne délivrer de cartes tricolores qu'aux seuls fonctionnaires d'autorité ayant un emploi permanent dans un cadre de la fonction publique. Par ailleurs, la circulaire en date du 7 décembre 1972 évoquée dans la question posée confirme au contraire le principe de la distinction entre les agents de police municipale et les fonctionnaires de la police nationale relevant des cadres d'Etat, en rendant obligatoire le port d'insignes différents pour permettre de distinguer l'origine respective des deux corps. Le fait de rappeler ces règles statutaires, toujours en vigueur, ne remet nullement en cause le caractère officiel de la profession d'agent de police municipale. De même la situation d'autres catégories professionnelles ne saurait avoir pour effet d'infirmer les principes dont il s'agit.

Police municipale (personnel).

11732. — 3 février 1979. — M. Roger Fossé fait part à M. le ministre de l'intérieur de l'inquiétude qui s'est emparée des policiers municipaux à la suite de sa circulaire aux préfets du 31 octobre 1978, concernant les cartes professionnelles de la police municipale. L'inquiétude du corps de police municipale, qui assume, au même titre que la police nationale en tenue, la sécurité de millions de nos concitoyens dans les villes à police non étatisée, semble d'autant plus justifiée que les sapeurs-pompiers volontaires, les inspecteurs d'hygiène, les fonctionnaires du Trésor, les éducateurs des Instituts médicaux éducatifs, ainsi que certains membres de sociétés de retraités militaires possèdent des cartes d'identité ou de sociétés frappées d'une barre tricolore. Cette mesure semble en contradiction avec la circulaire n° 72-564 du 7 décembre 1972 par laquelle le ministre de l'intérieur, reconnaissant que les polices municipales étaient des polices officielles, ne voyait que des avantages à la similitude d'uniforme entre policiers municipaux et nationaux, similitude qui semble être remise en question par le n° 142 du bulletin d'information de ses services du 4 décembre 1978. Il lui demande si les services du ministère de l'intérieur ne considèrent plus les

polices municipales comme des polices officielles, et s'il n'envisage pas nécessaire de rapporter la mesure de retrait des cartes professionnelles, dans l'intérêt de la bonne marche des services de police municipale et de la sécurité des populations concernées.

Réponse. — La directive en date du 22 août 1967 de M. le Premier ministre prescrit de limiter la délivrance de cartes d'identité à bande tricolore aux seuls fonctionnaires d'autorité nommés dans un emploi permanent d'un cadre de la fonction publique. En application de cette instruction il a toujours été précisé que pour des raisons statutaires ne devait pas se produire de confusion dans l'esprit du public entre les agents de police municipale et les fonctionnaires de la police nationale, appartenant aux cadres d'Etat. Cette disposition a fait l'objet de la circulaire aux préfets n° 70-348 du 10 juillet 1970. Elle n'est nullement en contradiction avec la circulaire n° 72-564 du 7 décembre 1972 qui subordonne la possibilité pour les agents de police municipale de recevoir des tenues, comparables à celles du personnel de la police nationale, à l'impératif de porter des insignes différents, précisément pour permettre de distinguer l'origine respective de ces deux corps, dotés de statuts différents. De surcroît, par lettre du 23 avril 1974, le président de l'association nationale de la police municipale qui avait sollicité l'agrément d'une maquette de carte professionnelle, assortie d'une bande tricolore avait, dès cette époque, été informé de la nécessité, pour les motifs évoqués ci-dessus, non seulement de ne pas utiliser les couleurs nationales, mais encore de compléter le terme « police » par la mention « municipale ». Cette situation n'est donc pas nouvelle et la circulaire incriminée du 31 octobre 1978 se borne à rappeler de précédentes instructions prises conformément à la directive du 22 août 1967, instructions qui avaient été transgressées. Il convient, enfin, de noter que les titres d'identité des catégories professionnelles énumérées dans la question posée ne s'assimilent en rien à celles d'autres catégories et ne peuvent prêter à confusion. Ce n'est pas méconnaître l'importance des fonctions exercées par les agents de police municipale, dont je n'ignore ni les services ni le dévouement, et qui s'acquittent de leur mission à la satisfaction de tous, que d'appliquer de simples règles statutaires, au demeurant parfaitement connues des intéressés.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Départements d'outre-mer
(fonctionnaires et agents publics : congé bonifié).

6776. — 4 octobre 1978. — M. Jean Fontaine appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sur les dispositions de la circulaire du 16 août 1978 précisant les modalités d'application du décret n° 78-399 du 30 mars 1978 relatif au congé bonifié des fonctionnaires et agents de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer ou originaires des départements d'outre-mer. En effet, s'il est prévu la possibilité de différer la date de ces congés, une lacune semble exister en ce qui concerne les fonctionnaires qui pouvaient prétendre à l'ex-congé administratif commençant avant le 31 mars 1978, ou ceux qui sous l'ancien régime auraient pu prétendre à ce congé administratif entre le 31 mars 1978 et le 31 décembre 1978, et qui souhaitent le prendre en 1979 ou au cours des années suivantes. Il lui demande en conséquence de lui faire connaître si ces intéressés peuvent toujours bénéficier de ce report sans majoration de durée.

Réponse. — Le premier alinéa de l'article 12 du décret n° 78-399 du 30 mars 1978 prévoit qu'« à titre transitoire, les personnels qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, ont acquis les droits à congé administratif au titre du régime antérieur, peuvent exercer ces droits, au plus tard jusqu'à l'expiration du premier congé administratif ». Les personnels soumis à ces dispositions peuvent bénéficier des possibilités de report et d'anticipation prévues par la circulaire du 16 août 1978 pour permettre aux fonctionnaires de prendre leurs congés bonifiés à la période de leur choix de l'année calendaire d'ouverture des droits. Ces facilités autorisent le fonctionnaire qui réunit les conditions pour prendre son congé au mois de décembre d'une année donnée à partir dès le 1^{er} juillet précédent jusqu'au 30 juin suivant. En revanche, le report des congés administratifs d'une année sur l'autre ne peut être autorisé que dans la mesure où il est justifié par des nécessités de service. De tels reports ne peuvent pas être autorisés pour convenances personnelles, sous peine de différer trop longtemps l'amélioration du fonctionnement des services attendue de la réforme du régime des congés.

Départements et territoires d'outre-mer
(allocations familiales des femmes fonctionnaires).

7713. — 25 octobre 1978. — M. Pierre Lagourgue expose à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) ce qui suit : en métropole, un texte récent permet à la femme fonctionnaire de percevoir ses allocations familiales. Ce texte n'est pas appli-

qué dans les DOM-TOM. Or le vice-rectorat ne prend en charge le transport des enfants que quand celui qui perçoit les allocations familiales bénéficie d'un congé. Mais, dans le cas d'un couple fonctionnaire, l'administration paie les allocations familiales au père et c'est lui seul qui bénéficie de la prise en charge de ses enfants quand il part en congé. Ce problème est aggravé par une autre mesure discriminatoire dans le cas d'un couple de fonctionnaires dont le régime de congé des conjoints est différent. Jusqu'en 1977, dans le cas d'un couple où le mari avait droit au congé tous les deux ans et l'épouse tous les cinq ans, l'administration, dans un souci d'harmonisation et de respect de l'unité familiale, permettait à l'épouse de bénéficier du régime le plus favorable. Or, depuis cette date, ce n'est plus le cas et l'administration oblige chacun à partir à son propre rythme ; les enfants voyageront donc avec leur père du fait de ce qui a été exposé plus haut. Cela crée des situations dramatiques et entraîne un vif mécontentement chez les intéressés. Pour remédier à ces inconvénients, il lui demande que les allocations familiales puissent être perçues par les épouses de fonctionnaires.

Réponse. — L'administration n'oblige aucun fonctionnaire à partir en congé à une date déterminée. Les voyages partiellement ou entièrement gratuits dont bénéficient les fonctionnaires servant dans les DOM peuvent être accordés à des périodicités différentes selon qu'il s'agit de personnels de recrutement local ou extérieur au département. Toutefois, dans le cas de ménages de fonctionnaires où les conjoints n'ont pas droit au congé bonifié à des périodicités identiques, les intéressés peuvent faire coïncider leurs dates de départ en utilisant les possibilités d'anticipation et de report offertes par la circulaire du 16 août 1978, prise pour l'application du décret n° 78-399 du 30 mars 1978. L'exemple choisi d'un ménage où le mari aurait droit au congé bonifié tous les trois ans et l'épouse tous les cinq ans, celle-ci peut parfaitement voyager avec son mari, en prenant à charge ses propres frais de transport, la dépense ainsi engagée étant compensée par le maintien de la majoration spéciale DOM et de l'index de correction applicables à la Réunion. L'autre solution consiste, pour le mari, à reporter la date de son congé bonifié pour la faire coïncider avec celle des congés de son épouse. Dans les deux cas, les enfants voyageant avec leur père, attributaire des allocations familiales, bénéficient de la prise en charge totale de leurs frais de transport par l'Etat. S'ils devaient voyager avec leur mère, ils ne pourraient venir en métropole qu'une fois tous les cinq ans et leurs frais de transport ne seraient pris en charge par l'Etat qu'à 50 p. 100. En tout état de cause, des études sont entreprises en vue de déterminer les conditions dans lesquelles les allocations familiales pourront être, dans le cas de ménages de fonctionnaires, versées indifféremment au père ou à la mère.

Départements d'outre-mer (emploi).

11537. — 27 janvier 1979. — M. Michel Debré demande à M. le ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer) si les Intentions formulées à plusieurs reprises par le Gouvernement, en ce qui concerne la possibilité pour le Bumidom de reprendre ses activités de placement, vont enfin être concrétisées. Il lui rappelle que le monopole du placement officiellement détenu depuis 1975 par l'ANPE n'a pas permis une sensible amélioration du marché de l'emploi dans les départements d'outre-mer, que le fléchissement des placements directs a entraîné une augmentation des travailleurs migrants spontanés ; que si cette situation résulte de la compétition mondiale pour une part, elle peut également être en partie imputée à la compétition que se livrent les services du Bumidom et de l'ANPE ; qu'il convient de mettre fin à cette compétition dont seuls les travailleurs migrants font les frais en reconnaissant au Bumidom le statut officiel de correspondant de l'ANPE.

Réponse. — Les agences de l'ANPE ont été implantées dans les départements d'outre-mer et particulièrement à la Réunion à l'instigation des parlementaires et des élus locaux. Les effectifs de travailleurs migrants en métropole ayant diminué à partir de 1975, date d'installation de la première antenne de l'ANPE à la Réunion, le Gouvernement est très conscient de la nécessité de redresser cette situation, la régression des placements de travailleurs ayant également, avec un certain décalage dans le temps, des effets restrictifs sur le volume des regroupements familiaux. A la suite de son voyage à la Réunion en octobre dernier, le Premier ministre a décidé que des mesures seraient prises pour réactiver cette migration, notamment en réexaminant la « répartition des compétences entre l'ANPE et le BUMIDOM ». Le secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer a proposé au ministre du travail et aux instances de l'ANPE la conclusion d'une convention définissant de nouvelles relations entre le BUMIDOM et l'ANPE afin de permettre à la société d'Etat de recouvrer ses attributions en matière de prospection et de placement des travailleurs des DOM. Des négociations sont poursuivies entre ces administrations en vue

d'aboutir rapidement à un accord souhaitable en ce domaine. Le recul de la migration organisée est d'autant plus fâcheux que, dans le même temps, la migration spontanée s'est accrue fortement avec tous les risques et les conséquences sociales qu'entraîne l'arrivée en métropole de familles venues sans certitude d'emploi et sans aucune connaissance des conditions métropolitaines de vie et de travail. Pour parer à cette situation qui se dégrade de façon inquiétante, le BUMIDOM a repris au cas par cas et avec des moyens réduits une partie de ses activités en matière de placements directs. La société d'Etat a réalisé, en 1978, 1 365 engagements de travailleurs dont 587 de la Réunion et a opéré le reclassement en métropole de 2 249 stagiaires ou travailleurs sans emploi.

Départements d'outre-mer (Réunion [emploi]).

11733. — 3 février 1979. — **M. Pierre Lagourgue** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer)** que, d'une part, lors de la venue du secrétaire d'Etat dans le département de la Réunion en août 1978, celui-ci constatait le ralentissement de la migration vers la métropole, condition essentielle du développement du département; d'autre part, **M. le Premier ministre**, dans sa déclaration faite à l'hôtel de ville de Saint-Denis le 4 novembre 1978 sur les problèmes de l'emploi, disait: « J'ai noté ce que vous m'avez dit au sujet des insuffisances de l'Agence nationale pour l'emploi; le système du Bumidom était peut-être le meilleur, mais le secrétaire d'Etat m'en a souvent parlé et je compte lui demander de prendre toutes dispositions permettant de remédier à cet état de chose et le plus rapidement possible. » Il souhaiterait donc être informé si des mesures concrètes visant à redéfinir les rôles respectifs du Bumidom et de l'ANPE seront prises très prochainement.

Réponse. — Les agences de l'ANPE ont été implantées dans les départements d'outre-mer, et particulièrement à la Réunion, à l'instigation des parlementaires et des élus locaux. Les effectifs des travailleurs migrants en métropole ayant diminué à partir de 1975, date d'installation de la première antenne de l'ANPE à la Réunion, le Gouvernement est très conscient de la nécessité de redresser cette situation, la régression des placements de travailleurs ayant également, avec un certain décalage dans le temps, des effets restrictifs sur le volume des regroupements familiaux. A la suite de son voyage à la Réunion, en octobre dernier, le Premier ministre a décidé que des mesures seraient prises pour réactiver cette migration, notamment en réexaminant la « répartition des compétences entre l'ANPE et le Bumidom ». Le secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer a proposé au ministre du travail et aux instances de l'ANPE la conclusion d'une convention définissant de nouvelles relations entre le Bumidom et l'ANPE, afin de permettre à la société d'Etat de recouvrer ses attributions en matière de prospection et de placement des travailleurs des DOM. Des négociations sont poursuivies entre ces administrations en vue d'aboutir rapidement à l'arrangement souhaitable en ce domaine. Le recul de la migration organisée est d'autant plus fâcheux que, dans le même temps, la migration spontanée s'est accrue fortement, avec tous les risques et les conséquences sociales qu'entraîne l'arrivée en métropole de familles venues sans certitude d'emploi et sans aucune connaissance des conditions métropolitaines de vie et de travail. Pour parer à cette situation qui se dégrade de façon inquiétante, le Bumidom a repris au cas par cas et avec des moyens réduits une partie de ses activités en matière de placements directs. La société d'Etat a réalisé, en 1978, 1 365 engagements de travailleurs, dont 587 de la Réunion, et a opéré le reclassement, en métropole, de 2 249 stagiaires ou travailleurs sans emploi.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Education physique et sportive (plan de relance).

7246. — 14 octobre 1978. — **M. Yvon Tondou** appelle l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur les conséquences de son soi-disant « plan de relance » de l'éducation physique et sportive dans le département de Meurthe-et-Moselle. En effet, les transferts autoritaires de postes d'enseignants, opérés sans la moindre concertation avec les organisations syndicales et dans des délais d'une rapidité traumatisante, ont démantelé des équipes pédagogiques où les enseignants, habitués à travailler ensemble, avaient acquis une spécialisation notable au profit théorique d'établissements dépourvus de structures d'accueil. Ces transferts se font également au dépens des CEPS et des SUAPS où le nombre des enseignants était déjà notablement insuffisant. Il lui demande pourquoi, au lieu d'opérer ces transferts et de créer des heures supplémentaires obligatoires, il n'a pas créé les postes d'enseignants prévus au VII^e Plan qui auraient assuré un débouché aux étudiants en EPS.

Réponse. — Le crédit de 60 millions de francs inscrits au budget de 1979 représente l'équivalent de 750 postes de professeur, soit, à raison de dix-heures hebdomadaires, 13 500 heures d'enseignement, alors que ce même crédit permet de rémunérer, en heures supplémentaires, le double d'heures d'enseignement. La mesure prise correspond donc à l'intérêt des collégiens et des lycéens. Mais le recours aux heures supplémentaires ne signifie pas pour autant l'arrêt de la politique de création de postes, bien au contraire, puisque 460 postes de professeur adjoint sont inscrits au budget de 1979, et 400 postes de professeur seront mis au concours de juin 1979. Par ailleurs, le plan de relance a prévu le transfert dans les établissements déficitaires du second degré de postes en provenance, soit des centres d'éducation physique spécialisée (CEPS), des services universitaires des activités physiques et sportives (SUAPS) et des secteurs d'animation sportive (SAS), soit d'autres établissements excédentaires du second degré. En ce qui concerne les premiers, il s'agit de secteurs dont l'intérêt est certain, mais qui ne présentent pas le même caractère de priorité que les lycées et collèges: s'agissant des transferts en provenance des établissements excédentaires (encore convient-il de préciser qu'un seul transfert a été opéré par établissement, quel qu'il ait été son excédent horaire et qu'en aucun cas il n'a entraîné changement de résidence de l'enseignant), ils ont eu pour objectif de remédier à l'inégalité constatée dans la répartition des enseignants et des horaires, inégalité qui s'exerçait au détriment, notamment, des collèges des zones rurales. Pour le département de Meurthe-et-Moselle, neuf postes en provenance des CEPS (trois), des SUAPS (trois), des SAS (deux) et des établissements excédentaires (un) ont été ainsi transférés au LEP de Tomblaine et dans huit collèges déficitaires à Herserange, Vandœuvre, Essey-lès-Nancy, Jarville, Domartemont, Pont-à-Mousson et Bayon. De plus, six postes nouveaux ont été implantés et 188 heures supplémentaires sont assurées par les enseignants. Au total, pour le département de Meurthe-et-Moselle et compte tenu du nouveau décompte des charges de service afférentes à l'animation de l'association sportive, l'application du plan de relance a permis de réduire de 654 heures le déficit des heures d'enseignement.

Enfance inadaptée (centres d'éducation physique spécialisée).

7575. — 21 octobre 1978. — **M. Maurice Pourchon** appelle l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur les conséquences très graves qui résultent de la fermeture des centres d'éducation physique spécialisée. Il lui indique que ces centres fonctionnaient à la satisfaction de tous depuis de nombreuses années, en particulier ceux de Clermont-Ferrand et Vichy, apportant un soutien matériel et une aide morale efficaces aux enfants souffrant de troubles de la croissance ou de troubles psycho-affectifs. Il lui précise qu'il s'agissait là d'un véritable service public mis en place grâce à l'aide d'enseignants particulièrement dévoués et compétents. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui préciser s'il ne compte pas revenir sur sa décision, qui risque de peser très lourd sur l'avenir des enfants qui fréquentaient ces centres, et de lui indiquer quelles dispositions il compte prendre pour que l'assistance dont bénéficiaient ces enfants ne soit pas interrompue.

Réponse. — Assurer dans les lycées et collèges les heures d'enseignement prévues par la loi, tel a été l'objectif du plan de relance de l'éducation physique et sportive. Parmi les mesures arrêtées, certaines ont entraîné effectivement le transfert dans les établissements du second degré de postes en provenance de secteurs dont l'intérêt est certain mais qui ne présentent pas le même caractère de priorité. Tel a été le cas des centres d'éducation physique spécialisée et en particulier de ceux de Clermont-Ferrand et Vichy dont les quatre postes ont été transférés dans des établissements déficitaires: collèges La Charme à Clermont, collège rue Taravent à Clermont, collège de Bellerive-sur-Allier, collège les Célestins à Vichy. Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs précise par ailleurs que: 1° les CEPS s'adressent essentiellement aux élèves du premier degré dont le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs n'est pas directement responsable; 2° en l'absence de ces centres, dont le réseau ne couvre pas l'ensemble du territoire national, les parents d'enfants présentant certaines déficiences font appel à des rééducateurs dont les honoraires sont pris en charge par la sécurité sociale; 3° les collectivités locales peuvent créer des postes budgétaires sur lesquels les enseignants d'EPS seront détachés. Enfin, comme vient de le rappeler le syndicat national des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs dans une correspondance adressée au ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, les centres d'éducation physique spécialisée ne peuvent s'adresser qu'aux enfants dont les déformations ne sont pas d'ordre pathologique, les cas d'ordre pathologique relevant du domaine des soins médicaux.

Enfance inadoptée (Toulon [Var]).

7629. — 25 octobre 1978. — M. Maurice Arreckx appelle l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation faite au centre d'éducation physique spécialisée de Toulon à la suite du retrait de quatre postes de professeur d'éducation physique qui font désormais défaut à l'enseignement des enfants handicapés de ce centre. Il demande si l'on ne peut maintenir, dans un but social, les possibilités offertes par la circulaire ministérielle S/DEPS/2 n° 78 312/9 du 1^{er} septembre 1978, qui permettrait des transferts de postes dans ce département ministériel.

Réponse. — Assurer dans les lycées et collèges les heures d'enseignement prévues par la loi, tel a été l'objectif du plan de relance de l'éducation physique et sportive. Parmi les mesures arrêtées, certaines ont entraîné effectivement le transfert dans les établissements du second degré de postes en provenance de secteurs dont l'intérêt est certain mais qui ne présentent pas le même caractère de priorité. Tel a été le cas des centres d'éducation physique spécialisée et en particulier de celui de Toulon dont les quatre postes ont été transférés dans quatre collèges déficients de Toulon : Pin d'Alep, la Marquisanne, la Rode et Maurice Ravel. Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs précise par ailleurs que : 1° les CEPS s'adressent essentiellement aux élèves du premier degré dont le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs n'est pas directement responsable ; 2° en l'absence de ces centres, dont le réseau ne couvre pas l'ensemble du territoire national, les parents d'enfants présentant certaines déficiences font appel à des rééducateurs dont les honoraires sont pris en charge par la sécurité sociale ; 3° les collectivités locales peuvent créer des postes budgétaires sur lesquels les enseignants d'EPS seront détachés. Enfin, comme vient de le rappeler le syndicat national des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs dans une correspondance adressée au ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, les centres d'éducation physique spécialisée ne peuvent s'adresser qu'aux enfants dont les déformations ne sont pas d'ordre pathologique, les cas d'ordre pathologique relevant du domaine des soins médicaux.

*Enfance inadoptée
(centres d'éducation physique spécialisée).*

7631. — 20 octobre 1978. — M. Emile Muller attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les incidences que présente le plan de relance de l'éducation physique et sportive dans le second degré sur le fonctionnement des centres d'éducation physique spécialisée. En effet, par suite de la décision prise le 31 août dernier de reverser dans les lycées et collèges 600 postes d'enseignant affectés à d'autres missions « qui ne présentent pas le même caractère de priorité », de nombreux CEPS ont dû cesser leur activité. Par voie de conséquence, des milliers d'élèves de l'enseignement du premier degré présentant des malformations (attitudes Balland, cyphotiques, scoliotiques ou autres) dépistés par le médecin scolaire ne pourront plus suivre les cours dispensés par les enseignants d'éducation physique et sportive dans les CEPS, et seront condamnés à garder leurs malformations toute leur vie. Il est certain que ces élèves pourront être traités dorénavant par les masseurs kinésithérapeutes. Néanmoins, il n'est pas évident que ces enfants, qui avaient suivi jusqu'à présent ces cours durant les heures de classe, soient rééduqués pendant leurs loisirs dans les mêmes proportions. Par ailleurs, les frais entraînés par ces soins alourdiront considérablement le budget de la sécurité sociale. D'autre part, la proposition de maintien de ces enseignants sous réserve que les collectivités locales prennent dorénavant en charge leurs traitements et les frais accessoires risque de grever fortement le budget communal et de mettre une fois de plus à la charge de ces administrations des dépenses incombant légalement à l'Etat. En ce qui concerne le CEPS de Mulhouse, les statistiques des dix dernières années révèlent qu'en moyenne environ 700 élèves avaient bénéficié chaque année de cette rééducation et que, sur 100 enfants, 50,9 p. 100 avaient été récupérés totalement et 38,5 p. 100 partiellement, ce qui porte le taux global de récupération à près de 90 p. 100. Aussi est-il permis de se demander si actuellement la politique de relance de l'éducation physique et sportive dans le second degré ne se pratique pas au détriment de la santé de milliers d'élèves des établissements d'enseignement du premier degré. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer le maintien en activité des CEPS.

Réponse. — Le poste du centre d'éducation physique spécialisée de Mulhouse a effectivement été supprimé et transféré au collège Bourzwiller à Mulhouse. Concernant les CEPS, il convient de préciser qu'ils s'adressent essentiellement aux élèves du 1^{er} degré dont le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs n'est pas directement responsable. En l'absence de ces centres, dont le réseau ne couvre pas l'ensemble du territoire national, les parents d'enfants présentant certaines déficiences font appel à des rééducateurs dont les honoraires sont pris en charge par la sécurité sociale. Enfin il

a été offert aux collectivités locales la possibilité de conserver le concours des enseignants d'éducation physique et sportive en ouvrant des postes budgétaires sur lesquels ces enseignants pourraient être détachés. Enfin, comme vient de le rappeler le syndicat national des masseurs kinésithérapeutes-rééducateurs dans une correspondance adressée au ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, les centres d'éducation physique spécialisée ne peuvent s'adresser qu'aux enfants dont les déformations ne sont pas d'ordre pathologique, les cas d'ordre pathologique relevant du domaine des soins médicaux.

*Enseignement technique et professionnel
(Ruffec [Charente] : LEP).*

7780. — 26 octobre 1978. — M. André Saury attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la grave détérioration de l'enseignement au LEP de Ruffec : 1° pendant plus d'un mois, trente élèves ont été privés de onze heures de cours de secrétariat par semaine ; 2° dix élèves métalliers sont toujours privés de dix-huit heures de cours par semaine ; 3° pendant trois semaines, 212 élèves n'ont pas reçu d'enseignement de « vie familiale et sociale ». Ce poste est maintenant assuré par un spécialiste de sciences naturelles qui enseigne également à mi-temps à Chasseneuil ; 4° le professeur de peinture, maître auxiliaire, connaît une situation instable depuis plus d'un mois et risque de changer d'établissement, ce qui serait préjudiciable aux intérêts des élèves ; 5° en EPS, au LEP, comme au collège, la suppression d'une heure d'association sportive limite la participation des élèves aux activités de cette association sans pour autant augmenter leurs horaires de cours. En conséquence, il lui demande les mesures rapides qu'il compte prendre pour donner à cet établissement les moyens d'un enseignement normal.

Réponse. — Dans le cadre du VII^e Plan, le Gouvernement s'est fixé pour objectif d'assurer d'ici à 1980 trois heures d'enseignement d'EPS dans les collèges et deux heures dans les lycées. En ce qui concerne le LEP et le collège de Ruffec, cet objectif est atteint. En effet, les onze classes du LEP, constituées en neuf sections d'EPS, bénéficient de dix-huit heures d'enseignement assurées par un professeur et trois heures d'EPS sont dispensées à toutes les classes du collège par trois enseignants. Il est inexact par ailleurs de prétendre que le nouveau décompte des charges de service afférentes à l'animation de l'association sportive n'augmente pas les horaires d'EPS puisqu'il serait autrement constaté un déficit respectivement d'une heure et trois heures au LEP et au collège de Ruffec.

*Enseignement technique et professionnel
(Jarny [Meurthe-et-Moselle] : LEP).*

7856. — 28 octobre 1978. — Mme Colette Goeuriot attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation du LEP de La Tuilerie, à Jarny. Cet établissement est prévu pour une capacité de 450 lycéens, mais en accueille actuellement 780. En enseignement général, treize heures de mathématiques ne sont pas assurées alors qu'un maître auxiliaire n'a qu'un demi-poste. Un seul professeur d'éducation physique et sportive se charge de vingt-neuf classes. En section professionnelle, un professeur de mécanique générale parti, n'a pas été remplacé. Les locaux et les moyens mis à la disposition des enseignants sont insuffisants. Le manque de matériel se fait durement ressentir : pour l'enseignement professionnel, pas de machines comptables électroniques, machines à écrire insuffisantes, en mauvais état et inadaptées aux besoins, pas de matériel de reprographie, d'expérimentation en sciences. Une classe de troisième année BEP de trente-deux élèves ne dispose que de dix machines à écrire. Une classe de troisième année (sténodactylographie) n'a que deux cours de dactylographie par semaine, dispenses de treize heures à quatorze heures sur du matériel de première année. Une classe de troisième année (sténodactylographie) a été supprimée. Les sections « ajusteurs » de deuxième et troisième année ne disposent pas des étaux-limeurs qui leur sont indispensables. La situation est des plus critiques et les lycéens n'ont aucun moyen suffisant pour la préparation de leurs examens professionnels. Par conséquent, elle lui demande quelles mesures urgentes et immédiates il compte prendre pour que toutes les conditions nécessaires soient assurées au LEP de La Tuilerie, à Jarny, pour un enseignement conforme aux besoins et les meilleures conditions pour la préparation d'examens professionnels.

Réponse. — Dans le cadre du VII^e Plan, le Gouvernement s'est fixé pour objectif d'assurer d'ici à 1980 deux heures d'enseignement d'EPS dans les lycées. En ce qui concerne le LEP de La Tuilerie, à Jarny, quarante-cinq heures d'EPS sont dispensées aux vingt-neuf classes (deux heures à vingt classes, une heure à cinq classes et quatre classes sont privées d'EPS). En effet, outre le professeur adjoint affecté dans cet établissement et qui effectue — conformément aux dispositions du plan de relance — vingt et une heures

d'enseignement, quatre professeurs du lycée Jean-Zay assurent un complément de service de vingt-quatre heures. La situation du LEP de Jarny, où l'on constate un déficit de treize heures d'EPS, sera réexaminée à la prochaine rentrée scolaire compte tenu des postes ouverts au budget de 1979.

Enseignement secondaire (Saint-Denis [Seine-Saint-Denis] : lycée Paul-Eluard).

8015. — 3 novembre 1978. — M. Pierre Zarka appelle l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation du lycée Paul-Eluard, à Saint-Denis. La rentrée scolaire au lycée s'est effectuée dans des conditions catastrophiques. Les classes sont surchargées (jusqu'à quarante élèves). Les postes sont transférés ou ne sont pas créés (éducation physique, personnel de service, enseignement général, laboratoire, surveillance, documentation). Les enseignements optionnels ou facultatifs sont supprimés (au total 150 heures en langues vivantes, en mathématiques, en français, en dactylographie). Des enseignements fondamentaux ne sont pas assurés (physique, biochimie, commerce, économie, mathématiques). Les professeurs sont contraints d'enseigner des disciplines pour lesquelles ils ne sont pas qualifiés (ex. : les professeurs de dactylographie doivent enseigner du droit). Les conditions matérielles sont scandaleuses. En deux ans, le budget a été amputé d'au moins 45 p. 100 (70 millions de centimes en ne tenant compte que de l'augmentation des tarifs publics). La piscine est fermée. Les élèves ne sont pas réinscrits faute de place. Considérant la gravité de la situation, une délégation composée d'élus de Saint-Denis et conduite par le maire, a été rendue auprès de M. le recteur de l'académie de Créteil le 11 octobre 1978. Interrogé sur les préoccupations évoquées plus haut, M. le recteur répondait d'abord que le rectorat avait épuisé la totalité de ses moyens. Il informait néanmoins la délégation qu'une subvention complémentaire serait attribuée au lycée Paul-Eluard. Il demeure qu'aucune réponse n'a été donnée concernant les besoins essentiels qui sont : transferts de charges ; créations de postes ; postes non pourvus ; remplacement des maîtres ; classes surchargées ; nationalisation des collèges d'enseignement secondaire et leurs conséquences ; personnel de service ; personnel d'entretien ; demi-pension ; installations sportives. Ainsi, un mois après la rentrée scolaire, on constate que le bilan de satisfaction auquel s'était livré de façon hâtive le ministère de l'éducation comporte de sérieuses lacunes. Les difficultés sont particulièrement accusées à Saint-Denis en raison de facteurs spécifiques qui accentuent la carence d'ensemble de la politique gouvernementale. Une étude faite sur des classes de CM 2 et portant sur 1 239 élèves fait apparaître 609 retards scolaires soit 48,9 p. 100. Le recrutement de 1975 fait apparaître que la population immigrée représente 25,4 p. 100 à Saint-Denis contre 14,5 p. 100 dans le département et 11,7 p. 100 dans la région parisienne. Il en résulte des difficultés particulières pour Saint-Denis où certaines écoles comptent plus de 50 p. 100 d'enfants d'immigrés. On observe également une importante mobilité de la population de Saint-Denis. Trois enfants sur quatre sortent de l'école avec ou sans certificat d'étude primaire alors que 3,1 p. 100 seulement accèdent à un niveau supérieur au baccalauréat. On note dans le secteur maternel et élémentaire pour l'année 1976-1977 que les absences d'enseignants non remplacés ont totalisé 1 146 jours et touché 32 250 élèves. Compte tenu de la composition sociale de la localité en majorité ouvrière, 51,6 p. 100 contre 31,6 p. 100 en région parisienne, la population de Saint-Denis est très fortement touchée par le chômage, ce qui n'est pas sans avoir de répercussions sur l'équilibre et le développement des enfants qui bien souvent ne disposent pas du strict nécessaire. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier d'une façon générale aux problèmes de la rentrée et pour répondre en particulier aux nécessités urgentes du lycée Paul-Eluard de Saint-Denis.

Réponse. — Dans le cadre du VII^e Plan, le Gouvernement s'est fixé pour objectif d'assurer d'ici à 1980 deux heures d'enseignement d'EPS dans les lycées. En ce qui concerne le lycée Paul-Eluard à Saint-Denis cet objectif est dépassé puisque les cinq professeurs et quatre professeurs adjoints affectés dans l'établissement dispensent cent soixante-six heures aux soixante et onze classes, dont vingt-quatre classes ont trois heures d'EPS et quarante-sept classes deux heures.

Jeunesse, sports et loisirs (ministère) : services extérieurs.

8774. — 17 novembre 1978. — Mme Edwige Avice appelle l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation à la direction régionale de Paris de ses services. Une récente mesure de répression en son sein (non-renouvellement d'un contrat de suppléance pour avoir refusé d'aider à la préparation d'une petite réception) a révélé le profond malaise qui y règne. Malaise d'abord quant à la précarité des situations de la plupart des personnels, agents non titulaires, dont un bon nombre risquent, faute

de crédits, de perdre leur emploi au 31 décembre. Malaise également dans la mesure où la plupart des emplois subalternes sont occupés par des femmes et que celles-ci ont le sentiment — confirmé par la mesure en cause — d'être mal traitées. Enfin les conditions matérielles, et notamment la taille réduite des locaux, y rendent le travail difficile. Elle lui demande donc quelles mesures il compte prendre : 1^o pour faire rapporter, dans l'immédiat, la mesure de répression incriminée ; 2^o pour répondre aux revendications des personnels, notamment en assurant la stabilité de l'emploi. Il lui paraît en effet inconcevable qu'un service public tente de tourner la loi en fonctionnant essentiellement avec des agents non titulaires.

Réponse. — En réponse à la première question posée par Mme la députée, il est précisé que l'auxiliaire intéressé exerce toujours ses fonctions, aucune sanction n'ayant été prise à son encontre. Une partie seulement des agents exerçant des fonctions administratives est composée de fonctionnaires titulaires appartenant notamment aux différents corps de l'administration universitaire (attachés, secrétaires). Les autres personnels sont soit des agents contractuels (contrat du ministère de l'éducation, contrat « type CNRS »), soit des auxiliaires de bureau. Il n'est nullement question de leur retirer leur emploi le 31 décembre comme cela semble être indiqué dans la question ci-dessus.

Enseignement secondaire (établissements).

9063. — 23 novembre 1978. — Mme Chantal Leblanc attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation du collège Jean-Lurçat, à Lanester, dans le Morbihan. Alors que la structure de l'établissement proposée fin juin par le chef d'établissement semblait avoir été acceptée, le 13 septembre tout était remis en question par les services du rectorat qui refusaient de pourvoir au remplacement d'un PEGC III, et à la nomination de professeurs de musique, d'EPS et de documentaliste. Les conséquences de cette intransigence sont catastrophiques pour les élèves : 142 sont privés de mathématiques ou de sciences physiques, dont une classe de troisième sans heure de mathématiques ; 703 n'auront pas une seule heure de musique durant l'année scolaire et ne pourront utiliser le centre de documentation et d'information existant depuis un an ; dix sections d'EPS devront se contenter de deux heures par semaine ; 160 élèves, sont privés de dessin. Les parents et les enseignants refusant que soit sacrifié l'avenir de leurs enfants par le refus de création des postes nécessaires ont été contraints de mener diverses actions dont la presse locale a fait état. C'est pourquoi elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les postes nécessaires au bon fonctionnement du collège Jean-Lurçat soient immédiatement créés.

Réponse. — Dans le cadre du VII^e Plan, le Gouvernement s'est fixé pour objectif d'assurer d'ici à 1980 trois heures d'enseignement d'EPS dans les collèges. Les mesures prévues par le plan de relance ont permis de réaliser cet objectif dès la rentrée scolaire de 1978 en ce qui concerne le collège Jean-Lurçat, à Lanester. En effet, les quatre professeurs affectés dans l'établissement dispensent, compte tenu du nouveau décompte des charges de service afférentes à l'animation de l'association sportive, soixante-deux heures d'EPS ; par ailleurs, trois d'entre eux assurent chacun deux heures supplémentaires. Les vingt-six classes du collège Jean-Lurçat bénéficient donc toutes de trois heures d'EPS.

Enfants (mouvements).

9971. — 12 décembre 1978. — M. Louis Odru expose à M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs que le mouvement des Pionniers de France, qui développe une importante activité en direction des enfants, est le seul mouvement national de l'enfance agréé à ne pas être subventionné. Il lui demande quelles sont les raisons de cette discrimination et quelles mesures il compte prendre pour y mettre fin et, dans la perspective de l'année internationale de l'enfance, accorder à cet organisme la subvention qui devrait lui revenir.

Réponse. — Les Pionniers de France, comme toute association agréée au plan national, peuvent effectivement prétendre, sans que toutefois cela constitue un droit, à l'octroi d'une aide de l'Etat. Cette association en a fait la demande depuis 1976. Toutefois, comme il est d'usage, le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs a, lorsqu'il a été saisi de cette demande de subvention, décidé de faire précéder toute décision d'une étude qui a été confiée à un membre de l'inspection générale du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs. Informés de cette décision, les dirigeants des Pionniers de France n'ont pas cru devoir permettre à ce fonctionnaire de disposer de l'ensemble des éléments d'information nécessaires à la réalisation de la mission qui lui était confiée. Il s'est dès lors révélé impossible de juger le bien-fondé de la demande formulée et de lui réserver une suite quelconque.

Enseignement secondaire (établissements).

9997. — 12 décembre 1978. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation en personnel du collège Henri-Wallon, à Méricourt (Pas-de-Calais). L'examen des conditions de la rentrée 1978 fait apparaître les besoins suivants en personnel : trois postes supplémentaires seraient nécessaires pour assurer l'intégralité des enseignements réglementaires de dessin, musique, travaux manuels, éducation physique, notamment, sont difficilement assurés ; quatre postes supplémentaires seraient nécessaires pour assurer l'accueil de tous les élèves et permettre l'ouverture des classes indispensables. Il faudrait six postes pour assurer véritablement les enseignements de soutien et de rattrapage sans amputer les horaires d'enseignement normaux, uniquement pour le français, les mathématiques et la première langue vivante. Deux postes de surveillants d'externat supplémentaires permettraient que la sécurité des élèves soit réellement garantie. Un poste de documentaliste-bibliothécaire supplémentaire permettrait une ouverture permanente du centre de documentation et d'information qui, dans ces conditions, pourrait jouer complètement son rôle. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour permettre à cet établissement de fonctionner dans des conditions normales.

Réponse. — Dans le cadre du VII^e Plan, le Gouvernement s'est fixé pour objectif d'assurer d'ici 1980 trois heures d'enseignement d'EPS dans les collèges. En ce qui concerne le collège Henri-Wallon à Méricourt l'affectation d'un maître auxiliaire et le recours aux heures supplémentaires prévu par le plan de relance ont pratiquement permis d'atteindre cet objectif. En effet, à l'exception d'une classe de quatrième et d'une classe de troisième où ne sont assurées que deux heures d'EPS, les trente-quatre autres classes de l'établissement bénéficient de trois heures d'EPS.

Jeunes (semaine de la jeunesse).

11028. — 13 janvier 1979. — Une semaine de la jeunesse a été récemment organisée sous la responsabilité du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs. Alors que cette semaine avait vocation à l'information de l'ensemble des jeunes sur toutes les questions les concernant, une confusion avec une manifestation organisée par un mouvement de jeunesse politique a été volontairement entretenue. La participation successive du Président de la République à ces deux manifestations ne peut que renforcer la conviction de très nombreuses associations de jeunesse et, en particulier, le CNAJEP qui regroupe quatre-vingts associations nationales, que la confusion fut délibérément créée. Ces mouvements et, en particulier le CNAJEP, qui connaissent de près les difficultés de la jeunesse française par les effets d'une politique dans laquelle le budget de la jeunesse et des sports n'atteint pas 1 p. 100, sont profondément choqués que l'argent des contribuables ait pu être détourné. En conséquence, **M. Daniel Boulay** demande à **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** des précisions quant à l'organisation financière de la semaine de la jeunesse.

Réponse. — Le budget de la semaine de la jeunesse est couvert par les entrées payantes, par la participation des entreprises ayant bénéficié d'un stand, ainsi que par la participation des différents ministères, et par celles des organismes ou associations relevant de leur tutelle. La participation du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs a été fixée à 400 000 francs. Elle s'inscrit très naturellement dans l'action d'information des jeunes que mène le ministère depuis de nombreuses années, et se justifie par le succès rencontré tout au long de la semaine par cette manifestation, ainsi que par la place importante qui a été réservée aux associations sportives ou de jeunesse. Il est rappelé que les crédits destinés à l'information des jeunes s'élèveront à 14 836 028 francs en 1979, en augmentation de 25,9 p. 100 par rapport à l'année précédente.

JUSTICE

Sociétés commerciales (sociétés en nom collectif).

9386. — 30 novembre 1978. — **M. Augustin Chauvet** demande à **M. le ministre de la justice** de lui préciser comment s'analysent les conséquences des dispositions de l'article 10, premier alinéa, de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales d'après lesquelles les associés en nom collectif ont tous la qualité de commerçants, et notamment : 1^o si en vertu des dispositions des articles 1^{er} et 2 du décret n^o 67-237 du 23 mars 1967 relatif au registre du commerce, tous lesdits associés personnes physiques doivent se faire inscrire sur ce registre ; 2^o quelle est la solution applicable en la matière lorsque certaines parts sont en indivision entre plusieurs personnes physiques ou lorsque l'usufruit appartient à une personne physique et la nue-propriété à une

autre ; 3^o comment se règle la situation en cas de décès d'un associé lorsque les statuts prévoient que la société continuera avec les héritiers du défunt et que certains d'entre eux sont mineurs, compte tenu du fait que, par ailleurs, l'article 2 du code du commerce interdit l'accomplissement d'actes de commerce par les mineurs ; 4^o si dans l'hypothèse où certaines parts seraient en indivision entre plusieurs personnes, et où une société en participation ayant pour objet la gestion de ces parts serait créée entre les indivisaires conformément aux articles 1871 à 1873 nouveaux du code civil, cette société étant assortie d'une convention d'indivision établie dans les formes prévues à l'article 1873-2 nouveau du même code, l'ensemble des indivisaires pourrait être présenté dans la société en nom collectif par un gérant qui seul aurait la qualité de commerçant et seul serait tenu de se faire inscrire au registre du commerce.

Réponse. — Sur le 1^o : pour ceux qui ne la possèdent pas déjà à un autre titre, l'acquisition de la qualité de commerçant par un associé en nom résulte de son appartenance à cette forme de société et ne paraît pas détachable de l'existence et des activités de cette dernière. Dès lors l'information des tiers paraît suffisamment assurée par le respect des formalités prévues par l'article 11 (8^o) du décret modifié n^o 67-237 du 23 mars 1967 sur le registre du commerce et des sociétés, qui de façon générale, exige de tout associé indéfiniment et solidairement responsable — ce qui est le cas de tout associé en nom — la fourniture des mêmes renseignements que ceux exigés d'un commerçant personne physique. Une immatriculation distincte ferait donc double emploi avec cette formalité et, sous réserve de l'appréciation des tribunaux, ne semble donc pas nécessaire. Sur le 2^o : lorsque les parts d'une société en nom font l'objet d'une copropriété indivise ou sont grevées d'un usufruit, les formalités prévues par l'article 11 du décret susvisé ne seront exigées que des personnes ayant acquis, conformément aux dispositions statutaires, la qualité d'associé. Si la situation résulte du décès de l'un des associés et si la continuation de la société est prévue dans les statuts, l'article 21 nouveau de la loi du 24 juillet 1966 précise les conditions dans lesquelles les statuts peuvent attribuer la qualité d'associé aux héritiers de l'associé décédé ou à certains d'entre eux. Toutefois, sous réserve de l'appréciation des tribunaux, il semble que seul le nu-propriétaire des parts ait vocation à acquiescer cette qualité. Sur le 3^o : le dernier alinéa de l'article 21 nouveau de la loi du 24 juillet 1966 règle la question posée par l'honorable parlementaire en affirmant que le mineur non émancipé, héritier d'un associé en nom décédé, ne répond des dettes sociales qu'à concurrence des forces de la succession de son auteur et que dans le délai d'un an la société doit être transformée en société en commandite dont le mineur devient commanditaire, ou se dissoudre. La même solution doit sembler-il s'appliquer même si le mineur est émancipé, car l'article 2 du code de commerce dans sa rédaction résultant de la loi du 5 juillet 1974 étend au mineur émancipé l'incapacité d'être commerçant. Il en résulte que le mineur ne pouvant acquiescer la qualité de commerçant, ne peut acquiescer celle d'associé et n'est donc pas assujéti aux formalités prévues par l'article 11 (8^o) du décret susvisé. Sur le 4^o : l'intervention d'une société en participation par définition dénuée de personnalité morale, constituée pour la gestion de parts indivises d'une société en nom ne modifie pas la situation juridique des indivisaires au regard de l'attribution de la qualité d'associé telle qu'il y est répondu au 2^o de la présente question ; seuls seront tenus aux formalités les indivisaires ayant acquis conformément aux statuts la qualité d'associés.

Administration (information sur la législation).

9704. — 6 décembre 1978. — **M. Antoine Rufenacht** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la méconnaissance qu'ont la plupart des Français de leurs droits. « Nul n'est censé ignorer la loi » mais c'est là plus un vœu et une fiction qu'une réalité. Cette méconnaissance est surtout le fait de personnes à revenu modeste, qui restent souvent désarmées devant les problèmes juridiques courants, qu'il s'agisse des questions de bail, d'assurance sociale, de droit du travail ou d'impôts. Il y a là un facteur grave et important d'inégalité. **M. Antoine Rufenacht** lui demande donc quelles initiatives il compte prendre pour mettre la connaissance juridique à la portée de tous les Français.

Réponse. — La nécessité d'informer les citoyens de leurs droits et obligations ne saurait être contestée. Toutefois des réserves doivent être apportées à ce principe en raison de la complexité, de la variété et même de la technicité du droit. Une trop grande vulgarisation du droit présenterait le danger d'un manque de précision et conduirait en définitive, à tromper l'intéressé sur l'étendue exacte de ses droits sous prétexte de l'informer. Néanmoins, sous cette réserve, il est essentiel d'informer le public sur les principales démarches à effectuer dans la vie quotidienne et sur les droits essentiels. L'information est ainsi un devoir appartenant à toutes les administrations concernées. C'est dans cet esprit qu'a été

réalisé par le service d'information et de diffusion du Premier ministre, et avec le concours de l'ensemble des ministres et des secrétaires d'Etat, un « guide de vos droits et démarches » dont l'édition 1979 est vendue en librairie pour la somme de 25 francs et dont la première édition a connu un succès très important. Pour sa part, et dans son domaine, le ministère de la justice a, sur la proposition du comité des usagers de la justice, réalisé des fiches d'information du public sur les principaux sujets pouvant intéresser les justiciables (par exemple le divorce, l'aide judiciaire, le conciliateur, l'injonction de payer, l'avocat, le sursis...). Ces fiches d'information se présentent sous la forme de dépliants, tirés entre 300 000 et 1 000 000 d'exemplaires, et se trouvent gratuitement à la disposition du public dans les tribunaux, les mairies des grandes villes, les directions départementales des affaires sanitaires et sociales, etc. Cette action sera renforcée, notamment par la diffusion de ces documents, et de ceux qui seront ultérieurement réalisés, dans les bureaux de poste. Par ailleurs, le nouveau code de procédure civile a prévu que les actes de procédure remis aux justiciables doivent contenir un certain nombre d'informations. C'est ainsi que l'article 680 de ce code dispose que « l'acte de notification d'un jugement à une partie doit indiquer de manière très apparente le délai d'opposition, d'appel ou de pourvoi en cassation dans le cas où l'une de ces voies de recours est ouverte, ainsi que les modalités selon lesquelles le recours peut être exercé », cette règle étant prescrite à peine de nullité de l'acte de notification. En outre, par circulaire du 2 mai 1974 publiée au *Journal officiel* du 11 mai ont été publiés des modèles d'actes d'huissier de justice élaborés par la commission de modernisation du langage judiciaire. Ces modèles ont été établis dans le souci de permettre à son destinataire de comprendre sans difficultés le contenu de l'acte et de lui donner le maximum de renseignements sur les démarches et les formalités qu'il lui appartient éventuellement d'accomplir.

Faillite, règlement judiciaire et liquidation des biens (procédure).

10216. — 15 décembre 1978. — M. René Rieubon expose à M. le ministre de la justice qu'un justiciable de sa circonscription s'est vu assigner pour la vente aux enchères publiques de ses facultés mobilières par un greffier du tribunal de commerce qui a signé également le jugement. Il lui demande si un greffier du tribunal de commerce, partie intégrante dudit tribunal, peut, par ordonnance d'un juge consulaire de ce tribunal suivant ordonnance aux minutes du greffe dont la formule exécutoire est délivrée par le même greffier, être désigné pour vendre aux enchères publiques les facultés mobilières d'une liquidation de biens prononcée par le tribunal qu'il assistait et dont il a signé le jugement. Il lui demande s'il n'y a pas lieu de craindre que le liquidé de biens considère que le greffier désigné ait un intérêt matériel à la prononciation par le tribunal de la liquidation de biens.

Réponse. — Les greffiers des tribunaux de commerce sont habilités par l'article 1^{er} du décret du 17 septembre 1793 à procéder aux ventes aux enchères publiques des biens mobiliers. Cette faculté n'est limitée que par les règles instaurant une compétence exclusive des autres officiers publics ou ministériels et des auxiliaires de justice vendeurs de meubles, tels que les commissaires-priseurs, lorsqu'il existe un office de commissaire-priseur à la résidence, ou les notaires, pour les ventes publiques des meubles incorporels. Aucune disposition légale ou réglementaire ne s'oppose à ce qu'un tribunal de commerce désigne le greffier exerçant auprès de ce tribunal pour procéder à la vente aux enchères publiques des biens mobiliers d'une personne assignée devant lui. Il convient, enfin, d'observer qu'un jugement prononçant la liquidation des biens ne peut intervenir qu'après constatation, par le tribunal de commerce, sous réserve des voies de recours habituelles, de l'état de cessation des paiements. Dès lors le fait que le greffier de ce tribunal puisse être ultérieurement commis pour procéder à la vente ne peut, en aucun cas, avoir une influence sur le prononcé de ce jugement.

Racisme (antisémitisme).

10348. — 19 décembre 1978. — M. Joël Le Tac informe M. le ministre de la justice de l'inscription massive de graffiti antisémites sur les murs des magasins de la rue de Steinkerke, dans le 18^e arrondissement, dans la nuit du 13 au 14 décembre. Il lui communique les photos qui ont été prises de ces graffiti et qui, assez curieusement, indiquent d'une façon précise le nom de l'organisation inspiratrice de ces graffiti et le numéro de sa boîte postale. Il lui demande quelles mesures il serait convenu de prendre afin que cette démonstration de crayon feutre ne soit pas le signe annonciateur, le jour venu, d'une « nuit de cristal » telle que notre voisine européenne l'a connue à une époque tragique.

Réponse. — Les faits dénoncés par l'honorable parlementaire ont fait l'objet d'une enquête au terme de laquelle ont été prises des réquisitions tendant à l'ouverture d'une information du chef de provocation à la discrimination raciale. La chancellerie veille à l'application systématique des dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme. Le garde des sceaux a donné notamment pour instructions aux parquets des différents ressorts, nonobstant le droit reconnu aux associations destinées à lutter contre le racisme, de se porter parties civiles, de prendre le plus souvent possible l'initiative d'engager l'action publique.

Etat civil (déclarations de naissance).

10600. — 24 décembre 1978. — Mme Louise Moreau appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les préoccupations de nombreux maires de petites communes qui constatent une régression statistique des déclarations de naissance, qui ne répond pas en définitive à la réalité. En effet, compte tenu du fait que dans la plupart des cas les accouchements ont désormais lieu dans des établissements hospitaliers et non plus à domicile, la déclaration des naissances est faite à la mairie des communes sur lesquelles ces établissements sont situés et non auprès de celle du domicile légal des parents, en application de l'article 55 du code civil qui stipule que la déclaration des naissances doit être faite dans les trois jours qui suivent l'accouchement, à l'officier d'état civil du lieu. Il lui demande dans quelle mesure il pourrait être envisagé de permettre aux parents de déclarer cette naissance au registre de l'état civil de la commune où est situé leur domicile, ce qui, entre autres avantages, permettrait à ces communes de mieux apprécier la réalité de leur évolution démographique.

Réponse. — La déclaration de la naissance à la mairie du domicile des parents de l'enfant présente de nombreux inconvénients. Tout d'abord, la notion de domicile peut, dans certains cas, prêter à contestation, alors surtout que la loi du 11 juillet 1975 a autorisé les époux à avoir un domicile distinct. Ensuite, si le lieu de la naissance est par définition stable et connu, il n'en est pas de même de celui du domicile lors de la naissance; celui-ci est généralement ignoré des tiers, qui pourraient avoir à demander un extrait de l'acte de naissance, et souvent de l'enfant lui-même. Enfin, autoriser les parents à faire la déclaration à la mairie de leur domicile aboutirait à ouvrir une option entre deux mairies territorialement compétentes sans qu'on sache en fait où la déclaration a été effectuée. Un tel système serait source d'incertitude, d'erreur et de difficultés. Par ailleurs, il convient de noter que les communes disposent d'autres moyens d'ordre statistique pour connaître leur évolution démographique. C'est pourquoi la chancellerie ne peut qu'exprimer son opposition à la mesure suggérée, comme elle a déjà eu l'occasion de le faire à l'égard d'autres propositions similaires (cf. par exemple réponse à la question écrite n° 19336 du 23 février 1976 de M. Rémi Herment, sénateur).

Racisme (lutte contre le racisme).

11329. — 20 janvier 1979. — M. Roland Huguet demande à M. le ministre de la justice s'il envisage de donner des consignes aux parquets afin qu'ils engagent des poursuites immédiatement, chaque fois que la loi n° 72-546 du 1^{er} juillet 1972 est violée, et ce, afin d'éviter les frais de consignation aux victimes et aux organisations antiracistes, lorsqu'elles se constituent partie civile.

Réponse. — Le garde des sceaux a d'ores et déjà donné aux parquets des différents ressorts, en ce qui concerne l'application de la loi du 1^{er} juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme, des instructions conformes au vœu exprimé par l'honorable parlementaire. Il a été précisé dans ces directives que, nonobstant la reconnaissance du droit, pour les associations destinées à combattre le racisme, de se porter parties civiles, l'action publique devait être le plus souvent possible mise en mouvement par le ministère public, soit de sa propre initiative, soit sur la plainte simple d'un particulier ou d'une association. L'attention des juridictions de jugement et d'instruction a été appelée en outre sur l'intérêt qui s'attache à ce que les consignations fixées dans les affaires de cette nature — au cas de constitution de partie civile ou de citation directe — soient des plus limitées et n'excèdent jamais le montant prévisible des frais, généralement peu élevés, de la procédure.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Postes (centre de tri).

11210. — 20 janvier 1979. — M. Charles Fiterman attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur l'avenir du centre de tri d'Orly (Orly-aéroport). En effet, selon diverses sources d'informations ce centre de tri devrait cesser une

grande partie de ses activités fin 1979, début 1980, notamment celle du tri manuel. Or, il apparaît que dans le cadre du trafic postal actuel et du développement nécessaire de l'aéroport d'Orly, cette cessation d'activité serait totalement injustifiée. Aussi il lui demande de lui faire connaître quelles sont ses intentions exactes quant à l'avenir de ce centre de tri.

Réponse. — Le programme d'action prioritaire voté par le Parlement prévoit l'installation de 65 centres de tri automatique du courrier d'ici fin 1986 sur l'ensemble du territoire. Au fur et à mesure des mises en service de ces centres, la charge du centre de tri d'Orly ira en diminuant. Ce n'est qu'en 1981, lorsque la totalité de la région parisienne sera équipée de tels centres, que son avenir pourra être défini de façon précise. Les études menées actuellement sur le devenir de ce centre laissent présager la disparition à court terme de sa fonction tri et le maintien d'une plateforme de transbordement dans de nouveaux locaux actuellement en construction.

Postes et télécommunications (secrétariat d'Etat) (publications).

11223. — 20 janvier 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur la revue française des télécommunications, publiée sous sa haute autorité et spécialement sur les pages 38 à 42 du numéro 30 de cette intéressante publication. Il lui demande : 1° quel est le lien, le rapport, l'affinité, la corrélation entre d'une part les télécommunications et d'autre part une resille bleue, la plage de Porquerolles, la robe argentée d'une Emilienne, les chapeaux blancs et la robe jaune et noire d'une Noémie ; 2° s'il n'y a pas eu une erreur dans l'intitulé des tableaux reproduits pages 40 et 42, le tableau intitulé « Noémie au chapeau blanc » étant probablement le tableau de « Noémie à la robe jaune et noire » page 42 ; 3° pour quelles raisons dans une revue de publicité, destinée donc à l'étranger, quatre pages seulement sur soixante-six sont rédigées en langue étrangère et seulement d'ailleurs en anglais et espagnol.

Réponse. — J'observe tout d'abord que la revue française des télécommunications est non une revue de publicité mais une revue d'information qui s'adresse pour un tiers à l'étranger et pour deux tiers aux Français intéressés par les réalisations nationales dans ce domaine. La plupart de ces destinataires savent s'intéresser également à d'autres sujets et, à l'occasion d'une lecture parfois austère, éprouvent du plaisir à trouver, dans une proportion au demeurant fort modeste, une ouverture telle que celle qu'évoque l'honorable parlementaire. La relation entre les télécommunications et les six photographies citées, dont deux ont vu leurs légendes interverties, ce qui ne pouvait échapper à un lecteur attentif et perspicace, me paraît pouvoir être trouvée dans l'idée que l'art, comme les télécommunications, est un moyen de faire communiquer les hommes au-delà des barrières sociales, des distances et des frontières. Une idée analogue se trouve du reste exprimée dans les présentations résumées en anglais et en espagnol de l'article qu'illustrent ces photographies. Je note enfin que les quatre pages rédigées en langue étrangère sont en réalité des résumés permettant aux lecteurs étrangers de déterminer les articles qui les intéressent et dont ils peuvent, ainsi qu'il le leur est précisé, se procurer auprès de la revue la traduction intégrale dans une des deux autres langues de travail de l'Union internationale des télécommunications.

Postes (courrier : acheminement).

11397. — 27 janvier 1979. — M. Louis Mexandeau fait part à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications de son inquiétude face aux problèmes que pose la mise en service de la rame automotrice postale entre Paris et Caen, quant à la qualité du service public. Ce projet de rame, dont la mise en service devait être coordonnée avec celle du centre de tri automatique de Caen, est la seule solution pour assurer le bon fonctionnement du service public. Cependant, pour des raisons financières, tenant à son refus d'accepter le coût d'un agent de sécurité SNCF sur la rame, l'administration ne veut pas mettre en route cette rame. Mais elle fait parallèlement appel au transport routier, notamment au transport privé, pour scheminer le courrier, ce qui entraîne, outre un coût plus élevé, un retard considérable et un manque certain de régularité. Cette situation, qui entraîne des perturbations surtout pour les simples usagers, ne peut plus durer. Il lui demande s'il compte intervenir pour faire accélérer les discussions en cours entre l'administration des PTT et la SNCF pour qu'elles aboutissent à la satisfaction des revendications du personnel et au rétablissement d'un véritable service public.

Réponse. — La mise en circulation des rames automotrices postales entre Paris et Caen a été reportée par suite du non-respect par la SNCF des engagements pris à l'égard de l'administration des PTT. Des liaisons routières offrant les mêmes capacités de charge ont été mises en place, sensiblement dans les mêmes horaires, pour

remplacer les rames automotrices. Une de ces liaisons est assurée par une entreprise privée, soumissionnée par appel d'offres, ce qui est courant en pareil cas et ne constitue pas une anomalie. Ces liaisons routières, dont le coût est, par ailleurs, inférieur à celui des rames, complétées par le maintien de prestations ferroviaires, assurent une desserte correcte du centre de tri automatique de Caen et permettent d'obtenir une qualité de service aussi satisfaisante que celle qui aurait résulté de la mise en service des rames automotrices.

Postes et télécommunications (fonctionnement).

11481. — 27 janvier 1979. — M. Philippe Madrelle expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications que sur la commune de Tresses (Gironde), le nombre d'abonnements téléphoniques en instance s'élève actuellement à 61 demandes et que, d'autre part, le bureau de poste situé à Tresses desservant huit communes est aujourd'hui beaucoup trop exigu et fonctionne dans de très mauvaises conditions. Etant donné que de faibles loyers sont perçus par la commune de Tresses, il lui est impossible d'envisager de supporter le coût des aménagements indispensables. Il lui demande : 1° ce qu'il compte entreprendre afin que la construction d'un nouvel hôtel des postes soit rapidement réalisée à Tresses, un terrain ayant déjà été acquis par les postes et télécommunications à cet effet ; 2° ce qu'il compte faire pour que les demandes d'abonnement téléphonique soient satisfaites dans les meilleurs délais.

Réponse. — 1° La situation de l'hôtel des postes de Tresses est connue de l'administration des postes et télécommunications, et la construction d'un nouveau bâtiment est envisagée. Toutefois, le nombre d'opérations à effectuer, encore plus urgentes et plus nécessaires à la bonne marche du service postal, tant dans la région de Bordeaux qu'au plan national, n'a pas permis de classer ce projet dans les toutes premières priorités. C'est pourquoi il n'est pas possible, actuellement, de préciser la date à laquelle interviendra sa réalisation. 2° La satisfaction des demandes d'abonnement en instance dans la commune de Tresses est activement poursuivie. Celles du quartier de Mézac seront satisfaites d'ici à trois mois, les autres le seront entre le mois de septembre et la fin de l'année 1979.

Téléphone (annuaires).

11973. — 10 février 1979. — M. Antoine Glasinger attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur les nombreuses critiques qui mettent en cause la nouvelle présentation de l'annuaire officiel des abonnés téléphoniques (édition 1978). Ces critiques concernent en particulier l'absence de mention de la profession et des prénoms des abonnés. Il lui demande si des mesures sont à l'étude pour remédier à cette situation lors de la prochaine édition de l'annuaire.

Réponse. — La nouvelle présentation de l'annuaire téléphonique vise à en faire un document moderne, efficace et d'emploi aisé. Dans ce but, il a été choisi de présenter l'annuaire en deux parties distinctes, complémentaires quant à l'information apportée : d'une part, une liste alphabétique simplifiée ; d'autre part, une liste professionnelle. Bien que simplifiée, la liste alphabétique comporte, précisément, les prénoms des abonnés ainsi que leur adresse. Ces indications permettent d'identifier aisément un abonné et, même au cas d'une homonymie totale, l'adresse constituerait un discriminant efficace. La liste professionnelle, quant à elle, recense, sous leurs nom et prénom, sous une raison sociale ou une dénomination commerciale, et avec leur adresse, tous les abonnés professionnels ayant accepté de figurer à l'annuaire. Cette insertion est gratuite. Du fait de la nouvelle présentation et de l'amélioration du contenu de la liste professionnelle, la mention de la profession dans les insertions de la liste alphabétique ne s'imposait plus. Mais, dans le cadre d'une politique de relations publiques ouverte aux besoins des usagers et attentive à ses désirs, il a été ouvert aux abonnés qui désireraient voir adjoindre cette mention à celle, gratuite, de leur nom, prénom et adresse dans la liste alphabétique, la possibilité de l'y faire figurer à titre payant.

SANTÉ ET FAMILLE

Jardins familiaux (subventions des caisses d'allocations familiales).

641 — 28 avril 1978. — M. Bonhomme demande à Mme le ministre de la santé et de la famille : 1° si elle estime utile aux familles le développement et la protection des jardins familiaux au point d'autoriser les caisses d'allocations familiales à subventionner leur création et leur fonctionnement concurremment avec les subventions de l'Etat prévues par l'article 3 de la loi du 10 novembre 1978 ; 2° si les caisses d'allocations familiales peuvent dès maintenant, pour

l'année 1978, accorder les subventions demandées sans attendre le décret d'application prévu par la loi du 10 novembre 1976 et dont le projet ne paraît pas avoir été soumis au Conseil d'Etat.

Réponse. — La loi du 10 novembre 1976 permettra une extension des jardins familiaux dont l'intérêt éducatif et économique pour les familles modestes est indéniable. Cependant le programme d'action sociale des caisses d'allocations familiales fixé par l'arrêté du 27 octobre 1970 ne prévoit pas ce type d'interventions et l'action sociale de ces organismes doit être orientée vers les secteurs retenus dans le cadre du VII^e Plan. Il n'est donc pas possible d'autoriser actuellement les caisses d'allocations familiales à aider la création ou l'aménagement de jardins familiaux d'autant que le décret d'application de l'article 3 de la loi du 10 novembre 1976 n'est pas encore paru.

Assurances maladie-maternité (remboursement).

992. — 10 mai 1978. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que parmi la liste des maladies remboursées à 100 p. 100 ne figure pas la maladie dénommée « Lopstein », plus communément appelée « maladie des os de verre ». Bien que cette maladie soit très rare, il lui demande si elle n'envisagerait pas de faire figurer cette maladie sur la liste comportant un remboursement à 100 p. 100.

Réponse. — Il ne semble pas opportun d'inscrire actuellement la maladie de Lopstein sur la liste des maladies établie par le décret n° 74-362 du 21 mai 1974. Néanmoins, il est précisé à l'honorable parlementaire que le traitement de cette maladie peut faire l'objet d'une exonération du ticket modérateur au titre de l'alinéa 4° de l'article 286-1 du code de la sécurité sociale, c'est-à-dire lorsque le bénéficiaire a été reconnu par le contrôle médical atteint d'une affection comportant un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse. Est regardée comme particulièrement coûteuse, une thérapeutique devant laisser à la charge de l'assuré une participation de 99 francs par mois pendant six mois ou de 594 francs au total pendant la même période.

Etablissements sanitaires ou hospitaliers (centres de soins).

1181. — 10 mai 1978. — **M. Joseph Legrand** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la possibilité d'établissement d'une convention entre la sécurité sociale minière, la caisse primaire de sécurité sociale, le comité de la Croix-Rouge et la municipalité de Mourenx (Pyrénées-Atlantiques). La municipalité de Mourenx (10 000 habitants) a été avisée par la Croix-Rouge que le centre local, non conforme à la réglementation actuelle, sera prochainement fermé. Son activité est importante, puisque la Croix-Rouge a assuré huit cent soins en décembre 1977. La cessation de cette activité obligerait les malades à se déplacer à Pau ou à Orthez, villes distantes de vingt kilomètres; or, il existe à Mourenx un centre de soins appartenant à la sécurité sociale minière ouvert à la population pour la radiologie et l'ophtalmologie. En conséquence, il lui demande si elle ne juge pas nécessaire de recommander à la DDASS de réunir les organismes intéressés et la municipalité pour établir une convention permettant l'utilisation du centre de soins miniers par la population de Mourenx.

Etablissements sanitaires ou hospitaliers (centres de soins).

11042. — 13 janvier 1979. — **M. Joseph Legrand** s'étonne auprès de **Mme le ministre de la santé et de la famille** qu'aucune réponse n'ait été faite à sa question écrite n° 1181 du 24 mai 1978. Le problème posé méritait pourtant une solution rapide. Il s'agissait de la possibilité de l'établissement d'une convention entre la sécurité sociale minière, la caisse primaire de sécurité sociale, le comité de la Croix-Rouge et la municipalité de Mourenx (Pyrénées-Atlantiques). La municipalité de Mourenx (10 000 habitants) a été avisée par la Croix-Rouge que le centre local, non conforme à la réglementation actuelle, sera prochainement fermé. Son activité est importante, puisque la Croix-Rouge a assuré huit cents soins en décembre 1977. La cessation de cette activité obligerait les malades à se déplacer à Pau ou à Orthez, villes distantes de 20 km. Or, il existe à Mourenx un centre de soins appartenant à la sécurité sociale minière ouvert à la population pour la radiologie et l'ophtalmologie. En conséquence, il lui demandait si elle ne jugeait pas nécessaire de recommander à la DDASS de réunir les organismes intéressés et la municipalité pour l'établissement d'une convention permettant l'utilisation du centre de soins miniers par la population de Mourenx.

Réponse. — La situation créée par la fermeture du centre de soins infirmiers de Mourenx géré par la Croix-Rouge a été examinée à l'échelon local avec des représentants de la Municipalité, de la sécurité sociale minière et de la Croix-Rouge et en liaison avec la caisse primaire d'assurance maladie de Pau. La présence de huit

infirmiers (ères) exerçant à titre libéral dans un rayon de dix kilomètres, le protocole d'accord passé entre le syndicat départemental des infirmiers et la caisse primaire d'assurance maladie relatif à la dispense de l'avance des frais en matière de soins infirmiers pour certaines catégories de bénéficiaires et notamment pour les assurés sociaux âgés de soixante ans et plus, permettent de penser que les soins infirmiers nécessaires à la population de Mourenx sont assurés dans de bonnes conditions. C'est en fonction de cette médicalisation jugée suffisante sur le plan des soins infirmiers dans le secteur desservi et pour respecter les clauses de la convention nationale des infirmiers, qu'après avis du syndicat départemental des infirmiers, la caisse primaire d'assurance maladie de Pau n'a pas jugé opportun d'élargir, en matière de soins infirmiers, aux assurés sociaux du régime général les activités du centre médical de l'union régionale des sociétés de secours minières du Sud-Ouest.

Etrangers (prêts d'honneur).

1357. — 12 mai 1978. — **M. Pierre-Bernard Causté** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** de bien vouloir lui indiquer, conformément à la proposition qu'elle a faite dans sa réponse à la question n° 40644, quel est le montant des prêts d'honneur accordés à des ressortissants étrangers par la caisse d'allocations familiales de Lyon et non encore remboursés pour 1975 et 1976.

Deuxième réponse. — Ainsi qu'il avait été indiqué à l'honorable parlementaire en réponse à sa question écrite n° 40664 du 17 septembre 1977, les caisses d'allocations familiales ne distinguent pas dans leur comptabilité les prêts consentis à leurs allocataires selon la nationalité des débiteurs. Les services de la caisse d'allocations familiales de l'arrondissement de Lyon, pour répondre avec exactitude à l'enquête qui leur était demandée, ont donc dû reprendre l'ensemble des dossiers des allocataires bénéficiaires de prêts et il en est résulté des recherches minutieuses qui, ajoutées aux travaux habituels du personnel, ont demandé d'importants délais. Ces recherches ont permis de constater que les créances arrivées à échéance et non recouvrées au 1^{er} octobre 1978, correspondant à des prêts d'honneur accordés en 1975 et 1976 à des travailleurs étrangers, s'élevaient à 6 277,58 F. Elles représentent les dettes de sept bénéficiaires de prêts et ne sont pas plus élevées, en moyenne, que celles des allocataires de nationalité française.

Adoption (Amiens (Somme)).

2445. — 2 juin 1978. — **Mme Chantal Leblanc** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le cas d'une enfant de la DDASS d'Amiens (Somme) placée en nourrice depuis l'âge de quatre mois. A l'âge de huit ans, rendue adoptable, cette enfant se voit confiée pour adoption à une autre famille et ceci, brusquement, sans que la demande d'adoption des parents nourriciers qui l'ont élevée pendant plus de huit ans soit prise en considération. Il me semble que ce procédé ne tient pas compte des liens affectifs qui s'étaient créés entre l'enfant et la famille nourricière et qu'elle va à l'encontre de votre circulaire de juillet 1975 qui dit ceci : « Dans le cas où l'intégration est réelle et où les parents nourriciers le souhaitent, il convient de favoriser l'adoption de l'enfant par son milieu nourricier. » Elle lui demande quelles dispositions elle compte prendre pour que sa circulaire soit réellement appliquée dans les DDASS, ceci dans l'intérêt de ces enfants.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille partage le souci de l'honorable parlementaire d'assurer le maximum de continuité dans la vie des mineurs confiés au service de l'aide sociale à l'enfance. A cet égard, des instructions ont été données récemment aux directions départementales des affaires sanitaires et sociales en vue de rappeler le contenu de la circulaire à laquelle se réfère l'honorable parlementaire. Il est notamment indiqué que lorsque la situation juridique d'un enfant change et que celui-ci devient pupille, l'adoption par la famille d'accueil doit être envisagée en premier lieu, si l'enfant a été placé dans cette famille, pendant une période assez importante pour que des liens affectifs solides se soient établis ou lorsque la famille d'accueil le souhaite. Toutefois, la famille d'accueil refuse parfois — pour diverses raisons — d'adopter l'enfant en préférant le maintien du placement familial ou le placement en vue d'adoption dans une autre famille. Dans une telle éventualité, la décision de déplacer l'enfant n'est prise qu'après un examen concerté de l'ensemble de la situation (âge de l'enfant, durée du placement, attachement de l'enfant à son milieu nourricier) et de l'effet d'un changement éventuel. Dans le cas d'espèce soulevé par l'honorable parlementaire, la famille d'accueil, avertie très rapidement que l'enfant était devenu juridiquement adoptable, s'est toujours refusée à l'adopter. C'est le motif pour lequel l'enfant a été placé, en vue d'adoption avec toutes les précautions psychologiques et affectives nécessaires, dans une famille susceptible de l'adopter.

Accidents du travail (mutilés du travail).

2882. — 10 juin 1978. — M. Vincent Ansquer appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation actuelle des mutilés du travail. Les instances représentatives des intéressés demandent que : l'indemnité journalière d'accident du travail soit fixée à 100 p. 100 du salaire brut et que l'indemnité de maladie professionnelle ainsi que la pension d'invalidité (2^e catégorie) ne soit pas inférieure à 75 p. 100 du salaire de référence avec un minimum égal à 80 p. 100 du SMIC ; soit envisagée la possibilité du départ en retraite à cinquante-cinq ans pour les mutilés du travail atteints d'une incapacité d'au moins 50 p. 100 ; soit mise en œuvre une législation de réparation intégrale assortie du maintien des garanties actuelles assurant les présomptions d'origine ; le système de contentieux soit basé sur l'information, le dialogue et la conciliation avec recours à l'expertise judiciaire pour le règlement de tous les litiges médicaux. Les mutilés du travail souhaitent également que, dans le cadre de l'application de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées, les mesures incitant à l'insertion ou à la réinsertion des handicapés dans la société soient intensifiées, que les dispositions favorisant la vie sociale des intéressés, accessibilité aux logements et aux transports, par exemple, soient rapidement mises en œuvre et qu'une réforme des conditions d'appareillage soit mise à l'étude. S'agissant de ce dernier point, il conviendrait de créer un office national, organisme indépendant qui, assisté de commissions départementales dans lesquelles les handicapés siègeraient avec voix délibératives, assumerait les tâches de recherche, d'attribution, de contrôle technique et de surveillance des fabrications concernant tous les appareils de prothèse et d'orthopédie. M. Vincent Ansquer demande à Mme le ministre de la santé et de la famille la suite susceptible d'être réservée à ces légitimes revendications.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille précise à l'honorable parlementaire que le caractère forfaitaire des réparations accordées aux victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, qui est à la base du système actuel de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles est la contrepartie de la présomption d'imputabilité qui permet à ces victimes ou à leurs ayants droit de bénéficier de cette garantie quelle que soit la cause de l'accident et même si celui-ci résulte de sa propre faute, hormis le cas de faute intentionnelle ou de faute inexcusable. Ce régime indemnitaire procure aux intéressés des avantages d'un niveau plus élevé que celui des indemnités journalières et pensions prévues par l'assurance maladie. L'indemnité journalière actuelle est calculée sur le salaire journalier moyen obtenu en divisant le salaire gagné par la victime pendant la période de référence par le nombre de jours ouvrables contenus dans cette période dans la limite d'un plafond fixé depuis le 1^{er} janvier 1978 à 480 francs. Ladite indemnité étant servie pour tous les jours ouvrables ou non de la période d'incapacité temporaire, la victime reçoit en réalité une somme supérieure à la moitié puis aux deux tiers du salaire gagné pendant la période de référence. En outre, des avantages complémentaires peuvent être servis par l'employeur ou par des institutions de prévoyance, en vertu de l'article L. 494 du code de la sécurité sociale. C'est ainsi que le salaire peut être maintenu par l'employeur pendant la période d'incapacité temporaire, notamment en vertu d'une convention corrective soit en totalité, soit sous déduction des indemnités journalières de la sécurité sociale. D'autre part, la rente due en cas d'incapacité permanente est également calculée suivant une méthode répondant au caractère forfaitaire de l'indemnisation. Ce mode de calcul, qui bonifie la part du taux d'incapacité excédant 50 p. 100, permet d'élever le niveau de réparation pour les incapacités les plus importantes. Ainsi lorsque ce taux est fixé à 100 p. 100 la rente est égale à 100 p. 100 du salaire perçu avant l'accident. De plus, la rente déterminée conformément aux dispositions de l'article L. 453 du code de la sécurité sociale, se cumule sans aucune limite avec les rémunérations que la victime est susceptible de se procurer par son travail, notamment dans le cas où elle a bénéficié d'une mesure de rééducation professionnelle et a pu reprendre son ancien métier ou un nouveau. Par ailleurs, lorsque l'accident est imputable à un tiers, la victime conserve le droit aux termes de l'article L. 470 du code de la sécurité sociale de demander la réparation du préjudice subi, conformément aux règles du droit commun dans la mesure où ce préjudice n'est pas réparé en vertu de la législation sur les accidents du travail. De même, en cas de faute inexcusable de l'employeur, indépendamment de la majoration de rente qu'elle reçoit, la victime a le droit, en vertu de l'article L. 468 du code de la sécurité sociale, de demander à l'employeur devant la juridiction de sécurité sociale la réparation du préjudice causé par les souffrances physiques et morales qu'elle a endurées, de ses préjudices esthétiques et d'agrément ainsi que la réparation du préjudice résultant de la perte ou de la diminution de ses possibilités de promotion professionnelle. Dans ces éventualités, la victime en sus de sa rente

peut donc prétendre à une indemnisation complémentaire de nature à réparer intégralement le préjudice. La réforme suggérée par les instances représentatives des mutilés du travail supposerait un ajustement permanent des réparations et aurait donc pour effet de remettre en cause le système forfaitaire établi. Pour toutes ces raisons il ne semble pas au ministre de la santé et de la famille qu'il y ait lieu de s'orienter dans le sens d'une telle réforme. En ce qui concerne la possibilité de départ en retraite à cinquante-cinq ans, il est rappelé à l'honorable parlementaire que la pension de vieillesse du régime général de la sécurité sociale est attribuée au plus tôt à l'âge de soixante ans. A cet âge, la pension est calculée sur la base de 25 p. 100 du salaire annuel moyen des dix meilleures années, proportionnellement à la durée d'assurance. Ce taux est majoré de 5 p. 100 par année d'ajournement de la liquidation au-delà du sixtième anniversaire, pour atteindre, par exemple, 50 p. 100 à soixante-cinq ans. Mais, les pouvoirs publics ont pris de nombreuses mesures depuis plusieurs années, pour permettre à certaines catégories d'assurés de bénéficier dès l'âge de soixante ans, d'une pension de vieillesse calculée sur le taux de 50 p. 100, normalement applicable à soixante-cinq ans (ou entre soixante et soixante-cinq ans au titre de l'incapacité au travail). Ainsi, en application de la loi du 31 décembre 1971, qui a considérablement assoupli la notion d'incapacité au travail, la pension de vieillesse peut être calculée sur le taux de 50 p. 100, éventuellement dès l'âge de soixante ans, au profit de l'assuré qui n'est pas en mesure de poursuivre son activité sans nuire gravement à sa santé et dont la capacité de travail se trouve définitivement amputée d'au moins 50 p. 100. De même, la loi du 30 décembre 1975 concernant certaines catégories de travailleurs manuels soumis aux conditions de travail les plus rudes (travailleurs en continu, en semi-continu, à la chaîne, exposés à la chaleur des fours ou aux intempéries des chantiers, ainsi que les ouvrières mères de trois enfants) et la loi du 12 juillet 1977 relative aux femmes assurées totalisant trente-sept ans et demi d'assurance, permettent également aux intéressés qui satisfont aux conditions fixées par les lois précitées, d'obtenir éventuellement dès l'âge de soixante ans une retraite anticipée calculée sur le taux normalement applicable à soixante-cinq ans. (Toutefois, la loi du 12 juillet 1977 susvisée ne concernera, jusqu'au 31 décembre 1978, que les femmes âgées d'au moins soixante-trois ans). Ces récentes réformes — qui font suite à celles déjà intervenues en faveur des anciens déportés ou internés politiques ou de la Résistance et des anciens combattants et prisonniers de guerre — apportent une amélioration sensible en matière d'assurance vieillesse, mais il n'est pas envisagé, actuellement, d'accorder dès l'âge de cinquante-cinq ans une pension de vieillesse aux mutilés du travail atteints d'une incapacité d'au moins 50 p. 100, en raison des charges supplémentaires qui en résulteraient pour les actifs qui, dans un régime de répartition, tel le régime général, financent, par leurs cotisations, les prestations de vieillesse servies aux retraités. Les assurés qui n'ont pas atteint l'âge de soixante ans, ont d'ailleurs la possibilité de demander un examen de leurs droits éventuels à pension d'invalidité. S'agissant par ailleurs du contentieux de la sécurité sociale, la demande évoquée vise, en fait à confier aux juridictions de droit commun de la sécurité sociale les litiges qui relèvent, actuellement, des juridictions spécialisées dans le règlement des problèmes d'incapacité, d'invalidité ou d'incapacité au travail. Une réforme de cette nature, limitée à la réparation des accidents du travail des salariés du secteur agricole, a été réalisée en 1973. En raison des bouleversements considérables que provoquerait à l'évidence dans le fonctionnement même des juridictions de droit commun le traitement des affaires que connaissent les juridictions spécialisées — de l'ordre de 40 000 chaque année — et de la dégradation de la qualité du service rendu aux assurés qui s'ensuivrait inévitablement, une telle mesure, qui doit nécessairement être maîtrisée, ne paraît pas pouvoir être raisonnablement envisagée dans l'immédiat. Le ministre de la santé et de la famille s'attache en revanche à promouvoir les mesures propres à améliorer le fonctionnement des juridictions spécialisées. Enfin, les mesures tendant à favoriser l'insertion ou la réinsertion sociale et professionnelle des personnes handicapées — qui est l'un des objectifs majeurs de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées — se concrétisent progressivement, après que la quasi-totalité des textes réglementaires nécessaires eut été prise. Pour ce qui concerne l'insertion professionnelle au sens strict qui ne peut d'ailleurs se concevoir pour les personnes dont il s'agit, hors d'un accompagnement social, on peut citer : les textes relatifs au milieu de travail protégé (centre d'aide par le travail, atelier protégé, centre de distribution de travail à domicile) (décret du 31 décembre 1977 et décrets du 17 janvier 1975) ; les textes organisant la garantie de ressources prévue par la loi, tant en milieu protégé qu'en milieu ordinaire de production (décret du 28 décembre 1977) ; les textes visant à favoriser l'insertion en milieu ordinaire de production, soit par des aides à l'employeur, soit en adaptant les conditions de l'apprentissage à la situation des personnes handicapées (décret du 15 mars 1978). Relèvent de cette même optique, les textes organisant des centres de préorientation,

destinés à approfondir l'étude de la situation d'une personne handicapée, sur le plan de son reclassement, et à fonder les décisions des COTOREP (à la signature), et le décret du 25 janvier 1978 relatif aux équipes de préparation et de suite du reclassement, dont l'intitulé indique clairement les missions. Au sens large de l'insertion sociale, de nombreuses mesures ayant pour objet de modifier les conditions mêmes de l'accueil des personnes handicapées dans la société, ont été prises : nécessité de concevoir d'avance accessibles les bâtiments ouverts au public (décret du 1^{er} février 1978) et texte identique relatif aux logements collectifs (prêt à être soumis au Conseil d'Etat). De plus, des mesures sont en préparation pour étendre l'accessibilité aux bâtiments existants. Ces textes comportent des dispositions traitant des réseaux de transport. Création d'un comité de liaison pour le transport des handicapés, regroupant toutes les parties intéressées. Etudes en cours sur les problèmes d'utilisation de la voiture individuelle. Un texte est très avancé, qui traite des transports aériens, pour les personnes handicapées. Enfin, sur le point particulier de l'appareillage des handicapés, un projet de décret pour l'application de l'article 53 de la loi est actuellement soumis en contreseing des ministres concernés ; il doit améliorer les procédures administratives d'attribution et raccourcir sensiblement les délais de prise en charge.

Assurances maladie-maternité (exonération du ticket modérateur).

3598. — 23 juin 1978. — **M. Robert-Félix Fabre** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation de certains assurés sociaux bénéficiaires de l'exonération du ticket modérateur. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'accorder, non plus temporairement pour une durée allant de un à cinq ans, mais à titre définitif, le bénéfice des dispositions de l'article 286-1 du code de la sécurité sociale, aux titulaires d'une pension d'invalidité ou d'une pension de vieillesse substituée à une pension d'invalidité, lorsque ces invalides ont une situation médicale irréversible, afin de leur éviter de renouveler en permanence la demande de prolongation d'exonération.

Réponse. — Le décret n° 67-923 du 19 octobre 1967 prévoit, en application de l'article L. 286-1 II du code de la sécurité sociale, que les pensionnés d'invalidité et que les titulaires d'une pension de vieillesse substituée à une pension d'invalidité sont exonérés de toute participation en ce qui concerne les frais engagés pour eux-mêmes. La réglementation ne fixe aucune condition de durée pour le bénéfice de cette exonération. Toutefois celle-ci peut prendre fin si la pension d'invalidité est supprimée, celle-ci n'étant toujours concédée qu'à titre temporaire, sous réserve que l'assuré ne recouvre pas une capacité de travail ou de gain suffisante. Par contre, l'exonération présente, comme la prestation elle-même, un caractère définitif lorsqu'elle est attachée au bénéfice d'une pension de vieillesse substituée à une pension d'invalidité. Il n'y a donc pas lieu de modifier la disposition en vigueur. Si l'honorable parlementaire avait connaissance de cas particuliers ne correspondant pas aux règles qui viennent d'être rappelées, il conviendrait qu'il le signale plus spécialement.

Sécurité sociale minière (accidents du travail).

4155. — 8 juillet 1978. — **M. Alain Hautecour** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les procédures de révision des rentes « accidents du travail » dans les organismes de la sécurité sociale minière, qui semblent appliquées de manière contestable dans certaines régions comme les Houillères du Bassin de Provence. Il lui demande de bien vouloir lui préciser les modalités de procédures de révision et des contrôles médicaux destinés à fixer le montant des rentes « accidents du travail », en lui indiquant en particulier s'il existe une limite à la fréquence de ces procédures.

Réponse. — Pour le personnel des Houillères du Bassin de Provence victime d'un accident du travail, la procédure de révision des rentes est semblable à celle du régime général de la sécurité sociale, et il est effectivement prévu une limite à la fréquence des contrôles médicaux et des révisions des taux d'incapacité permanente partielle. La révision de la rente peut intervenir soit à l'initiative de l'union régionale des sociétés de secours minières du Sud-Est, soit à celle de la victime ou de ses ayants droit, dès lors qu'une modification a été constatée dans l'état de la victime, dont la première constatation médicale est postérieure à la date de guérison apparente ou de consolidation de la blessure (art. L. 489 du code de la sécurité sociale). En effet, postérieurement à cette date, l'union régionale peut faire procéder par un de ses médecins conseils à des examens de contrôle de la victime. Ces examens ont lieu à intervalles de trois mois au cours des deux premières années et d'un an après l'expiration de ce délai (art. 129, premier alinéa du décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946). Chaque nouvelle fixation des réparations motivée par une aggravation ou une atténuation de l'infirmité ou par le décès de la victime fait

l'objet d'une décision du conseil d'administration de l'union régionale, après avis du médecin conseil (art. 128, alinéa 6 du décret du 31 décembre 1946). Les assurés peuvent contester chaque décision et la porter en première instance devant la commission régionale, puis en appel devant la commission nationale technique, et éventuellement devant la Cour de cassation. Les droits des assurés sociaux sont donc préservés par ces dispositions législatives et réglementaires.

Assurances invalidité-décès (capital décès).

4775. — 29 juillet 1978. — **M. Didier Julia** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** qu'aux termes de l'article L. 364 du code de la sécurité sociale le capital décès peut être versé, à défaut de conjoint survivant ou de descendant, aux ascendants. Ce capital est réparti à parts égales entre les bénéficiaires. Il lui expose à ce propos le cas d'un jeune homme décédé des suites d'un accident de la route et dont le père a disparu du domicile conjugal quatre mois avant sa naissance. Le père n'a jamais donné signe de vie, ni, en aucun cas, assumé les charges d'éducation et d'entretien de cet enfant. Malgré tout, la mère de ce jeune homme ne pourra percevoir que la moitié du capital et ne pourra prétendre à la part revenant au père que si celui-ci n'en sollicite pas le paiement. Il lui demande si ces dispositions ne lui paraissent pas relever d'un illogisme total et si des mesures ne lui semblent pas s'imposer, afin que, dans des situations telles que celle qu'il lui a exposée, le droit au capital décès soit prévu en totalité au bénéfice du parent ayant assumé, seul, la charge de l'enfant décédé.

Réponse. — L'article L. 364 du code de la sécurité sociale prévoit que le capital décès est versé en priorité à la personne qui était à la charge effective, totale et permanente de l'assuré au moment de son décès. Si aucune priorité n'est invoquée dans le délai d'un mois suivant le décès de l'assuré, le capital décès est versé à son conjoint, ou à défaut aux descendants ou aux ascendants. En cas de pluralité d'ascendants, l'article 66, paragraphe 2, du règlement intérieur des caisses primaires d'assurance maladie précise que le capital décès doit être réparti entre eux par parts égales. La réglementation fixe donc les règles d'attribution de cette prestation et il ne convient pas pour les caisses de prendre en considération les relations de fait qui existent entre l'assuré et les bénéficiaires. Dans la situation évoquée par l'honorable parlementaire, la mère du jeune homme décédé ne paraissant avoir invoqué aucune priorité dans le délai d'un mois suivant la date du décès de son fils, celle-ci ne pouvait donc pas être considérée comme étant la seule personne à la charge de son fils au moment de son décès. En conséquence, si l'intéressée ne pouvait pas être reconnue comme étant à la charge de l'assuré décédé, il n'y avait pas lieu de prévoir l'attribution de l'intégralité du capital décès en sa faveur.

Dispensaires

(association des déportés et internés résistants et patriotes à Paris).

4873. — 29 juillet 1978. — **M. Jacques Brunhes** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation qui est faite au dispensaire de l'association des déportés et internés résistants et patriotes, situé 10, rue Leroux, à Paris (16^e). Il lui fait remarquer que ce dispensaire de médecine sociale sans but lucratif créé par l'association lors du retour des camps de concentration et répondant à un besoin indispensable à la santé des rescapés de la mort lente a rendu depuis lors et rend encore d'immenses services. Il constate que pour maintenir son existence, les déportés et internés ont consenti d'importants sacrifices financiers tout particulièrement dans les dix dernières années en augmentation constante. Il souligne que dans la situation actuelle la fermeture du dispensaire ne pourra être évitée à court terme qu'aux conditions suivantes : a) revalorisation substantielle des lettres-clés ; b) suppression totale des abattements sur le prix des actes ; c) prise en charge par la sécurité sociale des frais administratifs occasionnés par l'application du tiers payant. Il lui demande donc quelles dispositions elle compte prendre pour donner le moyen de vivre à ce dispensaire dont la survie est ressentie par les anciens déportés et internés comme une absolue nécessité en raison de la qualité et de la spécificité des soins prodigués.

Réponse. — Les difficultés rencontrées par le dispensaire de la fédération des déportés et internés résistants et patriotes sis 10, rue Leroux, à Paris (16^e) ont retenu toute l'attention du ministre de la santé et de la famille qui a procédé, avec le président de ladite fédération, à un examen approfondi de la situation. Parallèlement une enquête était réalisée à la demande du ministre par les services de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales pour étudier les conditions particulières de fonctionnement de ce dispensaire. Compte tenu de l'attachement que manifestent les déportés et internés à ce dispensaire, il a été demandé à l'inspection générale des affaires sociales de procéder à une nouvelle enquête.

Assurance maladie-maternité (lunettes).

5055. — 5 août 1978. — M. Pierre Juquin expose à Mme le ministre de la santé et de la famille que l'opération de la cataracte doit être, en règle générale, suivie du port de lunettes spéciales dont chaque verre coûte plus de 1 000 francs. A l'heure actuelle un patient ne peut être remboursé que s'il obtient une allocation spéciale de la sécurité sociale. Il en résulte de gros inconvénients pour les personnes les plus démunies, essentiellement des personnes âgées. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre dans le cadre de l'exercice budgétaire 1979, pour que cette prothèse soit considérée comme suite normale d'opération et prise en charge à 100 p. 100 par la sécurité sociale.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que l'intervention chirurgicale de la cataracte consistant en l'extraction du cristallin dans sa capsule, est suivie effectivement par le port de verres remplaçant le cristallin. Trois stades différents sont à envisager à la suite de cette intervention. Pendant la durée de l'hospitalisation et immédiatement après l'intervention chirurgicale, l'ophtalmologiste pose des verres en matière organique dont le coût est de 120 francs environ mais qui sont inscrits au tarif interministériel des prestations sanitaires (rubrique: verres en matière organique) et fournis aux opérés sans supplément de prix à leur charge. Après la sortie de l'hôpital et pendant six semaines l'opéré porte des verres dits de « réfraction provisoire » prescrits par l'ophtalmologiste mais qui sont la propriété de l'opticien. Enfin, les verres définitifs sont fournis par l'opticien et sont portés en général pendant un an. Ces derniers verres sont acquis par le malade et leur prix varie selon les cas: cas simple, environ 150 francs; cas plus complexe, environ 300 francs. La somme de 1 000 francs évoquée par l'honorable parlementaire inclut certainement le prix des montures qui fait actuellement l'objet d'études de la part des services concernés. Cependant, il est actuellement difficile de fixer un terme précis à l'achèvement de ces travaux. Dans l'immédiate, les caisses gardent toute possibilité d'intervenir sur leur fonds d'action sanitaire et sociale en faveur des assurés dont la situation le justifie.

Assurances maladie-maternité (frais de déplacement de la tierce personne accompagnant un curiste).

5668. — 2 septembre 1978. — M. Maurice Tissandier expose à Mme le ministre de la santé et de la famille que le remboursement de frais de déplacement engagés par la tierce personne accompagnant un curiste est soumis à des conditions apparemment peu justifiables. En effet, il n'est tenu compte que du prix du billet de 2^e classe SNCF effectivement acheté. Si le déplacement est effectué en automobile personnelle, par exemple, aucun remboursement n'est considéré comme exigible. Il demande si ces mesures peuvent être prises afin que les intéressés aient droit à remboursement de billet de 2^e classe SNCF, et cela quel que soit le moyen de transport effectivement utilisé.

Réponse. — La prise en charge des frais de transport des personnes qui effectuent une cure thermale est soumise à des règles précises. En effet, l'article 71-1 du règlement intérieur modèle des caisses primaires d'assurance maladie annexé à l'arrêté du 19 juin 1947 modifié prévoit que « les caisses de sécurité sociale accordent à leurs affiliés et à leurs ayants droit une participation forfaitaire aux frais de cure thermale exposés par eux sous la forme des prestations supplémentaires suivantes: a) participation aux frais de séjour dans la station; b) remboursement des frais de déplacement des bénéficiaires de la cure et, éventuellement, de la personne accompagnant le malade lorsque celui-ci ne peut se déplacer sans l'assistance d'un tiers en raison de son jeune âge ou de son état de santé ». A cet égard, pour l'année 1978, l'arrêté du 10 mars 1978 précise que les prestations supplémentaires susvisées « sont accordées aux assurés sociaux et à leurs ayants droit bénéficiaires d'une prise en charge pour cure thermale après accord préalable de la caisse, lorsque le total des ressources de toute nature de l'assuré, de son conjoint, de ses enfants à charge et de ses ascendants vivant au foyer de manière habituelle et se trouvant au moins en partie à la charge de l'assuré, est inférieur à 40 000 F pour l'année 1977, ce chiffre étant majoré de 50 p. 100 pour le conjoint et de 50 p. 100 pour chacun des enfants, des ascendants et des autres ayants droit à charge au sens de l'article L. 285 du code de la sécurité sociale ». Il résulte de ces dispositions qu'une personne ayant effectué une cure en 1978 a bénéficié des prestations supplémentaires susvisées s'il a disposé en 1977 de ressources égales au maximum à 60 000 F pour un ménage sans enfant et 100 000 F pour un ménage ayant deux enfants à charge. Ces dispositions permettent donc à un nombre important de curistes de bénéficier de la prise en charge de leurs frais de transport. S'agissant du niveau de la prise en charge, il est précisé à l'honorable parlementaire que les frais de transport en cas de cure thermale supportent un

ticket modérateur de 30 p. 100, ainsi d'ailleurs qu'il est de règle pour les autres cas de transports sanitaires. Les personnes bénéficiaires de cette prise en charge, et éventuellement leur accompagnateur, se voient donc rembourser 70 p. 100 du tarif seconde classe SNCF aller-retour, du domicile de l'assuré à la station, sans pouvoir toutefois dépasser le montant des dépenses réellement effectuées; cette condition se justifie par la nécessité de prévenir d'éventuels abus. L'assuré — ainsi que son éventuel accompagnateur — bénéficie donc de la possibilité d'opter pour le moyen de transport de son choix, étant entendu que les dépenses effectuées à cette occasion seront prises en charge, après justification, sur la base des frais réellement engagés, sans pouvoir excéder la somme qu'aurait coûté le voyage en deuxième classe SNCF. Ce système, qui permet d'offrir le bénéfice de la prestation en cause à un nombre important d'assurés tout en prévenant d'éventuels abus semble satisfaisant, et il n'est pas envisagé de le modifier.

Assurances sociales des non-salariés (situation des ressortissants de ce régime).

6081. — 16 septembre 1978. — M. Pierre Welsenhorn appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des ressortissants des professions non salariées. Il souhaiterait que puissent être prises en leur faveur les mesures suivantes: 1^o a) exonération totale des cotisations à l'assurance maladie pour les retraités du régime non salarié des artisans, des commerçants et des exploitants agricoles; b) alignement des prestations de l'assurance maladie sur le régime général; 2^o application du « liers payant » aux retraités non salariés; 3^o paiement d'indemnités journalières aux non-salariés en cas d'arrêt d'activité par suite de maladie; 4^o attribution de la pension d'invalidité à l'épouse de l'artisan, du commerçant et de l'exploitant agricole lorsque celle-ci participe aux travaux de l'exploitation; 5^o alignement du calcul des pensions d'invalidité de tous les régimes non salariés agricoles et non agricoles sur celui du régime général de la sécurité sociale et relèvement substantiel des pensions déjà liquidées. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qui seront prises en faveur de ces catégories professionnelles.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille suit avec une attention toute particulière les problèmes de la protection sociale des travailleurs non salariés des professions non agricoles. Dans le cadre de l'harmonisation du régime d'assurance maladie obligatoire des travailleurs non salariés avec le régime général d'importantes mesures ont été prises, depuis le 27 décembre 1973, en faveur des retraités ou invalides dont les ressources sont modestes. C'est ainsi que d'ores et déjà, les deux tiers environ des travailleurs indépendants retraités ou invalides sont dispensés du versement d'une cotisation, à savoir: les retraités ou invalides bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité dont les cotisations sont prises en charge par le budget de l'Etat, d'une part, et les retraités, ainsi que les conjoints titulaires d'une pension de réversion et, depuis le 1^{er} avril 1978, les titulaires d'une pension d'invalidité dont les ressources déclarées n'excèdent pas un plafond régulièrement relevé, d'autre part. Fixés le 1^{er} avril 1974 à 7 000 francs pour un assuré seul et 11 000 francs pour un assuré marié, ces plafonds atteignent respectivement, depuis le 1^{er} octobre 1978, 22 500 francs et 27 500 francs. En outre, les retraités qui sont encore soumis à l'obligation de cotiser et dont les revenus excèdent de 10 000 francs au maximum les plafonds précités bénéficient, depuis le 1^{er} avril 1978 également, de mesures tendant à atténuer l'effet de seuil. Elles concernent près des deux tiers des retraités non exonérés. Par ailleurs, tout un ensemble de dispositions légales et réglementaires récentes ont amélioré les prestations servies par le régime. Elles ont eu, notamment, pour effet de permettre la prise en charge des hospitalisations d'une durée inférieure à trente et un jours à 80 p. 100 comme dans le régime général au lieu de 70 p. 100 précédemment, le taux de 100 p. 100 restant, bien entendu, applicable dès le premier jour pour les frais engagés à l'occasion de tout acte ou série d'actes chirurgicaux effectués pendant l'hospitalisation, lorsque leur coefficient global est égal ou supérieur à 50. D'autre part, en cas de maladie longue et coûteuse, tous les médicaments prescrits dans le cadre de son traitement sont, depuis lors, remboursés à 100 p. 100 au lieu de 80 p. 100 pour les médicaments dits « irremplaçables » et 50 p. 100 pour les autres médicaments. En outre, de nouvelles mesures récentes permettent un meilleur remboursement de certains actes médicaux et la prise en charge à 100 p. 100 de la surveillance médicale préventive des enfants jusqu'à six ans. S'agissant du liers payant, le principe général posé par la législation de l'assurance maladie dans la plupart des régimes est que l'assuré doit, sauf exception, faire l'avance des frais, à charge pour la caisse de lui rembourser la part qu'elle garantit. Toutefois, les éventualités dans lesquelles les ressortissants du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles bénéficient d'un système de liers payant ne sont pas négligeables: c'est généralement le cas pour les hospitalisations, et, tout récemment,

pour les soins donnés aux personnes âgées dans les maisons de retraite, ou à domicile dans le cadre de conventions passées entre les caisses et des associations ou services de soins à domicile. Il convient de rappeler que l'attribution d'indemnités journalières aux travailleurs indépendants a déjà été examinée dans le cadre de l'harmonisation des différents régimes de base obligatoires légaux de sécurité sociale mais les études faites à ce sujet ont notamment révélé que l'octroi des prestations en espèces imposerait aux ressortissants du régime une augmentation corrélative des cotisations qui n'a pas paru souhaitable aux intéressés. Il est précisé à l'honorable parlementaire que seuls, les régimes de base d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales ont été alignés sur le régime général de sécurité sociale des travailleurs salariés, en application de la loi n° 72-554 du 3 juillet 1972 et non les régimes d'assurance invalidité. De même, la loi n° 74-1094 du 24 décembre 1974 relative à la protection sociale commune à tous les Français et instituant une compensation entre régimes de base de sécurité sociale obligatoire ne vise que les trois branches assurance maladie-maternité, vieillesse et prestations familiales et non l'assurance invalidité. Une couverture plus large sur le plan de l'assurance invalidité, voire une harmonisation avec le régime général, impliquerait le paiement de cotisations supérieures à celles que les représentants des organisations autonomes d'assurance vieillesse des non-salariés ont jugé souhaitables lorsqu'ils ont demandé l'institution de régimes d'assurance invalidité-décès en faveur de leurs ressortissants. En tout état de cause, l'agissant de régimes créés en application de l'article L. 663-11 du code de la sécurité sociale (ou, pour les professions libérales, de l'article L. 659) à l'initiative des organisations autonomes intéressées elles-mêmes, il n'appartient pas au Gouvernement de leur imposer d'autorité des charges nouvelles. Il est rappelé toutefois à l'honorable parlementaire que d'importantes améliorations sont intervenues en ce domaine au cours des dernières années, en faveur des professions artisanales, industrielles et commerciales. C'est ainsi que les professions industrielles et commerciales, qui ne disposaient jusque-là d'aucune garantie, ont décidé la création d'un régime obligatoire d'assurance invalidité-décès qui a été institué par le décret n° 75-19 du 8 janvier 1975. Quant aux professions artisanales, leur régime, institué en 1963, a été profondément modifié depuis 1975 (décret n° 75-969 du 16 octobre 1975 et arrêtés du 17 décembre 1975 et du 19 septembre 1977) dans le sens d'une harmonisation avec le régime général, notamment par le paiement de prestations en cas d'invalidité totale temporaire (et non plus seulement définitive) et calculées non plus forfaitairement, mais d'après les revenus professionnels des intéressés. Une nouvelle étape dans cette voie sera franchie au 1^{er} janvier 1979 car, à compter de cette date, le régime des artisans doit servir des prestations d'un niveau équivalent à celles du régime général dans le cas d'invalidité totale. Les modalités d'application de cette importante amélioration sont en préparation, de même qu'un projet de relèvement du montant forfaitaire des pensions d'invalidité des industriels et commerçants. Diverses améliorations ont également été apportées au cours des dernières années aux divers régimes d'assurance invalidité-décès dont bénéficient la plupart des professions libérales.

Pensions d'invalidité (invalides du travail).

6085. — 16 septembre 1978. — M. Pierre Weisenhorn expose à Mme le ministre de la santé et de la famille que les revendications suivantes, qui lui paraissent justifiées, lui ont été soumises par une organisation représentative des invalides du travail. Ils souhaitent : 1° la fixation du taux de la pension d'invalidité à 40 p. 100 du salaire annuel moyen des dix meilleures années en première catégorie et à 60 p. 100 en deuxième catégorie avec un minimum égal à 90 p. 100 du SMIC ; 2° l'attribution de la bonification pour enfants et de la majoration pour conjoint à charge ; 3° l'instauration d'un régime de rentes complémentaires obligatoires d'invalidité pour toutes les professions salariées ; 4° la suppression de la réduction de la pension d'invalidité en cas d'hospitalisation ou de cure ; 5° la suppression de la limite de cumul à concurrence du salaire catégoriel pour les invalides qui perçoivent par ailleurs une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle ou une pension d'invalidité de guerre ; 6° la modulation de la majoration pour tierce personne (troisième catégorie) en plusieurs paliers suivant le degré de la nécessité d'une aide constante d'une tierce personne ; 7° l'attribution de l'allocation de logement à l'invalidé de première catégorie ; 8° la réduction du tarif SNCF pour les invalides titulaires de la carte d'invalidité comme pour les invalides de guerre ; 9° la révision des pensions d'invalidité liquidées avant le 1^{er} novembre 1974 sur l'ancienne base du salaire annuel moyen des dix dernières années. Il lui demande quelle est sa position à l'égard des suggestions qu'il vient de lui présenter.

Réponse. — 1° Des améliorations sensibles ont été apportées dans le mode de calcul des pensions d'invalidité au cours de ces dernières années. C'est ainsi que les pensions sont désormais revalorisées deux fois par an, au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de

chaque année. Par ailleurs, depuis l'intervention du décret n° 74-820 du 25 septembre 1974, les pensions d'invalidité sont calculées en tenant compte des dix années d'assurance dont la prise en considération est la plus avantageuse pour l'assuré. Compte tenu de la situation financière actuelle du régime général de la sécurité sociale, il n'est pas possible de prévoir un relèvement des taux de pension en vigueur en matière d'assurance invalidité ; 2° le Gouvernement s'est engagé à assurer un revenu minimal garanti à l'ensemble des familles comportant au moins trois enfants à charge. Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de retenir le principe d'une majoration pour charges de famille en faveur des pensionnés d'invalidité. Le cas des intéressés sera examiné dans le cadre des mesures arrêtées par le Gouvernement en vue d'améliorer la situation des familles ; 3° les régimes d'invalidité complémentaires de la sécurité sociale, qui sont régis par l'article L. 4 du code de la sécurité sociale, sont des régimes de droit privé dont les règles sont établies librement par les partenaires sociaux. Les pouvoirs publics ne sont donc pas habilités à modifier les règles qu'ils appliquent. Lorsque ces régimes constituent une partie d'une convention collective de travail, ils peuvent être étendus par le ministre du travail et de la participation conformément aux dispositions des articles L. 133-1 et suivants du code du travail. Ils sont alors obligatoires pour toutes les entreprises comprises dans leur champ d'application professionnel et territorial ; 4° la pension d'invalidité est réduite en cas d'hospitalisation ou de cure, en application des dispositions de l'article L. 321 du code de la sécurité sociale, en fonction des charges de famille. La justification de la réduction apparaît dans le fait que lorsque l'assuré est hospitalisé, l'assistance nécessaire à sa subsistance lui est fournie par l'hôpital. En conséquence, il n'apparaît pas justifié de continuer à servir dans ce cas l'intégralité de la pension d'invalidité ; 5° conformément aux dispositions des articles L. 384 et L. 391 du code de la sécurité sociale, l'assuré titulaire d'une pension militaire ou d'une rente d'accident du travail, dont l'état d'invalidité vient à s'aggraver, peut bénéficier d'une pension d'invalidité servie par le régime général, si le degré total d'incapacité est au moins des deux tiers. Le total des deux avantages ne peut toutefois, en aucun cas, excéder le salaire perçu par un travailleur valide de la même catégorie professionnelle. Les plafonds de cumul existent en matière d'assurance invalidité quelle que soit la nature du second avantage que peut percevoir par ailleurs l'invalidé. Il en est de même lorsque celui-ci reprend une activité salariée ou non salariée, la pension ne pouvant alors être cumulée avec le salaire ou le revenu non salarié que dans une certaine limite. L'existence des règles de cumul s'explique par le fait qu'il semblerait inéquitable qu'un pensionné d'invalidité bénéficie, par totalisation de la pension et d'un autre avantage ou de revenus professionnels, de ressources supérieures à celles acquises par un travailleur de la même catégorie professionnelle que celle à laquelle il appartenait au moment de la survenance de son état d'invalidité. Il n'y a donc pas lieu de modifier sur ce point la réglementation en vigueur au profit d'une catégorie particulière de pensionnés ; 6° les problèmes posés par la modulation éventuelle de la majoration pour assistance d'une tierce personne en fonction du degré de sujétion imposée par l'invalidé à son entourage font actuellement l'objet d'un examen approfondi au sein des services ministériels ; 7° s'agissant de l'allocation de logement à caractère social, il est précisé à l'honorable parlementaire que cette prestation peut être attribuée, sous réserve qu'elles remplissent les autres conditions d'ouverture du droit, aux personnes atteintes d'une incapacité permanente au moins égale à 80 p. 100. Les handicapés dont l'incapacité permanente est inférieure à ce taux peuvent néanmoins obtenir cette allocation s'ils sont dans l'impossibilité reconnue par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel prévue à l'article L. 323-11 du code du travail de se procurer un emploi. La saisine de ladite commission appartient aux caisses d'allocations familiales ; 8° cette question relève de la compétence de M. le ministre des transports qui a été saisi de la proposition formulée par l'honorable parlementaire ; 9° la date d'application du décret n° 74-820 du 25 septembre 1974 portant réforme du mode de calcul des pensions d'invalidité a été expressément fixée aux pensions prenant effet à compter du premier jour du mois suivant la date de sa publication au Journal officiel, soit le 1^{er} novembre 1974. En raison du principe de la non-rétroactivité des textes réglementaires, il a été rappelé à diverses reprises que les dispositions du décret du 25 septembre 1974 ne pouvaient s'appliquer aux pensions d'invalidité liquidées préalablement à cette date.

Formation professionnelle (protection sociale des stagiaires des centres FPA).

6298. — 23 septembre 1978. — Mme Marcel Rigout attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le fait suivant : les personnes effectuant un stage de formation professionnelle dans un centre FPA et qui durant celui-ci sont victimes d'un acci-

dent du travail ne bénéficient pas des mêmes avantages que les salariés en activité. Il lui demande s'il ne conviendrait pas de prendre des mesures pour permettre à ces stagiaires victimes d'un accident du travail de bénéficier des mêmes avantages que les salariés.

Réponse. — Aux termes de l'article L. 980-4 du code du travail, l'ensemble des stagiaires de la formation professionnelle continue, à l'exception des fonctionnaires de l'Etat et des agents titulaires des collectivités locales qui restent régis par les dispositions qui leur sont propres, bénéficient de la législation de sécurité sociale relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles. Qu'ils perçoivent ou non une rémunération pendant leur stage, l'ensemble des stagiaires de formation professionnelle continue bénéficient des prestations en nature et des rentes prévues par le livre IV du code de la sécurité sociale. Seuls les stagiaires rémunérés ont droit, pour la période d'incapacité temporaire consécutive à l'accident ou à la maladie professionnelle, à une indemnité journalière calculée sur la base de leur rémunération ou, si celle-ci lui est inférieure, sur la base du salaire minimum de la catégorie, de l'échelon ou de l'emploi qualifié dans laquelle ou lequel ils auraient été classés à l'issue de leur stage (art. 3, alinéa 2, du décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946). Les stagiaires qui ne sont pas rémunérés ne peuvent percevoir l'indemnité journalière, l'arrêt de travail consécutif à l'accident n'entraînant pour eux aucune perte de gain. En revanche, l'ensemble des stagiaires bénéficient, en cas d'incapacité permanente résultant des conséquences de l'accident, d'une rente calculée soit sur la base de leur rémunération réelle, soit sur la base du salaire minimum défini ci-dessus, pour ce qui concerne les stagiaires non rémunérés et les stagiaires percevant une rémunération inférieure à ce salaire. Il convient de préciser que, lorsque les stagiaires sont atteints d'une incapacité permanente d'un taux au moins égal à 10 p. 100, la rente qui leur est servie ne peut être calculée sur un salaire inférieur au salaire minimum défini par l'article L. 452 du code de la sécurité sociale et fait l'objet des revalorisations prévues par ce texte. A l'heure actuelle, le salaire minimum est de 38 763,07 francs.

Sécurité sociale (cotisations).

7007. — 10 octobre 1978. — **M. François Léotard** attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur divers problèmes ayant trait aux fonctionnaires retraités: 1° tout d'abord il évoquera le problème des retenues au titre des prestations maladie de sécurité sociale effectuées sur les pensions de retraite des fonctionnaires civils et militaires alors que les salariés du secteur privé en sont dispensés. Si cette différence de régime pouvait s'expliquer lorsque les salariés du secteur privé n'avaient souvent pour toute retraite que celle du régime général de sécurité sociale, donc d'un montant inférieur à la retraite perçue par les fonctionnaires, il en est autrement depuis la création des régimes complémentaires de retraite. Par souci d'une plus grande égalité entre les fonctionnaires et les salariés du secteur privé, il lui demande s'il serait envisageable d'astreindre les retraités du secteur privé au versement d'une cotisation de sécurité sociale analogue à celle des fonctionnaires, soit au taux de 2,25 p. 100, et ce dans la limite du plafond de sécurité sociale. 2° En outre, il lui demande si une mesure analogue ne pourrait pas être appliquée à certaines catégories de chômeurs, comme par exemple les salariés en chômage technique qui perçoivent parfois jusqu'à 90 p. 100 du salaire qui leur était alloué quand ils étaient en activité. 3° Enfin, la situation des épouses de militaires ayant des droits propres à pension de vieillesse du régime général de sécurité sociale est évidemment privilégiée. Dès lors que leurs droits à pension sécurité sociale sont liquidés, elles cessent de bénéficier des prestations maladie du régime de leur mari pour être obligatoirement prises en charge par le régime général. C'est de ce régime qu'elles recevront les prestations maladie sans qu'aucune retenue ne soit opérée sur leur pension. Ainsi le régime général prend en charge des remboursements qui devraient rester à la charge du régime militaire puisque celui-ci perçoit les retenues versées par le mari. De plus, en cas de décès du mari, le régime de sécurité sociale militaire bénéficie de la retenue opérée sur la pension de réversion. Or il n'effectuera jamais aucun remboursement puisque ceux-ci incombent obligatoirement au régime général qui ne perçoit par contre aucune cotisation. Au vu de ces anomalies, il lui demande quelles mesures pourraient être envisagées pour l'amélioration de cette situation en faveur des fonctionnaires retraités et par l'harmonisation entre les différents régimes de sécurité sociale.

Réponse. — Une retenue de 2,25 p. 100 est en effet précomptée, dans la limite du plafond, sur les pensions des fonctionnaires et des militaires au titre de l'assurance maladie, alors que les retraités du régime général ne supportent aucune cotisation similaire. Les fonctionnaires et les militaires relèvent toutefois de régimes spéciaux de sécurité sociale pour lesquels le taux de la cotisation d'assurance maladie appliqué aux actifs est, à prestations identiques,

inférieur à celui des salariés du régime général. De plus, certains accessoirs de la rémunération ne donnent pas lieu à cotisation, et l'âge de départ en retraite est souvent plus précoce que dans le régime général. Néanmoins, lorsque le titulaire de plusieurs pensions relève de l'assurance maladie du régime général de sécurité sociale, le précompte effectué sur la pension du code des pensions civiles et militaires de retraite est supprimé. Dans le cas particulier de la veuve d'un militaire simultanément titulaire d'une pension de réversion et d'un avantage personnel dans le régime général, évoqué par l'honorable parlementaire, l'affiliation à l'assurance maladie du régime général et la suppression corrélatrice du précompte résultent des dispositions combinées des articles 1 et 2 du décret n° 52-1055 du 12 septembre 1952 modifié. Au demeurant, le principe de l'institution d'une cotisation d'assurance maladie sur les retraites servies par le régime général de la sécurité sociale est déjà inscrit dans la loi, aux articles L. 354 du code de la sécurité sociale et 13 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967. La mise en œuvre de ce principe a été jusqu'à présent différée en raison de la modicité des pensions servies par le régime général à l'origine. La révision récente des règles de liquidation et de revalorisation des pensions, ainsi que la généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés réalisées par la loi n° 72-1223 du 23 décembre 1972, ont profondément modifié la situation pécuniaire des intéressés dont la carrière permet aujourd'hui, le plus souvent, de faire valider le maximum de trimestres d'assurance pris en compte. En conséquence, le Parlement sera prochainement saisi d'un projet de loi tendant à actualiser les dispositions précitées, de manière à prendre en considération la situation nouvelle ainsi créée. En ce qui concerne les revenus de remplacement servis aux salariés privés d'emploi, l'absence de cotisation précomptée sur ces revenus s'explique essentiellement par le caractère alimentaire que revêtent ces indemnités à l'origine. Le développement de l'assurance chômage a profondément modifié la situation pécuniaire des travailleurs privés d'emploi et, notamment, des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire d'attente, qui ne représentent toutefois qu'une petite minorité des chômeurs indemnisés. Le Parlement a néanmoins entendu exonérer, jusqu'à présent, ces allocations de cotisations de sécurité sociale, par une disposition expresse insérée à l'article L. 352-3 du code du travail.

Départements d'outre-mer

(allocation spéciale vieillesse des personnes non salariées).

7408. — 16 octobre 1978. — **M. Pierre Lagourgue** rappelle à Mme le ministre de la santé et de la famille que l'allocation spéciale vieillesse des personnes non salariées n'est pas encore en vigueur dans les départements d'outre-mer. De ce fait, les personnes âgées relevant de ce régime ne perçoivent que le fonds national de solidarité plafonné à 5 892 francs français annuellement. Pour que les personnes âgées de la Réunion puissent dans leurs dernières années mener une vie très modeste, mais décente, il serait nécessaire que la loi n° 52-599 du 10 juillet 1952 relative à l'allocation et au fonds spécial soit étendue aux départements d'outre-mer. C'est une mesure de justice sociale, qui ne ferait que traduire dans les faits les promesses du Président de la République. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir envisager cette extension en faveur d'une catégorie sociale dont les espoirs de vie sont limités et qui bénéficieraient ainsi de la solidarité nationale comme leurs contemporains vivant en métropole.

Réponse. — L'attention de l'honorable parlementaire est attirée sur le fait que la situation des personnes âgées résidant dans les départements d'outre-mer se trouve améliorée depuis l'intervention de la loi du 3 janvier 1975, puisque les personnes intéressées peuvent obtenir, même lorsqu'elles ont une faible durée d'assurance, une pension proportionnelle de vieillesse, éventuellement portée au minimum ou à une fraction du minimum de pension. En sus de cet avantage, elles peuvent obtenir l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité, lorsqu'elles sont démunies de ressources. De même, l'extension du régime général de l'assurance vieillesse aux travailleurs non salariés non agricoles des départements d'outre-mer doit permettre aux assurés de ces catégories professionnelles de bénéficier désormais de prestations d'assurance vieillesse auxquelles peut également s'ajouter, sous conditions de ressources, l'allocation supplémentaire du FNS. A cet égard, le décret n° 75-1098 du 25 novembre 1975 a pris, en faveur des artisans, industriels et commerçants des départements en cause, des dispositions d'adaptation destinées à faciliter le versement des cotisations d'assurance vieillesse par les intéressés qui bénéficieront à titre transitoire, à partir du 1^{er} janvier 1976, d'un important abattement sur le revenu professionnel servant de base au calcul de ces cotisations. Il n'est pas envisagé actuellement de procéder à une modification de la législation dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire.

Handicapés (Orne : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel).

7455. — 19 octobre 1978. — M. Francis Geng expose à Mme le ministre de la santé et de la famille que dans le département de l'Orne la mise en application de la loi d'orientation en faveur des handicapés a nécessité le recrutement d'un certain nombre d'agents contractuels auprès de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) pour assurer l'instruction des dossiers qui lui sont soumis. Les contrats de ces personnels devant arriver prochainement à expiration, l'inquiétude se fait jour de voir le bon fonctionnement de cette commission remis en cause par manque d'effectif. Il lui demande quelle mesure elle entend prendre pour remédier à ces difficultés et assurer le renouvellement des contrats.

Réponse. — En raison du nombre élevé de dossiers soumis à l'examen des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel chargées, aux termes de l'article 14 de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées, d'apprécier si l'état des personnes handicapées justifie l'attribution d'allocations et de se prononcer sur leur orientation et les mesures propres à assurer leur reclassement, ainsi que de l'importance des travaux d'exécution qui en résulte, les effectifs des secrétariats ont dû être sensiblement accrus. A cet effet, il a été procédé à un recrutement considérable de personnel, et notamment d'agents vacataires au titre du plan d'action gouvernemental en faveur des jeunes. Le secrétariat de la COTOREP du département de l'Orne est ainsi composé de trois agents titulaires, d'un agent contractuel et de cinq vacataires dont les contrats devaient normalement venir à expiration le 31 décembre 1978. Afin de permettre aux commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel d'assurer leur mission dans des conditions satisfaisantes, il a été décidé de reconduire pour l'année 1979 la totalité des agents vacataires en place. Ces mesures, compte tenu des créations d'emplois d'agents permanents et des 161 agents en fonctions auprès des anciennes commissions départementales des infirmes, doivent porter les effectifs des secrétariats des COTOREP à plus de 1200 personnes et mettre ainsi l'ensemble de ces commissions en mesure de fonctionner normalement en 1979.

Assurances maladie-maternité
(régimes d'assurance maladie complémentaire).

7479. — 19 octobre 1978. — M. Gilbert Gantier attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les inconvénients qui peuvent résulter du lien existant fréquemment entre les régimes d'assurance maladie complémentaire et l'activité professionnelle exercée. A titre d'exemple, il lui expose le cas d'un salarié, licencié pour raisons économiques quelques années avant la retraite, qui s'est trouvé, après l'expiration de son préavis, atteint d'une incapacité temporaire de travail. De ce fait, les allocations Assedic lui sont suspendues; quant à l'assurance maladie complémentaire à laquelle il a cotisé pendant toute sa carrière, elle a cessé de le couvrir précisément au moment où elle aurait présenté pour lui tout son intérêt. Certes, les institutions qui gèrent les régimes en cause sont de caractère purement privé et, en conséquence, établissent librement leurs règles de fonctionnement. Toutefois, compte tenu de la conjoncture actuelle où des situations telles que celle ici décrite risquent de se multiplier, il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable d'étudier en collaboration avec les partenaires sociaux les moyens d'y porter remède.

Réponse. — Ainsi que l'a rappelé l'honorable parlementaire, les régimes de prévoyance complémentaires des salariés sont des régimes de droit privé dont les règles, propres à chacun d'eux, sont établies librement par les partenaires sociaux. Les pouvoirs publics ne sont donc pas habilités à modifier les règles qu'ils appliquent, seules les organisations signataires patronales et salariales responsables de la création et de la gestion de ces régimes peuvent prendre cette initiative. Les régimes complémentaires de prévoyance sont visés par l'article L. 4 du code de la sécurité sociale. Toutefois, très souvent, des couvertures complémentaires sont assurées aux salariés par des sociétés régies par le code des assurances qui ne relèvent donc pas du ministre de la santé et de la famille.

Médecins (épouses).

7483. — 20 octobre 1978. — M. Paul Duraffour expose à Mme le ministre de la santé et de la famille qu'il lui paraît anormal que le travail des femmes de médecins exerçant en médecine libérale, qui est souvent très lourd et dont une récente enquête a montré qu'il était accompli par 60 p. 100 des femmes de médecins généralistes, ne soit pas officiellement reconnu et ne leur ouvre notamment pas droit à des avantages sociaux propres. Il lui demande

donc si elle n'estime pas nécessaire d'entreprendre des études visant à l'élaboration d'un statut professionnel et social des conjoints de médecins exerçant en médecine libérale.

Réponse. — Les femmes de médecins qui prennent part à l'activité professionnelle de leur mari ne sont pas dépourvues de couverture sociale. Si elles répondent aux conditions définies par l'article L. 243 du code de la sécurité sociale, c'est-à-dire si elles participent à titre professionnel et constant à l'activité de leur mari, et perçoivent une rémunération telle qu'elle serait acquise par un travailleur de la même profession pendant la durée de travail effectivement accomplie, elles bénéficient des avantages sociaux attachés à la qualité de salarié, en contrepartie du paiement des diverses cotisations sociales. Dans cette éventualité, lorsque les conjoints sont mariés sous un régime matrimonial autre que celui de la communauté, le salaire de l'épouse est, sur le plan fiscal, admis intégralement dans les frais professionnels du mari et se trouve déductible de ses revenus. Quant il s'agit de conjoints communs en biens, le salaire alloué à l'épouse est admis en déduction du bénéfice professionnel du mari dans une limite qui vient d'être portée à 13 500 francs par la loi de finances pour 1979. Dans tous les autres cas, comme ayants droit de leur époux et sans contrepartie de cotisations propres, elles bénéficient de la protection offerte, en cas de maladie et de maternité, par le régime général si leur mari est médecin conventionné ou par le régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles dans le cas contraire. En ce qui concerne l'assurance vieillesse, il est signalé que le conjoint survivant d'un médecin décédé bénéficie, outre les droits à l'allocation de réversion prévue par le régime de base des professions libérales, de la pension de réversion attribuée au titre du régime complémentaire d'assurance vieillesse des médecins dont le taux est progressivement relevé pour atteindre 60 p. 100 en 1981 (58 p. 100 en 1979). De plus, l'âge d'attribution de cette pension a été récemment ramené de soixante-cinq à soixante ans. Enfin, le conjoint survivant bénéficie, au titre du régime d'assurance invalidité-décès, quel que soit son âge lors du décès du médecin, d'une allocation annuelle qui lui est versée jusqu'à l'âge de soixante ans précité. D'une façon générale, la situation des conjoints des travailleurs non salariés qui participent à l'exercice de l'activité professionnelle de leur mari sans avoir personnellement la qualité de travailleur indépendant ou de salarié, pose d'importants problèmes aux implications juridiques, professionnelles, fiscales et sociales complexes. Ces problèmes sont actuellement étudiés par les divers départements ministériels concernés.

Cliniques privées (Puy-de-Dôme).

7516. — 20 octobre 1978. — M. Jacques Lavédrine appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des cliniques privées du département du Puy-de-Dôme au regard de la sécurité sociale. Il lui fait observer en effet que ces cliniques ne sont pas conventionnées, de sorte que les assurés sont tenus de faire l'avance des frais d'hospitalisation lorsqu'ils ne sont pas mutualistes, tandis que les sociétés mutualistes doivent pratiquer le système du tiers payant. La situation du Puy-de-Dôme paraît à cet égard exceptionnelle et dans ces conditions il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures elle compte prendre afin que les établissements en cause soient rapidement conventionnés comme c'est le cas dans tous les autres départements.

Réponse. — La situation évoquée par l'honorable parlementaire dans le département du Puy-de-Dôme est exacte et tient à ce que les représentants de l'hospitalisation privée de cette région ont toujours adopté une position réservée à l'égard du conventionnement. Il semble que la raison en soit que, jusqu'à une période récente, la grande majorité des assurés sociaux soignés en clinique privée bénéficiait d'une dispense d'avance des frais par l'intermédiaire des sociétés mutualistes ou des compagnies privées d'assurance auxquelles ils adhèrent. L'absence de conventionnement n'était donc pas ressentie comme une gêne pour les assurés sociaux clients desdites cliniques, ce qui n'a pas incité ces dernières à adhérer au régime conventionnel. Cette situation est en cours d'évolution. Depuis le mois d'août 1977, la caisse primaire d'assurance maladie du Puy-de-Dôme ne pratique plus le tiers payant avec les compagnies privées d'assurance. En outre, la fédération départementale des mutuelles de fonctionnaires et agents de l'Etat a informé les présidents des syndicats des chirurgiens et spécialistes du Puy-de-Dôme et du syndicat régional d'Auvergne de l'hospitalisation privée, de sa décision de dénoncer, à compter du 1^{er} janvier 1979, la convention tiers payant qu'elle avait conclue avec ces syndicats. Le syndicat régional de l'hospitalisation privée a négocié récemment, avec la caisse régionale d'assurance maladie, un protocole d'accord ayant pour objet d'entreprendre en commun une action tendant au développement des conventions entre les organismes de sécurité sociale et les établissements de soins. Il semble donc qu'une solution satisfaisante sera trouvée prochainement à ce problème.

Enfance inadaptée (centre de dépistage de la surdité infantile au Mans [Sarthe]).

7671. — 25 octobre 1978. — **M. Daniel Bouley** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur l'inexistence dans le département de la Sarthe d'un centre de dépistage de la surdité. Un tel problème nécessiterait au moins que l'hôpital du Mans puisse disposer de médecins qualifiés ayant acquis, en plus de leurs compétences normales dans la discipline, une expérience propre à la technique co sidérée. Le centre hospitalier du Mans ne dispose, malheureusement sur les trois postes de médecins du service d'ORL que d'un seul médecin à temps partiel, les deux autres postes étant vacants faute de candidats. Ce phénomène semble général du fait de l'insuffisance de spécialistes en ORL sur le plan national. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour permettre au centre hospitalier du Mans de répondre aux demandes en matière de la création, au Mans, d'un centre de dépistage de la surdité infantile.

Réponse. — La formation des médecins spécialistes en oto-rhino-laryngologie est en progression régulière : leur effectif est passé de 1 788 en 1976 à 1 828 en 1977. Il existe cependant des disparités géographiques, liées au libre choix du lieu d'exercice des médecins libéraux, expliquant le fait que dans certains départements ces spécialistes soient encore peu nombreux. Quoi qu'il en soit, le dépistage de la surdité infantile, dont les modalités ont été précisées dans une circulaire DGS/78/PME 2 du 24 janvier 1977, peut être effectué par des médecins non spécialisés en oto-rhino-laryngologie, en particulier les pédiatres hospitaliers et libéraux, les médecins généralistes, les médecins de protection maternelle et infantile. En revanche, l'intervention d'un spécialiste en audiophonologie infantile devient indispensable pour dresser le bilan diagnostic et assurer le traitement des cas dépistés. La création d'un centre d'action médico-sociale précoce pour la surdité n'a pu encore être réalisée au Mans en raison des difficultés de recrutement de tels spécialistes dans ce département. Toutefois, les cas dépistés peuvent être adressés au centre d'audiophonologie d'Angers, de Tours ou de Paris.

Sécurité sociale (indemnités journalières).

7696. — 25 octobre 1978. — **M. Bertrand de Malgret** expose à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que, si les articles L. 290 et L. 449 du code de la sécurité sociale prévoient une revalorisation des indemnités journalières de l'assurance maladie et de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, ces textes sont muets tant en ce qui concerne les modalités de calcul des coefficients de majoration que la périodicité des opérations de revalorisation. Il lui demande donc s'il ne conviendrait pas de compléter la réglementation existante, d'une part, en précisant que les coefficients de revalorisation sont fonction des taux d'augmentation annuelle du plafond et de l'évolution de l'indice général des taux de salaire horaire. Cette méthode de calcul, utilisée d'ailleurs pour la fixation des coefficients appliqués au 1^{er} janvier 1977, apporterait une clarification essentielle en la matière, évitant par là même des contestations souvent erronées, portant sur la hauteur de ces coefficients. D'autre part, en instituant une périodicité régulière, et au moins annuelle, des arrêtés de revalorisation, cette procédure supprimerait les inégalités actuelles entre les assurés sociaux résultant du fait qu'ils bénéficient ou non d'une convention collective prévoyant des augmentations de salaires. Par ailleurs, puisqu'il est clair que cette dualité dans la revalorisation forfaitaire génère un travail considérable pour les caisses qui, pour effectuer la revalorisation, doivent rechercher en premier lieu si une convention collective ne s'applique pas à l'assuré, il lui demande si la mise en place d'un coefficient unique ne peut être envisagée.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille est conscient des difficultés qui peuvent résulter, pour de nombreux assurés, de l'existence de plusieurs modalités de revalorisation des prestations en espèces en cas d'arrêt de travail prolongé. Aussi, les problèmes complexes posés par la revalorisation des indemnités journalières de l'assurance maladie font-ils actuellement l'objet d'un examen attentif.

Pensions d'invalidité (taux du salaire de base).

7749. — 26 octobre 1978. — **M. Lucien Pignion** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** quelle mesure de justice peut être envisagée pour permettre aux titulaires de pension d'invalidité, obtenue avant le 1^{er} janvier 1972, de bénéficier du taux actuel de 50 p. 100 du salaire de base. En effet, d'une réponse à une intervention effectuée à ce sujet, on peut lire : « A l'époque où l'intéressé a obtenu sa pension, c'est-à-dire le 1^{er} octobre 1969, les assurés reconnus incapables au travail entre soixante et soixante-cinq ans ou titulaires avant l'âge de soixante ans d'une pension d'invalidité,

bénéficiaient systématiquement d'une pension calculée à raison de 40 p. 100 du salaire de base, qui était le pourcentage normalement applicable à soixante-cinq ans. Certes, ce pourcentage a été porté à 50 p. 100 au 1^{er} janvier 1972, mais les pensions qui ont été attribuées avec une date d'effet antérieure n'ont pas été révisées. Par conséquent, nous ne sommes pas autorisés à recalculer la pension de l'assuré à raison de 50 p. 100 de son salaire de base. » Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette injustice.

Réponse. — Il est rappelé que, pour des raisons essentiellement financières et de gestion (car il faudrait que les caisses procèdent, dossier par dossier, à une nouvelle liquidation, ce qui alourdirait considérablement les tâches de ces organismes et entraînerait un allongement des délais d'instruction des nouvelles demandes de pension), les avantages de vieillesse liquidés sous l'empire d'une ancienne réglementation ne peuvent pas faire l'objet d'une nouvelle liquidation, compte tenu des textes intervenus postérieurement. Cependant, la situation des pensionnés qui n'ont pu bénéficier de la loi du 31 décembre 1971 (qui a porté progressivement, à partir du 1^{er} janvier 1972, de 120 à 150 le nombre maximal de trimestres d'assurance susceptibles d'être retenus pour le calcul des pensions de vieillesse, et permet ainsi, depuis le 1^{er} janvier 1975, aux assurés qui totalisent 150 trimestres d'assurance d'obtenir, à soixante-cinq ans, ou soixante ans, au titre de l'inaptitude au travail, une pension de vieillesse au taux de 50 p. 100 de leur salaire de base), n'a pas échappé à l'attention des pouvoirs publics qui ont décidé d'adopter une formule de revalorisation forfaitaire, en vue de compenser les conséquences du plafonnement qui a été appliqué aux intéressés. C'est ainsi que trois majorations forfaitaires de 5 p. 100 ont été accordées, par les lois des 31 décembre 1971, 30 décembre 1975 et 28 juin 1977, aux retraités dont la pension de vieillesse a été liquidée, avant le 1^{er} janvier 1972, sur la base de la durée maximale d'assurance (120 trimestres) pouvant être prise en compte à la date d'entrée en jouissance de leur pension. Les retraités ayant obtenu, avant le 1^{er} janvier 1972, une pension de vieillesse calculée sur le taux de 40 p. 100, au titre de l'inaptitude au travail qui totalisent plus de 120 trimestres d'assurance, ont donc pu bénéficier de ces majorations. Il en est de même pour les titulaires d'une pension de vieillesse substituée à la pension d'invalidité avant la date susvisée, dans les cas où cette pension de vieillesse substituée n'atteignait pas déjà 50 p. 100 de leur salaire de base. Il est en effet à remarquer qu'en application de l'article L. 322 du code de la sécurité sociale, la pension de vieillesse, qui remplace obligatoirement, à l'âge de soixante ans, la pension d'invalidité, ne peut être inférieure à cette pension. Or, la pension d'invalidité de deuxième catégorie s'élevait déjà, avant le 1^{er} janvier 1972, à 50 p. 100 du salaire de base.

Assurances vieillesse (reconstitution de la carrière des salariés).

7906. — 28 octobre 1978. — **M. Gilbert Gantier** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les difficultés que semble rencontrer la caisse nationale d'assurance vieillesse pour reconstituer la carrière des salariés au moment où ceux-ci prennent leur retraite, en dépit de la fourniture qui lui est faite des bulletins de paye. Cette caisse croit devoir adresser aux employeurs des questionnaires sur leurs anciens salariés et il s'ensuit des pertes de temps considérables pour l'établissement du dossier, certaines entreprises ayant disparu ou les employeurs ayant des difficultés pour répondre avec précision à des questionnaires relatifs à des périodes parfois anciennes. Il lui demande si l'on ne pourrait pas envisager l'envoi annuel par les employeurs d'états récapitulatifs des droits acquis par chaque salarié de leurs entreprises. Cette méthode, déjà employée par les caisses privées, donne toute satisfaction et pourrait simplifier considérablement les formalités de constitution des dossiers de droits à la retraite.

Réponse. — Les employeurs sont tenus de délivrer, annuellement ou trimestriellement, des déclarations nominatives destinées conjointement aux services fiscaux et aux organismes de sécurité sociale. L'exploitation de ces documents permet aux caisses régionales d'assurance maladie, branche vieillesse, de positionner les comptes individuels vieillesse des assurés, en vue de la liquidation ultérieure des pensions. En principe, l'assuré n'a donc pas à produire ses bulletins de salaire pour faire valoir ses droits. Compte tenu du nombre élevé d'années à prendre en considération au moment de la liquidation il peut néanmoins arriver que le compte individuel ne reflète pas la totalité de la carrière de l'assuré, par suite du défaut des cotisations par l'employeur, ou du fonctionnement imparfait des organismes intéressés, notamment à l'origine des assurances sociales. Conformément à l'article L. 341 du code de la sécurité sociale, les périodes d'assurance ne peuvent être retenues, pour la détermination du droit à pension, que si elles ont donné lieu au versement d'un minimum de cotisations. Lorsqu'une lacune ou une erreur apparaît dans le compte individuel vieillesse d'un assuré, il lui appartient d'apporter la preuve du versement des cotisations

correspondantes. A cet égard, le 4^e alinéa du paragraphe 4 de l'article 71 du décret modifié du 29 décembre 1945 précise que sont également valables, pour l'ouverture du droit et le calcul des pensions, les cotisations non versées, lorsque l'assuré a subi, en temps utile, sur son salaire, le précompte des cotisations d'assurance vieillesse. Les bulletins de salaires et livres de paye de l'époque peuvent ainsi valoir présomption du versement des cotisations par l'employeur, ce qui justifie, le cas échéant, l'interrogation des assurés et de leurs anciens employeurs par les caisses de sécurité sociale. L'article 20 de la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975 prévoit que les caisses et services gestionnaires de l'assurance vieillesse sont tenus d'adresser périodiquement, à titre de renseignement, à leurs ressortissants, les informations nécessaires à la vérification de leur situation au regard des régimes dont ils relèvent. Cette procédure est d'ores et déjà appliquée par la majorité des caisses régionales d'assurance maladie. Elle sera généralisée progressivement à mesure de la mise en place des moyens de gestion nécessaires. En revanche, il n'a pas paru souhaitable d'imposer à l'employeur la communication manuelle d'un état supplémentaire destiné au salarié, celui-ci étant déjà destinataire des bulletins de salaires qu'il lui appartient de conserver pour se prémunir contre le risque, au demeurant très réduit, de positionnement inexact de son compte individuel vieillesse.

Centres de soins (centres de soins infirmiers : abattements).

7946. — 3 novembre 1978. — M. Vincent Ansqer appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des centres de soins infirmiers. Le décret du 22 avril 1977 (*Journal officiel* du 11 mai 1977) fixe les conditions d'exercice et d'agrément des centres de soins. Une circulaire d'application prévoit leur classement en trois catégories en partant d'un certain nombre de critères : situation et installation générale ; locaux techniques et équipements ; personnel infirmier et administratif ; fonctionnement. Trois abattements sont prévus suivant la catégorie dans laquelle le centre de soins sera classé : — 7 p. 100, 10 p. 100, — 13 p. 100. Si les conditions d'agrément que fixe le décret paraissent acceptables dans l'intérêt des usagers, la circulaire d'application, avec l'abattement qu'elle implique, apparaît comme difficilement compréhensible. Les associations de centres de soins infirmiers intéressées souhaitent la suppression de cet abattement qui grève lourdement leur budget. Elles considèrent que sur un sujet aussi fondamental que celui de l'organisation de la santé par les usagers, cet abattement paraît être la condamnation de leur action. Il lui demande de bien vouloir envisager la suppression des abattements prévus.

Réponse. — Il est de règle générale que les différents dispensaires ou centres de soins médicaux, dentaires ou infirmiers n'aient pas de tarifs identiques à ceux des praticiens d'exercice libéral, les conditions de fonctionnement et les charges n'étant pas les mêmes dans les deux cas. La réglementation de l'assurance maladie fixe donc pour les dispensaires de soins, un éventail d'abattements. De 30 à 10 p. 100 qu'il était, cet éventail a été réduit d'un tiers en 1975, il est désormais de 20 à 7 p. 100, le taux propre à chaque établissement étant déterminé conventionnellement avec la caisse d'assurance maladie en fonction de critères objectifs de classification. En ce qui concerne plus particulièrement les centres de soins infirmiers, comme le souligne l'honorable parlementaire, le décret du 22 avril 1977 a apporté une définition de ces centres et a fixé les conditions de fonctionnement qu'ils doivent présenter pour recevoir les assurés sociaux. D'autre part, sur la base de grilles de classification diffusées par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, les accords antérieurs sont progressivement revus avec, d'une manière générale, une amélioration des tarifs ; en effet, lors du classement des établissements, ne sont pratiquement retenus, à l'intérieur de la fourchette réglementaire actuelle de 20 à 7 p. 100 que les taux de 13, 10 et 7 p. 100 suivant la situation des centres ; il faut ajouter, en outre, qu'il a été admis qu'à l'occasion des soins infirmiers dispensés à domicile et donnant lieu à perception de l'indemnité forfaitaire de déplacement ou de l'indemnité horokilométrique, le tarif de celles-ci ne soit pas affecté d'un abattement. Néanmoins, pour répondre aux vœux manifestés par les gestionnaires des différents établissements concernés, l'étude de la question des abattements de tarifs se poursuit.

Diplômes (CAP d'aide maternelle).

8152. — 8 novembre 1978. — M. Roland Beix attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation de personnes titulaires du CAP d'aide maternelle. Cette formation n'est reconnue dans aucun des services de santé public ou privé et se trouve ainsi ne déboucher sur aucune possibilité d'emploi. Tombé en désuétude, le CAP d'aide maternelle est cependant détenu par quelques personnes. Il lui demande si elle envisage de recon-

naître l'équivalence du CAP d'aide maternelle avec les CAP d'aide puéricultrice ou d'aide soignante et l'interroge sur les mesures à prendre en ce sens notamment pour les établissements hospitaliers publics.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que le certificat d'aptitude professionnelle d'aide maternelle est délivré par le ministère de l'éducation nationale après un enseignement de culture générale associé à des séances de travaux pratiques en puériculture et en hygiène. Cette formation ne prépare pas spécialement les jeunes filles à l'exercice d'une profession de santé. Il n'est pas envisagé, dans ces conditions, de reconnaître au CAP d'aide maternelle l'équivalence du certificat d'auxiliaire de puériculture obtenu après une année d'études spéciales comprenant en moyenne 35 heures par semaine de stages hospitaliers ou dans des services de protection maternelle et infantile. Toutefois, les personnes titulaires du CAP d'aide maternelle continueront à être admises sans examen d'entrée dans les écoles d'auxiliaires de puériculture.

Assurances vieillesse (aides familiaux des commerçants).

8214. — 8 novembre 1978. — M. Loïc Bouvard appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation au regard de l'assurance vieillesse des aides familiaux des commerçants. Alors que les aides familiaux des agriculteurs et des artisans peuvent bénéficier sous certaines conditions d'une reconstitution de carrière pour la période antérieure à la création de leur régime de vieillesse, tel n'est pas le cas pour les aides familiaux des commerçants. Ceux-ci peuvent seulement obtenir la prise en compte des années pendant lesquelles ils ont cotisé à l'assurance volontaire prévue par l'ordonnance du 23 septembre 1967 et le décret du 29 décembre 1973. Il demande donc à Mme le ministre de la santé et de la famille si ce problème a déjà fait l'objet d'une étude et, dans l'affirmative, si des mesures sont envisagées pour y porter remède.

Réponse. — Dans le cadre du régime particulier aux industriels et commerçants en vigueur avant le 1^{er} janvier 1973, l'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions industrielles et commerciales n'avait pas jugé opportun de prévoir l'affiliation obligatoire des aides familiaux, afin de ne pas accroître les charges de ses ressortissants en demandant le versement, à titre obligatoire, d'une cotisation supplémentaire aux chefs d'entreprises commerciales ou industrielles pour les membres de leur famille travaillant dans leur entreprise. Ce problème est susceptible de faire l'objet d'un nouvel examen dans la perspective de la généralisation de la sécurité sociale prévue par les lois du 4 juillet 1975 et du 2 janvier 1978. En tout état de cause, le régime d'assurance vieillesse des commerçants étant désormais aligné sur le régime général des salariés en application de la loi du 3 juillet 1972, une reconstitution gratuite de carrière des aides familiaux de commerçants ne paraît pas pouvoir être envisagée, puisque aucune disposition de cet ordre n'existe dans le régime général. Dans l'immédiat, les intéressés ont seulement la possibilité d'adhérer à l'assurance volontaire du régime d'assurance vieillesse des industriels et commerçants prévue par l'article 23 de l'ordonnance du 23 septembre 1969 et le décret du 29 décembre 1973.

Impôt sur le revenu (bénéfices non commerciaux : centres de gestion agréés).

8348. — 10 novembre 1978. — M. Albert Brocard expose à Mme le ministre de la santé et de la famille qu'en vertu de l'article 49 du décret n° 78-806 du 24 août 1978 pris pour l'application aux chirurgiens-dentistes de la loi du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles, les membres d'une société civile professionnelle de chirurgiens-dentistes doivent avoir une résidence professionnelle commune. Ce même article prévoit, d'autre part, que la société peut être autorisée par le conseil départemental de l'ordre à exercer dans un ou plusieurs cabinets secondaires. Une telle réglementation, propre à satisfaire les praticiens exerçant dans des centres urbains, méconnaît, en revanche, les problèmes de ceux qui exercent d'une manière dispersée dans les petites localités rurales. Or, si ces derniers désirent bénéficier des avantages fiscaux accordés aux adhérents des centres de gestion agréés, ils ne peuvent, par ailleurs, ni rester en société de fait, ni créer une société civile particulière. C'est seulement, en effet, pour les membres des sociétés civiles professionnelles que le plafond des recettes prévu pour l'adhésion à un centre ou à une association de gestion tient compte du nombre de sociétaires. Il lui demande quelles mesures elle envisage de prendre pour adapter les dispositions de l'article 49 du décret du 24 août 1978 aux besoins des chirurgiens-dentistes exerçant dans des petites localités rurales.

Réponse. — Le décret du 24 août 1978 pris pour l'application aux chirurgiens-dentistes de la loi du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles a pour objet de réglementer l'exercice

de la profession de chirurgien-dentiste sous cette forme juridique particulière. Les dispositions qui figurent à l'article 49 de ce décret constituent, comme le prévoit l'article 17 de la loi du 29 novembre 1966, l'adaptation aux sociétés civiles professionnelles des règles du code de déontologie qui concernent le lieu d'exercice et les cabinets secondaires. De la même manière que le code de déontologie pose le principe du cabinet unique, l'article 49 pose celui de la résidence professionnelle commune. Ce principe, également retenu pour les sociétés civiles professionnelles de médecins, est tout à fait conforme à la notion d'exercice en commun de la profession qui est la caractéristique des sociétés civiles professionnelles. Ce principe est toutefois assorti de la possibilité d'exercer, à titre exceptionnel, dans un ou plusieurs cabinets secondaires. Il appartient au conseil départemental de l'ordre d'autoriser l'exercice de la profession dans un ou plusieurs cabinets secondaires, en tenant compte des critères prévus par l'article 49. Le critère de « satisfaction des besoins des malades » a été retenu notamment pour tenir compte de la situation existant dans les zones rurales. Les dérogations pourront donc être accordées particulièrement dans le cas d'exercice en milieu rural, lorsqu'il s'agit de satisfaire les besoins des malades.

Pension de réversion (cumul).

8427. — 14 novembre 1978. — M. Edouard Frédéric-Dupont signale à Mme le ministre de la santé et de la famille que la veuve du médecin, qui travaille et qui a cotisé comme lui, ne perçoit pas la retraite de base de son mari parce qu'elle a elle-même des droits propres. Il lui demande s'il compte mettre fin à cette interdiction du cumul puisqu'il y a eu deux cotisations.

Réponse. — Aux termes de l'article L. 663 du code de la sécurité sociale et de l'article 9 du décret n° 49-456 du 30 mars 1949 relatif au régime d'allocation vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales, le conjoint survivant ne peut prétendre à l'allocation de réversion que s'il n'exerce ou n'a exercé aucune activité professionnelle lui donnant droit de son chef à un avantage équivalent au titre d'une législation de sécurité sociale. Le montant de l'allocation du régime de base des professions libérales s'élevant actuellement à 6 400 francs par an depuis le 1^{er} janvier 1979, le conjoint survivant d'un membre des professions libérales, titulaire d'un droit propre, ne peut éventuellement prétendre qu'à un complément différentiel, dans la mesure où ses avantages personnels de vieillesse sont inférieurs au montant de ladite allocation. Toutefois, le problème évoqué par l'honorable parlementaire est l'un de ceux qui préoccupent le ministre chargé de la sécurité sociale. Il fait d'ailleurs l'objet d'un examen attentif dans le cadre de la préparation d'un projet de loi portant réforme du régime de base des professions libérales dans le sens d'une harmonisation avec les dispositions du régime général des salariés qui autorisent, sous certaines conditions, le cumul d'un avantage personnel avec une pension de réversion. Il est, enfin, précisé que le conjoint survivant d'un médecin peut cumuler intégralement la pension de réversion du régime complémentaire d'assurance vieillesse des médecins avec un avantage personnel de vieillesse.

Assurances maladie maternité (remboursement : hospitalisation).

8432. — 14 novembre 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les conséquences du décret n° 73-183 du 22 février 1973 relatif aux tarifs applicables aux assurés sociaux en cas d'hospitalisation, dont certaines dispositions vont à l'encontre du principe du libre choix médical affirmé par la loi du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière. En prévoyant que l'organisme d'assurance-maladie auquel est affilié l'assuré ne participe aux frais de séjour exposés par ce dernier que dans la limite du tarif des responsabilités applicable à l'établissement le plus proche ou le plus aisément accessible à partir de sa résidence, ce décret aboutit en effet à des disparités au bénéfice des habitants des grandes villes et à des discriminations au profit des malades les plus fortunés. Il lui demande en conséquence s'il n'y aurait pas lieu de réviser cette réglementation dans un sens qui s'accorderait mieux avec le principe de l'égalité des citoyens devant le service public et celui du libre choix par le malade de son établissement de soins.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que, conformément aux termes de l'article 1^{er} du décret n° 64-881 du 21 août 1964 relatif au tarif des responsabilités des caisses en cas d'hospitalisation des assurés sociaux, par dérogation aux dispositions de l'article L. 271 du code de la sécurité sociale, lorsqu'un assuré social choisit, pour des raisons de convenance personnelle, un établissement de soins dont le tarif de responsabilité est supérieur à celui de l'établissement public ou privé, le plus proche de sa résidence dans lequel il est susceptible de recevoir les soins appropriés à son état, la caisse primaire de sécurité sociale à laquelle il est affilié ne participe aux frais de séjour exposés par l'assuré

que dans la limite du tarif de responsabilité fixé pour ce dernier établissement. Lors de la prise en charge, la caisse primaire avise l'assuré des conditions particulières dans lesquelles les frais de séjour exposés seront remboursés. Cette règle découle d'un principe fondamental de la sécurité sociale, celui de l'observation de la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement. Il n'est en conséquence pas envisagé de la modifier.

Assurance maladie-maternité (remboursement : dialyse à domicile).

8573. — 15 novembre 1978. — M. Pierre Lataillade appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des malades soignés à domicile pour insuffisance rénale. Ces malades suivent un traitement au rein artificiel en général trois fois par semaine, ce qui nécessite la présence d'une tierce personne qui ne perçoit aucune indemnité particulière. Il convient de constater que, pour les régimes d'assurance maladie, ce traitement à domicile représente un coût bien moins important que la dialyse effectuée dans un centre hospitalier. Dans ce cas, en effet, le malade devant s'y rendre régulièrement expose des frais de déplacement outre les frais d'hospitalisation. Il serait donc souhaitable que les personnes qui s'occupent du dialysé à domicile bénéficient de l'aide à la tierce personne. Or, actuellement, cette aide est laissée à la seule initiative des caisses régionales d'assurance maladie, ce qui se traduit par une prise en charge à des taux différents suivant les régimes. Ainsi, certains régimes accordent une aide équivalente à trois septièmes du taux de l'aide à la tierce personne. D'autres n'accordent une aide qu'à un taux d'un septième et il apparaît même que certaines caisses envisageraient de ne pas l'accorder ou même de la supprimer. Pour les raisons qui précèdent, il lui demande de bien vouloir faire procéder à une étude de ce problème afin qu'une circulaire à ce sujet précédemment adressée aux directeurs de caisses n'ait plus un caractère incitatif mais, au contraire, un caractère impératif. Les avantages que retire finalement le budget de la sécurité sociale de la dialyse à domicile sont un argument qui pèse très lourdement en faveur de cette solution.

Réponse. — Le Gouvernement partage le souci de l'honorable parlementaire d'encourager le développement de l'hémodialyse à domicile, et a mené une action en ce sens. Ainsi l'arrêté du 2 mai 1977 a prévu que les caisses primaires d'assurance maladie peuvent accorder au dialysé une participation aux frais de raccordement au réseau et d'abonnement téléphonique lorsque l'installation et l'abonnement sont uniquement motivés par les besoins du traitement, ainsi qu'aux frais de consommation d'eau et d'électricité utilisées lors de chaque séance de dialyse. En outre, depuis l'intervention de l'arrêté du 23 décembre 1977, les caisses peuvent accorder aux intéressés une indemnité compensatrice égale à la perte effective de salaire, dans la limite de la fraction du plafond de l'indemnité journalière correspondant au nombre d'heures effectivement perdues. Enfin, une aide peut être attribuée sur le fonds d'action sanitaire et sociale des caisses d'assurance maladie au titre des secours pour indemniser le conjoint de ses pertes de salaire pour l'assistance au malade lors des séances d'entraînement à la dialyse à domicile. S'agissant de la participation aux frais de raccordement au réseau et de l'indemnisation du conjoint, il est apparu préférable, compte tenu de la diversité des situations en présence, de laisser aux conseils d'administration des caisses toute latitude pour proportionner le montant de l'aide aux besoins constatés. Cependant, la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés a informé les caisses primaires que l'indemnisation de la personne qui assiste le malade ne pourra excéder les trois septièmes du taux de l'allocation pour « tierce personne » versée aux bénéficiaires d'une pension d'invalidité de troisième catégorie. D'autre part, la caisse nationale procède à une enquête auprès des caisses primaires sur les conditions d'attribution de l'ensemble des prestations supplémentaires. Au vu des résultats, des mesures pourront être envisagées pour améliorer l'efficacité de ces prestations. Les malades relevant du régime des travailleurs non salariés non agricoles sont couverts, comme dans le régime général, des frais d'installation et de fonctionnement des appareils de dialyse à domicile. D'autre part, lorsqu'ils sont contraints de solliciter l'aide de leur conjoint ou d'un proche, la participation de leur régime leur est acquise, à titre exceptionnel, sur le fonds d'action sanitaire et sociale de leur caisse. Cette aide est attribuée sur justification de la perte de revenus provoquée par le fait d'assister le malade, et en particulier par les séances d'entraînement à la dialyse à domicile.

Assurances maladie-maternité (indemnités journalières).

8599. — 15 novembre 1978. — M. Georges Marchais attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation de travailleurs suivant des cours de formation professionnelle des adultes, lorsque ces derniers sont en arrêt maladie. Aina, M. X., âgé de vingt-quatre ans, célibataire, se trouvant au chômage, a

accepté le stage FPA qui lui était proposé par le service de la main-d'œuvre. A la suite d'une blessure, il a dû s'arrêter et a été pris en charge par la sécurité sociale. Or il percevait actuellement une indemnité de 5,36 francs par jour. En effet, d'après l'état actuel de la réglementation, les indemnités journalières des stagiaires de formation professionnelle pour adultes sont calculées sur le salaire forfaitaire donnant lieu à cotisations et non sur le salaire effectivement perçu. Ce salaire forfaitaire étant actuellement fixé à 321,90 francs par mois pour 174 heures, soit 10,73 francs par jour, et l'indemnité n'étant égale qu'à la moitié, ce n'est donc qu'une somme dérisoire de 5,36 francs qui leur est allouée. Dans de telles conditions, il est bien évident que ces travailleurs ne peuvent ni se loger ni même se nourrir s'ils ne peuvent être pris en charge par leur famille. Il lui demande que des mesures soient prises pour que le calcul des indemnités versées soit établi à partir du salaire perçu et non sur le salaire forfaitaire pour ces travailleurs.

Réponse. — Comme le souligne l'honorable parlementaire, l'indemnité journalière des stagiaires de formation professionnelle est calculée en fonction de la cotisation précomptée pour la rémunération du stagiaire, et, celle-ci étant déterminée sur une base forfaitaire, il en résulte que les cas d'assurance maladie ne peuvent verser aux intéressés que des indemnités journalières d'un faible montant en cas de maladie. Toutefois, en vue de compenser l'insuffisance de cette indemnisation, il est précisé qu'en application du décret n° 73-45 du 5 janvier 1973, l'Etat garantit aux stagiaires de formation professionnelle, en cas de maladie survenant pendant la durée du stage ou dans le mois suivant celui-ci, une indemnité journalière de maladie égale à la moitié de la rémunération journalière. Ainsi les mesures ont été prises pour garantir aux intéressés un revenu de remplacement en relation avec le salaire réel qu'ils percevaient et non avec le mode particulier de prélèvement de cotisations qui leur est appliqué.

Assurances maladie-maternité (remboursement : optique).

8483. — 17 novembre 1978. — M. Jacques Jouve attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le taux de remboursement des dépenses d'optique qui a déjà fait l'objet d'une question écrite n° 9821 du 23 mars 1974. Dans sa réponse, le ministre indiquait qu'une étude était en cours mais à ce jour, aucune amélioration n'a été apportée aux remboursements. Au contraire, ces derniers ont diminué d'environ 2 p. 100 par suite du changement de taux de TVA depuis le 1^{er} janvier 1977 abaissant ainsi le tarif de responsabilité sécurité sociale du 6 mai 1974. Il lui demande si « l'étude approfondie » annoncée en 1974 est enfin terminée et les mesures qu'elle entend prendre pour qu'une harmonisation plus parfaite existe entre les tarifs des opticiens et le remboursement des organismes de la sécurité sociale.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille se préoccupe vivement de l'écart, important en effet, existant en matière d'optique médicale entre prix publics et tarifs de responsabilité de l'assurance maladie. Dans l'état actuel de la réglementation, les frais engagés par les assurés sociaux pour l'achat de lunettes, sont remboursés, quel que soit le coût réel des verres, sur la base d'un tarif de responsabilité qui varie en fonction de la qualité et de la nature du verre, ainsi que de ces dimensions. Par comparaison avec les frais réels exposés par les familles, une telle situation n'est évidemment pas satisfaisante. C'est pourquoi il est envisagé de reprendre au cours des mois à venir, les études déjà entreprises afin d'aboutir à une refonte de la nomenclature d'optique. Cette refonte tiendra compte des progrès scientifiques réalisés en la matière et visera à porter les articles inscrits à cette nomenclature au niveau des prix pratiqués sur le marché, en maintenant la parité à laquelle il aura été ainsi possible de parvenir. Il convient néanmoins de souligner que des problèmes techniques et financiers se posent et qu'il est actuellement difficile de fixer un terme précis à l'achèvement de ces travaux. Dana l'immédiat, les caisses gardent toute possibilité d'intervenir sur leur fonds d'action sanitaire et sociale en faveur des assurés dont la situation le justifie.

Assurances maladie maternité (bénéficiaires).

8798. — 18 novembre 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le cas d'un poly pensionné dont les avantages de vieillesse ont été liquidés en 1972. Après avoir été salarié, cette personne a exercé à partir de 1952 une profession libérale et a adhéré à l'assurance volontaire du régime général pour la couverture du risque maladie maternité. Quoique ayant fait liquider ses avantages de vieillesse en 1972, elle a continué d'exercer une activité libérale jusqu'en 1977 et à cotiser au régime d'assurance volontaire des salariés. Il lui demande si l'intéressé pourra bénéficier de l'assurance obligatoire du régime général en se prévalant de l'article 8 de la loi

du 4 juillet 1975 qui permet en principe, à l'assuré social ayant des droits ouverts dans plusieurs régimes d'assurance vieillesse, de continuer de relever du régime d'assurance maladie et maternité auquel il est rattaché depuis au moins trois ans au moment de la cessation de son activité professionnelle.

Réponse. — L'article 8 de la loi du 4 juillet 1975 stipule que, par dérogation à la législation en vigueur, l'assuré social qui a des droits ouverts dans plusieurs régimes d'assurance vieillesse continue, sauf demande contraire expresse de sa part, de relever du régime d'assurance maladie et maternité auquel il est rattaché depuis au moins trois ans au moment de la cessation de son activité professionnelle ou de l'ouverture de ses droits à pension de réversion. Ainsi, pour le poly pensionné, le choix s'exerce entre deux possibilités précises : soit le régime d'affiliation déterminé compte tenu des règles de coordination, soit le dernier régime auquel il était rattaché depuis au moins trois ans au moment de la cessation de son activité professionnelle ou au moment de l'ouverture de ses droits à pension de réversion. Dans le cas cité par l'honorable parlementaire, l'assuré a été affilié à l'assurance volontaire du régime général pendant plus de trois années avant la cessation en 1977 de son activité professionnelle. Il s'ensuit que l'intéressé peut être maintenu au régime général pour la couverture du risque maladie et ce, quel que soit le régime qui lui sert sa pension de vieillesse acquise à titre principal. Cette interprétation est conforme à l'esprit de l'article 8 de la loi du 4 juillet 1975 qui tend précisément à éviter au maximum une mutation d'un régime d'assurance maladie à un autre régime au moment de la cessation de la dernière activité professionnelle, et à cet effet, de maintenir l'assuré au régime d'assurance maladie auquel il était rattaché en dernier lieu depuis au moins trois ans.

Allocations de logement (personnes âgées).

8828. — 18 novembre 1978. — M. Arnaud Lepereq attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les personnes retraitées qui, moyennant un loyer, occupent un logement appartenant à leurs enfants et qui ne peuvent bénéficier de l'allocation logement en raison du décret 75-529 du 29 juin 1972, selon lequel le logement mis à la disposition d'un requérant par un de ses descendants ou ascendants ne peut ouvrir droit à ladite allocation. Estimant logique que toute personne âgée qui justifie du paiement effectif de son loyer puisse bénéficier de l'allocation logement, il souhaite que cette législation soit revue dans un sens plus favorable et demande à Mme le ministre de la santé et de la famille de lui faire connaître sa position sur ce problème.

Réponse. — Les dispositions de l'article 1^{er}, dernier alinéa du décret n° 72-526 du 29 juin 1972 selon lesquelles le logement mis à la disposition d'un requérant par un de ses ascendants ou de ses descendants n'ouvre pas droit au bénéfice de l'allocation logement, sont motivées par les difficultés de preuve concernant le paiement effectif d'un loyer entre proches parents. Le problème soulevé par l'application de ces dispositions a fait l'objet, à plusieurs reprises, et notamment à l'occasion de l'actualisation de la prestation au 1^{er} juillet 1978, d'un examen en liaison avec l'ensemble des ministères concernés. Aucune solution satisfaisante n'a pu lui être apportée jusqu'à maintenant. Il n'est donc pas possible actuellement d'envisager une modification de la réglementation applicable sur ce point.

Pharmacie (taupicine).

8954. — 22 novembre 1978. — M. Louis La Pansee expose à Mme le ministre de la santé et de la famille qu'en zone rurale les empoisonnements de chiens, occasionnés par l'absorption de boulettes de viande contenant de la taupicine, sont assez fréquents. Il s'avère en effet, que pour se procurer de la taupicine, il suffit de s'adresser à une pharmacie, de présenter sa carte d'identité et de signer sur un registre. Cette facilité permet à quiconque d'acheter le produit loin de son domicile et de l'utiliser à des fins meurtrières sans courir de grands risques d'être découvert. En conséquence il lui demande si une réglementation plus stricte de la vente des produits à base de strychnine est envisagée. Si une disposition n'autorisait un acheteur à se procurer de la taupicine que dans la pharmacie la plus proche de son domicile ne serait pas de nature à circonscrire l'éventuelle enquête et à diminuer les empoisonnements.

Réponse. — La disposition envisagée par l'honorable parlementaire pourrait paraître excessivement restrictive des libertés, compte tenu du problème auquel elle devrait porter remède. Elle paraît surtout d'application difficile, et n'apporterait que des garanties très insuffisantes, puisqu'il suffirait de faire acheter le produit par un tiers pour se placer dans la situation actuelle. Il ne semble pas possible, dans ces conditions, de la retenir.

Biologie médicale (vaccins).

9029. — 23 novembre 1978. — M. Henri Terre attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le fait que, depuis 1968, le prix de fabrication des autovaccins par les biologistes spécialement agréés à cet effet est demeuré bloqué. Compte tenu de la hausse des prix intervenue depuis cette date, il apparaît que le tarif pratiqué ne représente guère plus que 20 p. 100 du coût réel de la préparation. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures elle compte prendre pour remédier à un tel état de fait préjudiciable à l'activité des biologistes.

Réponse. — Il peut être précisé à l'honorable parlementaire qu'un arrêté signé du ministre de l'économie et du ministre de la santé et de la famille doit être incessamment publié, afin de remédier à la situation regrettable qu'il relève. Le prix de vente au public (taxe comprise) s'établira désormais à 100 francs pour l'ensemble des ampoules constituant un traitement, quels que soient le nombre et la capacité des ampoules. Ce prix n'inclut pas les opérations d'isolement et d'identification du germe qui sont rémunérées par ailleurs. Il est précisé à l'honorable parlementaire que, pour éviter à l'avenir d'aussi longues périodes de fixité du prix, des modalités nouvelles de révision ont été définies : les fabricants pourront modifier leur tarif, sous la condition d'un dépôt auprès de la direction générale de la concurrence et de la consommation qui a le pouvoir de faire opposition et de fixer un autre prix limite.

Sécurité sociale (cotisations).

9040. — 23 novembre 1978. — M. Jean-Pierre Abelin expose à Mme le ministre de la santé et de la famille la situation d'une entreprise qui souscrit unilatéralement, auprès d'une institution de prévoyance ayant reçu l'agrément ministériel, un contrat collectif pour l'ensemble de son personnel non cadre. Ce contrat assure aux bénéficiaires des remboursements complémentaires de la sécurité sociale pour les prestations en nature. Les cotisations correspondent à un forfait par salarié quelle que soit sa situation de famille. Elles sont prises en charge par l'employeur en totalité pour le personnel « employés » et à concurrence de 50 p. 100 pour les VRP. La société cotise, d'une part, pour tous ses employés à l'exception d'une personne qui est déjà affiliée à un organisme par l'intermédiaire de son conjoint salarié dans une autre entreprise et, d'autre part, pour les deux tiers environ de ses VRP, les autres personnes de cette catégorie bénéficiant déjà d'avantages similaires en raison de leur activité antérieure, notamment anciens militaires. Il lui demande dans quelle mesure les cotisations prises en charge par l'employeur constituent un avantage en argent et, de ce fait, sont à soumettre aux cotisations de sécurité sociale.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille invite l'honorable parlementaire à se reporter sur ce sujet à la réponse apportée à la question écrite n° 7266 posée le 14 octobre 1978 par M. Raymond Tourrain et publiée au Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale, n° 102, du 25 novembre 1978.

Assurances maladie-maternité (cotisations).

9090. — 24 novembre 1978. — M. Serge Charles attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des retraités du régime des non-salariés qui se plaignent, non sans raison semble-t-il, de devoir continuer à cotiser au titre de l'assurance maladie. Dans le cadre de l'harmonisation des régimes, il lui demande s'il ne lui serait pas possible d'étendre à cette catégorie de retraités l'avantage de l'exonération des cotisations d'assurance maladie dont bénéficient déjà les retraités du régime général.

Réponse. — Depuis le 1^{er} avril 1974, les seuils en dessous desquels les retraités pouvaient bénéficier de l'exonération de cotisation ont été régulièrement relevés, permettant ainsi aux deux tiers environ des retraités du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles de bénéficier de cette exonération. Au 1^{er} octobre 1978, ils ont atteint 22 500 francs pour un assuré seul et 27 500 francs pour un assuré marié. De plus, de nouvelles dispositions qui permettent à nouveau à près de deux tiers des retraités qui acquittent encore une cotisation d'obtenir un abattement sur l'assiette de leur cotisation, ont été mises en vigueur le 1^{er} avril 1978. Ces retraités sont ceux dont les revenus excèdent de 10 000 francs au maximum les seuils d'exonération. Les abattements opérés atteignent 75 p. 100 pour ceux dont les revenus dépassent les seuils de 1 000 francs au plus, les taux des abattements diminuant ensuite de 10 en 10 p. 100 pour les tranches supplémentaires de revenus correspondant à 1 000 francs, les deux dernières — de 5 000 à 7 000 francs et de 7 000 à 10 000 francs — bénéficiant respectivement d'une décade de 25 et 15 p. 100. Il convient, en outre, de noter que le principe d'une cotisation assise

sur les pensions des retraités du régime général a été retenu, entre autres mesures, par le Conseil des ministres du 13 décembre 1978. L'aménagement des cotisations d'assurance maladie versées par les retraités non salariés non agricoles ne peut être, en tout état de cause, que progressif et doit tenir compte d'une part de l'équilibre financier précaire du régime malgré les aides extérieures qui lui sont apportées et d'autre part, de la capacité contributive des assurés en activité.

Santé scolaire et universitaire (services médico-sociaux scolaires).

9124. — 24 novembre 1978. — M. Charles Hornu attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation du service médico-social scolaire de Villeurbanne. Villeurbanne fait partie des quelques villes qui, pour des raisons d'efficacité, gèrent, à la place de la DASS, leur service médico-social scolaire. Les missions du service de santé scolaire et ses modalités d'exécution sont soumises aux instructions générales n° 106 du 12 juin 1969 (ministère de la santé). Appliquées à Villeurbanne, les normes de la DASS limiteraient les effectifs du service médico-social scolaire à environ douze personnes. Ce service compte, en fait, actuellement vingt-huit personnes. Il est bien évident que la ville de Villeurbanne doit prendre à sa charge le personnel en surnombre, soit seize personnes, mais il paraît également normal que l'Etat assure les dépenses de personnel correspondant à l'application stricte des normes qu'il préconise. Les dépenses de personnel correspondant à l'application des normes réglementaires s'élèvent, pour l'année 1977, à 777 150 francs, alors que la subvention qui est allouée, sur la base de 4 francs par élève examiné, est de 53 564 francs, soit un déficit de 723 946 francs, pour le seul personnel réglementaire. Sur l'ensemble du service, le déficit réellement supporté par la ville dépasse 1 600 000 francs, soit environ 3 p. 100 des impôts communaux directs. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelle solution équilibrable elle envisage d'apporter afin que l'Etat ne continue pas à transférer d'une façon aussi abusive des charges qui lui incombent sur les collectivités locales.

Réponse. — La ville de Villeurbanne, comme un certain nombre d'autres villes, a conservé une organisation municipale de santé scolaire pour les élèves des établissements d'enseignement du premier degré au moment de l'intervention de l'ordonnance n° 45-2407 du 18 octobre 1945 sur la protection de la santé des enfants d'âge scolaire, qui a créé un service d'Etat de santé scolaire. La participation de l'Etat aux dépenses des communes qui ont conservé une organisation autonome de santé scolaire a été portée en 1978, de 4 francs à 5,20 francs, par élève examiné. Pour la ville de Villeurbanne, le nombre des élèves donnant lieu à l'octroi de cette participation a été en 1978, de 13 453 francs et une délégation de crédit a été faite en vue du paiement à cette ville d'une subvention de 69 955,80 francs. Le choix effectué par la ville de Villeurbanne en 1945 de conserver son service médico-social scolaire en dehors du régime commun de santé scolaire a entraîné le recrutement d'un effectif de personnel supérieur à celui normalement prévu. Par ailleurs, la circulaire d'avril 1963 qui avait fixé à 4 francs par élève la subvention de l'Etat versée aux villes ayant conservé une organisation municipale de santé scolaire prévoyait l'attribution d'une subvention complémentaire dans la mesure où il serait possible de dégager un crédit supplémentaire. Les charges auxquelles a eu à faire face le contrôle médical scolaire n'avaient pas permis, jusqu'à l'année dernière, d'augmenter le taux de cette subvention. L'Etat ne peut adopter, pour la ville de Villeurbanne, une attitude différente de celle qu'il est amené à suivre pour les autres communes ayant conservé une organisation municipale de santé scolaire.

Assurances maladie-maternité (remboursement : prothèses auditives).

9153. — 24 novembre 1978. — M. Bertrand de Maigret attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur l'insuffisance du remboursement des appareils de correction auditive prévu dans le tarif interministériel des prestations sanitaires. Le chiffre fixé en 1970 correspondait alors au prix de la prothèse la plus ordinaire et la moins chère. Depuis cette date, il n'a cessé de diminuer en valeur relative par rapport au prix des appareils qui a doublé, voire triplé. Il lui demande si elle n'envisage pas une réévaluation de ce tarif et cela dans les délais les plus brefs compte tenu du fait que la surdité est une affection qui frappe essentiellement les personnes âgées, c'est-à-dire généralement des retraités ayant de faibles ressources.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille est conscient de l'insuffisance des remboursements des frais exposés pour l'achat de prothèses auditives. Cette charge est particulièrement lourde

pour les familles de jeunes enfants atteints de déficiences auditives, puisque souvent l'intérêt de l'enfant commande un doublement de l'appareillage. En l'état actuel de la réglementation, le montant du remboursement pour les bénéficiaires de l'assurance maladie est calculé sur la base des prix figurant au tarif interministériel des prestations sanitaires, quelle que soit la présentation de l'appareil : boîtier, lunettes ou contour d'oreilles. En outre, la prise en charge est limitée à un seul appareil. Ce remboursement se fait à 70 p. 100 du tarif de responsabilité, mais ce tarif est très inférieur aux prix actuellement pratiqués. Par comparaison avec les frais réels exposés par les familles, une telle situation n'est évidemment pas satisfaisante. C'est pourquoi une étude est actuellement entreprise en vue d'une refonte de la nomenclature, tenant compte du progrès technique ainsi que de l'évolution des prix. L'objectif est d'assurer le meilleur appareillage possible des insuffisances auditives et de réduire, autant qu'il sera possible, la participation personnelle des assurés sociaux à l'achat de leur prothèse. Cette réforme de la nomenclature et du tarif de référence se heurte à deux difficultés. Les techniques et les appareils évoluent constamment avec les progrès de l'électronique miniaturisée. La détermination des prix raisonnables est difficile car les appareils, le plus souvent importés, sont vendus avec des marges variées et mal connues. En attendant les résultats de cette étude globale, le problème spécifique que pose l'appareillage des jeunes enfants a donné lieu à un examen particulier qui a abouti à l'arrêté du 9 mars 1978. Aux termes de cet arrêté, lorsqu'un enfant âgé de moins de seize ans révolus, doit, sur prescription médicale circonstanciée après avis du contrôle médical, bénéficier de l'attribution d'une audioprothèse stéréophonique, le tarif de responsabilité de la caisse est égal à deux fois le tarif de responsabilité applicable à un appareil à gain moyen soit 1 262 francs. Pour les enfants de moins de six ans, des dispositions ont été prises qui devront permettre un meilleur remboursement de leur appareillage. Les caisses ont, de plus, la faculté de prendre en charge le ticket modérateur au titre des prestations supplémentaires. Dans l'immédiat, et pour les autres bénéficiaires, les caisses gardent toute possibilité d'intervenir sur leur fonds d'action sanitaire et sociale en faveur des assurés dont la situation l'exige, notamment lorsqu'il s'agit de personnes handicapées dont les déficiences auditives nécessitent en vue de leur insertion sociale, l'utilisation de prothèses stéréophoniques.

Assurances maladie-maternité (indemnités journalières).

9214. — 25 novembre 1978. — M. Alain Léger attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les dispositions de l'article L. 290 du code de la sécurité sociale qui précise : « En cas d'augmentation générale des salaires postérieurement à l'ouverture du bénéfice de l'assurance maladie et lorsque l'interruption de travail se prolonge au-delà du troisième mois, le taux de l'indemnité journalière peut faire l'objet d'une révision. A cet effet, le gain journalier visé à l'année précédente ayant servi de base de calcul de ladite indemnité est majoré, le cas échéant, par application des coefficients de majoration fixés par arrêtés interministériels du ministre du travail et de la sécurité sociale et des ministres chargés du budget et des affaires économiques. » A ce sujet il lui cite l'exemple de M. R. de Rethel dans les Ardennes, qui a dû être amputé d'une jambe et peu de temps après s'est vu signifier son licenciement ; celui-ci percevait après quinze ans d'ancienneté un salaire déclaré avant la maladie de 4 015 francs. Or, il percevait aujourd'hui une indemnité journalière de 60,16 francs et a souhaité une révision de ses indemnités et a formulé une demande en ce sens devant la commission de recours gracieux qui a rejeté sa requête. En conséquence, il lui demande si elle ne juge pas nécessaire d'étendre les dispositions de l'article L. 290 permettant aux assurés sociaux de bénéficier de révision du taux de l'indemnité journalière.

Réponse. — Conformément à l'article L. 290 du code de la sécurité sociale, les indemnités journalières de l'assurance maladie sont égales à la moitié du gain journalier de base. Lorsque l'assuré a trois enfants ou plus à charge, elles sont portées aux deux tiers du gain journalier de base à partir du trente et unième jour d'arrêt de travail. A partir du quatrième mois, ces indemnités sont susceptibles d'être revalorisées ; cette revalorisation peut intervenir de deux façons différentes : 1° s'il existe une convention collective de travail applicable à la profession qu'exerce l'assuré, celui-ci peut, s'il entre dans le champ d'application territorial de cette convention, demander la révision du taux de ses indemnités journalières ; 2° si aucune convention ne réglemente cette profession, les indemnités journalières sont majorées sur la base d'un coefficient fixé par arrêté interministériel du ministre du travail et du ministre de l'économie et des finances. Cependant, en application de l'article 33 bis du décret du 29 décembre 1945 modifié, en aucun cas l'indemnité journalière servie à un assuré social ne peut être supérieure au sept cent vingtième du montant

annuel du plafond des rémunérations ou gains retenu pour le calcul de la cotisation « maladie, maternité, invalidité et décès » au taux de 3 p. 100 (part de l'assuré). L'indemnité journalière maximale était de 60,16 francs pour l'année 1977, 66,66 francs pour 1978, Pour 1979, elle sera de 74,50 francs.

Sécurité sociale (cotisations).

9223. — 25 novembre 1978. — M. Antoine Gissinger appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le problème du recouvrement, par l'URSSAF, des cotisations versées par les amicales de personnels et les groupements d'action sociale des municipalités. Les subventions accordées à ces associations ne peuvent, en toute équité, être considérées comme étant versées en contrepartie d'une activité consentie au titre d'un contrat de travail, mais seulement dans le cadre d'une mission d'aide sociale au profit des personnels. D'ailleurs, les règles de la comptabilité publique s'opposent formellement aux versements aux personnels d'avantages non prévus par la réglementation sur la rémunération de la fonction publique. Les amicales de personnels, de même que les groupements d'action sociale, sont en effet des associations privées à but non lucratif, inscrites au registre des associations aux tribunaux d'instance, et aucun rapport d'employés à employeurs ne lie les bénéficiaires à l'amicale ou au groupement. Ces associations ont uniquement pour but : le resserrement des liens d'amitié entre les agents municipaux ; la promotion et le soutien de toutes initiatives de formation culturelle et sportive ; l'octroi de certains avantages sociaux à leurs membres. La référence faite par les organismes de sécurité sociale aux comités d'entreprise ne peut être admise car les comités d'entreprise ont une existence légale obligatoire et répondent pour leur gestion à des règles alors que les groupements d'action sociale et les amicales strictes échappent à ces règles contraignantes. Dans l'attente d'un règlement d'ensemble du problème évoqué, il est toutefois urgent que des décisions soient prises en ce qui concerne le mode de recouvrement des cotisations par l'URSSAF, recouvrement opéré par voie judiciaire, alors que ces cotisations sont fixées arbitrairement de façon forfaitaire. Il lui demande les dispositions qu'elle envisage de prendre pour donner à ce problème une solution équilibrée tenant compte de la nature sociale des prestations en cause.

Réponse. — Les subventions allouées par les collectivités locales à des associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901, en vue de financer divers avantages de caractère social au profit de leur personnel ne peuvent pas, légalement, être utilisées pour attribuer à celui-ci des primes, indemnités ou gratifications ayant le caractère de rémunération. La Cour des comptes a rappelé ce principe dans son rapport au Président de la République publié en 1969. L'assujettissement de ces sommes aux cotisations dues au régime général de sécurité sociale, qui ne concerne pas, par hypothèse, le personnel titulaire des collectivités locales soumis à des règles différentes, résulte de l'application au cas particulier des dispositions générales de l'article L. 120 du code de la sécurité sociale et de l'interprétation jurisprudentielle qu'en a donné la Cour de cassation. Un arrêté rendu en assemblée plénière le 28 janvier 1972 conduit précisément en effet à soumettre à cotisation entre les mains de l'employeur, les sommes versées à son personnel par un comité d'entreprise ou un comité d'entraide dès lors qu'elles sont financées par l'employeur et n'ont pas le caractère d'une aide ou d'un secours exceptionnel. Les organismes de sécurité sociale ont, dès cette époque, été invités à recouvrer les cotisations afférentes aux sommes versées au personnel non titulaire des collectivités locales dans des conditions, notamment de régularité et de généralité, excluant ce caractère de secours. Un contrôle diligent auprès d'une commune à la demande expresse de la Cour des comptes a conduit le ministre de la santé et de la famille à confirmer ces instructions ainsi que l'information qui en avait été donnée aux ministres du budget et de l'intérieur.

Sécurité sociale (bénéficiaires).

9226. — 25 novembre 1978. — M. Arnaud Leparcq attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le cas d'un de ses correspondants qui, après avoir travaillé vingt-cinq ans à l'étranger, et notamment en Suède et en Finlande, se retrouve aujourd'hui, de retour en France, au chômage, sans couverture sociale et sans allocation d'aide publique, ce qui exclut pour lui la souscription d'une assurance volontaire. En conséquence, il demande à Mme le ministre de la santé et de la famille de lui faire savoir ce qui est actuellement prévu ou ce qui pourrait être envisagé pour remédier à des situations semblables.

Réponse. — Les travailleurs salariés ou assimilés expatriés de nationalité française, qui ne sont plus soumis à la législation française ou aux règles de la Communauté européenne en matière de sécurité sociale, ont la faculté de s'assurer volontairement, en

particulier contre les risques de maladie et d'invalidité et les charges de la maternité, dans les conditions prévues aux articles L. 771 et suivants du code de la sécurité sociale. Le travailleur expatrié qui a souscrit cette assurance et qui, de retour en France, se trouve en état de chômage involontaire, a droit et ouvre droit, en application des dispositions de l'article 17, alinéa 4, du décret n° 77-1367 du 12 décembre 1977, aux prestations en nature de l'assurance maladie et maternité, s'il se fait inscrire à la section locale de l'agence nationale pour l'emploi du lieu de sa résidence dans le délai de trois mois à compter de la date de son retour en France. Par ailleurs, les personnes résidant en France et n'ayant pas droit à un titre quelconque aux prestations en nature d'un régime obligatoire d'assurance maladie et maternité relèvent du régime de l'assurance personnelle institué par la loi n° 78-2 du 2 janvier 1978. Conformément à l'article 16 de cette loi, quiconque entre dans le champ d'application de ce régime peut adhérer à titre transitoire à l'assurance volontaire gérée par le régime général, dans l'attente de la prochaine publication des textes réglementaires fixant le régime définitif de l'assurance personnelle. Les cotisations, qui peuvent être prises en charge en partie ou en totalité par l'aide sociale, feront l'objet d'une régularisation lorsque les cotisations définitives à l'assurance personnelle auront été fixées. Sur le plan international, des accords bilatéraux avec la Suède et la Finlande sont en cours d'examen afin d'améliorer la couverture sociale de nos ressortissants travaillant sur le territoire de ces deux Etats. Des dispositions spécifiques à la protection sociale des travailleurs privés d'emploi pourront être vraisemblablement intégrées, dans certaines limites, dans la convention de sécurité sociale négociée actuellement avec la Suède, sous réserve de l'accord des autorités compétentes des deux Etats. Dans l'état actuel de l'étude exploratoire menée sur la Finlande, il n'est pas possible de préjuger des modalités de coordination qui pourraient être envisagées, en matière de chômage, entre les deux pays.

Assurances vieillesse (cotisations).

9301. — 26 novembre 1978. — M. Yves Lanclen attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le fait qu'au moment où le Premier ministre affirme que le pouvoir d'achat sera maintenu en 1979, le programme de Blois précise que le montant du plafond de la sécurité sociale, servant à calculer les retenues sur les salaires ne serait pas augmenté en 1979. Cela signifie donc que le retraité de la sécurité sociale à 50 p. 100 du plafond actuel touchera l'an prochain, comme cette année 2 000 francs. Le plafond n'étant pas majoré, il semble que le pouvoir d'achat des retraités, loin d'être maintenu diminuera, compte tenu de l'évolution de l'indice des prix. Dans ces conditions, M. Lanclen aimerait savoir quelles mesures Mme le ministre va prendre pour que les retraités actuellement au plafond ne soient pas lésés.

Réponse. — Conformément à l'article 1^{er} du décret n° 77-1378 du 16 décembre 1977, le montant du plafond annuel des cotisations de sécurité sociale est fixé à partir du plafond applicable l'année précédente, compte tenu de l'évolution moyenne des salaires observée par le ministère du travail. En application de ce texte, le plafond a été relevé de 11,75 p. 100 et porté de 48 000 francs à 53 640 francs à compter du 1^{er} janvier 1979 par le décret n° 78-1212 du 26 décembre 1978.

Assurance maladie-maternité (remboursement : frais de transport).

9344. — 29 novembre 1978. — M. Georges Marchais attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les conséquences que présente le non-remboursement de frais occasionnés par les transports en ambulances pour certains malades. C'est ainsi que Mme X, aveugle depuis 1970, se voit refuser depuis l'année dernière le remboursement des dépenses qu'elle doit assumer pour se rendre à l'hôpital. En effet, depuis près de trois ans, Mme X, à la suite des traitements prescrits par l'ophtalmologiste, a des problèmes dentaires très sérieux qui nécessitent un traitement particulier en milieu hospitalier. Compte tenu de son état, Mme X... se faisait conduire et ramener à domicile par un service d'ambulances et était remboursée de la somme payée. Or, depuis près d'un an, la sécurité sociale, après l'avoir informée, dans un premier temps, qu'elle ne serait plus indemnisée que sur le tarif des taxis, Mme X... n'est vue, en définitive, supprimer tout remboursement depuis février 1978. Elle doit donc faire face à des dépenses importantes, ne pouvant arrêter le traitement en cours. Le cas présenté n'est pas isolé. M. Georges Marchais demande à Mme le ministre de la santé quelles mesures peuvent être prises pour que ces malades puissent être pris en charge totalement.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que les cas ouvrant droit au remboursement des frais de transport par l'assurance maladie sont limitativement énumérés par l'arrêté du 2 septembre 1955. C'est ainsi que sont remboursés les frais de

transport exposés par les assurés : en vue de se faire hospitaliser ; en vue de suivre un traitement prévu à l'article L 293 du code de la sécurité sociale ; en vue de répondre à la convocation d'un centre d'appareillage ; en vue de se rendre dans un établissement de rééducation en qualité d'interné ; en vue de se soumettre au contrôle médical ; en vue de faire constater son état d'invalidité par les caisses ; en vue de faire constater son état d'inaptitude par les caisses. En outre, il est généralement admis, à titre exceptionnel, que les frais de transport permettant d'éviter ou d'écourter une hospitalisation peuvent être pris en charge au titre des prestations légales dans un souci d'économie par l'assurance maladie. Il appartient, en effet, à chaque caisse d'exercer un contrôle rigoureux de l'application de la réglementation en vigueur et d'apprécier l'opportunité d'un transport effectué dans des conditions particulières dérogeant aux principes stricts posés par l'arrêté de 1955, et pour lequel un remboursement pourra intervenir à titre exceptionnel. Les caisses conservent la possibilité, lorsque la situation de l'assuré l'exige, d'octroyer une participation sur leur fonds d'action sanitaire et sociale. La question posée se référant à un cas particulier, il est suggéré à l'honorable parlementaire de donner par lettre toutes précisions utiles au ministre de la santé et de la famille qui fera procéder à une enquête.

Avortement (médecins).

9351. — 29 novembre 1978. — M. Guy Ducoloné rappelle à Mme le ministre de la santé et de la famille sa réponse du 2 septembre 1978 à sa question n° 4421 du 15 juillet 1978 relative aux interruptions volontaires de grossesse, réponse qui indique notamment que « le nouveau chef de service, comme il en a la possibilité en application des dispositions de l'article L. 162-8 du code de la santé publique, ne souhaite pas donner suite à ces demandes ». Il lui demande si la formulation de cette réponse ne risque pas de laisser croire qu'un chef de service a la possibilité, à lui seul, de refuser de pratiquer les interruptions volontaires de grossesse au nom de tous les médecins de l'établissement, même si certains de ces médecins n'opposent aucun refus, alors que l'article précité du code de la santé (« Un médecin n'est jamais tenu... ») considère que la possibilité du refus est fondée sur une clause de conscience qui, par définition, ne peut être qu'individuelle. Il lui demande aussi si sa déclaration lors des débats parlementaires (Journal officiel Sénat du 14 décembre 1974, p. 2942) aux termes de laquelle : « S'il n'y a pas de médecin pour procéder aux interruptions de grossesse, l'établissement n'y procédera pas » ne signifie pas, a contrario, que l'établissement est tenu d'y procéder dès lors qu'un médecin, habilité pour ce faire, accepte d'y procéder, quand bien même le chef de service s'y refuserait à titre personnel. Il lui demande enfin si un chef d'établissement visé par l'application de la loi de 1975 peut refuser de faire appel en cas de besoin à un gynécologue extérieur à son établissement pour procéder aux interruptions volontaires de grossesse.

Réponse. — En ce qui concerne la clause de conscience prévue à l'article L. 162-8 du code de la santé publique, le législateur a voulu que les médecins, et notamment ceux qui exercent dans un hôpital public ne puissent pas être contraints de pratiquer les interruptions volontaires de grossesse. Bien que la clause de conscience soit individuelle, il est cependant indéniable que l'opposition d'un chef de service peut faire obstacle à la réalisation de telles interventions dans son service. En effet, aux termes de l'article L. 708 du code de la santé le chef de service assume l'entière responsabilité du service qui lui a été confié. Il est précisé que l'intéressé n'est déchargé d'aucune des responsabilités qui lui incombent par la responsabilité propre de ses subordonnés. Ce principe de responsabilité a pour corollaire indispensable la pleine autorité du chef de service en ce qui concerne l'ensemble des activités pratiquées par les personnels de son service. Toutefois, il peut être procédé au recrutement d'attachés lorsque les médecins à temps plein ou à temps partiel ne peuvent assumer les tâches incombant à l'hôpital et cette possibilité a été rappelée, pour l'application des dispositions législatives relatives à l'interruption volontaire de grossesse, par la circulaire du 10 mars 1975. Des attachés ont été effectivement recrutés par certains hôpitaux qui, sans leur concours, n'auraient pu répondre aux demandes d'interruption volontaire de grossesse. Il doit être rappelé toutefois que le directeur de l'établissement hospitalier ne peut agir ainsi qu'en exécution d'une décision du conseil d'administration de l'établissement. En effet, aux termes de l'article 22 de la loi du 31 décembre 1970, ce conseil délibère sur les créations de service et le tableau des effectifs. Si le directeur est tenu d'exécuter les décisions ainsi arrêtées, il ne peut, en revanche, prendre des initiatives contraires à la volonté du conseil d'administration. Il résulte des informations communiquées par les médecins inspecteurs régionaux que 315 établissements hospitaliers publics et 329 établissements hospitaliers privés appliquent la loi du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse. A titre d'indication, il faut rappeler que le nombre d'interruptions volontaires de grossesse déclarées en 1976 en France était de 134 756 et en 1977 de 151 505. La baisse du nombre

des interruptions volontaires de grossesse pratiquées en Grande-Bretagne sur des femmes venant de France (14 809 en 1975, 14 509 en 1976 et 4 201 en 1977) ainsi que la disparition presque totale des cas de complication post abortum dans les services de réanimation permettent de supposer que la plupart des demandes sont acceptées et que les actes sont effectués dans des conditions satisfaisantes de sécurité.

Accidents du travail (rentes).

9362. — 29 novembre 1978. — M. Jean Laurain appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le retard pris par la revalorisation des rentes d'accidents du travail au regard de l'évolution des prix. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour que les mécanismes de revalorisation soient moins pénalisants pour les pensionnés et si elle envisage, dans cette attente, de procéder à une majoration des pensions en cause.

Réponse. — Conformément aux dispositions en vigueur, les coefficients de revalorisation des rentes d'accidents du travail sont ceux fixés pour les pensions d'invalidité. Ces coefficients de revalorisation sont obtenus par le calcul du rapport du salaire moyen des assurés sociaux et de la variation générale des salaires, en fonction du taux moyen des indemnités journalières de l'assurance maladie servies au cours de la période de référence. Depuis le 1^{er} janvier 1974, en application des dispositions du décret n° 73-1212 du 29 décembre 1973 (*Journal officiel* du 30 décembre) deux revalorisations interviennent chaque année le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet. Ainsi, pour les dernières années, les revalorisations ont été fixées comme suit : 1^{er} janvier 1976 : 8,3 p. 100 ; 1^{er} juillet 1976 : 8,2 p. 100 ; 1^{er} janvier 1977 : 8,6 p. 100 ; 1^{er} juillet 1977 : 7,1 p. 100 ; 1^{er} janvier 1978 : 8,2 p. 100. L'arrêté du 26 juin 1978 a fixé à 4,4 p. 100 le taux de majoration applicable à compter du 1^{er} juillet 1978 et à 6,5 p. 100 celui prenant effet au 1^{er} janvier 1979 (art. 3 dudit arrêté). Comme peut le constater l'honorable parlementaire au vu de ces chiffres qui montrent une évolution rapide, ces revalorisations permettent aux titulaires de rentes d'accidents du travail de conserver leur pouvoir d'achat et même de l'améliorer. Il n'est pas envisagé, à l'heure actuelle, de modifier les bases de calcul de ces revalorisations qui s'appuient sur l'évolution des salaires eux-mêmes.

Assurances maladie-maternité (remboursement).

9369. — 29 novembre 1978. — M. Pierre Prouvest expose à Mme le ministre de la santé et de la famille que l'arrêté du 19 juillet 1946, qui détermine les périodes de la vie auxquelles doivent être pratiqués les examens de santé prévus par l'article 294 du code de la sécurité sociale, fixe à soixante ans l'âge limite auquel peut avoir lieu le dernier examen obligatoire gratuit. Les caisses primaires d'assurance maladie ne peuvent, en conséquence, prendre en charge, au titre des prestations égales, les frais entraînés par les examens dispensés aux personnes âgées de plus de soixante ans. Etant donné l'intérêt qui s'attache à développer les actions de santé préventives en faveur des personnes âgées, il lui demande de vouloir bien lui faire connaître si elle n'envisage pas l'intervention d'un texte réglementaire qui permettrait, pour le moins, de reporter de soixante à soixante-cinq ans l'âge limite auquel peut être effectué le dernier examen obligatoire gratuit.

Réponse. — Ainsi que le souligne l'honorable parlementaire, l'article L. 294 du code de la sécurité sociale dispose que la caisse doit soumettre l'assuré et les membres de sa famille à certaines périodes de la vie, à un examen médical gratuit ; en cas de carence de la caisse, les intéressés peuvent demander le bénéfice de cette mesure. Un arrêté du 19 juillet 1946, qui détermine les périodes de la vie auxquelles doivent être pratiqués ces examens, fixe à soixante ans l'âge limite auquel peut avoir lieu le dernier examen obligatoire gratuit. Toutefois, les bilans de santé, demandés par les personnes âgées, peuvent être pris en charge par le budget d'action sanitaire et sociale des caisses primaires d'assurance maladie qui, dans ce cas, tiennent compte des ressources des assurés. En effet, l'efficacité de ce type de bilan de santé est susceptible de varier en fonction d'un très grand nombre de facteurs. Ces examens de dépistage doivent se fixer pour objectif la recherche de maladies qui soient identifiables avec des tests ayant fait leur preuve et ne présentant aucun risque pour les intéressés, et qui soient susceptibles d'être traitées précocement avec efficacité. Le nombre de ces maladies, qui doivent en outre être suffisamment répandues pour être détectées dans une proportion satisfaisante, est relativement restreint, et ceci d'autant plus que les affections recherchées doivent présenter un caractère de gravité justifiant une recherche systématique. Il en est ainsi notamment de certains cancers, certaines affections respiratoires chroniques, le diabète, et certaines maladies nutritionnelles. Quant au contenu de ces examens, celui-ci

dépend des maladies recherchées, des tests qui permettent de les dépister et des moyens susceptibles d'être raisonnablement mis en œuvre afin de pouvoir en faire bénéficier le maximum de personnes et non une simple catégorie qui se trouverait alors privilégiée. En effet, une trop grande complexité et une trop grande accumulation d'examen rendraient ceux-ci, sur le plan pratique, difficilement réalisables pour un nombre suffisant de personnes et, par conséquent, ne permettraient pas d'atteindre au mieux l'objectif poursuivi. Les caractéristiques particulières de ces bilans de santé les rendent peu adaptés à la situation des personnes âgées. Toutefois, il est actuellement procédé à des études en vue de déterminer s'il y a lieu de reporter l'âge limite des bénéficiaires d'un bilan de santé gratuit de soixante à soixante-cinq ans.

Accidents du travail (cotisations).

9410. — 30 novembre 1978. — M. Claude Martin demande à Mme le ministre de la santé et de la famille si elle n'estimerait pas juste que la détermination des taux de cotisation d'accidents du travail parte du nombre réel des accidents recensés dans l'établissement (et non d'un nombre fictif fonction des paiements intervenus), tienne compte du coût réel de ces accidents (et non de leur coût forfaitaire) et tende à rapporter les coûts aux salaires de la même année (et non à des salaires antérieurs de deux à cinq ans). A défaut, on risque de pénaliser de telle façon une entreprise qu'elle pourrait être acculée à la fermeture.

Réponse. — La triple question posée par l'honorable parlementaire a un objectif d'ensemble qui est celui d'une personnalisation plus grande de la tarification du risque « accidents du travail — maladies professionnelles — des entreprises. Les règles actuelles de tarification des accidents du travail, qui ont été fixées par l'arrêté du 1^{er} octobre 1976, répondent à ce souhait. En effet, dans le cadre de la politique définie par le Gouvernement en matière de prévention, ces règles ont renforcé le caractère personnel de la cotisation en liant cette dernière, plus que par le passé, aux résultats de l'entreprise, tant en ce qui concerne le nombre que la gravité des accidents. Afin d'inciter financièrement les employeurs à réaliser des efforts de prévention, on s'efforce d'ajuster autant que possible le taux des cotisations dues par chaque établissement à ses risques propres. A partir du moment où, dans un souci de prévention, le principe d'une relation entre la cotisation et le coût du risque est retenu, l'idéal serait une individualisation aussi poussée que possible, la cotisation due par chaque établissement variant, à la limite, directement en fonction du coût réel de son risque constaté au cours d'une période de référence déterminée. Mais une telle méthode n'est pratiquement applicable qu'aux établissements relevant d'entreprises présentant une certaine importance. En effet, un taux de cotisation l'est significatif d'un risque que s'il est calculé en tenant compte d'une assiette relativement importante (nombre de salariés ou nombre d'accidents, ce dernier nombre étant fonction du premier, relativement au risque existant) et permet, à partir d'une constatation faite sur le passé de couvrir les risques à venir avec une faible marge d'erreur. Par exemple, dans un établissement occupant deux salariés, la référence aux accidents survenus pendant une période passée ne peut présenter aucune signification pour l'avenir. C'est pourquoi, dans le but de trouver un équilibre entre le souhait de personnalisation du risque et la nécessité d'une certaine assurance pour les petites entreprises, des règles relativement complexes faisant intervenir des notions d'effectif et d'importance au risque ont été fixées. Ces règles, édictées par l'arrêté précité du 1^{er} octobre 1976, font intervenir des éléments statistiques (salaire plafonnés et prestations servies) concernant une période triennale de référence dont les résultats sont entièrement connus lorsque les taux sont calculés. C'est ainsi que la tarification à effet du 1^{er} janvier 1979 est établie d'après les éléments statistiques des années 1975-1976-1977, les résultats de l'année 1978 n'étant pas encore connus au début de l'année 1979. Le choix d'une période triennale est justifié par la nécessité d'obtenir des taux de cotisation relativement stables, à l'abri de fluctuations importantes qui pourraient se produire si on calculait ces taux à partir des statistiques d'une seule année. Les établissements peuvent, selon l'activité qu'ils exercent et l'importance de l'entreprise dont ils relèvent, être soumis à une tarification collective, une tarification individuelle à partir du coût réel des accidents, une tarification individuelle à partir des coûts moyens des accidents, une tarification mixte.

1^o Tarification collective : y sont soumis : tous les établissements occupant habituellement moins de vingt salariés, à l'exception de ceux relevant d'entreprises dont l'effectif global habituel est au moins égal à vingt salariés (par exception aux catégories suivantes y sont soumis également tous les établissements, quel que soit le nombre de leurs salariés ou celui de l'entreprise à laquelle ils appartiennent lorsqu'ils relèvent de certaines activités spécifiques). Les taux collectifs sont calculés annuellement par activité ou groupe

d'activités en fonction du montant des salaires plafonnés versés et des prestations servies, pendant une période de référence, à l'ensemble des salariés des établissements classés dans cette ou dans ces activités.

2° Tarification individuelle à partir du coût réel des accidents: y sont soumis: les établissements dont l'effectif habituel de salariés est au moins égal à 300; les établissements d'une même entreprise lorsque l'effectif global habituel de salariés de ladite entreprise est au moins égal à 300. Le taux individuel est déterminé compte tenu des éléments propres à l'établissement (coût du risque et salaires).

3° Tarification individuelle à partir des coûts moyens d'accidents: ce mode de tarification est applicable aux établissements relevant d'entreprises occupant de 100 à 299 salariés (ou de 200 à 299) et dont le taux collectif mesurant l'importance du risque est égal ou supérieur à 3 p. 100 (ou inférieur à 3 p. 100). Le taux individuel notifié est déterminé à partir des éléments propres à l'établissement, mais dans ce cas le coût du risque est directement lié à la fréquence des accidents survenus dans l'établissement au cours de la période de référence: il s'agit d'un coût forfaitaire qui est fonction du nombre d'accidents survenus dans ledit établissement.

4° Tarification mixte: elle s'applique aux établissements relevant d'entreprises occupant de 20 à 99 salariés (ou de 20 à 199) et dont le taux collectif mesurant l'importance du risque est égal ou supérieur à 3 p. 100 (ou inférieur à 3 p. 100). Le taux mixte s'obtient en additionnant une fraction du taux collectif de l'activité dont relève l'établissement et la fraction complémentaire à l'unité du taux individuel déterminé à partir des coûts moyens, qui serait attribué à l'établissement si ce mode de tarification lui était applicable. Le système en vigueur répond autant qu'il est possible aux préoccupations de l'honorable parlementaire. a) Détermination du taux de cotisation à partir du nombre réel d'accidents recensés dans l'établissement. C'est le cas pour tous les établissements des entreprises comptant au total au moins 200 salariés. Pour les établissements des entreprises comptant au total entre 20 et 200 salariés, on tient compte pour une part croissante selon leur taille et leurs risques du nombre des accidents survenus dans ces établissements. Mais afin d'éviter des évolutions de cotisations en dents de scie il était tout à fait impossible d'en tenir compte totalement ou même pour partie pour les petites entreprises. b) Tenir compte du coût réel des accidents. C'est le cas pour tous les établissements des entreprises comptant au total au moins 300 salariés. Pour les entreprises petites et moyennes, il a paru nécessaire, lorsqu'on tient compte du nombre d'accidents, d'appliquer à ceux-ci un coût moyen, manière d'introduire une part d'assurance, donc de collectivisation du risque afin d'éviter des fluctuations brutales de cotisations, source de difficultés pour la gestion de ces entreprises. c) Rapporier les coûts aux salaires de la même année. C'est le cas pour tous les établissements. C'est le taux de cotisation qui est déterminé, comme on l'a vu, par le rapport du coût des accidents aux salaires des trois années de référence. Le taux est appliqué aux salaires de l'année en cours. Les entreprises payent au prorata de leur masse salariale en cours, ce qui évite une surcharge pour les entreprises dont les effectifs sont en diminution. Il apparaît ainsi que ce système de tarification va dans le sens des préoccupations de l'honorable parlementaire, puisqu'il tend à développer la personnalisation des taux de cotisation, tout en conservant un caractère d'assurance, indispensable à l'égard des petites et moyennes entreprises.

Assurances vieillesse (Fonds national de solidarité, allocation supplémentaire).

9436. — 30 novembre 1978. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des personnes, titulaires de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité. A cet égard, il lui expose le cas suivant: une personne titulaire d'une pension d'invalidité (2^e catégorie) et de l'allocation du FNS a vu sa pension d'invalidité augmenter. Cela a eu pour effet de faire baisser le montant de son allocation du FNS et, au total, ses ressources diminuent. Cette application stricte de textes de portée générale aboutit à des conséquences contraires à l'esprit de l'institution du Fonds national de solidarité. C'est pourquoi il demande à **M. le ministre** quelles mesures il compte prendre pour que les personnes titulaires de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité soient assurées de ne pas subir de diminution de leurs ressources.

Réponse. — L'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité est un avantage non contributif destiné à compléter les pensions, rentes ou allocations des personnes âgées ou infirmes les plus démunies en leur procurant un minimum de ressource. C'est la raison pour laquelle son attribution est soumise à clause de ressources. Depuis le 1^{er} janvier 1979, les plafonds de ressources pris en considération pour l'attribution de cette prestation sont

fixés (allocation comprise) à 13 800 F par an pour une personne seule et à 25 800 F pour un ménage. La nature même de cette allocation, qui est une prestation d'assistance correspondant à un effort important de solidarité de la part de la collectivité nationale, explique que son montant diminue lorsque les ressources propres de son titulaire viennent à augmenter; l'application de cette réglementation ne peut toutefois avoir pour effet de diminuer les ressources globales des intéressés puisque la diminution des arrérages qu'ils perçoivent au titre de l'allocation supplémentaire s'effectue en contrepartie d'une augmentation équivalente de leurs revenus propres, dans le cadre des plafonds précités.

Transports en commun (handicapés).

9463. — 30 novembre 1978. — **M. Didier Barlan** expose à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que l'article 52 de la loi d'orientation n° 75-534 du 30 janvier 1975 en faveur des personnes handicapées précise que, « afin de faciliter les déplacements des handicapés, des dispositions sont prises par voie réglementaire pour adapter les services de transports collectifs ou pour aménager progressivement les réseaux de construction des véhicules de transports collectifs ainsi que les conditions d'accès à ces véhicules, ou encore pour faciliter la création et le fonctionnement de services de transports spécialisés pour handicapés ou à défaut l'utilisation des véhicules individuels ». D'après les indications données dans la réponse ministérielle à la question écrite n° 17217 de **Mme Brigitte Gros** (*Journal officiel*, débats Sénat, séance du 11 septembre 1975), la mise en application de cet article a fait l'objet de la constitution d'un groupe de travail réunissant les représentants qualifiés des divers départements ministériels concernés. Il lui demande de bien vouloir indiquer si les divers textes prévus pour la mise en vigueur de ces dispositions ont été maintenant publiés, et quelles mesures sont envisagées ou seraient encore éventuellement à l'étude.

Réponse. — Le décret n° 78-1167 du 9 décembre 1978, en son titre III, traite des mesures à prendre pour adapter les services de transports publics aux besoins des personnes handicapées et organise la planification de ces mesures. Le comité de liaison pour le transport des personnes handicapées constitué auprès du conseil supérieur des transports, et qui réunit des représentants des pouvoirs publics, des personnes handicapées et des transporteurs, doit très largement contribuer à la définition des mesures d'application du texte. D'autre part, ce comité fait entendre ou même lui-même un certain nombre d'études sur chacun des sujets qui touchent au transport des personnes handicapées. Il s'agit entre autres: de mieux connaître la population concernée et de mieux analyser ses besoins; de recenser les diverses possibilités techniques qui existent actuellement et d'encourager l'amélioration de ces techniques; de définir des normes de sécurité pour les véhicules; d'analyser les expériences françaises ou étrangères de ces dernières années; d'étudier les modalités techniques et économiques de l'adaptation des grands services publics de transport (chemins de fer, transports aériens, etc.). Le déroulement de ces études souvent très complexes ne fait évidemment pas obstacle à la mise sur pied d'expériences nouvelles ou à la poursuite de programmes d'aménagements déjà entrepris. L'ampleur du problème, la diversité des modes de transport et la diversité des handicaps limitent le champ des mesures d'ordre général et impliquent que l'effort de recherche, d'expérimentation et de planification entrepris se poursuive encore plusieurs années, pendant lesquelles les expériences nouvelles seront encouragées et alimenteront la réflexion.

Avortement (loi n° 75-17 du 17 janvier 1975).

9625. — 5 décembre 1978. — **M. Bernard Dorosier** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les difficultés rencontrées, dans de nombreux départements, pour l'application de la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 sur l'interruption volontaire de grossesse. Il lui demande de bien vouloir lui communiquer les éléments d'information qu'elle possède à ce sujet et de lui indiquer les dispositions qu'elle compte prendre afin que la loi soit effectivement appliquée, dans l'ensemble de son dispositif, sur la totalité du territoire.

Réponse. — Bien que plus concentrés dans les grands centres urbains, les services où se pratiquent les interruptions volontaires de grossesse sont répartis sur l'ensemble du territoire, et aucun département n'en est dépourvu. Actuellement, 315 établissements hospitaliers publics et 329 établissements hospitaliers privés en France continentale et en Corse appliquent la loi du 17 janvier 1975. En fait, si le nombre d'établissements hospitaliers publics équivalant à peu près à celui des établissements hospitaliers privés, la proportion d'interventions pratiquées dans le secteur public est nettement supérieure tant en 1976 qu'en 1977 puisqu'elle atteint environ 65 p. 100. Ces services disposent tous du matériel nécessaire et du personnel qualifié pour réaliser les interruptions

volontaires de grossesse dans des conditions satisfaisantes de sécurité. Les renseignements communiqués au ministère de la santé par les médecins inspecteurs régionaux chargés de collecter les bulletins statistiques et de vérifier le fonctionnement des établissements hospitaliers permettent de considérer qu'en dehors de certaines difficultés locales la loi est correctement appliquée dans l'ensemble de la France.

Retraites complémentaires (retraite anticipée).

9633. — 5 décembre 1978. — M. Michel Rocard appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les difficultés financières que rencontrent les personnes qui, en raison de leur travail, d'activités de guerre, ou parce que femmes ayant à soixante ans cotisé trente-sept ans et demi à la sécurité sociale, bénéficient du droit de quitter leur emploi avant l'âge de soixante-cinq ans avec une pension à taux plein. En effet, ces mêmes personnes ne peuvent prétendre aux droits à la pension complémentaire pour laquelle elles ont cotisé à titre facultatif ou obligatoire qu'à soixante-cinq ans. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures elle compte prendre pour ramener à l'âge du droit à pension de retraite de base le bénéfice de la pension complémentaire.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que les règles qu'appliquent la quasi-totalité des régimes de retraite complémentaire fixent l'âge normal de la retraite à soixante-cinq ans. Cette retraite peut être demandée par anticipation à partir de soixante ans; elle est alors affectée d'un coefficient d'anticipation. Toutefois, cette réduction n'est pas applicable en cas d'inaptitude au travail reconnue par la sécurité sociale. Il en est de même: pour les titulaires de la carte de déporté ou interné de la Résistance ou de la carte de déporté ou interné politique; pour les anciens combattants ou anciens prisonniers de guerre ayant droit à la liquidation de leur pension de sécurité sociale en application de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973; pour les travailleurs manuels et les mères de famille ayant obtenu la liquidation de leur pension de sécurité sociale en vertu de la loi n° 75-1279 du 30 décembre 1975. Par ailleurs, un avenant annexé à l'accord national interprofessionnel du 13 juin 1977 permet aux salariés âgés de soixante à soixante-cinq ans qui cessent volontairement leur activité de bénéficier, sous certaines conditions, de la garantie de ressources instituée par l'accord national interprofessionnel du 27 mars 1973 modifié. Les régimes de retraite complémentaire accordent aux intéressés des points gratuits pendant la période où ils perçoivent la garantie de ressources. Dans le domaine de la loi n° 77-774 du 12 juillet 1977 qui permet aux femmes remplissant les conditions requises d'obtenir entre l'âge de soixante et soixante-cinq ans une pension de vieillesse du régime général de sécurité sociale calculée sur le taux normalement applicable à soixante-cinq ans, les régimes de retraite complémentaire n'ont pas cru devoir adopter des mesures s'inspirant de celles prévues par le régime de base. En effet, les organisations signataires de ces régimes ont estimé qu'il ne serait guère dans l'intérêt des assurées en cause de leur accorder la retraite complémentaire sans application d'un coefficient d'anticipation car elles se trouveraient privées de la garantie de ressources susvisée — laquelle est plus avantageuse dans de nombreux cas — et ne peut être attribuée entre autres conditions que si les salariés ne sont pas en mesure d'obtenir une pension de vieillesse de la sécurité sociale au taux normalement applicable à soixante-cinq ans et une retraite complémentaire liquidée sans abattement. Il est fait observer que les régimes de retraite complémentaire ont des régimes de droit privé, distincts du régime général de la sécurité sociale et dont les règles sont fixées librement par les partenaires sociaux. L'administration, qui ne participe aucunement à l'élaboration de ces règles, n'est donc pas habilitée à les modifier.

Assurances maladie-maternité (remboursement : prothèses auditives).

9710. — 6 décembre 1978. — M. Joseph Comiti expose à Mme le ministre de la santé et de la famille le grave handicap que constitue la surdité chez les enfants de moins de six ans. Elle empêche non seulement le développement du langage, mais encore est une gêne du développement des facultés intellectuelles dans une période déterminante pour le développement de la personnalité. Dans certains cas les prothèses auditives et notamment les appareillages binauraux apportent une solution satisfaisante, à condition d'être utilisés suffisamment tôt et de s'adresser à des appareils sophistiqués où la stéréophonie apporte une tolérance, une intelligibilité et une discrimination supérieures à des appareillages plus rudimentaires. Malheureusement le prix de ces appareils et le taux insuffisant de remboursement entrent les maires de portée des familles modestes qui doivent se contenter d'appareils plus rustiques et moins bien tolérés. Sans négliger les charges qui peuvent en résulter pour le budget de la sécurité sociale, le remboursement intégral

de ces appareils, outre qu'il permettrait à tous les enfants de bénéficier aux progrès techniques récents en faisant d'eux des adultes aux facultés normales, éviterait sans doute de nombreuses dépenses ultérieures dues au développement des troubles psychiques et à tout le moins au handicap de la surdité de l'enfant et ses séquelles. Il lui demande quelle est sa position à l'égard du problème qu'il vient de lui exposer.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille est conscient de l'insuffisance des remboursements des frais exposés pour l'achat de prothèses auditives. Cette charge est particulièrement lourde pour les familles de jeunes enfants atteints de déficiences auditives, puisque souvent l'intérêt de l'enfant commande un doublement de l'appareillage. En l'état actuel de la réglementation, le montant du remboursement pour les bénéficiaires de l'assurance maladie est calculé sur la base des prix figurant au tarif interministériel des prestations sanitaires, quelle que soit la présentation de l'appareil : boîtier, lunettes ou contour d'oreille. En outre, la prise en charge est limitée à un seul appareil. Ce remboursement se fait à 70 p. 100 du tarif de responsabilité mais ce tarif est très inférieur aux prix actuellement pratiqués. Par comparaison avec les frais réels exposés par les familles, une telle situation n'est évidemment pas satisfaisante. C'est pourquoi une étude est actuellement entreprise en vue d'une refonte de la nomenclature, tenant compte du progrès technique ainsi que de l'évolution des prix. L'objectif est d'assurer le meilleur appareillage possible des insuffisances auditives et de réduire, autant qu'il sera possible, la participation personnelle des assurés sociaux à l'achat de leur prothèse. Cette réforme de la nomenclature et du tarif de référence se heurte à deux difficultés. Les techniques et les appareils évoluent constamment avec les progrès de l'électronique miniaturisée. La détermination des prix raisonnables est difficile car les appareils, le plus souvent importés, sont vendus avec des marges variées et mal connues. En attendant les résultats de cette étude globale, le problème spécifique que pose l'appareillage des jeunes enfants a donné lieu à un examen particulier qui a abouti à l'arrêté du 9 mars 1978. Aux termes de cet arrêté, lorsqu'un enfant âgé de moins de seize ans révolus doit, sur prescription médicale circonstanciée après avis du contrôle médical, bénéficier de l'attribution d'une audioprothèse stéréophonique, le tarif de responsabilité de la caisse est égal à deux fois le tarif de responsabilité applicable à un appareil à gain moyen, soit 1 282 francs. Pour les enfants de moins de six ans, des dispositions ont été prises qui devront permettre un meilleur remboursement de leur appareillage. Les caisses ont de plus la faculté de prendre en charge le ticket modérateur au titre des prestations supplémentaires.

Assurances maladie-maternité (remboursement des frais de dialyse).

9750. — 6 décembre 1978. — M. Paul Balmigère expose à Mme le ministre de la santé et de la famille que les insuffisants rénaux, devant subir de fréquentes dialyses, ne sont pas remboursés lorsque celles-ci sont effectuées au cours d'un séjour de vacances à l'étranger, alors que ces frais sont remboursés lorsque le déplacement à l'extérieur de nos frontières a une cause professionnelle. Il lui demande s'il n'est pas possible d'accorder le remboursement pour les dialyses effectuées pendant un voyage à l'étranger, ce qui serait une mesure tendant à réduire les inconvénients découlant pour les insuffisants rénaux de leur handicap.

Réponse. — L'article L. 254 du code de la sécurité sociale prévoit que, sous réserve des conventions et des règlements internationaux et des dispositions applicables aux travailleurs détachés (temporairement à l'étranger ou expatriés, lorsque les soins sont dispensés hors de France aux assurés ou à leurs ayants droit, les prestations correspondantes des assurances maladie et maternité ne sont pas servies. Il s'agit là d'une application du principe général de la territorialité de la sécurité sociale, justifiée par la nécessité pour celle-ci de pouvoir exercer un contrôle sur les soins dont le remboursement est demandé. Des dérogations peuvent être apportées à ce principe dans des cas limités. A cet égard, l'article 97 bis du décret du 29 décembre 1945 prévoit la possibilité d'un remboursement forfaitaire des soins dispensés aux assurés ou aux membres de leur famille qui sont tombés malades inopinément hors de France. De même, ledit article prévoit que les caisses peuvent, à titre exceptionnel et après avis favorable du contrôle médical, procéder au remboursement forfaitaire des soins dispensés à l'étranger, lorsque l'intéressé aura établi qu'il ne pouvait recevoir, sur le territoire français, les soins appropriés à son état. En l'état actuel de la réglementation, les soins d'hémodialyse pratiqués au cours d'un voyage à l'étranger ne peuvent donc être pris à charge au titre des prestations légales de l'assurance maladie. Cependant, les caisses d'assurance maladie ont la possibilité, dans ce cas, d'accorder, à l'assuré, sur le fonds d'action sociale et sociale, une participation aux frais qu'il doit engager.

Médicaments (colorants).

9767. — 7 décembre 1978. — M. Cleucé Martin demande à Mme le ministre de la santé et de la famille si les services de son département ministériel entendent exercer une action auprès des laboratoires pharmaceutiques afin de diminuer les colorants utilisés pour fabriquer les médicaments; en effet, si les colorants peuvent se justifier pour certains médicaments afin d'éviter la confusion, quand un traitement comporte plusieurs spécialités, il semble, en revanche, qu'il devrait être possible de réduire la quantité de colorants au minimum. Il souhaiterait connaître si le syndicat national des produits pharmaceutiques et ses adhérents accepteraient d'indiquer sur les emballages de leurs produits les colorants utilisés avec leur numéro de code de la CEE.

Réponse. — Le problème des colorants est une préoccupation ancienne des services de contrôle des médicaments; les décisions administratives évoluent constamment, avec le progrès des connaissances dans ce domaine. C'est ainsi que, depuis 1941, la législation pharmaceutique française prévoit, pour les spécialités pharmaceutiques, l'indication par le fabricant dans son dossier de demande d'autorisation de mise sur le marché de la formulation complète de la préparation, et notamment de la mention des colorants employés. Dès 1949, la pharmacopée française (anciennement codex) a précisé que les produits utilisés pour les comprimés devaient être choisis sur une liste autorisée, et, en 1959, une liste limitative de colorants, établie en fonction des renseignements toxicologiques disponibles et en particulier de la dose journalière acceptable, fut rendue obligatoire pour l'ensemble des médicaments. En 1965, cette liste limitative fut complétée par l'introduction dans la pharmacopée française de monographies comportant des exigences relatives à la qualité des produits utilisés (critères de pureté et d'identification...). Au plan européen des dispositions similaires ont été prises par les directives 78/25/CEE et 75/318/CEE. Enfin, en 1978 la commission nationale de pharmacopée a été chargée de réexaminer l'ensemble des problèmes relatifs à la présence des colorants dans les médicaments. Les premières conclusions du groupe de travail qui a été constitué à cet effet font ressortir l'incontestable nécessité de l'usage de ces produits pour pallier les risques de confusion tant au niveau de la fabrication industrielle que de l'utilisation par les praticiens et les malades; des travaux se poursuivent afin de déterminer les quantités minimales utiles en relation avec les diverses formes pharmaceutiques et avec les conditions d'emploi propres à certaines classes particulières de médicaments. Quant à l'information des malades, le syndicat national de l'industrie pharmaceutique, en accord avec les organisations de consommateurs, a invité ses adhérents à faire figurer sur les emballages des médicaments les numéros de code CEE des colorants contenus. Par ailleurs, l'administration impose la mention en clair, sur la notice jointe au médicament, de la présence d'un colorant quand une telle mention est nécessaire pour la protection de certains malades.

Accidents du travail (accidents de trajet).

9301. — 7 décembre 1978. — M. Jacques Doufflegues demande à Mme le ministre de la santé et de la famille de bien vouloir lui faire connaître la part qui revient, dans les accidents de travail déclarés en 1976 et 1977, aux accidents réellement intervenus sur les lieux de travail par rapport aux accidents intervenus au cours du trajet.

Réponse. — Les éléments statistiques recueillis par la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés permettent de connaître avec précision et de distinguer le nombre des accidents du travail proprement dits et le nombre des accidents de trajet survenus aux salariés relevant du régime général. Les deux tableaux ci-après font apparaître pour chaque catégorie le nombre d'accidents déclarés en 1976 et 1977. En ce qui concerne l'année 1976 pour laquelle des statistiques plus complètes existent, les tableaux font ressortir : 1° le nombre d'accidents avec arrêt de travail, c'est-à-dire ceux qui ont entraîné une interruption de travail d'un jour complet en sus du jour au cours duquel l'accident est survenu et donné lieu à une réparation sous forme d'un premier paiement d'indemnité journalière; 2° le nombre d'accidents graves, c'est-à-dire ayant entraîné soit l'attribution d'une rente d'incapacité permanente, soit le décès; 3° le nombre de décès. Parmi les accidents du travail proprement dits — donc à l'exclusion des accidents de trajet qui font l'objet de statistiques particulières — 29 483 accidents avec arrêt de travail, dont 7 494 graves, se sont produits en 1976 lors de déplacements pendant les heures de travail pour le compte de l'employeur. Les accidents constatés sur les lieux du travail mêmes représentent approximativement 96,9 p. 100 du nombre total des accidents avec arrêt de travail et 93,1 p. 100 du nombre total des accidents graves. En ce qui concerne les accidents survenus lors de déplacement pendant les heures de travail pour le compte de l'employeur, les pourcentages correspondants atteignent respectivement 2,7 p. 100 et 6,4 p. 100.

I. — Régime général. — Accidents du travail proprement dits (art. L. 415 du code de la sécurité sociale).

DÉSIGNATION	1976	1977
a) Nombre de déclarations Accidents du travail proprement dits	2 170 162	2 092 536
b) Accidents du travail avec arrêt	1 072 345	
c) Accidents du travail graves (inclus dans les accidents avec arrêt)	116 650	Statistiques non encore connues.
d) Accidents du travail mortels (inclus dans les accidents graves)	1 907	

II. — Régime général. — Accidents du trajet (art. L. 415-1 du code de la sécurité sociale).

DÉSIGNATION	1976	1977
a) Nombre de déclarations d'accidents du trajet	259 196	249 012
b) Accidents du trajet avec arrêt	160 841	
c) Accidents du trajet graves (inclus dans le nombre des accidents avec arrêt)	31 181	Statistiques non encore connues.
d) Accidents du trajet mortels (inclus dans le nombre des accidents graves)	1 281	

Assurances vieillesse
(Fonds national de solidarité : allocation supplémentaire).

9840. — 8 décembre 1978. — M. Bertrand de Malgret appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur certains abus qui lui ont été signalés en matière d'attribution de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité. C'est ainsi que certaines personnes dépourvues de sens civique procéderaient à des donations qui les laisseraient ensuite sans ressources et leur permettraient de percevoir l'allocation sans qu'aucune récupération des sommes versées ne puisse être effectuée au décès de l'allocataire. D'autre part, certaines personnes mariées sous le régime de la séparation de biens percevraient l'allocation sans qu'au décès de l'allocataire aucune somme puisse être récupérée, alors même que le conjoint survivant serait propriétaire d'un patrimoine important sur lequel, d'ailleurs, l'Etat devrait être autorisé à faire valoir ses droits lorsque ce conjoint vient à son tour à décéder. Il apparaît donc que cette allocation éminemment sociale, qui a permis de garantir des conditions de vie décentes à un grand nombre de personnes âgées, soit détournée des objectifs qui lui avaient été fixés par le législateur. Il lui demande quelles mesures elle pense pouvoir prendre pour éviter la multiplication de situations aussi choquantes.

Réponse. — Il n'est pas possible d'interdire au bénéficiaire de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité de disposer librement de ses biens de son vivant, mais il existe dans la réglementation, en ce qui concerne l'appréciation des ressources du requérant, un certain nombre de dispositions destinées à éviter les opérations telles que celles signalées par l'honorable parlementaire. Il est tout d'abord précisé que le calcul des ressources des époux est effectué, conformément à l'article 3, 2^e alinéa, du décret n° 64-300 du 1^{er} avril 1964 modifié en faisant masse de leurs ressources, quel que soit leur régime matrimonial, sans distinction entre les biens communs ou les biens propres des conjoints. Par ailleurs, il est tenu compte, en application de l'article 6 du décret du 1^{er} avril 1964 précité des biens mobiliers et immobiliers de l'allocataire et de son conjoint ainsi que de ceux dont il a été fait donation au cours des cinq années précédant la demande. Lorsque le donataire est un descendant, le revenu des biens ayant fait l'objet de la donation est évalué de la même façon que les biens possédés par l'allocataire, c'est-à-dire à 3 p. 100 de leur valeur réelle fixée à la date de la demande. Si le donataire est une personne autre qu'un des-

cependant, le requérant est censé percevoir du donataire une rente viagère calculée sur la valeur des biens à la date de la demande, admise par l'enregistrement, selon le tarif de la Caisse nationale de prévoyance, en vigueur à cette date. Les donations postérieures à la liquidation de l'allocation n'ont pas d'incidence sur l'appréciation des ressources de l'allocataire lorsque le donataire est un descendant, les biens mobiliers et immobiliers sur lesquels porte la donation demeurant pris en compte sur la base retenue lors de la liquidation (3 p. 100 de la valeur réelle). Lorsque le donataire est une personne autre qu'un descendant, il est procédé à la révision des droits afin de déterminer sur la base de la valeur réelle des biens mobiliers et immobiliers retenue lors de la liquidation, la rente viagère que l'allocataire est censé recevoir du donataire. S'agissant du recouvrement sur succession des arrérages de l'allocation supplémentaire, il est confirmé qu'en application de l'article L. 698 du code de la sécurité sociale, le recouvrement s'exerce à l'encontre de la seule succession de l'allocataire, lorsque l'actif net successoral est supérieur à un montant fixé à 150 000 F par le décret n° 77-1478 du 30 décembre 1977.

Assurances maladie-maternité (remboursement : services de long séjour).

9863. — 9 décembre 1978. — **M. Daniel Boulay** attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les graves conséquences entraînées par la loi du 4 janvier 1978, modifiant la prise en charge des longs séjours en milieu hospitalier ou de cure. Dans l'esprit de cette loi, les frais d'hébergement ne seront plus remboursés par les caisses d'assurance maladie, mais entièrement à la charge des intéressés ou de leurs familles. Cette modification de loi ne manque pas d'inquiéter bon nombre de familles aux revenus modestes, qui ne pourront s'acquitter de la somme réclamée par le service hospitalier. Cette nouvelle loi est en fait une remise en question de l'utilisation des services de gériatrie. En effet, devant l'accroissement des charges aux familles, seules des personnes ayant de bons revenus pourront bénéficier d'une surveillance médicale constante. Parallèlement les plus démunies, qui souvent ont le plus besoin de l'aide de ce service, seront écartées. Aussi, devant l'importance et l'urgence du problème soulevé, M. Daniel Boulay demande à Mme le ministre quelles mesures elle compte prendre afin de ne pas faire supporter le coût de l'hébergement lors de longs séjours en hôpital aux intéressés ou à leurs familles et de rétablir ainsi l'accès à tous du service de gériatrie sans discrimination d'ordre financier.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire porte sur le problème posé par la prise en charge des soins dans les établissements de long séjour pour personnes âgées. Les titres I et II de la loi n° 78-11 du 4 janvier 1978 ont défini les conditions de couverture, par l'assurance maladie, des frais afférents aux soins dispensés aux personnes âgées hébergées dans certains établissements médico-sociaux et dans les unités et centres de long séjour. Les décrets n° 78-477 et 78-478 du 29 mars 1978 ont précisé les conditions d'application du titre I aux établissements relevant de la loi du 30 juin 1975 sur les institutions sociales et médico-sociales (maisons de retraite, logements foyers, hospices et section d'hospices non transformés). Deux circulaires du 8 novembre 1978 ont mis en place le dispositif de financement des dépenses de soins dans ces institutions sociales et ont déterminé les forfaits de soins courants et de soins en section de cure médicale, qui seront pris en charge par les régimes d'assurance maladie selon une procédure de compensation nationale permettant la répartition des charges entre les divers régimes concernés. Un autre décret est en préparation pour l'application du titre II concernant le long séjour hospitalier et doit être prochainement publié. La mise en œuvre de ces différents textes dépendra ensuite des établissements eux-mêmes qui, après détermination de leur orientation sociale ou sanitaire en fonction de leur vocation actuelle et des besoins constatés localement, devront s'adapter aux nouvelles règles de fonctionnement et de financement. Beaucoup d'entre eux, dans le secteur social et surtout dans le secteur sanitaire, ont d'ailleurs déjà réalisé cette adaptation. Ces textes qui marquent une extension du champ d'application de l'assurance maladie, vont permettre d'alléger notablement la charge qui pesait sur les intéressés, leur famille ou l'aide sociale.

Sécurité sociale (cotisations).

9867. — 9 décembre 1978. — **M. Maurice Sergheraert** demande à Mme le ministre de la santé et de la famille si la cotisation patronale, régime de prévoyance, versée par un entrepreneur du bâtiment à la caisse du bâtiment et des travaux publics dont relèvent ses cadres et ETAM (employés techniciens et agents de maîtrise du bâtiment) doit être réintégrée dans la base de calcul des cotisations de sécurité sociale comme avantages en argent, même dans le cas où il n'est pas fait application de l'abattement supplémentaire de 10 p. 100 prévu en faveur des ouvriers du bâtiment ou dans le cas où il s'agit du personnel sédentaire.

Réponse. — L'article L. 120 du code de la sécurité sociale inclut dans l'assiette des cotisations toutes les sommes versées aux travailleurs en contrepartie ou à l'occasion du travail. Dans un arrêt du 12 mai 1977 (affaire société Resogil c/URSSAF de Paris), la Cour de cassation avait déjà fait observer que le règlement par l'employeur de cotisations s'ajoutant à celles des salariés, et destinées au financement des prestations servies par une mutuelle en sus de celles du régime général de la sécurité sociale, en diminuant nécessairement les cotisations des bénéficiaires, constitue un avantage en argent, complément du salaire, alloué à l'occasion du travail. A ce titre, les cotisations de l'employeur doivent être incluses dans l'assiette des cotisations au régime général, comme c'est d'ailleurs le cas des cotisations ouvrières versées à la mutuelle. En outre, dans un arrêt du 5 juillet 1978 (affaire URSSAF du Nord-Finistère c/société Bâtiment et ameublement), la Cour de cassation a précisé que le caractère obligatoire en application d'une convention collective des primes d'assurance décès versées par une société n'était pas à cette participation patronale le caractère d'avantage personnel consenti à l'occasion ou en contrepartie du travail fourni par les bénéficiaires. L'article L. 120 du code de la sécurité sociale ne fait en effet aucune distinction suivant le caractère obligatoire ou facultatif des sommes versées aux travailleurs en contrepartie ou à l'occasion du travail. Il ne fait non plus aucune distinction suivant que le salarié peut, ou non, bénéficier en matière fiscale de l'abattement supplémentaire de 10 p. 100, disposition dont l'objet est au demeurant strictement limité aux questions se rapportant à l'indemnisation des frais professionnels.

Assurances maladie-maternité (caisses).

9924. — 12 décembre 1978. — **M. Jean-Claude Gaudin** attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur une note de service du 10 avril 1978, B27 D 27, de la direction administrative de Paris, selon laquelle les agents d'accueil de la caisse primaire centrale d'assurance maladie de Paris, ont un déroulement de carrière qui leur permet, au terme de six ans d'ancienneté, d'accéder, à partir du coefficient de base 150, au coefficient de chef de section 195. Ceux qui étaient en place avant le 1^{er} avril 1977 se sont vu attribuer ce coefficient 195, sans stage probatoire. Comme Paris, les Bouches-du-Rhône ont reçu la dénomination de caisse primaire centrale d'assurance maladie, depuis le début de 1977. Pourtant, les agents d'accueil de la caisse des Bouches-du-Rhône sont restés, eux, au coefficient 150, pour une fonction identique aux agents d'accueil parisiens. Pourtant, tous les employés de la sécurité sociale sont régis par une seule et unique convention collective nationale. Faut-il envisager d'étendre les avantages accordés aux agents d'accueil de la région parisienne à ceux des Bouches-du-Rhône.

Réponse. — Conformément aux articles 62 et 63 de l'ordonnance n° 87-706 du 21 août 1967, les conditions de travail des personnels des organismes de sécurité sociale sont fixées par voie de conventions collectives conclues entre l'union des caisses nationales de sécurité sociale et les organisations syndicales représentatives du personnel et dont les dispositions prennent effet après agrément du ministre chargé de la sécurité sociale. La classification des emplois des organismes de sécurité sociale annexée à l'avenant du 17 avril 1974 a prévu que les agents d'accueil relèvent du niveau VI, coefficient 150. Ces dispositions conventionnelles s'appliquent sous la responsabilité propre des directeurs d'organismes en fonction des tâches réellement assurées par les agents. Il n'appartient pas à l'autorité de tutelle d'intervenir dans ce domaine du moment que les mesures prises par le directeur de la caisse s'inscrivent dans le cadre de la dotation budgétaire approuvée. Aucun élément ne permet de conclure que l'application de la convention collective dans la caisse primaire d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône n'est pas correcte.

Allocations de logement (conditions d'attribution).

9927. — 12 décembre 1978. — **M. Marcel Garrouste** appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation choquante au regard de l'allocation logement des personnes salariées qui ont choisi la préretraite. Les accords sur la préretraite qui ont été conclus dans l'optique de dégager des emplois tenus par des travailleurs âgés de soixante à soixante-cinq ans n'ont pas traité la question de l'allocation logement. En conséquence, il demande au Gouvernement n'envisage pas, comme ce serait semble-t-il souhaitable, de prévoir l'extension aux préretraités du service de l'allocation logement, la situation actuelle étant de nature à diminuer l'intérêt de la préretraite. Plus largement, il lui demande si elle n'a pas l'intention de faire en sorte que tous les retraités, partant à la retraite entre soixante et soixante-cinq ans, bénéficient de cette prestation dès lors que les autres conditions sont remplies.

Réponse. — La loi n° 71-582 du 18 juillet 1971 dispose que peuvent obtenir l'allocation de logement sous réserve de payer un minimum de loyer, compte tenu de leurs ressources : les per-

sonnes âgées d'au moins soixante-cinq ans ou d'au moins soixante ans en cas d'inaptitude au travail; les personnes atteintes d'une infirmité entraînant une incapacité permanente au moins égale à 80 p. 100 et celles qui sont, compte tenu de leur handicap, dans l'impossibilité reconnue par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel prévue à l'article L. 323-11 du code du travail, de se procurer un emploi; les personnes âgées de moins de vingt-cinq ans exerçant une activité salariée et qui occupent un logement indépendamment du logement de leurs ascendants. Depuis le 1^{er} juillet 1978, en application du décret n° 78-807 du 28 août 1978, qui modifie le décret n° 72-526 du 29 juin 1972, l'allocation de logement à caractère social peut également être accordée, sur la base d'une présomption d'inaptitude aux anciens combattants et prisonniers de guerre bénéficiant entre soixante et soixante-cinq ans d'une pension calculée au taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans en application de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973; travailleurs manuels salariés et aux mères de familles salariées ayant exercé un travail manuel ouvrier et bénéficiant entre soixante et soixante-cinq ans d'une pension calculée au taux normalement applicable à soixante-cinq ans en application de la loi n° 75-1279 du 30 décembre 1975. En l'absence de dispositions législatives les concernant, les personnes admises à la préretraite, en application des accords des 27 mars 1972 et 13 juin 1977 par arrêté des 28 mai 1972 et 9 juillet 1977 ne peuvent pas obtenir l'allocation de logement.

Pension de réversion (conditions d'attribution).

9946. — 12 décembre 1978. — M. André Tourné expose à Mme le ministre de la santé et de la famille qu'en date du 26 avril 1973, il s'adressait à son prédécesseur par voie de question écrite sous le numéro 656. « Il appelle son attention sur la situation difficile et souvent tragique dans laquelle se trouvent un grand nombre de veuves civiles. Ces dernières à travers toute la France sont des dizaines de milliers. A la suite du décès de leur mari la plupart d'entre elles, du jour au lendemain, se trouvent sans ressources et sans travail. On compte parmi elles beaucoup de mères de famille ayant des enfants en bas âge, et certaines totalisent de cinq à trente ans de mariage. Il en est aussi qui sont partiellement handicapées physiques ou de santé précaire. Aussi, pour toutes ces femmes, le veuvage, en plus des aspects moraux ou sentimentaux qu'il provoque, représente dans la majorité des cas, un véritable drame social. Il n'est pas possible qu'une société civilisée comme la nôtre n'envisage pas de régler socialement le très sérieux problème des veuves civiles. Une première mesure a été prise qui attribue à certaines d'entre elles une pension de réversion, mais seulement à partir de l'âge de cinquante-cinq ans. Et cela, sans bénéfice du fonds national de solidarité. Pour apporter un véritable début de solution au drame que représente la situation de plusieurs milliers de veuves civiles, il faudrait : 1° accorder une pension de réversion ou une allocation spéciale avec bénéfice du fonds national de solidarité à partir de trente-cinq ans au moins; 2° une telle pension ne devrait prendre effet qu'après une période de trois années au cours desquelles les intéressées bénéficieraient de l'allocation de chômage et de la possibilité de pouvoir acquérir un métier à la suite d'une formation professionnelle accélérée dans un établissement spécialisé; 3° les veuves atteintes d'une déficience physique ou mentale égale ou supérieure à 50 p. 100 devraient pouvoir bénéficier dès leur veuvage des deux aides précitées. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soit amélioré le sort des veuves civiles dépourvues de ressources. » Cette question n'ayant pas reçu de réponse, il lui demande si elle ne pourrait pas lui faire part de ses positions vis-à-vis des suggestions qu'elle comporte.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que les pouvoirs publics, conscients des nombreuses difficultés auxquelles se heurtent les veuves, ont pris, au cours de ces dernières années, d'importantes mesures en vue d'assouplir les conditions d'ouverture du droit à pension de réversion du régime général de la sécurité sociale. Ainsi, l'âge d'attribution de la pension de réversion a été ramené à cinquante-cinq ans au lieu de soixante-cinq ans (ou soixante ans en cas d'inaptitude au travail); la durée de mariage requise a été réduite à deux ans avant le décès (au lieu de quatre ans avant le décès ou deux ans avant l'entrée en jouissance de l'avantage de vieillesse de l'assuré décédé); le plafond des ressources personnelles du conjoint survivant a été considérablement relevé et ces ressources sont désormais appréciées à la date de la demande de pension de réversion (compte tenu du montant annuel du salaire minimum de croissance à cette date) ou subsidiairement à la date du décès, étant précisé qu'il n'est pas tenu compte des avantages de réversion ni des revenus des biens mobiliers et immobiliers acquis du chef du conjoint décédé ou disparu ou en raison de ce décès ou de cette disparition; en outre, le cumul de la pension de réversion et des avantages personnels de vieillesse ou

d'invalidité a été autorisé dans certaines limites. Mais il ne paraît pas possible actuellement d'abaisser à trente-cinq ans l'âge d'attribution de la pension de réversion, compte tenu des incidences financières importantes qui en résulteraient pour le régime général de la sécurité sociale et pour les régimes légaux obligatoires qui sont alignés sur lui. Il est d'ailleurs rappelé que l'amélioration de la protection sociale des veuves ne passe pas nécessairement par un élargissement des droits de réversion mais plutôt par le développement des droits propres des femmes et diverses dispositions sont déjà intervenues en ce sens (majoration de durée d'assurance de deux ans par enfant élevé et assurance vieillesse des mères de famille, notamment). D'autre part, des mesures ont été prises en faveur des veuves qui, en raison de leur âge, ne peuvent prétendre à la pension de réversion et qui, par ailleurs, ne réunissent pas les conditions d'invalidité requises pour l'attribution de la pension de veuve invalide prévue par l'article L. 323 du code de la sécurité sociale, pour leur permettre, dans l'attente d'une réinsertion dans la vie active, de faire face à leurs charges familiales. Ainsi, une aide temporaire aux parents isolés a été prévue par la loi du 9 juillet 1976. Cette prestation est versée pendant une année à compter du décès du chef de famille, délai éventuellement prolongé jusqu'au troisième anniversaire du dernier enfant à charge. De plus, la loi n° 75-574 du 4 juillet 1975 tendant à la généralisation de la sécurité sociale dispose que les ayants droit de l'assuré décédé, s'ils ne relèvent pas personnellement d'un régime obligatoire, continuent à bénéficier, pendant un an, des prestations en nature de l'assurance maladie dont relevait l'assuré à la date du décès; cette durée est prolongée jusqu'à ce que le dernier enfant ait atteint l'âge de trois ans. L'ensemble de ces réformes apporte une amélioration sensible à la situation d'un grand nombre de conjoints survivants. Par ailleurs, afin de favoriser leur réinsertion professionnelle, l'article 7 de la loi du 3 janvier 1975 prévoit que les veuves, qu'elles aient ou non des enfants à charge, qui se trouvent dans l'obligation de travailler, bénéficient d'une priorité en matière d'accès aux cycles et stages de formation professionnelle. En outre, conformément à l'article 8 de cette loi, les limites d'âge pour l'accès aux emplois publics ne sont pas opposables à ces veuves. Cependant, malgré les améliorations apportées par l'ensemble de ce dispositif social, la situation des veuves continue de préoccuper le Gouvernement. C'est pourquoi, conformément aux objectifs du programme de Blois, des études sont actuellement en cours en vue de la mise en place d'un système d'assurance vie obligatoire, dans le cadre du régime général de la sécurité sociale, pour assurer un revenu temporaire aux veuves chargées de famille sans ressources suffisantes. S'agissant de la suggestion de l'honorable parlementaire, tendant à attribuer aux veuves dès l'âge de trente-cinq ans l'allocation spéciale complétée par l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, il n'apparaît pas possible de la retenir. En effet, l'allocation spéciale de vieillesse visée à l'article L. 675 du code de la sécurité sociale ne peut être attribuée qu'aux personnes ayant plus de soixante-cinq ans (soixante ans en cas d'inaptitude au travail) remplissant un certain nombre de conditions relatives notamment aux ressources et qui ne relèvent d'aucun régime d'assurance vieillesse. La nature même de cette prestation rend impossible l'extension de son champ d'application aux actifs, notamment aux veuves dès l'âge de trente-cinq ans. D'autre part, il n'est pas envisagé de faire bénéficier de cette prestation les veuves titulaires d'une pension de réversion et d'un âge compris entre cinquante-cinq ans et soixante ans. S'agissant plus particulièrement des veuves atteintes d'un handicap physique, sensoriel ou mental se traduisant par un taux d'incapacité permanente constaté et les mettant dans l'impossibilité de se procurer un emploi, elles peuvent, après examen par la Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP), obtenir, quel que soit leur âge, l'allocation aux adultes handicapés d'un montant de 12 900 francs par an. Quant aux veuves titulaires d'une pension d'invalidité, elles peuvent obtenir en complément de cet avantage l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, dans la limite d'un plafond de ressources de 12 900 francs par an. La question de l'attribution des allocations de chômage aux veuves civiles relève de la compétence exclusive de M. le ministre du travail et de la participation.

Assurance maladie-maternité (remboursement des prothèses auditives).

9961. — 12 décembre 1978. — Mme Myriam Barbere attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des enfants nécessitant un appareil auditif de correction. Elle lui expose le cas d'une enfant nécessitant le port de deux appareils de correction auditive à transistors en stéréophonie d'un coût de 5 500 francs. Le taux de responsabilité de la sécurité sociale est établi à 631 francs $\times$ 2 = 1 262 francs, alors que le remboursement des soins est de 100 p. 100. Elle dénonce le fait que, par un manque de moyens financiers des parents, on puisse créer un handicap à vie pour une fillette qui sera la victime d'une ségrégation par l'argent, alors que les moyens techniques existent qui lui assureraient une réinsertion normale. Elle lui demande ce qu'elle compte faire

pour permettre aux enfants, dont les familles ne peuvent subvenir financièrement aux besoins médicaux, de bénéficier des innovations techniques qui pourraient leur permettre une vie sociale normale.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille est conscient de l'insuffisance des remboursements des frais exposés pour l'achat de prothèses auditives. Cette charge est particulièrement lourde pour les familles de jeunes enfants atteints de déficiences auditives, puisque souvent l'intérêt de l'enfant commande un doublement de l'appareillage. En l'état actuel de la réglementation, le montant du remboursement pour les bénéficiaires de l'assurance maladie est calculé sur la base des prix figurant au tarif interministériel des prestations sanitaires, quelle que soit la présentation de l'appareil : boîtier, lunettes ou contour d'oreille. En outre, la prise en charge est limitée à un seul appareil. Ce remboursement se fait à 70 p. 100 du tarif de responsabilité mais ce tarif est très inférieur aux prix actuellement pratiqués. Par comparaison avec les frais réels exposés par les familles, une telle situation n'est évidemment pas satisfaisante. C'est pourquoi, une étude est actuellement entreprise en vue d'une refonte de la nomenclature, tenant compte du progrès technique ainsi que de l'évolution des prix. L'objectif est d'assurer le meilleur appareillage possible des insuffisances auditives et de réduire autant qu'il sera possible la participation personnelle des assurés sociaux à l'achat de leur prothèse. Cette réforme de la nomenclature et du tarif de référence se heurte à deux difficultés : les techniques et les appareils évoluent constamment avec les progrès de l'électronique miniaturisée. La détermination des prix raisonnables est difficile car les appareils, le plus souvent importés, sont vendus avec des marges variées et mal connues. En attendant les résultats de cette étude globale, le problème spécifique que pose l'appareillage des jeunes enfants a donné lieu à un examen particulier qui a abouti à l'arrêté du 9 mars 1978. Aux termes de cet arrêté, lorsqu'un enfant âgé de moins de seize ans révolus doit, sur prescription médicale circonstanciée après avis du contrôle médical, bénéficier de l'attribution d'une audioprothèse stéréophonique, le tarif de responsabilité de la caisse est égal à deux fois le tarif de responsabilité applicable à un appareil à gain moyen soit 1 262 francs. Pour les enfants de moins de six ans, ces dispositions ont été prises qui devront permettre un meilleur remboursement de leur appareillage. Les caisses ont de plus la faculté de prendre en charge le ticket modérateur au titre des prestations supplémentaires.

Santé scolaire et universitaire (services médico-scolaires).

9972. — 12 décembre 1978. — **M. Paul Balmigère** expose à Mme le ministre de la santé et de la famille les conditions dans lesquelles fonctionne le service départemental de santé scolaire (Hérault) : quinze équipes médico-scolaires sont en place dans ce département, douze d'entre elles fonctionnent avec quatre personnes, trois ne comptent que trois personnes, alors que les instructions officielles prévoient des équipes de six personnes, et que les secteurs de Pézenas, Bédarieux, Saint-Pons, sont dépourvus d'assistante sociale. Il lui demande entre quelles dates ces secteurs ont fonctionné sans assistantes sociales et si les dispositions budgétaires peuvent être prises pour amener les équipes médico-scolaires au niveau préconisé par les textes.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille est conscient des difficultés auxquelles doit faire face le service de santé scolaire dans certains départements eu égard à la diversité des missions qui lui sont imparties. Les études entreprises sur ce service ont fait apparaître la nécessité d'une réforme en profondeur pour tenir compte de l'évolution des besoins de la population d'âge scolaire dans les domaines sanitaire, médical et social. Un projet de texte tendant à fixer les objectifs et les missions du service de santé scolaire a été préparé en liaison avec le ministère de l'éducation et soumis au comité consultatif chargé de l'étude des actions médicales, paramédicales et sociales liées à la scolarité des enfants et des adolescents. La situation des effectifs ne pourra donc être exactement appréciée qu'ultérieurement en fonction des orientations retenues. En ce qui concerne plus particulièrement la situation des effectifs du service de santé scolaire de l'Hérault, celle-ci peut être considérée comme satisfaisante puisque tous les emplois prévus sont au complet, à l'exception de ceux des assistantes sociales où il existe une vacance qui sera offerte prochainement à la mutation ou, à défaut, aux candidates admises au concours de mai 1979. Dans les secteurs de Pézenas, Bédarieux et Saint-Pons, une assistante sociale a été recrutée, au début de l'année scolaire 1978-1979, pour le secteur de Pézenas. Pour ceux de Bédarieux et de Saint-Pons, une candidature est recherchée.

Assurances maladie-maternité (remboursement optique).

9984. — 12 décembre 1978. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la médiocrité des remboursements fixés par la sécurité sociale en matière

d'optique. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour améliorer cette situation compte tenu de l'extrême nécessité de ces dépenses et de l'importance qu'elles représentent pour des personnes de condition modeste.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille se préoccupe vivement de l'écart, important en effet, existant en matière d'optique médicale entre prix publics et tarifs de responsabilité de l'assurance maladie. Dans l'état actuel de la réglementation, les frais engagés par les assurés sociaux pour l'achat de lunettes sont remboursés, quel que soit le coût réel des verres, sur la base d'un tarif de responsabilité qui varie en fonction de la qualité et de la nature du verre ainsi que de ses dimensions. Par comparaison avec les frais réels exposés par les familles, une telle situation n'est évidemment pas satisfaisante. C'est pourquoi il est envisagé de reprendre, au cours des mois à venir, les études déjà entreprises afin d'aboutir à une refonte de la nomenclature d'optique. Cette refonte tiendra compte des progrès scientifiques réalisés en la matière et visera à porter les articles inscrits à la nomenclature au niveau des prix pratiqués sur le marché, en maintenant la parité à laquelle il aura été ainsi possible de parvenir. Il convient néanmoins de souligner que des problèmes techniques et financiers se posent et qu'il est actuellement difficile de fixer un terme précis à l'achèvement de ces travaux. Dans l'immédiat, les caisses gardent toute possibilité d'intervenir sur leur fonds d'action sanitaire et sociale en faveur des assurés dont la situation le justifie.

Masseurs et kinésithérapeutes (rémunérations).

10007. — 12 décembre 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur l'insuffisance des revalorisations des honoraires des masseurs-kinésithérapeutes conventionnés. La lettre-clé AMM est passée, en quatre années, de 4,85 francs à 6,60 francs, soit une augmentation de 36 p. 100 alors que l'indice national des prix à la consommation a crû dans le même temps de près de 47 p. 100. Il lui demande, donc, quelles mesures elle entend prendre pour qu'il soit mis fin à la lente dévalorisation du tarif des actes effectués par les masseurs-kinésithérapeutes qui met en péril l'exercice libéral de la profession.

Réponse. — Dans le cadre de la convention nationale définissant les rapports entre les caisses primaires d'assurance maladie et les masseurs-kinésithérapeutes, les négociations pour la révision des tarifs ont abouti en juillet 1978 à un accord entre les parties signataires de la convention qui a reçu l'aval du Gouvernement. Cet accord a revalorisé les tarifs d'honoraires en deux étapes, au 15 juillet et au 15 octobre 1978. Ainsi le tarif de la lettre-clé AMM a été porté de 6,25 francs à 6,45 francs au 15 juillet et 6,60 francs au 15 octobre. A cette dernière date, la valeur de la lettre-clé AMM était ainsi supérieure de 10 p. 100 au niveau atteint un an auparavant : 6 francs en octobre 1977. En ce qui concerne les frais de déplacement, le tarif de l'indemnité forfaitaire de déplacement applicable pour les trajets effectués en agglomération est passé de 5,20 francs à 5,50 francs au 15 juillet et 5,80 francs au 15 octobre et celui de l'indemnité horo-kilométrique qui rémunère les déplacements hors agglomération qui était de 0,70 franc en plaine et de 0,90 franc en montagne, a été porté respectivement à 0,90 franc et à 1,20 franc au 15 juillet. Les conséquences économiques et financières de cette revalorisation, qui s'ajoute à celle intervenue à titre exceptionnel au 15 février 1978, en fonction de l'évolution constatée de l'indice des prix, ont été appréciées dans le cadre de l'année civile 1978.

Sécurité sociale (cotisations patronales).

10045. — 13 décembre 1978. — **M. Jean-Pierre Abelin** demande à Mme le ministre de la santé et de la famille si un commerçant peut se limiter, dans la déclaration annuelle à produire à l'URSSAF servant de base de calcul à ses cotisations ETI, à porter comme indication « plafond » ou s'il doit, au contraire, y mentionner le revenu exact déclaré au service des impôts.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille informe l'honorable parlementaire que la cotisation personnelle d'allocations familiales des employeurs et travailleurs indépendants est une cotisation annuelle dont le montant est déterminé sur la base d'une déclaration des revenus professionnels provenant de toute activité salariée relevant des professions non agricoles à l'organisme chargé du recouvrement dont ils relèvent. L'article 1^{er} de l'arrêté du 9 août 1974 (Journal officiel du 28 août 1974) pris en application du décret n° 46-1378 du 8 juin 1946, et notamment son article 153, modifié par le décret n° 74-313 du 29 mars 1974, précise que cette déclaration doit comporter le revenu professionnel, tel qu'il est retenu pour le calcul de l'impôt sur le revenu avant déduction des déficits des années antérieures. Néanmoins, l'employeur ou le travailleur indépendant peut se borner à déclarer le revenu utile à l'assiette des cotisations, soit en l'espèce le revenu professionnel plafonné.

Assurances invalidité-décès (pensions).

10054. — 13 décembre 1978. — M. Marcel Tassy attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation dramatique de bon nombre de personnes invalides en raison du faible montant des pensions d'invalidité. L'exemple qui vient de lui être signalé en témoigne. Une famille de trois personnes doit vivre avec 1 800 francs par mois. Le chef de famille en dépression nerveuse depuis plusieurs années, classé en invalidité 2^e catégorie, dispose d'une pension de 480 francs par mois. Cette situation financière aggrave son état de santé. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour relever le montant de la pension d'invalidité.

Réponse. — Des améliorations sensibles ont été apportées dans le mode de calcul des pensions d'invalidité au cours de ces dernières années. C'est ainsi que les pensions sont désormais revalorisées deux fois par an au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année. Par ailleurs, depuis l'intervention du décret n° 74-820 du 25 septembre 1974, les pensions d'invalidité sont calculées en tenant compte des dix années d'assurance dont la prise en considération est la plus avantageuse pour l'assuré. Compte tenu de la situation financière actuelle du régime général de la sécurité sociale, il n'est pas possible de prévoir pour l'instant un relèvement des taux de pension en vigueur en matière d'invalidité. Cependant, les pouvoirs publics ont conscience de tous les problèmes posés aux travailleurs par la survenance d'une invalidité. Ces problèmes font l'objet d'un examen attentif.

Allocations de logement (conditions d'attribution).

10061. — 13 décembre 1978. — M. Charles Fiterman attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les conséquences de la suppression de l'allocation-logement en cas de non-paiement du loyer. Les dispositions actuelles permettant au bailleur ou à son représentant de faire opposition sur cette allocation se révèlent insuffisamment appliquées et inefficaces, puisque dans la quasi-totalité des situations de retard dans le paiement des loyers, l'allocation-logement se trouve effectivement bloquée. Cette pratique aggrave considérablement les difficultés des familles se trouvant dans ces situations, en même temps qu'elle alourdit la charge financière des bureaux d'aide sociale amenées à les secourir. Dans ces circonstances, il lui demande si elle compte réviser les conditions de paiement de l'allocation-logement, afin que cette aide accordée aux familles les plus modestes ne leur soit plus supprimée dans les circonstances où elles en ont le plus besoin.

Réponse. — En l'état actuel de la législation (art. L. 537 du code de la sécurité sociale et loi n° 71-582 du 16 juillet 1971, art. 1^{er}, 2 et 4) le versement de l'allocation de logement est subordonné au paiement d'un loyer — ou de mensualités de remboursement en cas d'accession à la propriété. En cas de défaut de paiement, des mécanismes sont prévus pour venir en aide aux intéressés. Ces mécanismes tendant à faire du bailleur — ou de l'établissement prêteur — l'attributaire de la prestation au moins pendant un certain laps de temps. Pour être efficaces, ces mécanismes doivent être mis en œuvre très rapidement. Cette mise en œuvre, commandée par une démarche initiale du bailleur ou de l'établissement prêteur, doit emprunter une procédure fixée par les articles 11 et 17 du décret n° 72-533 du 29 juin 1972 modifié en ce qui concerne l'allocation de logement à caractère familial et par les articles 12 et 15 du décret n° 72-526 du 29 juin 1972 modifié en ce qui concerne l'allocation de logement à caractère social, procédure qui a pour effet de respecter les intérêts et les droits des parties en présence mais qui exige certains délais. Pour sa part, le ministre de la santé et de la famille est prêt à examiner, en liaison avec les autres ministres concernés, les mesures d'allègement de la procédure susvisée, et, plus généralement, tous les moyens permettant de venir en aide aux familles et aux personnes ayant des difficultés à faire face à leurs dépenses de logement.

Assurances maladie-maternité (cotisations).

10079. — 13 décembre 1978. — M. Maurice Tiesandier appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur l'opportunité qu'il y aurait d'établir une cotisation assurance-maladie sur les pensions et retraites des retraités du régime général, sur le modèle de celle que supportent les retraités militaires. Il s'agirait là, d'une part, d'une mesure de classification puisque les retraités eux aussi bénéficient de l'assurance maladie. Ce serait, d'autre part, une mesure de justice si l'on établit une telle cotisation uniquement sur les pensions et retraites d'un montant élevé et si l'on supprime ainsi une choquante disparité entre de bas salaires soumis à cotisation et de fortes pensions

qui y échappent. Il lui demande dans quelle mesure une telle réforme lui paraît envisageable et de nature à résorber le déficit de la sécurité sociale.

Réponse. — Le principe de l'institution d'une cotisation d'assurance maladie sur les retraites servies par le régime général de la sécurité sociale est déjà inscrit dans la loi, aux articles L. 354 du code de la sécurité sociale et 13 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967. La mise en œuvre de ce principe a été jusqu'à présent différée en raison de la modicité des pensions servies par le régime général à l'origine. La révision récente des règles de liquidation et de revalorisation des pensions, ainsi que la généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés réalisée par la loi n° 72-1223 du 23 décembre 1972, ont profondément modifié la situation pécuniaire des intéressés, dont la carrière permet aujourd'hui, le plus souvent, de faire valider le maximum de trimestres d'assurance pris en compte. En conséquence, le Parlement sera prochainement saisi d'un projet de loi tendant à actualiser les dispositions précitées, de manière à prendre en considération la situation nouvelle ainsi créée. L'incidence financière du renforcement de la solidarité entre malades et bien portants dépendra des modalités d'application retenues, qui devront tenir compte, notamment, de la grande diversité des situations observées parmi les retraités.

Assurances maladie-maternité (cotisations).

10084. — 13 décembre 1978. — M. Adrien Zeller demande à Mme le ministre de la santé et de la famille si elle n'estime pas indispensable d'exonérer, pour des raisons de justice sociale, les personnes âgées bénéficiant du régime social des travailleurs non salariés, et dépassant très légèrement le plafond fixé réglementairement de cotisation maladie.

Réponse. — Depuis le 1^{er} avril 1974, les seuils en dessous desquels les retraités pouvaient bénéficier de l'exonération de cotisation ont été régulièrement relevés, permettant ainsi aux deux tiers environ des retraités du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles de bénéficier de cette exonération. Au 1^{er} octobre 1978, ils ont atteint 22 500 francs pour un assuré seul et 27 500 francs pour un assuré marié. De plus, de nouvelles dispositions, qui permettent à nouveau à près des deux tiers des retraités qui acquittent encore une cotisation d'obtenir un abattement sur l'assiette de leur cotisation, ont été mises en vigueur le 1^{er} avril 1978. Ces retraités sont ceux dont les revenus excèdent de 10 000 francs au maximum les seuils d'exonération. Les abattements opérés atteignent 75 p. 100 pour ceux dont les revenus dépassent les seuils de 1 000 francs au plus, les taux des abattements diminuant ensuite de 10 en 10 p. 100 pour les tranches supplémentaires de revenus correspondant à 1 000 francs, les deux dernières — de 5 000 à 7 000 francs et de 7 000 à 10 000 francs — bénéficiant respectivement d'une décade de 25 et 15 p. 100. Il convient, en outre, de noter que le principe d'une cotisation assise sur les pensions des retraités du régime général a été retenu, entre autres mesures, par le conseil des ministres du 13 décembre 1978. L'aménagement des cotisations d'assurance maladie versées par les retraités non salariés non agricoles ne peut être, en tout état de cause, que progressif et doit tenir compte, d'une part, de l'équilibre financier précaire du régime malgré les aides extérieures qui lui sont apportées et, d'autre part, de la capacité contributive des assurés en activité.

Assurance vieillesse (âge de la retraite).

10129. — 14 décembre 1978. — M. Jacques Mellick attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le problème de l'âge de la retraite des mutilés du travail et des personnes ayant une incapacité causée par un accident du travail. Il est anormal, en effet, que des personnes qui ont effectué un travail dans des conditions difficiles ne puissent partir à la retraite qu'à l'âge de soixante-cinq ans ou soixante ans s'ils sont travailleurs manuels. Ces personnes devraient en effet pouvoir prendre leur retraite à l'âge de cinquante-cinq ans. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre afin d'envisager l'abaissement de l'âge de la retraite de ces travailleurs.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que la pension de vieillesse du régime général de la sécurité sociale est attribuée, au plus tôt, à l'âge de soixante ans. A cet âge, la pension est calculée sur la base de 25 p. 100 du salaire annuel moyen des dix meilleures années, proportionnellement à la durée d'assurance. Ce taux est majoré de 5 p. 100 par année d'ajournement de la liquidation au-delà du soixantième anniversaire pour atteindre, par exemple, 50 p. 100 à soixante-cinq ans. Mais les pouvoirs publics ont pris de nombreuses mesures, depuis plusieurs années, pour permettre à certaines catégories d'assurés de bénéficier, dès l'âge de soixante ans, d'une pension de vieillesse calculée sur le taux de

50 p. 100, normalement applicable à soixante-cinq ans (ou entre soixante et soixante-cinq ans au titre de l'incapacité au travail). Ainsi, en application de la loi du 31 décembre 1971, qui a considérablement assoupli la notion d'incapacité au travail, la pension de vieillesse peut être calculée sur le taux de 50 p. 100, éventuellement dès l'âge de soixante ans, au profit de l'assuré qui n'est pas en mesure de poursuivre son activité sans nuire gravement à sa santé et dont la capacité de travail se trouve définitivement amputée d'au moins 50 p. 100. De même, la loi du 30 décembre 1975 concernant certaines catégories de travailleurs manuels soumis aux conditions de travail les plus rudes (travailleurs en continu, en semi-continu, à la chaîne, exposés à la chaleur des fours ou aux intempéries des chantiers, ainsi que les ouvrières mères de trois enfants) et la loi du 12 juillet 1977 relative aux femmes assurées totalisant trente-sept ans et demi d'assurance, permettent également aux intéressés qui satisfont aux conditions fixées par les lois précitées d'obtenir éventuellement dès l'âge de soixante ans une retraite anticipée calculée sur le taux normalement applicable à soixante-cinq ans. Ces récentes réformes — qui font suite à celles déjà intervenues en faveur des anciens déportés ou internés politiques ou de la Résistance et des anciens combattants et prisonniers de guerre — apportent une amélioration sensible en matière d'assurance vieillesse, mais il n'est pas envisagé actuellement d'accorder, dès l'âge de cinquante-cinq ans, une pension de vieillesse aux mutilés du travail et aux personnes atteintes d'une incapacité due à un accident du travail, en raison notamment des charges supplémentaires qui en résulteraient pour le budget de la sécurité sociale. Les assurés qui n'ont pas atteint l'âge de soixante ans ont d'ailleurs la possibilité de demander un examen de leurs droits éventuels à pension d'invalidité.

Assurances maladie-maternité (assurance volontaire).

10153. — 14 décembre 1978. — **M. Jacques-Antoine Gau** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation dans laquelle se trouvent les élèves moniteurs-éducateurs qui, pendant leur période de formation, ne perçoivent pas de bourse de promotion sociale et qui ne sont ayants droit ni de leurs parents ni d'un conjoint au regard de la protection sociale. Sans ressources, pour bénéficier d'une couverture sociale indispensable, ils doivent cotiser cependant à l'assurance volontaire, onéreuse, puisque les textes relatifs à l'assurance personnelle ne sont pas parus à ce jour et qu'au demeurant la publication des décrets en cause ne changerait rien au fond du problème. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures elle compte prendre pour régler favorablement cette situation dans les meilleurs délais.

Réponse. — Les élèves moniteurs-éducateurs qui ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier du régime de sécurité sociale des étudiants, n'ont jusqu'ici, comme le signale l'honorable parlementaire, d'autres recours en matière de protection sociale que l'adhésion à l'assurance volontaire. Toutefois, la loi n° 78-2 du 2 janvier 1978 doit permettre de modifier sensiblement la situation des intéressés. Les textes réglementaires d'application de la loi seront prochainement publiés et certaines de leurs dispositions tiendront compte, dans toute la mesure du possible, de la situation particulière des élèves moniteurs-éducateurs. Dans l'immédiat, les cotisations provisoires à l'assurance volontaire transitoire instituée à l'article 16 de la loi précitée peuvent être prises en charge, en tout ou partie, par l'aide sociale en cas d'insuffisance de ressources.

Allocations de logement (paiement).

10155. — 14 décembre 1978. — **M. Louis Mexendeau** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les problèmes que rencontrent les familles pour la perception des allocations de logement. Cette aide est versée aux familles qui ont des ressources modestes par les caisses d'allocations familiales. Quand, à la suite de difficultés financières — chômage, dépenses imprévues — des familles aux ressources modestes cessent de payer leurs loyers, l'allocation de logement est supprimée. Pour bénéficier à nouveau de celle-ci, les familles ne doivent plus avoir de loyers en retard. C'est dans cette situation que se produisent des cas aberrants. Une famille ayant, par hypothèse, des difficultés financières, doit payer l'intégralité de ses loyers en retard avant que la caisse d'allocation familiale lui reverse les allocations mensuelles correspondantes à laquelle cette famille a droit. Ce système conduit en fait à accroître les difficultés financières des familles. Il a eu à connaître le cas d'une famille à laquelle il était réclamé une somme de 8 000 francs pour des loyers en retard, qu'elle était dans l'obligation de verser avant de percevoir les 6 000 francs d'allocation de logement à laquelle elle avait droit. Malgré la volonté que cette famille avait de retrouver une situation normale, elle était dans l'impossibilité de faire cette avance. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer s'il envisage de prendre des mesures pour corriger les effets de la procédure

actuelle en matière d'allocation de logement, en particulier le versement aux propriétaires des logements, selon des modalités à définir, des allocations de logement, en cas de défaillance des locataires.

Réponse. — En l'état actuel de la législation (article L. 537 du code de la sécurité sociale et loi n° 71-582 du 16 juillet 1971, articles 1-2 et 4), le versement de l'allocation de logement est subordonné au paiement d'un loyer — ou de mensualités de remboursement en cas d'accession à la propriété. En cas de défaut de paiement, des mécanismes sont prévus pour venir en aide aux intéressés. Ces mécanismes tendent à faire du bailleur — ou de l'établissement prêteur — l'attributaire de la prestation au moins pendant un certain laps de temps. Pour être efficaces, ces mécanismes doivent être mis en œuvre très rapidement. Cette mise en œuvre, commandée par une démarche initiale du bailleur ou de l'établissement prêteur, doit emprunter une procédure fixée par les articles 11 et 17 du décret n° 72-533 du 29 juin 1972 modifié en ce qui concerne l'allocation de logement à caractère familial et par les articles 12 et 15 du décret n° 72-526 du 29 juin 1972 modifié en ce qui concerne l'allocation de logement à caractère social, procédure qui a pour effet de respecter les intérêts et les droits des parties en présence mais qui exige certains délais. Pour sa part, le ministre de la santé et de la famille est prêt à examiner, en liaison avec les autres ministres concernés, les mesures d'allègement de la procédure susvisée et, plus généralement, tous les moyens permettant de venir en aide aux familles et aux personnes ayant des difficultés à faire face à leurs dépenses de logement.

Prestations familiales (allocations familiales).

10196. — 15 décembre 1978. — **M. Gilbert Millat** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que les allocations familiales sont supprimées aux familles dont les enfants atteignent dix-huit ans lorsque ceux-ci sont en apprentissage. Cela pose des problèmes financiers d'autant plus importants qu'il s'agit de familles le plus souvent de conditions modestes pour lesquelles les frais occasionnés par l'apprentissage de l'enfant constituent une charge souvent lourde non compensée totalement par la rémunération fort modeste des apprentis. Il lui demande si elle n'entend pas poursuivre le versement des allocations familiales jusqu'à la fin du contrat d'apprentissage, mesure d'autant plus juste qu'en cas de poursuite des études le versement de celles-ci est prolongé jusqu'à l'âge de vingt ans.

Réponse. — Aux termes de l'article L. 527 du code de la sécurité sociale et du décret n° 64-225 du 11 mars 1964, le versement des prestations familiales est prolongé jusqu'à dix-huit ans pour l'enfant placé en apprentissage, sous réserve que son salaire ne dépasse pas la base mensuelle de calcul des allocations familiales, soit 850 francs depuis le 1^{er} juillet 1978. Toutefois, il est précisé à l'honorable parlementaire que le problème soulevé n'a pas échappé à l'attention du Gouvernement qui étudie actuellement cette question.

Départements d'outre-mer (assurances maladie-maternité).

10334. — 19 décembre 1978. — **M. Hector Rivièrez** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** les demandes réitérées de tous les élus des départements d'outre-mer d'extension de l'assurance maladie-maternité aux travailleurs indépendants de ces départements qui en sont jusqu'ici privés. Dans une dernière réponse à une question d'un parlementaire (6911 du 7 octobre 1978), **Mme le ministre de la santé et de la famille** a fait connaître que les avis des conseils généraux de ces départements d'outre-mer sur un projet de texte élaboré sur l'assurance maladie étaient l'objet d'un examen très attentif en liaison, dans la mesure où cela paraît nécessaire, avec les intéressés. Il lui demande le point de ces études et si comme le souhaitent les travailleurs indépendants des départements d'outre-mer l'extension de l'assurance maladie-maternité qu'ils sollicitent fera l'objet d'une décision dans un proche avenir.

Réponse. — Les avis émis par les conseils généraux des départements d'outre-mer sur un projet de décret relatif aux circonscriptions et aux conseils d'administration des caisses mutuelles régionales d'assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles à mettre en place dans ces départements, font ressortir des conditions relatives aux structures et aux cotisations telles qu'elles exigeraient la modification de la loi régissant le régime des assurés métropolitains. Aussi a-t-il paru nécessaire de consulter les représentants des intéressés avant qu'une décision définitive soit prise. Une table ronde avec les délégués des travailleurs indépendants réunionnais a ainsi eu lieu au ministère de la santé et de la famille le 30 novembre 1978, une seconde table ronde avec le délégué des travailleurs indépendants des Antilles-Guyane étant organisée le 8 février 1979.

Diplômes (diplôme délivré par l'ANFOPAR).

10458. — 21 décembre 1978. — **M. Pierre Lataillade** appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le cas des personnes titulaires du diplôme de technicien de laboratoire délivré par l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes ruraux (l'ANFOPAR), association agréée par le ministère de l'agriculture le 17 mai 1961. Compte tenu de l'équivalence des préparations et de la nature commune des emplois susceptibles d'être occupés par les titulaires de ce diplôme, il lui demande de bien vouloir lui préciser dans quels délais elle pense faire aboutir les démarches visant à obtenir la reconnaissance du diplôme en question par le ministère de la santé et de la famille.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille informe l'honorable parlementaire que la demande d'inscription du diplôme de technicien de laboratoire délivré par l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes ruraux (ANFOPAR) sur l'arrêté du 4 novembre 1975 fixant la listes des titres ou diplômes exigés des personnes employées en qualité de technicien dans un laboratoire d'analyses de biologie médicale est actuellement mise à l'étude et qu'elle sera très prochainement soumise à l'avis de la commission nationale permanente de biologie médicale. C'est sur le vu de cet avis que le ministre de la santé et de la famille statuera sur la demande présentée.

Allocations de logement (personnes âgées).

10462. — 21 décembre 1978. — **M. Joseph-Henri Maujouan** du Gasset demande à Mme le ministre de la santé et de la famille s'il est exact qu'un logement mis à la disposition d'un allocataire même à titre onéreux par un de ses ascendants ou de ses descendants n'ouvre pas droit au bénéfice de l'allocation logement, alors que s'il s'agissait d'un étranger, ce locataire aurait droit à l'allocation logement. Il lui demande s'il n'y a pas là une disposition antifamiliale.

Réponse. — L'article 1^{er}, dernier alinéa, du décret n° 72-526 du 29 juin 1972 modifié prévoit, en effet, que le logement mis à la disposition d'un requérant par un de ses ascendants ou de ses descendants n'ouvre pas droit au bénéfice de l'allocation de logement. Le problème soulevé par cette disposition motivée par les difficultés de preuve concernant le paiement effectif du loyer entre proches parents a fait l'objet à plusieurs reprises d'un examen en liaison avec l'ensemble des ministères concernés, notamment à l'occasion de l'actualisation de la prestation au 1^{er} juillet 1978. Toutefois, aucune solution satisfaisante n'a pu y être apportée. A cet égard, il y a lieu de souligner que l'allocation de logement instituée par la loi du 16 juillet 1971 n'est pas une prestation familiale mais une prestation à caractère social financée par le fonds national de l'habitation institué par la loi précitée. Ce fonds est alimenté par une cotisation des employeurs et par une contribution de l'Etat inscrite, depuis 1979, au budget du ministère de l'environnement et du cadre de vie.

Handicapés (établissements).

10553. — 24 décembre 1978. — **M. Antoine Gissinger** demande à Mme le ministre de la santé et de la famille si le décret devant fixer les conditions d'application du travail protégé dans les centres d'hébergement et de réadaptation en application de l'article 3 de la loi n° 74-955 du 19 novembre 1974 paraîtra prochainement.

Réponse. — L'article 3 de la loi n° 74-955 du 19 novembre 1974 (art. 185-2 du code de la famille et de l'aide sociale) a posé le principe de l'ouverture aux handicapés sociaux des structures de travail protégé. Son application fait l'objet d'expériences dont un premier bilan est en cours. Ce n'est qu'au vu de ce bilan que pourront être précisées ces perspectives et les échéances de publication des textes réglementaires qui s'avèreraient nécessaires.

Prestations familiales (cotisations patronales).

10603. — 24 décembre 1978. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les conséquences que peut avoir dans certains cas l'application de dispositions de l'arrêté du 9 août 1974 relatif aux cotisations d'allocations familiales des employeurs et travailleurs indépendants. Cet arrêté, dans son article 8, précise notamment qu'en cas de reprise d'activité après une année d'interruption la cotisation due par l'employeur ou le travailleur indépendant est calculée sur la base des revenus professionnels de la dernière année civile complète d'activité. Or, il connaît le cas d'un travailleur indépendant qui employait six salariés et qui ne pouvant faire face aux charges, a dû envisager de cesser son activité en 1976. Ayant l'année suivante repris son activité mais comme

travailleur indépendant — sans salariés — il se voit, en vertu de l'arrêté précité, contraint de payer des cotisations sur la base de sa situation précédente et, face à des charges qu'il ne pourra supporter, il va être contraint à une nouvelle cessation d'activité. Il lui demande si elle ne pourrait pas prendre des dispositions revisant l'arrêté du 9 août 1974 et tenant compte des cas où il y a reprise d'activité avec moins de salariés que précédemment, voire pas de salariés du tout.

Réponse. — La cotisation d'allocations familiales des employeurs et travailleurs indépendants est une cotisation annuelle dont chaque fraction trimestrielle est exigible intégralement, même en cas de cessation temporaire d'activité comprise dans une même année civile. Lorsque le travailleur indépendant reprend son activité dans l'année suivant celle au cours de laquelle est survenue la cessation d'activité, celui-ci est redevable, à compter du premier jour du trimestre civil au cours duquel se situe la reprise d'activité, d'une cotisation calculée sur la base des revenus professionnels de la dernière année civile complète d'activité. Ces dispositions prévues à l'article 8 de l'arrêté du 9 août 1974 (*Journal officiel* du 28 août 1974) se justifient dès lors que les cotisations ne portent pas sur les revenus professionnels de l'année en cours, mais sur ceux de l'année antérieure. La baisse des revenus professionnels éventuellement liée à ces périodes d'inactivité est, en tout état de cause, prise en considération, compte tenu du décalage de deux ans des bases de calcul de la cotisation, pour la fixation des cotisations d'allocations familiales des exercices ultérieurs. De plus, l'article 33 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 dispose que les charges de la section des employeurs et travailleurs indépendants des professions non agricoles sont couvertes par des cotisations calculées d'après le revenu professionnel des intéressés, sans que le nombre des salariés employés soit directement pris en considération.

Assurances maladie-maternité (remboursement de prothèses auditives).

10623. — 24 décembre 1978. — **M. André Lajoinie** attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le cas des très jeunes enfants nés sourds et dont l'état nécessite la pose d'une prothèse auditive. Il lui rappelle que la pose d'une prothèse auditive à ces jeunes enfants est une chose indispensable pour qu'ils puissent apprendre à parler. Il l'informe que la sécurité sociale rembourse ces prothèses sur la base de 70 p. 100 du tarif de responsabilité actuellement en vigueur qui est de 1 260 francs, ce qui fait qu'elle rembourse 882 francs. Cela alors que le prix couramment en usage chez les prothésistes est d'environ 5 000 francs. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour revaloriser conséquemment le tarif de responsabilité sur la base duquel la sécurité sociale rembourse les prothèses auditives.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille est conscient de l'insuffisance des remboursements des frais exposés pour l'achat de prothèses auditives. Cette charge est particulièrement lourde pour les familles de jeunes enfants atteints de déficiences auditives, puisque souvent l'intérêt de l'enfant commande un doublement de l'appareillage. En l'état actuel de la réglementation, le montant du remboursement pour les bénéficiaires de l'assurance maladie est calculé sur la base des prix figurant au tarif interministériel des prestations sanitaires, quelle que soit la présentation de l'appareil : boîtier, lunettes ou contours d'oreilles. En outre, la prise en charge est limitée à un seul appareil. Ce remboursement se fait à 70 p. 100 du tarif de responsabilité mais ce tarif est très inférieur aux prix actuellement pratiqués. Par comparaison avec les frais réels exposés par les familles, une telle situation n'est évidemment pas satisfaisante. C'est pourquoi une étude est actuellement entreprise en vue d'une refonte de la nomenclature, tenant compte du progrès technique ainsi que de l'évolution des prix. L'objectif est d'assurer le meilleur appareillage possible des insuffisances auditives et de réduire autant qu'il sera possible la participation personnelle des assurés sociaux à l'achat de leur prothèse. Cette réforme de la nomenclature et du tarif de référence se heurte à deux difficultés : les techniques et les appareils évoluent constamment avec les progrès de l'électronique miniaturisée. La détermination des prix raisonnables est difficile car les appareils, le plus souvent importés, sont vendus avec des marges variées et mal connues. En attendant les résultats de cette étude globale, le problème spécifique que pose l'appareillage des jeunes enfants a donné lieu à un examen particulier qui a abouti à l'arrêté du 9 mars 1978. Aux termes de cet arrêté, lorsqu'un enfant âgé de moins de seize ans révolus doit, sur prescription médicale circonstanciée après avis du contrôle médical, bénéficier de l'attribution d'une audio-prothèse stéréophonique, le tarif de responsabilité de la caisse est égal à deux fois le tarif de responsabilité applicable à un appareil à gain moyen soit 1 262 francs. Pour les enfants de moins de six ans, des dispositions ont été prises qui devront permettre un meilleur remboursement de leur appareillage. Les caisses ont de plus la faculté de prendre en charge le ticket modérateur au titre des prestations supplémentaires. Dans l'immédiat, et pour les autres

bénéficiaires, les caisses gardent toute possibilité d'intervenir sur leur fonds d'action sanitaire et sociale en faveur des assurés dont la situation l'exige, notamment lorsqu'il s'agit de personnes handicapées dont les déficiences auditives nécessitent en vue de leur insertion sociale l'utilisation de prothèses stéréophoniques.

Sécurité sociale (commerçants et artisans).

10624. — 24 décembre 1978. — M. André Lajoie attire l'attention de Mme la ministre de la santé et de la famille sur la situation des personnes qui après avoir exercé une activité commerciale pendant une longue période sont devenues salariées dans une scierie avant le 1^{er} janvier 1973 et ont pris leur retraite avant le 1^{er} janvier 1979. Il lui rappelle que ces personnes ont été transférées du régime de la sécurité sociale au régime agricole le 1^{er} janvier 1976, par suite de la modification de l'article 1144 du code rural, ce qui fait que après avoir fait valoir leur droit à la retraite, elles se sont vues refuser une couverture sociale par la caisse de sécurité sociale qui met en avant le fait que depuis le 1^{er} janvier 1976 elles l'avaient quittée. La conséquence en est que maintenant ces personnes ne peuvent bénéficier que des prestations des caisses de commerçants au taux de 50 p. 100 au lieu de bénéficier de celles de la sécurité sociale au taux de 70 p. 100. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de fait et réparer cette injustice.

Réponse. — Conformément au principe posé par l'article 4 de la loi n° 66-509 du 12 juillet, les personnes titulaires de plusieurs avantages de vieillesse acquis au titre d'activités salariées et non salariées sont rattachées au régime d'assurance maladie dont a relevé leur activité principale. La règle consiste donc à comparer les années de cotisations, puisque c'est la contribution plus ou moins durable apportée par l'intéressé aux différents régimes de vieillesse auxquels il a cotisé qui commande son rattachement à un régime d'assurance maladie. L'activité au titre de laquelle il compte la plus longue période de cotisations est réputée avoir été son activité principale. Toutefois, l'article 8 de la loi n° 75-574 du 4 juillet 1975 tendant à la généralisation de la sécurité sociale et dont les dispositions ont pris effet au 1^{er} juillet 1975, dispose que « par dérogation à la législation en vigueur, l'assuré social qui a des droits ouverts dans plusieurs régimes d'assurance vieillesse continue, sauf demande contraire expresse de sa part, de relever du régime d'assurance maladie et maternité auquel il est rattaché depuis au moins trois ans au moment de la cessation de son activité professionnelle ». C'est ainsi que l'assuré sur lequel l'attention est appelée n'aurait pu être maintenu à son dernier régime de rattachement, à savoir le régime des assurances agricoles, qu'autant qu'il aurait été affilié à ce régime pendant au moins trois ans au moment de la cessation de son activité professionnelle. Mais il semblerait que cette dernière condition n'ait pas précisément été remplie puisque l'assuré se trouve rattaché depuis son admission à la retraite, au régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés au titre de son ancienne activité commerciale exercée à titre principal. En vue de permettre cependant d'apprécier s'il a été fait dans le cas d'espèce une juste application de la loi, l'honorable parlementaire pourrait communiquer au ministère de la santé et de la famille (direction de la sécurité sociale, bureau P. 4), 1, place de Fontenoy, Paris (7^e), tous renseignements utiles concernant la personne intéressée (nom, prénom, date de naissance, adresse, numéro d'immatriculation et dénomination de ses divers organismes d'affiliation).

Bourses et allocations d'études (bénéficiaires).

10629. — 24 décembre 1978. — Mme Marie-Thérèse Goutmann attire l'attention de Mme la ministre de la santé et de la famille sur la situation précaire des élèves IGH de Neuilly-sur-Marne. Pour la rentrée scolaire 1978-1979, six bourses de promotion sociale sur sept ayants droit ont été attribuées, d'un montant de 2 150 francs par mois chacune, impossible, sans compter les élèves qui n'ont pu s'inscrire. Il y a 124 étudiants boursiers d'Etat sur 212 étudiants en voie directe. 102 bourses seulement ont été accordées sur 126 demandes. Ces 102 bourses, d'un montant de 6 900 francs chacune sont réparties entre 126 étudiants. Une bourse complète représente un revenu mensuel de 583,30 francs pour l'élève qui la perçoit. Une bourse réduite d'un quart, les plus nombreuses, représente 431,20 francs par mois, soit une perte de 18 p. 100 par rapport à l'année dernière. Les frais exigés par l'école s'élèvent à 730 francs à payer dans le premier mois de scolarité alors que le premier terme des bourses n'est versé que fin décembre. Dans ce calcul n'entrent ni les frais inhérents à la formation, ni les frais de déplacement pour les non-résidents, ni les frais de déplacement pour la recherche des stages, ni les frais de fournitures scolaires. 88 étudiants ne reçoivent aucune aide pour suivre leurs études et sont donc obligés de signer des contrats de formation ou de travailler. Ainsi, en trois ans, le nombre des bourses de promotion sociale n'a pas augmenté,

le nombre des bourses d'Etat est resté le même pour les élèves des deux dernières années alors que le nombre des demandeurs ne cesse d'augmenter. En début d'année 1978-1979, 19 étudiants ont interrompu leur formation; des élèves ont été repris sur la liste d'attente qui ne touchent pas de bourse. Alors qu'on compte 5 000 éducateurs sans aucune formation, elle lui demande quelles mesures elle compte prendre pour qu'il soit procédé : 1° à un supplément collectif des attributions de bourse; 2° à une réévaluation du montant de ces bourses; 3° pour que le premier terme soit versé dès la rentrée.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille tient à rappeler qu'il s'attache à proposer des aides à la formation adaptées à la situation personnelle et aux aspirations de chaque élève. C'est ainsi qu'outre le système de formation en cours d'emploi qui permet à un étudiant de suivre toute la scolarité en conservant l'intégralité de son salaire, les élèves éducateurs spécialisés peuvent bénéficier de rémunérations prévues par la loi du 16 juillet 1971 relative à la formation permanente, s'ils ont vingt et un ans et peuvent justifier de trois années d'activités salariales à temps plein; de bourses d'études attribuées sans contrepartie d'engagement de servir et dont le montant ne peut constituer un salaire. En ce qui concerne le nombre des bénéficiaires de cette aide financière, il convient de souligner que tous les candidats dont les demandes répondaient aux conditions de ressources fixées pour l'année 1978-1979 ont obtenu satisfaction. C'est en particulier le cas dans le département de la Seine-Saint-Denis qui s'est vu attribuer pour les élèves de l'institut G.-Heuyer, à Neuilly-sur-Marne, non pas 102 mais 128 bourses au titre de cette année scolaire. Enfin, les élèves éducateurs spécialisés peuvent souscrire des contrats de formation avec des établissements du secteur social ou médico-social qui leur assurent, moyennant un engagement de servir, une rémunération durant la scolarité. Le ministre de la santé et de la famille considère que cette formule de contrats de formation, tant par le montant des rémunérations servies et les possibilités accrues de permutation entre signataires que par la garantie d'emploi assurée, doit constituer à l'avenir l'élément important du dispositif d'aide individuelle aux futurs éducateurs spécialisés.

Allocations de logement (conditions d'attribution).

10664. — 5 janvier 1979. — M. Albert Brochard expose à Mme la ministre de la santé et de la famille qu'en l'état actuel des textes, le logement mis à la disposition d'un requérant par l'un de ses ascendants ou descendants n'ouvre pas droit à l'allocation de logement à caractère social. A l'inverse ce même logement permet au descendant ou à l'ascendant locataire d'obtenir l'allocation de logement en application de la réglementation relative à l'allocation de logement à caractère familial. Dans ce cas la preuve de la réalité du paiement d'un loyer doit être apportée et le bailleur doit déclarer l'allocation à l'enregistrement et faire figurer les sommes perçues à ce titre sur sa déclaration de revenus. Il lui demande dans quelle mesure, dans un souci de justice, il ne lui paraît pas possible d'harmoniser ces deux réglementations en ce qui concerne tout à la fois le principe même de l'attribution de l'allocation et de ses conditions d'obtention.

Réponse. — Il est exact que le décret n° 72-533 du 29 juin 1972 modifié relatif à l'allocation de logement à caractère familial ne comporte aucune disposition excluant du bénéfice de cette prestation les ménages logés par leurs parents contre paiement d'un loyer. S'agissant de l'allocation à caractère social, le problème soulevé par l'honorable parlementaire a retenu l'attention du ministre de la santé et de la famille; toutefois, la modification de la réglementation existante, qui se justifie par les difficultés de preuve de paiement d'un loyer entre proches parents, ne pourrait être effectuée qu'après accord de tous les départements ministériels concernés. A cet égard, il est précisé que l'allocation de logement instituée par la loi du 16 juillet 1971 n'est pas une prestation familiale mais une prestation dont le financement est assuré par une cotisation des employeurs, venant en déduction de l'effort que les intéressés doivent accomplir en faveur de la construction, et par une contribution de l'Etat.

Prestations familiales (caisses d'allocations familiales).

10715. — 5 janvier 1979. — M. Joseph Lagrand demande à Mme la ministre de la santé et de la famille de bien vouloir lui préciser les raisons du retard à informer les maires du rattachement des personnels des collectivités locales aux caisses d'allocations familiales, rattachement prévu, d'après ses déclarations, au 1^{er} avril 1979.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille informe l'honorable parlementaire que le décret n° 79-22 du 10 janvier 1979 modifiant le décret n° 71-612 du 15 juillet 1971 relatif au rattachement aux caisses d'allocations familiales, à compter du 1^{er} avril 1979, des agents de droit public en activité des collectivités locales

et de leurs établissements publics ne présentant pas le caractère industriel ou commercial, a été publié au Journal officiel du 11 janvier 1979. Sans attendre la publication du décret au Journal officiel, la circulaire n° 1 SS du 5 janvier 1979 a été diffusée à l'ensemble des parties intéressées, pour préciser, notamment, le calendrier des opérations de transfert des dossiers, de manière à assurer le rattachement des allocataires aux caisses d'allocations familiales dans les meilleures conditions.

Assurances maladie-maternité (caisses : personnel).

10741. — 5 janvier 1979. — M. Nicolas About appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation faite au personnel de la caisse primaire centrale de l'assurance maladie de la région parisienne. A la suite de l'application d'une nouvelle classification, celle-ci, qui apporte un avancement, se traduit en fait par une diminution de salaire. De la même manière, cette nouvelle classification touche les primes de contacts qui sont maintenues dans certains cas et supprimées dans d'autres cas identiques. Il lui demande de l'informer sur les raisons de cette situation et de prendre les mesures nécessaires à ce que les employés bénéficiaires d'un avancement ne soient pas lésés en ce qui concerne leur rémunération.

Réponse. — Conformément aux articles 62 et 63 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967, les conditions de travail du personnel des caisses de sécurité sociale du régime général, organismes de droit privé, sont fixées par voie de conventions collectives conclues entre l'union des caisses nationales de sécurité sociale d'une part, et les organisations syndicales représentatives du personnel d'autre part et dont les dispositions prennent effet après agrément du ministre chargé de la sécurité sociale. L'article 33 de la convention collective nationale de travail du personnel des organismes de sécurité sociale précise les conditions dans lesquelles la rémunération d'un agent bénéficiaire d'une promotion doit être calculée. Par ailleurs, l'article 23 de la convention collective susvisée a réservé le bénéfice d'une indemnité de guichet aux agents dont la fonction nécessite un contact permanent avec le public et qui occupent un emploi ayant pour objet le règlement complet d'un dossier prestations, ainsi qu'aux vérificateurs techniques et contrôleurs de comptes employeurs en contact avec le public. Ces dispositions conventionnelles s'appliquent sous la responsabilité propre des directeurs d'organismes. Aucun élément ne permet de conclure que l'application de la convention collective dans la caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne n'est pas correcte.

Allocation de logement (personnes âgées).

10926. — 13 janvier 1979. — M. Robert Ballanger appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le décret du 28 août 1978 qui entraîne la suppression de l'allocation logement pour des personnes qui séjournent en hospice. Lors de précédentes questions, Mme le ministre avait fait valoir que l'allocation de logement avait été créée dans le dessein d'améliorer l'habitat individuel des personnes âgées, qu'elle n'avait pas caractère social et qu'en conséquence elle devait répondre à des normes précises de surfaces. Cette explication ne peut satisfaire des personnes qui ont de très faibles revenus et pour qui l'allocation de logement constituait un appoint nécessaire. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour une application plus souple de la réglementation.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que l'article 1^{er} de la loi n° 71-582 du 16 juillet 1971 qui a institué l'allocation de logement à caractère social dispose que cette prestation est versée aux personnes de nationalité française en vue de réduire à un niveau compatible avec leurs ressources la charge de loyer (ou la mensualité de remboursement en cas d'accès à la propriété) afférente au logement qu'elles occupent à titre de résidence principale. Il ressort clairement de cette disposition que le législateur n'a pas entendu faire entrer dans le champ d'application de cette prestation les établissements qui, tels les hôpitaux ou hospices, font acquiescer aux personnes qu'ils hébergent non pas un loyer mais une redevance ou un prix de journée. Toutefois, il avait été fait à l'origine une interprétation libérale de ce texte. L'article 4 du décret n° 72-527 du 29 juin 1972 modifié fixe, en effet, un loyer forfaitaire pour le calcul de l'allocation de logement due aux personnes résidant dans un ensemble doté de services collectifs; cependant, initialement ce texte ne s'appliquait que dans le cadre spécifique des logements-foyers, visés notamment à l'article 18, alinéa 2, du décret n° 72-526 du 29 juin 1972 modifié, établissements qui offrent aux personnes âgées la possibilité de disposer d'une unité d'habitation autonome. Le décret n° 78-897 du 28 août 1978, qui, en son article 5, modifie l'article 18 du décret du 29 juin 1972 susvisé relatif aux conditions de superficie,

ne vise expressément, en ce qui concerne les établissements d'hébergement, que les foyers dotés de services collectifs et les maisons de retraite. La circulaire n° 61/SS du 25 septembre 1978 commentant et explicitant ces dispositions précise, notamment, que l'allocation de logement ne peut en aucun cas être accordée aux personnes hébergées dans des hospices (à l'exception des sections non autonomes des hospices fonctionnant comme maisons de retraite). Toutefois, les personnes ou ménages qui se trouveraient exclus de cette prestation par l'application des nouvelles dispositions continueront à en bénéficier, pour le même local, dans la limite des dérogations qui leur avaient été accordées avant le 1^{er} juillet 1978.

Assurances maladie-maternité (remboursement : enfant handicapé).

10938. — 13 janvier 1979. — M. Alain Léger attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le cas suivant: les parents d'un enfant handicapé physique ont effectué maintes démarches auprès de divers organismes et constructeurs de fauteuils pour handicapés afin de trouver un fauteuil roulant en rapport avec l'incapacité physique de leur enfant. Suite à toutes les démarches, un modèle semble le mieux convenir à ce cas. Or la caisse primaire de la Gironde refuse la prise en charge du fauteuil correspondant car il n'est pas agréé par la sécurité sociale et son coût est de 6 500 francs. La caisse conseille à cette famille d'acheter un fauteuil aux Etablissements Lefèvre, à Bordeaux, au prix de 8 800 francs. Il lui demande de bien vouloir examiner ce cas et d'entreprendre les démarches nécessaires pour permettre à cette famille d'acheter le fauteuil qui convient dans l'intérêt de l'enfant.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que les fauteuils roulants ne peuvent donner lieu à remboursement par les organismes d'assurance maladie que s'ils sont homologués et inscrits au tarif interministériel des prestations stagiaires. A ce tarif figure un nombre important de véhicules homologués devant permettre de donner satisfaction à tous les assurés sociaux. Dans la mesure où aucun véhicule inscrit ne convient à la nature du handicap d'un assuré, les caisses ont la possibilité d'accorder une participation sur leurs fonds d'action sanitaire et sociale, après examen du dossier de l'intéressé. Il est suggéré à l'honorable parlementaire de donner, par lettre, au ministre de la santé et de la famille les précisions utiles sur le cas particulier qui lui a été signalé afin qu'une enquête puisse être effectuée.

Handicapés (allocations).

10940. — 13 janvier 1979. — M. Alain Bocquet attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les décrets d'application de l'allocation compensatrice. En effet, depuis le 1^{er} janvier 1978, la « majoration spéciale pour tierce personne » est remplacée par une « allocation compensatrice ». Or, les décrets d'application n'ont pas encore été publiés, ce qui fait que les demandes formulées depuis le 1^{er} janvier 1978 ne sont toujours pas examinées. Les personnes qui y ont droit ne perçoivent rien alors que, compte tenu de la situation difficile dans laquelle se trouve un grand nombre de familles, elles en ont besoin rapidement. En conséquence, il lui demande de lui indiquer les raisons de ce retard et la date de parution des décrets.

Réponse. — Les modalités d'attribution de l'allocation compensatrice instituée par l'article 39 de la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées ont été fixées par le décret n° 77-1549 du 31 décembre 1977, modifié par le décret n° 78-325 du 15 mars 1978, et précisées par la circulaire n° 61/AS du 18 décembre 1978. En application de ces textes, toute personne adulte, quel que soit son âge, peut prétendre bénéficier de l'allocation compensatrice si elle est atteinte d'un taux d'incapacité d'au moins 80 p. 100 et si ses ressources ne dépassent pas un plafond qui résulte de l'addition du plafond prévu pour l'octroi de l'allocation aux adultes handicapés et du montant de l'allocation compensatrice, soit en janvier 1979 : 10 900 + 28 094,64 = 38 994,64. Il ne doit pas être tenu compte pour l'attribution de l'allocation compensatrice des ressources des débiteurs d'aliments de l'intéressé. Les retards apportés à l'examen des dossiers en instance depuis quelques mois doivent, à la suite de la parution le 18 décembre 1978 de la circulaire précitée, être rapidement résorbés.

Assurances maladie-maternité (artisans du taxi).

10994. — 13 janvier 1979. — M. Vincent Ansquer demande à Mme le ministre de la santé et de la famille que les mesures suivantes soient rapidement mises en œuvre au bénéfice des artisans du taxi: extension de la couverture sociale par le versement d'indemnités journalières en cas d'arrêts pour maladie; application de l'exonération des cotisations d'assurance maladie pour les artisans retraités non actifs; application de l'assiette des cotisations pour les retraités

actifs réservée aux seuls revenus professionnels. Il souhaite connaître son opinion sur les possibilités et les délais de mise en œuvre de ces dispositions.

Réponse. — Le régime d'assurance maladie obligatoire des travailleurs non salariés des professions non agricoles — dont les chauffeurs de taxi artisans relèvent — n'accorde pas le bénéfice d'indemnités journalières à ses ressortissants actifs. Néanmoins, l'éventualité de l'attribution de prestations en espèces aux latents, déjà fait l'objet d'études. Celles-ci ont révélé que l'institution d'un tel service au profit des travailleurs indépendants, malades ou victimes d'accidents, poserait de difficiles problèmes d'application. Il imposerait, en outre, pour les actifs, une augmentation sensible de leurs cotisations. Aussi, compte tenu des prestations déjà servies par ce régime dont le financement ne peut être assuré entièrement par les cotisations et nécessite des aides extérieures, le choix des améliorations qui sont progressivement apportées — tant en matière de cotisations que de prestations — porte-t-il, à la demande même de ses responsables, sur les mesures prioritaires qui apparaissent compatibles avec la capacité contributive des assurés. C'est ainsi qu'en ce qui concerne l'exonération de cotisation des retraités, l'assouplissement régulier, depuis 1974, des clauses de ressources a permis d'exonérer un nombre croissant de travailleurs indépendants retraités ayant cessé toute activité professionnelle. Actuellement, les deux tiers environ d'entre eux bénéficient de cette mesure. En outre, en application des dispositions réglementaires qui ont pris effet au 1^{er} avril 1978, près des deux tiers des intéressés qui acquittent encore une cotisation bénéficient d'abattements dégressifs sur l'assiette de leurs cotisations. Par ailleurs, il convient de noter que dans le régime général, il est envisagé de reconsidérer la répartition des charges d'assurance maladie entre assurés actifs et retraités. Enfin, la situation des retraités qui poursuivent une activité professionnelle ne peut être la même que celle des retraités qui n'exercent plus aucune activité. Tout revenu tiré d'une activité entraîne en effet obligation de cotiser. C'est pourquoi, seule leur pension de retraite peut entrer dans le champ de l'exonération éventuelle.

Sécurité sociale (Parlement).

11150. — 20 janvier 1979. — **M. Michel Rocard** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur l'urgence qu'il y a à organiser un véritable débat relatif à la sécurité sociale, sanctionné par un vote, lors de la prochaine session parlementaire. Nul ne soutiendrait en effet de bonne foi que le débat du mois de mai dernier, lequel ne portait ni sur un texte, ni sur le moindre projet de réforme, a pu tenir lieu de la nécessaire confrontation que réclament les organisations syndicales, et avec elles, le groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Nul ne songerait non plus à soutenir que la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale, qui ne comprend qu'un petit nombre de députés, tenus de surcroît au secret, saurait satisfaire à cette exigence de débat démocratiquement mené. Nul enfin n'oserait prétendre que le texte qui s'en prendra au niveau des pensions de retraite en instituant une cotisation d'assurance maladie à la charge des personnes âgées le remplacera. Il considère, au contraire, que les propositions socialistes, contenues dans plusieurs propositions de loi et notamment celle qui concerne la modification de la composition des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale, tout comme les questions graves posées en mai et concernant les finalités de la sécurité sociale et les modalités des transferts sociaux, le niveau souhaitable de l'effort que la collectivité nationale est disposée à supporter pour une protection sociale suffisante et sa répartition entre « risques », peuvent constituer des bases pour un tel débat, débouchant sur des réformes attendues. Il lui demande en conséquence si elle n'a pas l'intention de faire inscrire à l'ordre du jour prioritaire, dont le Gouvernement détient la maîtrise, le débat en cause.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la famille estime que le débat du mois de mai dernier à l'Assemblée nationale, même s'il n'a pas été sanctionné par un vote, a permis aux différentes formations politiques de présenter très largement leurs observations dont le Gouvernement s'est efforcé de tirer profit. Par ailleurs, elle rappelle que la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale a procédé de son côté à une très importante enquête assortie de nombreuses auditions sur l'ensemble des problèmes de sécurité sociale. Cette enquête a fait l'objet d'un rapport public distribué au mois de juin 1977, qui a servi de point de départ au débat de mai 1978. Soucieux d'associer davantage les assemblées parlementaires aux études et aux réflexions à mener en ce qui concerne les différentes branches de la sécurité sociale, le Gouvernement vient de décider la création d'une commission des comptes de la sécurité sociale où siègeront des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat, à côté des partenaires sociaux et des

représentants des administrations intéressées. Enfin, le vote du budget du ministre chargé de la sécurité sociale est l'occasion d'un débat annuel, assorti d'un vote, au cours duquel les parlementaires examinent habituellement les questions concernant la sécurité sociale.

Santé scolaire et universitaire (services médico-sociaux scolaires).

11337. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Michel Boucheron** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation du service de la santé scolaire en Charente. Ce service social, dont l'utilité et la nécessité évidentes pour les élèves ne sont plus à mettre en doute, souffre d'un manque d'effectifs en Charente. Je rappellerai pour mémoire que pour les 13 millions d'élèves et les 7 000 étudiants, il n'existe que 850 médecins scolaires, 4 359 infirmières, 1 853 assistantes sociales et que le budget 1979 prévoit seulement la création de quinze nouveaux postes d'infirmières et d'aucun poste d'assistante sociale. Pour le département de la Charente, il y aurait lieu de créer 51 postes afin que les normes administratives réglementaires soient respectées. **M. Jean-Michel Boucheron** demande à **Mme le ministre** de bien vouloir prendre les mesures nécessaires afin de remédier à ce manque profond d'effectifs dans le département de la Charente.

Réponse. — **Mme le ministre de la santé et de la famille** est consciente des difficultés auxquelles doit faire face le service de santé scolaire dans certains départements eu égard à la diversité des missions qui lui sont imparties. Les études entreprises sur ce service ont fait apparaître la nécessité d'une réforme en profondeur pour tenir compte de l'évolution des besoins de la population d'âge scolaire dans les domaines sanitaire, médical et social. Un projet de texte tendant à fixer les objectifs et les missions du service de santé scolaire a été préparé en liaison avec le ministère de l'éducation et soumis au comité consultatif chargé de l'étude des actions médicales, paramédicales et sociales liées à la scolarité des enfants et des adolescents. La situation des effectifs ne pourra donc être exactement appréciée qu'ultérieurement en fonction des orientations retenues. Dans l'immédiat, pour faire face aux difficultés particulières à certains départements, un nombre limité d'emplois nouveaux de médecins contractuels et d'infirmières a pu être inscrit dans le budget de 1979. En raison de la persistance d'emplois vacants d'assistantes sociales au plan budgétaire, malgré l'ouverture de concours annuels, il n'a pas été créé d'emplois nouveaux de cette catégorie. Un effort important a été consenti dans le même budget en ce qui concerne les personnels vacataires dont les rémunérations ont été indexées sur celles perçues par les fonctionnaires titulaires de l'Etat.

TRANSPORTS

Autoroutes (axe Soumoulou—Pau—Bayonne).

5670. — 2 septembre 1978. — **M. André Labarrère** rappelle à **M. le ministre des transports** ses déclarations publiques au Parlement de Navarre à Pau lors de sa visite dans les Pyrénées-Atlantiques en juin dernier au sujet de la priorité à accorder à l'axe autoroutier Soumoulou—Pau—Bayonne. L'entrée prochaine de l'Espagne dans le Marché commun, le retard de la réouverture de la ligne Pau—Canfranc rendent indispensable le développement de l'équipement routier et particulièrement la réalisation de l'autoroute Soumoulou—Pau—Bayonne, amorce de la grande voie du piémont pyrénéen. Selon certaines informations liées à la préparation du budget 1979, la construction de cette autoroute serait retardée. Il lui demande de bien vouloir confirmer ses propos et sa résolution de voir réaliser au plus vite l'autoroute Soumoulou—Pau—Bayonne.

Réponse. — Le caractère prioritaire de la section autoroutière Bayonne—Pau de l'axe Bayonne—Toulouse a été confirmé par le Premier ministre dans le discours qu'il a prononcé à Hasparren le 22 juin 1978. Cette liaison sera exécutée selon le programme qui a été défini. Dès à présent, le contournement d'Orthez est en service : la mise en service d'une prochaine section Orthez—Soumoulou (Pau) est prévue dès 1980.

SNCF (salles d'attente).

8764. — 17 novembre 1978. — **M. Pierre Chantelat** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur un point du règlement intérieur de la SNCF qui suscite des réclamations de la part des usagers. En effet, il est très gênant pour les voyageurs attendant un train en pleine nuit de se voir expulsés des salles d'attente, sous prétexte que leurs titres de transport ont été composés la veille ou qu'ils n'ont pas eu la possibilité d'en acheter en raison de la fermeture des guichets. De plus, cette attitude discourtoise peut

nuire à l'image de marque de ce service public. Il lui demande de bien vouloir remédier à cet état de fait, soit en modifiant l'article en cause, soit en informant clairement les usagers sur leurs obligations par des affichages apposés aux postes des salles d'attente ou des annonces sonores.

Réponse. — Les salles d'attente de la plupart des gares sont généralement fermées une partie de la nuit, en dehors des heures de passage des trains. Afin de conserver à ces locaux leur vocation première, un arrêté type a été proposé aux préfets par la circulaire n° 77-96 du 29 juin 1977. Cet arrêté prévoit, en effet, que « seules les personnes munies de billets ou de tickets de quai peuvent avoir accès aux quais et aux salles d'attente ». De plus, chaque gare doit être régie par un arrêté particulier, pris en application de l'arrêté général, conformément à l'article 22 de ce dernier. Les dispositions de ces deux arrêtés sont obligatoirement affichées dans les lieux où elles sont en vigueur et ce, de manière à ce que les usagers puissent en prendre connaissance sans difficulté. Le préfet de la Haute-Saône n'a pris, à ce jour, aucune mesure allant dans le sens de la circulaire du 29 juin 1977. Dans l'immédiat, les services locaux de la SNCF ne peuvent donc que veiller à ce que les salles d'attente des gares remplissent auprès des voyageurs le rôle auquel elles sont destinées. Un certain contrôle est indispensable pour atteindre ce but. Mais si l'occupation des locaux doit être justifiée par une présomption de voyage, il est évident que les services intéressés ont pour instruction de tenir compte des situations réelles, notamment en cas de correspondances à cheval sur deux journées ou lorsque le voyageur doit attendre un train dont l'heure de départ se situe après minuit. Il est toutefois possible que des erreurs aient été commises dans certains cas et les agents chargés des contrôles dans les salles d'attente ont fait l'objet de recommandations particulièrement circonstanciées qui devraient permettre d'éviter le renouvellement de tels incidents à l'avenir.

Société nationale des chemins de fer français (lignes).

9082. — 23 novembre 1978. — **M. Jacques Chamlinade** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur les possibilités à mettre en œuvre pour le désenclavement du Massif Central. Il serait, à ce propos, souhaitable de créer une relation Brive—Aurillac, le matin. Il suffirait, pour cela, de mettre un autorail supplémentaire au train 7941 (départ de Brive à 7 h 32), qui serait coupé à Saint-Denis pour la direction Aurillac. Ce train serait utile, car il assurerait la correspondance du train 4431 venant de Limoges et pourrait, en période hivernale, être acheminé jusqu'au Lioran. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas créer, avec la direction de la Société nationale des chemins de fer français, les conditions nécessaires à la mise en service de ce train dans les délais les meilleurs.

Réponse. — La desserte voyageurs de la relation Brive—Aurillac est organisée de manière à assurer à Brive de bonnes correspondances de ou vers Paris afin de répondre au mieux à la demande importante dont cette liaison Paris—Province fait l'objet. De plus, les grilles horaires actuellement en place doivent, tout en respectant les impératifs de ces correspondances, permettre aux usagers de séjourner une demi-journée à Brive et à Aurillac qui sont les deux pôles d'attraction de cette région. La création d'une liaison Brive—Aurillac par adjonction d'une voiture supplémentaire au train 7941 Brive 7 h 32—Toulouse 11 h 3 a été examinée dans le cadre des schémas régionaux de transports d'Auvergne et du Limousin. Mais cette solution n'a pas été retenue car les besoins recensés ne justifient pas la mise en place d'un tel service. En effet, le nombre des voyageurs venant de Limoges par l'express 4431 Limoges 6 h 25—Brive 7 h 26 et empruntant à Brive le train 7941, est très faible. En outre, le train 7941 achemine lui-même seulement quinze à vingt personnes en moyenne au départ de Brive. En se basant sur ces données il apparaît que les recettes envisageables sur le nouveau train entre Brive et Aurillac ne permettraient pas d'en compenser le déficit prévisible car la fréquentation moyenne n'excéderait pas vingt voyageurs. Cependant, la Société nationale accepterait de créer le train considéré en fonction de ses disponibilités en matériel et dans la mesure où les collectivités locales lui fourniraient une garantie de recettes dans le cadre d'une convention à passer entre elles et la SNCF conformément aux dispositions de l'article 18 ter de la convention du 31 août 1937 modifiée. Enfin, la mise en service d'un nouveau train de matinée entre Brive et Aurillac permettrait, en cas de prolongement jusqu'au Lioran pendant la saison hivernale, d'offrir aux Brivistes une relation commode avec cette station de sports d'hiver. Mais la Société nationale organise chaque hiver des circulations spéciales à destination du Lioran. Elles sont accessibles aux voyageurs isolés et aux groupes qui bénéficient à cette occasion de réductions intéressantes. Ces mesures ne répondent probablement pas totalement aux besoins des pratiquants de sports de neige, mais cette clientèle ne justifie pas à elle seule la circulation d'un train nouveau entre Brive et le Lioran.

Nuisances (bruit).

9496. — 1^{er} décembre 1978. — **M. Maxime Kalinsky** rappelle à **M. le ministre des transports** que dans son arrêt en date du 21 avril 1975, le Conseil d'Etat avait annulé l'article premier de l'arrêté du 27 mars 1973 : « en tant qu'il écartait du bénéfice de l'aide des bâtiments d'habitation autour d'Orly ». Cela fait donc plus de trois ans et demi qu'une injustice dénoncée par le Conseil d'Etat n'est toujours pas réparée par le Gouvernement. C'est un déni de justice ! Le décret du 10 février 1978 indique : « Un arrêté ultérieur sera pris dès que les études en cours auront permis de justifier les dispositions envisagées en matière d'insonorisation des bâtiments d'habitation autour d'Orly. » Il lui pose quatre questions sur ce sujet : 1° Les riverains de l'aéroport d'Orly subissent l'agression quotidienne d'une moyenne journalière approchant 600 mouvements d'avions atteignant un niveau de bruit allant jusqu'à près de 120 DBA. Personne ne nie que ces agressions sont gravement préjudiciables à la santé. Comment explique-t-il ce manque de célérité pour conclure des « études en cours » qui datent en réalité depuis bien avant le décret de 1973, c'est-à-dire, depuis près de six ans. Comment les conclusions auront-elles une réelle crédibilité alors que les associations de riverains et les élus concernés ne sont ni consultés ni associés à ces études. Quand envisage-t-il de publier l'arrêté attribuant aux riverains de l'aéroport d'Orly, le droit aux subventions pour l'insonorisation de leur habitation. 2° Le taux et le montant maximum des travaux et de l'aide financière à l'insonorisation des logements ont été fixés en 1973 : 3 pièces cuisine — 66 p. 100 des travaux — soit par pièce 6 000 francs en logement collectif et 10 500 francs en logement individuel et 4 500 francs pour une cuisine. Le montant maximum est donc de 36 000 francs avec un minimum obligatoire à la charge de l'intéressé de 12 000 francs. Il lui demande de revaloriser le montant maximum des travaux car les prix ont augmenté de façon très importante ces cinq dernières années et le plafond était déjà très insuffisant dès le départ ! Cette injustice est d'autant plus criante que l'aéroport de Paris, qui gère le fonds d'aide aux riverains a fait progresser depuis 1973 ses frais de gestion de 109,14 p. 100. Par ailleurs, ce montant maximum devrait être indexé afin d'être revalorisé automatiquement. Il y aurait lieu aussi de modifier l'arrêté en cause qui ne tient aucun compte de l'importance des familles et limite le droit à l'insonorisation à trois pièces. Cela exclut pour certaines familles l'insonorisation de la salle de séjour et de certaines chambres. Enfin, le taux de 66 p. 100 est très insuffisant et interdit aux familles ayant des revenus modestes de faire des travaux, compte tenu des dépenses importantes qui restent à leur charge. Il y a là une ségrégation inadmissible. 3° Le rapporteur spécial à l'Assemblée nationale sur le projet de loi de finances pour 1979, taxes parafiscales : Indique, dans son rapport écrit (n° 570) que l'aéroport de Paris a « dressé des prévisions de recettes et dépenses jusqu'en 1984, date à laquelle les opérations d'aides devraient être terminées ». Comment de telles dispositions auraient-elles pu être arrêtées sans autres concertations. Il lui rappelle que cette taxe a été instaurée pour apporter des aides financières pour insonoriser les bâtiments d'enseignement et médicaux et pour les bâtiments d'habitation, pour l'acquisition d'immeubles d'habitation exposés en zone de bruit intense, pour des dépenses d'aménagement en zones particulièrement exposées aux nuisances, pour des dépenses d'étude et d'équipement aéroportuaires destinées à diminuer les nuisances. Or, il ne fait pas de doute que l'ensemble des travaux d'insonorisation ne seront pas terminés en 1984. (L'arrêté pour les habitations privées n'est pas encore paru.) Il en est de même pour les acquisitions demandées par les propriétaires. A ce sujet, actuellement, seul Villeneuve-le-Roi bénéficie autour d'Orly de cette disposition. Or, cela se justifie pour d'autres communes, comme le réclament les élus et les riverains concernés. Par ailleurs, les autres dispositions prévues dans le décret n'ont pas encore été appliquées, voire examinées. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir annuler une telle prévision tendant à faire disparaître cette taxe en 1984 alors que demeurent, en outre, encore de nombreux problèmes en suspens, telle l'extension de l'aide financière à l'insonorisation des bâtiments publics où travaille du personnel et où vient le public. 4° Une exigence : celle de moduler la taxe afin d'imposer beaucoup plus fortement les avions les plus bruyants dans un but d'incitation à l'utilisation maximum d'avions émettant des bruits moindres. Une telle mesure augmenterait dans l'immédiat de façon sensible les ressources permettant l'amélioration des aides apportées aux riverains et irait progressivement en diminution en fonction d'une évolution de l'utilisation d'avions moins bruyants. Il lui demande où en est cette mesure envisagée qui ne souffre d'aucune difficulté d'application dans la mesure où la volonté gouvernementale est réelle.

Réponse. — Les quatre questions posées par M. Kalinsky appellent les réponses suivantes : 1° sans nier la gêne subie par les riverains situés aux abords immédiats des pistes de l'aéroport d'Orly, il convient de faire observer que sur le total des mouvements

journaliers — dont la moyenne est inférieure à six cents mouvements — la moitié seulement intéresse une zone déterminée puisque ce nombre de mouvements concerne les arrivées et les départs. De plus, il n'existe aucune zone urbanisée autour de l'aéroport d'Orly qui subisse des niveaux de bruits de 120 DBA. Les études en cours pour déterminer les zones d'Orly dans lesquelles les aides à l'insonorisation de logements pourront être attribuées seront soumises en temps voulu à la commission consultative pour les opérations destinées à atténuer les nuisances subies par les riverains d'Orly ; 2° la contrainte de limitation du nombre de pièces prises en considération a été levée par l'arrêté du 27 mars 1973, en ouvrant la possibilité, après avis favorable de la commission consultative d'aide aux riverains, d'accorder des dérogations en fonction de la situation de la famille occupant le logement. En ce qui concerne la limitation à 66 p. 100 du montant des dépenses de l'aide accordée, il est rappelé que l'article 5 de l'arrêté du 27 mars 1973 a prévu la possibilité de porter le taux d'aide à 100 p. 100 pour les personnes percevant l'allocation complémentaire du fonds de solidarité ou bénéficiant des formes d'aides sociales définies au titre III du code de la famille et de l'aide sociale. Par ailleurs, aucune aide susceptible d'être attribuée n'ayant encore été demandée pour l'insonorisation de logements conformément à l'arrêté du 27 mars 1973, il paraît prématuré de modifier les plafonds fixés par cet arrêté ; 3° les réponses au questionnaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan de l'Assemblée nationale ne concernaient que les prévisions de dépenses effectuées en application de la réglementation en vigueur. Elles n'envisageaient pas la prise en compte des dépenses pouvant résulter de la mise en place de nouvelles mesures qui nécessiteront la perception de recettes au-delà de 1984 ; 4° il est d'abord utile de préciser que le Gouvernement a, par le décret du 10 février 1978, dégagé les moyens financiers nécessaires pour accélérer les opérations d'aide aux riverains d'Orly en autorisant l'Aéroport de Paris à contracter un emprunt. Le Gouvernement s'attache maintenant à mettre en place une réforme juridique du système de perception des ressources auprès des transporteurs aériens en vue de moduler la contribution de ceux-ci en fonction du bruit des appareils.

Transports routiers (conflits du travail).

9639. — 5 décembre 1978. — M. Roland Beix appelle l'attention de M. le ministre des transports sur le non-respect et la non application de la convention collective de travail des transports routiers qui est le fait de la Société Trabisco dont le siège est à Cognac (Charente). Un licenciement abusif et le non-respect par l'entreprise des droits fondamentaux des employés vient de déclencher un conflit du travail qui a conduit à la grève de la plus grande partie du personnel. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'ordonner l'application des règles qui régissent la profession dans ce cas précis.

Réponse. — La SARL Trabisco est une entreprise de transport public de marchandises dont le siège est à Cognac. Une grève de solidarité avec un chauffeur licencié pour faute professionnelle (huit accidents de circulation) a été déclenchée dans cette entreprise le 9 octobre 1978. Cette grève, suivie par 35 p. 100 des salariés de l'entreprise, a pris fin, le 20 novembre, par un accord conclu en commission régionale de conciliation. Depuis cette date, le travail a normalement repris et s'effectue dans les conditions réglementaires et conventionnelles.

Société nationale des chemins de fer français (lignes).

10042. — 13 décembre 1978. — M. Bertrand de Malgret appelle l'attention de M. le ministre des transports sur l'opportunité de renforcer les moyens actuellement utilisés par la SNCF pour transporter les voyageurs sur la ligne Tours—Le Mans les lundi matin et vendredi soir. A diverses reprises ces derniers temps, des voyageurs du canton d'Écommoiy n'ont pu accéder aux voitures qui étaient en quantité insuffisante. Par ailleurs, il semble que l'éclairage et le chauffage de ces véhicules laissent parfois à désirer. Il lui demande quelles dispositions pourront être prises pour assurer à la fois le confort et la sécurité des passagers.

Réponse. — L'occupation des trains omnibus circulant entre Tours et Le Mans fait l'objet de l'attention constante des services locaux de la SNCF. Les habitants du canton d'Écommoiy désireux de se rendre au Mans, le lundi matin, peuvent emprunter, à 7 h 16, l'autorail qui part de Tours à 6 h 05 pour arriver à destination à 7 h 36. La composition normale de ce train est, en effet, renforcée le lundi par l'adjonction d'une voiture supplémentaire. Les Écommoiyens qui souhaitent, quant à eux, rallier Tours ce jour-là, ne devraient pas rencontrer de difficulté pour accéder, à 6 h 34, au train omnibus quittant Le Mans à 6 h 17 et arrivant à 7 h 48 à Tours, car cet autorail bénéficie de mesures de renforcement

similaires. De plus, en période de forte affluence, les liaisons par autorail sont remplacées par des rames équipées de matériel de grande ligne offrant une plus grande capacité. La desserte du vendredi soir est également assurée dans des conditions satisfaisantes. C'est ainsi que, depuis le 1^{er} octobre 1978, la société nationale a doublé le nombre de voitures entrant dans la composition du train Tours 18 h 11/Écommoiy 19 h 24/Le Mans 19 h 43. Dans le sens inverse, le train partant du Mans à 18 h 07, pour arriver à Tours à 19 h 47, Écommoiy 18 h 29, est assuré tous les vendredis par une rame de voiture grande ligne depuis le 9 janvier 1978. Ces mesures permettent généralement d'offrir une bonne qualité de service aux usagers de la ligne Tours—Le Mans. Il y a eu, néanmoins, à diverses reprises, des problèmes dus au manque de place sur cette relation. Mais ces incidents ont eu lieu au cours des grèves des mois d'octobre et de novembre où le matériel habituel n'était pas disponible. L'éclairage et le chauffage des trains fait l'objet de contrôles systématiques. Mais il peut toujours se produire des pannes imputables à des défauts imprévisibles. En l'occurrence, les voyageurs sont invités à signaler, dès que possible, ces anomalies aux agents de contrôle qui procéderont à la réparation eux-mêmes ou feront appel à du personnel spécialisé, à l'arrivée dans une gare.

Permis de conduire (Communauté économique européenne).

10159. — 15 décembre 1978. — Le 23 novembre dernier les ministres des transports de la Communauté se sont réunis. M. Pierre-Bernard Cousté demande en conséquence à M. le ministre des transports de bien vouloir préciser où en est l'harmonisation des législations en matière de permis de conduire les véhicules routiers. Pourrait-il préciser si cette harmonisation concerne l'ensemble des véhicules ou un certain nombre d'entre eux seulement, et dans quel délai raisonnable il est possible d'espérer une harmonisation effective des permis de conduire. Pourrait-il par ailleurs indiquer s'il est envisagé et pour quand la délivrance d'un permis de conduire communautaire, c'est-à-dire identique à chacun des pays membres de la Communauté.

Réponse. — L'ordre du jour du conseil des ministres (Transports) de la Communauté économique européenne du 23 novembre 1978 comportait effectivement l'examen d'un projet de directive ayant trait à l'harmonisation des législations en matière de permis de conduire un véhicule routier. Les ministres ont noté que des progrès avaient été accomplis vers l'adoption de cette directive. Mais ils ont dû constater que des difficultés continuaient à subsister, notamment à l'égard des conditions exigées pour la conduite des véhicules lourds de transports de marchandises ainsi que des véhicules de transports en commun. Ils ont, en conséquence, invité leurs représentants permanents à leur soumettre, lors d'une prochaine session, un texte susceptible d'obtenir l'accord de toutes les délégations. Le Gouvernement ne peut qu'être favorable à une reconnaissance réciproque des permis, puisque la réglementation française l'admet depuis longtemps et permet l'échange des permis étrangers sans examen de conduite. Aussi, durant sa présidence, le ministre des transports entend-il consacrer tous ses efforts à faire progresser cette affaire. Dans ce but, il se propose de sérier les questions. En effet, il semble que la reconnaissance réciproque et l'uniformisation des modèles qui en serait le corollaire pourraient recueillir assez rapidement l'assentiment des États membres, au moins en ce qui concerne les catégories de permis les plus importantes. Quant à l'harmonisation de l'ensemble de ces catégories, elle nécessitera, en tout état de cause, de plus longs délais, étant donné la grande diversité des réglementations nationales actuelles.

Transports routiers (chauffeurs).

10219. — 15 décembre 1978. — M. Guy Bèche appelle l'attention de M. le ministre des transports sur les conditions de travail des chauffeurs routiers professionnels. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les textes législatifs relatifs à la durée du travail et au repos compensateur soient appliqués intégralement dans la profession. En effet, le métier de chauffeur routier est un métier difficile, fatiguant, qui nécessite l'application d'une législation qui n'irait pas à l'encontre de leur propre sécurité et de celle de tous les citoyens usagers de la route.

Réponse. — Le contrôle de l'application de la réglementation du travail dans les transports routiers, et singulièrement des dispositions relatives aux durées de conduite et de repos des conducteurs, demeure l'un des objectifs majeurs du ministère des transports. Le programme d'action prioritaire n° 12 du VII^e Plan (action 3 bis : Transports) a prévu un renforcement de ce contrôle. Les mesures inscrites à cet effet, dont la mise en œuvre progressive a été échelonnée sur toute la durée du plan, concourent en conséquence au développement des moyens en personnel et en matériel nécessaires à l'administration. Ainsi l'effectif des contrôleurs et adjoints de contrôle des transports terrestres, qui était de 240 agents en 1976

aura été accru de 100 unités à la fin de la période du Plan. Dans le même temps, le nombre des inspecteurs du travail (transports) aura été porté de soixante-six à soixante-dix-huit. Depuis le milieu de l'année 1978, la direction des transports terrestres dispose d'une machine prototype d'analyse automatisée des disques de chronotachygraphes. Cet appareil donnant satisfaction, l'acquisition de trois unités de lecture de même type ou d'un type dérivé sera réalisée en 1979. Par ailleurs, dans le souci de renforcer l'efficacité de ces contrôles, il a été demandé à M. Jean Foyer, député, ancien garde des sceaux, de bien vouloir assurer la présidence d'un groupe de travail ayant pour mission d'engager une réflexion approfondie sur l'opportunité de compléter, par des sanctions de type administratif, le dispositif répressif applicable aux infractions à la réglementation en cause, afin d'en accentuer le caractère dissuasif. Le groupe de travail a été invité à déposer ses conclusions pour la fin du premier trimestre de cette année. Quant à l'applicabilité au transport routier des dispositions relatives au repos compensateur elle ne fait aucun doute. Les inspecteurs du travail (transports) ont compétence pour connaître les difficultés survenant en la matière.

Routes (nationales).

10443. — 21 décembre 1978. — Depuis de nombreuses années déjà, d'importants problèmes de circulation se posent sur la route nationale 4. De nombreuses interventions ont déjà été effectuées afin que cette voie, l'une des plus fréquentées de France, soit améliorée en fonction de l'importance du trafic qu'elle supporte. Cette amélioration est d'autant plus nécessaire que chaque année on assiste à un hécatombe de morts et de blessés résultant des graves accidents journaliers qui se produisent en particulier sur la partie neuvième de la route nationale 4. La solution de mise à quatre voies d'une route prouve que le nombre des accidents diminue dans une proportion de 75 p. 100. En conséquence, M. Antoine Porcu demande à M. le ministre des transports quelles mesures il entend prendre afin de satisfaire ce projet réclamé par de nombreux usagers.

Réponse. — L'aménagement de la RN 4 entre Paris et Strasbourg, décidé par le Gouvernement, est bien engagé puisqu'un crédit d'environ 300 millions de francs lui a été consacré depuis le début du VI^e Plan, ce qui a permis de traiter les parties les plus sensibles de l'itinéraire, notamment en Lorraine où près de 50 kilomètres ont été aménagés à deux fois deux voies et où d'importantes opérations ont été réalisées ou sont en voie de l'être, dont la déviation de Ligny-en-Barrois et le contournement de Toul, auquel 90 millions de francs de crédits d'Etat ont déjà été affectés. Cet effort sera naturellement poursuivi au cours des années qui viennent ; toutefois, il doit être bien entendu que, compte tenu de l'effort financier très substantiel déjà consenti par ailleurs pour l'équipement routier et autoroutier de la région lorraine, la poursuite de la modernisation de la RN 4 ne peut être que progressive.

SNCF (personnel).

10628. — 24 décembre 1978. — M. Paul Laurent expose à M. le ministre des transports le sérieux des incidences sur les conditions de travail et d'existence des agents de conduite et des trains provoquées par la mise en place à la SNCF des « roulements à programme ou distributeurs ». Actuellement sur le réseau national, les roulements à programme au nombre de 438 sur un total des roulements de 591 se situe donc à 74,1 p. 100. Si l'implantation d'un système de répartition a permis, de 1975 à 1978, d'augmenter la productivité et d'économiser près de 300 journées de travail, elle a occasionné dans le même temps une suppression de 500 emplois et détérioré la situation professionnelle des travailleurs concernés. Les organisations syndicales déplorent à juste titre ne pas avoir été préalablement consultées à chaque disposition prise en la matière. Les mouvements revendicatifs constatés ces derniers temps dans la corporation n'ont pas pour but la remise en cause du mode de construction des roulements établis par ordinateur, mais une réelle prise en charge des intérêts du personnel et des usagers. Or, certaines améliorations ont pu être obtenues dans certains dépôts. Il est donc parfaitement possible de les généraliser par une modification humaine des roulements portant sur le travail de nuit, les déplacements, la compensation de la pénibilité du temps de conduite sur la base de six heures correspondant à huit heures de travail, les 104 repos effectifs et la présence permanente d'un personnel suffisant. Connaissant l'attachement des cheminots au service public et leur volonté de contribuer au bon transport des usagers, il souhaite le voir donner une suite positive à la requête syndicale demandant l'ouverture immédiate de négociations.

Réponse. — Le service du personnel de conduite est prévu, pour l'ensemble des trains réguliers, par des tableaux de service appelés roulements. Ces tableaux de service indiquent, de façon détaillée, toutes les tâches à effectuer par chaque « poste » de travail, que l'on appelle journée de travail, ainsi que l'ordre de succession de

ces journées. Les roulements sont établis pour chaque période comprise entre deux changements d'horaire. Si les mêmes trains circulaient dans les mêmes conditions tous les jours de la semaine, les roulements seraient faciles à établir et constitueraient en fait « un tour de rôle ». Mais il n'en est pas ainsi notamment du fait de la suppression des trains d'affaires, le samedi et le dimanche, de la réduction les mêmes jours du nombre des trains de banlieue et de marchandises ou, à l'inverse, des trains supplémentaires mis en circulation pour faire face aux pointes de trafic hebdomadaires ou saisonnières. Pour tenir compte de toutes ces variations, la SNCF établit des « roulements à programme » dont la confection très complexe est facilitée par le recours à l'informatique. La mise en application de ces roulements qui date, sur certaines régions, de plusieurs années a eu pour conséquence, non seulement une utilisation plus rationnelle du personnel de conduite, mais elle a permis aux agents intéressés de bénéficier d'un plus grand nombre de repos le dimanche, ce qui va dans le sens de l'une des demandes des organisations syndicales. Sur un plan plus général, pour ce qui concerne l'amélioration des conditions de travail, qui fait l'objet des revendications de ces organisations, il convient de noter que des négociations sont en cours au sein de la commission mixte du statut où est examiné un projet d'arrêté portant refonte de la réglementation du travail à la SNCF.

Transports aériens (personnel navigant).

10815. — 5 janvier 1979. — M. Didier Bariani attire l'attention de M. le ministre des transports sur le problème que pose, pour le personnel navigant de l'aéronautique civile, l'existence d'un travail au noir entretenu depuis de longues années par les employeurs. Il semble que, pour résoudre ce problème, il serait nécessaire de prévoir une nouvelle réglementation obligeant les aéro-clubs, en particulier, à déclarer les instructeurs pilotes professionnels qu'ils emploient, les faisant inscrire au registre A de l'aviation civile. Ainsi pourrait être exercé un contrôle officiel qui permettrait de mettre fin à une situation d'autant plus regrettable qu'il existe dans cette branche de nombreux chômeurs. Il signale, d'autre part, qu'une convention collective nationale n'existe actuellement pas pour la profession de pilote professionnel du travail aérien. Il lui demande s'il est permis d'espérer que des mesures interviendront rapidement pour résoudre ces deux problèmes.

Réponse. — Les services du ministère des transports se préoccupent depuis plusieurs années de résoudre les deux problèmes évoqués ci-dessus. En ce qui concerne le premier, les mesures qui peuvent être envisagées et, notamment, celles qui consisteraient à imposer aux aéro-clubs l'obligation d'utiliser un instructeur professionnel rémunéré à plein temps pour un certain nombre d'heures de vol d'instruction et de le faire inscrire au registre A de l'aviation civile, sont susceptibles d'avoir de graves répercussions sur la gestion de ces clubs. Il a donc été demandé au président de la fédération nationale aéronautique d'évaluer les conséquences de ces mesures. Ce n'est qu'en fonction de ces renseignements qu'une position pourra être prise par mon département. Quant au second problème relatif à l'établissement d'une convention collective pour les pilotes professionnels du travail aérien, il convient d'observer que ce genre de convention est de la responsabilité des partenaires sociaux et l'administration ne peut que les aider à se rencontrer et à trouver un terrain d'entente. En l'occurrence, ces efforts sont contrariés par l'hétérogénéité des entreprises utilisatrices de ces personnels. La diversité des activités des employeurs de pilotes professionnels effectuant du travail aérien (entreprises de travail aérien proprement dit, écoles de pilotage à but lucratif, aéro-clubs, etc.) ainsi que l'absence d'organisation patronale représentative de l'ensemble de ces activités ont constitué un obstacle majeur à la conclusion d'une convention couvrant cette catégorie de personnel. Cette situation est en voie d'évolution mais il serait prématuré de déterminer quels seront les partenaires sociaux qui participeront à l'élaboration d'une telle convention et, par conséquent, quel sera le champ d'application de celle-ci, ou quelles seront ses possibilités d'extension.

Cheminots (assurances vieillesse).

11270. — 20 janvier 1979. — M. Marcel Houël expose à M. le ministre des transports le mécontentement des retraités et veuves de cheminots ainsi que les justes revendications qu'ils avancent, à savoir : revalorisation du métier de cheminot ; revalorisation des pensions par le calcul minimum sur le salaire d'embauche au niveau I ; intégration dans le traitement liquidable des différentes indemnités ou primes non soumises à retenue, indemnité de résidence, prime de vacances ; recherche de solution pour faire bénéficier les retraités des mesures catégorielles quelle que soit la date de leur départ ; porter le taux de réversion à 75 p. 100 au lieu de 50 p. 100 avec l'application immédiate du taux de 75 p. 100 au

minimum de pension; rendre effective la possibilité de réversion de la pension de la femme agent; calculer le minimum de pension des garde-barrières (de 4^e classe sur 100 p. 100 au lieu de 90 p. 100 du salaire de début; création à Lyon d'une antenne de la CP; indexation sur la base de l'augmentation des prix du taux d'intérêt des livrets de caisse d'épargne. Il lui précise qu'un premier pas pourrait incontestablement être fait en accordant 68 p. 100 de réversion. Il lui demande donc quelles dispositions il entend prendre afin d'examiner attentivement et de répondre favorablement aux justes revendications des veuves et retraités cheminots.

Réponse. — Les revendications exposées dans la présente question reprenant pour l'essentiel celles qui avaient fait l'objet de la question écrite n° 3434 du 21 juin 1978, les termes de la réponse publiée au *Journal officiel* du 5 août 1978, n'appellent pas de précisions complémentaires. La modification du règlement de retraite de la SNCF rendue nécessaire pour que soit accordée la réversion de la pension à la femme agent sur le veuf est en cours d'homologation par les administrations de tutelle de la société nationale.

TRAVAIL ET PARTICIPATION

Emploi (Pyrénées-Orientales).

3478. — 22 juin 1978. — M. André Tourné expose à M. le ministre du travail et de la participation que le département des Pyrénées-Orientales connaît à l'heure actuelle une proportion de chômeurs devenue la plus élevée du pays. Il s'agit de demandeurs d'emploi inscrits aux agences de l'emploi et contrôlés par elles. A la fin du mois de mars 1977, les demandes d'emploi non satisfaites dans les Pyrénées-Orientales étaient de 6 883 unités. En mars 1978, ce nombre est passé à 7 718 unités. En pourcentage, par rapport à la population salariée du département des Pyrénées-Orientales, en mars 1977 les demandes d'emploi non satisfaites représentaient 9,4 p. 100, en mars 1978 ce taux a atteint 10,9 p. 100, et il s'agit là, de chiffres très serrés. En effet, c'est bien 12 p. 100 de la population salariée des Pyrénées-Orientales qui est à la recherche d'un emploi, car beaucoup de demandeurs d'emploi ne se sont pas fait inscrire aux agences. La seule véritable industrie du département, c'est-à-dire le bâtiment, a vu passer le nombre des chômeurs de 375 en mars 1977 à 630 en mars 1978. Il lui demande : 1° si son ministère a bien conscience du drame social que représente le chômage pour le département des Pyrénées-Orientales; 2° ce qu'il compte décider avec ses collègues des différentes ministères, concernés par les problèmes de l'emploi, pour obtenir des crédits susceptibles de créer des emplois nouveaux dans ce département. Il lui rappelle que les Pyrénées-Orientales ont une économie à prépondérance agricole avec un petit secteur industriel très limité. De plus, ce département est le plus éloigné des grands centres de consommation, ainsi que des grands centres de production de matières premières, notamment de matières énergétiques dont il est totalement dépourvu. Toutes ces données font que la hausse du coût de la vie est plus sensible dans les Pyrénées-Orientales que partout ailleurs.

Réponse. — Le département des Pyrénées-Orientales, qui connaît depuis plusieurs années les difficultés résultant de la crise économique générale, est de ce fait particulièrement touché par le chômage. Conscient de la gravité de cette situation, le Gouvernement a mis en œuvre toute une série de mesures destinées à maintenir et renforcer les activités du département. Ainsi certaines aides de l'Etat ont été accordées pour encourager les créations d'emplois dans différents secteurs : dans les industries agro-alimentaires — pour soutenir la politique dynamique de certaines entreprises de confiserie ou de chocolaterie de la région de Perpignan — dans le secteur de la pêche, avec un plan de restructuration engagé pour assainir le marché et assurer la stabilité de l'emploi, dans les mines et carrières avec la remise en activité d'une société dans la vallée de l'Agly où vingt emplois seront créés au début de l'année 1979. L'aide financière de l'Etat est également envisagée pour soutenir plusieurs entreprises textiles (fabrication de couvertures, de linge de maison) victimes de la concurrence qui atteint actuellement l'ensemble du marché national. Par ailleurs, en ce qui concerne les secteurs d'activité dominants du département, l'Etat a apporté une aide importante aux entreprises sandalières. La disparition de deux sociétés a été compensée par la création de deux nouvelles entreprises, évitant ainsi les problèmes d'emploi, et la reprise de cette activité se confirme, grâce à l'arrivée de nouveaux dirigeants qui ont entrepris la diversification des collections et une politique commerciale dynamique. Le secteur du bâtiment, principale activité particulièrement atteinte au niveau de grandes entreprises de bâtiment et des entreprises de travaux publics, alors que le marché de la maison individuelle est florissant, a fait également l'objet d'aides à la relance, notamment dans les zones de montagne (Cerdagne-Capcir). Par ailleurs la circulaire du Premier ministre, de juin 1977, qui visait à encourager la participation des petites et moyennes entreprises aux marchés publics de l'Etat a été appliquée

avec le plus grand soin. Il convient enfin de noter que le nouveau pacte pour l'emploi a été appliqué depuis juillet 1978 avec un certain succès : en cinq mois 708 contrats d'apprentissage et 275 contrats emploi-formation ont été conclus, tandis que cinquante-quatre jeunes sont entrés en stage pratique et cent vingt-trois en stage de formation. Ces nouvelles mesures constituent donc un apport favorable dans la lutte menée contre le chômage dans le département des Pyrénées-Orientales.

Handicapés (emplois).

7376. — 18 octobre 1978. — M. Arnaud Lepercq attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le placement des handicapés. Il souligne que la loi d'orientation ne reçoit pas sa pleine application en raison du manque de prospecteurs placiers spécialisés dans les agences nationales pour l'emploi et de l'insuffisance des contrôles effectués pour l'application des dispositions liées à l'emploi des handicapés. Sur ce dernier point, il note que, bien souvent, des entreprises et administrations n'occupent pas le quota obligatoire de travailleurs handicapés, sans pour cela être inquiétées. Il souhaite donc qu'il soit remédié à cette situation par une augmentation du nombre des prospecteurs placiers spécialisés et l'attribution aux services de la main-d'œuvre de moyens appropriés pour un meilleur contrôle, ce qui favoriserait encore davantage le placement des bénéficiaires. Il lui demande la suite qu'il entend réserver à cette suggestion.

Réponse. — Les dispositions du livre III, titre II, chapitre III, du code du travail font obligation aux chefs d'entreprise occupant plus de dix salariés dans les établissements du secteur industriel et commercial ou plus de quinze salariés dans le secteur agricole d'employer un pourcentage de 10 p. 100 de mutilés de guerre ou de travailleurs handicapés parmi leurs effectifs. Chaque année, les employeurs concernés doivent adresser au préfet la liste des bénéficiaires de la priorité d'emploi travaillant dans leurs établissements, ainsi que la nomenclature des emplois existant dans l'établissement au moment de leur déclaration. Au vu de cette déclaration, les services de main-d'œuvre déterminent les emplois pour lesquels ils se réservent de présenter aux employeurs des candidats au cours des douze mois à venir. Il peut être indiqué qu'en 1977, les entreprises du secteur industriel et commercial occupant plus de dix salariés comptaient 520 000 bénéficiaires des lois de 1924 et de 1957. Par ailleurs, à la suite des contrôles opérés par l'administration le montant des redevances appliquées aux entreprises n'ayant pas satisfait à leurs obligations qui ont été recouvrées par le Trésor s'est élevé à 3 millions de francs en 1976. Des directives récentes ont appelé tout particulièrement l'attention des services préfectoraux et départementaux sur le respect des dispositions sur la priorité d'emploi des travailleurs handicapés et les commissions départementales de contrôle de l'emploi obligatoire des mutilés de guerre et des handicapés réunies en formation commune sous la présidence d'un magistrat de l'ordre judiciaire vont examiner la situation des entreprises qui n'ont pas respecté leurs obligations. Il est rappelé, enfin, que des mesures nouvelles, prises en application de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, telles la garantie de ressources aux travailleurs handicapés en milieu protégé ou en milieu ordinaire de production et l'octroi d'aides financières accrues aux employeurs qui aménagent des postes de travail en faveur des travailleurs handicapés devraient améliorer les possibilités d'insertion professionnelle des personnes handicapées dans les entreprises. La délégation à l'emploi du ministère du travail et de la participation a mis en place un groupe de travail administratif pour rechercher les mesures propres à faciliter l'insertion professionnelle des handicapés. Dans un premier temps, il a déjà élaboré un décret qui, après avoir été approuvé par le conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés a été examiné par la section sociale du Conseil d'Etat le 17 octobre puis par son assemblée générale le 9 novembre 1978. Ce décret va permettre dès le 15 avril 1979 aux employeurs, après avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel et du médecin du travail, de réserver eux-mêmes les emplois dans lesquels ils peuvent embaucher des handicapés. Le directeur départemental du travail et de l'emploi pourra vérifier le bien-fondé de ces réservations. En cas de carence, le directeur départemental du travail et de l'emploi procédera aux réservations. Ce texte répondra aux préoccupations gouvernementales de simplifier les rapports entre l'administration et les administrés, de sensibiliser et d'associer les différents corps sociaux au problème de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés. Le groupe de travail a également demandé à l'agence nationale pour l'emploi d'établir un rapport sur le placement des travailleurs handicapés et à partir de ce document de nouvelles mesures vont être prises pour faciliter l'insertion professionnelle des handicapés. Par ailleurs la mise en place progressive des équipes de préparation et de suite du reclassement professionnel apportera un soutien aux travailleurs handicapés à tout moment du processus de leur reclassement profes-

tionnel et facilitera l'action des institutions existantes par des interventions complémentaires que ce soit au moment de leur mise ou de leur remise au travail ou dans les mois qui suivent. En ce qui concerne le reclassement des travailleurs handicapés dans les secteurs publics ou semi-publics des mesures nouvelles sont actuellement recherchées avec les services du secrétariat d'Etat chargé de la fonction publique.

Handicapés (emplois).

8770. — 17 novembre 1978. — M. Alain Madein attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des handicapés privés de leur emploi. Depuis de nombreuses années, les pouvoirs publics ont recherché les moyens de faciliter l'intégration des handicapés dans la vie courante et la vie professionnelle. Cependant, ceux-ci sont souvent touchés les premiers par les conséquences des difficultés économiques. Il lui demande de bien vouloir examiner : 1° la possibilité de supprimer une partie des charges sociales sur les salaires des handicapés, ainsi que cela a été fait pour les jeunes, dans le cadre du deuxième pacte national pour l'emploi ; 2° les mesures qui pourraient être prises afin de permettre aux sociétés de travail temporaire d'effectuer un effort spécial d'embauche des handicapés.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que des directives récentes ont appelé tout particulièrement l'attention des services préfectoraux et départementaux sur le respect des dispositions sur la priorité d'emploi des travailleurs handicapés, et les commissions départementales de contrôle de l'emploi obligatoire des mutilés de guerre et des handicapés réunies en formation commune sous la présidence d'un magistrat de l'ordre judiciaire vont examiner la situation des entreprises qui n'ont pas respecté leurs obligations. Par ailleurs, dès le 29 avril 1976, un rappel des instructions a été fait aux directeurs départementaux du travail et de l'emploi sur le respect de la priorité d'emploi en matière de licenciement collectif. Il est rappelé, enfin, que des mesures nouvelles prises en application de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, telles la garantie de ressources des travailleurs handicapés en milieu ordinaire de production et l'octroi d'aides financières accrues aux employeurs qui aménagent des postes de travail en faveur des travailleurs handicapés va améliorer les possibilités d'insertion professionnelle des personnes handicapées dans les entreprises. La délégation à l'emploi du ministère du travail et de la participation a mis en place un groupe de travail administratif pour rechercher les mesures propres à faciliter l'insertion professionnelle des handicapés. Dans un premier temps, il a élaboré un projet de décret qui, après avoir été approuvé par le conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés a été adopté le 9 novembre 1978 par l'assemblée générale de la section sociale du Conseil d'Etat. Ce décret va permettre dès le 1^{er} avril 1979 aux employeurs, après avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel et du médecin du travail, de réserver eux-mêmes les emplois pour lesquels ils peuvent embaucher des handicapés. Le directeur départemental du travail et de l'emploi pourra vérifier le bien-fondé de ces réservations. En cas de carence, le directeur départemental du travail et de l'emploi procédera aux réservations. Par ailleurs, le délai pendant lequel l'Agence nationale pour l'emploi doit présenter des travailleurs handicapés sera porté de huit à quinze jours. Ce texte répond aux préoccupations gouvernementales de simplifier les rapports entre l'administration et les administrés, de sensibiliser et d'associer les différents corps sociaux au problème de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés. En ce qui concerne la possibilité de supprimer une partie des charges sociales sur le salaire des handicapés, et sur les mesures qui pourraient être prises afin de permettre aux sociétés de travail temporaire d'utiliser un plus grand nombre de travailleurs handicapés, l'honorable parlementaire est informé que ces questions pourront être étudiées par le groupe de travail sur les procédures conduisant au reclassement des handicapés en milieu ordinaire de production.

Travailleurs étrangers (Algérie).

10220. — 15 décembre 1978. — M. Guy Bèche appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le fait que, en 1979, 350 000 contrats de travailleurs algériens arriveront à expiration, aux termes même des accords conclus avec l'Algérie en 1968 et entrés en vigueur en 1969. L'Algérie, pour conduire son développement industriel, économique et social, souhaite le retour progressif de ces travailleurs qui auraient reçu une formation appropriée aux besoins de son économie. En conséquence, il lui demande : quelles mesures compte prendre le Gouvernement français vis-à-vis de ces 350 000 travailleurs pour assurer, soit leur maintien en France, soit leur retour en Algérie ; si le Gouvernement français est prêt, comme le souhaite le Gouvernement algérien, à mettre en

place en accord avec lui, une formation retour appropriée ; si, compte tenu des liens étroits qui unissent nos deux peuples, le Gouvernement français est décidé à faire un effort particulier pour aider à la réinsertion de ces travailleurs dans la société algérienne.

Réponse. — Les conditions de renouvellement des certificats de résidence délivrés à des ressortissants algériens et arrivant à expiration en 1979 ont été fixées par un échange de lettres entre le secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés et l'ambassadeur d'Algérie en France en date du 27 décembre 1978. Il a ainsi été convenu que dans l'attente des résultats de négociations qui doivent s'ouvrir prochainement entre le Gouvernement français et le nouveau Gouvernement algérien, dès que ce dernier aura été constitué, les certificats de résidence sont prorogés d'une année. Les conversations qui vont ainsi s'engager doivent permettre tout d'abord de faire un bilan de l'application de l'accord du 27 décembre 1968 signé entre la France et l'Algérie et qui régit les conditions d'entrée, de séjour et de travail en France des ressortissants algériens. Elles doivent également aboutir à une adaptation des dispositions de cet accord aux nouvelles données de la situation économique de la France en même temps qu'au souhait clairement affirmé par le Gouvernement algérien de faciliter la réinsertion en Algérie de ses travailleurs émigrés pour leur permettre de contribuer utilement au développement économique de leur pays. C'est en tenant également compte de ses préoccupations et de celles de l'Algérie que la France souhaite engager cette négociation. Elle est à cet égard prête à étudier toutes les propositions portant notamment sur la formation des travailleurs algériens, leur réinstallation dans leur pays qui soient de nature à apporter une solution positive aux problèmes que pose à ce pays le retour en grand nombre de ses travailleurs. Elle le fera avec le souci non seulement de préserver mais de renforcer les liens étroits qui unissent encore nos deux pays.

Femme (condition de la) (emploi).

10499. — 22 décembre 1978. — M. Laurent Fabius appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les difficultés rencontrées par les femmes de plus de quarante ans, chefs de famille, à la recherche d'un emploi. Ces difficultés sont grandes tant pour les femmes ayant déjà occupé un emploi et ne réussissant pas à se reclasser que pour celles appelées brutalement à trouver une activité. C'est le cas en particulier dans les cantons de Grand-Couronne, d'Elbeuf et de Boos où le chômage est très important. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour favoriser cette insertion des femmes chefs de famille dans la vie active et leur permettre de vivre de manière décente.

Réponse. — Les mesures votées par le Parlement (loi n° 78-689 du 6 juillet 1978) pour faciliter l'emploi des jeunes et de certaines catégories de femmes répondent très exactement à la préoccupation de l'honorable parlementaire puisque sont concernées sans limite d'âge, les femmes sans emploi, veuves, divorcées, séparées judiciairement assumant la charge d'au moins un enfant ou bénéficiaires de l'allocation de parent isolé ainsi que les femmes cherchant une réinsertion professionnelle au moins deux ans et au plus cinq ans après une naissance ou une adoption. Elles peuvent ainsi choisir, entre plusieurs possibilités d'accès à l'emploi, celle la plus adaptée à leur situation, puisque jusque-là elles ne pouvaient bénéficier que d'une priorité d'accès aux cycles et stages de formation. Il convient également de rappeler les dispositions de la loi du 16 janvier 1979 relatives à l'aide aux travailleurs privés d'emploi. En effet, le nouvel article L. 351-6 du code du travail qui définit les bénéficiaires de l'allocation forfaitaire prévoit notamment dans son troisième alinéa : « ... Peut bénéficier de cette allocation les femmes qui sont, depuis moins de 2 ans, veuves, divorcées, séparées judiciairement ou célibataires assumant la charge d'au moins un enfant, qui satisfont à des conditions de formation initiale ou qui, à l'issue d'un stage de formation professionnelle n'ont pu obtenir un emploi ».

UNIVERSITES

Enseignement supérieur

(université technologique de Compiègne (Oise)).

4107. — 2 juillet 1978. — M. Raymond Maillet demande à Mme le ministre des universités de bien vouloir examiner le problème du statut dérogatoire de l'université technologique de Compiègne. La dérogation prévue par un article de la loi d'orientation pour les universités créées *ex nihilo* ne peut plus être invoquée puisque l'université technologique de Compiègne fonctionne depuis six ans, les bâtiments construits sont occupés, les filières de formation sont mises en place et le mandat du premier président arrive à expiration. Il souligne que la suppression de la dérogation aurait une influence positive sur la pédagogie ou la recherche dans cette université, et sur la vie démocratique puisque les enseignants, les

chercheurs, les techniciens, les étudiants y assument normalement leurs responsabilités, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui où le conseil d'université compte seulement huit élus pour quinze personnes nommées. Enfin, la suppression de la dérogation permettrait d'enrichir la vie universitaire française de l'apport spécifique de l'université de Compiègne, notamment dans les domaines de la recherche technologique et de la formation d'ingénieurs.

Réponse. — L'université de technologie de Compiègne, créée par décret du 2 octobre 1972, a été dotée d'un statut dérogatoire en application de l'alinéa 3 de l'article 4 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur. Les dérogations prévues par le décret de création portent essentiellement sur le régime d'admission des étudiants et sur la structure et le rôle des organes directeurs de l'université. La commission du titre d'ingénieur dans sa séance du 21 mai 1975 a demandé que les formations d'ingénieurs soient dispensées au sein de structures qui dérogent dans ces termes à la loi d'orientation.

Enseignants (vacataires et assistants).

6948. — 7 octobre 1978. — **M. Bernard Dérosier** fait part de son inquiétude à **Mme le ministre des universités**, à la suite de la parution du décret, en date du 20 septembre 1978, qui fait peser sur les vacataires et tous les assistants de lettres, sciences humaines, droit et sciences économiques, la menace d'un licenciement immédiat. Par ailleurs, en multipliant considérablement le service des assistants non titulaires, il prive ces derniers de toute possibilité de recherche. En conséquence, il lui demande de revenir sur ce décret et de bien vouloir lui indiquer les dispositions qu'elle compte prendre, afin que les personnels non titulaires des universités puissent, d'une part bénéficier d'une réelle garantie de l'emploi, et d'autre part, mener leur recherche dans les meilleures conditions.

Réponse. — Le décret du 20 septembre 1978 fixe, pour l'avenir, les conditions d'emploi et de recrutement des personnels vacataires et des assistants non titulaires des universités. Les dispositions de l'article 20 du décret permettent aux établissements publics à caractère scientifique et culturel (auxquels la loi d'orientation du 12 novembre 1968 modifiée accorde une très grande liberté de choix de leurs enseignants) de renouveler dans leurs fonctions les assistants exerçant leur activité avant le 21 septembre 1978. D'autre part, les personnels vacataires qui ne remplissent pas les conditions fixées à l'article 2 du décret du 20 septembre 1978 pourront néanmoins, pendant une période de cinq ans, si l'intérêt du service le justifie, être maintenus dans la limite du nombre d'heures, qu'ils ont effectuées durant l'année universitaire 1977-1978. Le régime définitif prévu pour l'assistant limite la durée de ce dernier à un maximum de cinq ans, durée normale pour accéder à une promotion au grade de maître-assistant. Les assistants non titulaires en fonction avant l'application du décret et qui n'auront pas rempli au bout de cinq ans les conditions de promotion se verront attribuer un horaire d'enseignement plein.

Enseignement supérieur (enseignants).

8579. — 15 novembre 1978. — **M. Robert Montdargent** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur la situation des enseignants dans l'enseignement supérieur à l'étranger, qui, ayant satisfait aux exigences des lois et règlements en vue de leur titularisation dans un corps de l'enseignement supérieur (examen de leur demande par la sous-commission interministérielle de l'enseignement supérieur français à l'étranger et par le comité consultatif des universités quand nécessaire) attendent depuis octobre 1975 et parfois plus, la signature de leur arrêté de titularisation. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre afin que ces personnels se voient effectivement titularisés, avec effet rétroactif.

Réponse. — Les dispositions exceptionnelles qui permettaient de titulariser les enseignants contractuels en coopération ne sont plus appliquées depuis le début de l'année 1976. En conséquence, les enseignants non titulaires de l'enseignement supérieur (recrutés sous contrat par les ministères de la coopération et des affaires étrangères) sont soumis aux procédures de droit commun, pour leur titularisation dans une université et pour leur promotion. Il est précisé à l'honorable parlementaire que les enseignants pour lesquels la procédure exceptionnelle de titularisation précitée a pu être menée intégralement à son terme avant le fin de l'année 1975, ont, depuis, reçu notification de leur arrêté de titularisation.

Enseignement supérieur (établissements).

8591. — 15 novembre 1978. — **M. Pierre Goldberg** rappelle à **Mme le ministre des universités** que l'IUT de Montluçon (Ailier) est le seul IUT fondé en 1968 à n'avoir que deux départements : génie électrique et génie mécanique. Depuis plusieurs années des

demandes ont été faites auprès du ministère des universités afin que soit créé un troisième département, ce qui améliorerait le fonctionnement de cet établissement (notamment en réduisant les charges de gestion des services communs) et permettrait de répondre aux besoins de formation dans la zone d'influence de Montluçon, région étendue sur le plan géographique et importante au plan économique, notamment industriel. Parmi les départements qui pourraient être créés, on peut citer : carrières sociales, hygiène et sécurité, carrières juridiques et judiciaires, génie thermique. Pour refuser cette création, le ministère des universités argue, premièrement, du fait qu'il n'envisage pas, dans le cadre contraignant d'un budget d'austérité, l'ouverture de nouveaux départements d'IUT, deuxièmement, du fait qu'un nombre important de places restent inutilisées dans les départements existants. Or ceci est infléchi, d'une part, par le fait que deux départements, notamment, ont été créés, l'un à l'IUT de Quimper (*Journal officiel* du 13 octobre 1977), l'autre à Evry ; d'autre part, par le fait que la liste des places vacantes dans les IUT au 11 septembre 1978, établie par le ministère des universités, ne signale aucune place vacante dans les départements hygiène et sécurité, carrières juridiques et judiciaires, carrières sociales et transport logistique. En conséquence il lui demande que soit envisagée et sérieusement étudiée par ses services la création d'un troisième département à l'IUT de Montluçon.

Réponse. — La création de départements d'IUT dépend du besoin national de formation dans les disciplines qui y sont enseignées et de l'environnement économique des établissements susceptibles de les accueillir. Il ne saurait en aucun cas être fonction de l'ancienneté de l'établissement ou du nombre de départements pré-existants. Ainsi le réseau de départements transports et logistiques a été complété par l'adjonction d'un département dans l'ouest de la France et d'un département en région parisienne à proximité des grands nœuds de communication et d'échanges commerciaux. La commission pédagogique nationale n'a pas estimé souhaitable la création de nouveaux départements au-delà des deux départements précités. Les commissions pédagogiques nationales compétentes pour les départements carrières sociales, hygiène et sécurité, génie thermique, carrières juridiques et judiciaires, ont dans l'ensemble émis des avis réservés quant à la création de nouveaux départements dans leurs spécialisations respectives. On notera, enfin, que les places vacantes dans les disciplines mentionnées par l'honorable parlementaire, dans le courant de l'année 1977-1978, étaient les suivantes : hygiène et sécurité : seize places vacantes ; carrières juridiques et judiciaires : cinquante-cinq places vacantes ; carrières sociales : soixante-six places vacantes ; transport et logistique : trente-six places vacantes.

Universités (ministère) (service des bibliothèques).

9570. — 2 décembre 1978. — **Mme Chantal Leblanc** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur les graves insuffisances du budget du service des bibliothèques, particulièrement en ce qui concerne deux chapitres : il s'agit tout d'abord des créations d'emploi, dont le nombre reste extrêmement faible (20 postes) et ne permettra pas en particulier aux centres techniques de coopération créés auprès de la Bibliothèque nationale d'accomplir les missions qui leur ont été attribuées. Le second chapitre très préoccupant concerne la formation professionnelle : en francs constants ce chapitre est en baisse. Or une partie importante de ces crédits de formation est attribuée pour rémunérer les enseignants destinés aux cadres moyens (sous-bibliothécaires) des bibliothèques municipales. Cet enseignement est dispensé dans les centres régionaux de formation professionnelle dépendant de l'école nationale supérieure des bibliothécaires. Cette grave diminution de crédits, outre qu'elle aura inévitablement des conséquences sur le volume des enseignements dispensés, est par ailleurs en contradiction avec les déclarations des pouvoirs publics qui souhaitent améliorer la formation du personnel communal. Aussi elle lui demande comment elle justifie que deux chapitres aussi importants soient sacrifiés et si elle compte mettre un terme à la dégradation du service des bibliothèques.

Réponse. — Sur les vingt créations prévues au budget du ministère des universités en 1979 (chap. 31-61), 11 emplois bénéficieront à la Bibliothèque nationale. Cette dotation doit faciliter les opérations de décentralisation de la Bibliothèque nationale, à commencer par le centre de Sablé dont l'ouverture est prévue pour octobre 1979. Par ailleurs, les crédits de formation professionnelle ont marqué une augmentation de 6,83 p. 100 sur 1978. Sur le crédit de 1 593 582 francs destiné à l'École nationale supérieure de bibliothécaires, une somme de 245 700 francs est réservée à la formation continue et sert notamment à soutenir l'action pédagogique des centres régionaux de formation professionnelle. Ceux-ci assurent la préparation au concours de sous-bibliothécaire et aussi au certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaires. On connaît l'importance de ce dernier diplôme dans le recrutement des personnels des bibliothèques municipales et privées. Toutefois, les centres régionaux de formation professionnelle ne dépendent pas administrativement

de l'Ecole nationale supérieure de bibliothécaires, mais sont très généralement situés dans les universités. L'aide apportée par l'Ecole nationale supérieure de bibliothécaires au fonctionnement pédagogique de ces centres ne constitue donc pas leur seule ressource.

Diplomes (diplôme d'ingénieur de l'institut européen d'études commerciales supérieures).

11094. — 13 janvier 1979. — **M. Jean Laurain** demande à **Mme le ministre des universités** quelles mesures elle compte prendre pour que le diplôme d'ingénieur délivré par l'institut européen d'études commerciales supérieures (dépendant de l'université des sciences juridiques, politiques et sociales de Strasbourg) soit reconnu comme équivalent à la licence d'enseignement, ce qui permettrait aux maîtres-auxiliaires titulaires de ce diplôme d'être classés dans la catégorie II.

Réponse. — Dans le nouveau régime des études de deuxième cycle fixé par l'arrêté du 16 janvier 1976, la dénomination de licence d'enseignement n'existe plus. Il appartient donc au ministre de l'éducation de déterminer les conditions de recrutement et de classement des maîtres-auxiliaires en fonction des diplômes qu'ils détiennent ainsi que de décider parmi les licences, celles qui permettront l'accès aux concours de recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire.

QUESTIONS ECRITES pour lesquelles les ministres demandent un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse.

(Art. 139, alinéa 3, du règlement.)

M. le ministre de l'éducation fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 11324 posée le 20 janvier 1979 par **M. Dufard (Lucien)**.

M. le ministre des transports fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 11359 posée le 20 janvier 1979 par **M. Hamel (Emmanuel)**.

M. le Premier ministre fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 11370 posée le 27 janvier 1979 par **M. Charles Miossec**.

M. le Premier ministre fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 11301 posée le 27 janvier 1979 par **M. Jean Briene**.

M. le Premier ministre fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 11561 posée le 27 janvier 1979 par **M. Maurice Nilles**.

M. le Premier ministre fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 11589 posée le 27 janvier 1979 par **M. Louis Maisonnat**.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 11710 posée le 3 février 1979 par **M. Alain Léger**.

Mme le ministre de la santé et de la famille fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 11781 posée le 3 février 1979 par **M. Pierre-Bernard Cousté**.

Mme le ministre de la santé et de la famille fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 11782 posée le 3 février 1979 par **M. Pierre-Bernard Cousté**.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 11851 posée le 3 février 1979 par **M. Emile Jourdan**.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à **M. le président de l'Assemblée nationale** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 11937 posée le 3 février 1979 par **M. Adrien Zeller**.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires.

(Art. 139, alinéas 2, 3 et 6, du règlement.)

Traités et conventions (droits de l'homme).

10313. — 19 décembre 1978. — **M. Gabriel Péronnet** demande à **M. le ministre de la justice** s'il est maintenant possible de dresser un bilan des diverses conséquences juridiques de la ratification par la France de l'article 25 de la convention européenne des droits de l'homme. Malgré les délicats problèmes que soulèverait à l'évidence une telle ratification, il lui demande s'il ne serait pas néanmoins possible, conformément aux traités, d'envisager une telle ratification à titre révoquant. En tout état de cause, l'assemblée parlementaire du conseil de l'Europe a exprimé à un certain nombre de reprises le souhait de voir la France procéder à une telle ratification.

Communautés européennes (droits de l'homme).

10314. — 19 décembre 1978. — **M. Gabriel Péronnet** demande à **M. le ministre de la justice** de bien vouloir exposer la position de la France en ce qui concerne la protection des droits de l'homme au plan européen. La jurisprudence de la cour de justice des communautés européennes, la déclaration commune des trois institutions communautaires, la reconnaissance des droits spéciaux aux citoyens de la CEE constituent des éléments indispensables pour une protection effective de certains droits fondamentaux au plan communautaire. Ce mouvement souhaitable ne risque-t-il pas cependant de créer de délicats problèmes d'attribution et de jurisprudence avec la sphère de compétences de la cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, dont la compétence *ratione loci* et *ratione materiae* est beaucoup plus large que celle de la CJCE. Ne conviendrait-il pas de réfléchir dès maintenant aux moyens permettant aux deux ordres de juridiction de fonctionner à terme en pleine harmonie, dans le respect des compétences et des spécificités respectives.

Viticulture (prime à l'arrachage).

10393. — 20 décembre 1978. — **M. Pierre Pasquini** demande à **M. le ministre de l'agriculture** si les viticulteurs qui ont arraché une partie de leur vignoble au cours des années 1976 et 1977 toucheront la prime complémentaire de la prime initiale annoncée par **M. le Président de la République** dans son discours du 4 juin 1978, lors de sa visite en Corse. En effet, **M. le Président de la République** n'a fait aucune différence entre les viticulteurs arracheurs de 1970 et ceux de 1976 et 1977 et il est demandé au ministre de l'agriculture de confirmer qu'effectivement aucune discrimination ne pourra être faite, en raison de l'année des arrachages.

Administration (documents administratifs).

10400. — 20 décembre 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur certaines dispositions du décret n° 78-1136 du 8 décembre 1978 relatif à la commission d'accès aux documents administratifs. Il lui demande de bien vouloir préciser les points suivants : 1° quels seront les pouvoirs précis des membres de la commission en cas d'« enquête sur place » au sens de l'article 2 (alinéa 2) du décret et quelle sera la sanction juridique d'éventuelles entraves à l'exercice de ces pouvoirs ; 2° dans quel délai la commission sera-t-elle tenue de communiquer à l'intéressé

le sens de son avis en exécution de l'article 3 (alinéa 2) du décret précité; 3° quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre pour que l'avis de la commission puisse être transmis à titre d'information à la juridiction administrative en cas de recours de l'intéressé contre le refus de communiquer un document administratif; 4° quelle sera l'attitude du Gouvernement s'il apparaît que les demandes des administrés sont trop nombreuses pour être satisfaites par une seule commission, comme tend à le faire craindre l'évolution antérieure de la juridiction administrative elle-même. Il lui demande enfin dans quel délai seront publiés les textes réglementaires prévus par l'article 6 (dernier alinéa) de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978.

Autoroutes (construction).

10409. — 20 décembre 1978. — M. Philippe Madrelle appelle l'attention de M. le ministre des transports sur l'urgence nécessaire d'engager sur un calendrier ferme, la réalisation de grands axes autoroutiers indispensables au développement de Bordeaux, métropole régionale. Il lui demande par conséquent s'il compte s'inscrire en priorité sur ce calendrier: les autoroutes Poitiers-Bordeaux, Bordeaux-Espagne, Bordeaux-Toulouse; la route nationale 89 Bordeaux-Clermont-Ferrand en vue d'améliorer les liaisons Massif central-Atlantique et Espagne; la rocade rive gauche, pont d'Aquitaine-Pessac; la rocade rive droite et enfin, la liaison vitale Bordeaux-Le Verdon pour que les installations de ce port soient correctement reliées à Bordeaux, de lui indiquer ce qu'il compte faire en ce sens, et de lui préciser l'échéancier.

Elevage (maladies du bétail: brucellose).

10418. — 20 décembre 1978. — M. Alain Bonnet attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences dramatiques pour l'élevage des bovins du changement des normes communautaires, depuis juin dernier, concernant la vaccination contre la brucellose. Les nouveaux règlements sanitaires font que, au même titre que les animaux contaminés, les bovins vaccinés avant l'été et dont l'organisme a réagi positivement sont suspects de brucellose et doivent être abattus sans délai, sous peine de perdre les bénéfices des indemnités et de la carte verte indispensable pour l'exportation. Il lui demande, en conséquence, ce qu'il compte faire: 1° pour atténuer les rigueurs de cette mesure qui met en péril plusieurs dizaines de milliers de têtes de bovins; 2° pour assurer le relèvement substantiel de l'indemnité versée pour une bête abattue, qui est actuellement de l'ordre de 1 200 francs, ce qui est notoirement insuffisant compte tenu des frais de reconstitution du cheptel et du manque à gagner avant qu'il ne redevienne productif.

Constructions navales (activité et emploi).

10422. — 20 décembre 1978. — M. Joseph-Henri Maujôan du Casset expose à M. le ministre des transports qu'il existe en Loire-Atlantique, commune de Carquefou, une entreprise, Brissonneau et Lotz Marine SA, employant plus de 1 000 personnes, dont l'activité essentielle est la construction d'auxiliaires de pont de navires: appareils de manutention, d'amarrage et de mouillage. Sa part à l'exportation représente 65 p. 100 de son chiffre d'affaires marine; de ce fait, elle est frappée de plein fouet par la crise mondiale de la construction navale, cela à un point tel que des mesures importantes de licenciement sont décidées: près d'un quart du personnel. Or, des négociations sont en cours entre des chantiers français et Polish Ocean Lines, pour la fourniture de quatre rouliers de 23 000 tonnes; il servirait, par ailleurs, qu'une subvention serait accordée par le Gouvernement pour la construction en France de ces quatre navires; subvention de l'ordre de 400 millions de francs. Mais Polish Ocean Lines imposerait par contrat 15 p. 100 de fournitures polonaises, notamment le moteur principal et les auxiliaires de pont. S'il en était ainsi, les chances pour BLM de fournir du matériel seraient nulles. Et, comme tout contribuable français, chaque membre du personnel BLM, menacé dans son emploi, paierait par ses impôts du matériel importé de Pologne, qui aurait bien pu être construit en France, et en particulier par les ateliers BLM. Il lui demande si ces informations sont exactes et, dans l'affirmative, ce qu'il compte faire pour éviter que ne s'aggrave une situation déjà terriblement préoccupante.

Agriculture (zone de montagne).

10446. — 21 décembre 1978. — M. Michel Barnier appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur le problème posé aux apiculteurs par une interprétation trop large de l'article R. 34 (§ 2) du code pénal. Il lui cite le cas de deux apiculteurs assignés à comparaître devant un tribunal de police pour avoir laissé « divaguer des abeilles » qui auraient occasionné des blessures involontaires à des animaux appartenant à autrui. Une lecture

objective et réaliste des dispositions de l'article R. 34 (§ 2) du code pénal ne devrait pas permettre d'attribuer aux abeilles un tel incident. Dans l'intérêt des apiculteurs, dont le mérite est incontestable tant pour la fructification des vergers et des plantes de montagne que pour la production d'un miel dont la renommée n'est plus à faire, il paraît souhaitable que l'interprétation de cet article soit clarifiée et que de telles contestations ne puissent plus se renouveler. L'agriculture de montagne est en effet un tout dans lequel l'apiculture tient une place non négligeable.

Agriculture (zone de montagne).

10447. — 21 décembre 1978. — M. Michel Barnier appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur le problème posé aux apiculteurs par une interprétation trop large de l'article R. 34 (§ 2) du code pénal. Il lui cite le cas de deux apiculteurs assignés à comparaître devant un tribunal de police pour avoir laissé « divaguer des abeilles » qui auraient occasionné des blessures involontaires à des animaux appartenant à autrui. Une lecture objective et réaliste des dispositions de l'article R. 34 (§ 2) du code pénal ne devrait pas permettre d'attribuer aux abeilles un tel incident. Dans l'intérêt des apiculteurs, dont le mérite est incontestable tant pour la fructification des vergers et des plantes de montagne que pour la production d'un miel dont la renommée n'est plus à faire, il paraît souhaitable que l'interprétation de cet article soit clarifiée et que de telles contestations ne puissent plus se renouveler. L'agriculture de montagne est en effet un tout dans lequel l'apiculture tient une place non négligeable.

Viticulture (baux dits « à la bouteille »).

10460. — 21 décembre 1978. — M. Michel Delprat attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur une situation très particulière existant dans le vignoble chablaisien où il se pratique des baux dits « à la bouteille », dont les caractéristiques sont les suivantes: location de terre nue située dans une des zones d'appellation; prise en charge des plantations et de l'élevage de la vigne par le locataire; longue durée du bail (trente-cinq à quarante-cinq ans); cession ou sous-location interdite; non-diminution de la redevance pour cause de destruction totale ou partielle du fonds ou de la récolte; redevance: en nature, bouteilles de vin, la moyenne variant entre six et huit bouteilles à l'are et à l'année; en espèces, basée sur le prix de vente de la bouteille d'après le nombre de bouteilles déterminé à la signature du bail. Il lui demande si ce bail peut être considéré comme un bail rural à long terme bénéficiant des avantages fiscaux attachés à la nature de ce bail, soit: exonération de la taxe de publicité foncière; exonération des droits de mutation lors de la première mutation, à concurrence des trois quarts de la valeur des biens faisant l'objet dudit bail. L'arrêté préfectoral du 2 avril 1977 pris par la préfecture de l'Yonne ne retient comme denrées pouvant servir de base au calcul des fermages que le blé, l'orge, la viande de bœuf et le lait. Il est à remarquer que la redevance dite « à la bouteille » est nettement supérieure à la moyenne des redevances des baux de terre pratiqués dans cette région.

Départements d'outre-mer (Réunion: canne à sucre).

10466. — 21 décembre 1978. — M. Jean Fontaine expose à M. le ministre de l'agriculture ce qui suit: le plan de relance de l'économie sucrière de la Réunion débouche sur des résultats déjà satisfaisants alors que toutes les superficies épierrées et replantées et qu'il reste encore un nombre non négligeable d'hectares de terrain à traiter. D'ores et déjà et dès cette année la question de l'augmentation du quota A se pose pour ne pas réduire à néant les gains de productivité. En effet, la production totale de sucre brut escomptée est de l'ordre de 271 000 tonnes, ce qui laisse apparaître un déficit du quota A de 4,5 tonnes à 5 tonnes. C'est pourquoi, il lui demande de lui faire connaître: 1° les dispositions envisagées pour que tous les planteurs de canne de la Réunion puissent être payés au prix du quota A pour la campagne 1978; 2° si, comme fait le Brésil, des études sont entreprises pour remplacer une partie de la consommation essence des véhicules automobiles par de l'alcool éthylique, ce méthanol peut être produit à partir de la canne à sucre qui serait distillée exclusivement pour faire de l'alcool.

SNCF (gares).

10468. — 21 décembre 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté rappelle à M. le ministre des transports que, répondant à sa question écrite n° 42673, parue au Journal officiel du 4 février 1978, le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire d'alors a précisé, concernant la réalisation de la gare de la Paro-Dieu, à Lyon, que les études engagées se poursuivaient et que les pouvoirs publics demeuraient à la recherche des moyens de financement. Il ajoutait, en outre,

que la SNCF mettait au point un projet d'amélioration de la gare des Brotteaux. Il lui demande quelle est exactement, à ce jour, l'orientation des pouvoirs publics dans cette affaire et selon quel calendrier. Dans quel délai prévoit-on l'accueil à la gare des Brotteaux actuelle et à la gare de Perrache des trains TGV. Le ministre est-il au courant de la quasi-impossibilité dans laquelle se trouve les véhicules automobiles venus accueillir des voyageurs en gare de Perrache de stationner, compte tenu des embouteillages quasi permanents devant cette gare.

Départements d'outre-mer (Guyane : agriculture).

10486. — 22 décembre 1978. — **M. Hector Rivièrez** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** sa question écrite relative à l'application aux jeunes agriculteurs de Guyane française des textes sur la dotation d'installation instituée au profit des jeunes agriculteurs. Il lui demande si le régime de la dotation d'installation des jeunes agriculteurs relevant du décret n° 76-129 du 6 février 1976 modifié par le décret n° 78-125 du 2 février 1978 qui devait être appliqué dans les DOM après étude des conditions de son adaptation, sera bientôt appliqué dans lesdits départements.

Coopératives (coopératives agricoles).

10495. — 22 décembre 1978. — **M. Gérard Bapt** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conséquences dramatiques qu'aurait, pour le mouvement coopératif agricole, et donc sur les familles d'agriculteurs, l'obligation de s'inscrire au registre du commerce et des sociétés. La coopération, en milieu rural, a permis le développement des exploitations agricoles des CUMA comme moyen de coopération. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas : revenir sur cette nouvelle disposition qui concerne toutes les formes d'agriculture de groupe (GFA, GAEC, coopératives, CUMA) ; aider l'implantation de CUMA en favorisant en priorité des investissements collectifs par rapport aux investissements individuels ; apporter une réponse précise en faveur des CUMA sur : a) l'impossibilité de la création d'une enveloppe de prêts spéciaux CUMA hors encadrement ; b) le refus de la caisse nationale de crédit agricole d'attribuer des prêts spéciaux élevage ; c) l'application de la TVA au taux de 7 p. 100 pour les travaux réalisés, alors qu'ils ne s'apparentent pas à des « locations de matériel » ; d) les modalités de subventions et de prêts bancaires concernant les travaux de drainage.

Fruits et légumes (vergers).

10595. — 24 décembre 1978. — Une maladie extrêmement grave, le « feu bactérien du poirier », a fait son apparition dans le Sud-Ouest au mois de juillet dernier. Elle se développe avec une telle rapidité qu'une cinquantaine de vergers sont déjà atteints. Il n'existe actuellement aucun traitement curatif connu. Seule, la destruction immédiate des vergers contaminés est susceptible d'enrayer une explosion incontrôlable de la maladie, qui, en peu de temps, pourrait détruire les 1 400 hectares de vergers de poiriers de Lot-et-Garonne puis l'ensemble du verger français. **M. Marcel Garrouste** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la gravité de ce fléau et lui demande quelles mesures il compte prendre pour le combattre. Il lui paraît nécessaire, en particulier, de provoquer l'arrachage, dans les moindres délais, de tous les vergers contaminés et de prévoir, à cet effet, les indemnités qui sont en droit d'attendre les arboriculteurs si gravement sinistrés.

Commerce extérieur (pores).

10605. — 24 décembre 1978. — **M. Charles Pistre** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les accords agricoles qui viennent d'être conclus avec la Chine. Il lui demande s'ils prévoient des importations de porcs vivants en provenance de la Chine et dans l'affirmative, comment le Gouvernement compte-t-il concilier ces importations avec le contrôle génétique du cheptel français et l'équilibre du marché porcin intérieur, déjà en difficulté en raison des importations de nos partenaires de la CEE ou d'autres pays européens.

Fruits et légumes (vergers).

10631. — 24 décembre 1978. — **M. Lucien Dutard** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation des vergers du Sud-Ouest atteints d'une nouvelle maladie : le feu bactérien du poirier qui a fait son apparition au début de l'été 1978 et qui menace toutes les espèces de fruits à pépins. La seule solution pour éviter l'extension de cette maladie est de procéder à l'éradication des vergers contaminés ou situés dans les zones contaminées avant la fin du mois de février 1979. Cela suppose évidem-

ment une aide de l'Etat jusqu'au refusé aux producteurs. En conséquence, faute de moyens techniques et financiers, le feu bactérien n'a pas été détecté partout dès le début et il s'est développé de telle sorte qu'aujourd'hui il faut arracher une cinquantaine de vergers de plus de 125 hectares. Si rien n'est fait, cette maladie va encore s'étendre et mettre en péril l'existence même des vergers du Sud-Ouest. En conclusion, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° mettre en place au plus vite une véritable opération de détection de la maladie et de lutte par l'arrachage en donnant les moyens techniques et financiers correspondants ; 2° accorder, conformément au code rural, une juste indemnisation des pertes aux producteurs qui ne sont pas responsables de cet état de choses.

Commerce extérieur (Etats-Unis).

10636. — 24 décembre 1978. — **M. André Soury** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que, pour plus de la moitié de leur production agricole, les USA se situent hors des règles du GATT. Il lui demande les mesures que le Gouvernement français entend défendre auprès de la commission des communautés européennes face à cette situation au moment où les USA renforcent les obstacles pour l'accès au marché américain de nombreux produits agricoles européens (fromages, jambons, spiritueux, notamment cognac).

Impôts locaux (taxe professionnelle).

11108. — 20 janvier 1979. — **M. Michel Barnier** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur le cas d'une jeune et dynamique entreprise qui a créé des emplois mais se trouve menacée dans son développement, voire dans son existence même, par une surimposition au titre de la taxe professionnelle du fait même qu'elle a été créée récemment. Cette situation paradoxale paraît mériter d'autant plus l'attention qu'elle n'est sans doute pas unique et peut révéler une lacune dans les dispositions prises pour moduler les conséquences de la loi créant la taxe professionnelle. Aujourd'hui cette entreprise se voit, en effet, imposée au titre de la taxe professionnelle pour l'année 1978 à un niveau trois fois supérieur à celui de l'imposition d'une entreprise analogue d'un département voisin qui fait un chiffre d'affaires sept fois plus important. Une telle disparité fait évidemment peser sur cette entreprise un lourd handicap par rapport à ses concurrents. Elle tient au fait que les entreprises créées avant 1975 bénéficient de la mesure de plafonnement de la taxe professionnelle votée par le Parlement. Pour qu'il n'apparaisse pas que l'initiative et la création soient découragées, ne lui paraît-il pas nécessaire de reconsidérer l'imposition des entreprises récemment créées ou à créer, dans le cadre de l'effort pour l'emploi encouragé par le Gouvernement.

Taxe sur la valeur ajoutée (assujettissement).

11109. — 20 janvier 1979. — **M. Martial Taugourdeau** rappelle à **M. le ministre du budget** que l'article 261-7 du code général des impôts prévoyait l'exonération de la TVA pour les associations à but non lucratif ayant pour but la sécurité des travailleurs ou les économies d'énergie dans le cadre des textes légaux qui les prescrivent. Cette exonération a cessé depuis le 1^{er} janvier 1979 aux termes de la loi de finances rectificative pour 1978 (n° 78-1240 du 29 décembre 1978). Désormais, les contrôles effectués par les organismes seront donc passibles de la TVA. L'augmentation des coûts qui en résultera ne posera pas de problèmes aux entreprises qui auront la possibilité de récupérer cette TVA mais il n'en sera pas de même pour les collectivités locales pour lesquelles, dans l'immédiat, les charges seront accrues sans compensation possible. L'article 49 de la loi précitée prévoyant qu'un décret en Conseil d'Etat fixera les dispositions transitoires nécessaires à la mise en application des nouvelles mesures relatives à l'imposition à la TVA, il apparaît opportun que le décret en cause précise que les contrôles effectués dans des établissements gérés par les collectivités locales ne donneront lieu à paiement de la TVA que lorsque celle-ci pourra être récupérée par lesdites collectivités. Il lui demande de bien vouloir prévoir cette mesure dans l'élaboration du texte du décret précité.

Impôt sur le revenu (pensions militaires d'invalidité).

11111. — 20 janvier 1979. — **M. de Bénouville** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'émotion et l'inquiétude des pensionnés de guerre qui ont reçu une lettre de la trésorerie générale leur annonçant, d'une part, que leur pension serait désormais payée mensuellement, d'autre part, que son montant serait déclaré comme revenu imposable. Il lui demande de bien vouloir confirmer que les pensions de guerre restent bien exonérées d'impôt.

*Environnement et cadre de vie (ministère) :
conducteurs des travaux publics de l'Etat.*

11112. — 20 janvier 1979. — **M. Emile Bizet** rappelle à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** la réponse faite à la question écrite n° 6651 (*Journal officiel*, Débats AN, n° 97 du 17 novembre 1978, page 7838) relative au classement des conducteurs de TPE. Cette réponse faisait état d'un projet de décret relatif à la création d'un corps de catégorie B dans lequel seraient intégrés les conducteurs et conducteurs principaux de TPE, projet adopté par le comité technique paritaire central lors de sa réunion du 25 octobre 1977. Ce projet aurait été adressé aux ministères chargés du budget et de la fonction publique et des discussions seraient en cours à ce sujet. Près de deux mois s'étant écoulés depuis la date de cette réponse, il lui demande les éléments nouveaux qui ont pu intervenir en ce qui concerne ce problème. Il souhaiterait savoir quand sera publié le décret précité.

Enseignement (établissements : classes à option sportive).

11113. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Pierre Delalande** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'intérêt que présentent les classes à option sportive, qui permettent aux enfants, grâce à un aménagement judicieux des horaires de cours dans leur établissement scolaire, de poursuivre leur entraînement dans le cadre d'une association sportive locale. A cet égard, des expériences ont été tentées au cours de ces dernières années, notamment pour la natation, et les résultats semblent avoir été très satisfaisants, tant sur le plan scolaire — puisque aussi bien l'aménagement du temps ne constitue en rien une modification ou un allègement des heures de cours — que sur le plan sportif, ce qui n'est pas négligeable au regard de la volonté manifestée par le Gouvernement d'améliorer les performances sportives de notre pays. Outre l'intérêt de favoriser l'épanouissement des enfants dans un milieu familial, cette solution a l'avantage d'être beaucoup moins onéreuse que celle des sections sport-étude qui, par ailleurs, est parfois cause de problèmes en raison du dépaysement de l'enfant qui est obligé de s'éloigner de son foyer. Elle permettrait au surplus de respecter la loi qui prévoit cinq heures d'éducation physique hebdomadaire pour nos jeunes élèves. Il lui demande d'étudier, en liaison avec **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs**, la possibilité de généraliser la création de classes optionnelles, et de donner, à cet effet, les instructions nécessaires aux chefs d'établissements.

Assurances vieillesse (retraités : enseignants).

11115. — 20 janvier 1979. — **M. Serge Charles** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les problèmes posés par l'application de la loi du 25 novembre 1977, relative à la liberté d'enseignement, dite loi Guerneur. L'article 3 de cette loi, en effet, stipule qu'un décret en Conseil d'Etat fixera, avant le 31 décembre 1978, les conditions d'accès à la retraite des maîtres de l'enseignement privé en application du principe selon lequel « les règles générales qui déterminent les conditions de service et de cessation d'activité des maîtres titulaires de l'enseignement public... sont applicables également et simultanément aux maîtres justifiant du même niveau de formation, habilités par agrément ou par contrat à exercer leur fonction dans des établissements d'enseignement privé liés à l'Etat par contrat. Il lui demande, tout d'abord, dans quels délais le décret d'application sera publié puisqu'il apparaît bien que le délai impératif fixé par la loi n'a pas été respecté ; il lui demande également comment il compte organiser la concertation nécessaire avec les différentes parties concernées par l'application de la loi. Il lui demande de lui indiquer, d'une part, comment le décret protégera les droits reconnus par la loi aux maîtres de l'enseignement privé, notamment en ce qui concerne l'âge d'accès à la retraite ainsi que le montant des pensions ; d'autre part, dans quelle mesure le décret prendra en compte les structures et les organismes paritaires existants dont l'équilibre financier et la gestion administrative ne devront pas être compromis par la mise en œuvre des dispositions nouvelles.

Assurances (entreprise).

11116. — 20 janvier 1979. — **M. Jacques Delhelle** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur le problème de l'indemnisation des salariés dans l'hypothèse d'un sinistre survenant dans leur entreprise. Il est fréquent qu'un industriel soit amené à contracter une assurance couvrant, pour une certaine période, tout ou partie des salaires de production afin que ceux-ci soient garantis en cas d'accident. Du fait qu'il cotise aux Assedic, l'industriel en cause pourrait être amené à penser que cette forme de protection des salariés étant logiquement appelée à indemniser ces derniers, il lui suffit de s'assurer, de son côté, pour les trois-quarts seulement des salaires. Il lui demande donc si, à la suite d'un

incendie ayant pour conséquence l'arrêt de tout ou partie de la production d'une unité industrielle, les Assedic reconnaissent qu'il s'agit d'un cas de force majeure les amenant à indemniser l'industriel pour le complément des sommes qui ne sont pas assurées par lui, dans les limites naturellement des montants que les Assedic prétendent normalement payer, ou si, au contraire, les Assedic, jugeant qu'il ne s'agit pas d'un cas de force majeure, ne prévoient aucune indemnisation. Dans cette dernière éventualité, l'industriel serait donc amené, pour être garanti en totalité, à assurer 100 p. 100 des salaires de son personnel. Du fait qu'il cotise également aux Assedic, l'employeur se verrait amené à couvrir deux fois une partie du risque. Il lui demande de bien vouloir lui préciser son opinion sur le problème qu'il vient de lui exposer et qui est soulevé en vue d'assurer une garantie maximum aux salariés tout en restant dans le cadre d'une bonne gestion pour l'entreprise.

Décorations (Légion d'honneur).

11117. — 20 janvier 1979. — **M. Henri de Gastines** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur l'obligation faite aux anciens combattants nommés dans l'ordre de la Légion d'honneur de verser des frais de chancellerie d'un montant de vingt francs. Il apparaît tout à fait regrettable qu'un geste de reconnaissance, particulièrement justifié, encore qu'il soit souvent très tardif, s'accompagne et soit même précédé d'un tel paiement. Il lui demande de bien vouloir intervenir afin que la grande chancellerie de la Légion d'honneur dispense du versement de ces frais les anciens combattants de la guerre 1914-1918, dont un grand nombre ont des revenus fort modestes.

Famille (politique familiale).

11118. — 20 janvier 1979. — **M. de Gastines** expose à **Mme le ministre de la santé et de la famille** qu'au cours de la discussion du budget de son ministère, le 27 octobre 1978, elle a manifesté son intention de déposer, dans le délai fixé par la loi du 12 juillet 1977, un rapport sur « la politique globale de la famille ». Il lui demande en conséquence : 1° s'il ne lui apparaît pas souhaitable et même nécessaire de consulter au préalable les différents mouvements familiaux afin de permettre à ceux-ci de donner officiellement leur avis avant la rédaction définitive du rapport ; 2° de provoquer à la session de printemps 1979 un grand débat parlementaire, seul susceptible de définir dans la clarté une véritable politique globale de la famille.

*Pensions de retraite civiles et militaires
(retraités : infirmières).*

11119. — 20 janvier 1979. — **M. Didier Julia** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que pour le calcul de l'ancienneté et de la retraite des infirmières diplômées d'Etat, il est admis que les années de scolarité effectuées dans des écoles d'infirmières publiques sont prises en considération et s'ajoutent aux années de service effectif. Il lui demande si la même mesure ne pourrait être prise en faveur des infirmières diplômées d'Etat ayant effectué leurs études dans des écoles de la Croix-Rouge française.

*Impôt sur le revenu
(charges déductibles : économie d'énergie).*

11120. — 20 janvier 1979. — **M. Gabriel Kasperk** expose à **M. le ministre du budget** qu'il y aurait lieu de modifier les textes qui autorisent les contribuables à déduire de leur déclaration de revenus des travaux qu'ils ont effectués chez eux en vue d'économiser de l'énergie en évitant une déperdition de chaleur. En effet, ces travaux sont souvent coûteux et il est impossible pour certains ménages de faire ceux-ci en une seule fois, obligeant ces derniers à procéder à des aménagements en plusieurs tranches. Or, la loi autorise une seule déduction pour un même logement. Il lui demande donc de lui dire ce qu'il compte faire pour rendre plus équitable ces mesures de déduction fiscale.

*Pensions de retraites civiles et militaires
(retraités : gendarmerie).*

11121. — 20 janvier 1979. — **M. Claude Labbé** rappelle à **M. le ministre de la défense** que des dispositions permettent aux personnels de la gendarmerie de bénéficier de la progressivité de la solde compte tenu des services effectués dans un établissement de l'Etat. Il lui fait observer que si cette possibilité a été portée à la connaissance des personnels en activité, il n'en a pas été de même à l'égard des retraités remplissant les conditions prévues. C'est ainsi qu'un retraité de l'armée, ayant été employé pendant six ans et

demie à la direction des constructions et armes navales de Toulon, et dont les droits à la prise en compte desdits services ont été reconnus, n'a pu bénéficier de cette mesure, sa demande ayant été considérée comme frappée de forclusion. Il apparaît particulièrement regrettable qu'une telle décision soit prise et que l'intéressé pâtisse de ce fait du manque d'information donnée aux retraités. Il lui demande s'il n'envisage pas, dans un esprit de simple équité, de lever la forclusion opposée, afin que les gendarmes retraités se trouvant dans une telle situation puissent faire valoir leurs droits à la validation des services effectués dans un établissement de l'Etat.

Handicapés (allocations).

11122. — 20 janvier 1979. — **M. Claude Labbé** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les dispositions du décret n° 77-1465 du 28 décembre 1977 fixant les modalités d'application aux travailleurs handicapés salariés des dispositions de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 relatives à la garantie de ressources. L'article 2 de ce texte prévoit que « lorsqu'une personne handicapée perçoit une rémunération inférieure au montant de la garantie de ressources, elle perçoit un complément de rémunération égal à la différence entre le montant des ressources garanties et cette rémunération ». Il lui demande si des dispositions pratiques ont été prises pour que les mesures prévues par ce texte soient appliquées.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

11123. — 20 janvier 1979. — **M. Claude Labbé** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** qu'en réponse à une question écrite (n° 948, *Journal officiel*, AN du 19 décembre 1978, p. 9669), elle disait, en parlant du régime fiscal applicable aux assistantes maternelles, que l'importance de ce problème ne lui avait pas échappé et qu'elle avait saisi le ministre du budget pour qu'une solution soit dégagée aussi rapidement que possible. Près d'un mois s'étant écoulé depuis cette réponse, il lui demande si elle a obtenu une réponse du ministre du budget en ce qui concerne cette intervention et si la solution qu'elle souhaite a été dégagée.

Anciens combattants (fonctionnaires).

11125. — 20 janvier 1979. — **M. Claude Labbé** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** s'il ne lui paraît pas possible et opportun d'autoriser les fonctionnaires anciens combattants et titulaires d'une pension d'invalidité d'un taux minimum de 85 p. 100, à faire valoir leurs droits à la retraite à partir de l'âge de cinquante-huit ans s'ils le désirent. Cette mesure, qui pourrait concerner les invalides à titre militaire ou civil, permettrait aux intéressés de ne pas être astreints jusqu'à l'âge de soixante ans à un travail rendu souvent très pénible par leur infirmité, et conduirait, par voie de conséquence, à libérer des emplois. Il souhaite connaître la suite susceptible d'être réservée à cette suggestion dont la mise en œuvre paraît devoir peu grever le budget de l'Etat.

Radiodiffusion et télévision (radioamateurs).

11126. — 20 janvier 1979. — **M. Arnaud Lepercq** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de la communication** sur les observations faites par des radioamateurs, suite à sa question écrite n° 5328 du 12 août dernier, relative à la perturbation de certaines émissions de télévision par leurs stations. **M. le secrétaire d'Etat** aux postes et télécommunications, auprès duquel il a évoqué ce problème (question écrite n° 7504 du 20 octobre 1978), ayant déclaré son département incompétent pour la mise en œuvre des mesures préconisées, il lui rappelle que parmi celles-ci figurent : la suppression du 819 lignes, qui selon les radioamateurs a conduit à la fabrication des récepteurs télé les plus mauvais dans le domaine des incompatibilités radioélectriques ; l'existence de normes demandant aux constructeurs de téléviseurs des circuits de protection indispensables, dont ils estiment la dépense de 5 à 10 F par poste ; l'existence de normes pour les installations d'antenne. Il lui demande donc de bien vouloir lui préciser s'il entend donner une suite favorable aux solutions avancées.

Roumanie (minorités hongroises).

11127. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Louis Massoubre** s'étonne auprès de **M. le ministre des affaires étrangères** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 7335 relative à la situation des minorités hongroises en Roumanie (*Journal officiel*, Débats AN n° 81 du 18 octobre 1978, page 6213). Comme il tient à connaître sa

position à l'égard du problème évoqué, il lui renouvelle les termes de cette question en lui demandant une réponse rapide. Il appelle à nouveau, en conséquence, son attention sur la situation dramatique relatée par plusieurs organes de presse, des minorités hongroises en Roumanie, pays où le Président de la République française devra effectuer un voyage officiel en janvier 1979. Il lui demande s'il croit que ce pays satisfait bien aux engagements internationaux qu'il a pris concernant le respect des droits de ses minorités nationales (3 500 000 personnes), en particulier : lors des traités de paix de Paris de 1947 signés par lui ; lors de la ratification, par lui, de la convention sur les droits civiques et politiques conclue sous les auspices des Nations Unies, et lors de la signature, par lui, de l'acte final d'Helsinki. Dans le cas contraire, il lui demande de rappeler à ses interlocuteurs roumains la position traditionnelle de la France en matière de droits de l'homme et de droits des peuples, dont ceux des minorités nationales font partie intégrante, et l'importance qu'elle attache à leur respect.

Service national (report d'incorporation).

11128. — 20 janvier 1979. — **M. Jacques Plot** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les reports spéciaux d'incorporation accordés aux étudiants en chirurgie dentaire. En raison de la durée des études en question, il arrive fréquemment que ces jeunes gens, appelés à effectuer leurs obligations militaires à l'âge de vingt-cinq ans, n'aient pas terminé leur cycle d'études. Une report spécial d'incorporation jusqu'à vingt-sept ans étant accordé aux étudiants vétérinaires dont le cycle d'études est également de cinq ans, il lui demande s'il ne lui paraît pas justifié de proroger jusqu'au vingt-septième anniversaire le report d'incorporation pour les étudiants en odontologie.

Toxe sur la valeur ajoutée (paiement).

11129. — 20 janvier 1979. — **M. Jacques Plot** rappelle à **M. le ministre du budget** qu'une réponse ministérielle (**M. Lagorce** du 9 février 1974) a confié qu'un marchand de biens acquéreur d'un terrain constructible ou le devenant ultérieurement devait supporter la TVA générale de l'article 257 (7°) du CGI et non la TVA propre à sa profession de l'article 257 (6°). Mais il semble bien établi que la TVA immobilière n'est pas en principe différente de la TVA de droit commun et que par suite elle doit être déclarée dans les mêmes conditions. Autrement dit, l'article 257 (7°) détermine le régime applicable mais ne semble pas organiser de nouvelles modalités de paiement pour les professionnels. Aussi, les marchands de biens s'estiment-ils fondés à déclarer et payer la TVA de l'article 257 (7°) sur leurs relevés périodiques, formule CA 3, avec l'ensemble de leur activité, et à pratiquer les déductions corrélatives sous réserve de la règle du décalage d'un mois. D'ailleurs différents textes leur ont prescrit de désigner dans l'acte notarié la recette des impôts à laquelle ils sont rattachés et leur numéro d'identification. **M. Jacques Plot** demande à **M. le ministre du budget** si un conservateur des hypothèques peut refuser que les TVA relevant de l'article 257 (7°) du CGI relatives à des opérations de marchand de biens régulièrement identifiées soient payées ailleurs qu'à la conservation et autrement que sur imprimé 942. Peut-il invoquer à cet égard : l'absence apparente sur la formule CA 3 de rubrique appropriée aux opérations relevant de l'article 257 (7°) ; une distinction suivant que le marchand de biens est acquéreur ou vendeur, est ou n'est pas le redevable légal de la taxe.

Police (Personnel).

11130. — 20 janvier 1979. — **M. Louis Salé** expose à **M. le ministre de l'intérieur**, le problème des effectifs administratifs de la police nationale. Après la suspension du plan « Marcellin » qui avait pour objet de renforcer le volume de ces emplois afin de replacer dans leurs attributions les fonctionnaires actifs, appelés à tenir des postes sédentaires, la situation n'a cessé de se dégrader pour assurer la marche des services intérieurs. Il lui demande de lui faire connaître l'effectif budgétaire actuel des corps administratifs de la police ayant un emploi permanent, l'effectif de chacune des catégories identifiées sous les appellations suivantes : auxiliaires antérieurs à la réforme de 1950 ; auxiliaires temporaires ; auxiliaires féminines chargées des fonctions de surveillance ; vacataires ancienne formule (non retraités de la police) ; vacataires « plan Barre » ; auxiliaires du plan intérimaire ; agents de bureau sans contrat. Il lui demande enfin de lui faire savoir le nombre de fonctionnaires actifs : 1° tenue ; 2° civils (inspecteurs-enquêteurs et inspecteurs divisionnaires et principaux) susceptibles d'être replacés dans leur véritable mission en procédant dans le même temps au renforcement des effectifs administratifs de la police.

Rapatriés (indemnisation).

11122. — 20 janvier 1979. — **M. Xavier Hamelin** rappelle à **M. le ministre du budget** que jusqu'à la promulgation de la loi n° 78-1 du 2 janvier 1978 relative à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens, seules les dépossessions de droit, c'est-à-dire celles assorties d'une décision officielle d'expropriation, étaient retenues pour l'indemnisation. Or, dans différents territoires, et notamment en Tunisie, les propriétaires ont été dépossédés en fait et rarement en droit, ce qui explique le rejet de nombreux dossiers de demande d'indemnisation. C'est pourquoi la loi du 2 janvier 1978, en son article 20, précise que « la déposition peut être prise en considération lorsque la gestion est déficitaire de façon irréversible ». Cette rédaction peut malheureusement entraîner des interprétations défavorables aux spoliés. Car, comment prouver, en effet, vingt ans et plus après la déposition de fait que le solde du compte est déficitaire de façon irréversible. A la limite, il suffirait qu'un gérant imposé verse, en Tunisie, un dinar symbolique au compte du propriétaire pour que la gestion soit bénéficiaire, avec cette aggravation que, les comptes étant bloqués, le bénéficiaire ne pourra même pas transférer et bénéficier de ce dinar symbolique. Il lui demande, pour les raisons qui précèdent, de bien vouloir donner les instructions nécessaires pour que l'administration interprète ce texte le plus largement possible, c'est-à-dire selon l'esprit qui l'a inspiré.

Enseignement préscolaire et élémentaire (institutrices).

11123. — 20 janvier 1979. — **Mme Florence d'Harcourt** a l'honneur d'attirer l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation inégalitaire qui est faite aux institutrices, en ce qui concerne l'indemnité de logement. En effet, les textes prévoient que cette indemnité de logement sera majorée pour les « chefs de famille ». A ce titre, la majoration de 25 p. 100 n'est versée qu'aux seuls instituteurs, alors que dans le département des Hauts-de-Seine les institutrices représentent 85 p. 100 du personnel enseignant dans le primaire. La notion de chef de famille a disparu depuis 1970, pour laisser place à l'autorité parentale. Il semble donc que les textes concernant cette indemnité de logement doivent être aujourd'hui mis en conformité avec la loi sur l'autorité parentale et il paraîtrait plus juste de faire bénéficier de cette majoration les institutrices de la même manière que les instituteurs. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette injustice.

Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens (procédure).

11124. — 20 janvier 1979. — **Mme Florence d'Harcourt** a l'honneur d'exposer ce qui suit à **M. le ministre de la justice** : l'article 45 du décret du 22 décembre 1967 précise qu'en matière de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, les créanciers doivent remettre au syndic un bordereau récapitulatif avec pièces à l'appui justifiant leurs créances. L'article 48 du même décret prévoit que la vérification des créances est faite par le syndic dans les trois mois du jugement déclaratif de règlement judiciaire ou de liquidation des biens. Par ailleurs, l'article 57 de ce même décret précise qu'en matière de liquidation des biens le syndic doit, dans le mois de son entrée en fonction, remettre au juge-commissaire un état indiquant l'actif disponible ou réalisable, le passif privilégié et le passif chirographaire, et qu'au vu de cet état le juge-commissaire peut, sur la proposition du syndic, décider s'il y a lieu de procéder à la vérification des créances. Or, les praticiens et notamment les avocats et anciens agrégés constatent, tous les jours, que les délais prévus aux articles 48 et 57 du décret du 22 décembre 1967 ne sont généralement pas respectés. Le retard qui s'ensuit est le plus souvent préjudiciable à la masse, souvent composée de créanciers qui ont un besoin urgent que leur créance soit réalisée. Il apparaît donc que le décret du 22 décembre 1967 n'est pas respecté par ceux-là même qui sont chargés de l'appliquer et je demande au Gouvernement ce qu'il compte faire pour qu'enfin les droits des créanciers ne soient plus injustement bafoués.

Départements d'outre-mer (travailleurs).

11125. — 20 janvier 1979. — **M. Hector Rivièrez** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le fait que les agents d'établissements d'hospitalisation, de soins et de cure publiques relevant du livre IX du code de la santé publique, originaires des départements d'outre-mer, sont toujours exclus du bénéfice des congés bonifiés dans leur département d'origine dernièrement réglementé pour les fonctionnaires de l'Etat par le décret n° 78-399 du 20 mars 1978. Il lui demande si l'on peut espérer que l'extension des mesures prévues par ce décret à ces agents interviendra prochainement, étant rappelé que les agents originaires des départements d'outre-mer des établissements de l'assistance publique de Paris, des collectivités locales de la métropole, entre autres, bénéficient de congés spéciaux dans leur département d'origine.

Formation professionnelle et promotion sociale
(association pour la formation professionnelle des adultes).

11126. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre-Charles Krieg** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** s'il est exact que le siège de l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) doit être prochainement transféré à Bordeaux. Si cette nouvelle devait s'avérer exacte, il lui signale qu'il la considère comme tout particulièrement inopportune, car elle priverait d'emploi un bon nombre des huit cents personnes qui, actuellement, travaillent au siège de l'AFPA et ne pourraient, pour des raisons diverses, se rendre en Aquitaine. Cela ferait dans la région parisienne un certain nombre de chômeurs supplémentaires à un moment où il semblerait plus opportun de se préoccuper de créer de nouveaux emplois. Enfin, un tel transfert entraînerait certainement des frais importants, dont il conviendrait de connaître le montant, et ce finalement sans profit réel pour quiconque.

Départements d'outre-mer
(fonds européen de développement régional).

11127. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre Lagourgue** signale à **M. le ministre du budget** que, s'agissant du fonds européen de développement régional, lorsque l'on examine la répartition de ce fonds, on remarque qu'il se substitue désormais au financement d'un certain nombre de projets supportés antérieurement par le seul FIDOM, ce qui est contraire aux dispositions du règlement 724/75 du conseil des communautés européennes puisque celui-ci précise que le concours du FEDER ne doit pas conduire les Etats membres à réduire leurs efforts en matière de développement régional, mais doit être complémentaire de celui-ci. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de donner des instructions pour que les crédits du FEDER soient utilisés en complémentarité et non en substitution des crédits des ministères techniques.

Artisans (entreprises artisanales).

11128. — 20 janvier 1979. — **M. Michel Barnier** appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur l'initiative prise au plan national par le centre des jeunes artisans, afin d'accueillir dans des « stages de préinstallation » les jeunes qui souhaitent créer une entreprise artisanale. A titre d'exemple, il lui indique que ces « stages de préinstallation » ont permis de former plusieurs dizaines de jeunes dans le seul département de la Savoie en 1978. Compte tenu de l'efficacité et de l'utilité de tels stages, qui évitent bien souvent des échecs dans le démarrage d'entreprises artisanales, ne lui paraît-il pas opportun de les rendre plus systématiques au plan national et d'en assurer directement le financement progressif sur des crédits d'Etat.

Départements d'outre-mer (Réunion : transports aériens).

11129. — 20 janvier 1979. — **M. Michel Debré** souligne à **M. le ministre des transports** que les heureuses mesures prises pour la baisse des tarifs aériens doivent être complétées d'urgence par des dispositions à caractère social touchant notamment les familles de Réunionnais salariés travaillant en métropole ; que cette affaire particulière, mais socialement d'une grande importance, a été soulevée à diverses reprises et exige de la part des pouvoirs publics une prise en considération d'autant plus nécessaire qu'il serait inconcevable qu'une baisse générale des tarifs aériens aboutisse à pénaliser les familles chargées d'enfants.

Assurances maladie maternité (remboursement : optique).

11130. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Pierre Delalande** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** qu'en réponse à la question écrite n° 2794 (*Journal officiel*, débats AN du 2 septembre 1978, page 4942) elle disait qu'une étude était entreprise, destinée à réduire l'écart entre prix publics et tarifs de responsabilité pour les articles d'optique médicale prévus au tarif interministériel des prestations sanitaires. Elle ajoutait que cette étude se heurte à de multiples problèmes tant financiers que techniques qui rendent difficiles la fixation d'un terme précis à son achèvement. Elle précisait qu'en matière d'optique médicale une actualisation des tarifs ne manquerait pas d'avoir une très forte incidence sur les dépenses de la sécurité sociale et que les dépassements tarifaires que pratiquent les professionnels ne sont pas non plus sans créer de sérieux obstacles. Plus de quatre mois étant écoulés depuis cette réponse, il lui demande à quelle conclusion a abouti l'étude en cause afin que le remboursement des articles d'optique par la sécurité sociale corresponde mieux à la dépense effectuée pour l'achat de ceux-ci.

Foillite, règlement judiciaire et liquidation de biens (salariés).

11145. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Paul Delalande** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les conditions d'application de la loi n° 73-1194 du 27 décembre 1973 tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens, le paiement des créances résultant d'un contrat de travail. Il lui expose à cet égard la situation de deux sociétés dont les intérêts sont étroitement imbriqués. M. X... est propriétaire en nom de l'une de ces sociétés dont l'activité s'exerce dans la construction mécanique. L'autre société Y... est une SARL dans laquelle M. X... détient la moitié des parts, l'autre moitié des parts étant détenue par des membres de sa famille. Le 23 décembre 1975, la société Y... dépose son bilan et procède à 35 licenciements sur un effectif de 90 personnes, ces licenciements devant permettre la restructuration de l'entreprise. Cette société emploie actuellement 48 personnes. Elle pourrait proposer à ses créanciers un concordat crédible basé sur un compte d'exploitation bénéficiaire. Les créanciers de cette société ne pouvant être désintéressés se sont retournés vers M. X..., propriétaire de la société du même nom. Cette société a dû déposer son bilan le 30 janvier 1976. Elle employait à l'époque 100 personnes, 15 ont été licenciées, le paiement des salaires et des indemnités correspondant à ces licenciements étant assuré par le fonds de garantie résultant de la loi précitée du 27 décembre 1973. La société X..., pour retrouver son équilibre, doit supprimer une de ses fabrications actuellement déficitaires. Cette suppression doit entraîner le licenciement de 35 à 40 personnes. Le coût du licenciement est trop élevé pour les finances de l'entreprise; celle-ci ne peut s'adresser aux organismes financiers, c'est pourquoi elle a demandé le financement par le fonds de garantie de paiement des salaires, financement qui a été refusé, compte tenu du fait que la loi du 27 décembre 1973 ne garantit le seul paiement qu'à la date du jugement déclaratif. En somme, M. X..., en voulant préserver le maximum d'emplois, se trouve maintenant placé en face d'une situation insoluble. Il ne peut verser les indemnités correspondant aux licenciements indispensables et il ne peut non plus conserver le personnel en cause, ce qui rendrait toute restructuration des deux entreprises absolument impossible. La suppression de 35 à 40 emplois permettrait à une centaine de personnes de conserver le leur. Si la somme correspondant à ces 35 à 40 licenciements n'est pas trouvée rapidement, 150 personnes seront licenciées et la liquidation des biens sera prononcée. Le fonds de garantie de paiement des salaires devrait alors payer une somme bien supérieure à celle qui lui est demandée aujourd'hui. Cette situation particulière illustre de manière typique le manque de souplesse d'un texte qui devrait permettre le sauvetage d'entreprises qui, aidées, pourraient retrouver un second souffle. Il lui demande donc de bien vouloir envisager d'urgence les modifications nécessaires des dispositions législatives en cause, de telle sorte que des possibilités soient accordées au fonds de garantie de paiement des salaires pour faire face à des situations du genre de celle qu'il vient de lui exposer.

Propriété industrielle (brevets d'invention).

11146. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Pierre Delalande** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation actuelle de notre pays en matière de dépôts de brevets industriels. Bien que l'on puisse contester que le nombre de brevets déposés par les industriels dans leur pays reflète avec précision la capacité d'invention de ce pays, il n'en demeure pas moins que ce nombre constitue une indication appréciable. Or, sans méconnaître les efforts gouvernementaux entrepris depuis 1968, notamment avec la création de l'association nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) dont la mission est d'aider les inventeurs indépendants ou les petites et moyennes entreprises à mettre en valeur leurs découvertes, il ressort que les difficultés rencontrées par les inventeurs pour effectuer le dépôt de brevets et pour en assurer la protection constitue toujours un obstacle important à l'innovation. Cette situation semble résulter, d'une part, d'un manque d'information des milieux intéressés (PME et inventeurs particuliers), et d'autre part, surtout, du coût de la protection de ces inventions. En effet, le montant de la taxe d'examen a subi depuis avril 1978 une augmentation de 40 p. 100 qui est de nature à décourager les milieux intéressés, principalement les inventeurs particuliers dont le nombre ne cesse de décroître d'année en année, car insuffisamment protégés et soutenus. Devant cette situation regrettable (très différente de celle de nos partenaires européens) il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'éviter une dépendance technique de plus en plus importante vis-à-vis de l'étranger et que traduit parfaitement le déficit de la balance des échanges techniques en matière de brevets et licences.

Routes (construction).

11147. — 20 janvier 1979. — **M. François Grussenmeyer** rappelle à **M. le ministre des affaires étrangères** l'importance pour l'Alsace du Nord dans le cadre de son désenclavement d'avoir un réseau routier relié au réseau routier allemand en direction de l'autoroute Hambourg-Francfort-Bâle. Alors que l'axe routier alsacien Nord-Sud est en voie d'être réalisé conformément aux vœux du Président de la République pour 1981, il est indispensable que la jonction entre la route industrielle n° 2 et la route fédérale B 9 soit effectuée pour la fin de 1980. Il s'avère que le Gouvernement de Rhénanie-Hesse-Palatinat ne prévoit cette jonction dans le meilleur des cas qu'en 1982 alors que le préfet de la région Alsace se propose de réaliser le tronçon de voie reliant le pont de la Lauter au contournement de Lauterbourg. Il lui demande de bien vouloir intervenir auprès de la chancellerie de Bonn et du Land de Rhénanie-Hesse-Palatinat pour la jonction entre la route industrielle n° 2 et la route fédérale B 9 permettant de relier les réseaux routiers français et allemands soit réalisée dans les meilleurs délais et en tout état de cause pour la fin 1980.

Emploi (mobilité).

11149. — 20 janvier 1979. — **M. Xavier Hamelin** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** qu'un salarié, après une période de chômage de près de six mois, a réussi à trouver un nouvel emploi l'ayant obligé à transférer sa résidence. Il exerce désormais son activité dans une société mutualiste régie par le code de la mutualité. Lorsqu'il a eu la certitude d'être confirmé dans ses nouvelles fonctions, l'intéressé a demandé à bénéficier de la prime de transfert et de réinstallation à laquelle il pensait pouvoir prétendre. Sa demande a fait l'objet d'un rejet au motif qu'il était reclassé dans un organisme n'entrant pas dans le champ d'application professionnel de cette aide. Il lui a été précisé que l'octroi de cette prime était en effet réservé aux seuls salariés des secteurs industriels et commerciaux. Une telle restriction apparaît aberrante car elle ne permet pas d'indemniser des catégories de salariés dont rien ne peut laisser supposer qu'ils peuvent être écartés de cet avantage lorsqu'ils remplissent par ailleurs les conditions prévues pour avoir droit à cette prime. Il lui demande s'il n'estime pas que la position prise en l'occurrence n'est pas conforme à l'esprit des textes ayant pour but de réduire le nombre des demandeurs d'emploi par l'encouragement à la mobilité. S'il devait en être autrement, il souhaite vivement qu'un aménagement des textes intervienne rapidement afin de ne pas écarter du bénéfice de la prime de transfert et de réinstallation les salariés se trouvant dans la situation qu'il vient de lui exposer.

Personnes âgées (prime de déménagement).

11150. — 20 janvier 1979. — **M. Xavier Hamelin** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** qu'une prime de déménagement est attribuée aux bénéficiaires de l'allocation de logement aux personnes âgées, infirmes, jeunes salariés, qui entrent dans un nouveau logement mieux adapté à leur situation. En ce qui concerne les personnes âgées, la prime de déménagement peut être accordée à celles qui vont habiter dans un foyer-résidence ou un village-retraite. Il lui expose à cet égard qu'une personne âgée a demandé à la classe d'allocations familiales à bénéficier de la prime de déménagement. Celle-ci lui a été refusée pour le motif qu'elle ne peut prétendre à l'allocation de logement du fait que le prêt consenti pour l'achat de son logement est à la charge de ses enfants. Ce rejet est d'une rigueur inexplicable. Il lui demande en conséquence de bien vouloir envisager une modification des dispositions applicables en ce domaine de telle sorte que les personnes âgées se trouvant dans la situation qu'il vient de lui exposer puissent prétendre à la prime de déménagement.

Protection civile (sapeurs-pompiers).

11152. — 20 janvier 1979. — **M. Xavier Hamelin** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'il a été saisi des problèmes qui préoccupent les cadres professionnels des corps de sapeurs-pompiers. Il lui rappelle que les intéressés demandent l'assimilation de leurs emplois à ceux des services techniques des collectivités locales. Ils souhaitent également une amélioration de leur retraite. Enfin, ils demandent que l'encadrement des corps de sapeurs-pompiers soit effectué en fonction des populations défendues. **M. Xavier Hamelin** demande à **M. le ministre de l'intérieur** quelle est sa position à l'égard des revendications qu'il vient de lui exposer.

Parlement européen (élections).

11153. — 20 janvier 1979. — **M. Jacques Marette** signale à **M. le ministre des affaires étrangères** que, selon les renseignements en sa possession, le consulat général à Djibouti a informé les résidents français que ceux-ci ne pourront participer aux élections européennes, le décret concernant Djibouti n'étant pas encore paru et les listes électorales étant, de ce fait, inexistantes. **M. Jacques Marette** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** les mesures qu'il compte prendre pour permettre aux Français résidant dans cet Etat nouvellement indépendant, de participer à la consultation pour l'élection de l'Assemblée des Communautés européennes en juin prochain.

Prestations familiales (Allocations familiales).

11154. — 20 janvier 1979. — **M. Michel Rocard** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le refus opposé par le Gouvernement à la revalorisation de la base de calcul des allocations familiales au 1^{er} janvier 1979, rompant avec la pratique mise en œuvre en 1978. année électorale il est vrai, qui avait vu deux majorations. Il lui demande d'une part, si elle n'a pas l'intention, comme le lui avait suggéré **François Mitterrand** au mois de juillet, de majorer trimestriellement les prestations, ou de prévoir la mise en œuvre automatique d'un réajustement lorsque la hausse des prix atteindrait un seuil à déterminer, et d'autre part, si elle ne compte pas revenir sur la décision de refus du Gouvernement et augmenter dans les meilleurs délais la base mensuelle de calcul des allocations familiales.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

11155. — 20 janvier 1979. — **M. Gilbert Sènes** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des professeurs de lycées d'enseignement professionnel en ce qui concerne la discrimination dont ils sont victimes par rapport à leurs homologues des autres établissements du second degré bien que leurs responsabilités et leurs rôles soient identiques. En fonction des espoirs qui leur ont été donnés, il lui demande de lui faire connaître : 1^o si une modification du décret n^o 76-1153 du 8 décembre 1976 est envisagée par une modification de son article 11 ; 2^o si la création d'un corps d'adjoints est envisagée et dans quels délais.

Hôpitaux (personnel).

11156. — 20 janvier 1979. — **M. Jacques Santrot** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les conditions d'attribution de la prime de service réservée au personnel des établissements d'hospitalisation publics, qui ont été fixées par l'arrêté du 24 mars 1967. Suivant les dispositions de l'article 3 de l'arrêté susvisé, toute journée d'absence (autre que les congés annuels, les accidents du travail ou maladies professionnelles, les congés de maternité, les déplacements dans l'intérêt du service) entraîne un abattement de 1/140 du montant de la prime individuelle. Par ailleurs, des textes parus ultérieurement ont accordé au personnel féminin des autorisations d'absence pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde (circulaire du 15 octobre 1974). Or, ces absences qui ont été reconnues légales donnent lieu toutefois à l'abattement de la prime individuelle. Par conséquent, il lui demande s'il ne lui semble pas opportun de modifier les textes régissant les conditions d'attribution de la prime de service, afin de les harmoniser en fonction des avantages consentis dans le cadre de la politique de la famille, avant d'intégrer ces primes dans les rémunérations.

Assurances invalidité-décès (conditions d'attribution).

11157. — 20 janvier 1979. — **M. Michel Rocard** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les dispositions de l'article L. 364 du code de la sécurité sociale, qui stipule que le capital-décès prévu par ledit article cesse de bénéficier aux personnes à charge ou aux ayants droit du défunt dès lors que celui-ci n'a exercé aucun travail salarié ou assimilé soit pendant 120 heures au cours du mois précédant le décès, soit pendant 200 heures au cours du trimestre civil ou des trois mois de date à date du jour précédant le décès. Il lui expose que ces dispositions extrêmement restrictives peuvent produire de graves injustices lorsque le titulaire du capital-décès est un retraité dont les seules ressources consistent en une pension de sécurité sociale. En effet, si une circulaire n^o 80-59 de la sécurité sociale, prévoit que le conjoint d'un retraité conserve le bénéfice du capital-décès dans la mesure où celui-ci était pris en charge à 100 p. 100 par

la sécurité sociale dans les trois ans précédant sa mise à la retraite, cette mesure ne s'étend pas au conjoint dans d'autres conditions, ni d'une manière plus générale à la famille du décédé. Il lui demande ce qu'elle compte faire pour revoir ces dispositions dans un sens qui introduise davantage de justice.

Pharmacie (pharmacies mutualistes).

11159. — 20 janvier 1979. — **M. Michel Rocard** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le nombre de demandes d'ouverture de pharmacies mutualistes qui, en dépit des décisions des juridictions administratives saisies, ne sont toujours pas satisfaites et sur celles, nombreuses, auxquelles il n'a pas été répondu favorablement. Il lui demande sous quel délai elle envisage de reconsidérer sa position de refus systématique et d'autoriser enfin les créations demandées, sachant qu'elle trouverait auprès des vingt millions de mutualistes un soutien contre le chantage à la grève des pharmaciens d'officine et contre ceux qui seraient tentés de mettre à exécution cette menace.

Armement (organisations européennes).

11160. — 20 janvier 1979. — **M. Lucien Pignion** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur la recommandation n^o 323 de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. Il lui demande si le Gouvernement est disposé à agir en vue d'obtenir dans les plus brefs délais la signature d'un accord général de désarmement et l'adoption de mesures de contrôle des armements qui seraient adoptées au cours des cinq prochaines années et comprendraient le renforcement du régime de non-prolifération nucléaire comportant des mesures de contrôle rigoureuses à tous les stades des cycles du combustible nucléaire civil, ainsi que des assurances appropriées en matière de sécurité à l'égard des pays non nucléaires.

Santé scolaire et universitaire (services médicaux-scolaires).

11161. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre Guidoni** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la dégradation des services sociaux et de santé scolaire et universitaire, très préjudiciable au développement des élèves et étudiants. Le service médico-social scolaire constitué par une équipe pluridisciplinaire est une structure indispensable pour assurer d'une manière continue la surveillance de l'enfant de la maternelle à l'université et au monde du travail. Il lui demande si elle compte prendre les mesures nécessaires pour que soient au minimum appliquées les instructions du 12 janvier 1969, c'est-à-dire : 1^o un recrutement important et immédiat de personnel titulaire bénéficiant d'une formation initiale et continue ; 2^o leur présence permanente dans les écoles et leurs intégration à l'équipe éducative ; 3^o la formation et les moyens techniques nécessaires pour une réelle éducation de la santé permettant à chaque enfant et plus tard à chaque adulte de prendre en charge sa propre santé et tendant à cet état complet de bien-être physique, psychologique, moral et social.

Handicapés (allocations).

11162. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Pierre Chevènement** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des parents des mineurs handicapés profonds ayant atteint l'âge de quinze ans depuis l'entrée en vigueur de la loi n^o 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des handicapés. Ces personnes ne peuvent désormais plus percevoir l'allocation de tierce personne ; dans la meilleure hypothèse ; elles ne peuvent que bénéficier de l'allocation d'éducation spéciale et de son complément dont le montant total est inférieur à celui de l'allocation de tierce personne. Il lui rappelle qu'en réponse à une question écrite, elle avait indiqué en 1976 qu'« il ne pouvait être exclu qu'ultérieurement lorsque les mesures de mise en application de la loi d'orientation auront été prises dans leur ensemble, l'opportunité d'une extension sous certaines conditions aux jeunes handicapés âgés de moins de vingt ans des dispositions applicables aux adultes puisse être examinée ». Il lui demande si, compte tenu des conséquences évidemment dramatiques du manque à gagner dont sont aussi victimes des familles modestes et durement éprouvées, il ne lui paraît pas indispensable de procéder à cet examen dans les meilleurs délais.

Professions médicales (responsabilité).

11164. — 20 janvier 1979. — **M. Jacques Antoine Gau** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les conditions dans lesquelles est mise en jeu la responsabilité des membres des professions de santé et sur la nécessité d'une réforme

de celle-ci. Sachant qu'une commission a été mise en place auprès d'elle pour envisager des solutions, il lui demande tout d'abord de lui indiquer où en sont les travaux et quelles orientations sont approfondies. Il lui rappelle ensuite que des propositions de loi, celle du groupe socialiste en particulier, visent cette réforme nécessaire dans le sens de l'indemnisation des victimes et de la mise en jeu, lorsqu'il y a lieu, de la responsabilité pénale des praticiens. Il lui demande, en conséquence, si elle compte faire en sorte que ce texte figure à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée nationale.

Fonctionnaires et agents publics (handicapés).

11165. — 20 janvier 1979. — **M. Michel Sainte-Marie** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** quelles mesures il entend prendre pour que les handicapés physiques civils bénéficient d'un reclassement au titre des emplois réservés puissent entrer et faire carrière dans la fonction publique dans de meilleures conditions.

Police (personnel).

11167. — 20 janvier 1979. — **M. Albert Denvers** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation des vacataires et auxiliaires administratifs de service de la police et lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour éviter à ces personnels d'être licenciés.

Impôts (presse).

11168. — 20 janvier 1979. — **M. Roland Huguet** demande à **M. le ministre du budget** s'il compte prendre des mesures visant à la mise en place d'un nouveau régime fiscal plus avantageux pour les publications des associations sans but lucratif, l'information des adhérents étant un des aspects de l'activité éducative de ces associations.

Associations (moyens d'information).

11169. — 20 janvier 1979. — **M. Roland Huguet** demande à **M. le ministre de la culture et de la communication** s'il compte prendre des mesures incitatives, et lesquelles, pour accroître l'accès du monde associatif aux moyens d'information de masse et augmenter les possibilités des associations de se faire entendre et de se faire connaître.

Mariage (agences matrimoniales).

11170. — 20 janvier 1979. — **M. Alain Vivien** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur l'urgence qui s'impose de réglementer le fonctionnement des chaînes matrimoniales et d'assurer, par un texte législatif, la protection de celles et ceux qui s'y adressent. En effet, la pratique commerciale de certaines de ces chaînes s'apparente à de pures escroqueries dans la mesure où, en dépit de versements initiaux non négligeables, les prestations servies sont sans commune mesure avec les propositions publicitaires parues notamment dans la presse. Il lui demande en conséquence à quelle session parlementaire il compte déposer un projet de loi prévoyant la réglementation de ces chaînes matrimoniales.

Coopération culturelle et technique (coopérantes épouses d'étrangers).

11171. — 20 janvier 1979. — **M. Alain Vivien** attire l'attention de **M. le ministre de la coopération** sur la situation singulière dans laquelle se trouvent placées les Françaises mariées à des Tchadiens et qui exercent des fonctions d'institutrice ou de professeur. En effet, depuis 1972 celles-ci ont perdu leur droit à un contrat de coopération alors que des Françaises exerçant la même profession et mariées à des Tchadiennes conservent ce droit. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour abolir cette discrimination de caractère sexiste.

Culture du tabac (production française).

11172. — 20 janvier 1979. — **M. Christian Laurissergues** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat au budget** sur la situation du SEITA et particulièrement sur la dégradation de la part du marché des produits fabriqués par celui-ci à base de tabac métropolitain ainsi que sur l'augmentation du taux de pénétration du

marché des cigarettes par les marques étrangères qui passe de 6 p. 100 à 17 p. 100 en fin de l'année dernière. A ce sujet on peut affirmer sans crainte que la campagne, justifiée, contre le tahaïsme a également facilité le développement de la publicité des multinationales. Des engagements ont été pris concernant une enquête sur le comportement de ces sociétés et rien n'ayant été publié, il lui demande de lui faire connaître ses intentions sur le fond et la publication éventuelle d'un rapport. La situation est claire : actions publicitaires importantes menées par les multinationales ; tassement des ventes ; augmentation sensible des frais ; politique des prix des produits fabriqués, amènent le SEITA à avoir des comptes d'exploitation en perte et à être contraint de s'endetter lourdement. Ceci ne peut continuer sans risque pour le SEITA ni pour les planteurs. Des propositions sont faites, telles que l'adaptation de la production métropolitaine à l'évolution du marché des produits fabriqués, l'augmentation des prix de vente des produits fabriqués, le freinage du marketing sauvage des multinationales. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les intentions du Gouvernement sur ces propositions formulées par la profession.

Handicapés (centres de rééducation professionnelle).

11174. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Yves Le Drian** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le fonctionnement du centre de rééducation professionnelle d'handicapés physiques du château de la Mothe, 03190 Hérisson. En vue de leur faire acquérir une formation professionnelle, ce centre reçoit des handicapés placés par différentes COTOREP. Il s'étonne qu'en août dernier aucune discussion n'ait pu être possible entre les stagiaires et la direction sur le règlement intérieur de l'établissement qui apparaît a priori beaucoup plus proche du règlement d'un pensionnat que d'un établissement de formation pour adultes. Il s'étonne qu'à la suite de protestations de certains stagiaires l'établissement ait cru bon de signifier aux intéressés leur exclusion. Il s'étonne qu'aucune négociation n'ait pu être par la suite réellement menée en vue de réadmettre les intéressés dans le centre et en vue de discuter d'un règlement intérieur qui n'a jamais été soumis aux intéressés. Il s'étonne que certaines caisses primaires d'assurance maladie aient cru bon de ne plus facturer les frais de séjour des exclus avant même que les COTOREP concernées soient saisies du dossier. En conséquence, il lui demande, d'une part, quelles mesures elle compte prendre pour que l'avenir et la réinsertion professionnelle des exclus soient garantis, d'autre part, quelles dispositions elle envisage pour que le fonctionnement du centre de la Mothe corresponde aux normes qui sont généralement appliquées dans les autres établissements du même genre. Enfin, il souhaite savoir si l'enquête effectuée par un inspecteur général de la santé sur cette affaire peut faire l'objet d'une communication au conseil de gestion de l'établissement et aux différentes COTOREP qui ont orienté des stagiaires au château de la Mothe.

Sociétés civiles (CUMA et GAEC).

11175. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre Jagoret** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les modalités de la loi n° 78-9 et du décret n° 78-704 relatifs aux règles de publicité des sociétés civiles. L'article 1834 nouveau du code civil stipule que ces règles s'appliquent à toutes les sociétés s'il n'en est autrement disposé par la loi en raison de leur forme ou de leur objet. Il lui demande si on ne peut pas considérer que les CUMA et les GAEC (groupements agricoles d'exploitation en commun), soumis à des règles de publicité particulières prévues par le décret n° 64-11 193, peuvent être de ce fait dispensés des règles de publicité, et en particulier de l'obligation d'immatriculation au registre du commerce et de la société, prévue par le décret n° 78-704. La publicité des GAEC, s'effectuant dans des journaux d'annonces légales par des indications portées sur tous actes, factures et publications, semble suffisante et il lui paraît souhaitable de dispenser ces organismes du formalisme et des démarches administratifs supplémentaires. Il lui demande en conséquence de vouloir bien préciser la position de l'administration à ce propos.

Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (droit de préemption).

11176. — 20 janvier 1979. — **M. Charles Piatre** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conséquences des modifications apportées aux décrets du 14 juin 1961 relatif aux SAFER et du 20 octobre 1962 relatif au droit de préemption des SAFER par le décret du 8 novembre 1978, en application de la loi du 29 décembre 1977. Si le contrôle des actions des SAFER est légitime et nécessaire par la publicité de leurs intentions ou de leurs

réalisations, la lourdeur du dispositif mis en place risque de freiner les opérations de préemption et éventuellement de mobiliser les biens pendant une période assez longue avant la revente, ce qui nuira à la préemption de propriétés vouées aux cultures spéciales (vigne, arbres fruitiers) dont l'exploitation directe par les SAFER ne peut qu'être déficitaire. Aussi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour améliorer les dispositions prévues par le décret du 8 novembre 1978 et éviter ainsi que le droit de préemption des SAFER ne devienne en partie caduc.

Viticulture (vignes coopératives).

11177. — 20 janvier 1979. — **M. Henri Emmanuelli** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les difficultés financières qu'entraînent pour les coopératives viticoles les règlements communautaires en matière d'arrachage des vignes. Le règlement communautaire n° 816-70 du 28 avril 1970, article 16, qui prévoit l'élimination des cépages autorisés temporaires avant le 31 décembre 1979 pour les hybrides et le 31 décembre 1983 pour les autres variétés, et le règlement communautaire n° 3141-76 du 21 décembre 1976 portant création de primes pour la reconversion des vignes ont provoqué dans certaines régions viticoles une diminution sensible de la superficie et par suite une diminution de la production. De ce fait, les coopératives viticoles qui avaient réalisé leurs investissements en fonction d'une production donnée doivent assumer la charge de ces investissements avec une production sensiblement en baisse et un plus petit nombre de coopérateurs. En conséquence, il lui demande si la pratique des primes de reconversion ne devrait pas s'accompagner d'un système de prime de compensation au bénéfice des coopératives victimes de l'arrachage des vignes. D'autre part, il lui demande de bien vouloir faire connaître, par département, le nombre d'hectares de vigne qui ont été arrachés en 1976, 1977 et 1978.

Permis de conduire

(service national des examens du permis de conduire).

11178. — 20 janvier 1979. — **M. René Gaillard** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les revendications des inspecteurs et agents administratifs du service national des examens du permis de conduire. En effet, depuis des années, ces agents demandent une juste compensation des sujétions qui leur sont imposées et de leurs frais professionnels. Leur ministre de tutelle, le ministre des transports, a jugé que cette demande était justifiée. Pourtant, à ce jour, aucune solution satisfaisante n'a été trouvée en raison semble-t-il d'une opposition du ministère du budget aux propositions faites par le ministre des transports le 2 mai 1978. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient satisfaites les légitimes revendications des agents du service national des examens du permis de conduire.

Assurances maladie-maternité (remboursement).

11179. — 20 janvier 1979. — **M. Michel Rocard** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le fait que les personnes de plus de soixante ans perdent le droit aux examens gratuits et systématiques de médecine préventive organisés par la sécurité sociale. Il lui demande si elle n'envisage pas de promouvoir la gratuité des soins pour les personnes en cause. Le caractère systématique des bilans de santé n'étant pas un gage d'efficacité, le recours au médecin dès l'apparition d'un trouble permettrait à ces personnes de recevoir tous les soins utiles en temps voulu, au mieux de la santé des personnes âgées, mais aussi des finances des caisses de sécurité sociale.

Lois (application).

11180. — 20 janvier 1979. — **M. Michel Rocard** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les dispositions de la loi du 12 juillet 1977 instituant un complément familial, qui prévoyait le dépôt d'un rapport avant le 31 décembre 1978 portant en particulier sur la suppression des conditions de ressources pour l'attribution des prestations familiales et plus particulièrement du complément familial, dans le cadre d'une réforme globale de la fiscalité. Cette volonté du législateur de 1977 a été rappelée par les commissaires des finances à l'unanimité et par l'Assemblée nationale dans la discussion de la loi de finances initiale pour 1979. Or il constate qu'à ce jour le rapport promis par le ministre lui-même dans son intention conclusive du débat sur les crédits de son ministère n'a pas été remis au Parlement. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures elle compte prendre pour respecter dans les meilleurs délais la volonté constante et expresse du législateur.

Aéronautique (industrie (Concorde)).

11181. — 20 janvier 1979. — **M. Robert Montdargent** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur les bons résultats obtenus par l'exploitation de Concorde. Ainsi son taux de remplissage s'améliore constamment selon les renseignements fournis officiellement par la compagnie Air France. Le prolongement de lignes dans les différents pays d'Amérique se poursuit et, d'autre part, le certificat de navigabilité vient d'être remis au quinzième Concorde sorti des chaînes de fabrication. Tout cela confirme la nécessité de poursuivre un programme Concorde. Aussi, après ses déclarations récentes, il lui demande : 1° quelle est la nature des études que la France entend engager sur l'appareil de seconde génération ; 2° quelles sont les propositions faites par la France en direction des partenaires éventuels de notre pays concernant ce projet.

Taxe sur la valeur ajoutée (paiement).

11182. — 20 janvier 1979. — **M. André Lajoine** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur une demande de différentes chambres de commerce et d'industrie. Ces compagnies consulaires souhaitent que la règle de décalage d'un mois en matière de TVA soit progressivement supprimée pour alléger la trésorerie des entreprises. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour satisfaire cette requête légitime.

Diplômes (certificat d'aptitude des instituteurs).

11185. — 20 janvier 1979. — **M. René Serres** demande à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** s'il n'estime pas opportun de prendre toutes décisions utiles afin que le certificat d'aptitude des instituteurs, qui est admis en dispense du baccalauréat pour l'inscription dans les universités, soit également admis en dispense du baccalauréat pour l'accès aux concours de recrutement des fonctionnaires de la catégorie B.

Intéressement des travailleurs (droits constitués au profit des salariés).

11186. — 20 janvier 1979. — **M. Hubert Basset** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** qu'en vertu de l'article R. 442-15 du code du travail les droits constitués au profit des salariés, en application des dispositions du titre IV du livre IV du code du travail relatif à l'association ou à l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, deviennent négociables avant l'expiration du délai de cinq ans prévu à l'article L. 442-7 du code dans les cas suivants : mariage de l'intéressé, licenciement, mise à la retraite, invalidité du bénéficiaire ou de son conjoint, correspondant au classement dans la 2° ou la 3° des catégories prévues à l'article 310 du code de la sécurité sociale, décès du bénéficiaire ou de son conjoint. L'article 4 de la loi n° 76-463 du 31 mai 1976 tendant à faciliter l'accès des salariés à la propriété et à la location des locaux d'habitation destinés à leur usage personnel a prévu, en outre, que les droits visés ci-dessus deviennent négociables avant l'expiration du délai de cinq ans, en vue de constituer ou de compléter l'apport initial nécessaire à l'acquisition du logement principal. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait de permettre de la même manière aux salariés désireux de créer une entreprise de débloquer la totalité de leur participation avant l'expiration du délai de cinq ans, suivant des modalités de contrôle à définir. Il lui demande également si, nonobstant les dispositions de l'article 208-16 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, les actions souscrites par les salariés dans les conditions prévues par la loi n° 73-1195 du 27 décembre 1973 ne pourraient être cédées avant l'expiration d'un délai de cinq ans lorsqu'il s'agit de salariés désireux de créer une entreprise.

Fonctionnaires et agents publics (supplément familial de traitement).

11187. — 20 janvier 1979. — **M. René Benoit** expose à **M. le ministre du budget** qu'en vertu de l'article 334 du code civil dans la rédaction prévue par la loi n° 72-3 du 3 janvier 1972 sur la filiation l'enfant naturel a, en général les mêmes droits et les mêmes devoirs que l'enfant légitime dans ses rapports avec ses père et mère et il est mis, d'une manière générale, sur le même plan que l'enfant légitime. Il lui signale que ces dispositions ne reçoivent pas application en ce qui concerne le supplément familial de traitement accordé à un fonctionnaire de l'Etat. D'après les circulaires de la direction du budget FP 671, F 146 du 8 octobre 1968 et l'instruction n° 78-86 B1 du 2 juin 1976, en cas de séparation de corps

ou de divorce, lorsqu'un enfant n'est pas à la charge de son auteur fonctionnaire, l'autre conjoint bénéficiaire du maintien du supplément familial de traitement. Lorsqu'il s'agit d'un enfant naturel, le supplément familial de traitement n'est pas accordé. Il lui demande quelle décision il compte prendre, dans les meilleurs délais, afin de permettre que soit accordé au parent non fonctionnaire d'un enfant naturel le supplément familial de traitement attaché à la qualité de fonctionnaire de l'autre parent, en assimilant cette situation à celle d'un couple séparé ou divorcé.

Artisans (prêts spéciaux).

11188. — 20 janvier 1979. — **M. René de Branche** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que l'arrêté du 12 décembre 1978 concernant les conditions d'attribution des prêts spéciaux à l'artisanat ne mentionne pas les garanties qui doivent être apportées par les bénéficiaires en contrepartie des concours accordés par les banques populaires au moyen de ressources qu'elles collectent ou d'avances provenant du FDES. Or, dans la pratique, ces établissements exigent des garanties réelles, notamment sous forme de nantissement de matériel et d'hypothèque sur les immeubles et ils réclament en outre des cautions personnelles, notamment de la famille des artisans. Un certain nombre de jeunes artisans d'origine modeste ne peuvent pas fournir de telles cautions, bien souvent parce que leurs parents ou leurs frères et sœurs n'ont pas la surface nécessaire pour prendre un tel risque. Cela entraîne le refus du bénéfice de ces prêts spéciaux; ce qui paraît anormal et contraire à l'esprit du texte précité. Il lui demande donc si des instructions ne pourraient pas être données aux banques populaires pour qu'elles se contentent, dans ce cas, de sûretés réelles sur le matériel ou les immeubles.

Pêche (pêche fluviale).

11189. — 20 janvier 1979. — **M. Adrien Zeller** demande à **M. le Premier ministre** de bien vouloir lui indiquer s'il estime que le projet de loi de réforme du code rural, livre III, titre II, « Pêche fluviale », pourra être soumis prochainement au Parlement, ce projet de loi étant prêt depuis quatre ans.

Marchés publics (marchés des collectivités locales).

11192. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Pierre Bechter** rappelle à **M. le ministre de l'économie** combien avaient été appréciées les mesures, prévues par les textes législatifs (en particulier la loi n° 78-13 du 4 janvier 1978) et circulaires ministérielles, améliorant les conditions de règlement des marchés de l'Etat: de lois, de paiements réduits, calcul automatique des intérêts moratoires, simplifications des formalités, possibilités d'avances et de règlement d'un mémoire par la caisse nationale des marchés de l'Etat si le règlement du moratoire n'est pas intervenu dans les quarante-cinq jours. Il lui fait cependant remarquer que les entreprises artisanales participent peu aux marchés de l'Etat en raison de la trop grande importance de ces derniers par rapport à leur dimension, mais qu'en revanche la participation des artisans aux marchés des collectivités locales est beaucoup plus large malgré les retards qu'ils peuvent rencontrer dans les règlements de leurs prestations. Il lui demande donc s'il ne serait pas souhaitable qu'une mesure législative étende aux marchés des collectivités locales les dispositions prises pour le règlement des marchés de l'Etat.

Marchés publics (marchés des collectivités locales).

11193. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Pierre Bechter** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** combien avaient été appréciées les mesures, prévues par les textes législatifs (en particulier la loi n° 78-13 du 4 janvier 1978) et circulaires ministérielles, améliorant les conditions de règlement des marchés de l'Etat: de lois, de paiements réduits, calcul automatique des intérêts moratoires, simplifications des formalités, possibilités d'avances et de règlement d'un mémoire par la caisse nationale des marchés de l'Etat si le règlement du moratoire n'est pas intervenu dans les quarante-cinq jours. Il lui fait cependant remarquer que les entreprises artisanales participent peu aux marchés de l'Etat en raison de la trop grande importance de ces derniers par rapport à leur dimension, mais qu'en revanche la participation des artisans aux marchés des collectivités locales est beaucoup plus large malgré les retards qu'ils peuvent rencontrer dans les règlements de leurs prestations. Il lui demande donc s'il ne serait pas souhaitable qu'une mesure législative étende aux marchés des collectivités locales les dispositions prises pour le règlement des marchés de l'Etat.

Allocations de chômage (conditions d'attribution).

11194. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Pierre Delalande** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur le problème que pose, pour les demandeurs d'emploi, l'impossibilité de justifier, auprès des Assedic, de leur recherche active d'un emploi. En effet, nombreux sont les cas où les demandeurs d'emploi répondent aux annonces des entreprises, sans pour autant recevoir un accusé de réception de leur lettre de candidature. De même, lorsqu'un premier contact est établi téléphoniquement fixant la date d'une entrevue entre le responsable du personnel et l'intéressé, aucun courrier ne vient par la suite confirmer le résultat négatif de cet entretien. Aussi, afin d'éviter les conséquences préjudiciables de cet état de fait, et plus particulièrement la suppression des allocations supplémentaires d'attente, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que chaque démarche personnelle effectuée par un demandeur d'emploi en vue de son reclassement puisse être attestée par un écrit, comme c'est le cas notamment lorsqu'ils sont adressés par l'agence nationale pour l'emploi à d'éventuels employeurs.

Hôpitaux (personnel).

11195. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre Gascher** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que les personnels ecclésiastiques des hôpitaux et des hospices perçoivent durant leur activité une « indemnité de vesture » et que celle-ci est transformée lors de la mise à la retraite des intéressés en « indemnité de reposance ». Cette dernière allocation, bien qu'elle soit peu rémunératrice pour les personnes qui la perçoivent, représente toutefois une charge non négligeable pour l'établissement qui doit en assurer le paiement et reste très inférieure aux avantages auxquels pourraient légitimement prétendre les religieux des hôpitaux. Du fait que, depuis le 1^{er} janvier 1978, les ecclésiastiques relèvent du régime général de sécurité sociale, il lui demande s'il ne pourrait être envisagé que ceux d'entre eux percevant actuellement l'indemnité de reposance puissent prétendre à l'allocation spéciale concernant les personnes n'ayant pas cotisé et à laquelle pourrait être jointe l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

11196. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre Gascher** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des proviseurs de lycée d'enseignement professionnel. En soulignant qu'ils sont des chefs d'établissement du second degré à part entière, aussi bien en ce qui concerne leurs responsabilités que leurs fonctions, les intéressés demandent: 1° à être pourvus d'un adjoint, à l'instar, de tous les autres chefs d'établissement du second degré (le proviseur ou un censeur comme adjoint et le principal à un directeur adjoint); 2° à être doté d'un personnel en nombre suffisant, tenant compte des besoins réels et spécifiques aux enseignements technologiques (secrétariats insuffisants, absence de documentaliste, etc.); 3° à percevoir la rémunération de professeurs certifiés, lorsqu'ils n'ont pas ce diplôme ou lorsqu'ils ne sont pas assimilés, en bénéficiant d'une mesure dérogatoire semblable à celles prises à cet effet à l'égard des principaux de collège d'enseignement secondaire ou des censeurs de lycée (articles 10 et 8 du décret n° 76-1153 du 8 décembre 1976). Il lui demande la suite qu'il entend réserver à ces justes revendications, dont la prise en compte permettrait de faire cesser la discrimination ressentie dans ces domaines par les proviseurs de lycée d'enseignement professionnel.

Débts de tabac (gérance).

11197. — 20 janvier 1979. — **M. Jacques Godfrain** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'intérêt de la simplification et de l'accélération des procédures en matière de cession et d'agrément de gérance de bureau de tabac. Il lui demande si les instructions des plus hautes autorités de l'Etat, lors des vœux du nouvel An, données à l'administration sont bien appliquées dans la réalité. Par exemple, il suffisait de trois mois en 1975 pour qu'une demande d'agrément de gérance de bureau de tabac à Montpellier soit acceptée (demande du 21 octobre 1975 accordée le 16 janvier 1978). Depuis lors, l'intervention de l'ordinateur invoquée par les services financiers locaux, fait qu'une demande déposée le 16 octobre 1978 pour le même bureau de tabac risque de ne recevoir une réponse que le 1^{er} mars 1979 au mieux. Il lui demande donc si les principes d'une politique de simplification prônée à juste titre par le Gouvernement ne risquent pas de perdre toute valeur concrète aux yeux des administrés, lorsque ces principes sont soumis aux faits concrets.

Apprentissage (centre de formation d'apprentis).

11198. — 20 janvier 1979. — M. Jean-François Mancel appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation de l'apprentissage des métiers du bâtiment dans le département de l'Oise et notamment sur les problèmes que soulève le projet de création d'un CFA à Clermont. L'association pour la formation professionnelle du bâtiment de l'Oise, organisme paritaire, a mis en place dès 1971 trois CFA fonctionnant dans les structures des LEP « bâtiment ». Le département de l'Oise a été l'un des pionniers en la matière et la politique menée depuis la réforme de 1971 y a porté ses fruits, puisque les effectifs augmentent régulièrement et que plus de 600 apprentis ont suivi les cours l'an passé. Pour mieux répondre aux besoins de formation professionnelle, un projet de CFA conforme à la loi du 7 juin 1971 situé à Clermont a été mis au point. L'association a obtenu l'autorisation et les concours financiers des organismes et administrations concernés. Elle a engagé le processus de construction et les travaux de terrassement et de VRD sont terminés depuis plus d'un an. L'appel d'offres concernant la construction des bâtiments, lancé le 9 janvier 1978, a révélé que les prix plafonds imposés étaient respectés, cependant, le 11 janvier 1978, le comité central de coordination de l'apprentissage a fait savoir au président de l'association que la construction de ce CFA ne pourrait être financée en 1978. Il semble que le comité central de coordination de l'apprentissage connaisse une situation financière difficile et qu'il ne peut assurer le coût de gestion des CFA déjà construits et se refuse à poursuivre la construction de nouveaux centres. Ces difficultés financières tiennent à la baisse des ressources (taxe parafiscale de 0,30 p. 100, taxe d'apprentissage) ; le coût de fonctionnement des CFA qui est très important ; la non-actualisation, par l'Etat, des barèmes de subventions. L'association pour la formation professionnelle du bâtiment de l'Oise connaît d'ailleurs à l'échelon local les mêmes problèmes. Ceux-ci sont la conséquence d'une augmentation des effectifs ; d'une baisse importante des recettes de taxe d'apprentissage (du fait de certaines exonérations, certains maîtres d'apprentissage n'ont plus de taxe à payer) ; de la non-réévaluation de la subvention de l'éducation nationale. Ces difficultés conduisent à une gestion de plus en plus difficile du CFA de Beauvais qui risque d'entraîner la création de listes d'attente et de supprimer des sections. C'est elle aussi qui doit entraîner l'ajournement de la construction du CFA de Clermont. Il lui demande les dispositions qu'il envisage de prendre pour remédier aux difficultés qu'il vient de lui exposer.

Enseignement secondaire (enseignants).

11199. — 20 janvier 1979. — M. Jean-Louis Masson s'étonne auprès de M. le ministre de l'éducation de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 6647 publiée au Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale du 3 octobre 1978. Plus de trois mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence il appelle son attention sur la situation des professeurs techniques de secrétariat en ce qui concerne leurs droits sur les deux points suivants : du fait du stage en entreprise effectué par les élèves des classes de deuxième année des techniciens supérieurs, section Secrétariat, certains professeurs enseignant dans ces classes jusqu'au début du mois de mai (date du second groupe d'épreuves du BTS) subissent : une majoration de leur temps d'enseignement pendant les deux premiers trimestres de l'année scolaire ; la suppression du paiement des heures supplémentaires pour la totalité du troisième trimestre. Il lui demande de lui faire connaître à quel texte se réfère l'exécution de ces deux mesures, qui n'interviennent d'ailleurs que dans certains établissements. Il lui fait observer que le décret n° 50-582 du 25 mai 1950 qui sert quelquefois de base à la mise en œuvre desdites mesures était applicable aux anciennes classes de première commerciale (BEC 2), lesquelles ont disparu depuis plus de dix ans. Or, le niveau et l'enseignement des classes de première et de techniciens supérieurs n'ont rien de comparable avec ces classes supprimées, celles relatives à la préparation des techniciens supérieurs relevant d'ailleurs de l'enseignement supérieur. De plus, le décret de 1950 en cause, ainsi que la circulaire du 27 juin 1951 qui le complétait, ont été abrogés par le décret en date du 21 février 1964. D'autre part, les professeurs techniques de secrétariat, qui assurent plus de six heures d'enseignement dans une classe de première ou terminale G1, se voient refuser dans certains cas le paiement d'une heure supplémentaire au titre de la première chaire. Ces professeurs enseignent, pourtant, outre la dactylographie et la sténographie, les matières dispensées dans les classes parallèles (bureau de secrétariat, organisation administrative, correspondance) par les professeurs de sciences et techniques économiques qui, eux, bénéficient de cette bonification. Il souhaite donc également savoir en vertu de quelles dispositions ces professeurs techniques ne peuvent prétendre aux mêmes droits que leurs collègues enseignant les sciences et techniques économiques.

Assurances maladie-maternité (remboursement).

11200. — 20 janvier 1979. — M. Jean-Louis Masson s'étonne auprès de Mme le ministre de la santé et de la famille de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 7598 publiée au Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale du 21 octobre 1978 (p. 6475). Trois mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il lui expose que le retard mental profond entraîné chez les enfants par la phénylcétonurie, qui est une maladie très rare due à un trouble métabolique, peut être évité par la mise en route, dès le plus jeune âge, d'un régime alimentaire très pauvre en protéines et très strict. Seul, un dosage sanguin régulier déterminant le taux de phénylalanine permet l'ajustement de ce régime. Or, si la maladie en cause est classée dans les maladies de longue durée et bénéficie de ce fait de la prise en charge à 100 p. 100 par le régime d'assurance maladie de la sécurité sociale, l'acte codifié B-50 concernant le test sérique de recherche de la phénylalanine ne figure pas à la nomenclature des actes de biologie médicale du tarif interministériel des prestations sanitaires et ne peut en conséquence donner lieu à remboursement. Cet état de fait est particulièrement regrettable et relève surtout d'un illogisme total car le dépistage de cette maladie a été rendu obligatoire il y a quelques années, évitant ainsi 1 p. 100 de débilés mentaux profonds dans les centres d'adaptés. Il lui demande donc que toutes dispositions soient prises afin que le dosage de la phénylalanine dont le coût est modeste puisqu'il n'atteint pas 40 francs, soit inscrit à la nomenclature de biologie. En lui précisant qu'actuellement seul le lait en poudre Lafenlac (base indispensable du régime) est remboursé alors que dans certains cas il s'avère souhaitable et même indispensable pour certains enfants d'avoir une alimentation basée sur d'autres laits en poudre, tels l'Albumed ou le Manifen, il lui demande également que ces derniers produits fassent, eux aussi, l'objet d'un remboursement.

Investissements (aide fiscale à l'investissement).

11201. — 20 janvier 1979. — M. Pierre Weisenhorn appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les dispositions de l'article 1^{er} de la loi de finances rectificative pour 1975 (n° 75-408 du 29 mai 1975). Les dispositions de cet article prévoient une aide fiscale à l'investissement qui risque, dans la conjoncture actuelle, d'avoir des répercussions néfastes sur la situation de la trésorerie des entreprises et même sur leur survie, en particulier pour les entreprises à main-d'œuvre nombreuse telle celles du bâtiment, dont la situation s'est dégradée entre l'année 1975 et le 31 décembre 1978. Les dispositions précitées ont été adoptées pour provoquer la relance de l'investissement dans les entreprises. Elles prévoyaient une aide fiscale de 10 p. 100 sur tous investissements commandés en 1975 et livrables au plus tard le 31 décembre 1978, étant entendu que l'entreprise auteur de l'investissement verserait au fournisseur un acompte au moins égal au montant de l'aide fiscale consentie. Le paragraphe III de l'article 1^{er} de la loi du 29 mai 1975 stipule formellement que l'entreprise perd le bénéfice de l'aide fiscale si la vente est annulée ou si la livraison n'intervient pas dans un délai de trois ans à dater de la commande. Dans cette dernière hypothèse, l'aide fiscale doit faire l'objet d'un remboursement immédiat. Lorsqu'une entreprise se trouve dans cette situation, elle ne peut obtenir le remboursement par le fournisseur de l'acompte versé, ce qui se traduit par une perte sèche équivalente pour l'entreprise. Or, les difficultés de trésorerie que connaît la presque totalité des entreprises de bâtiment ont incité les entrepreneurs à annuler souvent les décisions d'achat de matériels d'investissement qu'ils avaient commandés. Les entreprises doivent donc restituer l'aide perçue et perdent la totalité de l'acompte versé. Ce remboursement arrive à une époque particulièrement critique dans la situation économique actuelle. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir envisager des dispositions tendant à reporter d'un an par exemple cette échéance de remboursement. Ce nouveau délai permettrait soit d'atténuer une économie en meilleur état, soit d'envisager un investissement au moins partiellement imputable.

Radiodiffusion et télévision (TF1).

11203. — 20 janvier 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de la culture et de la communication de bien vouloir lui faire connaître quel est le coût moyen de production d'une émission de chacune des trois séries successivement programmées par TF1 à 19 h 45, à savoir « Eh bien ! raconte », « L'inconnu de 19 h 45 » et « C'est arrivé un jour » (y compris les cachets des artistes engagés) et quelle société a été chargée de la production de chacune des trois émissions précitées.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

11204. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les dispositions de la circulaire n° 77-248 du 18 juillet 1977 qui confie au chef d'établissement ou à son adjoint le soin de présider le conseil de classe. Il lui demande si ce texte autorise le chef d'établissement à assister aux réunions du conseil de classe, sans en assurer toutefois la présidence.

Mer (exploitation des fonds marins).

11205. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté**, se référant à la réponse de **M. le ministre de l'industrie** à sa question n° 8663 du 3 octobre 1978, parue au *Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, du 5 janvier 1979, demande à **M. le Premier ministre** quelles initiatives il compte prendre, dans l'exercice de sa mission propre de coordination des activités gouvernementales, pour accélérer la solution des « difficultés, tant administratives que juridiques », qui s'opposent à la publication du décret d'application de la loi n° 76-646 du 16 juillet 1976 relative à la recherche et à l'exploitation des substances minérales dans les fonds marins. Il lui demande, en outre, s'il n'estime pas préoccupant que se manifeste ainsi la difficulté des administrations compétentes à adopter une attitude cohérente dans un domaine aussi important de la politique maritime de la France, et si la mission interministérielle de la mer a eu à connaître de l'application de la loi précitée du 16 juillet 1976.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (organisation).

11206. — 20 janvier 1979. — **M. Daniel Boulay** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les graves problèmes rencontrés à l'aérium-école de plein air de Thorigné-sur-Dué dans la Sarthe. En effet, lors de sa dernière réunion en date du 23 novembre 1978, le bureau de l'œuvre des pupilles de l'enseignement public de la Sarthe a examiné l'historique de l'évolution de la situation depuis 1977. Après avoir constaté le rejet des divers projets de reconversion de l'aérium par les instances gouvernementales, le bureau a décidé de demander au conseil d'administration la fermeture de l'établissement à la date du 30 juin 1979. Il est à remarquer les graves conséquences qu'entraînerait la fermeture d'un tel établissement, notamment la suppression de l'emploi pour 26 personnes dans une commune où il existe déjà 85 chômeurs et déjà durement touchée, l'an passé, par la fermeture de l'usine Sithor, seule industrie locale. Le problème posé est celui de la compétence de cet établissement, initialement prévu pour accueillir des enfants tuberculeux. La régression de cette maladie a entraîné une importante réduction des effectifs. De ce fait, la situation financière est plus qu'alarmante. La reconversion de cet établissement est d'une urgente nécessité. A ce jour, tous les projets de reconversion proposés par l'œuvre des pupilles ou émanant du personnel ont été repoussés soit au niveau départemental, soit au niveau de la commission régionale. Certaines de ces propositions de reconversion ont été délibérément refusées sans explication valable. Notamment la transformation de l'aérium en IMPro. En effet, les différentes enquêtes ont montré que les besoins au niveau du département sont réels, en particulier les statistiques établies par la CCSD ont prouvé que, pour l'année 1977-1978, de nombreux enfants de 12 à 14 ans, relevant de structures spécialisées, dont les internats, n'ont pu être accueillis. D'autre part, l'ouverture d'un IMPro se révélerait être complémentaire de l'IME existant déjà sur la commune de Thorigné. Considérant ce projet réaliste, le personnel de l'aérium de Thorigné-sur-Dué a décidé de compléter et de mener à terme l'avant-projet constitué en 1977. Devant l'exposé de ces faits et devant l'importance des problèmes posés, il lui demande qu'elles mesures elle compte prendre afin : 1° de rechercher les solutions qui assureraient la continuité de cet établissement et le maintien du personnel actuel; 2° de faire examiner tout particulièrement le projet de reconversion de l'aérium en IMPro tenant compte des besoins existants.

Calamités (neige).

11207. — 20 janvier 1979. — **M. Jacques Chaminate** expose à **M. le ministre de l'agriculture** la situation qui est celle des ouvriers pépiniéristes forestiers en raison du mauvais temps hivernal. C'est ainsi qu'en Haute Corrèze, les travailleurs de cette corporation n'ont pu exercer leur activité, à partir du 15 décembre environ et cela durant plusieurs semaines. La législation actuelle ne prévoit pas formellement d'indemnisation pour les intempéries et ces

travailleurs se trouvent démunis de toute ressource lorsqu'ils sont contraints à l'inactivité en raison des conditions climatiques et météorologiques. En conséquence il lui demande s'il n'entend pas faire adopter rapidement des décisions permettant l'octroi d'indemnités pour intempéries aux ouvriers pépiniéristes forestiers comme cela existe, par exemple, déjà dans le bâtiment et si dans cette attente il ne pourrait pas être attribué une indemnité compensatrice des pertes subies par ces travailleurs.

Élevage (porcs).

11208. — 20 janvier 1979. — **M. Lucien Dutard** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation des producteurs de porcs de la Dordogne. Au mois de mai 1978 l'endettement des éleveurs atteignait 17,78 francs par porc de 100 kg vif. Or, depuis leur situation s'est encore aggravée du fait de la hausse du prix de revient. En conséquence il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour que le porc continue à être produit en France, pour enrayer le mouvement de désaffection des éleveurs en : 1° supprimant immédiatement les montants compensatoires monétaires; 2° arrêtant les importations des pays qui n'appartiennent pas à la CEE; 3° remboursant les intérêts des annuités d'emprunts; 4° prenant en compte le préjudice subi par tous les producteurs de porcs.

Allocation de chômage (conditions d'attribution).

11209. — 20 janvier 1979. — **M. Raymond Maillet** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur le cas d'une femme, célibataire, âgée de cinquante-quatre ans qui ne dispose d'aucune ressource. Cette personne ayant subi une grave intervention chirurgicale en 1964 avec complication pulmonaire a été en indemnités journalières pendant trois ans, puis en invalidité pendant trois autres années. Ne s'étant jamais remise, elle n'a pu effectuer depuis que quelques remplacements qui ne lui ont pas permis d'avoir le nombre d'heures donnant droit aux allocations de chômage. Inscrite depuis 1972 à l'ANPE, bien que non secourue et y effectuant régulièrement les formalités de pointage, elle ne s'est vu proposer aucun emploi. Il lui demande de bien vouloir étudier ce cas et lui préciser qu'elle indemnité elle peut escompter, au titre de l'indemnisation du chômage ou au titre de l'inaptitude au travail.

Impôt sur le revenu (charges déductibles : économies d'énergie).

11211. — 20 janvier 1979. — **M. Roland Leroy** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les limites que connaît dans les faits la législation en vigueur prévoyant que les dépenses nécessaires à la baisse des déperditions de chaleur peuvent être, lors de la déclaration d'impôts, déduites des revenus imposables. La loi stipule en effet que cette opération ne peut être faite qu'une fois par logement. En conséquence, une personne qui n'a pas les moyens d'aménager en ce sens son appartement en une seule année ne bénéficie de la loi que très partiellement. Il lui demande donc quelles mesures il prévoit de prendre pour que la loi prenne en compte ce genre d'opération pièce par pièce — plutôt que logement par logement — ce qui résoudreait le problème posé.

Calamités (froid).

11212. — 20 janvier 1979. — **M. Roland Leroy** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les graves conséquences du froid pour les personnes les plus défavorisées. En Seine-Maritime, département particulièrement touché par le chômage, nombreux sont les travailleurs privés d'emploi qui, faute de moyens financiers, ne peuvent pas se prémunir contre le froid. Ceci est également vrai pour les familles nombreuses qui subissent plus que d'autres les hausses de prix des produits alimentaires et pour les personnes âgées à qui les faibles revenus rendent insupportables la montée incessante du coût de la vie. Il lui demande donc de prendre des mesures d'urgence en direction des familles et des personnes concernées : annulation des coupures de gaz et d'électricité dues au non-paiement de mensualités par suite de graves difficultés financières, moratoire de loyers dans les cas les plus pénibles; aide aux communes les plus durement atteintes pour l'amélioration des possibilités de leurs services d'aide sociale, etc.

Plus-values (imposition des plus-values immobilières).

11213. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre Juquin** rappelle à **M. le ministre du budget** que la loi du 19 juillet 1976 sur le régime fiscal des plus-values immobilières prévoit, entre autres, une exonération de la plus-value réalisée lorsque la valeur du patrimoine

immobilier est inférieure à 400 000 francs, sous réserve toutefois qu'il ne s'agisse pas de terrain à bâtir. Il lui demande si cette exonération s'applique dans le cas où la plus-value est réalisée sur une propriété bâtie et qu'un terrain à bâtir reste dans le patrimoine.

Agents communaux (attachés communaux).

11214. — 20 janvier 1979. — **M. Lucien Dutard** attire l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur les conséquences découlant de l'arrêté du 15 novembre 1978 créant le grade d'attaché communal pour les cadres communaux en fonctions. Cet arrêté supprime les possibilités de promotion professionnelle des rédacteurs et chefs de bureau et remet en question l'ensemble de la carrière à laquelle ils pouvaient prétendre. Il a été pris en dépit de l'avis défavorable de la commission paritaire nationale, des organisations syndicales et de l'association des maires de France. En conséquence, il lui demande de modifier cet arrêté et de prendre les mesures nécessaires pour que les cadres communaux en fonctions aient la possibilité d'être intégrés dans ce nouveau grade.

*Electricité de France
(alimentation en courant électrique).*

11215. — 20 janvier 1979. — **M. Marcel Houel** rappelle à **M. le ministre de l'Industrie** la panne d'électricité survenue dans la nuit du 19 décembre et qui a fait apparaître la situation d'instabilité de l'approvisionnement. Il lui précise que la direction de l'EDF et le Gouvernement n'étaient pas sans connaître le « sérieux » de la situation et il lui rappelle les études qui ont été faites depuis longtemps sur ce sujet, mettant en évidence une probabilité de coupure durant l'hiver. Il lui rappelle les déclarations de la direction de l'EDF lors d'une conférence de presse le 5 avril 1978 et lui précise que la situation ne peut être expliquée qu'à partir d'une maladresse technique. Il lui précise que l'insuffisance de la production trouve ses causes dans le retard du programme nucléaire et dans l'abandon d'une politique d'équipements thermiques et hydroélectriques. Il lui rappelle que dans la région lyonnaise, par exemple, la centrale de Loire-sur-Rhône avait fait l'objet d'un projet d'extension comportant quatre tranches de 600 mégawatts et que ce projet pourrait être rapidement réalisé. Il lui rappelle encore les lourdes conséquences d'une telle panne qui a entraîné quelques six milliards de francs de perte pour l'économie du pays. Il lui demande donc : quelles dispositions il entend prendre afin d'éviter de nouveaux incidents, notamment en permettant rapidement la réalisation des projets existants ; ce qu'il entend faire afin que l'austérité dans ce domaine également ne vienne, par des incidents regrettables et prévisibles, porter de nouveaux coups à l'économie du pays.

Médecine du travail (contrôles médicaux).

11216. — 20 janvier 1979. — **M. Guy Hermier** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la vive protestation que soulève parmi la population les contrôles médicaux patronaux des assurés sociaux en cas d'arrêt de travail. La mise en place d'une telle mesure, alors qu'existe déjà un contrôle médical de la sécurité sociale, est une véritable atteinte aux libertés individuelles, au droit à la santé et à la dignité des travailleurs. Le chantage au chômage aidant, cette pratique constitue un intolérable moyen de pression à l'encontre de tous les salariés. En conséquence, il lui demande de prendre des mesures pour que ce projet soit retiré.

*Exploitants agricoles
(services départementaux de remplacement).*

11217. — 20 janvier 1979. — **M. Jacques Chaminade** fait part à **M. le ministre de l'Agriculture** des problèmes rencontrés par les jeunes agriculteurs corréziens désireux d'utiliser le service départemental de remplacement mis en place en Corrèze depuis 1973. Le caractère contraignant du travail d'agriculteur, la nécessité de formation professionnelle continue, les accidents, la maladie, la maternité, le besoin de congés justifient l'existence d'un service départemental de remplacement et le recours des agriculteurs à ce service. Mais le coût de la journée de remplacement augmente régulièrement, et, de ce fait, la participation demandée aux utilisateurs devient excessive eu égard aux revenus agricoles de la plupart de ceux qui sollicitent l'organisme de remplacement. Compte tenu des besoins exprimés par les jeunes agriculteurs, un service à un prix abordable serait pourtant indispensable. En conséquence,

il lui demande s'il n'entend pas dégager des crédits permettant l'attribution de subventions aux services départementaux de remplacement existant, dans les conditions de fonctionnement qui sont les leurs, ce qui contribuerait à favoriser l'installation et le maintien des jeunes agriculteurs.

Entreprises (activité et emploi).

11218. — 20 janvier 1979. — **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur l'entreprise Andouart à Nanterre. Son prédécesseur, M. Barbet, avait déjà posé une question relative à cette entreprise le 15 octobre 1976 et la réponse du ministre de l'Intérieur et de la recherche du 10 décembre se voulait rassurante. Cependant, depuis cette date, les effectifs n'ont cessé de diminuer comme en témoignent les chiffres suivants :

	NANTERRE	BEZONS	TOTAL
1976	112	184	296
1977	99	184	283
1978	69	183	252

Et de nouvelles inquiétudes se font jour quant à l'avenir des travailleurs de cette société. En effet, la direction a informé le comité central d'entreprise de la fermeture à terme de l'établissement de Nanterre suite à l'absorption de la Société Andouart par la Société Repiquet de Bobigny. Or l'Etat est directement responsable de cette situation puisque par l'Intermédiaire de l'IDI (Institut de développement industriel, organisme à 48 p. 100 de capitaux de l'Etat), il détient le pouvoir de décision. En conséquence, il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour assurer le maintien en activité de cette entreprise à Nanterre et pour garantir l'emploi à l'ensemble des travailleurs.

*Exploitants agricoles
(dotations d'installation des jeunes agriculteurs).*

11219. — 20 janvier 1979. — **M. Jacques Chaminade** informe **M. le ministre de l'Agriculture** des problèmes rencontrés par les jeunes agriculteurs sollicitant une dotation d'installation. La dotation jeunes agriculteur est fixée actuellement à 45 000 francs en zone de montagne et à 30 000 francs en zone défavorisée. Or, le montant de cette dotation n'a pas été revalorisée depuis 1976 alors que les charges des agriculteurs ont augmenté régulièrement et fortement durant cette même période. L'augmentation de ces charges se poursuit, allant de pair avec l'affaiblissement constant du revenu du travail de ces agriculteurs. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas procéder dès maintenant à un relèvement du chiffre alloué pour ces dotations, en correspondance avec l'accroissement des charges des agriculteurs familiaux.

Calamités (froid).

11220. — 20 janvier 1979. — **M. Maxime Gremetz** attire l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur les conséquences de l'aggravation du froid, en particulier dans les départements de la Somme. Des communes se trouvent en effet complètement isolées, des routes sont bloquées, des écoles sont fermées. Cette offensive du froid aggrave les difficultés des familles démunies, des personnes âgées, des personnes handicapées qui doivent faire face à des dépenses supplémentaires pour se chauffer, se nourrir, le froid servant de prétexte à la spéculation sur de nombreux produits alimentaires de première nécessité. C'est pourquoi il demande que des aides exceptionnelles financières et techniques soient attribuées aux communes et au conseil général afin de leur permettre de faire face au problème social qui est ainsi posé.

Bâtiment, travaux publics (maîtres d'œuvre).

11221. — 20 janvier 1979. — **M. Emmanuel Hamel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les difficultés rencontrées par les maîtres d'œuvre en bâtiment dans l'exercice de leur profession. Il lui cite, en particulier, le cas d'un maître-d'œuvre ayant sollicité son inscription comme agréé en architecture à qui l'on a refusé une demande de permis de construire relative à la construction d'un vestiaire pour le compte d'une collectivité, au motif que le projet architectural aurait dû être présenté par un architecte. Dans la mesure où le montant des travaux envisagés était inférieur à 100 000 F, il lui demande si cette circonstance ne justifie pas une dérogation au principe du recours à un architecte, en application de la circulaire du ministère de l'Intérieur n° 231 du 15 juin 1978 et si, en conséquence, le refus

du permis de construire était légal et, dans l'affirmative, quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à cette situation et permettre ainsi aux maîtres d'œuvres en bâtiment d'exercer normalement leur activité.

Animaux (chats).

11224. — 20 janvier 1979. — **M. Emmanuel Hemel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur une information selon laquelle les vétérinaires de la région parisienne auraient décidé la création d'un fichier des chats parisiens, qui pourrait s'étendre ultérieurement à la France tout entière où le nombre des chats, si l'évaluation publiée dans la presse est exacte, serait de 7 millions. Il lui demande : 1° si ce projet d'un fichier national du chat géré par ordinateur appelle de sa part des observations, s'il l'encourage et si son administration apportera son concours au succès de cette initiative ; 2° s'il lui paraît conforme à la politique d'aménagement du territoire et notamment aux objectifs de déconcentration et de création d'emplois en province que le fichier national du chat s'installe à Paris, d'autant plus que la capitale est certainement habitée par moins de chats, qu'ils soient de luxe ou de gouttières, que la province n'en compte ; 3° quels sont les objectifs et les moyens de sa politique féline, en ce qui concerne la santé publique et les risques d'épidémie.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

11226. — 20 janvier 1979. — **M. Marcel Bigeard** attire l'attention de **M. le ministre du budget** afin de savoir si l'écroulement qui a pour objet de limiter les montants de la taxe professionnelle pour les années 1976, 1977 et 1978 au montant de la patente payée en 1975 et augmentée d'un certain pourcentage est une mesure générale. En effet, le bénéfice de l'écroulement semble être refusé à certains contribuables sous prétexte qu'ils n'ont pas été assujettis au paiement de la patente en 1975. Cette mesure entraîne une discrimination entre les membres d'une même profession : discrimination qui pénalise les nouveaux venus dans une profession libérale comme celle d'agent général d'assurance.

Pensions de retraites civiles et militaires (paiement mensuel).

11227. — 20 janvier 1979. — **M. Maurice Tissandier** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la lenteur avec laquelle progresse la mensualisation du paiement des pensions des retraités et veufs du secteur public. Plus de trois ans après le commencement de son application, n'en bénéficient aujourd'hui encore que les retraités et veufs du secteur public d'une trentaine de départements, soit le quart seulement des personnes concernées. Il demande que les mesures soient prises afin que l'ensemble des retraités et veufs du secteur public puissent très rapidement bénéficier du paiement mensuel de leur pension.

Enregistrement (droits d') (droit d'apport majoré).

11229. — 20 janvier 1979. — **M. Augustin Chauvet** expose à **M. le ministre du budget** que l'article 12 de la loi du 13 juillet 1978 réduit de 12 p. 100 à 3 p. 100, à concurrence d'un montant annuel de 1 000 000 de francs par société, le taux du droit d'apport majoré frappant les augmentations de capital effectuées par incorporations de réserves. Etant donné que la date de l'enregistrement n'est visée par ce texte qu'en ce qui concerne la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, il semble que, conformément aux principes généraux, la limite de 1 000 000 de francs par année civile doit être appréciée en tenant compte de la date du fait générateur de l'impôt, c'est-à-dire de la date de l'acte et non de celle de son enregistrement. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si cette interprétation est exacte et si, par suite, une société qui a procédé fin décembre 1978 à une augmentation de capital de 1 000 000 de francs constatée par un procès-verbal d'assemblée enregistré en janvier 1979, dans le délai d'un mois, au tarif de 3 p. 100, et qui envisage de procéder, dans le courant de l'année, à une nouvelle augmentation de capital de 1 000 000 de francs, qui sera enregistrée avant le 1^{er} janvier 1980, pourra bénéficier également, à cette occasion, du taux de 3 p. 100, le quota utilisé par la première augmentation étant regardé comme celui de 1978.

Préretaire (accord national interprofessionnel du 13 juin 1977).

11230. — 20 janvier 1979. — **M. Henri Bayard** rappelle à **M. le ministre du travail et de la participation** qu'en date du 13 juin 1977 un accord est intervenu entre les organisations syndicales et le CNPF prévoyant que tout salarié du secteur privé industriel et

commercial peut demander à cesser ses activités dès l'âge de soixante ans, avec une garantie de ressources égale à 70 p. 100 de son dernier salaire brut. Cet accord avait reçu l'agrément du ministre du travail, mais il n'est valable qu'à partir de sa date d'application, jusqu'au 31 mars 1979. Compte tenu que certains salariés atteignant leurs soixante ans après le 31 mars 1979 seraient intéressés par cette possibilité, il lui demande si les négociations en cours ou prévues permettent d'espérer un report de cette date du 31 mars prochain, avec les mêmes conditions d'application des droits ainsi définis.

Français à l'étranger (Madagascar).

11231. — 20 janvier 1979. — **M. Paul Alduy** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur le cas de Français originaires de la Réunion et résidant à Madagascar qui souhaitent être rapatriés au lieu de leur naissance lorsque vient l'âge de la retraite. Les Français nés à la Réunion peuvent y retourner sans formalité spéciale pour peu que ce soit à leurs frais, par contre, il en va différemment lorsqu'il s'agit de personnes réputées indigentes. L'administration préfectorale subordonne leur rapatriement à la fourniture d'un certificat d'hébergement et justifie cette procédure en faisant état des possibilités d'accueil très limitées et en tirant argument de ce que ces personnes âgées sont pratiquement exclues des avantages vieillesse de la sécurité sociale en raison du montant élevé des cotisations à racheter. Il lui demande s'il envisage pas de prendre des mesures afin que l'aide sociale soit accordée à ces personnes par l'administration départementale de la Réunion et leur permettre ainsi d'être rapatriés dans leur lieu de naissance.

Aides ménagères (salaires).

11232. — 20 janvier 1979. — **M. André Chezalot** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les difficultés rencontrées par les associations qui gèrent les services d'aide ménagère privés. Bien que les services rendus par ces associations soient reconnus par tous, les tarifs de prise en charge ont toujours été inférieurs au prix de revient, obligeant les associations à faire face à des situations financières très difficiles. Actuellement, deux problèmes se posent de manière particulière : il s'agit, tout d'abord, de l'accord de salaires intervenu entre les fédérations nationales d'associations d'employeurs d'aide ménagère et les syndicats de salariés, et qui est applicable depuis le 17 mars 1978. A ce jour, aucun organisme financeur n'est en mesure de faire connaître le taux de remboursement de l'heure d'aide ménagère qui doit permettre d'assurer des rémunérations conformes à l'accord du 17 mars. En second lieu, la question se pose de savoir si la loi du 19 janvier 1978 généralisant la mensualisation des salariés s'applique aux associations d'aide ménagère et, dans ce cas, quel financement sera accordé aux employeurs pour leur permettre de faire face à cette obligation. Il lui demande quelles garanties il envisage de donner aux associations d'aide ménagère afin de permettre à celles-ci d'honorer leurs engagements, étant fait observer qu'il n'est pas possible de différer l'application de l'accord conventionnel, d'une part, et éventuellement de la loi sur la mensualisation, d'autre part.

Élevage (organismes de sélection animale).

11235. — 20 janvier 1979. — **M. Jean Bonhomme** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que la loi n° 66-1005 du 28 décembre 1966 sur l'élevage prévoyait une extension importante de tous les organismes de sélection animale dans notre pays. Ainsi, le syndicat de contrôle laitier de Tarn-et-Garonne contribue au développement très important du contrôle laitier qui constitue le principal organisme de sélection. En 1965, il y avait en Tarn-et-Garonne 1410 animaux contrôlés, ce chiffre est passé à 7768 en 1977. Il convient d'ailleurs d'y ajouter 2365 chèvres. Pour la même période, la production laitière des troupeaux est passée de 3 200 kg de lait par vache et par an à 4 119 kg. Le syndicat de contrôle laitier de Tarn-et-Garonne ne peut donc être considéré comme un organisme « marginal » dont les structures peuvent être ignorées puisqu'elles sont au contraire les seules adaptées pour faire un travail de terrain efficace et dont le sérieux ne peut être contesté. Sans doute la moyenne du contrôle laitier des pays du Marché commun dépasse-t-elle 5 000 kg pour les Pays-Bas et le Danemark et avoisine ce chiffre pour le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne. Dans ces pays, le contrôle laitier est nettement plus développé qu'en France puisque 62 p. 100 des animaux sont contrôlés au Danemark, 36 p. 100 au Royaume-Uni, 43 p. 100 en République fédérale d'Allemagne, 22 p. 100 en France et seulement 15 p. 100 en Tarn-et-Garonne. Il reste donc des progrès à faire et pour y parvenir il convient de donner aux syndicats de contrôle laitier les moyens financiers d'offrir leurs services à davantage de producteurs. Ces organismes supportent des charges de plus en plus impor-

tantes au niveau des salaires et des charges sociales. Lors de la parution de la loi sur l'élevage, le financement du syndicat départemental du contrôle laitier et beurrier de Tarn-et-Garonne était réalisé à 70 p. 100 par les subventions du ministère de l'agriculture (chapitre 44-27). Actuellement, ces subventions sont en diminution constante et ne représentent plus que 30 p. 100 du budget, la gestion n'ayant pu être maintenue que grâce à une augmentation de la cotisation des adhérents. Il est impossible de demander plus à ceux-ci si l'aide de l'Etat n'est pas augmentée. Si le contrôle laitier est une action individuelle, il est aussi et surtout une action dont la finalité collective apparaît clairement par le testage des taureaux d'insémination artificielle et la « fabrication » des souches femelles plus compétitives qui profitent à l'ensemble des éleveurs. Une vache non contrôlée du département a une production moyenne de 2 900 litres, ce qui montre que le contrôle laitier est bien adapté à l'amélioration de la production laitière et aux revenus de l'exploitation. Une diminution des subventions en faveur des organismes de contrôle laitier est à prévoir puisque l'enveloppe budgétaire est restée la même qu'en 1977 alors que le nombre des animaux contrôlés sur le plan national est en augmentation de 5 p. 100. Pour les raisons qui précèdent, il lui demande que le financement des organismes de contrôle laitier soit réactualisé afin que ces derniers ne soient pas obligés de réduire leurs activités, pour que tous les programmes de sélection ne diminuent pas ou, même, ne soient pas annulés et ne se trouvent pas très vite en état de cessation de paiement avec les conséquences qui en découleraient pour l'emploi.

Rentes viagères (publiques).

11238. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Pierre Delalande** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des créanciers de la CNRV/CNP. Il lui fait observer que les intéressés attendent chaque année avec impatience les majorations dont ils pourront bénéficier en application des dispositions de la loi de finances. Ils sont d'ailleurs souvent déçus compte tenu de l'incertitude des majorations en cause. Il serait souhaitable que lesdites majorations soient soumises à des règles précises définies dans une prochaine loi de finances, règles ayant le caractère d'une véritable indexation. Il serait également souhaitable que les arrérages de leurs pensions leur soient payés mensuellement ainsi qu'il a été décidé pour les pensions de retraite des agents de l'Etat. Enfin, le taux des majorations légales devrait être fixé, comme c'est le cas pour les pensions de retraite du régime général de sécurité sociale, deux fois par an. Une telle règle aurait pour effet d'atténuer la perte du pouvoir d'achat résultant du fait que les majorations légales sont attribuées avec un décalage, par rapport à la hausse des prix, qui peut atteindre jusqu'à une année complète. Il lui demande quelle est sa position à l'égard des suggestions qu'il vient de lui présenter.

Assurances vieillesse (majoration-conjoint).

11239. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Pierre Delalande** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le problème posé par la majoration-conjoint qui a été stabilisée à 4 000 francs par an le 1^{er} juillet 1976, alors qu'auparavant elle était alignée sur le minimum vieillesse. Il lui demande s'il ne conviendrait pas de revoir la situation des salariés qui bénéficient, compte tenu de leur situation, de la majoration-conjoint en l'indexant sur l'indice du coût de la vie ou en lui faisant rattraper le minimum vieillesse.

Sports (courses cyclistes).

11240. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Pierre Delalande** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les problèmes que pose, en Val-d'Oise, l'organisation de courses cyclistes. En effet, l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1959, article 5, prévoit qu'aucune dérogation ne peut être accordée par **M. le préfet du département** pour l'organisation de courses cyclistes sur certaines routes ou portions de routes classées « voies à grande circulation », pendant la période incluant les fêtes de Pentecôte, la période de la fin du mois de juillet au début du mois de septembre. Or, durant ces périodes, hormis les jours de grands départs, la circulation est particulièrement restreinte et se prête, au contraire, à l'organisation de manifestations de ce type dans les départements de la couronne parisienne. En conséquence, il lui demande de bien vouloir envisager la possibilité, soit de prévoir des dérogations, notamment pour les départements dans lesquels la circulation en ces périodes de vacances est moindre, soit de réduire la liste des voies interdites aux épreuves sportives.

Enregistrement (droits d') (successions).

11241. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Pierre Delalande** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'application de la loi de 1959 en matière de droits de mutation par décès entre frère et sœur qui prévoyait un abattement de 50 000 francs à partir du 1^{er} janvier 1959, sur la part nette recueillie par un frère ou une sœur âgé de plus de cinquante ans, célibataire, veuf ou divorcé, ayant vécu continuellement pendant cinq ans avec le de cujus. La dernière réévaluation du montant de cet abattement est intervenue le 31 décembre 1976, portant celui-ci à 75 000 francs. Compte tenu de l'évolution rapide de l'indice du coût de la vie depuis 1976, il lui demande s'il ne jugerait pas opportun de relever le montant de cet abattement qu'il conviendrait de porter à 120 000 francs ou tout le moins dans un premier temps à 100 000 francs.

Etrangers (statistiques).

11242. — 20 janvier 1979. — **M. André Durr** demande à **M. le ministre de l'intérieur** de bien vouloir lui préciser les raisons pour lesquelles les services préfectoraux, sur instruction du ministère de l'intérieur, exigent des services communaux l'établissement d'un dénombrement annuel du nombre et du statut des étrangers en résidence sur le territoire communal. Il semble, en effet, que les services préfectoraux disposent d'informations suffisantes, fournies tout au long de l'année par les communes, pour établir eux-mêmes ces statistiques. Les communes sont de fait tenues de communiquer aux préfetures tous les changements de résidence des étrangers. L'établissement de cette statistique annuelle mobilise un certain nombre d'agents, ce qui constitue pour les communes une charge indue que l'Etat fait peser sur elles.

Handicapés (allocations).

11243. — 20 janvier 1979. — **M. André Durr** appelle tout particulièrement l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les instructions concernant l'application des dispositions de l'article 59 de la loi d'orientation sur les handicapés adultes du 30 juin 1975 qu'elle n'a certainement pas manqué de donner. Aussi, lui demande-t-il à quels organismes les personnes concernées sont susceptibles de s'adresser pour obtenir, d'une part, l'allocation compensant la suppression de l'allocation de handicapé adulte, la majoration pour tierce personne et, d'autre part, le maintien de l'exemption de la taxe sur les automobiles.

Impôt sur le revenu (revenus fonciers).

11245. — 20 janvier 1979. — **M. Etienne Pinte** rappelle à **M. le ministre du budget** que les contribuables louant des locaux meublés bénéficient d'un régime spécial en matière d'imposition si les recettes provenant de ces locations n'excèdent pas une certaine limite. Il lui fait observer que ce plafond, d'un montant de 9 000 francs, n'a pas été relevé par la dernière loi de finances, alors que son aménagement s'impose pour tenir compte des charges accrues, en particulier le chauffage, et de l'augmentation des impôts locaux. Il lui demande s'il n'envisage pas de majorer en conséquence la limite des recettes procurées par les locations en meublé et permettant la mise en œuvre de dispositions fiscales particulières.

Prestations familiales (prêts aux jeunes ménages).

11246. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre Reynal** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le problème des prêts aux jeunes ménages. Après avoir été financés pendant de longues années par une dotation spéciale affectée au fonds national d'action sanitaire et sociale géré par la caisse nationale des allocations familiales, ces prêts sont devenus une « prestation légale » depuis la mise en œuvre de la loi n° 75-6 du 3 janvier 1975 et de son décret d'application n° 76-117 du 3 février 1976. Théoriquement, leur financement est assuré par des crédits fixés à 2 p. 100 des prestations familiales versées au cours de l'année précédente. Pour la première année d'application, 1975, et à titre transitoire, ces crédits étaient ramenés à 1,5 p. 100 par la circulaire ministérielle 17 SS du 20 avril 1976. L'enveloppe globale nationale est répartie entre les caisses par la caisse nationale des allocations familiales. En ce qui concerne la caisse d'allocations familiales du Cantal, la situation est la suivante : pour l'année 1977, la dotation perçue a été de 1 948 216 francs, à laquelle est venu s'ajouter un reliquat sur la dotation de 1976 de 161 135 francs. Ces crédits ont permis de verser 305 prêts, mais, début novembre 1977, la dotation était épuisée ; pour l'année 1978, la dotation s'est élevée à 1 598 064 francs permettant le paiement de 206 prêts. Toutefois, dès le 23 octobre,

Il n'était plus possible de satisfaire les demandes en instance. Au 30 novembre 1978, 218 demandes restaient à satisfaire et leur montant s'élevait à 1 780 987 francs, alors que les demandes les plus anciennes remontent à fin avril, début mai 1978. C'est pourquoi il lui demande de prendre en considération les remarques faites par le conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales du Cantal à ce sujet : en ce qui concerne le principe de la limitation des crédits (2 p. 100 puis 1,5 p. 100) alors que ces prêts sont considérés comme des prestations légales et doivent donc être perçus par tous ; en ce qui concerne l'attribution, pour 1978, d'une dotation inférieure à celle de 1977, ce qui s'est traduit par une diminution de 99 prêts (206 prêts en 1978 contre 305 en 1977). Il souhaite que toutes dispositions soient prises pour porter remède à une situation qui est en totale contradiction avec la politique sociale et familiale que le Gouvernement entend promouvoir.

*Assurances vieillesse
(retraités ; enseignants de l'enseignement privé).*

11247. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre Bas** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les craintes qu'éprouvent actuellement de nombreux maîtres de l'enseignement privé en ce qui concerne l'égalisation de leurs conditions de retraite avec celles de leurs collègues de l'enseignement public. Si le décret en préparation devait être appliqué sous sa forme actuelle, environ 50 000 enseignants seraient éliminés du champ d'application de la loi. Une telle conséquence n'est évidemment pas admissible. Il lui demande donc de reconsidérer le projet de décret dans un sens plus conforme aux vœux du législateur et de faire connaître au plus tôt les résultats des négociations entamées avec d'autres ministères et dont il a fait état devant l'Assemblée nationale à la fin de la dernière session parlementaire.

Entreprise (activité et emploi).

11248. — 20 janvier 1979. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur l'inquiétude des salariés de l'entreprise Unité hermélique de La Verpillière devant l'actuel projet de licenciement collectif. Sa réalisation ne fera qu'aggraver le déséquilibre emploi-logement déjà très important sur le site de la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau, et augmentera encore le nombre pourtant déjà considérable de chômeurs inscrits à l'ANPE de Bourgoin-Jallieu qui pour octobre 1978 atteignait 3 224 contre 2 697 l'année précédente, soit une augmentation de plus de 16 p. 100. Il lui rappelle, par ailleurs, que l'Unité thermique a reçu, l'an dernier, des aides financières publiques importantes pour l'ouverture d'une nouvelle unité de production à Saint-Honoré. Il serait, dans ces conditions, tout à fait inadmissible que les pouvoirs publics, après avoir accordé des subventions importantes à une entreprise, tolèrent des suppressions d'emploi, d'autant que tant l'importance que les résultats du groupe multinational Thomson-Brandt auquel appartient l'Unité thermique doivent permettre de trouver d'autres solutions évitant tout licenciement. Il lui demande donc quelles mesures les pouvoirs publics comptent prendre pour qu'aucune suppression d'emploi n'intervienne à l'établissement de La Verpillière de l'Unité thermique.

Enseignement secondaire (établissements).

11249. — 20 janvier 1979. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les conditions d'enseignement et de fonctionnement particulièrement difficiles du collège d'enseignement secondaire de Bourg-d'Oisans. En particulier, un certain nombre d'enseignements ne sont pas ou peu assurés car il manque : deux postes d'éducation physique et sportive ; un poste de professeur de musique ; un poste de bibliothécaire-documentaliste ; un poste de conseiller d'éducation et un poste de surveillant. Par ailleurs, les dotations en matériel sont notoirement insuffisantes ainsi que les crédits de fonctionnement. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre dans les meilleurs délais pour combler ces différentes lacunes fort préjudiciables tant aux enseignants qu'aux élèves du collège de Bourg-d'Oisans.

Entreprises (activité et emploi).

11250. — 20 janvier 1979. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la gravité du problème posé par la fermeture de l'usine textile J.F. Blanchoud à Flillieu. Cent treize travailleurs se trouvent ainsi privés d'emploi et ce dans un secteur rural déjà très durement touché par la crise. Il apparaît donc indispensable qu'une solution de redémarrage permettant le maintien de ces 113 emplois soit trouvée dans les meilleurs délais avec l'aide des pouvoirs publics. Il lui demande donc de prendre toutes les mesures nécessaires en ce sens.

Entreprises (activité et emploi).

11251. — 20 janvier 1979. — **M. Marcel Houël** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation d'une entreprise de la machine-outil de la région lyonnaise. Il lui rappelle la réputation de cette société dans le domaine de la construction des tours et des rectificuses. Il lui rappelle l'importance de cette entreprise dans le domaine de la machine-outil et la nombreuse sous-traitance qu'elle occupe et qui traite environ 8 000 heures/mois. Il lui précise que cette société à capitaux d'Etat est située dans les premiers rangs des constructeurs de machines-outils français, et au premier rang pour la construction du tour vertical. Il lui précise qu'en 1977 son chiffre d'affaires a été de 140 millions de francs, avec 48 p. 100 de taux de progression des exportations en 1977-1978. Le tableau des prévisions export la classe au vingt-sixième rang pour 1979 avec un chiffre d'affaires exportation prévu de 83 p. 100. Il lui précise que cette bonne santé de la société en question peut être menacée : si on ne laisse pas celle-ci se doter des moyens d'une expansion normale ; si les industriels français et l'Etat continuent à importer des machines-outils étrangers, si la SNECMA qui contrôle la société décide sa vente. Il lui précise que l'industrie française de la machine-outil est indispensable à l'économie de notre pays, à son indépendance. Il lui précise qu'en 1975 l'effectif machine-outil était de 27 000 personnes alors qu'en novembre 1978 il n'est plus que de 19 000. Il lui expose l'inquiétude des travailleurs de cette entreprise et leur volonté de ne pas voir cette dernière parfaitement viable, faire les frais d'une politique d'abandon du secteur machine-outil. Il lui précise enfin qu'à Givors cette entreprise emploie actuellement 550 personnes. Il lui demande donc : quelles dispositions il entend prendre afin de permettre à cette usine (qui possède ce qu'il faut) d'aller de l'avant, et d'éviter qu'elle ne soit sacrifiée, portant ainsi à nouveau gravement atteinte au secteur de la machine-outil en France ; ce qu'il entend faire afin que dans cette entreprise, notamment à Givors, le sort de ses travailleurs soit préservé.

Eaux (canaux d'irrigation).

11253. — 20 janvier 1979. — **M. Vincent Porelli** tient à attirer l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation du canal des Alpes qui est situé au Nord du département des Bouches-du-Rhône. Le syndicat intercommunal du canal des Alpes a demandé en mai 1978 de faire application de l'article 7 du décret du 14 juin 1854 prévoyant la déchéance de la concession attribuée à la Compagnie française d'irrigation. Depuis, cette décision n'est toujours pas intervenue, ce qui entraîne l'impossibilité d'exécuter les travaux nécessaires d'entretien et des difficultés de relations avec le personnel utilisé pour le canal. Cette situation, si elle devait durer, risquerait d'entraîner de graves problèmes et de remettre en cause le canal en tant qu'élément essentiel pour le maintien de l'agriculture du Nord du département des Bouches-du-Rhône. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre à la demande du syndicat intercommunal du canal des Alpes.

Entreprises (activité et emploi).

11254. — 20 janvier 1979. — **Mme Jacqueline Fraysse-Caxalis** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur l'entreprise Andouart à Nanterre. Son prédécesseur M. Barbet avait déjà posé une question relative à cette entreprise le 15 octobre 1976 et la réponse du ministre de l'industrie et de la recherche du 10 décembre se voulait rassurante. Cependant, depuis cette date, les effectifs n'ont cessé de diminuer comme en témoignent les chiffres suivants :

	Nanterre.	Bezons.	Total.
1976	112	184	296
1977	99	184	283
1978	69	183	252

Et de nouvelles inquiétudes se font jour quant à l'avenir des travailleurs de cette société. En effet, la direction a informé le comité d'entreprise de la fermeture à terme de l'établissement de Nanterre suite à l'absorption de la Société Andouart par la Société Repiquet de Bobigny. Or l'Etat est directement responsable de cette situation puisque par l'intermédiaire de l'IDI Institut de développement industriel, organisme à 48 p. 100 de capitaux de l'Etat, il détient le pouvoir de décision. En conséquence, elle lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour assurer le maintien en activité de cette entreprise à Nanterre et pour garantir l'emploi à l'ensemble des travailleurs.

*Fonctionnaires et agents publics
(fonctionnaires à statuts particuliers).*

11256. — 20 janvier 1979. — **M. Jack Ralite** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur le retard anormal apporté à la publication des textes d'application de l'article 31 de la loi n° 77-574 relative aux nouvelles modalités de classement des fonctionnaires à statuts particuliers (chargés d'études, documentalistes, etc.). En matière de rappel, il y a échéance quadriennale et chaque mois écoulé à partir du 1^{er} juillet 1979 sera autant de perdu pour les intéressés tant du point de vue financier que de celui du déroulement de carrière. Considérant que la date d'effet de cette loi avait été fixée au 1^{er} juillet 1975, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour régulariser d'urgence cette situation, qui tend une fois de plus par la non-application de la loi à vider de son sens la volonté du législateur.

Education physique et sportive (plan de relance).

11257. — 20 janvier 1979. — **Mme Gisèle Moreau** attire l'attention de **Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine**, sur le problème que pose, en particulier, pour le sport féminin, la réduction de l'horaire réservé à l'animation des associations sportives. Si la mesure prise par **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** de réduire d'un tiers (deux heures au lieu de trois) l'horaire des enseignants d'éducation physique n'était pas rapportée, ses conséquences seraient graves pour le sport féminin dans notre pays. Comme le soulignait en 1975 un rapport sur le sport féminin rédigé par **M. C. Debourse** et **M. Decout** pour le secrétaire d'Etat à la condition féminine de **Mme Giroud** : « L'ASSU avec ses 325 000 filles, soit près de 45 p. 100 des effectifs, est la première fédération sportive féminine. L'importance de la participation féminine à l'ASSU trouve son explication dans la psychologie de l'adolescente et aussi dans les mentalités des parents : la jeune fille est beaucoup moins portée que le garçon à faire des démarches extérieures pour se renseigner et s'inscrire dans le club sportif de son choix. Pour ce faire, il lui faut le soutien d'un groupe, d'une amie, d'un professeur qu'elle connaît bien. Or, à l'association sportive de son lycée, elle retrouve tous ces éléments, et peut, de plus, facilement s'entraîner sur place. Cela lui permet de lever les préventions familiales qui concernent la pratique sportive dans les clubs, et non celle dans le cadre scolaire, la confiance des parents envers le lycée, le professeur, lui ouvre la possibilité de faire du sport. » Le décret du 31 août 1978 et la réduction d'une heure de forfait ASSU amène le risque de voir se décourager de nombreuses collégiennes et lycéennes que motivait précisément le caractère, la qualité des activités des associations sportives d'établissement. De surcroît, elle voverait 2 500 jeunes actuellement en formation (parmi lesquels plus de 1 000 jeunes filles) au chômage. Elle lui demande, en conséquence, quelle mesure elle compte prendre pour faire rétablir les trois heures d'animation de l'AS dans le service normal des professeurs et faire ouvrir au budget les postes nécessaires.

Enseignement (comités et conseils).

11258. — 20 janvier 1979. — **Mme Gisèle Moreau** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la nécessité de la prise en charge par le service public du matériel de vote lors des élections aux conseils d'établissements scolaires. Elle lui demande quelle mesure il compte prendre dans ce sens.

Rapatriés (indemnisation).

11259. — 20 janvier 1979. — **M. René Riubon** expose à **M. le ministre du budget** que de nombreux rapatriés qui ont obtenu à ce titre des prêts pour les aider soit dans leur réinstallation, soit pour accéder à la propriété, n'ont pu bénéficier de l'application du moratoire de la loi n° 69992 du 6 novembre 1969. Il lui demande, bien que la loi ne puisse être appliquée rétroactivement, si des mesures particulières ne pourraient être prises à l'égard de ceux des rapatriés qui, ne pouvant bénéficier d'aucune indemnité pour des biens perdus en Afrique du Nord, ont cependant eu d'énormes difficultés pour se réinstaller ou accéder à la propriété, accession pour laquelle le prêt leur a été consenti au titre de rapatrié après la publication de la loi.

Electricité de France (centrales thermiques).

11260. — 20 janvier 1979. — **M. Roland Renard** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la centrale EDF de Beautor, dans l'Aisne. Certaines rumeurs laissent prévoir sa disparition à plus ou moins long terme. Or les derniers événements que notre pays

a connus dans son alimentation en énergie électrique millent non seulement pour son maintien mais aussi pour son développement. Les conditions sont en effet réunies pour construire à Beautor une quatrième tranche de 125 MW au charbon moyennant un réfrigérant atmosphérique. Le délai prévisible de réalisation d'une telle tranche est de l'ordre de dix-huit mois. Il lui demande donc les dispositions qu'il compte prendre pour favoriser cette construction dans les délais les plus courts.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

11261. — 20 janvier 1979. — **Mme Myriem Barbera** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des proviseurs de lycées d'enseignement professionnel. Elle lui expose que tous les chefs d'établissement du second degré perçoivent au moins la rémunération de professeurs certifiés, même s'ils ne sont pas certifiés, sauf les proviseurs de LEP. En effet, l'article 10 du décret n° 76-1153 du 8 décembre 1976 précise : « Par dérogation à l'article 1^{er} du présent décret, les principaux de collèges d'enseignement secondaire qui ne sont pas certifiés ou assimilés perçoivent, au lieu de la rémunération afférente à leur grade et échelon dans leur corps d'origine, celle afférente au même échelon de professeur certifié. » L'article 8 du même décret accorde même cette dérogation aux censeurs de lycées. Elle lui demande : 1° une modification du décret n° 76-1153 du 8 décembre 1976 en faisant modifier l'article 11 comme suit : par dérogation à l'article 1^{er} du présent décret, les proviseurs de lycées d'enseignement professionnel qui ne sont pas professeurs certifiés ou assimilés perçoivent, au lieu de la rémunération afférente à leur grade et échelon dans leur corps d'origine, celle afférente au même échelon de professeur certifié ; 2° la création d'un corps d'adjoints.

Électrification (financement).

11262. — 20 janvier 1979. — **M. Marcel Houët** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation de l'électrification rurale, créée par le budget de régression. Il lui précise qu'en 1978 celui-ci avait été fixé à cent millions après proposition initiale de 76,5 millions, devant les difficultés et les retards considérables accumulés dans le département du Rhône. Il lui précise que déjà cette situation était consécutive à des retards budgétaires. Il lui précise que les besoins les plus urgents en 1978 fixés en liaison étroite avec EDF avaient été évalués à trente-deux millions, or la subvention du ministère de l'agriculture, les emprunts complémentaires de toute nature, n'ont pas permis de programmer un volume de travaux supérieur à vingt et un millions. Il lui précise que si la subvention pour le Rhône prévue en 1979 n'était pas reportée au strict minimum à cent millions, il y aurait réduction du programme de 30 p. 100 amenant ainsi des situations locales catastrophiques. Il lui demande donc quelles dispositions il entend prendre pour permettre que la dotation budgétaire soit remontée à cent millions pour l'électrification rurale dans le Rhône.

Transports scolaires (pensionnaires).

11263. — 20 janvier 1979. — **M. Claude Wagnies** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des familles, dont l'un ou plusieurs enfants sont étudiants « internes » du fait de l'éloignement de l'établissement scolaire qu'ils fréquentent en vue d'y recevoir l'enseignement de leur choix et dont les frais de transports hebdomadaires (domicile-établissement scolaire) restent entièrement à leur charge. Une famille domiciliée à Solesmes (Nord), dont l'un des fils est élève interne au lycée de Marqu'en-Barœul (pour y recevoir l'enseignement choisi) distant de quatre-vingts kilomètres, doit supporter annuellement 1 000 francs de frais de transports sans aucune subvention de la part de l'Etat. Il considère qu'il existe pour cette famille et celles placées dans une situation semblable, une charge de frais de transports à laquelle l'Etat se doit de participer, tenant compte dans ce cas que l'enseignement choisi, par l'étudiant, n'est pas dispensé dans l'établissement scolaire le plus proche. De ce fait, il y a obligation à l'éloignement, à l'internat et à de lourdes dépenses de transports. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour remédier à cette situation et assurer à ces familles une participation de l'Etat aux frais de transports supportés.

Fruits et légumes (entreprise de stockage et de congélation).

11264. — 20 janvier 1979. — **M. Jacques Cheminade** informe **M. le ministre de l'agriculture** de la grande inquiétude des 110 adhérents du syndicat des producteurs de légumes, de plein-champ du pays de Brive en raison des menaces de fermeture très proche d'un établissement briviste de stockage et de congélation de légumes auquel

ils sont liés par contrat pour l'écoulement de la totalité de leur production. Outre les conséquences pour les salariés qui vont perdre leur emploi, cette fermeture met en cause l'existence de plusieurs dizaines d'exploitants agricoles de la région. Considérant les engagements affirmés par le Gouvernement lors du débat parlementaire sur la loi d'orientation agricole en préparation, concernant notamment l'agro-alimentaire, il lui demande quelles mesures immédiates il entend prendre pour assurer sur place le maintien d'abord, le développement ensuite, sous des formes à définir, de cet établissement. Des mesures rapides sont en effet nécessaires pour le maintien des emplois dans l'entreprise et pour garantir de manière précise et impérieuse les débouchés aux producteurs de légumes intéressés.

Enseignement secondaire (enseignants).

11265. — 20 janvier 1979. — **M. André Soury** expose à **M. le ministre de l'éducation** que de nombreux maîtres auxiliaires, reçus au concours de recrutement LEP, sont refusés en stage ENNA. Il en résulte qu'ils ne reçoivent pas la formation indispensable à leur titularisation, et sont soumis à des brimades en vue de cette titularisation. Il lui demande en conséquence, les mesures qu'il compte prendre pour accueillir tous les stagiaires.

Enseignement secondaire (enseignants : recrutement).

11266. — 20 janvier 1979. — **M. André Soury** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des maîtres auxiliaires dans l'enseignement technique. Alors qu'ils sont recrutés par l'administration, pour enseigner, ils ne sont pas autorisés à passer les concours de recrutement de professeurs de LEP, lorsqu'ils ne totalisent pas tout à fait l'ancienneté professionnelle nécessaire. Il en résulte pour eux un grave préjudice que rien ne justifie. L'administration devrait reconnaître le temps d'enseignement comme temps de pratique professionnelle. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour régulariser cette situation.

Carburants (exploitants agricoles).

11267. — 20 janvier 1979. — **M. Jacques Chamliède** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le caractère trompeur d'une information donnée aux députés par le projet de loi de finances pour 1979. En effet, l'article 31 « Détaxation des carburants agricoles » réduit les quantités de carburant pouvant donner lieu au dégrèvement institué par l'article 6 de la loi n° 51-588 du 23 mai 1951. L'exposé des motifs justifie cette réduction ainsi : « ... afin de tenir compte de la tendance enregistrée dans la consommation de ces produits ». Cette phrase signifie que la quantité est proportionnée aux besoins. Or cela est faux. Dans la réponse à une question écrite d'un sénateur (n° 27888), *Journal officiel*, Sénat, du 4 janvier 1979), le Gouvernement fait savoir que compte tenu de la réduction de la quantité de carburant détaxé pour 1979 les services compétents seront amenés à « réviser en baisse les bases d'attribution pour chaque matériel bénéficiaire... ces mesures réduisant sensiblement les prestations existantes ». Le Gouvernement a donc donné une information inexacte à l'Assemblée nationale. Le procédé est inacceptable. En conséquence il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour faire respecter l'esprit du vote de l'Assemblée sur l'article 31 en maintenant les bases d'attribution pour chaque matériel bénéficiaire.

Enseignement secondaire (établissements).

11268. — 20 janvier 1979. — **M. Lucian Villa** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation du collège Georges-Courtelaine, sis 48, avenue du Docteur-Netter, à Paris (12^e). Les revendications des parents d'élèves portent sur : 1° l'aménagement d'une ouverture sur la rue pour permettre l'accès rapide des équipes de secours ; 2° l'amélioration de l'éclairage de toutes les salles du collège ; 3° la transformation avant septembre 1979 de deux salles en salles de sciences spécialisées, les deux salles de sciences naturelles du collège ne permettant pas de dispenser les cours de physique (priorité absolue) ; 4° le chauffage sous le préau ; 5° l'aménagement d'un vestiaire et d'une douche pour l'EPS ; 6° la surélévation du grillage entre l'aire de sport et la nouvelle école maternelle ; 7° la révision de la monture des portes pare-feux ; 8° l'état de l'escalier de secours au troisième étage du bâtiment B. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre l'amélioration des locaux conformément aux défaillances signalées.

Fascisme et nazisme (manifestations).

11269. — 20 janvier 1979. — **M. Marcel Houël** expose à **M. le ministre de l'intérieur** l'indignation suscitée par la tenue à Lyon d'un meeting des partis fascistes européens. Il lui rappelle que le choix de Lyon, haut lieu de la Résistance, revêt un caractère évident de provocation. Il lui précise que ces partis prônent en toute occasion la violence, le racisme et ont à leur actif de nombreux attentats, dont certains en France. Il lui précise que la tenue à Lyon d'une telle manifestation blesse gravement les résistants, leurs familles, toutes les victimes de la barbarie fasciste, plus généralement l'ensemble des démocrates. Il lui précise que des slogans racistes, inscriptions de croix gammées sont déjà à déplorer, comme expression d'une recrudescence des manifestations fascistes en France. Il lui précise enfin qu'il a été demandé, au nom de la démocratie, au nom de la liberté, à **M. le préfet du Rhône**, qu'il ne permette pas que le sol de Lyon soit souillé par ceux qui prônent racisme et violence. Il lui demande donc quelles dispositions il entend prendre afin que soit interdit le meeting des partis fascistes européens le 26 janvier à Lyon.

Racisme (contrôles d'identité).

11272. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre Bas** revient à nouveau sur un sujet qu'il n'a cessé de traiter et qui est celui de la discrimination raciale dans les rues et les couloirs du métro de Paris. Il serait souhaitable que **M. le ministre de l'intérieur**, suivant en cela l'exemple d'un ministre des finances connu qui n'hésita pas un jour, suivi des caméras de télévision, à se rendre dans le métro, descende lui-même à son tour dans le métro mais, si possible, en inconnu. Il y verrait des hommes et des femmes que l'on choisit et que l'on arrête et peu à peu il aurait un sentiment de gêne et de culpabilité car l'on ne choisit et l'on n'arrête que les hommes et les femmes de couleur ou typés. Il n'est pas possible que la France, terre d'accueil, et qui, depuis un arrêt du Parlement de Bordeaux du xvi^e siècle, « terre de liberté ne connaît aucun esclave », puisse en 1979 connaître une classe de parias, de gens qui ont peur. Avoir des papiers qui ne sont pas en règle est certes une chose répréhensible, cela doit vous amener obligatoirement à régulariser ou à rentrer chez vous ; mais l'on ne doit pas pour autant se sentir une bête traquée. Les honnêtes gens de ce pays sont humiliés et écoeurés de ce qui se passe dans le métro à cet égard. Il est indispensable que l'administration revienne à une conception libérale, traditionnelle, sinon avancée, de la liberté en ce pays.

Enregistrement (droits d'enregistrement sur les ventes publiques).

11273. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de la culture et de la communication** quel montant a représenté l'exonération accordée aux musées nationaux de la taxe perçue sur les ventes musées pour les dix dernières années (année par année).

Industrie aéronautique (Concorde).

11275. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre des transports** quel est le nombre actuel des Concorde construits et ne possédant pas une option d'une compagnie aérienne. Le Gouvernement ne pourrait-il pas envisager d'étudier avec la Compagnie nationale Air France une utilisation de ces Concorde qui soit satisfaisante.

Divorce (garde des enfants).

11276. — 20 janvier 1979. — Le nombre d'enfants soustraits à celui de leurs parents commis à leur garde par la justice s'est accru de façon sensible au cours de ces dernières années. **M. Pierre-Bernard Cousté** aimerait connaître les statistiques établies à cet égard depuis 1970. Il demande à **M. le ministre de la justice** quels contacts il entend prendre avec ses homologues des pays de la Communauté pour que les décisions judiciaires en matière de garde d'enfant soient respectées, et que l'enfant emmené illégalement dans l'un des pays de la Communauté, soit remis, après enquête, à celui de ses parents à qui il avait été confié par le juge. Il souhaiterait savoir également si des mesures pourraient être envisagées avec les pays autres que ceux de la Communauté.

Energie (recherche et développement).

11277. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de l'Industrie** quelles sont les priorités de recherche et de développement que le Gouvernement entend mettre en œuvre dans le secteur de l'énergie, en matière d'énergies nouvelles (solaire, éolienne, géothermique) et quelle meilleure utilisation il compte faire des ressources existantes (charbon, gaz, etc.).

Commerce extérieur (importations).

11278. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre du commerce** de bien vouloir lui préciser le degré de pénétration sur le marché français des montres électroniques du Sud-Est asiatique. Il souhaiterait savoir si des mesures sont envisagées pour limiter cette pénétration, qui cause un grave préjudice à l'industrie horlogère française, et aggrave encore ses difficultés.

Taxe à la valeur ajoutée (paiement).

11279. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'opportunité de prendre rapidement les dispositions nécessaires à la suppression de la règle du décalage d'un mois en matière de TVA. Au moment même où le législateur vient d'adopter les dispositions relatives à l'harmonisation de la législation française sur la TVA avec la sixième directive du conseil des communautés européennes du 17 mai 1977 ; il convient en effet de supprimer le plus tôt possible une règle qui n'existe dans aucun des autres pays membres de la CEE. Il rappelle qu'au cours de la dernière discussion budgétaire **M. le ministre** a bien voulu reconnaître que cette règle était un véritable boulet et lui demande donc quelles mesures il envisage de prendre pour la supprimer tout en étalant dans le temps la charge qui en résultera pour l'Etat.

Impôt sur les sociétés (réévaluation des bilans).

11280. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les difficultés que rencontrent actuellement les entreprises du fait de la persistance de l'inflation et lui demande s'il n'estime pas que la conjoncture économique et budgétaire justifie dès maintenant de revenir en tout ou en partie sur la neutralisation fiscale de la réévaluation des bilans. Il lui demande donc de mettre en œuvre le plus rapidement possible les dispositions de l'article 69 (III) de la loi n° 77-1467 du 30 décembre 1977.

Marchés publics (paiement).

11281. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de l'économie** de lui fournir les renseignements nécessaires à l'appréciation des effets des mesures prises en 1977 pour mieux protéger les entreprises contre les retards de paiement trop souvent constatés dans le cadre de l'exécution des marchés publics (mandatement des acomptes et des soldes dans le délai de quarante-cinq jours ; majoration des intérêts moratoires). Il lui demande également s'il ne lui paraît pas indispensable, dans la conjoncture économique actuelle et compte tenu des difficultés de trésorerie que rencontrent de très nombreuses entreprises, de renforcer les dispositions existantes pour leur assurer une meilleure protection quant au respect des délais de paiement prévus par les marchés publics.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (protection - secteurs sauvegardés).

11282. — 20 janvier 1979. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** quand le secteur sauvegardé du 7^e prévu depuis 1969 sera communiqué officiellement à la mairie de Paris. C'est le 7 mai 1969 que sur la proposition du parlementaire susvisé, la commission départementale des sites a émis le vœu que la plus ancienne partie du 7^e arrondissement soit classée en secteur sauvegardé non-opérationnel. Le 13 octobre 1969, un éminent architecte, **M. Leclair**, était chargé d'une mission d'étude pour préparer ce classement. Le 15 janvier 1970, **M. Michelet**, alors ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, répondait au parlementaire susvisé : « que la commission

nationale des secteurs sauvegardés avait donné un avis favorable à la création sur le 7^e arrondissement d'un secteur sauvegardé non-opérationnel et qu'il donnait l'ordre à ses services d'utiliser les travaux de l'architecte désigné pour mettre au point le plus rapidement possible la procédure de sauvegarde ». Le 20 mars 1970, sur la proposition de tous les élus du 7^e arrondissement, appuyée par une pétition de dix académiciens habitant le 7^e, le Conseil de Paris vota à l'unanimité une motion invitant **M. le préfet de Paris** à demander au ministre des affaires culturelles et au ministre de la construction, le classement comme « secteur sauvegardé » au titre de l'article 1^{er} de la loi de 1963, du 7^e arrondissement. Le 25 juin 1970, répondant à une question, à la tribune du conseil municipal, du parlementaire susvisé, **M. le préfet de Paris** prenait l'engagement de saisir le Gouvernement de la motion du Conseil de Paris. Le 1^{er} décembre 1970, respectant le délai prévu dans son traité, l'architecte chargé de l'étude a remis au ministre des affaires culturelles un rapport concluant à l'établissement d'un secteur sauvegardé, en donnant les grandes lignes et proposant un périmètre. Le 17 août 1971, **M. Duhamel**, ministre des affaires culturelles, écrivait au parlementaire susvisé qui s'étonnait du silence de l'administration « qu'il saisissait son collègue de l'équipement du projet concernant l'installation d'un secteur sauvegardé sur le 7^e arrondissement et que cette affaire pourrait être discutée lors de la prochaine session du Conseil de Paris ». Le 22 novembre 1971, le préfet de Paris confirmait la promesse du ministre au parlementaire susvisé qui s'étonnait du retard apporté à la publication du rapport de l'architecte chargé de la sauvegarde. Le 24 mars 1972, c'est-à-dire quinze mois après le dépôt du rapport de cet architecte, le Conseil de Paris était enfin saisi de son projet et du périmètre proposé du futur secteur sauvegardé, il en approuvait les lignes directrices mais modifiait le périmètre proposé en supprimant les enclaves de la rue Oudinot et du « Bon Marché ». Un arrêté ministériel du 25 septembre 1972, publié au *Journal officiel* du 19 octobre 1972, ordonnait la création d'un secteur sauvegardé dans le périmètre retenu par le Conseil de Paris et qui représentait la moitié du 7^e arrondissement. Le 2 novembre 1974, répondant à l'impatience du parlementaire susvisé, le préfet de Paris annonçait le dépôt imminent du projet Leclair et celui-ci, respectant les dates prévues à son contrat, déposait, en décembre 1974, son rapport définitif. Le 5 novembre 1976, deux ans après le dépôt de ce rapport, le parlementaire susvisé s'étonnant du long silence de l'administration, intervenait à l'Assemblée nationale auprès de **Mme le secrétaire d'Etat aux affaires culturelles** pour connaître l'état des études effectuées par son ministère au sujet de ce plan de sauvegarde. **Mme le secrétaire d'Etat** répondit que son administration « mettait la dernière main à ce projet et qu'il serait soumis au groupe de travail compétent, puis au Conseil de Paris, puis à la commission nationale des secteurs sauvegardés, puis soumis à une enquête publique, puis soumis à un deuxième avis de la commission nationale des secteurs sauvegardés puis au Conseil d'Etat ». Le 11 février 1977, un groupe de travail chargé de suivre ce problème était enfin constitué pour la mise au point du plan du secteur sauvegardé, il commençait immédiatement ses travaux et remettait très vite ses conclusions. Depuis cette époque, l'administration est restée silencieuse et un nouveau groupe de travail a été constitué qui, paraît-il, poursuit toujours ses études. Par la présente question, le parlementaire susvisé demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** quand le groupe de travail aura terminé ses travaux et quand la mairie de Paris sera officiellement saisie. Il lui demande, en outre, dans combien d'années ce texte pourra être enfin soumis au Conseil d'Etat pour approbation. Il lui demande quelles sont les armes dont dispose l'administration pour protéger ces secteurs non portés au plan d'occupation des sols contre les projets des promoteurs immobiliers quand le sursis à statuer de deux ans se trouve expiré. Enfin, lui faisant remarquer que, dès janvier 1970, la commission nationale des secteurs sauvegardés avait donné un avis favorable et dès le 20 mars 1970, le Conseil de Paris avait invité l'administration à entamer la procédure pour instituer ce secteur sauvegardé, qu'il s'agit d'un secteur non-opérationnel ne comportant donc aucune incidence financière, que l'éminent architecte chargé de préparer ce plan de sauvegarde a toujours respecté les délais qui lui avaient été impartis pour déposer ses rapports, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de déposer un projet de loi allégeant la procédure des secteurs sauvegardés et en attendant de donner des instructions à ses services pour que l'un des sites les plus prestigieux de Paris soit sauvegardé avant l'an 2000.

Formation professionnelle et promotion sociale (agence pour la formation professionnelle des adultes).

11283. — 20 janvier 1979. — **M. Vincent Ansquer** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur l'importance que revêt la formation professionnelle et le rôle que devra jouer l'agence pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) au moment où la situation de l'emploi ne cesse de se dégrader. Faute

de moyens, les personnels de l'agence ne peuvent assumer convenablement les tâches qui leur sont confiées ni s'engager vers les formations nouvelles liées au développement technologique. Il lui demande en conséquence les dispositions qu'il envisage de prendre afin que l'AFPA remplisse le rôle de grand service public qui doit être le sien.

Mutualité sociale agricole (financement).

11284. — 20 janvier 1979. — M. Vincent Ansquer appelle l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur les difficultés que rencontre l'union mutualiste de la Vendée en sa qualité d'organisme gérant le service de l'assurance maladie obligatoire des exploitants agricoles (AMEXA) et que d'autres organismes mutualistes doivent également rencontrer dans le même domaine. Il s'agit tout d'abord d'un problème de trésorerie dû au fait que la trésorerie nécessaire au règlement des prestations est assurée, en dehors de la période d'encaissement des cotisations et au vu d'états provisionnels, sous forme d'avances attribuées par le BAPSA et versées par l'intermédiaire, d'abord des caisses centrales de mutualité sociale agricole, et ensuite des caisses départementales de ce même régime. Ce circuit financier pour normal qu'il soit, se révèle assez lourd et fait que les avances de trésorerie nécessaires pour un mois déterminé parviennent, au mieux, entre les 10 et 15 du mois considéré. Ce délai oblige à suspendre périodiquement le règlement des prestations, ce qui est regrettable et préjudiciable pour les adhérents. Il apparaît donc que les avances devraient être mises à la disposition de l'union mutualiste en temps utile, c'est-à-dire au plus tard le premier jour du mois auquel elles s'appliquent, afin d'assurer un fonds de roulement permettant d'éviter la suspension du paiement des prestations. D'autre part, le financement de la gestion administrative est assuré par une cotisation complémentaire s'ajoutant à la cotisation dite « technique » calculée en fonction du revenu cadastral de l'exploitation. Sur cette recette, 19 p. 100 sont prélevés au titre de différents postes (MSA en tant qu'organisme pivot, fonds d'action social des exploitants, contrôle médical [8 p. 100], fonds de péréquation des charges des assurés exonérés de cotisations). Le solde, qui est acquies à l'union mutualiste de la Vendée pour assurer la gestion administrative de son service AMEXA, s'avère insuffisant. Alors que les tâches sont désormais pratiquement identiques au titre de l'AMEXA et de l'assurance maladie des travailleurs non salariés, non agricoles, la dotation de gestion par dossier réglé se montait, en 1977, à 10 francs pour l'AMEXA et à 15,90 francs pour l'assurance maladie des non-salariés, ce qui représente, en pourcentage, une différence de 58,80 p. 100. Il semble qu'une solution à ce problème très préoccupant pourrait être trouvée dans la mise en place d'un système de compensation fonctionnant au niveau départemental et qui, dans le cadre du budget de la MSA, globalement fixé au même échelon, assurerait à l'ensemble des organismes du département gestionnaire de l'AMEXA une juste rémunération des services rendus, rémunération basée, comme pour les sections locales dépendant des caisses primaires de sécurité sociale, sur le nombre de dossiers réglés ou sur d'autres normes restant à déterminer. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour remédier à la situation qu'il vient de lui exposer.

*Communauté économique européenne
(institut européen de recherche en matière économique et sociale).*

11286. — 20 janvier 1979. — M. Vincent Ansquer demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il n'estime pas opportun de proposer que Paris soit le siège de l'institut européen de recherche en matière économique et sociale dont la création est envisagée par la commission européenne.

Impôt sur le revenu (centres de gestion).

11287. — 20 janvier 1979. — M. Arthur Dehaine rappelle à M. le ministre du budget que les chiffres d'affaires limites pour bénéficier des avantages inhérents à l'adhésion à un centre de gestion agréé viennent de passer : de 1 500 000 francs à 1 725 000 francs pour les entreprises de vente ; de 450 000 francs à 520 000 francs pour les prestations de services ; de 525 000 francs à 605 000 francs pour les professions libérales (article 12 de la loi de finances pour 1979 applicable aux revenus de 1978). De nombreux contribuables, dont les chiffres d'affaires ou de recettes ont été à l'intérieur de cette fourchette en 1977, ne peuvent pas adhérer à un centre de gestion et, en 1978, ils ne peuvent, de ce fait, bénéficier des avantages réservés aux adhérents. M. Dehaine demande à M. le ministre du budget si, dans un souci d'égalité fiscale, il n'envisage pas de réouvrir le délai d'adhésion pour ces contribuables ?

Protection civile (sapeurs-pompiers).

11288. — 20 janvier 1979. — M. Didier Julia rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que les sapeurs-pompiers professionnels attendent toujours que les problèmes les concernant soient examinés par la commission nationale paritaire. Bien que leurs représentants à cette commission aient été élus depuis juin 1977, celle-ci ne s'est pas encore réunie depuis cette date et les textes nécessaires à la sauvegarde des intérêts individuels des intéressés n'ont pu être de ce fait examinés. Les points devant faire l'objet d'une étude sont rappelés ci-dessous : assimilation complète des sapeurs-pompiers aux services techniques des collectivités locales ; extension aux sapeurs-pompiers du reclassement de la fonction publique ; garantie statutaire pour les sapeurs-pompiers de tous grades n'exerçant pas dans le cadre communal (cette mesure, promise depuis 1975, n'est toujours pas mise en œuvre notamment en Seine-et-Marne où les sapeurs-pompiers sont départementaux) ; définition de l'encadrement des corps en fonction des populations défendues et des risques potentiels des secteurs ; amélioration des retraites comparables à celle obtenue par d'autres catégories de fonctionnaires effectuant des travaux insalubres, pénibles ou dangereux ; formation professionnelle accessible à toutes les catégories de personnels ; attribution du bénéfice d'une année de bonification pour cinq ans de service effectif. M. Didier Julia demande à M. le ministre de l'Intérieur de lui faire connaître la suite susceptible d'être donnée à ces revendications et dans quels délais peut être espérée la réunion de la Commission nationale paritaire chargée de les examiner.

Débts de boissons (licence).

11289. — 20 janvier 1979. — M. Didier Julia appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur la réponse faite à la question écrite n° 7404 (Journal officiel, Débats AN, du 16 novembre 1978, pages 7727 et 7728). Cette réponse rappelle qu'il est interdit à une même personne physique, en application de l'article L. 29 du code des débits de boissons, d'exploiter plus d'un débit de boissons à consommer sur place de 2^e, 3^e et 4^e catégorie. Il est cependant rappelé que des exceptions sont prévues en faveur des hôtels classés de « tourisme » dans les catégories 3, 4 étoiles et 4 étoiles luxe d'une part, et du service des transports aériens, maritimes, fluviaux ou ferroviaires, d'autre part. Il souhaiterait savoir quelles sont les raisons qui, selon lui, justifient ces exceptions qui ont pour effet d'établir une discrimination entre les hôtels qui accueillent une clientèle aisée et les débits de boissons qui reçoivent une clientèle plus modeste. Par ailleurs, et s'agissant du fond même de la question, il estime que la réponse faite ne peut être considérée comme satisfaisante. Il lui demande des précisions, en ce qui concerne le problème soulevé, lorsqu'il s'agit de débits de boissons qui aménagent dans leur établissement une autre salle de consommation ayant une activité dérivée, par exemple une discothèque. Il lui précise la situation d'établissements de ce genre pour lesquels cette double activité s'exerce dans le cadre d'une unité de gestion, de personnels, d'enseignes, avec porte communiquante entre les locaux affectés d'une part, au débit de boissons et, d'autre part, à la discothèque. Dans le cas précis qu'il vient de lui exposer, il lui demande si, comme il le pense, un établissement fonctionnant dans ces conditions ne contrevient pas aux dispositions de l'article 29 du code des débits de boissons.

*Permis de conduire
(service national des examens du permis de conduire).*

11290. — 20 janvier 1979. — M. René Le Combe rappelle à M. le ministre du budget que son collègue, M. le ministre des transports, est intervenu auprès de ses services afin d'appeler l'attention de ceux-ci sur certaines revendications présentées par les personnels administratifs et techniques du service national des examens du permis de conduire (SNEPC). Les demandes en question, qui portent sur les points suivants, n'affectent pas la grille indiciaire d'ensemble : compensation de l'utilisation, par les inspecteurs, d'un véhicule personnel pour les besoins du service. En vue d'atténuer les difficultés d'acquisition d'un véhicule par les inspecteurs du SNEPC, les mesures suivantes ont été proposées : octroi d'une subvention à hauteur de 25 p. 100 sur une base de 30 000 francs par voiture, cette subvention étant payée chaque année pour les nouveaux inspecteurs et en quatre ans pour les inspecteurs déjà recrutés ; allocation d'un prêt complémentaire au taux de 5 p. 100 destiné à financer les 75 p. 100 de la dépense restante dans les conditions fixées par le décret du 10 août 1966 ; amélioration de la situation des inspecteurs principaux chargés de contrôle régional. Compte tenu de la spécificité des fonctions assumées et des charges que celles-ci représentent, une catégorie particulière est à créer qui comporterait un échelonnement indiciaire intermédiaire entre

celui des première et deuxième catégories existantes et dans lequel les échelons (indices bruts) 500-615-670-725-785 pourraient être prévus. Dans la pratique, une telle mesure ne comporterait pas d'incidence budgétaire immédiate car les agents pouvant être concernés par ce reclassement bénéficieraient d'une indemnité différentielle dans la limite du traitement du dernier échelon de la deuxième catégorie; amélioration du régime indemnitaire du personnel technique. Le montant de l'indemnité de risques et de sujétions particulières a été déterminé en fonction du niveau des rémunérations au 1^{er} janvier 1974. Le point d'indice ayant progressé de 54 p. 100 depuis cette époque, il est indispensable de réajuster le montant de l'indemnité pour tenir compte de cette évolution; amélioration du régime des primes et indemnités du personnel administratif. Compte tenu des conditions de travail difficiles du personnel administratif, la prime de rendement concernant ce personnel se doit d'être revalorisée. Il apparaît en outre nécessaire d'aligner le régime indemnitaire applicable au personnel administratif du SNEPC (fixé par arrêté interministériel du 15 avril 1975) sur celui du personnel administratif contractuel de l'institut de recherche des transports (IRT), autre établissement public placé sous la tutelle du ministère des transports; compensation des frais engagés pour le transport du matériel à l'intérieur de la commune de la résidence administrative. Le remboursement des frais de transport n'est pas autorisé pour les déplacements effectués à l'intérieur du territoire de la commune de résidence (cf. art. 25 du décret n° 66-619 du 10 août 1966). Des dérogations ont été prévues par certains textes qui admettent soit le paiement d'indemnités forfaitaires, soit le remboursement des indemnités kilométriques (décret n° 68-992 du 15 novembre 1968 [service du cadastre], décret n° 69-369 du 22 avril 1969 [service des instruments de mesure]). Il semble tout à fait normal de faire bénéficier les inspecteurs du SNEPC de telles dispositions. M. René La Combe demande en conséquence à M. le ministre du budget la suite qu'il envisage de donner à ces légitimes revendications présentées par M. le ministre des transports, revendications dont la prise en compte permettrait de dissiper un malaise préjudiciable au bon fonctionnement du SNEPC.

Taxe sur la valeur ajoutée (assujettissement).

11291. — 20 janvier 1979. — M. Pierre LaHalle expose à M. le ministre du budget que, dans le cadre du travail temporaire, un certain nombre de sociétés se sont spécialisées dans la délégation du personnel paramédical auprès d'établissements d'hospitalisation publics ou privés. Ces personnels intérimaires (infirmières, sages-femmes) sont appelés fréquemment à effectuer des déplacements loin de leur domicile. Lorsque ces déplacements dépassent cinquante kilomètres, les conventions contractuelles entre la société de prestation et les établissements utilisateurs prévoient que le client rembourse les frais de transport et assure la nourriture et le logement pendant la durée de la mission ou accepte de verser une indemnité journalière de grand déplacement. Le remboursement des frais de transport (sur la base d'un aller et retour 2^e classe SNCF) est fait à l'intérimaire et cette somme apparaît sur son bulletin de salaire. En contrepartie, la société de prestation de services le facture à son client au franc le franc. En ce qui concerne les frais de nourriture et de logement, les établissements d'hospitalisation assurent, dans la très grande majorité des cas, la nourriture et le logement du personnel intérimaire qui leur est délégué, soit dans l'établissement, soit en traitant directement avec un hôtel-restaurant. Dans les cas, très rares, où le client est dans l'impossibilité de prendre en charge l'hébergement et la nourriture du personnel intérimaire, la société de travail temporaire verse alors à l'intérimaire une indemnité journalière de grand déplacement selon les barèmes des accords de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale et facture au franc le franc à son client. Compte tenu des précisions données ci-dessus, il lui demande s'il y a assujettissement à la TVA : 1^{er} en matière de frais de transport SNCF, lorsque ceux-ci sont facturés au franc le franc à l'établissement client, étant donné qu'il ne s'agit là que de débours avancés pour son compte; 2^e en matière de logement et de nourriture, lorsque le client les prend entièrement à sa charge et que la société de travail temporaire ne facture que les heures effectives de travail; 3^e en matière d'indemnité journalière, lorsque le client est dans l'impossibilité de loger et de nourrir le personnel délégué.

SNCF (tarif réduit : carte vermeil).

11293. — 20 janvier 1979. — M. Philippe Seguin attire l'attention de M. le ministre des transports sur les restrictions prévues à l'utilisation de la carte vermeil : ainsi, la réduction qu'elle entraîne n'est pas valable dans les trains rapides et express pendant cer-

tains périodes de fort trafic et pour les déplacements à l'intérieur de la banlieue de Paris. Il n'est pourtant pas interdit de penser qu'une libéralisation des conditions d'utilisation de la carte vermeil ne se traduirait pas par des difficultés insurmontables pour la SNCF. M. Seguin demande donc à M. le ministre des transports s'il ne pourrait pas moins inciter la SNCF, à défaut de lever l'ensemble de ces restrictions : à réduire le nombre de jours où l'accès des trains rapides ou express est interdit; à permettre l'accès à l'ensemble des lignes de la banlieue parisienne à certaines heures de la journée et, en tout état de cause, les samedis et dimanches.

Textiles (importations).

11294. — 20 janvier 1979. — M. Philippe Seguin attire l'attention de M. le ministre du commerce extérieur sur le libéralisme probablement excessif avec lequel sont délivrés les contingents supplémentaires de singalette. Des dérogations aux dispositions de l'accord multifibre ont été ainsi accordées, que ne paraissent aucunement justifier notre capacité actuelle de production. La situation créée est d'autant plus préjudiciable aux entreprises françaises que l'examen des statistiques allemandes de douane laisse apparaître que la République fédérale allemande, à la faveur des relations privilégiées qu'elle entretient avec la RDA, procède à des importations massives de singalette écruées en provenance de ce pays. De nombreux indices laissent à penser qu'une partie de celles-ci, après avoir été blanchies, sont ensuite écoulées sur le marché français sous forme de gaze à pansements. M. Seguin demande, en conséquence, à M. le ministre du commerce extérieur de bien vouloir lui indiquer les mesures qui pourraient être prises pour sauvegarder les intérêts d'un secteur d'activité qui a connu tout récemment une période extrêmement critique.

Textiles (importations).

11295. — 29 janvier 1979. — M. Philippe Seguin appelle l'attention de M. le ministre du commerce extérieur, avec une particulière insistance, sur les problèmes que pose à l'ensemble de l'industrie cotonnière l'évolution des importations de fils et de tissus de coton. Si les dispositions relatives à ces derniers ont pu être jugées, dès l'origine, comme un des points faibles de l'accord multifibre, du moins des contingents et des procédures de surveillance étaient-ils prévus. Or, selon diverses informations récentes, il apparaîtrait que les niveaux mensuels d'importations ont dépassé en septembre et octobre 1978 le niveau moyen de l'année de 1978 pourtant marquée, en la matière, par des résultats extrêmement défavorables. M. Philippe Seguin demande, en conséquence, à M. le ministre du commerce extérieur de lui préciser les mesures qui peuvent être envisagées pour prévenir de nouveaux dépassements de contingents, étant précisé que la production nationale est déjà inférieure de plus de 10 p. 100 à celle de l'année 1976.

Impôts sur le revenu (charges déductibles : amortissement).

11296. — 20 janvier 1979. — M. Edouard Frédéric-Dupont rappelle sa question n° 1229 du 10 mai 1978 restée sans réponse à M. le ministre du budget. Dans cette question, il demandait si un contribuable exerçant dans un appartement où il habite est obligé de pratiquer des amortissements sur les pièces professionnelles de cet appartement. Peut-il laisser ces locaux professionnels dans son patrimoine particulier au lieu de les considérer comme des investissements professionnels et ne pas les amortir.

Permis de conduire (service national des examens du permis de conduire).

11297. — 20 janvier 1979. — M. Christian Laurissergues attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation du personnel technique du service national des examens du permis de conduire qui est tenu d'assurer par ses propres moyens son transport et le transport du matériel nécessaire aux examens. Afin d'atténuer les difficultés résultant de cette démarche, M. le ministre des transports a donné son accord pour qu'il leur soit accordé : une subvention à hauteur de 25 p. 100 sur une base de 30 000 francs par voiture, soit 7 500 francs, cette subvention étant payée chaque année pour les nouveaux inspecteurs déjà recrutés; l'allocation d'un prêt complémentaire au taux de 5 p. 100 destiné à financer les 75 p. 100 de la dépense restante, dans les conditions fixées par le décret du 10 août 1966. Ces propositions étant, à ce jour, restées sans réponse, il souhaiterait connaître ses intentions à ce sujet.

Service national (appelés : accidents de trajet).

11298. — 20 janvier 1979. — **M. Pierre Jagoret** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des militaires accomplissant les obligations du service national et victimes d'un accident de trajet dont le temps de guérison s'étend au-delà de la durée d'accomplissement du service militaire. De tels accidents n'étant pas imputables au service militaire proprement dit, les jeunes gens qui en sont victimes ne perçoivent aucune indemnité de la part de l'armée pour la période excédant la durée de leurs obligations légales. D'un autre côté, le régime général de la sécurité sociale ne peut leur accorder d'indemnités journalières puisque l'accident a eu lieu pendant l'exécution du service militaire. Il lui demande donc si elle envisage de faire étudier des mesures permettant de combler cette lacune de la réglementation qui prive de toutes ressources les jeunes gens déjà confrontés aux énormes difficultés naissant du retour à la vie civile dans la conjoncture économique actuelle.

Fonctionnaires et agents publics (frais de déplacement).

11299. — 20 janvier 1979. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (fonction publique)** sur le décret n° 77-358 du 28 mars 1977 (*Journal officiel* du 2 avril 1977) modifiant les conditions de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'Etat. Ce décret stipule notamment que « les communes faisant partie d'une même agglomération urbaine multicommunale délimitée lors du recensement le plus récent effectué par l'INSEE », sont « considérées comme une seule et même commune ». De ce fait, les agents envoyés en stage ne bénéficient d'aucune indemnité lorsqu'ils habitent lesdites communes. Or, il est patent que l'INSEE classe dans une même agglomération des communes qui ne peuvent être considérées comme faisant partie d'agglomération au sens courant du terme. Il en est ainsi dans l'agglomération de Chambéry, par exemple, de communes comme Challes-les-Eaux, La Motte-Servolex et, plus encore, Saint-Jean-d'Arvey.

Depuis le 1^{er} avril 1977, les instituteurs de ces communes en stage de formation continue n'ont perçu aucuns frais de stage, aucune indemnité de déplacement. Il serait souhaitable, pour remédier à cette injustice, soit de s'en tenir à la notion de commune, soit d'appliquer une réglementation qui permettrait le « remboursement sur la base du moyen de transport le plus économique » des déplacements effectués à l'intérieur des communes et agglomérations. Il lui demande quelles mesures il serait susceptible de prendre face à ces deux propositions.

Impôt sur le revenu (handicapés).

11300. — 20 janvier 1979. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur le régime fiscal applicable actuellement aux ménages de personnes handicapées en matière d'impôt sur le revenu. Il lui signale qu'une personne handicapée célibataire, titulaire de la carte d'invalidité, a droit à une part et demie, au lieu d'une part pour le calcul du montant de ses impôts. Il perd l'avantage d'une demi-part supplémentaire s'il se marie avec une personne valide ou atteinte d'une invalidité inférieure à 40 p. 100. Or, la personne qui se marie conserve, hélas, son infirmité, avec les servitudes et les dépenses supplémentaires qu'elle implique. Il lui demande sous quels délais le Gouvernement compte donner à un couple de personnes toutes deux handicapées le droit à trois parts, comme deux personnes handicapées célibataires, et à un ménage dont l'un des époux est handicapé deux parts et demie.

Permis de conduire (service national des examens du permis de conduire).

11302. — 20 janvier 1979. — **M. Christian Laurissergues** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'obligation faite aux inspecteurs du service national des examens du permis de conduire de transporter par leurs propres moyens les matériels d'examen. Dans des cas semblables, des décrets ont admis soit le paiement d'indemnités forfaitaires, soit, par dérogation au décret du 10 août 1966, le remboursement des indemnités kilométriques. A titre d'exemple, il est possible de citer le service du cadastre et celui des instruments de mesure. Il serait logique de faire bénéficier les inspecteurs de telles dispositions qui donneraient une réponse favorable à de légitimes revendications qui ont le soutien du ministère des transports (voir sa lettre du 2 mai 1978). Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître ses intentions à cet égard.

Formation professionnelle et promotion sociale. (association pour la formation professionnelle des adultes.)

11303. — 20 janvier 1979. — **Mme Edwige Avice** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les problèmes causés par le projet de transfert des services centraux de l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) de Montreuil (Seine-Saint-Denis), à Bordeaux, qui touche 730 personnes. Les problèmes d'emploi dans la région Aquitaine sont trop importants pour qu'on espère les résoudre par une opération dont le coût (130 millions) paraît démesuré par rapport au résultat attendu. On peut, de plus, craindre que cette opération ne se traduise globalement par un déficit net d'emplois et qu'il s'agisse d'un premier pas vers le démantèlement du service public de l'AFPA. Enfin, ceci aboutirait à la mise au chômage de nombreux conjoints du personnel de Montreuil, vile qui compte déjà 4500 chômeurs. Des contre-propositions sont défendues par les personnels en grève et leurs syndicats visant à utiliser les fonds prévus pour créer une délégation régionale à Bordeaux, un centre pédagogique et technique régional et trois centres de FPA dans les départements de la Gironde (celui-ci prévu depuis cinq ans), des Landes et du Tarn-et-Garonne. Ceci pourrait permettre de créer près de 400 emplois dans cette région et de former plus de 2000 stagiaires par an. Elle lui demande s'il compte, conformément au vote de l'assemblée générale plénière, renoncer à cette opération et mettre en œuvre avec les administrateurs de l'AFPA, un projet qui utilise au mieux les fonds publics et respecte les individus.

Education (ministère) (ministre : déclarations).

11304. — 20 janvier 1979. — **Mme Edwige Avice** interroge **M. le ministre de l'éducation** sur les propos qu'il aurait tenus le 9 janvier dernier, à l'occasion de la conférence de l'union internationale des organisations familiales. Considérer, effectivement, l'école maternelle comme une simple garderie lui paraît contradictoire avec la conception traditionnelle de celle-ci et notamment avec le rôle éducatif qui lui est imparté. De plus, considérer le travail féminin comme une tendance irréversible de la société moderne revient à nier l'aspiration de la plupart des femmes, quel que soit leur milieu social, à la dignité et à l'égalité, y compris dans le travail. Elle lui demande s'il compte, en tant que dirigeant de l'administration la plus féminisée de France, démentir ces propos et réaffirmer la vocation éducative de l'école maternelle et le droit à l'égalité, y compris dans le travail, de l'homme et de la femme.

Centres de vacances et de loisirs (baux de location).

11306. — 20 janvier 1979. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que de nombreuses villes, et plus particulièrement des villes de Seine-Saint-Denis, possèdent des colonies de vacances en Vendée, dans les régions de Saint-Hilaire-de-Liez et Saint-Jean-de-Monts. Selon certaines rumeurs qui paraissent fondées, il semblerait que, lors des renouvellements des baux de location, l'administration des forêts s'apprêterait à diminuer les surfaces utilisées par les centres de vacances, sous prétexte de les remettre à la disposition du public. Ce processus serait d'ores et déjà engagé, puisqu'une colonie EDF, dans la région de Saint-Hilaire-de-Liez se serait vu amputée d'une partie des surfaces qu'elle occupait auparavant; la ville de Bezons serait victime d'une mesure identique. Une telle décision risque d'avoir de graves conséquences dans les centres de vacances d'enfants et risque, pourquoï pas à terme, d'aboutir à leur éviction au profit des promoteurs genre Merlin ou autres. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui fournir à ce sujet toutes informations utiles et les mesures qu'il compte prendre le cas échéant pour que cette partie du patrimoine national reste affecté à l'usage qui en est fait actuellement au bénéfice des collectivités locales et de l'enfance.

Pension de réversion (conditions d'attribution).

11307. — 20 janvier 1979. — **M. Maxime Kallinsky** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des femmes qui sont exclues de la pension de réversion lorsqu'elles ont vécu maritalement, quelle que soit la durée du concubinage. La loi du 17 juillet 1978, n° 78-753, qui accorde à la femme divorcée et à la veuve une pension au prorata des années de mariage ne prévoit aucune disposition en cas de vie maritale. Nombre d'actions en divorce n'aboutissent que très tardivement, privant les compagnes de toute une vie de l'obtention légitime d'une pension du chef de leur conjoint. En conséquence, il lui demande, si, dans le cadre des décrets d'application qui doivent être pris, il ne lui paraît pas souhaitable de prévoir la prise en compte de la durée de la vie commune dans le calcul de la pension.

Anciens combattants (Afrique du Nord et outre-mer).

11306. — 20 janvier 1979. — M. Maxime Kalinsky attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur la discrimination dont sont victimes dans la fonction publique les anciens combattants, résistants et victimes de guerre français d'Afrique du Nord et d'outre-mer, mobilisés deux fois, en 1939 et 1942, qui ne peuvent injustement bénéficier des mêmes avantages reconnus à leurs collègues de la fonction publique métropolitaine, compte tenu des délais ouverts par l'ordonnance du 15 juin 1945 et la loi du 26 septembre 1951. En effet, le délai de trois mois, ouvert par ces textes et la date à laquelle ils ont été pris (guerre d'Algérie) n'ont pas permis à l'ensemble des fonctionnaires anciens combattants, résistants et victimes de guerre d'en demander le bénéfice alors que l'ordonnance du 15 juin 1945 est restée en vigueur plus de vingt ans et que la loi du 26 septembre 1951, complétée par celle du 27 mars 1956, a pu s'appliquer à tous ceux qui, en 1956, avaient les titres de résistance. Aussi à partir respectivement du 7 avril 1959 et du 13 juin 1962, aucun fonctionnaire rapatrié n'a eu le droit de demander le bénéfice de l'ordonnance du 7 janvier 1959 et du décret du 13 avril 1962 alors que ce droit est resté ouvert pour leurs collègues métropolitains jusqu'en 1967 voire jusqu'en 1978. Cette situation lèse lourdement les fonctionnaires anciens combattants, résistants et victimes de guerre dans la reconstitution de leur carrière qui se traduit par une inadmissible disparité de traitement. La reconnaissance de ce droit légitime rencontre l'obstruction du seul ministère de l'économie. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour que soient ouverts au profit des anciens combattants, résistants et victimes de guerre d'Afrique du Nord et d'outre-mer, les délais de l'ordonnance du 15 juin 1945 et de la loi du 26 septembre 1951 afin qu'ils puissent enfin bénéficier du droit légitime dont ils ont été jusqu'alors injustement exclus.

Hôpitaux (constructions hospitalières).

11309. — 20 janvier 1979. — M. Jack Ralite interroge à nouveau Mme le ministre de la santé et de la famille sur l'état d'avancement du CHU d'Aubervilliers. Les dernières informations officiellement données l'ont été lors de la session du conseil général en novembre dernier par M. le préfet de Seine-Saint-Denis indiquant que le dossier du CHU se trouvait à l'examen du ministère de la santé et qu'une décision devait intervenir dans les semaines à venir. Cette information pourrait être encourageante si depuis seize ans nous n'avons à différentes étapes de la longue histoire entendu un langage aussi rassurant. Parce que voilà seize ans que ce projet a été mis à l'ordre du jour de tous les ministres de la santé qui se sont succédés. Chacun s'accordant à en reconnaître l'intérêt et l'urgence nécessaire. Il n'en reste pas moins que rien de tangible n'est encore assuré malgré un dossier revendicatif et d'interventions très lourd tant de la part des populations concernées que des élus, locaux, départementaux, députés, sénateurs. Mais s'ajoute à cela une nouvelle pratique tout à fait inacceptable qui consiste à refuser aux établissements hospitaliers qui en font la demande l'implantation d'équipements complémentaires sous prétexte que ceux-ci sont inscrits au programme du CHU d'Aubervilliers. Citons l'hôpital de Montfermeil pour lequel un accélérateur de particules a été refusé pour cette raison, ainsi que l'hôpital d'Aulnay qui a également vu son projet de service de neuro-chirurgie refoulé dans les mêmes conditions. Ainsi, ce projet non seulement n'est pas encore réalisé, mais il se traduit en moins pour les équipements publics environnants. Dans ces conditions, se faisant l'écho d'un mécontentement grandissant devant des attermolements insupportables parce que touchant au plus profond, de la vie des familles du département, c'est-à-dire le droit à la santé. M. Ralite demande une nouvelle fois à Mme le ministre de lui communiquer d'urgence le programme définitif retenu par la santé publique, le calendrier de sa réalisation et le plan de financement du CHU d'Aubervilliers.

Formation professionnelle et promotion sociale
(association pour la formation professionnelle des adultes).

11310. — 20 janvier 1979. — M. Georges Marchais attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le projet de transfert à Bordeaux du siège de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes, actuellement situé à Montreuil. M. Georges Marchais fait remarquer à M. le ministre du travail et de la participation: 1° que l'assemblée générale du vendredi 5 janvier 1979 s'est prononcée contre ce transfert et que conformément aux statuts (loi de 1901) régissant l'association, ce vote a valeur de décision souveraine; 2° que le coût de ce transfert, officiellement évalué à 120 millions, permettrait, puisque

de tels crédits se trouvent disponibles, de créer six établissements supplémentaires assurant la formation professionnelle de plus de 2000 personnes par an et d'offrir les emplois correspondant à cette activité nouvelle; 3° que l'opération envisagée ne pourrait manquer d'entraîner de nombreux licenciements parmi les 750 employés du siège de Montreuil, comprenant une large majorité de femmes qui ne sauraient se plier aux contraintes et difficultés qu'entraînerait dans leur vie familiale un tel déplacement; 4° que les projets de la DATAR éloigneraient, s'ils se réalisaient, le siège de l'AFPA des centres de décision et porteraient atteinte au service public de fait que constitue l'AFPA; 5° que les fréquents et nombreux déplacements du personnel du siège seraient rendus plus difficiles à Bordeaux du fait même de la situation privilégiée de Paris en matière de transports et communications avec toutes les régions du territoire national; 6° que les locaux actuels de Montreuil ne sont nullement vastes et sont parfaitement adaptés à leur fonction; 7° qu'il importe de faire cesser dans la région parisienne l'hémorragie d'entreprises, établissements et services, qui aggrave le problème de l'emploi. En conséquence, M. Georges Marchais demande à M. le ministre du travail et de la participation de prendre acte des deux motions d'opposition au projet votées par l'assemblée générale et de renoncer en conséquence à une prétendue décentralisation coûteuse, inopportune, inefficace, contraire aux intérêts des personnels et défavorable à une bonne activité de ce service public.

Handicapés (loi du 30 juin 1975).

11311. — 20 janvier 1979. — Mme Jacqueline Chonavel attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des personnes handicapées. Bientôt trois ans et demi qu'a été votée la loi d'orientation et certains décrets n'ont pas encore vu le jour. L'un se rapportant aux ressources des personnes handicapées bénéficiant des allocations d'aide sociale, l'autre concernant la liquidation, sans retard, des compléments de rémunération. Un nombre important de handicapés perçoit un salaire très minime, les allocations de compensation sont actuellement suspendues, les compléments de rémunération subissent des retards d'un semestre; ainsi sont créées des situations proprement insolubles. En conséquence, elle lui demande de prendre ces deux mesures d'urgence pour que paraissent sans plus de retard les décrets d'application. Ces deux mesures appliquées au plus tôt seront un signe de justice à l'égard des travailleurs handicapés.

Calamités (inondations).

11312. — 20 janvier 1979. — M. Roger Combrisson attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les risques d'inondations que pourraient engendrer la situation climatique et le dégel accéléré dans la région parisienne. Il lui demande, en conséquence, si, dans le cas où cela se présenterait, toutes mesures nécessaires ont été prises pour éviter les situations dramatiques déjà connues en 1978 dans le département de l'Essonne.

Formation professionnelle et promotion sociale
(association pour la formation professionnelle des adultes).

11313. — 20 janvier 1979. — M. Roger Combrisson attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les graves conséquences qu'engendrerait le transfert du siège de l'AFPA de Montreuil à Bordeaux. Alors que le rapport des stagiaires formé sur la population active est de 0,10 p. 100 en Ile-de-France, classant ainsi cette région au dernier rang, il est inconcevable que l'on gaspille 120 millions de francs pour cette décentralisation, alors qu'ils permettraient la réalisation de six centres de formation professionnelle pour adultes. Il lui demande, en conséquence: 1° quelles mesures il compte prendre pour empêcher ce transfert qui risquerait de conduire à terme au démantèlement de ce service public; 2° pour qu'un centre de FPA puisse être créé dans l'Essonne dans la mesure où ce département est le plus démuné au sein de la région Ile-de-France.

Impôts locaux (taxe foncière).

11314. — 20 janvier 1979. — M. Roger Combrisson attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation fiscale réservée aux résidents du Hameau de Seine dans la commune de Saintry-sur-Seine, incluse pour partie dans l'agglomération nouvelle de Rougeau-Sénart. En application de la loi du 10 juillet 1970, une partie des résidents est assujettie à la fiscalité communale et l'autre à la fiscalité communautaire. De ce fait, une partie des résidents se voit imposée pour la taxe foncière à un taux de 15,9 p. 100 correspondant à celui du SCA de la ville nouvelle de Rougeau-Sénart,

afors que le taux en vigueur pour la commune de Saintry s'élève à 6,70 p. 100. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre afin de modifier le décret du 9 mars 1973 instituant arbitrairement une double fiscalité soulevant la protestation parfaitement fondée des résidents.

Monnaies et médailles (personnel).

11316. — 20 janvier 1979. — **M. Roger Combrisson** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur les engagements qu'il a pris lors de la seconde séance du 17 novembre 1978 concernant la mensualisation des travailleurs de l'administration des monnaies et médailles. L'intervention de **M. le ministre** affirmait : Je prends l'engagement de mettre tout en œuvre pour que la mensualisation soit effective le 1^{er} janvier prochain. Or, ce jour, aucun élément concret sur ce problème n'a été signifié au personnel. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour tenir les engagements pris.

*Formation professionnelle et promotion sociale
(Association pour la formation professionnelle des adultes).*

11318. — 20 janvier 1979. — **Mme Jacqueline Chonavel** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la mesure, annoncée à quelques jours du renouvellement de la présidence du conseil régional d'Aquitaine, de transférer l'AFPA de Montreuil à Bordeaux. Cette association forme chaque année environ 60 000 stagiaires. Ce transfert apparaît en fait comme un premier pas vers le démantèlement de ce service public. Cette opération ne vise pas à créer pour autant de nouveaux emplois en Aquitaine, puisqu'une partie du personnel de Montreuil se déplacerait à Bordeaux, et supprimerait 750 emplois à Montreuil. Cette opération constituerait un gaspillage inadmissible des fonds publics (l'opération a été officiellement chiffrée à 130 millions minimum). Une telle somme pourrait permettre la création de six nouveaux établissements de vingt sections assurant la formation de plus de 2 000 stagiaires par an et permettrait parallèlement la création d'environ 360 emplois sans licenciement). Après la sécurité sociale, l'ANPE, l'indemnisation du chômage, c'est une nouvelle attaque contre les droits des travailleurs qui se dessine. En conséquence, elle lui demande de s'opposer au transfert du siège de Montreuil à Bordeaux, car il jetterait à la rue des centaines de travailleurs et des femmes pour la plupart. Après les fermetures d'entreprises décidées par le Gouvernement et le patronat : Triton, Cazeneuve, Idéal Standard, ce transfert fait peser une menace particulière pour la Seine-Saint-Denis, de vider ce département d'un potentiel industriel et de moyens de formation.

*Formation professionnelle et promotion sociale
(Association pour la formation professionnelle des adultes).*

11319. — 20 janvier 1979. — **Mme Jacqueline Chonavel** attire l'attention de **Mme le ministre délégué, auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine**, sur la mesure, annoncée à quelques jours du renouvellement de la présidence du conseil régional d'Aquitaine, de transférer l'AFPA de Montreuil à Bordeaux. Cette association forme chaque année environ 60 000 stagiaires. Ce transfert apparaît en fait comme un premier pas vers le démantèlement de ce service public. Cette opération ne vise pas à créer pour autant de nouveaux emplois en Aquitaine, puisqu'une partie du personnel de Montreuil se déplacerait à Bordeaux, et supprimerait 750 emplois à Montreuil. Cette opération constituerait un gaspillage inadmissible des fonds publics (l'opération a été officiellement chiffrée à 130 millions au minimum). Une telle somme pourrait permettre la création de six nouveaux établissements de vingt sections assurant la formation de plus de 2 000 stagiaires par an et permettrait parallèlement la création d'environ 360 emplois sans licenciement. Après la sécurité sociale, l'ANPE, l'indemnisation du chômage, c'est une nouvelle attaque contre les droits des travailleurs qui se dessine. En conséquence, elle lui demande de s'opposer au transfert du siège de Montreuil à Bordeaux, car il jetterait à la rue des centaines de travailleurs et des femmes pour la plupart. Après les fermetures d'entreprises décidées par le Gouvernement et le patronat : Triton, Cazeneuve, Idéal Standard, ce transfert fait peser une menace particulière, pour la Seine-Saint-Denis, de vider ce département d'un potentiel industriel et de moyens de formation.

Service national (appelés : transports).

11320. — 20 janvier 1979. — **M. Robert Vizez**, attire l'attention de **M. le Ministre de la défense** sur l'emprisonnement de nombreux soldats, parce qu'ils auraient signé une pétition exigeant la gratuité des transports pour les soldats. De telles mesures, quels que

soient les termes du règlement militaire, suscitent dans tous les milieux une émotion fort compréhensible. S'associant à la demande de libération immédiate des soldats aux arrêts, il lui demande s'il compte intervenir pour leur libération et pour que cessent les mutations arbitraires.

Hôpitaux (personnel).

11321. — 20 janvier 1979. — **M. Marceau Gauthier** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le fait suivant : certains centres hospitaliers publics disposant d'un service d'hémodialyse versent aux agents paramédicaux et aux agents relevant du personnel secondaire des services médicaux et assimilés de ce service, une indemnité dite de sujétion ou de contagion. Cette indemnité est de l'ordre de 500 francs et diverses raisons motivent son règlement : risques de contagion, d'hépatites virales, difficulté de recrutement du personnel. En conséquence, il lui demande : pour respecter les droits de chacun et supprimer l'inégalité existante, que cette indemnité soit versée au personnel ayant droit de chaque établissement hospitalier public comportant un centre d'hémodialyse, sans distinction.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements).

11323. — 20 janvier 1979. — **M. Lucien Dutard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation de certaines écoles en milieu rural. Ainsi, dans de nombreux villages, des écoles sont fermées faute d'effectif suffisant. Les enfants de ces communes fréquentent donc d'autres écoles. Or, les frais de fonctionnement des classes enfantines et des restaurants d'enfants sont à la charge des communes où les écoles fonctionnent. **M. Lucien Dutard** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il n'estimerait pas normal que ce soit l'Etat qui prenne à sa charge les frais résultant des élèves venant des communes aux écoles fermées.

Electricité de France (structures administratives).

11325. — 20 janvier 1979. — **M. André Lejollie** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur le projet de suppression du district de Moulins-Extérieur à la subdivision de Moulins d'EDF-GDF. Ce projet se place dans le cadre d'un processus de réformes de structures décidé par les directions générales d'EDF-GDF. Si ces projets aboutissaient, ce serait la remise en cause de la loi de nationalisation du 8 avril 1946 avec les conséquences suivantes : dégradation de la notion du service public ; réduction des effectifs. Au moment où la situation de l'emploi est dramatique, il n'est pas acceptable qu'une entreprise nationalisée soit génératrice de chômage. En effet, ce sont sept emplois sur un effectif de soixante-dix-neuf qui seraient supprimés pour le seul district de Moulins-Extérieur venant s'ajouter à une diminution de trente-cinq agents en trois ans sur l'ensemble du centre de Moulins-Vichy. Il lui demande de bien vouloir intervenir auprès des services d'EDF-GDF pour stopper ces projets de réforme qui seraient contraires à l'intérêt des usagers et porteraient atteinte à l'ensemble du personnel.

Baux de locaux d'habitation (loyers).

11326. — 20 janvier 1979. — **M. Marcel Rigout** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** de bien vouloir lui préciser ce qu'entend le Gouvernement lorsqu'il affirme que l'augmentation des loyers envisagée à partir de 1979 ne doit pas être abusive. Il lui a été, en effet, signalé le cas suivant. Un ménage de retraités dont le montant global des ressources est de 2 030 francs par mois, loue un appartement ancien pour lequel il payait un loyer mensuel (sans contrat) de 204 francs. En partant des nouvelles dispositions, le nouveau propriétaire de cet appartement a aussitôt fait établir la surface corrigée et demande au locataire un loyer mensuel de 680 francs à partir du 1^{er} octobre 1978 ; ainsi le loyer ancien se trouve-t-il brutalement multiplié par 3,3. **M. Rigout** demande à **M. le ministre de bien vouloir** lui faire connaître si une telle majoration ne doit pas être jugée abusive et, dans ces conditions, quels sont les droits que peut faire valoir le locataire afin qu'il ne subisse pas une telle majoration.

Paris (musées et établissements d'enseignement supérieur).

11327. — 20 janvier 1979. — **M. Paul Laurent** souhaiterait que **Mme le ministre des universités** veuille bien préciser les intentions manifestées, notamment par **M. le Président de la République**, de transférer le Palais de la découverte à la Villette et de déplacer

le Centre universitaire du Grand-Palais, dont la rénovation est envisagée. Il lui exprime sa crainte des conséquences néfastes de ce projet sur les possibilités de maintien et de développement de toutes les fonctions du Palais de la découverte : expositions, recherches et démonstrations scientifiques. Rappelant que dans l'esprit de ses fondateurs, de Jouvenel, Langevin, Perrin, cette institution avait pour rôle de mettre le public en contact avec la science dans son mouvement, il demande à Mme le ministre que le Gouvernement garantisse les moyens nécessaires à son fonctionnement et à l'avenir des personnels. Il estime que le Centre universitaire du Grand-Palais qui comprend quatre UER appartenant à deux universités (Paris III et Paris IV) devrait être placé dans un cadre tel que soient données aux enseignants, chercheurs et personnels, des conditions d'accueil satisfaisantes et que le potentiel existant soit maintenu. En particulier, la bibliothèque universitaire ne doit pas être démantelée ou divisée. M. Paul Laurent, se faisant l'interprète de l'inquiétude des personnels concernés, demande à Mme le ministre que la concertation la plus large soit organisée avec toutes les parties intéressées. L'expérience de l'université Paris VIII (Vincennes) montre que la pratique du secret, le refus de la consultation et du dialogue, masquent la prise de décisions autoritaires, contraires à l'intérêt du pays.

Associations (associations agréées).

11328. — 20 janvier 1979. — M. Roland Huguet demande à M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, quels sont les critères retenus pour l'attribution des subventions de fonctionnement aux associations agréées sur le plan national. Il semblerait en effet qu'il y ait une certaine discrimination.

Fascisme et nazisme (crimes de guerre : apologie).

11330. — 20 janvier 1979. — M. Roland Huguet demande à M. le ministre de la justice s'il envisage de prendre des mesures d'interdiction effective de toute propagande constituant une apologie des crimes de guerre et du nazisme, sous la forme de livres, journaux, films, jouets, souvenirs hitlériens, etc., et dans l'affirmative quelles seraient ces mesures.

Finances locales (subventions d'investissement).

11331. — 20 janvier 1979. — M. Roland Huguet rappelle à M. le ministre du budget qu'aux termes de la loi de finances pour 1978, le fonds de compensation de la TVA s'est substitué au fonds d'équipement des collectivités locales. Les ressources de ce fonds sont réparties entre l'ensemble des bénéficiaires : communes, groupement de communes, départements, régions... au prorata de leurs dépenses réelles d'investissement inscrites aux chapitres 21 et 23 du compte administratif, telles qu'elles ont été définies par le décret n° 77-1208 du 28 octobre 1977, c'est-à-dire notamment en excluant les dépenses ayant donné lieu à récupération directe ou indirecte de la TVA. Or, dans le cas où une collectivité décide de confier la maîtrise d'ouvrage à l'Etat, pour réaliser des équipements, notamment les établissements scolaires du second degré, sa participation est inscrite à un compte de la classe 1 et de ce fait ne figure pas dans les dépenses d'investissement retenues pour bénéficier de la répartition du fonds. Il apparaît donc là une anomalie, d'autant que l'investissement devrait être repris pour la totalité de la dépense, l'Etat n'intervenant que par délégation de la collectivité. Aussi, il lui demande s'il envisage de remédier à cet état de fait et quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Hôpitaux (personnel).

11332. — 20 janvier 1979. — M. Jacques Mellick attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des agents hospitaliers publics en arrêt pour accident de travail ou pour maladie professionnelle. Ces personnels bénéficient pendant trois ans de leur salaire complet, mais des difficultés apparaissent quant à leur traitement s'ils reprennent leurs fonctions à mi-temps. Ils ne reçoivent en effet que la moitié de leurs salaires et, s'ils sont à nouveau en arrêt de travail, que le quart. La victime d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle risque donc de gagner moins en travaillant qu'en ne travaillant pas, et sa volonté de reprendre ses activités est en fait pénalisée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire disparaître cette anomalie, afin que ces agents puissent bénéficier du maintien intégral de leurs salaires en cas de reprise du travail.

Immeubles (ravalement).

11335. — 20 janvier 1979. — M. Gilbert Gantler attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la loi n° 76-1235 du 31 décembre 1976, dont les dispositions relatives au ravalement des immeubles prévoient que les travaux doivent être effectués au moins une fois tous les dix ans. Du rapport déposé par M. Christian Langlois, membre de l'Institut, et architecte du Sénat, il résulte que les opérations de ravalement ont sérieusement endommagé les édifices dont les pierres se sont rapidement dégradées par l'utilisation de techniques impropres. En conséquence, il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures pour retarder le renouvellement d'une telle opération, tant que n'auront pas été trouvés des procédés techniques susceptibles d'éviter toute dégradation des façades des bâtiments.

Bibliothèques (bibliothèques municipales).

11336. — 20 janvier 1979. — M. Jean-Michel Boucheron attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur le problème de la lecture publique et des bibliothèques municipales. Il rappelle que le Gouvernement s'est prononcé récemment pour le développement de toute activité liée au domaine du livre. Les municipalités accomplissent des efforts importants pour promouvoir la lecture publique et favoriser les expériences d'animation dans le cadre des bibliothèques municipales. Il demande à M. le ministre de bien vouloir lui indiquer s'il compte prendre, à cet effet, des mesures spécifiques en faveur des besoins multiples exprimés par les municipalités.

Protection civile (sapeurs-pompiers).

11338. — 20 janvier 1979. M. Louis Mermaz attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les conséquences de l'absence de réponse aux questions posées par les sapeurs-pompiers professionnels à l'occasion de leur mouvement revendicatif. Ces agents déclarent qu'ils vont poursuivre leur action pour faire aboutir des solutions aux problèmes posés qui portent notamment sur : la réunion de la commission nationale paritaire ; l'amélioration du régime des retraites ; le reclassement professionnel ; la garantie de ressources pour les familles des sapeurs-pompiers professionnels en cas de décès, accidents ou maladies graves contractées en service commandé ; l'augmentation de la prime de feu. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser — pour chaque corps de sapeurs-pompiers professionnels ou mixte de la métropole le nombre d'officiers, sous-officiers, caporaux et sapeurs le composant, le chiffre de la population qu'il dessert, les risques spécifiques du secteur concerné, l'horaire de travail actuellement en vigueur — et quelle mesure il compte prendre, quels moyens financiers nouveaux seront dégagés à l'avenir dans le budget de l'Etat, pour permettre de répondre aux questions posées par les personnels concernés.

Prestations familiales (prêts aux jeunes ménages).

11339. — 20 janvier 1979. — M. Henri Darras attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les difficultés d'obtention d'un prêt aux jeunes ménages. Il rappelle à Mme le ministre que ces prêts constituent des prestations légales, et qu'en conséquence un ménage qui en fait la demande en remplissant les conditions requises, doit en obtenir un. Or le mode de financement de ces prêts par une enveloppe annuelle d'un montant déterminé fait que, dès le mois de juin, le plus souvent, il devient impossible d'obtenir ce type de prêt du fait que le crédit prévu est épuisé. M. Darras demande donc à Mme le ministre si elle compte prendre les mesures qui permettront aux jeunes couples d'obtenir le prêt auquel ils ont droit, quelle que soit la date de la demande.

Agents communaux (adjoints techniques communaux).

11340. — 20 janvier 1979. — M. Claude Evin appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les conditions d'accès à l'emploi d'adjoint technique des communes et des établissements publics communaux. L'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 26 septembre 1973, modifiée ou complétée par les arrêtés des 2 juillet 1975, 11 octobre 1977 et 9 mai 1978, fixe la liste des diplômes pouvant donner accès à l'emploi d'adjoint technique par voie de concours sur titre dans les conditions prévues à l'article 4 de l'arrêté du 26 septembre 1973 susvisé. Parmi ces diplômes, ne figure pas le brevet d'enseignement industriel bien qu'il soit admis, par les services de l'éducation, que les BEI et BT relèvent du niveau IV et qu'ils sont, tous les deux, classés au même niveau, dans les concours de recrutement des professeurs de LEP chargés des enseignements

pratiques. En outre, dans la plupart des cas, les brevets de technicien ont pris la place des anciens brevets d'enseignement industriel. S'agissant d'une injustice flagrante, dont sont victimes les titulaires de BEI, il lui demande s'il envisage de reconstruire rapidement l'équivalence entre les deux diplômes et de modifier en conséquence la liste des diplômes pouvant donner accès à l'emploi d'adjoint technique.

Maisons des jeunes et de la culture (établissements).

11341. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Yves Le Drian** attire l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur la situation difficile où se trouvent aujourd'hui nombre d'associations socio-éducatives du fait du désengagement de l'Etat dans le financement de l'animation. Il lui signale en particulier le cas de la maison de jeunes et de la culture de Lanester, dont le rôle essentiel pour l'animation culturelle du pays de Lorient contraste avec la modicité du financement public. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour donner à l'animation socio-culturelle la place qui lui revient dans les priorités de l'action publique. Il lui demande en outre de bien vouloir examiner la situation actuelle de la maison des jeunes et de la culture de Lanester dans un sens favorable aux intérêts des habitants du pays de Lorient.

Etrangers (anciens combattants).

11343. — 20 janvier 1979. — **M. Joseph Franceschi** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur l'article 16 de la loi complétant la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 complétant la loi n° 57-896 du 7 août 1957 modifiée par l'article 52 de la loi n° 71-1061 du 29 décembre 1971 comme suit : « Article 2 bis. — A compter du 1^{er} janvier 1978, sont considérés comme services militaires, au regard des droits à pension, les services accomplis dans les armées alliées pendant les campagnes de guerre 1939-1945 par les étrangers qui ont acquis par la suite la nationalité française, sous réserve que les intéressés aient servi, avant la date de cessation des hostilités, dans une unité combattante. Pour ceux d'entre eux qui sont titulaires de la carte du combattant, les services ainsi accomplis seront assortis, lors de la liquidation des pensions servies aux intéressés ou à leurs ayants cause au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite, de bénéfices de campagne, dans des conditions qui seront déterminées par décret en Conseil d'Etat ». Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui faire connaître à quelle date les textes fixant les conditions nécessaires pour les bénéfices de campagne paraîtront.

*Environnement et cadre de vie (ministère)
(conducteurs des travaux publics de l'Etat).*

11344. — 20 janvier 1979. — **M. Michel Manet** fait part à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** des inquiétudes ressenties par les conducteurs des travaux publics de l'Etat. Ces personnels assument des tâches et responsabilités dont l'importance et la diversité ont grandi, ce qui a conduit à proposer le classement de leur corps au premier niveau de la catégorie B. Le projet de décret concrétisant ces nouvelles dispositions, adopté par le comité technique paritaire central le 23 octobre 1977, a été adressé aux ministères chargés du budget et de la fonction publique, et des discussions ont été ouvertes. Les conducteurs des travaux publics de l'Etat ont été amenés à lancer une action nationale pour appuyer leur revendication. Il lui demande de lui préciser dans quels délais ce texte trouvera son application.

Aides ménagères (salaires).

11345. — 20 janvier 1979. — **M. Gérard Haesebroeck** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** si elle compte approuver dans de brefs délais le protocole d'accord qui a été signé le 17 mars 1978 concernant le salaire des aides ménagères. Actuellement, les associations ou organismes responsables de ces services fonctionnent avec des pertes qu'elles ne pourront supporter longtemps. Il faut penser aux dizaines de milliers de personnes âgées qui bénéficient de cet avantage que constitue l'aide ménagère.

Mineurs (travailleurs de la mine) (assurance vieillesse).

11346. — 20 janvier 1979. — **M. André Billoux** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur le problème du paiement des retraites de la sécurité sociale minière. Il lui demande si, comme cela va être mis progressivement en vigueur dans les autres régimes, il n'envisage pas la mensualisation du paiement des pensions.

Budget (ministère) (personnel).

11347. — 20 janvier 1979. — **M. Jacques Lavedrine** signale à **M. le ministre du budget** qu'un très grand nombre de recettes locales des impôts en milieu rural ne fonctionnent qu'avec un seul agent (généralement une femme). Ces recettes sont donc soumises à de nombreuses difficultés de fonctionnement liées aux absences ou indisponibilités de leurs titulaires (maladie, événements familiaux). Il est évident que des mesures s'imposent de toute urgence pour permettre à ces services publics de fonctionner dans de meilleures conditions. C'est ainsi que pourrait être instituée dans chaque département une brigade volante permettant d'assurer les remplacements en cas d'absence des titulaires des recettes locales. Par ailleurs, il pourrait également être envisagé d'affecter de nouveaux fonctionnaires à ces recettes locales qui seraient ainsi étoffées et qui pourraient en contrepartie être appelées à assumer de nombreuses tâches qui sont actuellement du ressort des recettes principales. Cette seconde solution aurait l'avantage d'éviter de longs déplacements aux personnes du monde rural et de renforcer les équipements en service public dans les secteurs les plus déshérités. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelle est sa position sur le problème évoqué et sur ces diverses suggestions.

Travail (durée du) (réglementation).

11349. — 20 janvier 1979. — **Mme Edwige Avice** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la remise en cause croissante du repos dominical des travailleurs du commerce. Le code du travail (article L. 221-5) fait du dimanche le jour du repos hebdomadaire. Dans sa réponse du 14 août 1976 à une question écrite posée par **J.-P. Chevènement**, sur le même sujet, il affirmait sa volonté de faire respecter cette législation. Or, d'une part, à l'occasion des fêtes de fin d'année, de nombreuses dérogations ont été accordées, notamment à des grandes surfaces. D'autre part, des commerces qui s'étaient vu refuser leur dérogation ont ouvert sans que procès-verbal en soit dressé ou sans que l'amende prononcée ait un effet dissuasif suffisant. La multiplication de ce phénomène est inquiétante dans la mesure où elle peut ouvrir la voie à une remise en cause du repos dominical, importante conquête ouvrière du début du siècle. C'est pourquoi elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour limiter les dérogations au strict minimum, notamment pour celles de plus en plus irrégulièrement accordées avant les fêtes de fin d'année; augmenter le caractère dissuasif des peines encourues par les contrevenants à l'obligation du repos dominical des salariés.

Justice (organisation: cours d'appel et tribunaux).

11351. — 20 janvier 1979. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur l'insuffisance des effectifs ayant la charge du service public de la justice dans son département et sur les retards très préjudiciables qui en découlent. Il lui rappelle que les trois magistrats de la chambre de la famille à Rouen sont dans l'incapacité de réduire les délais nécessaires au traitement des affaires qui leur sont présentées malgré tous les efforts. Il faut quelquefois plus d'un an pour qu'un divorce soit prononcé à un justiciable séparé de fait. Il lui rappelle également que le tribunal de grande instance d'Evreux en matière civile n'a plus que deux magistrats du siège, ce qui est très insuffisant compte tenu de l'augmentation du nombre des affaires. Il lui rappelle encore que pour les mêmes raisons, le fonctionnement du service de l'exécution des peines ne peut être mené à bien. Il lui fait remarquer enfin que la décision de mettre à l'étude un système de peines d'amendes prélevées sur le salaire pour éviter les peines d'emprisonnement pour « les paumés de la correctionnelle » ne touchera malheureusement qu'une minorité de ces individus, compte tenu du fait que 40 p. 100 d'entre eux sont chômeurs et que le salaire des autres est d'environ 2 800 francs. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre d'urgence pour que le service public de la justice en Seine-Maritime soit assuré de manière à ce que les justiciables puissent exercer les libertés et les droits qui leur sont reconnus.

Handicapés (loi du 30 juin 1975).

11352. — 20 janvier 1979. — **M. Jean-Pierre Chevènement** expose à **Mme le ministre de la santé et de la famille** qu'il lui paraît tout à fait normal que l'ensemble des textes d'application de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975 n'aient pas encore été publiés alors que cette loi a été votée il y a trois ans et demi et que le législateur avait expressément prévu l'entrée en vigueur de ses dispositions avant le 31 décembre 1977. Certains

articles n'ont jusqu'à présent fait l'objet d'aucun texte d'application : c'est notamment le cas des articles 47, 53 et 54. D'autres articles ont fait l'objet de décrets d'application, mais qui ne permettent pas leur entrée en vigueur effective. C'est en particulier le cas de l'article instituant l'allocation compensatoire : un décret est paru le 31 décembre 1977, mais, en pratique, l'absence d'une circulaire empêche l'attribution de cette allocation. M. Jean-Pierre Chevènement demande à Mme le ministre de la santé et de la famille si elle entend assurer dans les délais les plus brefs l'application de la loi d'orientation en faveur des handicapés dans son intégralité.

Handicapés (appareillage).

11353. — 20 janvier 1979. — M. Jean-Pierre Chevènement expose à Mme le ministre de la santé et de la famille que l'attribution des appareillages aux personnes handicapées aboutit à des procédures dont la complexité, la lourdeur et l'inadaptation sont unanimement dénoncées par les intéressés. Il attire en particulier son attention sur l'inefficacité des commissions d'appareillage dont l'intervention retarde en général inutilement l'attribution puis l'acceptation définitive de l'appareillage. Il lui demande en conséquence dans quel délai doit intervenir le décret d'application de l'article 53 de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées prévoyant la simplification et l'abrégement des procédures d'attribution des appareillages.

Commémoration (sainte Bernadette Soubirous).

11354. — 20 janvier 1979. — M. Emmanuel Hamel rappelle à M. le ministre de la culture et de la communication que l'année 1979 est celle du centième anniversaire de la mort de Sainte Bernadette Soubirous, la bergère pyrénéenne des apparitions de Notre-Dame de Lourdes. Il lui demande : 1° si, à sa connaissance, l'une des trois sociétés de la télévision française prévoit cette année un ou plusieurs émissions sur sainte Bernadette ; 2° s'il n'envisage pas de transmettre aux présidents de ces trois sociétés une suggestion de programmer pour cette année une émission sur la vie de cette sainte.

Calamités (froid).

11356. — 20 janvier 1979. — M. Hamel (Emmanuel) appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur le sentiment de gratitude éprouvé par de nombreux citoyens et leur famille à l'égard des militaires, et notamment des gendarmes, ayant déployé leur efforts depuis le 1^{er} janvier pour secourir et parfois même sauver des victimes du froid, de la glace et de la neige, bloqués sur les routes ou isolées dans leur maison. Il lui demande : 1° par quels moyens il entend établir devant nos compatriotes le bilan de cette récente action de secours par l'armée de la population depuis le début de 1979 ; 2° combien de personnes ont été en 1979 secourues par l'armée et sauvées par elle d'un péril parfois mortel, notamment face aux grands incendies de forêts, mais aussi en mer, sur les plages, à la montagne ou lors d'accidents ou de calamités dans chacun des départements, et spécialement ceux de la région Rhône-Alpes ; 3° si certaines permissions exceptionnelles seront, en des temps éléments, accordés aux jeunes soldats du contingent s'étant particulièrement signalés lors des récentes opérations de dégagement de citoyens mis en danger par des intempéries de ces dernières semaines ; 4° combien de minutes d'informations, de commentaires et d'images télévisées ont été consacrées depuis le début de l'année par TF 1, Antenne 2 et FR 3 à informer les téléspectateurs des interventions de l'armée et notamment de la gendarmerie au service des Français en difficulté et parfois même en péril par la neige, la glace ou le froid sur les routes ou dans leurs maisons.

Radiodiffusion et télévision (informations télévisées).

11357. — 20 janvier 1979. — M. Hamel (Emmanuel) appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de la coopération sur les nombreuses interventions de l'armée depuis le début de l'année et tout spécialement à partir du 5 janvier pour secourir des personnes en danger du fait de l'enneigement, des autoroutes bloquées, des ongères, du froid. Il lui demande : 1° combien de minutes des informations télévisées qu'il a d'autres séquences de chacune des trois sociétés TF 1, Antenne 2, FR 3 ont été consacrées à informer les téléspectateurs des interventions de l'armée et notamment de la gendarmerie pour secourir et même sauver d'un péril mortel des Français en danger du fait des intempéries entre le 5 et le 10 janvier 1979 ; 2° combien de minutes au cours de ces journées du 5 au 10 janvier 1979 ont été consacrées à la publicité télévisée sur chacune des trois chaînes de télévision ; 3° quelles conclusions il tire de cette comparaison.

Régimes pénitentiaires (médecine pénitentiaire).

1358. — 20 janvier 1979. — M. Emmanuel Hamel rappelle à M. le ministre de la justice son éminente participation au congrès mondial de médecine pénitentiaire, en novembre dernier. Il lui demande : 1° quel bilan il peut transmettre, pour 1978, de l'activité des centres médico-psychologiques régionaux insérés dans les établissements pénitentiaires, et notamment de celui de Lyon dont les animateurs déploient un dévouement qui force le respect ; 2° quel a été en 1978 le nombre de détenus suivis médicalement pour troubles psychiques et mentaux ; 3° quelle a été en 1978, par rapport aux années antérieures, la variation de consommation des médicaments psychotropes ; 4° quelles sont les perspectives de la médecine pénitentiaire en 1979.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Art. 139, alinéas 4 et 6, du règlement.)

Constructions navales (activité et emploi).

8460. — 14 novembre 1978. — M. André Duroméa attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation des chantiers navals des ACH d'Harfleur et du Havre. Les ouvriers terminent en effet un navire actuellement et aucune commande nouvelle n'est en vue. Une rupture brutale du plan de charge risque d'entraîner de graves difficultés d'ici peu. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour éviter une situation dramatique.

Administration (publications).

8465. — 14 novembre 1978. — M. Jacques Baumel attire l'attention de M. le Premier ministre sur la prolifération de brochures de caractère luxueux éditées par de nombreuses administrations publiques et par des sociétés nationales, d'un coût certainement élevé et pour un intérêt des plus contestable. Dans cette période d'austérité, ne serait-il pas opportun de réduire au minimum ce genre de dépenses.

Lait et produits laitiers (lait).

8495. — 14 novembre 1978. — M. Louis Le Penec expose à M. le ministre de l'agriculture que les excédents laitiers vont croissant au niveau de la CEE alors que la taxe de coresponsabilité mise en œuvre depuis un an avait pour objet de mieux équilibrer le marché laitier. Il lui demande le bilan qu'il établit d'une année d'application de cette mesure. Il s'étonne par ailleurs que ces fonds primitivement destinés à rechercher des débouchés commerciaux aux excédents soient utilisés pour des actions d'amélioration de la qualité du lait déjà financées par d'autres canaux. Il lui demande si, dans un souci de vérité à l'égard des producteurs, il ne conviendrait pas : soit de leur en ristourner le montant soit d'en suspendre la perception. Il note enfin que dans les mesures à l'étude au niveau de la commission de Bruxelles pour maîtriser l'évolution de la production laitière, se figure pas le système de formation des prix basé sur le quantum. Or, la logique et l'équité commandent de payer un quantum au prix de revient et le reste suivant le prix de marché. Il demande, en conséquence, pourquoi n'appuie-t-il pas un tel mécanisme de garantie des prix qui sauvegarderait les intérêts des producteurs français face aux hollandais ou aux allemands qui obtiennent de meilleurs rendements laitiers et gonflent ainsi les excédents par une grande utilisation d'aliments concentrés importés des USA.

Forêts (personnel).

8513. — 14 novembre 1978. — M. Roger Duroure rappelle à M. le ministre de l'agriculture que, jusqu'en 1964-1965, l'administration des eaux et forêts, responsable unique des missions forestières, disposait d'un personnel polyvalent qui, à tous les niveaux, assumait l'ensemble des tâches. Les réformes de 1964-1965 (création de l'office national des forêts et des centres régionaux de la propriété foncière) ont mis fin à l'unité des personnels de l'ancienne administration. Cependant, pour assurer la cohérence de la politique forestière du ministère, la nécessité est vite apparue de conserver l'unité des différents corps. Ceci a été réalisé pour les corps

existants : IGRF, ingénieurs des techniques forestières, chefs de district et, enfin, agents techniques forestiers. Mais les corps nouveaux de techniciens échappent à cette règle et à cette logique. En 1968 est créé le corps des techniciens de l'office national des forêts ; en 1969, celui des techniciens des travaux forestiers de l'Etat. En 1966, avait été créé le corps des techniciens des centres régionaux de la propriété forestière. Ces cloisonnements sont artificiels et compliquent inutilement la gestion des forêts. En effet, les statuts et les concours de recrutement des deux premiers corps sont identiques, et les statuts du troisième prévoient que les personnels des deux autres peuvent le compléter par voie de mise à disposition. Par ailleurs, l'inégale qualité de la formation professionnelle donnée par les divers établissements qui préparent à ces carrières, et les nombreuses affectations interservices, Etat, ONF, CIAPP, créent des difficultés diverses de gestion qui ne peuvent trouver leur solution que par la fusion de l'ensemble des trois corps. Cette mesure est unanimement réclamée. Les prises de position du conseil général du GREF, des chefs de services régionaux d'aménagement forestier, de l'ensemble des ingénieurs et des techniciens, de l'association française des eaux et forêts et, enfin, du rapport de Jouvenel, ne sont que les plus significatives. M. Roger Duroure demande, en conséquence, à M. le ministre de l'Agriculture, s'il n'estime pas devoir faire droit à ces arguments et, dans l'affirmative, d'en exposer les raisons.

Médiateur (correspondants).

8521. — 14 novembre 1978. — M. Maurice Tissandier demande à M. le Premier ministre de lui préciser le rôle des correspondants du médiateur qui, à titre expérimental, ont été nommés dans neuf départements. Il souhaite savoir si ce système sera étendu à l'ensemble des départements et comment la mission du correspondant s'harmonisera avec celle du parlementaire qui, seul, peut saisir le médiateur d'une réclamation d'un administré.

Cycles (vois).

8529. — 15 novembre 1978. — Devant les proportions alarmantes de vols des deux-roues, M. Michel Aurillac prie M. le ministre de l'Intérieur de lui fournir une statistique sur les vols enregistrés au cours de ces dernières années par type d'engins : vélos, vélomoteurs, cyclomoteurs, motos de moins et plus de 125 centimètres cubes. Il lui demande, d'autre part, ce que son administration compte faire pour familiariser les policiers aux deux-roues par analogie aux stages qu'effectuent certains policiers chez les constructeurs d'automobiles. Il aimerait également savoir ce qui peut être envisagé en matière de numérotage d'un plus grand nombre de pièces sur les motos et si des systèmes d'antivol ont pu être testés capables d'enrayer ce fléau.

Elevage (maladies du bétail : brucellose).

8585. — 15 novembre 1978. — M. Jean Jarosz interroge M. le ministre de l'Agriculture sur la brucellose, maladie microbienne animale, ressentie actuellement dans le département du Nord et particulièrement dans ses arrondissements d'Avesnes-sur-Helpe, Valenciennes et Cambrai, apportant inquiétude aux éleveurs de toute la région. Les pourcentages des exploitations touchées par la brucellose sont en effet les suivants : ensemble du département du Nord : 15,4 p. 100 ; arrondissements de Dunkerque : 2 p. 100, Lille : 8 p. 100, Douai : 7,6 p. 100, Valenciennes : 16 p. 100, Cambrai : 15 p. 100, Avesnes : 26 p. 100. A l'intérieur de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe (le plus touché), la répartition par cantons se fait de la manière suivante : cantons d'Avesnes-Nord : 21 p. 100, Avesnes-Sud : 24 p. 100, Trélon : 17 p. 100, Solre-le-Château : 40 p. 100, Bavay : 24 p. 100. Ces chiffres montrent bien l'ampleur prise par la maladie avec toutes les difficiles conséquences qu'entraîne pour les éleveurs l'abattage obligatoire des bovins positifs dans un délai d'un mois, alors qu'il se trouve beaucoup de retard à percevoir l'indemnité correspondante. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la prophylaxie de la brucellose soit améliorée afin de pouvoir répondre efficacement au maintien de l'état sanitaire du bétail ; quelles mesures il compte prendre pour faciliter l'indemnisation des éleveurs pour qui l'abattage et le remplacement des bêtes malades est une lourde charge qui peut être, souvent, une question de survie pour l'exploitation.

Emploi (entreprises).

8588. — 15 novembre 1978. — M. Bernard Deschamps expose à M. le Premier ministre que le 7 septembre 1978 la population de Beaucaire (Gard) a participé massivement à la journée Beaucaire ville morte décidée par son conseil municipal et vingt-trois organisations locales. Une telle manifestation de la population de Beau-

caire témoigne de la profonde inquiétude de celle-ci devant l'accélération de la dégradation économique de la région. Les licenciements se multiplient : après Rotary-Duffaut (vêtements), après Rossi (bâtiment), c'est la CCIM (charpentes métalliques et quincaillerie) qui en juillet dernier a interrompu ses activités en raison du marasme qui existe dans le bâtiment et à cause de la diminution de la consommation populaire. La même situation se retrouve à quelques kilomètres à l'Araucise, où la société Ufine-Aclers (fabrique d'aclers spéciaux utilisés dans l'électroménager, l'automobile, etc.) impose quatre jours de chômage par mois et la mise à la retraite anticipée de soixante-dix salariés. A Beaucaire même, le nombre des chômeurs atteint le chiffre record de six cents alors qu'il n'était que de soixante-six en 1972. En raison des difficultés que rencontrent les agriculteurs, malgré des efforts méritoires pour des productions de qualité, le nombre d'exploitants agricoles diminue et l'élargissement du Marché commun leur porterait un nouveau coup qui serait fatal. Le conseil municipal de Beaucaire a mis en œuvre tous les moyens à sa disposition pour favoriser l'essor. M. Bernard Deschamps rappelle à M. le Premier ministre la lettre qu'il lui avait fait remettre lors de sa venue à Beaucaire au cours de l'été 1978, et dans laquelle il lui exposait cette situation. Celle-ci appelle des mesures d'urgence et, en particulier : l'arrêt de tout licenciement ; l'abaissement de l'âge de la retraite et la réduction du temps de travail sans diminution de salaire ; la relance de la consommation intérieure par la progression du pouvoir d'achat, en particulier des plus défavorisés ; le déblocage immédiat des crédits d'Etat pour entreprendre de grands travaux d'équipement : hôpitaux, écoles (la ville de Beaucaire demande entre autres la construction en dur du CES Elsa-Triolet), routes, assainissement, habitat équipements culturels, sportifs, socio-éducatifs, etc., indispensables à notre région et générateurs d'emplois ; l'octroi aux neuf cantons rhodaniens, qui en sont privés, de l'aide maximum à la création d'emplois qui devrait être accordée par la DATAR ; la poursuite de l'aménagement du Rhône et de sa région ; la décentralisation effective d'entreprises vers cette région. Ces mesures, seules susceptibles d'apporter un début de solution aux difficultés économiques de Beaucaire et de l'ensemble de la vallée du Rhône, correspondent aux souhaits de la population de ce secteur. M. Bernard Deschamps demande à M. le Premier ministre comment il entend répondre à cette attente.

Agriculture (service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité).

8630. — 16 novembre 1978. — M. Roland Huguet, soulignant la nécessité pour notre consommation intérieure mais aussi singulièrement pour l'exportation de veiller à la plus grande qualité possible de tous nos produits agricoles, estime que le service de la répression des fraudes du ministère de l'Agriculture qui devait être doté selon le plan d'action prioritaire n° 18 de 302 emplois en cinq ans, voit son développement compromis avec seulement 26 créations intervenues en 1978 et 16 prévues en 1979 et des moyens de fonctionnement en stagnation en francs constants puisque la progression est de 12 p. 100 en francs courants, rappelle que des problèmes existent au niveau du personnel, des promesses faites depuis 4 ans ne sont pas tenues et un décalage existe avec la situation de leurs collègues du service de la concurrence et des prix. Demande à M. le ministre de l'Agriculture quelles sont ses intentions immédiates en faveur de ce service et les perspectives de son développement.

Electricité de France (marchés publics).

8635. — 16 novembre 1978. — M. Maurice Ligot appelle l'attention de M. le ministre des transports sur le mode de passation des marchés en matière de transports, au profit de l'Electricité de France, qui ont été confiés à un pool de transporteurs, groupant les sociétés Mayer, Leix, Dessirier-Zuceoni et Stag. Sans mettre en cause la compétence de ces sociétés, on peut s'étonner qu'un marché d'une telle importance ait pu se conclure de gré à gré. Les licences de transports étant déjà contingentées, pour l'équilibre du marché et instaurer une véritable concurrence, il semble nécessaire de modifier le régime actuel pour que les marchés puissent se passer par appel d'offres, et non de gré à gré. M. Ligot demande donc à M. le ministre de l'Industrie quelles mesures il envisage pour ouvrir ces marchés à toutes les entreprises de transports spécialisés.

Région (prime régionale à la création d'entreprises industrielles).

8641. — 16 novembre 1978. — M. Jacques Doufflaques appelle l'attention de M. le Premier ministre sur les conditions d'application du décret n° 77-850 du 27 juillet 1977 habilitant les établissements publics régionaux à accorder une prime régionale à la création d'entreprises industrielles. Après un an d'application, il paraît souhaitable de modifier légèrement ce décret afin de le rendre plus

opérant. En effet, l'article 2 du décret oblige les entreprises à être inscrites au registre du commerce depuis moins de trois mois au moment de la demande. Ce laps de temps, très court, ne permet pas toujours aux entreprises de présenter un dossier complet, surtout en ce qui concerne les emprunts contractés auprès d'organismes financiers. Il serait donc souhaitable de remplacer cette condition d'inscription au registre par un délai de trois mois prenant comme date le début de l'activité. Le Gouvernement envisage-t-il une telle modification.

Lait et produits laitiers (lait).

6753. — 17 novembre 1978. — **M. Jean-François Mancel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la position prise par le bureau de la fédération nationale des producteurs de lait (FNPL) au sujet des propositions de la commission de Bruxelles pour le secteur laitier. En constatant le refus de la commission de traiter les vrais problèmes et de ne rechercher l'équilibre du marché que par le gel des prix et le découragement des producteurs, le bureau de la FNPL est amené à énoncer les observations suivantes : il souligne la remise en cause ainsi opérée des principes de base de la politique agricole : revenu équitable des producteurs, solidarité financière, système d'intervention ; il dénonce une nouvelle fois les aberrations de la politique agro-monnaire de la Communauté qui se traduit dans certains pays par une augmentation artificielle de la production laitière et le gonflement des stocks (la RFA possède, par exemple, 551 000 tonnes de poudre de lait sur un stock total communautaire de 881 000 tonnes) ; il demande le respect des engagements de Wassy, et notamment le démantèlement des MCM dans les délais annoncés (trois ans) ; il souligne les conséquences désastreuses au niveau de la compétitivité à moyen et long terme pour l'élevage français du blocage de la modernisation des exploitations laitières envisagé par la commission ; il déplore que le collège européen ait apparemment complètement abandonné sa proposition antérieure, pourtant positive, d'accorder les primes de cessation d'activité aux producteurs âgés. **M. Jean-François Mancel** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de lui faire connaître son sentiment sur la prise de position des producteurs de lait et les mesures qu'il envisage de prendre pour répondre à leurs légitimes préoccupations.

Sang (centres de transfusion).

8818. — 18 novembre 1978. — **M. Adrien Zeller** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** si elle n'estime pas qu'il faudrait mettre en place et appliquer une convention collective pour le personnel des centres de transfusion sanguine de France.

Enseignement (personnel non enseignant).

8819. — 18 novembre 1978. — **M. Adrien Zeller** expose à **M. le ministre de l'éducation** les difficultés dues notamment au manque de moyens en personnel et en matériel que rencontrent les personnels de l'intendance de l'éducation nationale pour assurer la gestion des établissements d'enseignement public. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour faire face à cette situation.

Assurances maladie-maternité (remboursement : vaccins).

10015. — 13 décembre 1978. — **M. Henri Ferretti** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le fait qu'il est demandé par voie de publicité parue dans la presse aux personnes âgées de se faire vacciner contre la grippe. Or, cette vaccination n'est pas prise en charge par la sécurité sociale. Il lui demande si elle estime que cette vaccination est efficace, ce qui semble résulter de la publicité effectuée, que ces frais, qui sont inférieurs à une consultation médicale, soient remboursés par les caisses primaires d'assurance maladie.

Finances locales (communes).

10019. — 13 décembre 1978. — **M. Emile Koehl** expose à **M. le ministre de l'intérieur** le cas d'une commune qui donne un de ses terrains à bail emphytéotique à une société anonyme, à charge d'y édifier des constructions en charpente métallique à affectation industrielle. Ce bail emphytéotique, conclu pour 45 ans à compter du 1^{er} janvier 1971, réserve à la société anonyme, le droit de sous-louer. La redevance est révisable à partir de cette date par périodes triennales en fonction de l'indice du coût de la construction. Toute variation de plus de 5 p. 100 de cet indice autorisait une augmentation correspondante de la redevance.

La commune a formulé sa demande de révision le 28 septembre 1977. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si cette demande était fondée ou si elle doit être considérée comme irrecevable en application de la loi de finances n° 76-978 du 29 octobre 1976 instituant un plafonnement des loyers qui étaient bloqués au niveau en vigueur à la date du 15 septembre 1976.

Enseignement secondaire (constructions scolaires).

10024. — 13 décembre 1978. — **M. Pierre-Alexandre Bourson** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le futur lycée d'enseignement professionnel intercommunal de Houilles. Le syndicat intercommunal du district de Sartrouville devant incessamment devenir propriétaire du terrain dont les caractéristiques ont été approuvées par l'académie de Versailles, il devient urgent que soit programmé, dès que possible, le financement de ce lycée d'enseignement professionnel, dont le besoin est indéniable dans le district de Sartrouville. **M. Bourson** demande à **M. le ministre** de lui préciser à quelle date pourra être programmé ce lycée d'enseignement professionnel de Houilles.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

10025. — 13 décembre 1978. — **M. Pierre-Alexandre Bourson** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le fait que « l'indemnité de responsabilité de direction » prévue au titre III du budget de l'éducation 1978, n'a toujours pas été perçue par les chefs d'établissements du second degré et leurs adjoints, alors qu'un crédit de 24,5 millions a été voté à ce sujet pour 1978. Pourriez-vous, monsieur le ministre, me donner l'assurance que cette indemnité de responsabilité de direction sera bien versée aux intéressés avant la fin de l'année. D'autre part, pourriez-vous monsieur le ministre, me préciser quand sera créé le crédit de « principal de collège », dont la loi du 11 juillet 1975 requiert implicitement l'institution, dès lors que le collège unique a été institué.

Montagne (accidents).

10027. — 13 décembre 1978. — **M. Michel Barnier** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que le problème de la sécurité des promeneurs, sportifs et touristes en montagne est régulièrement souligné chaque année de par le nombre des accidents. Cette situation appelle, sans doute, une prise de conscience et une action. Il lui rappelle, cependant, l'inquiétude et les réserves des milieux montagnards les plus concernés par ces activités — guides, pisteurs, monteurs, accompagnateurs — à l'égard de toute réglementation rigide imposée de Paris et qui serait à la fois inefficace et inapplicable sur le terrain. En conséquence, il lui demande de lui indiquer si une telle réglementation est envisagée par les pouvoirs publics et, dans l'affirmative, de quelle façon ceux-ci envisagent d'organiser une concertation approfondie avec tous les milieux montagnards concernés.

Office national interprofessionnel des céréales (fonctionnement).

10028. — 13 décembre 1978. — **M. Michel Barnier** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les délais de paiement beaucoup trop longs dans lesquels les producteurs de céréales bénéficient de leur règlement après que ceux-ci aient livré leurs récoltes. En effet, entre le moment où la récolte est livrée par les producteurs et celui où ces mêmes producteurs reçoivent la valeur monétaire de leurs productions, diverses opérations administratives ont lieu. Tout d'abord l'ONIC, à la demande des organismes stockeurs, fait l'inventaire des stocks de céréales. Une fois cet inventaire achevé et après constatation de la quantité des stocks, autorisation est donnée au crédit agricole de débloquer les moyens financiers nécessaires aux organismes stockeurs et chargés de la commercialisation des céréales, afin de payer aux producteurs le montant de leurs ventes céréalières. Actuellement ce circuit administratif dure au moins quinze jours. En conséquence, **M. Michel Barnier** demande à **M. le ministre de l'agriculture** si une réforme éventuelle du fonctionnement administratif de l'ONIC ne pourrait pas être étudiée en collaboration avec lui afin d'éviter les délais de paiement jugés beaucoup trop longs par les intéressés.

Pensions de retraites civiles et militaires (femmes : mères de famille).

10029. — 13 décembre 1978. — **M. Jean-Pierre Bechter** rappelle à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** qu'en réponse à la question écrite n° 4177 (*Journal officiel*, Débats AN, n° 86, du 2 septembre 1978, p. 4813), il disait que le Gouvernement avait mené une étude afin d'examiner la possibilité d'accorder aux

femmes fonctionnaires ayant élevé un ou deux enfants une pension de retraite anticipée. Cette étude avait été communiquée aux organisations syndicales représentatives de la fonction publique au cours de l'année 1977, mais les conclusions avaient mis en évidence des inconvénients tels qu'ils ne permettaient pas « pour le moment d'en prévoir la réalisation ». Il était cependant dit en conclusion qu'ainsi qu'il avait été prévu à l'issue du dernier accord salarial du 7 juillet 1978 « l'examen de ce problème pourra être repris dans la mesure où des éléments nouveaux sont intervenus ou interviendraient ». Il lui demande quel sens il convient d'attribuer à cette dernière phrase et quels sont les « éléments nouveaux » susceptibles d'intervenir. Il souhaiterait également savoir s'ils sont intervenus ou si leur intervention est envisagée. En d'autres termes, il lui demande de bien vouloir lui dire si le problème de la retraite anticipée des femmes fonctionnaires ayant eu un ou deux enfants sera bientôt réexaminée avec le souci d'aboutir.

Charbonnages de France (établissements).

10032. — 13 décembre 1978. — **M. Antoine Gissinger** rappelle à **M. le ministre de l'industrie** que l'entreprise minière et chimique (EMC) a été absorbée par Charbonnage de France-Chimie (CDF-Chimie) à la suite de la publication du décret n° 77-1532 du 31 décembre 1977. Il semble que cette dernière société rencontre à l'heure actuelle de graves difficultés de gestion, difficultés qui risquent de se répercuter sur l'EMC. **M. Antoine Gissinger** demande à **M. le ministre de l'industrie** de lui faire connaître les mesures à l'étude permettant d'équilibrer les résultats de CDF-Chimie et par voie de conséquence, ceux de l'EMC.

Energie (chauffage domestique).

10033. — 13 décembre 1978. — **M. Antoine Gissinger** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les dispositions du décret n° 75-495 du 19 juin 1975 relatif à la régulation des installations de chauffage des locaux et du décret n° 75-1175 du 17 décembre 1975 relatif à la répartition des frais de chauffage dans les immeubles neufs. Les textes en cause prévoient la pose de compteurs individuels de calories dans les immeubles collectifs. Il lui demande s'il peut lui faire connaître le bilan de l'opération entreprise grâce aux textes précités.

Calamités agricoles (fonds de garantie contre les calamités agricoles).

10034. — 13 décembre 1978. — **M. Antoine Gissinger** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que l'article 4 du projet de loi de finances rectificative (n° 709) prévoit une modification des ressources du fonds de garantie contre les calamités agricoles. Selon l'exposé des motifs de cet article, le régime de garantie contre les calamités agricoles s'est trouvé confronté au cours de la période récente à une succession d'accidents climatiques importants. Il lui demande de bien vouloir lui apporter des précisions à ce sujet. Il souhaiterait en particulier savoir quelles ont été les indemnités versées à ce titre au cours des cinq dernières années dans les différentes régions françaises.

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

10036. — 13 décembre 1978. — **M. René Paillet** rappelle à **M. le ministre du budget** que la restauration continue à être assujettie au taux de TVA de 17,6 p. 100 alors que la restauration d'entreprise et les buffets organisés par les traiteurs bénéficient du taux de 7 p. 100, comme d'ailleurs, et cela depuis le 1^{er} janvier 1978, l'ensemble de l'hôtellerie. Par ailleurs, les hôtels pratiquant la pension, ne paient la TVA au taux de 17,6 p. 100 que sur le quart du montant total de la pension. Il apparaît donc nécessaire, dans un souci de stricte équité, qu'il soit mis fin à la discrimination subie par la restauration dans ce domaine et que cette forme d'activité ne soit astreinte à la TVA qu'au taux de 7 p. 100. **M. René Paillet** demande à **M. le ministre du budget** de prendre rapidement des dispositions dans ce sens, afin de sauvegarder un secteur professionnel dont un certain nombre d'établissements disparaît chaque année en raison des difficultés auxquelles ils sont confrontés.

Pension de réversion (cumul).

10037. — 13 décembre 1978. — **M. Nicolas About** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le problème des veuves de médecins, exclues de la loi du 3 janvier 1975 sur le cumul des retraites alors que toutes les autres Françaises peuvent bénéficier de leur pension de réversion à partir de cinquante-cinq ans ou de cinquante ans si elles sont atteintes d'une incapacité au travail, on exige pour accorder à partir de soixante ans le même

avantage aux veuves de médecins qu'elles soient atteintes d'une invalidité à 100 p. 100. Or, très souvent, les veuves de médecins, en aidant au fonctionnement du cabinet médical, n'ont pu travailler et se constituer une retraite personnelle. **M. Nicolas About** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** quelles mesures elle compte prendre pour réparer ces graves injustices.

SNCF (lignes).

10038. — 13 décembre 1978. — **M. Nicolas About** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les conditions des transports SNCF au départ de la gare de La Verrière (Yvelines). Les usagers non contents de supporter les grèves multiples qui secouent ce service public et la surcharge des trains trop peu nombreux aux heures de pointe multiplient les protestations contre les retards et l'allongement du temps de trajet. Les trains ont en effet en moyenne trois jours par semaine de 7 à 12 minutes de retard au départ de la gare de La Verrière, retard qui s'amplifie jusqu'à atteindre un quart d'heure à l'arrivée à la gare Montparnasse à Paris. **M. Nicolas About** souhaite savoir quelles mesures **M. le ministre des transports** compte prendre pour que cesse cette dégradation de ce service public.

Prestations familiales (montant).

10039. — 13 décembre 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** expose à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que, de 1949 à 1972, le pouvoir d'achat des prestations familiales a baissé de 20 p. 100 pour une famille de deux enfants et de 15 p. 100 pour une famille de trois enfants. Pendant la même période le pouvoir d'achat de la moyenne générale des salaires a plus que doublé. **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** ce qu'elle pense de cette situation et quelles mesures elle envisage de prendre pour y remédier.

Paris (circulation routière).

10040. — 13 décembre 1978. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre de l'intérieur** qu'il serait nécessaire de faciliter l'usage de la bicyclette dans Paris. Elle est non bruyante, non polluante et ne consomme aucune énergie. De nombreux agents des administrations seraient désireux d'utiliser ce moyen économique de transport s'ils pouvaient disposer auprès de leurs administrations de parkings pour bicyclettes. Ces parkings seraient signalés par un marquage au sol et comprendraient des installations fixes pour les bicyclettes, ceci dans un but de sécurité. Des instructions pourraient être données aux gardiens des établissements publics pour assurer une surveillance. Le parlementaire susvisé demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il compte favoriser ces installations par des recommandations à ses collègues.

Taxe sur la valeur ajoutée (déclaration du chiffre d'affaires).

10046. — 13 décembre 1978. — **M. Jean-Pierre Abelin** demande à **M. le ministre du budget** si un redevable qui constate, après quelques mois, avoir commis une erreur négative dans le montant du chiffre d'affaires imposable mentionné sur une précédente déclaration CA3/CA4 falsant apparaître, le cas échéant, un crédit de taxes à reporter, est tenu de déposer des déclarations rectificatives à compter de celle où l'anomalie a été constatée, accompagnées des duplicatas des déclarations primitives ou peut-il se limiter à acquitter le supplément de TVA accompagné d'une déclaration rectificative.

Conflits du travail (grève).

10047. — 13 décembre 1978. — **M. Jean-Pierre Abelin** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la signification de l'article L. 521-1 du code du travail modifié par la loi n° 78-763 du 18 juillet 1978. Ce texte consacre-t-il seulement la jurisprudence de la chambre criminelle de la Cour de cassation en prohibant les seules retenues opérées en cas de grève ou vise-t-il toutes les mesures discriminatoires liées à la grève, interdisant désormais de telles initiatives.

Licenciement (licenciement individuel).

10048. — 13 décembre 1978. — **M. Jean-Pierre Abelin** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur l'interprétation de certaines dispositions de l'article L. 122-144 du code du travail : 1° il désire savoir, si dans l'hypothèse où la réintégration

du salarié licencié sans cause réelle et sérieuse est proposée par le juge et acceptée par l'entreprise, le salarié peut prétendre au paiement de sa rémunération pour la période s'étendant entre son licenciement et sa réintégration; 2° il désire connaître la portée du dernier alinéa de l'article L. 122-144 du code du travail : celui-ci prévoit en cas de licenciement irrégulier « le remboursement par l'employeur fautif aux organismes concernés des indemnités de chômage payées au travailleur licencié du jour de son licenciement au jour du jugement prononcé par le tribunal ». Ce texte s'applique-t-il aussi bien en cas de condamnation de l'employeur pour inobservation de la procédure que pour défaut de cause réelle et sérieuse de licenciement ?

Assurance maladie maternité (convention avec les médecins).

10049. — 13 décembre 1978. — **M. Jean-Pierre Abelin** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur l'application de l'article 15 de la convention nationale du 28 octobre 1971, signée d'une part par les caisses nationales d'assurance maladie du régime général, du régime des indépendants, du régime agricole et d'autre part, par la confédération du Docteur Monier. Cette disposition prévoyant la mise en œuvre dans les caisses de « tableaux statistiques d'activité des praticiens » a été reprise par la convention du 3 février 1976, signée par les trois caisses nationales d'assurance maladie intéressées et les deux organisations syndicales représentatives des praticiens. Il désire savoir : 1° si la création de ces profils médicaux, qui font apparaître la nature et le nombre d'actes réalisés ainsi que la nature et le coût des prescriptions ordonnées, a permis de réaliser des économies substantielles en matière de dépenses de santé; 2° si elle ne juge pas souhaitable de prolonger cette action en incitant les caisses à tenir régulièrement les médecins informés des dépenses de soins qu'ils prescrivent.

Enseignement supérieur (établissements).

10053. — 13 décembre 1978. — **M. François Lelour** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur la situation de l'université de Bretagne occidentale à Brest. Il note qu'aucune réponse claire n'a encore été donnée aux étudiants et aux universitaires qui expriment leur inquiétude devant les projets de « restructuration » et de « redéploiement », la suppression d'une partie des enseignements et leur transfert sur des universités éloignées, cela en contradiction avec les propos officiels de décentralisation. Il souligne que les mesures de restrictions envisagées constituent, en fait, un nouvel exemple de gâchis financier en raison d'une sous-utilisation des infrastructures universitaires, et de discrimination à l'égard d'une population déjà gravement lésée économiquement et socialement. En conséquence, il prie **Mme le ministre** de dire très précisément si elle compte maintenir et développer l'ensemble des activités de l'université de Bretagne occidentale, y compris en maintenant en place le personnel non titulaire mis en cause par le décret du 20 septembre 1978.

Handicapés (aveugles et mal-voyants).

10056. — 13 décembre 1978. — Les transports en commun (chemins de fer, métro, bus) admettent normalement dans leurs véhicules les aveugles accompagnés de leur chien. Cette dérogation légitime tient justement compte d'une situation spécifique. Cependant, les transports privés : cars et taxis ne sont pas tenus légalement de l'appliquer. En conséquence, **M. Georges Marchais** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** de prendre les dispositions nécessaires pour que la réglementation adoptée en matière de transports en commun en faveur des handicapés aveugles s'étende également aux transports privés.

Pensions de retraites civiles et militaires (paiement mensuel).

10057. — 13 décembre 1978. — **M. Raymond Maillet** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les retards qui se produisent dans le paiement des pensions d'invalidité. Un assuré de l'Oise ne signale que ces retards varient de quinze jours à un mois et demi. Il lui rappelle, par ailleurs, que le refus de généraliser le paiement mensuel des pensions et retraites aggrave la situation matérielle de ceux qui ne disposent déjà que de faibles ressources. En conséquence, il lui demande ce qu'il compte faire pour : 1° accélérer la généralisation du paiement mensuel des pensions et retraites; 2° éviter le retard dans les versements.

SNCF (gares).

10058. — 13 décembre 1978. — **M. Maillet** expose à **M. le ministre des transports** que le principe de la construction d'une gare à Saint-Maximin (Oise) est retenu. Cette gare est réclamée par le conseil municipal depuis un siècle. L'accroissement considérable du trafic voyageurs des gares de Creil et de Chantilly permettrait un meilleur service et répondrait aux besoins exprimés. 1 500 salariés des cantons sud de l'Oise se rendraient chaque jour dans la région parisienne. **M. Maillet** demande à **M. le ministre des transports** : 1° à quelle date les travaux de construction de la gare de Saint-Maximin seront entrepris; 2° s'il envisage à cette occasion d'étendre la banlieue parisienne qui s'arrête actuellement à Orry-la-Ville afin que Saint-Maximin soit compris dans la banlieue parisienne.

Allocation de chômage (paiement).

10059. — 13 décembre 1978. — **M. Charles Fiterman** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les difficultés financières que cause dans de nombreuses familles l'important retard apporté dans l'instruction des demandes d'allocations des travailleurs privés d'emploi. Ainsi, dans sa circonscription, nombreuses sont les personnes qui ont dû attendre six mois avant de percevoir la moindre indemnisation. Les commissions municipales des affaires sociales et de l'enfance des communes de sa circonscription ayant constaté que ces délais extrêmement longs sont bien souvent à l'origine des situations familiales requérant une aide, **M. Fiterman** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** quelles mesures il compte prendre afin d'accélérer le paiement de ces indemnités.

Femme (condition de la) (mères de famille).

10062. — 13 décembre 1978. — **Mme Hélène Constans** attire l'attention de **Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine** sur le problème suivant : lorsqu'un couple a un enfant, tous les papiers sont faits au nom du père; dans la déclaration de grossesse le nom du « chef de famille » doit être indiqué en premier; les certificats médicaux joints au carnet de maternité sont à adresser à la caisse d'assurances sociales du père même lorsque la mère est salariée et a son propre régime d'affiliation; quant aux prestations, allocations, etc., elles peuvent être versées à la mère mais avant de les verser l'administration fait parvenir un imprimé d'autorisation d'abandon de ce droit au profit du père. Tout est donc fait pour conforter le rôle dominant du chef de famille. Aussi, elle lui demande si elle compte prendre des mesures pour qu'en ce domaine la femme ait les mêmes droits que l'homme.

Enseignement (établissements).

10063. — 13 décembre 1978. — **M. Robert Ballanger** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le financement du groupe scolaire « Georges-Poltzer », à Tremblay-lès-Gonesse, en Seine-Saint-Denis. La municipalité avait obtenu, suite à une audience auprès de **M. le préfet** en décembre 1977, que le groupe scolaire Poltzer soit financé à dix classes. Cet engagement de financement était confirmé par un courrier, en date du 24 mai, émanant du cabinet préfectoral. Depuis cette date, l'Etat fait traîner l'arrêté de subvention. Le 15 octobre, l'administration confirmait la subvention en donnant l'autorisation de démarrer les travaux. Malheureusement, le 19 octobre, la municipalité apprenait, à la suite d'un nouveau contact, que la subvention lui serait octroyée seulement pour six classes et non dix classes comme promis. Le préfet ayant pris des engagements écrits, on peut se demander ce qu'est devenue la subvention des quatre classes. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les engagements financiers de l'Etat soient respectés.

Enseignement préscolaire et élémentaire (instituteurs : remplacement).

10064. — 13 décembre 1978. — **M. Maxime Kalinsky** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les graves atteintes portées au droit des instituteurs à la formation continue résultant du manque de remplaçants des maîtres absents. En effet, des enseignants des écoles maternelles et primaires du Val-de-Marne se voient actuellement supprimer l'autorisation d'effectuer le stage de formation continue qui leur avait été accordé, n'étant pas remplacés. Cette situation va à l'encontre de l'intérêt des élèves, lié à celui des maîtres qui nécessite une meilleure formation du corps enseignant, pour permettre d'améliorer la qualité de l'enseignement. Il s'agit d'un gâchis caractérisé tant pour les élèves privés d'enseignement auquel ils ont droit par le non-remplacement de leurs maîtres momentanément absents, que pour les enseignants empêchés de se qualifier. A la situation scandaleuse créée dans les écoles maternelles et

primaires du Val-de-Marne par le manque de remplaçants, contre laquelle il s'est élevé dans une précédente question écrite, s'ajoute un nouveau scandale. Une telle situation est inadmissible. Avec l'éducation de nos enfants, c'est l'avenir de notre pays qui est en jeu. En conséquence, il lui demande s'il entend permettre le déblocage des crédits nécessaires pour créer d'urgence un nombre suffisant de postes de remplaçants.

Handicapés (appareillage).

10065. — 13 décembre 1978. — **M. Vincent Ansqver** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur l'absolue nécessité d'améliorer les conditions dans lesquelles sont attribués les appareillages aux handicapés. Les associations représentant les intérêts de ces derniers sont unanimes à déplorer l'inefficacité du système appliqué actuellement, qui aboutit à retarder, dans un premier temps, l'attribution de cet appareillage et, dans un deuxième temps, l'acceptation définitive de celui-ci. Il apparaît également que la qualité des appareils livrés laisse de plus en plus à désirer et que les handicapés éprouvent des difficultés accrues, en raison des réparations ou des renouvellements qui doivent être faits plus fréquemment. Il lui demande que des dispositions soient prises dans les meilleurs délais pour réformer les modalités d'une réglementation abusive dans ce domaine, afin que cessent les contraintes et les lenteurs de la procédure actuelle.

Handicapés (allocations).

10068. — 13 décembre 1978. — **M. Jean-Pierre Delalande** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les retards affectant les versements de la garantie de ressources allouée aux travailleurs handicapés en application de la loi d'orientation n° 75-524 du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées. Cet état de fait est très grave puisque les travailleurs handicapés bénéficiant de la garantie de ressources n'ont plus droit à l'allocation aux adultes handicapés et se trouvent donc sans aucun revenu pendant un temps plus ou moins long. Une partie des ressources dues pour l'année 1978 risque donc, bien que la situation soit très différente selon les départements, d'être versée en 1979, entraînant ainsi un cumul artificiel de revenus susceptible de faire dépasser le plafond de ressources au-delà duquel certaines allocations et avantages sont supprimés, et par conséquent un surcroît d'imposition. Il lui demande d'intervenir afin qu'aucun travailleur handicapé ne puisse se trouver pénalisé indûment par les conséquences des retards actuellement constatés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour combler ceux-ci dans les plus brefs délais et empêcher ultérieurement le retour de faits aussi préjudiciables.

Impôt sur le revenu (invalides du travail).

10071. — 13 décembre 1978. — **M. Henri de Gestines** expose à **M. le ministre du budget** qu'un travailleur dont l'état de santé a déterminé sa mise en situation « d'invalidité » se voit refuser le bénéfice de l'abattement qui est consenti en matière d'IRPP aux retraités. Cette situation apparaît injuste et il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour que les travailleurs dont la santé a justifié la reconnaissance de leur état « d'invalidité » soient traités au plan fiscal sur un pied d'égalité avec les retraités.

Plus-values (imposition des immobilières).

10075. — 13 décembre 1978. — **M. Georges Mesmin** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'injustice flagrante résultant, pour les contribuables, de l'interprétation donnée par l'administration des dispositions de la loi du 19 juillet 1976 sur les plus-values immobilières en matière de sociétés civiles immobilières. En effet, des précisions fournies par l'instruction 8.M. 3.78 du 9 mars 1978 de la DGI, il ressort que les contribuables sont traités de façon fort différente en cas de cession de leur résidence principale selon qu'ils possèdent celle-ci sous forme de parts d'une société immobilière de copropriété ou d'une société civile immobilière. Dans le premier cas, en vertu du principe de la transparence fiscale des sociétés immobilières de copropriété, les contribuables sont considérés comme directement propriétaires de leur résidence principale et peuvent bénéficier de ce fait des exonérations prévues par la loi. Par contre dans le cas des autres sociétés civiles immobilières, non seulement les contribuables ne peuvent bénéficier des exonérations prévues en faveur des résidences principales puisqu'ils ne sont pas considérés comme propriétaires de celles-ci, mais encore lorsqu'il s'agit de la cession de résidences secondaires, ils se voient également refuser le bénéfice des exonérations sous prétexte, cette fois, qu'ils sont pro-

prétaires de leur résidence principale par personne interposée. Il ne saurait y avoir d'interprétation contraire des textes par l'administration en fonction du seul souci d'améliorer les rentrées fiscales. Aussi il lui demande de donner d'urgence des directives à l'administration de façon qu'il soit rapidement mis fin à une situation aussi manifestement contraire à la volonté du législateur et au principe de l'égalité de traitement entre contribuables.

Politique extérieure (Madagascar).

10076. — 13 décembre 1978. — **M. Pierre Lagourgue** demande à **M. le ministre de l'économie** si ses services ont déjà pu définir les conditions de répartition de l'indemnité versée au Gouvernement français par le Gouvernement malgache au titre de l'accord franco-malgache du 23 décembre 1977 pour le transfert à l'Etat malgache du domaine de la Sakay et si l'on peut espérer que les fermiers intéressés pourront percevoir leur indemnité prochainement.

Assurances maladie-maternité (stagiaires de la formation professionnelle continue).

10080. — 13 décembre 1978. — **M. Albert Liogier** rappelle à **M. le ministre du travail et de la participation** que les stagiaires de la formation professionnelle continue rémunérés par l'Etat se trouvant en congé de maternité perçoivent, en vertu du décret n° 78-554 du 9 août 1978, une indemnité journalière de repos égale à la moitié de la rémunération journalière que leur verse l'Etat. Si ce taux est justifié pour l'indemnité journalière de maladie, il n'en est pas de même pour l'indemnité journalière de repos qui devrait être égale à 90 p. 100 de cette rémunération. Il lui demande en conséquence s'il ne lui paraît pas souhaitable de modifier le décret du 9 août 1978 afin d'aligner le taux de l'indemnité journalière de repos des stagiaires de la formation professionnelle continue sur le taux de droit commun.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

10081. — 13 décembre 1978. — **M. Jean-Louis Masson** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des entreprises de transports routiers en ce qui concerne leur assujettissement à la taxe professionnelle. Cette imposition frappe lourdement les entreprises de ce secteur en raison de la spécificité même de la profession. Du fait que ces entreprises sont à la fois des entreprises de main-d'œuvre et des entreprises d'investissement et de matériel dites « à forte intensité capitalistique », elles sont doublement taxées dans le système instauré par la loi du 29 juillet 1975 qui est assis exclusivement sur la masse salariale et les valeurs locatives des immobilisations corporelles. Le texte appelé à mettre fin au régime transitoire actuellement en vigueur devra logiquement tenir compte de la spécificité de la profession tant sur le plan des charges en personnel que sur celui de l'investissement en matériel à amortissement rapide. En exprimant ce vœu, la fédération regroupant les organisations syndicales intéressées demande qu'il soit mis un terme aux hausses particulièrement sensibles que la profession doit subir par rapport à l'ancienne patente et que soient supprimées les distorsions de taux existant entre les différentes communes. Il est donc souhaité une révision des règles de détermination de l'assiette de la taxe pour les véhicules de transports routiers. La valeur locative de ces véhicules ne peut en effet être appréciée de la même manière que celle des équipements fixes. La dépréciation rapide de ce matériel implique des modalités particulières tenant compte des charges qu'impose à l'entreprise son renouvellement constant. La sécurité et les économies d'énergie qui représentent pour la profession une préoccupation majeure lui interdisent le maintien en circulation de matériel vieillissant lorsque ce maintien est commandé par de simples raisons fiscales. Il est proposé en conséquence que la valeur locative des véhicules de transport soit calculée en fonction d'un coefficient multiplicateur spécifique inférieur de moitié au coefficient de droit commun. Dans le système actuel de détermination de l'assiette, le prix de revient du véhicule est multiplié par 16 p. 100 pour obtenir la valeur locative. Il serait souhaitable que dans le texte fixant les futures règles le coefficient multiplicateur appliqué aux véhicules de transport ne soit pas supérieur à 8 p. 100. Il lui demande la suite susceptible d'être réservée à cette suggestion.

Impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

10082. — 13 décembre 1978. — **M. Henri Torre** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les modalités d'imposition de l'indemnité de fin de gérance versée aux locataires-gérants de stations-

service par les compagnies pétrolières en vertu des accords interprofessionnels du 21 janvier 1977. Certaines organisations professionnelles considèrent que cette indemnité est comparable à celle que reçoit l'agent commercial indépendant qui a créé ou développé une clientèle pour le compte d'autrui moyennant abandon de celle-ci au profit du propriétaire lors de la rupture du contrat. Cette indemnité peut aussi se comparer, lorsque le locataire-gérant cesse son activité, à l'indemnité d'éviction versée par le propriétaire au locataire en contrepartie de la perte du droit au bail auquel est attachée la clientèle. L'indemnité serait alors considérée comme une plus-value à long terme et imposable à un taux réduit. Mais certains services fiscaux refusent cette assimilation considérant que le gérant libre de station-service ne peut être assimilé à celui qui aurait cédé des droits incorporels. Dès lors, l'indemnité de fin de gérance est considérée comme un revenu qui doit être rattaché au dernier exercice comptable et imposé dans les conditions de droit commun applicables aux BIC. Il lui demande de bien vouloir préciser sa position afin de mettre un terme à de nombreux litiges nés de la multiplication récente de ces indemnités de fin de gérance en indiquant : 1° la nature de l'imposition à retenir pour de telles indemnités ; 2° le taux à appliquer lorsque l'indemnité est versée plus de deux ans après la prise en gérance du fonds ; 3° si le bénéficiaire peut être exonéré quand il est au régime du forfait et que la rupture du contrat intervient plus de cinq ans après le début de la gérance ; 4° si l'imposition est due sur la totalité de la créance lors du premier versement ou bien au fur et à mesure des versements partiels.

Départements d'outre-mer (Réunion : canne à sucre).

10085. — 13 décembre 1978. — M. Pierre Lagourgue rappelle à M. le ministre de l'agriculture que le succès remporté par le plan de relance de la canne mis en place en 1974 aura permis en 1978 une production sucrière de plus de 270 000 tonnes. Or il avait été donné l'assurance aux producteurs que le quota « A » qui est à l'heure actuelle de 267 031 tonnes pourrait être augmenté afin de permettre aux planteurs d'être intégralement payés aux prix de ce quota. Il demande donc à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour que, dans les plus brefs délais, le quota « A » de la Réunion soit porté à 285 000 tonnes, ce pour permettre de tenir les engagements pris par le Gouvernement pour cette année et aussi de faire face à une augmentation de la production pour la campagne 1979-1980.

Jeunes (emploi).

10086. — 14 décembre 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre du travail et de la participation quelles sont les conséquences pour l'emploi des jeunes en France de la décision du conseil des ministres des affaires sociales de la Communauté du 27 novembre dernier, qui a donné son accord sur le règlement relatif à la création d'une aide nouvelle du fonds social européen en faveur des jeunes. Est-il exact que le concours du fonds social européen sera calculé sur la base d'un maximum de 30 UCE par personne par semaine pour une période maximale de douze mois. M. le ministre du travail peut-il préciser comment ces fonds seront versés et si les bénéficiaires pourront savoir, lorsqu'ils percevront le fonds social, quel est le montant du concours au niveau européen.

Sidérurgie (Communauté économique européenne).

10087. — 14 décembre 1978. — A l'occasion du conseil des ministres des affaires étrangères des 20 et 21 novembre 1978, un certain nombre de décisions ont été prises relatives à la mise en place des dispositions anti-crise pour l'année 1979 concernant la sidérurgie. M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de l'industrie de lui préciser en quoi consiste exactement le système mis en place tant en ce qui concerne le marché intérieur communautaire et donc français que les mesures à l'égard des pays extérieurs à la Communauté. Il lui demande s'il peut apprécier l'effet des mesures prises sur l'assainissement du marché et l'amélioration des prix des différents types d'acier.

Impôt sur le revenu (personnes âgées).

10089. — 14 décembre 1978. — M. Roland Huguet rappelle à M. le ministre du budget que les personnes hébergées en hospice au titre de l'aide sociale doivent être assujetties, le cas échéant, à l'impôt sur le revenu, que le montant de cet impôt est à duire des ressources des pensionnaires à récupérer dans la limite de 90 p. 100 en application de l'article 142 du code de la famille et de l'aide sociale (Journal officiel des Débats de l'Assemblée nationale du 29 juin 1977). Il s'étonne que des personnes dont les ressources sont appréhendées

en presque totalité soient assujetties à l'impôt sur le revenu et demande qui doit souscrire la déclaration annuelle des revenus : la personne hospitalisée ; elle ne perçoit pas directement ses revenus ; le directeur de l'établissement, qui coordonne ; le receveur de l'établissement, qui encaisse la totalité des revenus.

Radiodiffusion et télévision (redevance).

10090. — 14 décembre 1978. — Le décret n° 78720 du 10 juillet 1978 a déterminé les conditions dans lesquelles certaines personnes remplissant des conditions précises, notamment d'âge et de ressources, pouvaient être exonérées de la redevance de télévision. Aussi, M. Joseph Franceschi demande à M. le ministre de l'économie de bien vouloir lui faire connaître s'il envisage de prendre de nouvelles dispositions plus souples et plus favorables pouvant permettre à un plus grand nombre de personnes âgées de bénéficier de cet avantage.

Hôpitaux (établissements).

10091. — 14 décembre 1978. — M. Dominique Taddéi appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation désastreuse de l'hôpital général d'Uzès (Gard). La vétusté, les mauvaises conditions d'accueil et d'hébergement, l'insuffisance des structures médicales mais aussi, pour les personnels, les conditions de travail difficiles conduisent à s'interroger sur la volonté réelle d'humanisation des hôpitaux. Il semblerait préférable d'envisager la création d'un établissement nouveau qui garantirait les conditions requises pour un établissement de troisième classe. Il lui demande en conséquence, quelles mesures elle compte prendre pour répondre aux besoins locaux.

SNCF (lignes).

10092. — 14 décembre 1978. — M. Dominique Taddéi appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la légitime émotion des habitants de Vaucluse devant les menaces de fermeture qui pèsent actuellement sur certains tronçons ferroviaires reliant entre elles plusieurs petites communes de ce département. M. Dominique Taddéi demande donc à M. le ministre des transports quelles mesures il entend prendre afin d'éviter cela. D'autre part M. Dominique Taddéi demande à M. le ministre des transports s'il ne conviendrait pas de procéder à la réouverture de la ligne Carpentras—Sorgues—Avignon, et cela afin de répondre aux souhaits exprimés par ces municipalités ainsi que par un nombre sans cesse grandissant d'usagers.

Enseignement préscolaire et élémentaire (institutrices et institutrices).

10093. — 14 décembre 1978. — M. Dominique Taddéi appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation gravement préoccupante des institutrices et institutrices susceptibles de bénéficier de la loi Roustan relative au rapprochement des conjoints. A la rentrée de l'année scolaire 1978-1979, sept intégrations ont pu avoir lieu. Il convient de souligner, cependant, que soixante et un institutrices ou institutrices dans le département de Vaucluse n'ont pu encore profiter de l'application de cette loi. M. Dominique Taddéi demande donc à M. le ministre de l'éducation quelles mesures il entend prendre afin de résoudre ce douloureux problème.

Enseignement secondaire (établissements).

10095. — 14 décembre 1978. — M. Dominique Taddéi demande à M. le ministre de l'éducation s'il ne conviendrait pas de procéder à la création d'une classe terminale préparant au baccalauréat F7 (biochimie) dans le Vaucluse. En effet, les élèves de ces départements intéressés par ce type de formation sont actuellement obligés de s'inscrire dans des établissements scolaires des villes de Marseille, Montpellier, Lyon, Grenoble ou Toulouse, ce qui occasionne des charges supplémentaires pour les familles concernées.

Aides ménagères (service : fonctionnement).

10096. — 14 décembre 1978. — M. Dominique Taddéi appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les graves difficultés financières que rencontrent actuellement un certain nombre de bureaux d'aide sociale, gestionnaires de services d'aides ménagères, dans le département de Vaucluse. Il semble que de façon générale ces difficultés soient de deux ordres : 1° insuffisance des taux de remboursement ; 2° décalages importants (souvent supérieurs à six mois) entre la première intervention et la

remboursement effectifs. M. Dominique Taddéi demande donc à Mme le ministre de la santé et de la famille quelles mesures elle entend prendre pour résoudre ces problèmes qui conditionnent la poursuite de la politique du maintien à domicile des personnes âgées.

Enseignement secondaire (établissements).

10097. — 14 décembre 1978. — M. André Billardon attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation du collège de la Châtaigneraie à Autun, en Saône-et-Loire. Compte tenu des besoins exprimés par le conseil d'établissement, il apparaît que manquent un poste d'agent de laboratoire et un poste de conseiller d'éducation. Par ailleurs, aucun moyen ne peut être dégagé pour mettre en place l'approfondissement pédagogique nécessaire. M. Billardon demande à M. le ministre quelles mesures il entend prendre pour satisfaire les besoins de cet établissement.

Handicapés (allocations).

10098. — 14 décembre 1978. — M. Gérard Houfeur appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des grands handicapés qui souhaitent vivre chez eux et dont l'état nécessite l'aide constante d'une tierce personne. Le cumul de l'allocation aux adultes handicapés et de l'allocation compensatrice atteignent, dans le meilleur des cas, 2 600 francs, ils ne peuvent rémunérer cette tierce personne et subvenir à leurs propres besoins. Pour tenter d'améliorer cette situation, l'association des paralysés de France a adopté une motion ayant pour objet l'augmentation de l'allocation aux adultes handicapés, jusqu'à 80 p. 100 du SMIC, et que soutenait l'ensemble des partis politiques, lors de la dernière campagne pour les élections législatives. S'agissant d'une requête particulièrement digne d'intérêt, il lui demande dans quelle mesure une suite favorable lui sera réservée.

Entreprises industrielles et commerciales (activité et emploi).

10101. — 14 décembre 1978. — M. Maurice Pourchon appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la situation de la Société des anciens Etablissements Desplat et Melut, située à Aigueperse (Puy-de-Dôme). Il lui indique que cette entreprise qui exploite près de 150 salariés connaît de très sérieuses difficultés et est, actuellement, placée sous contrôle d'un curateur. Il lui précise en outre qu'un plan de redressement pouvant se traduire par de nombreux licenciements est actuellement à l'étude. Or, cette entreprise est située dans un canton particulièrement fragile sur le plan démographique, et dans lequel tout licenciement collectif important ne manquerait pas d'avoir les conséquences les plus graves. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il envisage de prendre pour permettre à la Société des anciens Etablissements Desplat et Melut de poursuivre son activité sans diminution d'effectif.

Coopératives (coopératives agricoles).

10102. — 14 décembre 1978. — M. Maurice Pourchon appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole de la loi n° 78-9 du 4 janvier 1978. Aux termes des dispositions de cette loi, applicables à compter du 1^{er} juillet 1978, les coopératives agricoles ne pourront obtenir leur agrément qu'après immatriculation au registre du commerce et des métiers. L'application de ces mesures se traduira par une charge financière importante pour les petites CUMA, ce qui risque d'aller à l'encontre du développement de la coopération agricole. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que les CUMA, qui n'ont aucune vocation commerciale, soient exclues du champ d'application de ces nouvelles dispositions.

Elevage (zone de montagne).

10103. — 14 décembre 1978. — M. Henri Michel attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le fait que l'indemnité spéciale de montagne accordée il y a six ans aux agriculteurs s'élevait à 200 francs par bête et que, à ce jour, cette indemnité est inchangée en valeur. Il lui demande s'il ne pense pas devoir procéder à une augmentation de rattrapage et ensuite à une indexation de cette indemnité qui permettrait à l'agriculteur d'avoir ainsi une indemnisation plus rationnelle et plus à la mesure de l'augmentation de la vie.

Mineurs (travailleurs de la mine) (assurance vieillesse).

10104. — 14 décembre 1978. — M. Jacques Mellick appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les mineurs retraités, anciens prisonniers de guerre. Alors que pour d'autres professions, notamment les cheminots, les années passées comme prisonniers de guerre comptent double dans le calcul de la retraite, les mineurs, qui ont exercé pendant leur vie active un métier particulièrement pénible, ne peuvent bénéficier de cette disposition. Il lui demande les mesures qu'elle compte prendre afin de mettre fin à cette situation discriminatoire.

10105. — 14 décembre 1978. — M. Jacques Mellick appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la taxe à la valeur ajoutée supportée par les sociétés colombophiles pour les transports de pigeons lors des concours. Ces sociétés, souvent non subventionnées, composées de personnes de revenus modestes, et, dans le secteur du bassin minier Nord-Pas-de-Calais, par des mineurs en activité ou retraités, ne disposent pas, en conséquence, de grandes possibilités financières et sont amoindries, de surcroît, par le versement obligatoire de la TVA. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'envisager un assouplissement du régime fiscal des transports de pigeons voyageurs.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

10106. — 14 décembre 1978. — M. Claude Evin soumet à l'attention de M. le ministre de l'économie le fait suivant : une famille a accueilli, en février 1977, deux fillettes indiennes en vue d'adoption. La procédure avait été ponctuée, en octobre 1976, d'un jugement de la haute cour de Bombay nommant le chef de famille gardien légal des deux fillettes. Depuis cette date et jusqu'en février 1977, la famille a dû verser une pension alimentaire alors que les fillettes n'étaient pas chez elle. Les services fiscaux refusent de prendre en compte cette période dans le calcul de la base d'imposition de la famille. Il lui demande s'il ne juge pas nécessaire que de plus grandes facilités, et notamment fiscales, soient accordées aux parents qui accueillent des enfants étrangers, compte tenu des frais importants que ces parents supportent dans ce cas (frais de procédure, frais de voyage, frais de convoyeuse, etc.).

Enseignement secondaire (manuels scolaires).

10107. — 14 décembre 1978. — M. Pierre Bas, ayant pris connaissance de la réponse à sa question écrite n° 5116, du 5 août 1978, sur le système de distribution de manuels scolaires, tient à exprimer à M. le ministre de l'éducation son admiration devant le talent du rédacteur de la réponse. En effet, alors qu'il était proposé par le parlementaire auteur de la question un système de chèque-livre et que l'administration s'en tient au système socialiste d'achats massifs de livres et de gestion dans les plus mauvaises conditions par les établissements d'enseignement, la réponse aboutit à la conclusion suivante : « L'absence de fixation d'un crédit-élève calibré pour permettre l'achat d'une collection de livres complète à un prix acceptable aboutirait soit à laisser une partie des frais à la charge des familles, soit à imposer au budget de l'Etat une contribution déraisonnable. » M. Pierre Bas demande comment la dépense par l'Etat de la même somme versée directement aux parents, dans un système d'économie libérale, et versée aux établissements d'enseignement, dans le système socialiste retenu, peut aboutir à des conséquences différentes pour les finances de l'Etat. S'il est exact — et peut être l'auteur de la réponse à la question y a pensé — que, dans la Chine impériale, les systèmes de mesures variaient avec les saisons de l'année, il est non moins exact que l'on n'en est pas à ce stade en France en ce qui concerne la monnaie de la République. Qu'une somme soit versée à des particuliers ou qu'elle soit versée à un service public, elle reste la même dès lors qu'elle était la même au départ et son imputation sur le budget national correspond rigoureusement à la même dépense. Par conséquent, une dépense de même montant ne peut être qualifiée de raisonnable quand elle est versée à un lycée pour un élève et de déraisonnable quand elle est versée aux parents de ce même élève. Si l'administration de l'éducation nationale pouvait admettre ce postulat premier, la discussion pourrait se poursuivre. M. Pierre Bas demande donc à M. le ministre si un même crédit est plus néfaste pour l'Etat s'il est réparti entre les parents ou s'il est réparti entre les lycées. S'il veut bien admettre que ce crédit n'est ni plus onéreux, ni plus déraisonnable dans un cas que dans l'autre, on pourrait peut être examiner le système du chèque-livre mis au point par les associations d'éditeurs concernées.

Administration (relations avec le public).

10108. — 14 décembre 1978. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** que les formes verbales et l'usage des pronoms personnels varient avec les peuples et les civilisations. C'est ainsi que les Latins employaient la deuxième personne du singulier là où les Anglais n'emploient que la seconde personne du pluriel. De la même façon un ministre de Pologne ne parlera à son chauffeur qu'à la troisième personne. Ces faits sont bien connus et c'est pourquoi il est surprenant de voir en France, pays où le signe de la politesse et du respect est l'emploi de la seconde personne du pluriel en s'adressant à un interlocuteur isolé, dans certains services administratifs, certains fonctionnaires employer le « tu » de familiarité envers les personnes qu'ils ont à recevoir ou à interroger. Cette façon d'agir qui est ancienne, les mémoires de Vidocq en témoignent, n'est pas pour autant admissible. L'administration d'Afrique, qui avait la charge de populations employant usuellement le « tu », en face d'un interlocuteur isolé, avait posé la règle simple de la réciprocité : « tu pour tu, vous pour vous ». Il lui demande s'il n'est pas possible d'obtenir des services français, de quelque ministère qu'ils relèvent, qu'ils veuillent bien employer le « vous » de politesse envers les personnes dont ils ont à examiner les cas.

*Mutualité sociale agricole
(majoration pour assistance d'une tierce personne).*

10110. — 14 décembre 1978. — **M. François d'Aubert** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que la législation relative à la condition d'âge que doivent remplir les personnes relevant du régime des non-salariés agricoles pour obtenir le bénéfice de la majoration pour assistance d'une tierce personne est encore plus rigoureuse que celle concernant la même condition dans les autres régimes de sécurité sociale, qui ne se caractérise pourtant pas par sa souplesse. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de modifier cette législation dans un sens plus libéral.

*Mutualité sociale agricole
(majoration pour assistance d'une tierce personne).*

10111. — 14 décembre 1978. — **M. François d'Aubert** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le caractère rigoureux de la législation concernant la condition d'âge à laquelle est soumise l'attribution de la majoration pour assistance d'une tierce personne dans l'ensemble des régimes de sécurité sociale placés sous sa tutelle. Soulignant les conséquences dramatiques auxquelles peut conduire l'application de cette législation pour les personnes dont l'âge et l'état de santé justifient une particulière sollicitude des pouvoirs publics, il lui demande si elle n'estime pas nécessaire d'étudier les assouplissements qui pourraient être apportés dans ce domaine.

Impôts locaux (taxe foncière).

10112. — 14 décembre 1978. — **M. Robert Bisson** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les dispositions de la circulaire n° 6 C-3-78 du 26 juin 1978 accordant l'exonération, pendant quinze ans, du paiement de la taxe foncière sur les propriétés bâties, pour les constructions réalisées avec l'aide d'un prêt PAP ou d'un prêt locatif aidé, quel que soit l'organisme qui accorde le prêt (Crédit immobilier, Crédit foncier, Crédit agricole). Il lui demande si cette mesure d'exonération ne concerne que les nouvelles constructions, en lui faisant observer que dans l'affirmative, cette restriction constituerait une injustice à l'égard des personnes qui, ayant fait construire après le 31 décembre 1972, n'ont bénéficié de l'exonération que pendant une période de deux ans et, alors que le crédit était, à l'époque, plus cher.

Etablissements sanitaires non hospitaliers (centres de soins).

10113. — 14 décembre 1978. — **M. Alexandre Bolo** expose à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que, depuis le 1^{er} décembre 1978, fonctionne l'association des centres de soins de la région nantaise (ACSRN), qui est une association à but non lucratif, répondant aux conditions de la loi de 1901. Cette association, qui assure la gratuité des soins par l'absence d'avance d'argent de la part des malades, en pratiquant le tiers payant, a décidé, dans un premier temps, le maintien des postes et centres de soins existants, et envisage de ne pas se limiter au service infirmier concernant soins et piqûres mais de faire prendre conscience aux usagers de leurs conditions de vie, par une étude sanitaire. Comptant cinq postes de soins et huit infirmiers en décembre 1978, l'association dispose de dix-sept postes de soins et de trente-deux infirmières en novem-

bre 1978. S'agissant du financement, l'association n'a pas accepté de signer une convention avec la sécurité sociale, du fait que celle-ci imposait un abattement de 7 p. 100 sur les tarifs pratiqués par les infirmiers libéraux. Une convention a, par contre, été passée avec l'union mutualiste de la Loire-Atlantique, pour un système de délégation de paiement, ce qui permet de pratiquer le tiers payant, sans abattement de 7 p. 100. Or, un décret d'avril 1977 prévoit que tout centre de soins doit, pour pouvoir exercer, faire une demande d'agrément à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale et, de ce fait, répondre à des normes d'installation. Par ailleurs, lorsque l'agrément sera accordé, après enquête, il y aura obligation de passer une convention avec la sécurité sociale, ce qui se traduira par un abattement de 7 p. 100, voire de 13 p. 100, par rapport aux tarifs reconnus aux infirmiers libéraux. Si les conditions d'agrément sur le plan technique ne sont en aucune façon contestées par l'association, celle-ci par contre ne pourra supporter l'abattement prévu sur les tarifs qu'elle pratique sans remettre en cause les objectifs qu'elle s'est fixés, d'autant plus que, dans le système du paiement à l'acte, seuls les actes infirmiers sont remboursés, sans tenir compte de la prévention. Il lui demande, en conséquence, si elle n'estime pas équitable que l'abattement envisagé ne soit pas appliqué lors de l'agrément par la DDASS des centres de soins relevant d'une association telle que celle nommée ci-dessus, et de la convention avec la sécurité sociale qui devra en découler.

Pré-retraite (accord national interprofessionnel du 13 juin 1977).

10116. — 14 décembre 1978. — **M. Pierre-Charles Krieg** rappelle à **M. le ministre du travail et de la participation** qu'un accord national interprofessionnel, daté du 13 juin 1977, étend, pendant une période temporaire, le régime de garantie de ressources prévu au bénéfice des salariés licenciés après soixante ans et remplissant par ailleurs certaines conditions particulières. Cette extension concerne les travailleurs démissionnaires âgés de plus de soixante ans qui peuvent, de ce fait, prétendre eux aussi à un avantage représentant 70 p. 100 du salaire antérieur. Le nouveau dispositif est entré en vigueur le 11 juillet 1977 et doit être applicable, sauf décision de prorogation, jusqu'au 31 mars 1979. Il apparaît, de toute évidence, que le régime d'assurance chômage en cause, par les possibilités qu'il offre aux salariés remplissant les conditions prévues de bénéficier d'une retraite anticipée en percevant une garantie de ressources minimale, et les conséquences qui en découlent sur le marché du travail par la libération d'emplois, se doit d'être reconduit. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir intervenir auprès des parties signataires de l'accord, en vue de les inciter à proroger au-delà du 31 mars 1979 les mesures actuellement appliquées dans ce domaine et à faire connaître dès à présent leur décision à ce sujet.

Viticulture (techniciens supérieurs en viticulture-œnologie).

10117. — 14 décembre 1978. — **M. Charles Haby** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les techniciens supérieurs en viticulture-œnologie. Les intéressés, qui sont issus de l'enseignement supérieur court (bac + 2), sont au nombre de six cents environ. Ils sont répartis dans tous les vignobles français où ils occupent des positions analogues à celles des œnologues dans le domaine du négoce et des coopératives de vinification. En outre, ils ont souvent des situations clés dans le secteur direct de la production : exploitation, pépinière, expérimentations, développement, là où se joue réellement le niveau de qualité des vins français. Les intéressés considèrent qu'ils n'ont pas dans leur secteur la place qui devrait normalement leur revenir. Ils estiment que leur situation devrait être définie avec plus de précisions par des textes réglementaires. Ils souhaiteraient que leur soit reconnue la parité avec les œnologues, leur formation étant différente mais leurs activités étant complémentaires. **M. Charles Haby** demande à **M. le ministre de l'agriculture** quelle est sa position en ce qui concerne le problème qu'il vient de lui soumettre.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

10118. — 14 décembre 1978. — **Mme Nicole de Hautecloque** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation, au plan fiscal, des contribuables assurant la charge des services d'une tierce personne auprès d'un ascendant reconnu médicalement comme devant avoir besoin de cette aide et ne percevant pas une allocation à cet effet par la sécurité sociale ou le bureau d'aide sociale. Le salaire versé à la tierce personne, ainsi que les charges y afférentes, peuvent être déduits de l'élément imposable du contribuable assurant ce paiement mais le montant correspondant sera alors ajouté aux ressources de la personne infirme, laquelle sera assujettie, si elle ne l'était pas, à l'impôt sur le revenu. Il apparaît illogique que l'allocation spéciale pour assistance d'une tierce per-

bonne, versée par la sécurité sociale ou le service d'aide sociale, soit exonérée d'impôt et que la même règle ne joue pas à l'égard de la charge assurée dans le même but par l'enfant de la personne handicapée, lequel devrait au contraire voir reconnu le rôle d'assistance qu'il assume personnellement, sans que cela pénalise pour autant son père ou sa mère. Mme de Hautecloucq demande, en conséquence, à M. le ministre du budget qu'une mesure intervienne, prévoyant l'exonération fiscale du salaire et des charges sociales payés à une tierce personne par un descendant, au bénéfice de son père ou de sa mère, reconnu comme devant avoir recours à l'aide de cette tierce personne pour accomplir les actes ordinaires de la vie.

Plus-values immobilières (imposition des).

10119. — 14 décembre 1978. — M. Yves Lencien attire l'attention de M. le ministre du budget sur la loi du 19 juillet 1976, en matière d'imposition des plus-values, qui a créé dans certains cas, pour le contribuable, l'obligation délicate de rapporter une preuve négative : celle du caractère non spéculatif d'une opération. Plutôt que d'une preuve, il s'agit de l'admission, ou non, par l'administration de la présomption de but non spéculatif résultant des éléments constituant la situation du contribuable. C'est pourquoi il paraît souhaitable de fixer la position de l'administration en ce qui concerne le cas suivant : les père et mère (mariés en 1969) d'une fille de huit ans et d'un garçon de six ans, habitant un appartement de deux pièces, dont ils sont propriétaires, et qui est situé au quatrième étage d'un immeuble construit en 1965, ont après compromis signé le 29 avril 1977, acheté le 4 juillet 1977 au septième étage du même immeuble un appartement identique de deux pièces en vue de disposer de quatre ou cinq pièces en duplex, grâce à l'acquisition ultérieure, soit du sixième, soit du huitième étage (avec cession du quatrième), ce qui n'offrirait à l'époque de la décision d'achat du septième étage aucune difficulté, ces autres appartements appartenant aux membres d'une même famille qui ont pris la décision de principe de les alléner. Mais depuis, la parution au Journal officiel du 9 juillet 1977 du décret n° 77-74, en donnant un droit effectif de préemption au locataire, a complètement modifié les prévisions. Par ailleurs, à la demande de la locataire du septième étage qui n'avait pas déménagé malgré congé reçu de l'ancien propriétaire, dans les mois précédents, ils lui ont consenti de rester temporairement dans les lieux, suivant bail à des conditions identiques à celles du précédent, ce qui leur a, d'autre part, permis de faire face aux séquelles de certains frais d'acquisition du septième dont le financement (par emprunt notamment) a été pénible. Ils viennent enfin de récupérer la disposition de cet appartement au bout de quatorze mois ; mais dans l'intervalle le huitième étage a été vendu à son occupant, et l'obtention du sixième s'avère maintenant inaccessible par suite du changement de réglementation précité. Un logement dispersé par moitié entre quatrième et septième étages entraînant à l'évidence de multiples difficultés journalières, surtout du fait des âges des enfants, la vente des quatrième et septième étages est entreprise en vue d'acheter dans un autre immeuble un appartement plus grand d'un seul tenant. Les opérations immobilières passées n'ont été, comme les présentes, guidées que par la recherche d'un habitat familial suffisant et rationnel. Le quatrième étage, cela va de soi, se trouve également hors du domaine d'imposition d'une plus-value. Mais pour l'acquisition du septième, deux questions se posent : a) en cas de plus-value résultant de la vente avant délai de cinq ans de résidence, du septième étage, celle-ci doit-elle ou non être considérée comme revenu imposable ; b) dans l'affirmative, cela aboutissant en définitive à assimiler l'appartement en cause à une résidence secondaire, alors qu'il appartient à une catégorie mixte qui devrait pour le moins bénéficier d'un régime aussi favorable que celui réservé aux plus-values sur résidences secondaires, sera-t-il permis aux intéressés de soustraire les intérêts de l'emprunt contracté pour l'acquisition en ce qu'ils n'auront pas déjà été retranchés des revenus imposables.

Assurances maladie-maternité (remboursement).

10121. — 14 décembre 1978. — M. Pierre Weisenhorn expose à Mme le ministre de la santé et de la famille que les examens médicaux qui doivent subir certaines catégories de personnes, avant d'être autorisées à exercer une activité professionnelle, ne sont pas remboursés par les caisses d'assurance maladie de la sécurité sociale et sont donc à la charge complète de ces personnes, parmi lesquelles figurent, par exemple, les moniteurs de colonies de vacances. Il lui demande que toutes dispositions soient prises afin que les visites médicales, auxquelles les intéressés sont astreints, soient remboursées dans des conditions équivalentes à celles appliquées pour tous les actes médicaux.

Prestations familiales (complément familial).

10122. — 14 décembre 1978. — M. Antoine Gissinger expose à Mme le ministre de la santé et de la famille que les familles ayant à leur charge moins de trois enfants, dont aucun n'est âgé de moins de trois ans, sont systématiquement exclues du bénéfice du complément familial alors qu'elles pouvaient prétendre à celui de l'une des allocations supprimées par la loi instituant cette prestation. Les principales victimes de cette situation sont les femmes chefs de famille. Il lui demande si elle n'estime pas nécessaire d'assouplir les dispositions fixant les conditions d'attribution du complément familial, qui viennent d'être rappelées, en faveur de cette catégorie de la population particulièrement digne d'intérêt.

Routes (nationales).

10123. — 14 décembre 1978. — M. Michel Bernier attire l'attention de M. le ministre des transports sur l'opportunité de réexaminer les finalités de la convention passée entre le département de la Savoie, concernant le déclassement, à terme, de la nationale 202 et son intégration dans le réseau routier départemental. Cette route, en effet, constitue une véritable épine dorsale permettant, notamment, d'assurer dans la vallée de la Tarentaise les accès au parc national de la Vanoise. Il lui demande, dans ces conditions, s'il ne conviendrait pas que cette voie garde son caractère de route nationale, sous la responsabilité de l'Etat, comme l'est à l'heure actuelle la nationale 6 dans la vallée de la Maurienne.

Energie (énergie solaire).

10124. — 14 décembre 1978. — M. Henri de Gastines expose à M. le ministre de l'industrie que dans le cadre de la politique judiciaire que le Gouvernement mène en vue de favoriser les économies d'énergie, les incitations qui ont pour objectif de développer l'utilisation de l'énergie solaire apparaissent timides et qu'il serait souhaitable de les renforcer. Il semble en effet qu'il était prévu l'installation d'environ 7 000 chauffe-eau solaires en 1978 mais qu'en fait ce ne sont que 1 000 chauffe-eau solaires qui seront mis en service au cours de cette année, alors que dans le même temps certains pays étrangers (les USA par exemple) ont obtenu une vulgarisation beaucoup plus satisfaisante de cette technique d'avenir en consentant des incitations financières plus substantielles. Pour toutes ces raisons, il lui suggère de porter à 2 000 francs au moins la prime de 1 000 francs qui est actuellement accordée aux candidats à l'installation d'un chauffe-eau solaire individuel ; la dotation budgétaire qui était prévue à ce titre apparaissant de toute façon largement suffisante compte tenu qu'il n'en septième seulement a dû être utilisé au cours du dernier exercice.

Pensions de retraites civiles et militaires (paiement mensuel).

10125. — 14 décembre 1978. — M. Pierre Sudreau appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les difficultés financières qu'éprouvent encore de trop nombreux retraités civils et militaires en raison du paiement trimestriel de leur pension. Il lui demande dans quelle mesure il ne lui paraît pas possible d'envisager la généralisation rapide de la mensualisation du paiement de ces pensions, déjà assurée par différents centres de paiement, afin qu'en bénéficie l'ensemble des retraités civils et militaires.

Cadastre (désignation d'une parcelle).

10126. — 14 décembre 1978. — M. André Saint-Paul demande à M. le ministre du budget si la lettre « P », inscrite après le numéro cadastral d'une parcelle, dans une attestation notariée, signifie bien, légalement, qu'il ne s'agit que d'une partie de cette parcelle.

Transports en commun (handicapés).

10127. — 14 décembre 1978. — M. Jacques-Antoine Gau appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la non-mise en application de certaines dispositions de la loi d'orientation sur les handicapés du 30 juin 1975, les décrets d'application n'ayant pas encore été pris. Il en dénonce de grosses difficultés, notamment en matière de transports en commun aménagés, les organismes officiels habilités à mettre en place les systèmes de remboursement des frais de transports assurés pour les handicapés n'ayant pu encore le faire, faute de décret d'application des dispositions de l'article 5 de cette loi. Pour ne citer que cet exemple,

le Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération grenobloise (SMTIC) serait prêt à mettre en place une telle desserte, tout à fait nécessaire et réclamée par les associations représentatives et les organismes sociaux et médico-sociaux, sans avoir pu jusqu'à présent aboutir dans son projet. Il lui demande dans quel délai seront publiés les décrets d'application permettant la mise en œuvre de l'insertion des handicapés dans le domaine des transports.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

10131. — 14 décembre 1978. — M. Didier Barlati attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'indemnité de responsabilité de direction qu'il a été décidé d'accorder aux chefs d'établissement du second degré et à leurs adjoints à l'occasion du vote du budget de l'éducation pour 1978. Les intéressés n'ont pas encore perçu cette indemnité. Or, la cohésion de ces établissements et la poursuite de l'action éducative qu'ils sont appelés à dispenser, ne sont pas concevables sans une amélioration substantielle des conditions matérielles faites au personnel d'encadrement. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin que soient publiés rapidement les textes d'application permettant le versement de cette indemnité dans les meilleurs délais.

Crédit hypothécaire (réduction des actes).

10136. — 14 décembre 1978. — M. Arthur Pascht expose à M. le ministre de l'économie que, parmi les organismes bancaires qui consentent des prêts destinés à l'accession à la propriété, il en est un grand nombre qui acceptent que la rédaction des actes soit confiée au notaire des emprunteurs. Cette manière de procéder est notamment celle qu'adopte le Crédit national, le CFC, la Banque de la Hénilin, etc. Par contre, certains autres organismes, et notamment des caisses d'épargne, imposent à leurs clients, à peine de refus de mise en place du prêt, que la rédaction des actes d'affectation hypothécaire soit confiée à un seul notaire choisi par l'organisme distributeur du crédit. Il est facilement compréhensible que ces organismes désirent confier à un notaire choisi par eux l'établissement de leurs propres actes relatifs à la gestion de leur patrimoine, il est plus difficile de concevoir que ces organismes, lorsqu'ils interviennent en tant que distributeurs de crédit, puissent d'une manière unilatérale subordonner l'octroi des prêts à la seule condition que les actes relatifs à ces prêts soient établis chez un seul et même notaire. Il convient de faire observer à cet égard qu'en ce qui concerne les prêts d'épargne-logement, il existe un contrat dès le départ, entre l'Etat et le client, sans qu'aucune condition analogue soit imposée. Conférer un tel privilège et une telle exclusivité à certains officiers publics revient à établir une véritable ségrégation au détriment des autres représentants de la profession. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait de prendre toutes dispositions utiles pour mettre fin à ces pratiques.

Prestations familiales (cumul).

10137. — 14 décembre 1978. — M. René Benoit attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les difficultés que rencontrent les veuves de marins ayant des enfants à charge du fait que les prestations familiales et les pensions d'orphelins ne peuvent se cumuler. Dans le cas où les intéressées remplissent les conditions pour bénéficier de ces deux catégories d'avantages, seul le plus élevé d'entre eux est accordé et ce sont les allocations familiales qui sont attribuées en priorité. Etant donné que celles-ci sont accordées à toute famille ayant deux enfants à charge, la pension d'orphelin n'est à peu près jamais accordée. Il lui demande si elle n'estime pas équitable de prendre toutes dispositions utiles afin que les orphelins perçoivent effectivement les pensions auxquelles ils peuvent prétendre et que les veuves de marins ne se trouvent pas pénalisées par cette règle du non cumul (article 24 de la loi du 12 avril 1941 modifiée).

Aide sociale (commissions cantonales).

10138. — 14 décembre 1978. — M. Sébastien Couvapel expose à Mme le ministre de la santé et de la famille qu'à l'heure actuelle aucun représentant qualifié des unions départementales d'associations familiales ne siège dans les commissions cantonales d'aide sociale. Certains membres de ces associations peuvent être des adhérents de l'UDAF locale. Mais ils ne représentent pas cet organisme. Il lui demande si elle n'estime pas qu'il conviendrait de prendre toutes dispositions utiles afin que des représentants de l'UDAF siègent également dans les commissions cantonales d'aide sociale.

Protection civile (secouristes bénévoles).

10140. — 14 décembre 1978. — M. Edouard Frédéric-Dupont demande à M. le ministre de l'intérieur s'il n'est pas possible d'envisager l'utilisation, le vendredi soir et les week-ends, des secouristes bénévoles confirmés de la protection civile de Paris pour le relevage et le transport des blessés légers, puisque les blessés sérieux sont du ressort du SAMU. Ceci permettrait d'alléger les lourdes charges incombant à Police Secours et de ce fait de réduire le temps d'attente d'intervention de ce service par les administrés, et pour les secouristes, d'utiliser leur volonté de servir et leur compétence.

Enseignement secondaire (constructions scolaires).

10142. — 14 décembre 1978. — M. Gilbert Faure indique à M. le ministre de l'éducation que, depuis plus de vingt-cinq ans, il est question de la reconstruction du lycée d'enseignement professionnel de Lavelanet (Ariège). Les élèves, dont le nombre croît chaque année, y sont accueillis dans des conditions matérielles déplorables. Il s'agit d'une ancienne usine construite en 1920 et de baraques préfabriquées dans lesquelles n'existe aucune installation sanitaire pour les ateliers. L'infirmerie se compose d'une salle de soins de 14 mètres carrés et d'un dortoir à trois lits de 19 mètres carrés. Un seul logement de fonction, réalisé par les élèves, est attribué au proviseur obligé, lui ou un des membres de sa famille, de répondre au téléphone et de recevoir les livreurs en dehors des heures de bureau. De plus, établissement d'appui d'un GRETA qui regroupe dix autres établissements, le LEP accueille chaque année dans le cadre de fabrication textile plusieurs centaines de stagiaires de formation continue ou de promotion sociale. Cet établissement ayant largement fait la preuve de la nécessité de son existence, il lui demande s'il envisage la construction d'un LEP à Lavelanet, dans un avenir très prochain.

Montagne (statistiques).

10145. — 14 décembre 1978. — M. Gilbert Faure demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir lui préciser, année par année depuis leur création, les crédits affectés aux divers massifs montagneux français et les critères qui ont été retenus pour ces attributions.

Epargne (caisses d'épargne).

10148. — 14 décembre 1978. — M. Louis Mexandeau demande à M. le ministre du budget de bien vouloir lui préciser ses intentions en ce qui concerne le taux d'intérêt appliqué aux livrets des caisses d'épargne. Des informations diverses circulent en effet actuellement dans le public selon lesquelles ce taux d'intérêt serait abaissé pour le livret A, ce qui inquiète à juste titre les petits épargnants qui risqueraient de voir leurs économies, déjà amputées par l'inflation, à nouveau atteintes par ce phénomène.

Départements et territoires d'outre-mer (travailleurs).

10149. — 14 décembre 1978. — M. Louis Mermaz demande à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) s'il n'envisage pas de faire en sorte que les avantages ou droits reconnus aux métropolitains en poste outre-mer, tant pour les fonctionnaires et assimilés que pour les salariés de droit privé, soient également reconnus aux personnels d'outre-mer en fonction sur le territoire métropolitain.

Presse (arrêtés des préfets).

10152. — 14 décembre 1978. — M. Henri Michel attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur en ce qui concerne les frais très importants que représente la publication obligatoire dans les journaux des arrêtés pris par M. le préfet intéressant les communes. Il lui demande s'il ne pense pas que ces publications pourraient être effectuées en condensant le texte afin de limiter la dépense.

Allocations de logement (montant).

10154. — 14 décembre 1978. — M. Louis Philibert expose à Mme le ministre de la santé et de la famille que la publication tardive du décret portant actualisation du barème de l'allocation de logement (Journal officiel des 15 et 16 juillet 1978) entraîne pour les organismes débiteurs, notamment pour les ordonnateurs des dépenses des personnels de l'Etat, des difficultés sans cesse croissantes. En effet, le éléments permettant de déterminer le

montant de l'allocation de logement au même titre que les autres indemnités et que les prestations familiales comprises dans le traitement doivent être communiqués par les services débiteurs plus d'un mois et demi à l'avance aux services informatiques chargés du traitement des informations afin d'établir la liquidation et le mandatement et ensuite d'en permettre la contrôle par le trésorier-payeur général, de manière que les agents de l'Etat perçoivent leur rémunération avec tous leurs droits décomptés à la fin du mois. C'est pourquoi il serait indispensable, pour que le montant de la nouvelle allocation soit inclus dans le traitement du mois de juillet, que le décret portant actualisation du barème de l'allocation de logement puisse être publié pour le 25 mai au plus tard ; cela aurait pour avantage de permettre aux bénéficiaires d'avoir le montant de la nouvelle allocation compris dans le traitement du mois de juillet et éviterait aux services liquidateurs d'avoir à effectuer toutes les régularisations génératrices de retards importants dans les paiements et de recevoir de nombreuses réclamations de la part des créanciers. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si les suggestions exposées ci-dessus, dans l'intérêt des allocataires et des services liquidateurs, pourraient être prises en considération l'an prochain à l'occasion de la révision annuelle de l'allocation de logement.

Cheminsots (assurance vieillesse).

10157. — 15 décembre 1978. — **M. Gérard Heesebroeck** rappelle à **M. le ministre du budget** qu'il a donné son accord de principe à de nombreuses mesures d'amélioration du régime de retraite de la SNCF et notamment à la suppression de l'interdiction du cumul, du chef d'un même enfant, de plusieurs majorations de pensions. Il lui demande dans quels délais l'homologation des modifications du règlement de retraites de la SNCF interviendra et si le cumul des majorations pour enfants sera applicable à tous les retraités, quelle que soit la date de liquidation de leur pension, conformément aux souhaits exprimés par les organisations syndicales intéressées.

Successions (handicapés).

10160. — 15 décembre 1978. — **M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** si, dans le cas de la succession d'un handicapé ayant des frères et sœurs, celui de ses frères ayant hébergé et soigné le défunt handicapé bénéficie d'un quelconque avantage successoral vis-à-vis des autres frères et sœurs.

Impôt sur le revenu (abattement de 20 p. 100).

10161. — 15 décembre 1978. — **M. Henri Colombier** expose à **M. le ministre du budget** que les rémunérations des travailleurs indépendants dont la clientèle est composée d'assujettis à l'article 240 du code général des impôts sont connues de l'administration avec la même précision que les salaires déclarés par les mêmes entreprises. Or les deux catégories de revenus en cause sont imposées de façon différente ; les salaires se voient appliquer la déduction de 20 p. 100 pour la partie, du moins, qui n'excède pas le chiffre limite alors que les rémunérations des travailleurs indépendants ne peuvent bénéficier de cet abattement en adhérant à un centre de gestion ou à une association agréée que si leur chiffre d'affaires ne dépasse pas le montant limite. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour rapprocher les conditions d'imposition des salariés et de ceux des non-salariés dont les revenus sont connus avec la même précision et accélérer la suppression des plafonds de chiffre d'affaires promise par le Premier ministre dans le programme de Blois.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

10162. — 15 décembre 1978. — **M. Henri Colombier** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les modalités de calcul de l'élément de répartition de la taxe professionnelle en cas de création d'une nouvelle entreprise dans une commune. L'exemple suivant dont est victime une commune de Seine-Maritime permet d'illustrer parfaitement ce problème auquel se trouvent confrontées certaines municipalités. Un centre d'informatique créé en 1977 est imposé en 1978 sur une base de 3 053 470 francs représentant 16,10 p. 100 du total des bases imposables de la commune. Pour établir son budget primitif 1978 le conseil municipal escompte une rentrée supplémentaire de même pourcentage, soit environ 160 000 francs en appliquant le taux de 1977. Or les services fiscaux départementaux appelés à déterminer le nouvel élément de répartition, reviennent flectivement à la patente (pourtant supprimée) au 1^{er} janvier de l'année en cours et dont les bases sont multipliées par le coefficient départemental soit 6/1 000 en Seine-

Maritime. L'élément de répartition ne se trouve dans ces conditions majoré que de 4,29 p. 100. La part communale se trouve ramenée à 45 000 francs et la différence répartie entre les autres assujettis à la taxe professionnelle qui constatent une diminution de leur cotisation. Il est en outre signalé que dans cette commune, nous constatons en 1978 les évolutions suivantes de la taxe professionnelle : bases + 35,95 p. 100 — élément de répartition + 4,29 p. 100 — produit + 26,95 p. 100 — taux — 6,53 p. 100. Un enciel normal de la taxe professionnelle aurait permis de réduire de près de 7 p. 100 l'augmentation de la taxe d'habitation. A partir de cet exemple, il lui demande : 1° pourquoi des instructions de la direction générale des impôts, appliquées par les services locaux, conduisent à une interprétation anormale de la loi n° 75-678 du 29 juillet 1975 et en particulier son article 11 qui prévoit que la répartition entre quatre taxes s'effectue de même manière qu'en 1975, la part de la taxe professionnelle n'étant corrigée que pour tenir compte des ouvertures et fermetures d'établissements. Le cas ci-dessus exposé montre bien que la répartition prend intégralement en compte les créations d'entreprises, tout au moins pour le budget communal ; 2° s'il est logique que les sommes versées par un nouvel établissement soient réparties au bénéfice des autres assujettis, ce au détriment de l'ensemble des contribuables, et en particulier de ceux qui acquittent la taxe d'habitation ; 3° s'il pense que de telles dispositions inciteront les maires à réaliser des zones d'activités à une époque où la crise de l'emploi nécessite un effort national.

Handicapés (établissements).

10163. — 15 décembre 1978. — **M. Aimé Kergueris** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le fait qu'il faut éviter, autant que possible, que les personnes handicapées profondes n'ayant pu acquérir un minimum d'autonomie et dont l'état nécessite une surveillance médicale et des soins constants, soient hospitalisées de manière permanente dans des établissements psychiatriques. Il lui demande quelles sont les intentions de son département concernant le nombre et l'organisation interne des maisons d'accueil et des soins prévus en application de la loi d'orientation du 30 juin 1975.

Handicapés (allocations).

10164. — 15 décembre 1978. — **M. Aimé Kergueris** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le fait que, dans les dispositions prévues pour le calcul de l'allocation aux handicapés adultes, la notion du plafond des ressources retenue est basée sur celui imposé pour l'allocation aux vieux travailleurs salariés, ce qui pénalise lourdement les bénéficiaires de l'AAH. Il lui demande s'il ne serait pas possible de revoir ces dispositions afin que la base retenue pour le plafond des ressources soit indexée sur le SMIC.

Départements d'outre-mer (Presse).

10166. — 15 décembre 1978. — **M. Jean Fontaine** rappelle à **M. le ministre de la culture et de la commission** sa question par laquelle il appelle son attention sur les difficultés de la diffusion de la presse métropolitaine dans les départements d'outre-mer et singulièrement à la Réunion, à raison du prix des titres mis en vente. Il constate que dans les pays étrangers, grâce au fonds d'aide à l'expansion de la presse française, les journaux sont vendus au même prix que dans la métropole. C'est pourquoi, il aimerait savoir les dispositions que le ministre compte prendre pour faire bénéficier les départements d'outre-mer, qui, heureusement, font partie de l'ensemble français, de conditions plus favorables pour la diffusion de la presse nationale.

Départements d'outre-mer (Réunion : distribution de tracts).

10167. — 15 décembre 1978. — **M. Jean Fontaine** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer)** sur ce qui suit : à l'occasion de manifestations de lycéens, encadrés par des professeurs, à Saint-Denis de la Réunion, des tracts ont été lancés, qui sont intitulés : « Appel à tous les lycéens en état de porter les armes ». Il s'agit d'un véritable appel à l'insurrection armée, intolérable en pays démocratique, où toutes les libertés sont assurées et garanties. C'est pourquoi, **M. Fontaine** demande à **M. le ministre** de lui faire connaître les mesures qui ont été prises pour que de telles provocations au désordre ne se renouvellent pas et les dispositions qui sont envisagées pour sanctionner les coupables.

Enseignement secondaire (établissements).

10169. — 15 décembre 1978. — M. Robert Fabre expose à M. le ministre de l'éducation les difficultés de fonctionnement auxquelles est confronté le collège Paul-Rainadier, à Decazeville (Aveyron). Il lui rappelle que les besoins actuels sont de pour la SES : un demi-poste de PEPP ; un demi-poste d'instituteur spécialisé ; un instituteur éducateur pour l'internat ; une institutrice éducatrice pour l'internat ; pour le CES : création de postes supplémentaires ; pour abaisser les effectifs ; pour assurer de véritables soutiens et rattrapages. Une véritable formation des jeunes ne saurait s'accommoder de telles carences génératrices d'échecs scolaires et de mauvaise préparation à l'entrée dans le monde du travail. Il lui demande de lui exposer les mesures qu'il compte prendre pour remédier à une telle situation qui pénalise un arrondissement déjà durement mis à l'épreuve sur le plan économique et social.

Pétrole (raffineries).

10170. — 15 décembre 1978. — M. Louis Mermaz appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la situation des unités de raffinage Elf-Antar, à Feyzin. L'arrêt de la fabrication à la raffinerie depuis le 3 décembre compromet gravement l'approvisionnement des entreprises et utilisateurs de la région. Il souligne que l'absence de prise en considération des revendications des personnels par la direction de même que la décision de mise au chômage technique de toutes les unités de production fait peser une lourde menace à court terme sur cette activité indispensable à l'économie de la région Rhône-Alpes. Il exprime son inquiétude face à toute la politique de restructuration de l'industrie pétrolière en France qui tendrait à mettre fin au contrôle de l'Etat sur les importations et le marché intérieur, notamment par l'abrogation de la loi du 30 mars 1928 et conduirait à fermer une partie des installations existantes. Il lui rappelle que l'Etat étant majoritaire au sein du groupe Elf, c'est au Gouvernement de prendre toute mesure propre à garantir l'emploi et le fonctionnement normal de l'industrie de raffinage pétrolier. Il lui demande quelles sont les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin au conflit actuel à la raffinerie de Feyzin ; quelle est la politique générale du Gouvernement en matière d'approvisionnement pétrolier du pays et la place réservée dans cette politique aux centres de production de la région Rhône-Alpes.

Handicapés (allocations).

10171. — 15 décembre 1978. — M. Robert Fabre expose à Mme le ministre de la santé et de la famille la situation incertaine dans laquelle se trouvent des demandeurs d'allocation compensatrice (tierce personne) du fait de l'absence de précisions des textes d'application. Si le décret n° 77-1549 du 31 décembre 1977 relatif à l'allocation compensatrice précise certaines dispositions, il ne fixe pas tous les éléments indispensables : tels les calculs de ressources, conditions d'âge. Il lui demande, en conséquence, de lui indiquer les mesures qu'elle compte prendre pour contribuer à l'application rapide de ce texte complétant par un décret complémentaire et indispensable les textes d'application actuels.

Enseignement secondaire (établissements).

10172. — 15 décembre 1978. — M. Pierre Bas appelle à nouveau l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'extraordinaire saleté dans laquelle se trouve le bâtiment du lycée Fénelon édifié rue de l'Eperon et rue Saint-André-des-Arts. Dans un arrondissement tout entier ravalé, le lycée Fénelon est le seul établissement qui fasse tâche projetant sur l'image de marque de l'éducation une tâche incontestable. L'auteur de la question demande quand l'administration compétente, n'hésitant plus à appliquer les textes en vigueur en matière de ravalement, effectuera celui du lycée Fénelon.

Amendes (statistiques).

10173. — 15 décembre 1978. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de la justice qu'il a pris connaissance des derniers chiffres de recouvrement des amendes publiés par la grande presse. Il lui demande s'il peut donner, à la date du 31 décembre 1978, un état des recouvrements opérés tant en ce qui concerne les amendes des départements de Paris et des départements de la région parisienne que pour les autres régions de France. Il lui demande ce qu'il pense de la situation que révèlent les statistiques et quelles solutions sont envisagées par le Gouvernement, soit pour supprimer un système qui se révèle inadéquat, soit pour l'améliorer.

Enfance inadaptée (établissements).

10174. — 15 décembre 1978. — M. Jacques Brunhes attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la décision de l'inspecteur d'académie de Maine-et-Loire de suspendre de ses fonctions l'éducateur principal de l'ENP d'Avrillé. Le motif est le suivant : cet instituteur appliquant les consignes de son organisation syndicale a refusé d'assurer le service de dortoir du maître malade et non remplacé au-delà du troisième soir. La décision de l'inspecteur d'académie prend donc l'allure d'un moyen de pression et d'intimidation à l'égard d'une section syndicale. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer le respect des droits syndicaux.

Préretraite (bénéficiaires).

10175. — 15 décembre 1978. — M. Louis Odru attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation sur les conditions dans lesquelles est attribuée l'allocation de préretraite (garantie de ressources) aux travailleurs immigrés âgés de 60 ans. Les caisses Assedic subordonnent l'attribution de la préretraite à la condition expresse qu'ils restent en France. Cette position ne paraît résulter d'aucune clause ni de l'accord paritaire ni du décret d'application. Elle est, par ailleurs, contradictoire avec la politique du Gouvernement. Il apparaît normal que ceux qui le désirent soient en mesure de rejoindre leur pays d'origine sans perdre le bénéfice des allocations auxquelles ils ont droit. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le bénéficiaire de la préretraite soit accordé aux travailleurs immigrés désirant retourner dans leur pays.

Charbonnages de France (établissements).

10176. — 15 décembre 1978. — M. Joseph Legrand attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur le mécontentement des machinistes d'extraction des Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais qui s'estiment lésés dans leur rémunération. La différence mensuelle avec les machinistes de Lorraine est d'environ de 14000 à 25000 anciens francs, qui provient d'une insuffisance de la prime de rendement dans les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Cette situation est en contradiction avec le protocole du 25 septembre 1975, qui précise la réduction des écarts de rémunération entre la Lorraine et le Nord-Pas-de-Calais. Le mécontentement porte également sur le refus de prendre le début de carrière dans la profession pour les promotions à l'ancienneté des machinistes, ainsi que la durée de vingt-huit ans de conduite de machine pour accéder à l'échelle 2 des techniciens de jour considérée comme trop élevée. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de recommander à la direction des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais d'ouvrir rapidement les discussions avec les représentants des syndicats, avec la volonté d'aboutir rapidement à un accord donnant satisfaction aux légitimes revendications de ces machinistes.

Prestations familiales (prêts aux jeunes ménages).

10178. — 15 décembre 1978. — Mme Jacqueline Chonavel attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les conditions dans lesquelles sont versés les prêts aux jeunes ménages. En vertu d'une loi du 3 janvier 1975, ces prêts sont des prestations légales financées par le Fonds national des allocations familiales. Toutefois, chaque caisse n'a bénéficié depuis cette date que d'une enveloppe annuelle fixée par la CNAF suivant les instructions du ministère de la santé et de la famille. Cette enveloppe est beaucoup trop faible pour pouvoir satisfaire les besoins exprimés par les jeunes ménages. Par exemple : les crédits de la caisse d'allocations familiales du Nord-Finistère pour l'année 1978 étaient épuisés au mois de juin 1978. Les jeunes ménages sollicitant actuellement un prêt doivent attendre plus de neuf mois après leur demande avant d'obtenir satisfaction. Il est inadmissible qu'un droit conféré par la loi soit ainsi violé. En conséquence, elle lui demande de prendre les mesures urgentes pour que les demandes des jeunes ménages soient satisfaites.

Handicapés (allocations).

10180. — 15 décembre 1978. — M. Marcel Houéi rappelle à Mme le ministre de la santé et de la famille que certains décrets concernant la mise en application de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées n'ont pas encore vu le jour. C'est le cas notamment du décret d'application de l'article 59, qui se rapporte aux ressources des personnes handicapées bénéficiant de allocations d'aide sociale. Un nombre important de handicapés perçoit un salaire très minime. Les allocations de compensation sont actuellement

suspendues. Les compléments de rémunération subissent des retards d'un semestre. Ainsi sont créées des situations proprement insolubles. En conséquence, il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour la parution du décret d'application de l'article 59 et pour la liquidation urgente des compléments de rémunération.

Cantines scolaires (surveillance).

10181. — 15 décembre 1978. — M. Marcel Houël attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la surveillance des cantines scolaires. Plusieurs collègues maires et de nombreux enseignants de sa circonscription s'interrogent sur l'interprétation à donner aux nouvelles dispositions prises en ce sens. En effet, le décret du 28 décembre 1976 (art. 16) abrogeant et remplaçant le décret du 16 janvier 1887, ne stipule aucune obligation pour les maires, ni pour les maires et n'évoque même pas les problèmes de cantine scolaire : l'arrêté du 26 janvier 1978, portant sur le règlement départemental en matière scolaire, n'aborde pas non plus cette question, alors que le précédent y faisait référence. En conséquence, il lui demande : si les conclusions et l'interprétation que ses collègues maires, préoccupés par ce sujet, donnent à ces nouveaux textes, sont correctes, à savoir : les instituteurs ne sont plus soumis à l'obligation de surveillance en dehors des heures scolaires ; les directeurs d'écoles sont eux-mêmes dispensés de toute responsabilité à l'égard de ces activités ; le maire n'est plus soumis à l'obligation de recruter en priorité du personnel enseignant pour la surveillance dans les restaurants scolaires ; le maire peut disposer librement du local restaurant d'enfants pour l'inscription des élèves aux repas ; hors du temps scolaire, le personnel enseignant rémunéré par le maire pour des tâches de surveillance est sous l'autorité du maire qui assume la responsabilité des activités qu'il organise.

Pétrole (raffineries).

10182. — 15 décembre 1978. — M. Marcel Houël expose à M. le ministre de l'industrie la situation particulièrement grave à la raffinerie de Feyzin, l'angoisse et l'inquiétude des travailleurs devant la volonté affichée de fermeture de la raffinerie. Il lui précise que, devant le caractère particulièrement inquiétant de cette situation, les répercussions sociales et économiques qu'elle risque d'entraîner, il veut d'attirer l'attention de M. le Premier ministre par une question écrite. Il lui précise que la raffinerie de Feyzin est indispensable à l'industrie de la région lyonnaise (l'ensemble du secteur Chimie, par exemple, dépend de la production de la raffinerie). Il lui précise que la deuxième région économique du pays ne peut se passer d'une raffinerie et qu'il est donc vital que la raffinerie de Feyzin puisse continuer à produire. Il lui précise que cette situation amplifie encore la dégradation des secteurs vitaux du potentiel économique de la région Rhône-Alpes, et qu'elle va dans le « droit fil » du démantèlement organisé dans les grands secteurs Chimie, Machine-outil, Poids lourd, dans le cadre précis d'une politique de redéploiement des sociétés multinationales. Il lui précise qu'une raffinerie sur quatre se verra vouée à la « casse » entraînant des suppressions massives d'emplois, cassant l'outil français de raffinage, portant un coup sérieux à notre indépendance nationale. Il lui précise qu'ainsi des centaines de suppressions d'emplois (stations-service, distribution, raffineries) s'ajouteront aux 4 000 déjà opérées : Anbes, Vernes arrêtées, Donges menacée, aujourd'hui, Feyzin. Il lui rappelle que la situation de l'emploi, la situation économique et sociale ne cessent de se dégrader dans la région lyonnaise. Il lui précise que, malgré un bénéfice net annoncé par le groupe, en 1977, de 1,7 milliard, la même année, dans le groupe ELF, sont intervenues à peu près 1 700 suppressions d'emplois ! Il lui rappelle pourtant sa propre déclaration faite l'été : « quand je n'aurai à m'occuper que d'entreprises qui ont deux milliards de « Cash Flow », je serai un ministre comblé ». (...) Il lui précise les graves répercussions en cas de fermeture de l'unité de Feyzin (pour les travailleurs : suppressions d'emplois, chômage ; pour les populations : désorganisation importante de l'alimentation de la centrale électrique, incidences sur les finances locales, asphyxie du commerce local, etc.). Il lui demande donc, devant la gravité extrême de cette situation, quelles dispositions il entend prendre : a) afin que la raffinerie de Feyzin continue son activité et qu'il ne soit pas donné un mauvais coup de plus à la région Rhône-Alpes ; b) que la direction de la raffinerie accepte la discussion sur les justes revendications des travailleurs, qu'elle renonce aux décisions tendant en fait à permettre une fermeture de l'entreprise (lock-out, cessation technique d'activité de certains secteurs, non-respect des règles élémentaires de sécurité, pressions sur les travailleurs, atteinte au droit de grève) ; ce qu'il entend faire, dans les prérogatives qui sont les siennes, pour ne pas permettre aux sociétés multinationales de poursuivre une politique délibérée de démantèlement, de redéploiement, de concurrence sauvage entraînant les plus graves conséquences pour les travailleurs, pour l'économie régionale et celle de la nation.

Prestations familiales (prêts aux jeunes ménages).

10185. — 15 décembre 1978. — M. Théo Vial-Massat attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation de la caisse d'allocations familiales de Saint-Etienne qui ne peut plus accorder de prêts aux jeunes ménages faute de crédits. Ces prêts sont d'une importante utilité en cette période économique difficile pour les jeunes ménages concernés. Il lui demande si elle n'envisage pas de faire débloquer une enveloppe de crédits supplémentaires.

Elevage (porcs).

10186. — 15 décembre 1978. — M. Théo Vial-Massat attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le fait que le département de la Loire est exclu du bénéfice des crédits d'un montant de 150 millions de francs, débloqués le 7 septembre pour financer la trésorerie des éleveurs de porcs. Ces mesures discriminatoires défavorisent les éleveurs porcins de ce département. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour rembourser le préjudice subi depuis le 1^{er} avril 1978 par les éleveurs de la Loire et quelles mesures effectives seront prises pour adapter le système de financement de la production porcine.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

10188. — 15 décembre 1978. — M. Pierre Goldberg attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les grandes difficultés que connaissent les personnels d'intendance de l'éducation nationale pour assurer la gestion des établissements d'enseignement public. Le manque de personnel s'aggrave à chaque rentrée scolaire. Les créations de postes de personnels non enseignants inscrits au budget de 1979 s'élèvent à 500 seulement et sont prévues uniquement pour faire face aux ouvertures d'établissement. Par ailleurs, la formation des personnels d'intendance est très insuffisante. Par exemple, dans l'académie de Clermont-Ferrand, au 20 octobre 1978, demeuraient vacants : deux postes d'attachés d'intendance (agents comptables de regroupements d'établissements), un poste d'attaché d'intendance (gestionnaire non comptable), un poste de secrétaire d'intendance (gestionnaire). Ces postes seront pourvus provisoirement par des auxiliaires n'ayant jamais travaillé dans l'intendance, ni reçu aucune formation. Enfin, la quasi-totalité des établissements rencontre des difficultés budgétaires importantes. A défaut de crédits supplémentaires, bien des établissements risquent de se trouver en déficit à la clôture de l'exercice. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que tous ces problèmes trouvent une solution dans l'intérêt du bon fonctionnement du service public de l'éducation nationale.

Habitations à loyer modéré (construction).

10189. — 15 décembre 1978. — M. Paul Balmigère expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie un aspect particulièrement inquiétant de la grave crise du bâtiment en Languedoc-Roussillon en 1977 et 1978. En effet, d'après un rapport de la Banque de France, avril 1978, le fléchissement le plus net concerne le secteur aidé et, en particulier, les HLM locatives pour lesquelles les mises en chantier ont diminué dans la région de 45 p. 100 par rapport à 1976. Les offices publics HLM rencontrent des difficultés particulières tenant à l'insuffisance des « prix plafonds », aux conséquences de la réforme du financement du logement, à la solvabilité insuffisante des locataires. Il lui demande de bien vouloir établir un récapitulatif des projets entrepris pour les années 1975, 1976, 1977 et 1978 en Languedoc-Roussillon et de lui indiquer les dispositions prises pour contrebalancer les difficultés évoquées ci-dessus.

Assurances vieillesse (cotisations).

10192. — 15 décembre 1978. — M. Paul Balmigère expose à Mme le ministre de la santé et de la famille la vive inquiétude engendrée chez l'ensemble des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs par l'appel à cotisation de la caisse de retraite pour 1978. Cet appel accuse une augmentation de l'ordre de 700 francs, liée à une décision gouvernementale ayant pour objet de proportionnaliser l'allocation vieillesse de base aux années de cotisation effectives en faisant entrer cette mesure dans le cadre de la compensation interprofessionnelle. Les pouvoirs publics ont décidé de faire s'exercer la solidarité interprofessionnelle sur le plan d'une compensation démographique en faisant abstraction du plan économique. Ainsi, la retraite de certaines professions libérales plus aisées, notaires, huissiers, est-elle financée par une surcotisation payée par des

professions moins favorisées (professions médicales ou paramédicales) à l'accès largement ouvert. Cette façon de régler la question apparaît tout à fait contraire à l'équité et aux principes de la loi du 28 décembre 1974 sur la généralisation de la sécurité sociale qui, dans son article 2 dispose : « la compensation tend à remédier aux inégalités provenant des déséquilibres démographiques et des disparités de capacités contributives entre les différents régimes ». Il lui demande donc s'il est envisagé de revoir les modalités d'application de la loi exposées ci-dessus qui semblent être en contradiction avec les intentions du législateur.

Enseignement secondaire (établissements).

10193. — 15 décembre 1978. — M. Pierre Zarka attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation du CES Garcia-Lorca de Saint-Denis. Cet établissement connaît de graves difficultés de fonctionnement. Ces difficultés tiennent essentiellement à l'insuffisance des moyens consentis par l'éducation nationale. L'établissement est dangereux en raison de la légèreté des matériaux utilisés. Les dalles des plafonds tombent, des cloisons s'effondrent et risquent de provoquer blessures et courts-circuits. Les règles d'hygiène élémentaires ne sont pas respectées. La sécurité des enfants ne peut être assurée dans le collège. La liste des interventions urgentes dressée il y a un an pour la commission de sécurité n'a jamais été exécutée. La municipalité a pris entièrement à sa charge les travaux les plus urgents concernant la sécurité incendie, non seulement ceux qu'il lui revient de réaliser en tant que propriétaire des locaux, mais également ceux qui ne lui incombent pas, du fait qu'elle n'a pas à participer aux frais de fonctionnement de cet établissement dont le statut est différent de celui des autres CES. La sécurité des enfants n'étant pas assurée, les conditions qui permettraient de leur donner un enseignement normal n'étant pas réunies, les enseignants, les parents d'élèves, ont engagé le 3 octobre une action de grève. Ils l'ont fait après avoir épuisé toutes les possibilités de concertation avec les différentes instances de l'enseignement. M. le recteur refuse l'entrevue demandée par les parents, les enseignants, le conseil d'établissement, la municipalité. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° que M. le recteur reçoive en audience et dans le plus bref délai, toutes les parties concernées ; 2° que le crédit pour achat de matériel pédagogique soit rétabli à 34 francs par élève, pour faire face aux dépenses obligatoires de l'établissement ; 3° que les crédits nécessaires au rétablissement des conditions normales d'hygiène dans le collège, soient débloqués.

Entreprises industrielles et commerciales (activité et emploi).

10194. — 15 décembre 1978. — M. Guy Hermier attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation de l'entreprise PCUK, de l'Estaque, dans le seizième arrondissement de Marseille, où soixante-quinze licenciements ont été annoncés pour l'année prochaine. Si ces licenciements devaient survenir, ils s'ajouteraient à la réduction constante des effectifs de cette entreprise depuis vingt-cinq ans. La suppression de deux ateliers sur les six qu'elle comprend reviendrait à mettre en cause un tiers des capacités de production de cette usine. Quand on sait que PCUK, filiale de PUK, ferme trois de ses entreprises en France, dans le même temps où Ugin Investit à l'étranger, on est en droit de s'inquiéter quant à l'avenir même de l'entreprise. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que ces licenciements n'aient pas lieu, et pour que soit garantie l'existence de cette entreprise qui joue un rôle important dans ces quartiers Nord de Marseille.

Entreprises industrielles et commerciales (activité et emploi).

10197. — 15 décembre 1978. — M. Gilbert Millet expose à M. le ministre de l'industrie l'inquiétude des travailleurs de l'usine Creusot-Loire à Saint-Chély-d'Apcher en Lozère et de la population de cette commune. Les fours acier fonctionnent avec difficultés après avoir été arrêtés ; il semblerait, en ce qui concerne les fours ferro qu'il y ait aussi des problèmes. Une telle situation crée un climat d'instabilité dans cette localité. Cependant, il s'avérerait que, dans le secteur des fours ferro, de nouvelles possibilités de développement apparaissent afin que l'usine de Saint-Chély-d'Apcher puisse faire des productions d'alliages spéciaux dans des quantités correspondantes à son équipement sidérurgique. Des pourparlers seraient en cours avec des groupes industriels et compte tenu de la difficulté de l'emploi en Lozère, et notamment à Saint-Chély, qui possède le seul potentiel industriel de quelque importance dans ce département, il serait indispensable qu'ils aboutissent rapidement. Il lui demande s'il entend prendre des mesures dans ce sens.

Enfance inadaptée (allocations).

10198. — 15 décembre 1978. — M. Gilbert Millet expose à Mme la ministre de la santé et de la famille le problème posé aux familles d'enfants handicapés hébergés dans des établissements spécialisés, établissements qui encaissent le montant de l'allocation qui leur est destinée. En effet, le placement dans les établissements entraînent des frais souvent élevés d'autant plus lourds que les familles ont des revenus plus modestes : les déplacements pour maintenir le contact entre la famille et l'enfant mais aussi les gestes des familles pour entourer leurs enfants sur le plan matériel (cadeaux, vêtements, etc.), gestes qui sont chargés d'une signification affective évidente. Ces dépenses représentent des sacrifices financiers difficilement supportables pour certaines familles malgré le caractère indispensable qu'il revêt pour les parents, certes, mais encore plus pour l'enfant et son équilibre. Dans ces conditions, il apparaît nécessaire qu'une partie de l'allocation destinée à l'enfant puisse être à la disposition de la famille pour pouvoir répondre à cette situation. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour aller dans ce sens.

Cours d'eau (parcs naturels).

10199. — 15 décembre 1978. — M. Gilbert Millet expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie les problèmes concernant l'accès aux rivières cévenoles dans la région périphérique du parc national des Cévennes. Le développement des résidences secondaires et le droit de propriété tendent à rendre difficile l'accès traditionnel à ces rivières, ce qui est préjudiciable. à la fois pour les habitants de cette région confrontés ainsi à un problème nouveau mais aussi pour le développement du tourisme lui-même. Il lui demande quelles mesures il entend prendre, sans mettre en cause le droit de propriété, pour permettre l'utilisation des rivières cévenoles en tant qu'élément important de la qualité de l'accueil dans une politique de développement du tourisme dans ces régions.

Enseignement secondaire (constructions scolaires).

10201. — 15 décembre 1978. — M. Pierre Goldberg attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'état de dégradation du LEP de Saint-Eloy-les-Mines (Puy-de-Dôme), et la nécessité de procéder rapidement à sa reconstruction. En effet, par suite d'affaissements miniers, il a fallu transférer les ateliers dans des locaux en préfabriqué, aux frais des Houillères du Bassin Centre-Midi. Le bâtiment d'enseignement général menace ruine ; les services sont dispersés en plusieurs endroits, et des internes sont obligés de loger chez l'habitant. D'après les renseignements connus, le coût de la reconstruction du LEP de Saint-Eloy s'éleverait à 20 millions de francs, l'Etat finançant 80 p. 100, soit 16 millions, le reste, soit 4 millions, étant à la charge de la commune, ce qui représente une somme dépassant ses capacités financières. Les Houillères du Bassin Centre-Midi, si elles admettent une responsabilité partielle dans les dégâts causés aux bâtiments, ne veulent pas verser une telle somme et estiment la contribution qu'elles pourraient apporter à 250 000 francs. M. Pierre Goldberg demande donc à M. le ministre de l'éducation : 1° Où en est le projet de reconstruction du LEP de Saint-Eloy-les-Mines ; 2° Quelles mesures il envisage de prendre pour que le financement de cette opération ne grève pas les finances de la commune.

Energie (ressources énergétiques).

10202. — 15 décembre 1978. — M. François Leizour attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur des problèmes énergétiques de la Bretagne. Il lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement pour régler ces problèmes, compte tenu, d'une part, des oppositions à la production d'énergie nucléaire en raison de la non-fiabilité de la filière choisie, et, d'autre part, de l'extrême faiblesse du réseau de haute tension qui ne permet pas une véritable implantation industrielle en Bretagne. Il souhaite obtenir des précisions sur les projets du Gouvernement pour la diversification des sources d'énergie en Bretagne et notamment : le point sur les études pour la grande réalisation attendue de la marematrice des îles Chausey ; l'estimation des possibilités de mise en œuvre d'installations éoliennes et solaires.

EDF (structures administratives).

10203. — 15 décembre 1978. — **M. François Lelzour** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les réformes de structure à l'Electricité de France, pour la Bretagne et notamment pour le département des Côtes-du-Nord. Il souhaite savoir ce que deviendront les districts ruraux et ce qu'il adviendra des districts comme ceux de Callac et de Rostrenen, comment la subdivision de Guingamp sera remaniée, et quelles en seront les conséquences pour les usagers et pour le personnel.

Emploi (entreprises).

10204. — 15 décembre 1978. — **M. Pierre Zarka** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation de l'entreprise Elida-Gibbs. 118 licenciements sont annoncés à Saint-Denis, Paris et Poissy dont 42 à Saint-Denis. Selon les informations qui lui ont été communiquées, ces licenciements préledraient à d'autres suppressions d'emplois, voire la cessation d'activité des unités de production de la région parisienne dans le cadre d'une restructuration du groupe Unilever. Dans une période où le chômage s'accroît et touche 5 000 dionysiens, ces nouveaux licenciements, qui touchent toutes les catégories de salariés, font grandir l'inquiétude et le mécontentement. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour empêcher ces licenciements et garantir l'emploi à l'ensemble des salariés de l'entreprise.

Santé scolaire et universitaire (visites médicales).

10206. — 15 décembre 1978. — Suite à la réponse que vient de lui adresser **M. le ministre de l'éducation** à sa question écrite n° 7775, parue au *Journal officiel* du 1^{er} décembre 1978, **M. Roger Combrisson** souhaite attirer l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur l'absence de visite médicale scolaire pour les élèves de la circonscription Nord de Corbeil-Essonnes. Pourtant le contrôle médical à l'école représente un des éléments essentiels de la médecine préventive. Les médecins scolaires partant à la retraite ou appelés à d'autres fonctions ne sont plus remplacés faute de crédits, alors que le corps médical dans son entier insiste sur les nécessités de la prévention. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour : 1° dégager les crédits nécessaires à la généralisation de la médecine scolaire ; 2° remédier à la situation décrite pour la circonscription scolaire Nord de Corbeil-Essonnes.

Assurances vieillesse (retraite anticipée).

10208. — 15 décembre 1978. — **M. Jacques Chaminade** informe **M. le ministre du budget** que la situation frappant les anciens déportés travaillant dans les établissements de la défense nationale. La loi n° 77-773 du 12 juillet 1977 accorde la possibilité, à tous les anciens déportés travaillant dans le secteur privé, de demander la retraite à cinquante-cinq ans. Le décret n° 78-1025 du 11 octobre 1978, dans son article 1^{er}, étend cette possibilité aux fonctionnaires et magistrats anciens déportés. Or, les travailleurs de l'Etat, assimilés aux fonctionnaires, sont actuellement écartés de cette possibilité. C'est notamment le cas de quatre travailleurs de la MAT à Tulle. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas prendre sans autre retard les dispositions (décret) étendant cette mesure aux travailleurs de l'Etat et ainsi effacer cette criante et injuste anomalie.

Elus locaux (relations avec les ministères).

10209. — 15 décembre 1978. — **M. Jacques Chaminade** informe **M. le ministre de l'agriculture** de la situation suivante : le 11 novembre 1978, un quotidien régional publiait dans les colonnes de son édition Corrèze, une lettre du ministre de l'agriculture et dont ce journal disait qu'elle avait été reçue par le maire de Tulle. Or, le maire de Tulle n'avait, à cette date, nullement reçu une telle lettre qui traitait des problèmes de l'abattoir de cette ville. Il recevait ce courrier mais plusieurs jours plus tard, la lettre reçue par lui étant datée par vos services du 16 novembre. En conséquence, il lui demande dans quelles conditions un courrier ministériel émanant de ses services, en direction d'un élu, peut-il être porté à la connaissance d'un journal, non seulement plusieurs jours avant que le destinataire ne le reçoive, mais, plus grave encore, plusieurs jours avant que ce courrier ne parte de son ministère.

Handicapés (COTOREP)

10211. — 15 décembre 1978. — **M. Jacques Chaminade** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation faite aux handicapés du département de la Corrèze qui sollicitent l'attribution d'une carte d'invalidité. De très nombreux dossiers sont bloqués depuis plusieurs mois au niveau de la COTOREP, celle-ci ne disposant plus du médecin nécessaire pour procéder aux expertises indispensables à l'attribution de ces cartes d'invalidité. Les raisons de cette carence provoquant ces retards inadmissibles proviendraient du fait que la COTOREP n'aurait pas les crédits nécessaires au règlement des honoraires correspondant aux actes de ce médecin. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour mettre un terme à cette situation et donner les moyens nécessaires à la COTOREP Corrèze pour rémunérer le médecin procédant aux expertises afin de résorber le retard et assurer un écoulement normal des dossiers à l'avenir.

Langues régionales (enseignement secondaire).

10213. — 15 décembre 1978. — **M. André Tourné** expose à **M. le ministre de l'éducation** qu'en date du 3 juin 1977 sous le n° 38603 il lui posait une question écrite concernant l'enseignement du catalan dans les collèges ainsi libellée : « **M. Tourné** expose à **M. le ministre de l'éducation** qu'à plusieurs reprises, il a été fait état publiquement, de la création d'une option de catalan dans les collèges du département des Pyrénées-Orientales, au niveau de la quatrième, à la rentrée de 1979. Cette heureuse mesure a été annoncée par un haut fonctionnaire du ministère de l'éducation. En plus de cette option de catalan, d'autres langues régionales seraient aussi concernées. Si cette annonce s'avère fondée, ce que tous les partisans de la mise en valeur de la culture catalane souhaitent de tout cœur, son application ne peut manquer de bénéficier de mesures pédagogiques nécessaires à sa bonne marche. En conséquence, il lui demande : 1° s'il est exact que son ministère a décidé de créer une option de langue catalane pour la rentrée de 1979 dans les collèges des Pyrénées-Orientales ; 2° si oui, il lui demande quelles mesures il a prises ou il compte prendre pour mener à bien cette importante initiative. » Il lui rappelle qu'en date du 13 août 1977 par le canal du *Journal officiel* des débats, portant le numéro 71 et à la page 5139, il lui fit la réponse affirmative suivante : « Une option langues et culture locales sera effectivement créée en quatrième et troisième selon un schéma semblable à ce qui existe actuellement au niveau du second cycle. L'extension aux collèges du régime actuel des lycées demandée par tous ceux qui s'intéressent à la sauvegarde de nos patrimoines culturels et linguistiques locaux sera ainsi réalisée. La mise en œuvre de cette option s'inscrit dans le calendrier de l'ensemble de la réforme et entrera en application pour les classes de quatrième à partir de la rentrée scolaire de septembre 1979. Les contenus de l'option « langue et culture locales » sont actuellement à l'étude et des mesures visant au développement de la formation des maîtres créeront les conditions favorables à la mise en œuvre de cette option dans le cadre et selon le calendrier de la réforme du système éducatif. » Cette prise de position de son prédécesseur ayant un caractère officiel, fut appréciée à sa juste valeur par les enseignants, les parents d'élèves, les élèves et les associations qui luttent pour la « Défense et promotion des langues de France ». Toutefois, à la satisfaction légitime du moment, se manifeste à présent, chez les mêmes intéressés une légitime inquiétude. En effet, le décret prévu pour la mise en place de l'option de catalan en classe de quatrième, n'est pas paru. Ce retard est anormal. En conséquence il lui demande : 1° si la position de son ministère vis-à-vis des engagements pris le 13 août 1977, tient toujours ; 2° si oui, quelles mesures il a prises, ou il compte prendre, pour mettre en place les éléments nécessaires susceptibles d'assurer à la rentrée scolaire de septembre 1979, l'enseignement du catalan en classe de quatrième. En terminant, **M. Tourné** se permet de rappeler à **M. le ministre** que, s'il en était autrement, la position de son ministère serait très mal appréciée.

Enseignement secondaire (enseignants).

10215. — 15 décembre 1978. — **M. Brunhes** demande à **M. le ministre de l'éducation** de lui indiquer, pour chaque académie, le nombre de maîtres auxiliaires « en surnombre » affectés, soit à temps complet, soit à temps partiel, au titre de l'année 1978-1979, en distinguant les établissements : collèges, lycées, I.E.P. et la nature de l'emploi : emploi à l'année ou suppléance. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour assurer au titre de l'année 1979-1980 le maintien de ces auxiliaires dans l'emploi étant donné que le budget de 1979 a prévu que sur les 7 500 équivalents emplois en surnombre autorisés au titre de 1978-1979, 3 900 seulement seraient reconduits pour 1979-1980.

Banques (Association française des banques).

10221. — 15 décembre 1978. — **M. Henri Emmanuelli** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur le fait que par lettre du 29 novembre 1978, reçue le 13 décembre 1978, les parlementaires ont été saisis par l'Association française des banques d'un mémorandum intitulé : « L'inadaptation de la collecte des dépôts aux besoins actuels de l'économie française : les banques face aux réseaux privilégiés. » La lecture de ce dossier indique sans équivoque qu'il s'agit une fois de plus d'une attaque en règle et sans nuance contre les institutions mutualistes du secteur bancaire ; c'est-à-dire contre le Crédit agricole et le Crédit mutualiste ainsi que contre les Caisses d'épargne. Les termes de ce rapport, largement diffusé, sont outranciers et certaines accusations inadmissibles. Ce mémorandum, en particulier, accuse le Crédit agricole d'opérer au mépris de la réglementation mais surtout il s'efforce de jeter le discrédit sur cette institution en insinuant le doute sur les conditions de sécurité qu'il offre à ses déposants en intitulant un paragraphe : « Insuffisance des contrôles et de la réglementation ». Sur ce plan, l'Association française des banques serait mieux inspirée, en se référant à des exemples récents, de se préoccuper des garanties offertes par certaines banques, bien que ces dernières soient assujetties au contrôle de la commission nationale de contrôle des banques. Quant au respect de la réglementation par les affiliés de l'Association française des banques, il serait peut-être intéressant que la Banque de France publie la liste des amendes qu'elle a dû infliger au cours des trois dernières années pour non-respect de la réglementation. En toute hypothèse et compte tenu du ton agressif de ce mémorandum, qui n'est que l'un des éléments d'un plan d'ensemble, il lui demande s'il ne pense pas que le moment est venu de demander aux banques nationalisées placées sous sa tutelle de se retirer de cette association.

Cadastre (valeur probante).

10223. — 15 décembre 1978. — **M. Gilbert Sénés** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la position de certains tribunaux qui, déniaient toute valeur au cadastre, exigent dans les instances de la part des communes, la production d'acte de propriété. Or, dans la plupart des cas, ces actes ne peuvent être produits du fait de l'antériorité de la possession et les communes n'ont d'autre preuve de propriété de leurs biens privés que le cadastre. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les communes soient en mesure de sauvegarder leurs biens communaux, et si, notamment il pourrait être envisagé de conférer au cadastre valeur de présomption de propriété.

Ecoles normales (recrutement).

10224. — 15 décembre 1978. — **M. Claude Coulais** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les perspectives de suppression de postes dans les écoles normales d'institutrices et d'instituteurs, envisagées à partir de 1979. Il lui demande notamment s'il est exact que le ministre de l'éducation envisage de réduire le nombre de postes existants d'environ quatre cents sur un total de deux mille cent, ce qui représenterait une diminution de près de 20 p. 100, et si, dans ce cas, la situation démographique de la France lui semble justifier une telle évolution. Il souligne, en outre, que la diminution relative à attendre dans l'avenir de la population scolaire pourrait être l'occasion de réduire les effectifs des classes dans l'enseignement primaire. Il lui demande également quelles seront les conséquences pour les écoles normales des perspectives de réforme de la formation des maîtres de l'enseignement primaire.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

10225. — 15 décembre 1978. — **M. Claude Coulais** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les préoccupations que connaissent actuellement les chefs d'établissement du second degré pour ce qui concerne à la fois l'indemnité de responsabilité de direction et le projet de grade de « principal de collège ». Sur le premier point, **M. Claude Coulais** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** qu'un crédit de 2,5 millions de francs figurait au budget de 1978 afin de financer la création de cette indemnité et lui signale que les chefs d'établissement ne l'ont toujours pas perçue si bien que, l'exercice budgétaire arrivant à son terme, ce crédit risque d'être perdu. Les intéressés regrettent d'autant plus cette situation que leurs responsabilités effectives s'accroissent constamment comme l'a montré la dernière rentrée scolaire. Sur le second point, il lui expose que les chefs d'établissement s'interrogent sur les suites susceptibles d'être données aux projets élaborés par le ministère en vue de créer un grade unique de principal de collège en application de la loi du 11 juillet 1975. A l'heure actuelle, en effet, les chefs d'établissement qui dirigent les collèges devenus

« uniques » n'en pas moins soumis à des statuts différents malgré l'unité de la fonction et qui, en outre, correspondent aux anciennes dénominations des CES et CEG. Il lui demande en conséquence quelles suites il entend donner à la loi du 11 juillet 1975 pour ce qui concerne les chefs d'établissement.

Commerce de détail (volailles).

10226. — 15 décembre 1978. — **M. Claude Coulais** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur la situation qui résulte pour les commerçants en volailles de l'application qui leur est faite de l'arrêté n° 7670 P fixant le prix de vente en détail du poulet de chair. Ce texte impose en effet une marge de 1,33 p. 100 toutes taxes comprises à la profession pour ce produit, ce qu'elle considère comme inférieur à ce que devrait être le coût réel. En outre, les services du fisc, lorsqu'ils procèdent à un contrôle auprès d'un commerçant volailler, réajustent les prix sur une base égale ou supérieure à 1,40 p. 100 toutes taxes comprises. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas de réviser ou d'assouplir le système de taxation de ce produit.

Assurances vieillesse (retraités : établissements de l'Etat).

10228. — 15 décembre 1978. — **M. Jean-Pierre Bechter** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les problèmes que rencontrent les anciens combattants volontaires de la Résistance travaillant dans des établissements d'Etat pour faire valider leur temps de maquis, dans la durée des services pris en compte pour le calcul des retraites. C'est ainsi que, par exemple, pour le cas de **M. X**, seule est considérée comme temps de service, la durée du 8 août 1944 au 15 octobre 1944 effectuée sous uniforme FFI, alors qu'est passée sous silence la durée du 2 mars 1944 au 8 août 1944 durant laquelle il a servi. Cela semble d'autant plus anormal que cette dernière période a été certifiée valable par **Yvon Morandat**, officier de la Légion d'honneur, Compagnon de la Libération, liquidateur national du MLN. Il y a là une incohérence préjudiciable aux intérêts des anciens résistants. De plus, il apparaît que d'autres administrations (Mutualité agricole, Sécurité sociale...) valident ces temps de résistance. **M. Jean-Pierre Bechter** demande donc que soit envisagée la prise en compte totale des temps passés dans la Résistance pour tous les fonctionnaires et assimilés dépendant du ministère de la défense afin que soit rendue justice à tous les anciens combattants volontaires travaillant dans les usines de l'Etat.

Lait et produits laitiers (lait).

10229. — 15 décembre 1978. — **M. Henry Berger** rappelle à **M. le ministre de l'éducation**, que les dispositions intervenues depuis 1954 concernant les distributions de lait dans les écoles sont devenues caduques depuis le 31 décembre 1964. Tous les nutritionnistes, pédiatres et sociétés compétentes s'accordent cependant à observer que rares sont les enfants en France consommant le matin avant de se rendre à l'école, un petit déjeuner digne de ce nom. En conséquence, en milieu de matinée, les enfants ont besoin d'un apport alimentaire. Diverses expériences en cours de réalisation dans les écoles (Dijon, Paris, Vitry, Salon-de-Provence et plusieurs villes de la banlieue parisienne) sont menées dans le but de rétablir le déséquilibre alimentaire énoncé plus haut ; chaque jour, le matin à 10 heures, est offerte aux écoliers une portion de 20 centilitres de lait, consommable à l'aide d'une paille. Dans la mesure où de nombreuses études médicales réalisées au cours des derniers mois à partir des premiers résultats de ces expériences concluent à une amélioration sensible et un meilleur équilibre de la nutrition des enfants concernés, il lui demande, en accord avec son collègue, **M. le ministre de l'agriculture**, s'il ne serait pas possible de prendre des mesures et de prévoir les crédits nécessaires afin d'étendre et de développer ces expériences à l'ensemble des écoles maternelles françaises.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

10231. — 16 décembre 1978. — **M. Antoine Gissinger** rappelle à **M. le ministre du budget** qu'aux termes de l'article 196 A du code général des impôts, indépendamment des enfants éventuellement à sa charge, le contribuable peut considérer comme étant également à sa charge ses frères ou sœurs ainsi que ceux de son conjoint même décédé, à une triple condition : que l'infirme soit titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article L. 173 du code de la famille et de l'aide sociale pour les personnes dont l'invalidité atteint ou dépasse 80 p. 100 ; qu'il vive en permanence sous le toit du contribuable ; que les revenus imposables cumulés du contribuable et de la personne à charge, calculés le cas échéant avant l'application de l'abattement accordé aux contribuables âgés ou invalides, n'excèdent pas 20 000 francs par an, cette limite étant augmentée de 4 000 francs par personne à charge, autre que l'invalidé. Ce plafond de ressources figure dans le texte même de

l'article 190 A du code général des impôts résultant de la loi de finances pour 1974 (art. 17). Il n'a jamais été revalorisé depuis. Il était, à l'époque, légèrement supérieur à la limite de la cinquième tranche du barème (imposition à 20 p. 100). Pour obtenir un résultat équivalent avec le barème adopté dans le projet de loi de finances pour 1979, il faudrait le porter aux environs de 32 000 francs. Au 1^{er} janvier 1974, le plafond de ressources pour l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité était de 10 400 francs pour un ménage. Il est, à l'heure actuelle, de 24 000 francs, ce qui représente une augmentation de 130,78 p. 100. C'est au-delà de 46 000 francs qu'il faudrait porter le plafond de revenu imposable si l'on voulait lui assurer une évolution comparable. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de majorer le plafond précité, compte tenu des arguments qui précèdent, d'un pourcentage de 130 p. 100. A défaut, il souhaiterait que ce plafond soit au minimum porté à 32 000 francs.

Assurances (Union des assurances de Paris).

10232. — 16 décembre 1978. — **M. Antoine Gissinger** expose à **M. le ministre de l'économie** que, selon des informations qui lui ont été communiquées, l'UAP-Incendie-Accidents aurait connu pour l'exercice 1977 un déficit d'exploitation de l'ordre de 47 millions de francs. Compte tenu des ressources du compte de pertes et profits et principalement des plus-values sur cessions d'éléments d'actif, un bénéfice net de 32 millions de francs avait pourtant pu être dégagé. Ce déficit est cependant apparu comme inquiétant et la question se pose de savoir quels seront les résultats de 1978. Il lui demande s'il peut lui donner des indications en ce qui concerne la gestion de l'UAP-Incendie-Accidents et, plus particulièrement, les résultats qui seraient attendus pour cette année.

Habitations à loyer modéré (caisse de prêts).

10233. — 16 décembre 1978. — **M. Antoine Gissinger** expose à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que de nombreux organismes HLM ont appelé son attention sur le retard qui existe actuellement dans les versements de fonds de la caisse de prêts aux HLM. Il semble que, compte tenu de ces difficultés, l'engagement avait été pris de renforcer temporairement le personnel de la caisse pour permettre de rattraper ce retard et de retrouver rapidement un fonctionnement et des délais normaux. Courant novembre, les difficultés précitées subsistaient. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour résoudre un problème qui revêt une importance capitale quant à la trésorerie des organismes d'HLM.

Viticulture (chaptalisation).

10239. — 16 décembre 1978. — **M. Gérard César** demande à **M. le ministre du budget** sur quelles bases réglementaires repose sa décision d'autoriser des négociants de Charente-Maritime à chaptaliser dans leurs propres chais des vins blancs de la récolte 1978.

Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles).

10241. — 16 décembre 1978. — **M. Guy Guermeur** expose à **M. le ministre du budget** que l'administration fiscale a fait connaître les évaluations de revenus des producteurs de plants de pommes de terre du Finistère durant l'année 1976. Les chiffres qui servent de base au calcul des impôts sont très sensiblement supérieurs à ceux des autres départements. Il appelle son attention sur le fait que ces évaluations sont manifestement excessives eu égard au revenu réel des producteurs au cours de l'année considérée et ne peuvent être justifiées par l'augmentation des prix dus à la sécheresse dans l'Ouest. Il insiste, en outre, sur les incidences en cascade de l'évaluation cadastrale, sur l'attribution des bourses scolaires. Il signale, en particulier, les effets qu'entraîne le changement d'évaluation sur le taux des bourses scolaires, c'est-à-dire sur le niveau de vie des ménages aux revenus modestes. Il lui demande de bien vouloir faire réexaminer les opérations d'évaluation dans le département du Finistère.

Lait et produits laitiers (lait et fromage).

10243. — 16 décembre 1978. — **M. Henry Berger** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** qu'en vertu de la circulaire n° VI 69-517 du 22 décembre 1969 le fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) en vue de promouvoir la distribution de lait et de fromage dans les établissements scolaires du cycle primaire alloue, par jour et par élève, une subvention fixée actuellement à 1,3 centime par centilitre de lait (ou équivalent). Tous les nutritionnistes, pédiatres et sommités compétentes s'accordent à observer que rares sont les enfants en France

consommant le matin avant de se rendre à l'école un petit déjeuner digne de ce nom. En conséquence, en milieu de matinée, les enfants ont besoin d'un apport alimentaire. La quote-part actuelle de 0,26 franc pour vingt centilitres de lait (40 p. 100 du coût réel de la distribution) accordée par le FORMA peut être attribuée à l'ensemble des élèves fréquentant le cycle primaire (soit 7 200 000 élèves). Il lui demande s'il ne serait toutefois pas plus judicieux, en accord avec son collègue, **M. le ministre de l'éducation**, de financer la totalité de la distribution en instituant la gratuité aux élèves scolarisés dans les écoles maternelles (2 600 000 élèves) de façon à offrir à ces derniers une portion de lait chaque matin à 10 heures.

Agents communaux (rémunérations).

10246. — 16 décembre 1978. — **M. Jacques Douffiaques** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les conséquences de l'extension aux personnels communaux du paiement par chèques des rémunérations. Antérieurement à cette disposition, les agents communaux percevaient leur rémunération en espèces le 30 du mois. Désormais, et dans de très nombreux cas, si le mandatement intervient effectivement dans le mois, les comptes bancaires et postaux des intéressés ne sont crédités que le 8 ou le 10 du mois que les opérations comptables soient effectuées à des dates telles que les agents communaux puissent être crédités de leur rémunération, comme par le passé, avant le 30 du mois.

Pension de réversion (cumul).

10248. — 16 décembre 1978. — **M. Adrien Zeller** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** si elle n'estime pas que, dans un souci de justice sociale, il faille, pour les invalides et accidentés du travail, permettre le cumul intégral de la pension de veuve ou de réversion et de la pension de droit personnel comme pour les régimes spéciaux.

Accidents du travail (rentes).

10249. — 16 décembre 1978. — **M. Adrien Zeller** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** si elle n'estime pas nécessaire de changer la législation sociale afin d'aboutir, pour les invalides et accidentés du travail, à la suppression de la limite de cumul à concurrence du salaire catégoriel pour les invalides qui perçoivent par ailleurs une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle ou une pension d'invalidité de guerre.

Enregistrement (droits d') (taux réduit de 0,60 p. 100).

10250. — 16 décembre 1978. — **M. Jacques Delong** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la rédaction et l'interprétation de l'instruction ministérielle en date du 26 mai 1978 (BODGI, 7 C-5-78), qui semble abandonner la doctrine antérieure de l'administration et faire application du taux réduit lorsque la preuve de la qualité du fermier est suffisamment établie et que le paiement du droit de bail est régularisé. Il lui demande de bien vouloir préciser si la qualité de fermier est suffisamment reconnue par la fourniture de certificats émanant des services de la mutualité agricole et, dans la négative, quel type de preuve il faut fournir pour se voir octroyer le bénéfice du taux réduit de 0,60 p. 100.

Politique extérieure (Etats-Unis).

10251. — 16 décembre 1978. — **M. Louis Odru** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur la déclaration suivante du Président Carter publiée par la presse française : « J'espère sans la moindre réserve que le Chah se maintiendra au pouvoir en Iran. Il a notre soutien et aussi notre confiance ». Cette déclaration était suivie d'une allusion à l'exil en France de l'ayatollah Khomeiny dont les propos étaient qualifiés de « déplorables » et d'« incontrôlés » par le Président américain. Le Gouvernement français conviendra qu'une telle déclaration constitue une intrusion flagrante dans les affaires intérieures non seulement de l'Iran, mais aussi de la France. Dans ces conditions, **M. Odru** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** ce que le Gouvernement français attend pour dénoncer la violation par les Etats-Unis de la règle de la non-ingérence dont par ailleurs le Gouvernement français ne cesse de se réclamer pour justifier son mutisme concernant les massacres en Iran.

Protection civile (sauteurs pompiers).

10253. — 16 décembre 1978. — **M. Gilbert Millet** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les revendications des sauteurs pompiers professionnels qui n'ont pas été satisfaites. Il s'agit de : a) l'absence d'application aux sauteurs pompiers professionnels des

aménagements de carrière consentis aux personnels ouvriers et de maîtrises des communes (*Journal officiel* du 22 octobre 1977) ; b) la mise en suspend de la proposition de loi visant à attribuer le bénéfice d'une année de bonification pour cinq années de service effectif, avec un maximum de cinq ans (calcul rerallé) ; c) l'augmentation de l'indemnité de feu à 20 p. 100 de l'indice réel majoré 350 ; d) l'augmentation des effectifs par le respect des textes en vigueur, ce qui conduira à la création de 30 000 emplois supplémentaires ; e) la garantie de ressources aux veuves et orphelins de sapeurs pompiers décédés, accidentés ou atteints de maladies graves contractées au service commandé. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire ces revendications.

Personnes âgées (maisons de retraite).

10254. — 16 décembre 1978. — **Mme Jacqueline Chonavel** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur l'article 142 du code de la famille et de l'aide sociale qui précise que : les ressources, de quelque nature qu'elles soient, dont disposent les personnes âgées placées dans un établissement au titre de l'aide sociale aux personnes âgées sont affectées, dans la proportion de 90 p. 100, au remboursement de leurs frais de placement. En effet, une personne âgée de quatre-vingts ans vient de bénéficier, pour une période antérieure à son admission à une maison de retraite, de rappels de sa pension vieillesse de 4 459 francs avec effet à compter du 1^{er} juillet 1974 jusqu'au 1^{er} mai 1978, soit quarante-huit mois. La Caisse régionale d'assurance maladie (CRAMN), 86-88, boulevard d'Orléans, à Rouen, s'obstine à verser la totalité des arrérages de ladite pension au percepteur, lequel refuse de créditer le montant dû à l'intéressée pour la période antérieure à son hospitalisation. En conséquence, elle lui demande, dans le cas où l'article 142 serait normalement appliqué, si elle ne pense pas qu'un correctif doit y être apporté afin que la part de rappel de ladite pension altuée entre le 1^{er} juillet 1974 et le 4 mai 1977 revienne au bénéficiaire et que la part située entre le 4 mai 1977 et le 1^{er} mai 1978 soit versée à l'administration hospitalière.

Accidents du travail (accidents de trajet).

10255. — 16 décembre 1978. — **M. Pierre Goldberg** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur l'anomalie suivante. Selon une jurisprudence ancienne, la maladie de courte durée suspend le contrat de travail. Il en résulte qu'un salarié, accidenté alors qu'il se rend à une convocation du service du contrôle médical (contrôle qui présente un caractère obligatoire), se voit refuser la prise en compte au titre d'accident de travail. Les arrêts rendus par la cour de cassation confirment cette jurisprudence. Ainsi, la cour de cassation, par un arrêt du 5 juillet 1961, a estimé qu'un accident de circulation survenant pendant la période d'incapacité temporaire d'un agent EDF au retour d'un contrôle médical, ne pouvait constituer un accident de trajet, considérant que le contrat de travail est suspendu du fait de la maladie et que de ce fait, le salarié ne se trouve plus sous la dépendance de son employeur. En conséquence, il lui demande si elle n'entend pas prendre une disposition réglementaire permettant d'éviter cette situation.

Pensions de retraites civiles et militaires (retraités : Trésor public).

10256. — 16 décembre 1978. — **M. Robert Vizet** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation d'environ un millier d'agents du Trésor public, affectés au service de la redevance et que la loi du 7 août 1974 a intégrés dans la fonction publique. Ces agents se trouvent lésés pour le calcul de leur retraite : s'ils partent à la retraite à l'âge de soixante ans, ils ne pourront percevoir que la seule retraite partielle de fonctionnaires entre soixante et soixante-cinq ans. Ils devront attendre l'âge de soixante-cinq ans pour percevoir, *pro rata temporis*, les retraites du régime général de la sécurité sociale et de l'IRCANTEC au titre d'agent de l'ex-ORTF ; dans certains cas, s'ils partent à la retraite à l'âge de soixante-cinq ans, ils risquent de ne pas retrouver un niveau de pension équivalent à celui dont ils auraient bénéficié, s'ils avaient pu cumuler une pension civile et les avantages du régime IRCANTEC. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'ils puissent, comme fonctionnaires, bénéficier d'une retraite pleine et entière à partir de soixante ans.

Entreprises industrielles et commerciales (activité et emploi).

10258. — 16 décembre 1978. — **M. Raymond Maillet** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation de l'Entreprise Uniroyal de Compiègne (Oise). La direction vient de décider de procéder à quatre-vingt-dix-huit licenciements. Parallèlement, elle a autoritairement augmenté les cadences de travail depuis quelques mois pour faire croître la productivité.

Certains travailleurs voient leur qualification remise en cause, ce qui entraîne une baisse importante de salaires. L'horaire hebdomadaire de travail reste fixé à quarante et une heures trente-trois, et la direction impose à son personnel de travailler occasionnellement le samedi. Dans ces conditions, la crise ne peut être invoquée pour justifier les licenciements qui apparaissent comme la volonté d'assurer davantage de profits. **M. Maillet** demande à **M. le ministre** les instructions qu'il entend donner pour que les licenciements soient refusés et que les conditions de travail et de qualification ne soient pas remises en cause par la Société Uniroyal.

Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles).

10260. — 16 décembre 1978. — **M. Gérard César** rappelle à **M. le ministre du budget** que l'article 9 modifié de la loi de finances du 21 décembre 1970 (actuellement art. 69 quater du CGI) dispose que le bénéfice réel de l'exploitation agricole est déterminé selon les principes généraux des BIC, mais avec des règles et modalités adaptées aux contraintes et caractéristiques particulières de la production agricole et de leur incidence sur la gestion. Parmi ces contraintes et caractéristiques, le même article cite notamment « le faible niveau du chiffre d'affaires par rapport au capital investi, ce qui se traduit par une lente rotation des capitaux ». Il lui expose que cette caractéristique est particulièrement vraie pour les viticulteurs en général et encore plus pour les producteurs de vins et eaux-de-vie de vins à appellations d'origine contrôlées. Ils ont à financer, d'une part, leur plantation, d'autre part, leur élevage en cave dont la durée du séjour dépasse quelquefois dix ans. Il lui demande s'il compte apporter rapidement des adaptations à la législation fiscale pour permettre aux viticulteurs de faire face aux difficultés entraînées par la lente rotation de leurs capitaux et d'assumer ainsi pleinement leur fonction. De plus, il serait indispensable, en attendant la réalisation de cette législation, qu'une disposition réglementaire soit prise pour permettre la constitution d'une provision égale à 10 p. 100 de la valeur des stocks des produits finis figurant au bilan de clôture de chaque exercice.

Radiodiffusion et télévision (réseaux communautaires de télévision).

10261. — 16 décembre 1978. — **M. Michel Barnier** demande à **M. le ministre de la culture et de la communication** dans quel délai il compte publier la circulaire d'application du décret concernant les réseaux communautaires de télévision.

Assurances vieillesse (validation de périodes).

10263. — 16 décembre 1978. — **M. Emile Bizet** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des ressortissants du régime général de sécurité sociale dont la période passée sous les drapeaux en temps de paix, au-delà de la durée légale du service militaire, n'est pas prise en compte pour le calcul de la retraite. Il apparaît que les intéressés, qui ne peuvent prétendre pour ladite période, à un avantage de vieillesse au titre d'une retraite militaire, sont lésés par la non-assimilation de ce temps d'engagement comme période assimilée à des annuités entrant en compte dans la détermination de la pension du régime général. Il lui demande si elle n'envisage pas de porter remède à cette anomalie par la prise en compte, pour la retraite vieillesse du temps passé sous les drapeaux au-delà de la durée légale.

Handicapés (loi du 30 juin 1975).

10264. — 16 décembre 1978. — **M. René Caille** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les remarques faites par les associations chargées des intérêts des handicapés sur l'économie et les modalités d'application de la loi d'orientation du 30 juin 1975. En dépit du chiffre impressionnant de deux milliards et demi de francs annoncé en août dernier comme représentant les dépenses engagées pour l'application de la loi, il apparaît que la mise en œuvre de cette dernière, si elle crée des catégories incontestablement gagnantes, introduit par contre, et dans une proportion non négligeable, des perdantes. C'est ainsi que les parents d'enfants de plus de quinze ans ayant besoin d'une tierce personne percevaient une majoration à ce titre, à taux partiel ou à taux plein. Les allocations, compte tenu d'une actualisation, devaient être actuellement de 979 francs à 1 758 francs par mois. Or, maintenant, elles vont de 272 à 680 francs. Si l'aide sociale n'intervenait que sous réserve d'un plafond de ressources, celui-ci était cependant plus élevé. Mais, avec le système actuel, les personnes pénalisées sont celles qui avaient, ou qui pourraient prétendre aux allocations les plus élevées, donc celles qui ont les ressources les moins élevées et dont l'enfant est le plus handicapé. En ce qui concerne les handicapés adultes, travailleurs ou non, les catégories peuvent être, là aussi, gagnantes ou perdantes, ces dernières étant souvent celles comptant les infirmes ayant besoin de

l'aide d'une tierce personne. Enfin, dans le cadre même de l'application de cette loi vieille de trois ans et demi, plusieurs décrets restent encore à publier pour permettre la mise en œuvre des articles suivants : article 32, concernant la garantie de ressources des travailleurs non salariés ; article 46, relatif aux établissements ou services devant recevoir les handicapés profonds ; article 47, sur la prise en charge des malades mentaux dans des établissements spécialisés ; article 49, concernant l'accessibilité des bâtiments existants ; article 53, sur les conditions d'attribution de l'appareillage ; article 54, relatif aux aides personnelles ; article 59, sur les allocations différentielles destinées à préserver les avantages acquis au titre de l'ancienne législation. M. René Caille demande à Mme le ministre de la santé et de la famille les dispositions quelle entend prendre en vue de remédier à la situation qu'il vient de lui exposer et, par cela même, de ne pas tronquer les intentions que le législateur a voulu traduire dans la loi du 30 juin 1975.

Enseignement préscolaire et élémentaire (directeurs d'écoles).

10265. — 16 décembre 1978. — **M. Claude Dhinnin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le problème des décharges de classe pour les directeurs d'écoles élémentaires. En réponse à une question au Gouvernement de **M. Antoine Glssinger**, le précédent ministre de l'éducation déclarait le 15 décembre 1977 « la circulaire organisant la rentrée 1978, qui va paraître incessamment, lie désormais (la décharge de service) non plus au nombre d'élèves de la classe, mais au nombre de maîtres dont le directeur assume la coordination ». Les dispositions de cette circulaire prévoient pour la rentrée de 1978 l'attribution d'une demi-décharge à tous les directeurs d'école à 10 classes et d'une journée par semaine à tous les directeurs d'école à 9, ou même seulement 8 classes, et qui n'en bénéficient pas encore ; ces règles s'appliquent bien entendu également aux écoles maternelles. Le 15 juillet 1978, en réponse à une intervention de **M. Le Tac**, **M. le ministre de l'éducation** répondait en confirmant exactement les dispositions énoncées ci-dessus « la circulaire n° 77-488 du 16 décembre 1977 (publiée au BOE, n° 46, du 22 décembre 1977) a précisé qu'à la rentrée de 1978 l'attribution d'une demi-décharge à tous les directeurs d'école à 10 classes, puis d'une journée par semaine à tous les directeurs d'école de 9 et 8 classes qui n'en bénéficient pas encore, pourrait être envisagée. Les mesures ainsi prises témoignent de l'intérêt porté par le ministre de l'éducation aux conditions de travail des directeurs et directrices d'écoles maternelles et élémentaires ». **M. Dhinnin** demande à **M. le ministre de l'éducation** comment il se fait que cette circulaire, non seulement n'ait pas été appliquée à la rentrée 1978 comme prévu, mais ne l'est toujours pas à ce jour. Cette carence est d'autant plus regrettable que la tâche des directeurs d'école s'alourdit de jour en jour. Il serait souhaitable de reconnaître les mérites de ces bons serviteurs de l'Etat que sont les directeurs d'écoles.

Impôts sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

10267. — 16 décembre 1978. — **M. Pierre Gascher** rappelle à **M. le ministre du budget** qu'aux termes de l'article 282 du code général des impôts, les redevables inscrits au répertoire des métiers et qui justifient que la rémunération de leur travail (et de celui des personnes qu'ils emploient) représentent plus de 35 p. 100 de leur chiffre d'affaires global annuel bénéficient d'une décade spéciale. Cet article précise par ailleurs que la rémunération du travail s'entend du montant du forfait retenu pour l'imposition des bénéfices, augmenté, le cas échéant, des salaires versés et des cotisations sociales y afférentes. Il lui fait observer à cet égard que, très souvent, les artisans, dans la première année de leur activité professionnelle, ne peuvent prétendre à cet avantage, en raison notamment des frais d'installation et de l'exercice de leur profession, sans personnel rémunéré. Lors du renouvellement du forfait, l'emploi d'un ouvrier leur permet, par contre, de bénéficier de la décote. Il lui demande s'il n'estime pas équitable que les conditions d'obtention de cette dernière soient aménagées afin que puissent y avoir droit les artisans débutant dans leur métier.

Sécurité sociale (cotisations patronales).

10268. — 16 décembre 1978. — **M. Pierre Gascher** rappelle à **M. le ministre du budget** que l'une des conditions imposées par la loi n° 78-698 du 6 juillet 1978 relative à l'emploi des jeunes et de certaines catégories de femmes pour permettre la prise en compte, par l'Etat, de la moitié des cotisations patronales de sécurité sociale concernant les jeunes embauchés entre le 1^{er} juillet 1978 et le 31 décembre 1979, prévoit que l'effectif des entreprises doit être, au 31 décembre 1978 ou au 31 décembre 1979, supérieur à celui constaté au 31 décembre de l'année précédente. Cette disposition pénalise sans nul doute les entreprises qui, au prix d'efforts sou-

vent très méritoires, pour maintenir le niveau de leurs effectifs, ont malgré tout enregistré des départs volontaires sur lesquels elles n'avaient aucun pouvoir de décision. C'est cette situation que connaît notamment une entreprise industrielle de la Sarthe employant 280 salariés, et qui, n'ayant procédé à aucun licenciement, a enregistré une quinzaine de départs volontaires en 1978. Désirant embaucher un nombre à peu près équivalent de jeunes, elle se trouve exclue du bénéfice de l'exonération du paiement des cotisations concernant ces derniers. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas opportun, afin de permettre la pleine application du pacte pour l'emploi des jeunes, de réexaminer les conditions d'obtention de cette prise en charge par l'Etat, en appréciant les situations au niveau local, et en faisant la part de la responsabilité incombant aux entreprises en cas de diminution des effectifs.

Prix (marges bénéficiaires).

10269. — 16 décembre 1978. — **M. Jacques Godfrain** demande à **M. le ministre de l'économie** de bien vouloir lui indiquer jusqu'à quel point le programme d'action gouvernemental, dit programme de Blois, doit être mis en application, notamment en matière de liberté des prix. En effet, la pratique d'un régime libéral, adapté à une économie ouverte, exige que l'on revienne le plus rapidement possible à la liberté des prix dans tous les secteurs, notamment commerce et services. Dans cet esprit il lui demande si un prochain déblocage des marges peut être envisagé. Inefficace pour limiter l'inflation, ce système risque de mettre en danger la vie même des entreprises ; en effet, cette façon de procéder ne tient pas compte de la vie réelle des affaires qui n'est pas semblable d'une année sur l'autre. Ainsi, une société ayant eu pour des raisons conjoncturelles, en 1976, un exercice moins bon qu'en 1975 donne un résultat amélioré. La façon de procéder actuelle conduit pratiquement toute entreprise dont le taux de marge ne serait pas en diminution à se trouver en infraction. Ne serait-il pas dans ces conditions envisageable d'appliquer le calcul du taux de marge tel qu'il a été défini par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 octobre 1975 à savoir : arrête chiffres d'affaires HT — Achats HT/Chiffre d'affaire HT × 100. Un dernier arrêté indique que l'administration prendra en compte la marge moyenne des trois dernières années, cette dernière suggestion apparaissant comme inefficace étant donné que depuis 4 ans la marge brute est bloquée, donc théoriquement la même en ce qui concerne les trois dernières années. Au moment où l'administration encourage les commerçants à adhérer à des centres de gestion agréés, l'application des textes sur les marges brutes interdit à ces centres de jouer pleinement leur rôle.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

10270. — 16 décembre 1978. — **M. André Jarrot** signale à **M. le ministre du budget** l'incohérence fiscale résultant d'un point particulier de l'application de la loi du 29 juillet 1975. Il précise que l'instruction du 30 octobre 1975, BO 6 E 7-75, paragraphe 158, relatif au calcul de la base d'imposition de la taxe professionnelle d'un commerçant non sédentaire qui débute, conduit à des différences inraisonnables entre deux commerces procurant à peu près les mêmes revenus. Aussi, dans la même commune, il est observé que les taxes professionnelles 1978 sont d'environ : 20 francs pour un petit commerçant sédentaire (ressources SMIC), 160 ou 180 francs pour des artisans ruraux, 800 francs pour un prestataire de service, et 1 890 francs pour un commerçant non sédentaire dont les ressources sont égales au SMIC (première année d'activité). Il lui demande s'il n'estime pas ces résultats incohérents et contraires à l'esprit d'une meilleure équité voulue par le législateur et quelles mesures il entend prendre pour remédier à la situation.

Enregistrement (droits d) (contrôle de la valeur déclarée).

10271. — 16 décembre 1978. — **M. André Jarrot** expose à **M. le ministre du budget** l'aspect négatif, par ailleurs inflationniste de certains redressements opérés par l'administration. Au sujet d'un cas précis, le service de fiscalité immobilière de Saône-et-Loire fixe unilatéralement à 290 000 francs la valeur d'une maison vendue par acte notarié pour la somme de 150 000 francs. Dans ce cas précis, le bien vendu supporte des réserves de jouissance. Dans sa comparaison, l'administration se réfère à d'autres ventes effectuées à la même période sur la commune mais sans réserve de jouissance. **M. Jarrot** demande si, dans cette situation, il n'y a pas violation de la liberté individuelle des vendeurs et acheteurs. D'autre part, il estime que le redressement opéré par l'administration contribue à accélérer la hausse déjà trop forte des prix du bâtiment et par là même s'oppose à la volonté du Gouvernement qui déclare vouloir favoriser l'accession à la propriété.

Taxe sur la valeur ajoutée (taux).

10272. — 16 décembre 1978. — M. Marc Lauriol expose à M. le ministre du budget qu'il avait posé une question (n° 43217, du 31 décembre 1977) à M. le Premier ministre (Economie et finances) concernant le régime de la TVA applicable aux agences de voyages, conformément à l'instruction administrative du 10 juillet 1972 (3 B 672), lorsqu'elles traitent avec des hôteliers. Un exemple chiffré développé dans cette question montre que l'application de l'instruction administrative de 1972 est apparemment impossible puisque, compte tenu de la différence des taux de TVA applicables respectivement aux hôtels et aux agences de voyage, le résultat de la méthode d'imposition préconisée par l'instruction administrative se traduit par une perte pour les agences de voyage. Deux questions se trouvaient donc posées après l'exemple chiffré : cet exemple représentait-il une application correcte de l'instruction administrative et, dans l'affirmative, quelle mesure était envisagée pour mettre fin à cette anomalie. Le défaut de réponse à cette question conduit à penser que l'exemple chiffré cité représentait bien l'application correcte de l'instruction administrative. Dans ces conditions, M. Marc Lauriol demande à M. le ministre du budget s'il n'estimerait pas normal et équitable d'ordonner, conformément aux dispositions de l'article 1951-1 du code général des impôts, le dégrèvement des redressements opérés par l'administration, notamment au cours de vérifications fiscales, en application de cette instruction administrative.

Baux de locaux d'habitation (loyers).

10274. — 16 décembre 1978. — M. Claude Martin souhaite connaître si M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie considère comme normal que les propriétaires prennent la décision unilatérale de supprimer la fonction de concierge dans des immeubles dont les appartements sont loués en catégorie 3 B et 3 A au motif que les loyers calculés en application du décret n° 78-724 du 29 juin 1978 sont insuffisants pour permettre la rémunération d'une concierge à service réduit ou normal. Dans l'hypothèse où les prestations traditionnelles fournies par une concierge — sortie des poubelles, entretien des parties communes — ne sont plus assurées, est-il normal que les locataires concernés soient obligés de pourvoir eux-mêmes à cette carence en assurant ces prestations sans diminution de leur loyer de base et de leur prestation.

Assurance vieillesse (professions industrielles et commerciales).

10276. — 16 décembre 1978. — M. Charles Miossec attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur une anomalie particulièrement choquante qui concerne la législation s'appliquant aux charges d'assurance vieillesse pour les non-salariés des professions industrielles et commerciales. En effet, le décret n° 75-455 du 5 juin 1975, institue un régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse en faveur des conjoints des travailleurs non salariés des professions industrielles et commerciales, et son article 1^{er} précise « en faveur des conjoints coexistants et survivants des travailleurs... ». Si l'on s'en tient à la définition juridique du terme « conjoint », et des qualificatifs « coexistants et survivants », la cotisation pour ce régime devrait s'appliquer en toute logique à l'époux non salarié des professions industrielles et commerciales. Or, ce régime complémentaire obligatoire touche également les adhérents célibataires de la caisse interprofessionnelle d'allocation vieillesse du commerce et de l'industrie. Lorsque tel ou tel de ces adhérents célibataires formule une demande d'exonération, la commission nationale d'exonération répond le plus sérieusement du monde que « les assurés non mariés ne sont pas exonérés automatiquement » de la cotisation additionnelle, celle-ci s'appliquant aux adhérents de quarante-cinq ans à cinquante ans n'ayant pas de personnes à charge et dont les revenus sont supérieurs à 24 000 francs. Il demande à M. le ministre du commerce et de l'artisanat de l'éclairer sur l'obligation faite à une catégorie précise de célibataires, déterminée en fonction de considération d'âge et de revenus, de payer une cotisation additionnelle pour un conjoint fantôme, ni coexistant ni survivant. Il demande en outre au ministre comment une commission nationale peut, très sérieusement, rejeter la demande légitime d'un requérant, sous le prétexte fort singulier, que les assurés « non mariés » ne sont pas « automatiquement » exonérés de la cotisation en faveur d'un « conjoint ».

Investissements (conseil en investissements).

10277. — 16 décembre 1978. — M. Antoine Rufenacht demande à M. le ministre de l'économie de bien vouloir lui indiquer les textes qui régissent spécifiquement l'activité de conseil en investissements. Pour le cas où aucun texte ne réglementerait cette profession appelée à jouer un rôle important à l'occasion de la « réanimation du marché boursier », M. Antoine Rufenacht souhaiterait savoir si des projets de texte sont à l'étude.

Enseignement secondaire (établissements).

10280. — 16 décembre 1978. — Mme Marie Jacq demande à M. le ministre de l'éducation si, compte tenu de l'accroissement des charges de travail et la nécessité de déplacements fréquents, il envisage d'attribuer aux conseillers d'orientation une indemnité de sujétion et de revaloriser les frais de déplacement alloués.

Orientation scolaire et professionnelle (conseillers d'orientation).

10286. — 16 décembre 1978. — M. André Delehedde demande à M. le ministre de l'éducation si, compte tenu de l'accroissement des charges de travail et la nécessité de déplacements fréquents, il envisage d'attribuer aux conseillers d'orientation une indemnité de sujétion et de revaloriser les frais de déplacement alloués.

Enseignement secondaire (personnel non enseignant).

10287. — 18 décembre 1978. — M. Albert Denvers rappelle à M. le ministre de l'éducation que, dans le budget de l'éducation pour 1978, figurait un crédit de 24,5 millions destiné à financer la création d'une « indemnité de responsabilité de direction » qu'il avait été décidé d'accorder aux chefs d'établissement du second degré et à leurs adjoints (titre III, chap. 31-34-20, mesure 04-12-02). Il lui demande pourquoi le décret en autorisant le paiement n'a pas encore été publié. Il lui demande également où en sont les projets élaborés par son prédécesseur concernant la création d'un grade de « principal de collège » dont la loi du 11 juillet 1975 requiert implicitement l'institution.

Assurances (contrats).

10288. — 16 décembre 1978. — M. Michel Rocard expose à M. le ministre de l'économie combien il lui paraît anormal que les compagnies d'assurances puissent tirer parti de sinistres parfois très mineurs pour résilier les contrats qui le leur, par exemple à des propriétaires de cyclomoteurs, dans la mesure où ils considèrent que cette activité devient dès lors non rentable. Il devient, en effet, très difficile ensuite aux propriétaires de ces véhicules de se réassurer, alors même que l'assurance est obligatoire. Il lui demande ce qu'il compte faire pour que les textes législatifs et réglementaires précisent davantage les obligations des assureurs, étant entendu que le caractère profitable de leur activité découle par ailleurs de l'obligation légale d'être assuré.

Transports routiers (chauffeurs).

10290. — 16 décembre 1978. — M. Jacques Mellick appelle l'attention de M. le ministre des transports sur les conditions de travail et de rémunération imposées aux chauffeurs professionnels. La durée journalière du travail qu'ils doivent effectuer excède souvent largement les prescriptions de la législation en vigueur. Les règles les plus élémentaires de la sécurité routière sont en contradiction avec le maintien de ces horaires, qui dépassent régulièrement douze heures par jour. La rémunération restant très basse, les intéressés, pour subvenir aux besoins de leur famille, sont conduits à faire des heures supplémentaires. Il s'avère également anormal que, en cette période de chômage, des salariés travaillent soixante heures par semaine ou plus. Les chauffeurs présentent un certain nombre de propositions susceptibles d'améliorer leurs conditions de travail : fixation de la durée maximum du travail journalier impérativement à douze heures, puis, progressivement, à dix heures ; la répartition du travail sur cinq jours afin de permettre aux intéressés de bénéficier de deux jours de repos consécutifs par semaine ; le renforcement des contrôles effectués par l'inspection du travail et de la main-d'œuvre, ainsi que par les services de police ; le respect des repos journaliers et hebdomadaires ; l'application à leur profession de la loi du 29 décembre 1975 permettant de partir en retraite à 60 ans et de ramener progressivement ce seuil à cinquante-cinq ans, en particulier pour les chauffeurs reconnus inaptes à leur emploi. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de satisfaire ces légitimes revendications des chauffeurs professionnels.

Mines et carrières (potasse).

10292. — 16 décembre 1978. — **M. Jean-Pierre Chevènement** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur les perspectives préoccupantes des mines de potasse d'Alsace, telles qu'elles semblent ressortir de la politique de désengagement suivie par la direction en matière d'emploi (suspension de l'embauche, mises à la retraite anticipée) ou dans d'autres domaines : abandon d'un nombre croissant d'activités notamment sociales (cession des écoles, des réseaux d'eau et d'assainissement à une société privée, suppression des avantages acquis en matière d'eau potable) mais aussi d'ordre économique (vente du patrimoine minier, privatisation en cours des ateliers centraux). Dans le même temps, la plus grande incertitude semble régner sur l'avenir de l'exploitation du gisement potassique et corrélativement sur l'emploi de plus de 6 000 travailleurs. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer : 1° quelles sont les quantités d'engrais potassiques et de potasse pure importées en France depuis 1973, date à laquelle a été supprimé par décret le monopole de vente des engrais potassiques que détenait jusqu'alors la société commerciale de potasses d'Alsace ; 2° quels sont les objectifs de production des MDPA aux horizons 1980-1985-1990 ; 3° s'il est exact que le monopole de la vente de la potasse pure que détient encore la SCPA serait prochainement revu dans le sens d'une adaptation aux règles de la concurrence dans le cadre de la CEE ; 4° enfin quelles mesures l'Etat entend prendre pour assurer l'avenir du gisement et la diversification des activités chimiques qui lui sont liées.

Entreprises industrielles et commerciales (industries de main-d'œuvre).

10293. — 16 décembre 1978. — **M. Jacques Santrot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur les conséquences dramatiques auxquelles conduit la politique de réduction de l'activité économique et de redéploiement industriel suivie par le Gouvernement depuis deux ans. La ponction accrue sur le revenu des ménages par l'accroissement de la pression fiscale et des prélèvements sociaux, la croissance inconnue jusqu'à aujourd'hui du nombre de demandeurs d'emploi, ainsi que les restrictions imposées en matière d'investissements publics, concourent à alimenter la stagnation de l'industrie française. Dans le même temps, des chefs d'entreprise tirent argument de cette conjoncture qui se traduit par la réduction des marchés et l'accroissement des coûts de production pour saborder l'activité productrice dont ils ont la responsabilité et lui substituant une activité d'importation. Cette situation est particulièrement vraie dans l'ensemble des branches industrielles dites « de main-d'œuvre », telles le cuir, la chaussure, les textiles, qui ne peuvent concurrencer dans une phase de dépression économique, les produits importés de pays à très faible coût de main-d'œuvre. C'est ainsi que dans de nombreuses régions françaises, et en particulier dans le Poitou, de multiples entreprises de main-d'œuvre touchant à des branches industrielles très diverses, sont acculées, par une concurrence à laquelle elles ne peuvent faire face, au licenciement de la majorité ou de la totalité de leur personnel, comme cela est en train de se produire à la société Zarbif à Poitiers. Or il semble que devant cette menace qui devient une réalité dramatique pour des centaines d'entreprises et des milliers de travailleurs privés d'emploi, le Gouvernement n'ait pris aucune disposition d'envergure pour soutenir notre industrie et aider à son adaptation. C'est pourquoi il lui demande de lui préciser : la situation actuelle en matière de droits douaniers sur les produits les plus concernés, tels le cuir et peaux, la chaussure, les textiles, les fournitures scolaires ; les dispositions prévues dans le cadre du fonds spécial d'adaptation industrielle pour assurer la sauvegarde des industries les plus menacées ; les mesures qu'il compte prendre pour alléger les charges sociales qui handicapent lourdement les entreprises employant principalement de la main-d'œuvre.

Entreprises industrielles et commerciales (industries de main-d'œuvre).

10294. — 16 décembre 1978. — **M. Jacques Santrot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Économie** sur les conséquences dramatiques auxquelles conduit la politique de réduction de l'activité économique et de redéploiement industriel suivie par le Gouvernement depuis deux ans. La ponction accrue sur le revenu des ménages par l'accroissement de la pression fiscale et des prélèvements sociaux, la croissance inconnue jusqu'à aujourd'hui du nombre de demandeurs d'emploi, ainsi que les restrictions imposées en matière d'investissements publics, concourent à alimenter la stagnation de l'industrie française. Dans le même temps, des chefs d'entreprise tirent argument de cette conjoncture qui se traduit par la réduction des marchés et l'accroissement des coûts de production pour saborder l'activité productrice dont ils ont la responsabilité et lui substituant une activité d'importation. Cette situation est particulièrement vraie dans l'ensemble des branches industrielles

ites « de main-d'œuvre », telles le cuir, la chaussure, les textiles, qui ne peuvent concurrencer dans une phase de dépression économique les produits importés de pays à très faible coût de main-d'œuvre. C'est ainsi que dans de nombreuses régions françaises, et en particulier dans le Poitou, de multiples entreprises de main-d'œuvre touchant à des branches industrielles très diverses, sont acculées, par une concurrence à laquelle elles ne peuvent faire face, au licenciement de la majorité ou de la totalité de leur personnel, comme cela est en train de se produire à la société Zarbif à Poitiers. Or il semble que devant cette menace qui devient une réalité dramatique pour des centaines d'entreprises et des milliers de travailleurs privés d'emploi, le Gouvernement n'ait pris aucune disposition d'envergure pour soutenir notre industrie et aider à son adaptation. C'est pourquoi il lui demande de lui préciser : la situation actuelle en matière de droits douaniers sur les produits les plus concernés, tels le cuir et peaux, la chaussure, les textiles, les fournitures scolaires ; les dispositions prévues dans le cadre du fonds spécial d'adaptation industrielle pour assurer la sauvegarde des industries les plus menacées ; les mesures qu'il compte prendre pour alléger les charges sociales qui handicapent lourdement les entreprises employant principalement de la main-d'œuvre.

Circulation routière (stationnement).

10297. — 16 décembre 1978. — **M. Maurice Arreckx** attire l'attention de **M. le ministre de l'Économie** sur la situation de certains titulaires de concession de services publics et notamment des sociétés concessionnaires de parcs de stationnement public. Il s'avère en effet que dans certains départements, les services de la concurrence et des prix tantôt refusent de faire évoluer les prix des services comme convenu au contrat de concession, tantôt établissent une discrimination qui rien ne justifie entre les redevances de plusieurs parcs de stationnement, tantôt entendent exclure du contrat de concession les clauses tarifaires pour en renvoyer la rédaction à une convention indépendante, ce qui aboutit en fin de compte à la négation de l'équilibre nécessaire au sein de la concession entre les prestations fournies et leur rémunération. L'équilibre du contrat étant ainsi rompu, il apparaît que le concessionnaire devrait obtenir de l'Etat compensation de la réduction des recettes résultant de la différence entre ce que celles-ci auraient été en application du contrat de concession et ce qu'elles ont été réellement en raison de l'attitude des pouvoirs publics. La prise en considération de ce problème et la mise au point d'une solution satisfaisante faciliteraient la recherche de nouveaux concessionnaires par les collectivités locales, ceux-là acceptant alors de prendre plus de risques et celles-ci étant assurées qu'elles ne seraient plus seules à supporter éventuellement les conséquences d'une politique des prix qui augmenterait leurs charges, en raison des garanties qu'elles auraient été amenées à consentir pour faciliter la mise en place du service public concerné. C'est pourquoi il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun soit de mettre un terme à la fixation des prix par les directeurs départementaux de la concurrence et des prix, laissant ainsi les contrats de concession établis par les municipalités exercer leur plein effet, soit, afin de maintenir la qualité du service, prévoir une subvention de l'Etat destinée à combler la différence entre le prix fixé par l'administration et le prix résultant du jeu normal des contrats de concession.

Prix (liberté des prix).

10298. — 16 décembre 1978. — **M. Charles Millon** attire l'attention de **M. le ministre de l'Économie** sur le fait que, suite à la libération des prix industriels, un certain nombre d'artisans se heurtent à des hausses de prix appliquées à des matériaux dont ils avaient passé commande antérieurement aux mesures de libération des prix. Ces artisans, qui ont souvent communiqué à leurs clients des prix fermes et définitifs, ne peuvent revoir leurs prix de vente et enregistrent, du fait des hausses subies, des pertes importantes. Il lui demande par conséquent si les fournisseurs sont effectivement en droit d'appliquer des hausses à des commandes qui leur avaient été passées antérieurement aux mesures de libération des prix, et, dans le cas contraire, s'il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions destinées à empêcher de telles pratiques.

Alsace-Lorraine (fonctionnaires et agents publics).

10299. — 16 décembre 1978. — **M. Henri Ferretti** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur l'existence, dans les trois départements d'Alsace et de Moselle, d'une indemnité attribuée aux fonctionnaires et dite « de difficultés administratives ». Il semblerait que cette indemnité ait vu son taux inchangé depuis de très nombreuses années, alors qu'il ne semble pas que les difficultés administratives, tenant notamment à l'existence de législation particulière, aient sensiblement diminué. Il lui demande, en conséquence, s'il entend faire évoluer cette prime de difficultés administratives dans le sens de l'augmentation générale des traitements de fonctionnaires.

Education (ministère) (personnel).

10300. — 16 décembre 1978. — **M. Frédéric Dugoujon** demande à **M. le ministre de l'éducation** quelle mesure il entend prendre pour doter les personnels documentalistes-bibliothécaires de l'éducation d'un statut qui tienne mieux compte de leur rôle pédagogique et des responsabilités qu'ils assument.

Transports scolaires (sécurité).

10303. — 16 décembre 1978. — **M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre des transports** que, fréquemment, des accidents surviennent lors des opérations de montée et de descente des cars scolaires. Il lui demande combien d'accidents de ce genre ont eu lieu en 1977, et s'il n'envisagerait pas de rendre obligatoire pour les cars de ramassage scolaire un dispositif de feu de chaque côté stoppant toute circulation dans les deux sens durant le temps critique, comme cela se fait en certains pays étrangers.

Enseignement privé (enseignement supérieur).

10304. — 16 décembre 1978. — **M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset** expose à **Mme le ministre des universités** qu'est prévue une augmentation de 10 p. 100 de la subvention d'Etat aux instituts catholiques. Tout en soulignant ce que cette initiative a de substantiel, il attire son attention sur le fait que, rien qu'en se référant à l'évolution des traitements de la fonction publique, l'augmentation de 10 p. 100 annoncée ne réussit même pas à maintenir en francs constants la subvention inscrite au budget 1978; laquelle en effet était valorisée que de 5,75 p. 100 par rapport à 1977. Il lui demande si elle n'envisagerait pas d'augmenter l'aide prévue.

Construction (construction d'habitations).

10305. — 16 décembre 1978. — **M. Pierre Sudreau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les décrets du 22 octobre 1955 et l'arrêté du 14 novembre 1958 (*Journal officiel* du 18 novembre 1958) imposant dans les immeubles neufs à usage d'habitation des conduits de fumée permettant l'adjonction d'un chauffage d'appoint. Ces dispositions ayant été supprimées par décret du 14 juin 1969, il demande si, du fait des circonstances entièrement nouvelles provoquées par la crise de l'énergie, la pénurie prévisible à moyen terme des produits pétroliers et leur prix, il ne convient pas de rétablir cette réglementation. Il insiste en particulier sur le cas des immeubles neufs dont le chauffage est assuré exclusivement par des installations électriques pour lesquelles il existe de sérieux problèmes en cas de coupure de courant quelle qu'en soit la cause (grève, délestage, etc.).

Assurances vieillesse (fonds national de solidarité : allocation supplémentaire).

10307. — 16 décembre 1978. — **M. Charles Millon** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le cas des religieux congréganistes qui ont la position de salariés, soit contractuels de l'Etat (enseignants sous contrat), soit employés de collectivités publiques ou privées (hôpitaux, associations scolaires). Il lui expose que ces religieux sont imposables sur leur salaire pour une part seulement, étant célibataires. Lorsque des religieux postulent, à 65 ans, le bénéfice du fonds national de solidarité, l'administration (sous-direction des accidents du travail et des allocations de vieillesse), considère l'obligation de leur congrégation de leur assurer des avantages en nature (lettre du ministre des finances du 23 février 1970), dont il est tenu compte pour l'évaluation des ressources, plafond de 12 900 francs depuis le 1^{er} juillet 1978. Or, les ressources de la congrégation sont constituées par le seul produit du travail rémunéré des religieux. Il semble donc y avoir une distorsion entre la position de l'administration des impôts et la sous-direction du fonds national de solidarité. Il lui demande s'il n'y aurait pas lieu de revoir la position de la sous-direction des accidents du travail et des allocations de vieillesse dans les conditions d'octroi de l'allocation du fonds national de solidarité du fait que des religieux salariés ne peuvent faire état dans leur déclaration de revenus de la charge qui leur est imposée de pourvoir à la vie collective de tous les membres de la congrégation.

Plus-values (imposition des) à caractère professionnel.

10311. — 16 décembre 1978. — **M. Loïc Bouvard** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'anomalie que représente, dans le régime d'imposition des plus-values professionnelles, la non-prise en compte de l'érosion monétaire et de la durée de détention des biens. Si le taux d'imposition des plus-values professionnelles

à long terme est relativement modéré, il n'en demeure pas moins que l'imposition de plus-values largement fictives est ressentie comme une profonde injustice par les contribuables. Ceux-ci ne comprennent pas pour quelles raisons ils sont d'autant plus pénalisés qu'ils ont fait prospérer, à force de travail et de persévérance, un actif professionnel qui fournira l'essentiel de leurs moyens d'existence une fois l'âge venu. Il lui demande quelles dispositions il compte proposer au vote du Parlement afin de mettre fin à une situation aussi injuste et inadaptée aux conditions économiques actuelles.

Commerçants artisans (exploitants agricoles).

10312. — 16 décembre 1978. — **M. Loïc Bouvard** rappelle à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que les commerçants et artisans exploitant une entreprise agricole peuvent bénéficier de l'aide spéciale compensatrice lorsque l'importance de leur exploitation ne dépasse pas celle de la parcelle de subsistance telle qu'elle est définie dans le régime de l'indemnité viagère de départ agricole, et ce, par exception à la règle selon laquelle ils doivent cesser toute activité dans leur propre entreprise et comme chef d'entreprise dans toute entreprise quelle qu'elle soit. Il lui demande s'il ne lui paraît pas juste et opportun de relever cette limite afin de permettre aux nombreux commerçants et artisans qui exploitent quelques hectares de terre dont la superficie dépasse de peu celle de la parcelle de subsistance, de bénéficier de l'aide spéciale compensatrice.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (protection) (Venise).

10316. — 10 décembre 1978. — **M. Gabriel Péronnet** demande à **M. le ministre de la culture et de la communication** quelle est l'attitude du Gouvernement de la France à l'égard de la recommandation 849 de l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe relative à la fondation européenne « Pro Venetia Ulva ». Il lui demande de bien vouloir dresser un bilan de l'aide apportée par la France, tant au niveau public qu'à celui des initiatives privées, à la sauvegarde du patrimoine menacé de Venise.

Aménagement du territoire (financement).

10317. — 19 décembre 1978. — **M. Gabriel Péronnet** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** quelle aide le Gouvernement français entend consentir aux autorités strasbourgeoises dans le cadre de l'accueil par cette ville du Parlement européen élu au suffrage universel direct. Il lui demande de bien vouloir préciser les modalités de cette aide en ce qui concerne : l'aménagement de l'aéroport international de Strasbourg-Entzheim, la desserte ferroviaire, et notamment le projet Europol; les projets immobiliers. L'affirmation politique du rôle de Strasbourg comme capitale européenne, par la France comme par un certain nombre de ses partenaires, semble impliquer, en effet, un effort financier à la mesure de ce choix fondamental.

Aides ménagères (bénéficiaires).

10319. — 19 décembre 1978. — **M. Georges Meamin** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des personnes du troisième et du quatrième âge, allitées à domicile, à la suite d'une maladie temporaire ou d'un accident. Pour ces personnes, contribuables à part entière, vivant seules chez elles, sans grever le budget hospitalier, un alitement temporaire les laisse à la charge de voisins compatissants ou d'amis proches. En conséquence, il lui demande de bien vouloir envisager l'extension des avantages accordés par la loi en matière d'aide ménagère temporaire, aux personnes âgées, isolées et provisoirement allitées, même si leurs ressources sont supérieures à celles des personnes qui peuvent actuellement bénéficier de l'aide à domicile en nature, moyennant éventuellement une participation financière des intéressés.

Habitations à loyer modéré (construction).

10320. — 19 décembre 1978. — **M. Vincent Anquet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation préoccupante du secteur du logement social local, notamment en raison de la diminution des crédits qui lui sont affectés dans le cadre du projet de loi de finances pour 1979. D'autre part, l'application de la réforme de l'aide au logement paraît devoir rendre encore plus difficile l'utilisation des crédits, tant pour la construction neuve, où les taux de loyers qui résulteront des conditions de financement apparaîtront comme trop élevés à de nombreuses familles, en raison de l'insuffisance de la pleine efficacité de l'aide personnalisée au logement, que dans le patrimoine ancien, où

les crédits pour la réhabilitation risquent de rester inemployés si la question du « conventionnement » ne trouve pas de solution satisfaisante, malgré les promesses ministérielles. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas indispensable que soient réexaminés le problème de la généralisation de la réforme au 1^{er} janvier 1979 et celui de la subordination au conventionnement des prêts pour la réhabilitation du patrimoine ancien. Par ailleurs, la fédération des offices publics d'HLM estime nécessaire la prise en considération des points suivants : donner à la caisse des prêts aux HLM les moyens de fonctionner normalement, de façon à éviter tout retard dans la passation et la signature des contrats de prêt ; permettre la prise en charge, par cette caisse, des intérêts moratoires, qui ne peuvent être supportés par les offices et, par voie de conséquence, par les usagers, alors que la responsabilité de cette situation leur échappe ; donner de réelles possibilités pour l'achat des terrains en considérant qu'il n'est pas possible de se retourner vers les collectivités locales, dont la situation financière, pour la plupart d'entre elles, est difficile. A cet égard, il paraît utile, pour l'utilisation des fonds provenant du 1 p. 100 patronal, de faire sauter le butoir des 20 p. 100 pour les acquisitions foncières, réaffirmer le rôle essentiel des offices publics dont l'objectif social ne trouve aucune autre base de remplacement parmi les organismes constructeurs existants, et, partant, prendre en compte la situation et le rôle de leurs personnels, en améliorant leurs statuts et leurs rémunérations. Il lui demande de lui faire connaître la suite susceptible d'être apportée au règlement des différents problèmes ci-dessus exprimés.

Handicapés (loi du 30 juin 1975).

10323. — 19 décembre 1978. — M. Michel Barnier appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur l'application effective de la loi d'orientation du 30 juin 1975 sur les handicapés. Trois années après l'adoption par le Parlement de cette loi, quatorze articles de ce texte ne sont pas encore mis en application en raison des retards apportés à la parution de certains décrets ou circulaires d'application. Une année s'achève encore sans que la loi d'orientation ne soit vraiment appliquée. Quelles assurances Mme le ministre de la santé et de la famille peut-elle apporter sur la parution prochaine de ces décrets. Il demande, par ailleurs, au Gouvernement de lui faire connaître ses intentions en ce qui concerne le relèvement nécessaire de l'allocation aux adultes et de l'allocation d'éducation spéciale et de son complément.

Épargne (caisses d'épargne)

10324. — 19 décembre 1978. — M. Gérard Chasseguet appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur la situation actuelle des caisses d'épargne. L'intégralité de la collecte d'épargne faite par celles-ci est versée à la caisse des dépôts et consignations, laquelle a la responsabilité de gérer ces fonds. En paiement de leur activité, les caisses d'épargne reçoivent une ristourne correspondant à la différence entre l'intérêt servi par la caisse des dépôts et consignations aux caisses d'épargne sur les fonds collectés et l'intérêt servi par les caisses d'épargne à leurs déposants. Or cette ristourne, qui est actuellement de 0,75 p. 100, n'a pas évolué depuis plus de vingt-cinq ans. C'est sur le montant de cette ristourne que les caisses d'épargne doivent faire face à l'ensemble de leurs frais de fonctionnement (frais de personnel, de matériel, de fournitures, impôts et taxes, etc.). Il est indéniable que l'accroissement progressif et incontestable de la collecte s'est accompagné, pour faire face aux tâches matérielles, d'un accroissement considérable des effectifs et des moyens mécanographiques, puis informatiques. Il apparaît que, devant cette augmentation des charges, la ristourne fixée à 0,75 p. 100 est devenue tout à fait insuffisante pour permettre aux caisses d'épargne de fonctionner de façon concurrentielle avec les autres grands établissements de dépôts et de prêts. Il lui demande s'il n'envisage pas de procéder à un réajustement du taux de cette ristourne, lequel ne peut être manifestement considéré comme répondant aux besoins actuels des caisses d'épargne dans le cadre de la mission qu'elles assument.

Credit agricole (prêt d'installation « jeunes agriculteurs »).

10327. — 19 décembre 1978. — M. Jean-Louis Goaduff rappelle à M. le ministre de l'économie que le centre de gestion et de comptabilité des agriculteurs de Bretagne dont l'activité s'étend sur les quatre départements bretons bénéficie des divers agréments officiels nécessaires à son fonctionnement légal. Ce centre traite à ce jour la comptabilité d'exploitation de plus de cinq mille agriculteurs bretons. Un régime spécial pénalise toutefois son activité dans le département des Côtes-du-Nord où la caisse régionale de crédit agricole inclut les demandeurs d'un prêt d'installation « jeunes agriculteurs » à confier leur comptabilité au centre de gestion et d'économie rurale ou à un office breton d'économie rurale moyennant des avantages non négligeables. C'est ainsi que, si le jeune agriculteur adhère au CGER ou à l'OBBER, le plafond de

son prêt d'installation atteint 200 000 francs à 4 p. 100 auxquels s'ajoute une prime annuelle de tenue de comptabilité de 550 francs pendant cinq ans. L'adhérent au centre de gestion et de comptabilité des agriculteurs voit par contre le plafond de son prêt d'installation maintenu à 150 000 francs à 4 p. 100 pendant que le bénéfice de la prime annuelle de tenue de comptabilité lui est refusé. Devant un comportement aussi discriminatoire, il lui demande de lui exposer les fondements légaux des pratiques de la caisse régionale de crédit agricole ainsi que les mesures qu'il entend prendre pour rétablir une concurrence loyale.

Bâtiment-travaux publics (activité et emploi).

10328. — 19 décembre 1978. — M. Jean-François Mancel expose à M. le ministre de l'économie que la diminution du volume des crédits et donc des travaux ainsi que le retard dans le démarrage de certains chantiers ont eu des conséquences catastrophiques pour les entreprises de travaux publics. En Picardie, la profession a perdu 15 p. 100 de ses effectifs en deux ans, passant de 10 000 à 8 500 salariés pour 120 entreprises. D'autres licenciements sont en cours, dus en particulier au retard apporté dans la réalisation de l'autoroute A 26. Ces licenciements seront de l'ordre de 300 à 400 personnes. Les prévisions du VII^e Plan en matière de travaux publics étaient déjà faibles, mais actuellement, à mi-parcours, 15 p. 100 seulement de ces prévisions sont réalisées. Il existe manifestement des possibilités de grands travaux dans les régions, grands travaux à la portée d'entreprises locales regroupées qui n'ont pas les moyens de tenter l'aventure des marchés extérieurs. En Picardie, ces travaux concernent le développement du plan routier et autoroutier et la mise à grand gabarit de la liaison fluviale Seine-Est-Nord. Si l'on considère les marchés conclus ainsi que les marchés exécutés, la Picardie figurait à la fin du mois d'août au vingt et unième rang des régions en ce qui concerne l'activité en matière de travaux publics. Si les marchés conclus ont progressé de 10,5 p. 100 en France au cours des douze derniers mois, ils ont diminué de 16,5 p. 100 en Picardie. Pour les trois derniers mois, ces pourcentages sont réciproquement de : plus 29,1 p. 100 et de moins 21,7 p. 100. En matière de travaux réalisés en un an, la progression est de 1,8 p. 100 pour l'ensemble de la France et la diminution de 17,1 p. 100 en Picardie. Les conseils généraux ont le souci de développer l'infrastructure autant que l'emploi. Mais si les collectivités locales assurent près de la moitié des travaux aux petites et moyennes entreprises picardes, elles sont actuellement confrontées à un endettement qui limite leurs possibilités d'intervention. Les difficultés actuelles sont donc particulièrement graves en Picardie en ce domaine. Il lui demande, en conséquence, que des dispositions soient prises afin de permettre aux entreprises de travaux publics de Picardie de franchir la passe difficile qu'elles connaissent. Il est indispensable que de grands travaux soient lancés grâce à un supplément de crédits permettant une relance de l'activité et un maintien de l'emploi.

Entreprises (petites et moyennes, commerce extérieur).

10329. — 19 décembre 1978. — M. Jean-François Mancel appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur les énormes difficultés rencontrées par les petites entreprises qui, notamment pour assurer l'emploi de leur personnel, ont pris la décision d'étudier les débouchés offerts par les travaux à l'étranger. Afin de pouvoir soumissionner, il faut apporter une caution bancaire égale à 1 p. 100 de la valeur totale du marché. A ce propos, il lui expose le cas d'une entreprise qui, pour obtenir un marché de 45 millions de francs environ en Libye a dû trouver une caution de 450 000 francs auprès des banques, et qui s'est heurtée, à ce propos, à de très sérieux obstacles qui ont pu être toutefois surmontés à temps pour permettre à cette firme d'être adjudicataire de cette opération. Par contre, d'autres soumissions n'ont pu être conduites à leur terme, faute de pouvoir fournir les cautions nécessaires. Ces exemples illustrent les réelles difficultés que rencontrent, face aux grosses entreprises, celles de dimensions plus modestes, lorsqu'elles ont l'intention de soumissionner un marché à l'étranger. Il lui demande s'il n'estime pas particulièrement logique que, dans le cadre de l'action que disent mener les pouvoirs publics pour apporter une aide aux petites et moyennes entreprises, soit étudiée d'urgence la mise en œuvre de dispositions permettant aux entreprises concernées d'obtenir plus facilement les cautions qui leur sont nécessaires pour tenter d'enlever des marchés à l'étranger.

Mines et carrières (fer).

10330. — 19 décembre 1978. — M. Jean-Louis Masson appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur l'importance que représente comme richesse nationale irremplaçable le gisement de fer lorrain, qui est le seul gisement important de la Communauté

européenne. La crise de la sidérurgie, ainsi que les conditions anormales de la concurrence du minerai suédois ont des répercussions inévitables sur l'existence des mines de fer lorraines dont l'arrêt aurait de graves conséquences sur l'ensemble de l'activité économique, notamment commerciale, de nombreuses communes du département de la Moselle. Il est évident que l'assainissement financier de la situation des trois grands groupes sidérurgiques français ne règle en aucune façon les problèmes spécifiques des mines de fer, qui doivent recevoir des solutions particulières. Celles-ci consistent dans la mise en œuvre de mesures financières permettant la survie des mines de fer lorraines jusqu'à ce que le marché mondial de l'acier et des minerais de fer retrouve des conditions normales de concurrence. Il apparaît que ces mesures devraient prendre en considération les deux éléments de fait suivants : 1° en raison de la diminution de la consommation de minerais lorrains des usines sidérurgiques clientes, productrices de fonte phosphoreuse, les mines de mer ont dû réaliser un programme de restructuration qui ramène la production annuelle du bassin de 52 millions de tonnes à 30 millions de tonnes. Cette restructuration entraîne pour les sociétés minières des charges non liées à l'exploitation elle-même, absolument exorbitantes auxquelles elles ne peuvent faire face. Conformément à la décision prise le 26 mai 1971 par le ministère de l'Industrie pour les Charbonnages de France, placés alors dans une situation de fait identique, ces charges non liées devraient être couvertes en totalité, partie par le Gouvernement français, partie par la Communauté économique du charbon et de l'acier. 2° Les mines de fer lorraines qui produisent un minerai phosphoreux sont soumises actuellement à une concurrence « sauvage » du seul autre producteur de minerai phosphoreux européen : les mines suédoises d'une importante société d'Etat largement subventionnée par l'Etat (un milliard et demi de francs demandés à l'automne 1978 et en grande partie obtenus). Il lui demande s'il n'estime pas, en toute logique, qu'aussi longtemps que s'exercera une concurrence aussi anormale, les mines lorraines doivent recevoir une aide particulière, tant de la part du Gouvernement français que de la Communauté. Il souhaite savoir si le principe de cette aide et ses modalités ont déjà fait l'objet d'études par son département ministériel.

Mines et carrières (fer).

10331. — 19 décembre 1978. — M. Jean-Louis Masson appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur l'importance que représente comme richesse nationale irremplaçable le gisement de fer lorrain, qui est le seul gisement important de la Communauté européenne. La crise de la sidérurgie, ainsi que les conditions anormales de la concurrence du minerai suédois ont des répercussions inévitables sur l'existence des mines de fer lorraines dont l'arrêt aurait de graves conséquences sur l'ensemble de l'activité économique, notamment commerciale, de nombreuses communes du département de la Moselle. Il est évident que l'assainissement financier de la situation des trois grands groupes sidérurgiques français ne règle en aucune façon les problèmes spécifiques des mines de fer, qui doivent recevoir des solutions particulières. Celles-ci consistent dans la mise en œuvre de mesures financières permettant la survie des mines de fer lorraines jusqu'à ce que le marché mondial de l'acier et des minerais de fer retrouve des conditions normales de concurrence. Il apparaît que ces mesures devraient prendre en considération les deux éléments de fait suivants : 1° en raison de la diminution de la consommation de minerais lorrains des usines sidérurgiques clientes, productrices de fonte phosphoreuse, les mines de fer ont dû réaliser un programme de restructuration qui ramène la production annuelle du bassin de 52 millions de tonnes à 30 millions de tonnes. Cette restructuration entraîne pour les sociétés minières des charges non liées à l'exploitation elle-même, absolument exorbitantes auxquelles elles ne peuvent faire face. Conformément à la décision prise le 26 mai 1971 par le ministère de l'Industrie pour les Charbonnages de France, placés alors dans une situation de fait identique, ces charges non liées devraient être couvertes en totalité, partie par le Gouvernement français, partie par la Communauté économique du charbon et de l'acier. 2° Les mines de fer lorraines qui produisent un minerai phosphoreux sont soumises actuellement à une concurrence « sauvage » du seul autre producteur de minerai phosphoreux européen : les mines suédoises d'une importante société d'Etat largement subventionnée par l'Etat (un milliard et demi de francs demandés à l'automne 1978 et en grande partie obtenus). Il lui demande s'il n'estime pas, en toute logique, qu'aussi longtemps que s'exercera une concurrence aussi anormale, les mines lorraines doivent recevoir une aide particulière, tant de la part du Gouvernement français que de la Communauté. Il souhaite savoir si le principe de cette aide et ses modalités ont déjà fait l'objet d'études par son département ministériel.

Cliniques privées (prix de journée).

10333. — 19 décembre 1978. — M. Robert-André Vivien attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les difficultés que rencontrent les cliniques privées du fait du très faible relèvement de leur prix de journée. Il lui demande dans quel délai seront effectués le classement des cliniques selon la grille qui a été récemment arrêtée, et la réforme des tarifs de l'hospitalisation privée.

Enseignement préscolaire et élémentaire (directeurs d'école).

10335. — 19 décembre 1978. — M. Jean Fontaine appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation suivante : une directrice d'école maternelle à laquelle est adjointe une garderie communale se voit contrainte d'assurer la surveillance des élèves de l'école maternelle après les heures de classe, en attendant que les parents viennent chercher leurs enfants. Il lui demande de lui faire connaître s'il entre dans les prérogatives de ce chef d'établissement d'assurer une telle activité en dehors des heures de service.

Marchés publics (paiement).

10336. — 19 décembre 1978. — M. François Massot indique à M. le ministre de l'économie que de nombreuses entreprises ayant travaillé pour des collectivités publiques ou des établissements parapublics ne perçoivent le paiement de leurs travaux qu'avec un très grand retard ; cette situation crée des difficultés très importantes à ces entreprises, dont certaines sont acculées au dépôt de bilan. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que les règlements des marchés soient effectués dans les délais contractuellement prévus.

Impôt sur le revenu (dirigeants de sociétés).

10337. — 19 décembre 1978. — M. François Massot expose à M. le ministre du budget que l'article 15 de la loi du 20 décembre 1972, article 80 du code général des impôts, prévoit que les remboursements et allocations forfaitaires pour frais qui sont versés aux gérants de sociétés ou aux dirigeants doivent, quel que soit leur objet, être soumis à l'impôt ; or il est d'usage dans les entreprises, pour modérer les dépenses, de limiter le remboursement des frais réels justifiés par les déplacements et nécessités par la gestion à un remboursement forfaitaire ; ce système est adopté pour le personnel de chaque entreprise et ne pose aucun problème. L'application de celui-ci au personnel dirigeant est sujet à contestation, du fait qu'il est interprété comme un remboursement forfaitaire. En conséquence, il lui est demandé si l'interprétation « remboursement de frais réels justifiés sur une base forfaitaire (chambres, repas et kilomètres au tarif légal) » doit être considérée comme un remboursement de frais forfaitaires au sens fiscal défini ci-dessus et si ces remboursements doivent être intégrés au salaire du dirigeant dans tous les cas.

Famille (politique familiale).

10338. — 19 décembre 1978. — M. Francis Geng demande à Mme le ministre de la santé et de la famille, suite à sa déclaration lors de la discussion du budget de son ministère le 27 octobre 1978 confirmant que « le délai fixé par la loi du 12 juillet 1977 pour le dépôt d'un rapport sur la politique globale de la famille serait respecté », de bien vouloir lui donner les précisions suivantes : 1° ce rapport fera-t-il l'objet d'une discussion devant le Parlement à la prochaine session parlementaire pour définir enfin une véritable politique globale de la famille ; 2° qui a été ou est associé à l'élaboration de ce rapport ; 3° ne convient-il pas de consulter les divers mouvements familiaux les plus représentatifs, ou tout au moins de leur soumettre, pour avis, ce rapport.

Impôts (taxes sur le chiffre d'affaires).

10339. — 19 décembre 1978. — M. Jean Dessnès attire l'attention de M. le ministre du budget sur les redressements qui sont adressés actuellement aux commerçants et aux artisans concernant les taxes sur leur chiffre d'affaires. Le forfait étant établi tous les deux ans, il se trouve très élevé pour la période considérée. L'administration fiscale enjoint cependant aux intéressés de le verser en une seule fois. Cela met souvent les assujettis dans une situation financière impossible à résoudre. Par ailleurs, ce forfait semble souvent hors de proportion avec le chiffre d'affaires réalisé. Il

lui demande s'il ne croit pas nécessaire de revoir actuellement en totalité la fiscalité des entreprises artisanales et commerciales et de permettre des versements échelonnés sur vingt-quatre mois concernant des impositions qui sont établies sur des chiffres d'affaires réalisés sur deux années consécutives.

Mineurs (travailleurs étrangers).

10341. — 19 décembre 1978. — M. Lucien Pignion attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la situation des mineurs d'origine italienne retraités. En effet, il apparaît que ces mineurs retraités ne bénéficient pas, lorsqu'ils ont quitté la France, des prestations de chauffage et de logement prévues aux articles 22 et 23 du statut des mineurs. Ces mineurs ayant travaillé dans les mêmes conditions que leurs compagnons français doivent bénéficier des mêmes avantages. Si ces avantages sont matériels et ne peuvent être transférés à ces retraités tels quels, ceux-ci pourraient néanmoins en percevoir l'équivalent financier. Il lui demande donc ce qu'il compte faire pour éliminer ces mesures discriminatoires.

Enseignement secondaire (enseignants).

10342. — 19 décembre 1978. — M. Jean Laurain appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les graves conséquences de la décision qu'il a prise d'empêcher les agrégés d'être nommés dans un collège. Il lui demande si une telle mesure n'apparaît pas comme regrettable au moment où le Gouvernement affirme vouloir réformer la formation des maîtres et si elle ne constitue pas la première amorce d'un abaissement du niveau et du caractère universitaire de la formation des maîtres destinés à enseigner dans les collèges en vue d'effectuer un redéploiement des moyens. Il lui demande si, en outre, une telle norme ne risque pas de réduire les chances des agrégés d'obtenir des postes par rapprochement de conjoints et d'augmenter les mises à disposition d'agrégés auprès des recteurs.

Enseignement secondaire (enseignement technique et professionnel).

10343. — 19 décembre 1978. — M. Louis Mexandeau demande à M. le ministre de l'éducation les raisons qui l'ont poussé à prévoir dans la circulaire n° 78-422 du 29 novembre 1978 le maintien des classes préparatoires aux CAP en trois ans et des CPPN et des CPA. Il lui demande s'il n'estime pas que le maintien de telles structures correspond surtout à la volonté affirmée par le Gouvernement de favoriser, comme le demandent les organisations patronales, le préapprentissage et l'apprentissage au détriment de l'enseignement technique public. Il appelle son attention sur les contradictions existant entre cette circulaire et les déclarations officielles en faveur du collège unique et lui demande s'il n'estime pas que les dispositions de cette circulaire concernant l'entrée en classe de quatrième sont contraires à la loi du 11 juillet 1975.

Orientation scolaire et professionnelle (élèves de troisième).

10344. — 19 décembre 1978. — M. Louis Mexandeau demande à M. le ministre de l'éducation s'il est exact que les services académiques d'information et d'orientation encouragent l'orientation des élèves en fin de troisième vers les sections AB3 en vue d'accroître les effectifs des bacs G au détriment des sections B.

Enseignement secondaire (enseignants).

10345. — 19 décembre 1978. — M. Louis Mexandeau demande à M. le ministre de l'éducation les raisons qui l'ont conduit à supprimer les stages organisés à Sèvres pour les nouveaux professeurs de sciences économiques et sociales. Il appelle son attention sur le fait que cette décision accentue la politique de redéploiement des moyens au détriment de nos actions de formation continue des enseignants du second degré.

Enseignement (établissements).

10346. — 19 décembre 1978. — M. Louis Mexandeau appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le fait que ses établissements n'offrent souvent aucune possibilité aux personnels enseignants et non enseignants d'accéder à des boissons chaudes ou rafraîchissements. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour rattraper son retard sur ce plan.

Cantines scolaires (enseignants et personnel non enseignant).

10347. — 19 décembre 1978. — M. Louis Mexandeau appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les difficultés éprouvées par les personnels enseignants et administratifs des collèges et lycées qui se voient refuser la possibilité de prendre leurs repas à la cantine de leur établissement. Il lui demande si la publication d'un texte réglementaire reconnaissant le droit aux personnels de prendre leurs repas sur place ne serait pas de nature à faciliter la vie de la communauté scolaire.

Education (ministère : inspecteurs départementaux de l'éducation nationale).

10349. — 19 décembre 1978. — M. Jacques Mellick appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les graves insuffisances du budget 1979 concernant l'ensemble des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale, et plus précisément le problème de l'absence de créations de poste et de mesure concernant l'amélioration de leur fonction. Les tâches confiées aux IDEN croissent constamment ; promotion de nouveaux programmes et de nouvelles procédures pédagogiques, formation des enseignants, fonction de relation qu'ils exercent dans l'intérêt des maîtres, des enfants et du service public. Cent circonscriptions vont rester sans titulaire, alors qu'aucune augmentation du nombre de places mises au concours de recrutement n'est prévue, malgré les normes ministérielles fixant à cent cinquante les circonscriptions à créer, ce qui entraînera une surcharge de travail préjudiciable aux IDEN et au service qu'ils assurent. L'académie de Lille, à elle seule, compte le quart des postes IDEN vacants. Le Pas-de-Calais, pour sa part, a sept des trente circonscriptions (soit 20 p. 100 sans titulaire). La revalorisation de leur fonction est également un point essentiel, ainsi que le relèvement de l'indemnité pour charge administrative. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de permettre aux IDEN d'exercer leur profession dans de meilleures conditions.

Pensions de retraites civiles et militaires (paiement mensuel).

10351. — 19 décembre 1978. — M. Gérard Houteer attire l'attention de M. le ministre du budget sur les revendications de plus en plus pressantes des diverses catégories de retraités concernant la mensualisation des pensions. La loi du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires indique dans son article 90 que la pension est payée trimestriellement. Après de nombreuses interventions, cet article 90 a été modifié par la loi du 30 décembre 1974 qui a remplacé le mot « trimestriellement » par « mensuellement ». Or, quatre ans après le vote de cette loi, sept centres de paiement sur vingt-quatre pratiquent le paiement mensuel, de sorte que 500 000 retraités seulement sont mensualisés, soit à peu près le quart de l'ensemble. S'il est vrai qu'au 1^{er} janvier 1978, quatre centres ont été mensualisés, il semble que cet effort ait été exceptionnel et qu'avec le projet de budget 1979 (lequel ne prévoit des crédits que pour la mensualisation d'un seul et nouveau centre) l'on reprenne un rythme particulièrement lent. En fait, les retraités s'impatientent. Le Gouvernement avait promis à diverses reprises, dans les réponses aux questions écrites et orales des parlementaires, que l'opération serait achevée en 1980. De plus, pour passer du paiement trimestriel au paiement mensuel, neuf centres sont techniquement prêts pour réactualiser l'opération dans l'immédiat si on le désire. Sept centres ne seraient pas encore complètement équipés. En conséquence, il demande si des mesures sont envisagées pour accélérer le rythme actuel.

Handicapés (carte d'invalidité « station debout pénible »).

10353. — 19 décembre 1978. — M. Emmanuel Hamel attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le fait que, compte tenu du barème mentionné au tableau des incapacités annexé au code des pensions civiles et militaires, l'amputation d'une jambe n'entraîne pas ipso facto l'obtention de la carte d'invalidité qui n'est attribuée, selon les normes actuellement en vigueur, qu'aux grands infirmes ayant au moins 80 p. 100 d'incapacité permanente, taux supérieur à ceux de 60 à 65 p. 100 prévus pour une amputation de jambe au tiers moyen ou inférieur et à ceux de 65 à 70 p. 100 pour une amputation au tiers supérieur. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas conforme à la politique de solidarité plus active à l'égard des handicapés, qu'elle anime depuis plus de quatre ans, de prévoir l'assouplissement des conditions d'obtention de la carte d'invalidité par les amputés d'un membre inférieur afin qu'ils puissent enfin bénéficier, dès 1979, d'une carte d'invalidité portant la mention « station debout pénible », quitte à limiter dans un premier temps les avantages de cette carte à un droit d'accès prioritaire aux guichets et bureaux des administrations et des banques et aux places réservées aux mutilés dans les chemins de fer et transports en commun.

Droits d'enregistrement (testaments).

10355. — 19 décembre 1978. — M. Adrien Zeller expose à M. le ministre du budget que les testaments par lesquels le père et la mère d'un seul enfant ont réparti leur fortune entre ce dernier et d'autres héritiers (ascendants, conjoint, etc.) n'ont pas pour objet d'opérer un transfert de propriété, car s'il n'y avait pas eu de testament tous les héritiers auraient été saisis de plein droit de l'ensemble des biens de leur parent, conformément aux dispositions de l'article 724 du code civil. Ces actes ne produisent donc que les effets d'un partage. Or ils sont enregistrés au droit fixe de 75 francs prévu par l'article 848 du code général des impôts. Les testaments par lesquels une personne sans postérité a procédé à la distribution de sa succession entre ses héritiers collatéraux sont soumis au même régime fiscal, bien qu'ils ne produisent aussi que les effets d'un partage. Par contre, les testaments par lesquels un père ou une mère de plusieurs enfants a désigné les biens qui seront recueillis par chacun de ses descendants sont enregistrés au droit proportionnel beaucoup plus élevé. Il lui demande s'il envisage de prendre des mesures afin de changer cette réglementation qui est en contradiction avec les principes d'une politique globale de la famille et qui pénalise les familles ayant plusieurs enfants.

Radiodiffusion et télévision (films de cinéma).

10356. — 19 décembre 1978. — M. Pierre Bernard Cousté attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur la modicité des crédits affectés par les sociétés françaises de télévision à l'acquisition des droits de diffusion à l'antenne des films de cinéma. En l'occurrence, ces crédits s'élèvent à 80 millions de francs par an, soit environ 3 p. 100 du budget des trois sociétés de programmes, et cela pour plus de 500 films, dont 375 diffusés aux heures de forte écoute, le soir à 20 h 30 et le dimanche après-midi. Le prix moyen d'acquisition des droits de diffusion d'un film à l'antenne représente, approximativement, le dixième du coût moyen de production d'une dramatique de même durée. Il est l'équivalent du prix de vente d'une minute d'antenne à 20 h 30 aux annonceurs de messages publicitaires. En conséquence, il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour mettre un terme à cette distorsion.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements).

10357. — 19 décembre 1978. — M. Alain Faugaret s'étonne du non-respect des délais de réponse à certaines des questions écrites qu'il a posées au Gouvernement. Ainsi il rappelle à nouveau à M. le ministre de l'éducation sa question n° 5567 en date du 26 août 1978 relative à la scolarisation du secteur de Roubaix-Nord et qui a fait l'objet d'un premier rappel n° 7750 déposé le 26 octobre 1978.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

10358. — 19 décembre 1978. — M. Alain Faugaret s'étonne du non-respect des délais de réponse à certaines des questions écrites qu'il a posées au Gouvernement. Ainsi, il rappelle à M. le ministre du budget ses questions n° 5131 en date du 5 août 1978 et n° 7156 en date du 13 octobre 1978 relatives à la situation fiscale de deux contribuables, l'un cadre dans un service nationalisé, l'autre fonctionnaire occupant un logement de fonction.

Administration pénitentiaire (médecins psychiatriques).

10359. — 19 décembre 1978. — M. Alain Faugaret s'étonne du non-respect des délais de réponse à certaines des questions écrites qu'il a posées au Gouvernement. Ainsi, il rappelle à Mme le ministre de la santé et de la famille sa question n° 8701 déposée le 17 novembre 1978 relative aux personnels du secteur de l'hygiène mentale.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (protection).

10360. — 19 décembre 1978. — M. Maxime Gremetz demande à M. le ministre de la culture et de la communication les raisons qui ont présidé à l'arrêt des fouilles sur les sites archéologiques exceptionnels du Campo Santo et de Saint-Pierre-Lentin, à Orléans. Il lui demande que les fouilles reprennent avec des moyens accrus et que les travaux de démolition soient suspendus si nécessaire.

Rectificatif.

I. — Au Journal officiel n° 6 du 3 février 1979
(Débats parlementaires, Assemblée nationale).

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

1° Page 737, 2° colonne, 25° ligne de la réponse à la question écrite n° 9141 de M. Jacques Mellick à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, au lieu de : « ... que la loi du 9 décembre 1974 soit complétée afin de permettre... », lire : « ... que la loi du 9 décembre 1974 soit modifiée afin de permettre... » ;

2° Page 791, 2° colonne, 32° ligne de la réponse à la question écrite n° 9529 de M. Charles Miossec à M. le ministre des transports, au lieu de : « Les difficultés que connaissent actuellement certaines des coopératives de l'UNICOB ou certains de leurs adhérents pour le remboursement d'échéances de prêts en cours... », lire : « Les difficultés que connaissent actuellement certaines des coopératives de l'UNICOB ou certains de leurs adhérents pour le remboursement d'échéances de prêts en cours... ».

II. — Au Journal officiel n° 7 du 10 février 1979
(Débats parlementaires, Assemblée nationale).

QUESTIONS ÉCRITES

Page 830, 1^{re} colonne, au lieu de :

Assurance invalidité-décès (conditions d'attribution).

« 12054. — 10 février 1979. — M. Jean-Marie Daillet expose à M. le ministre du budget... ».

Lire :

Taxe sur la valeur ajoutée (exonération).

« 12054. — 10 février 1979. — M. Jean-Marie Daillet expose à M. le ministre du budget... ».

(Le reste sans changement.)

ABONNEMENTS

	FRANCE et Outre-mer.		ETRANGER
	Francs.	Francs.	
Assemblée nationale :			
Débats	36	235	
Documents	65	335	
Sénat :			
Débats	28	125	
Documents	65	320	

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone } Renseignements : 579-01-95
Administration : 578-61-39

TELEX 201176 F DIRJO-PARIS